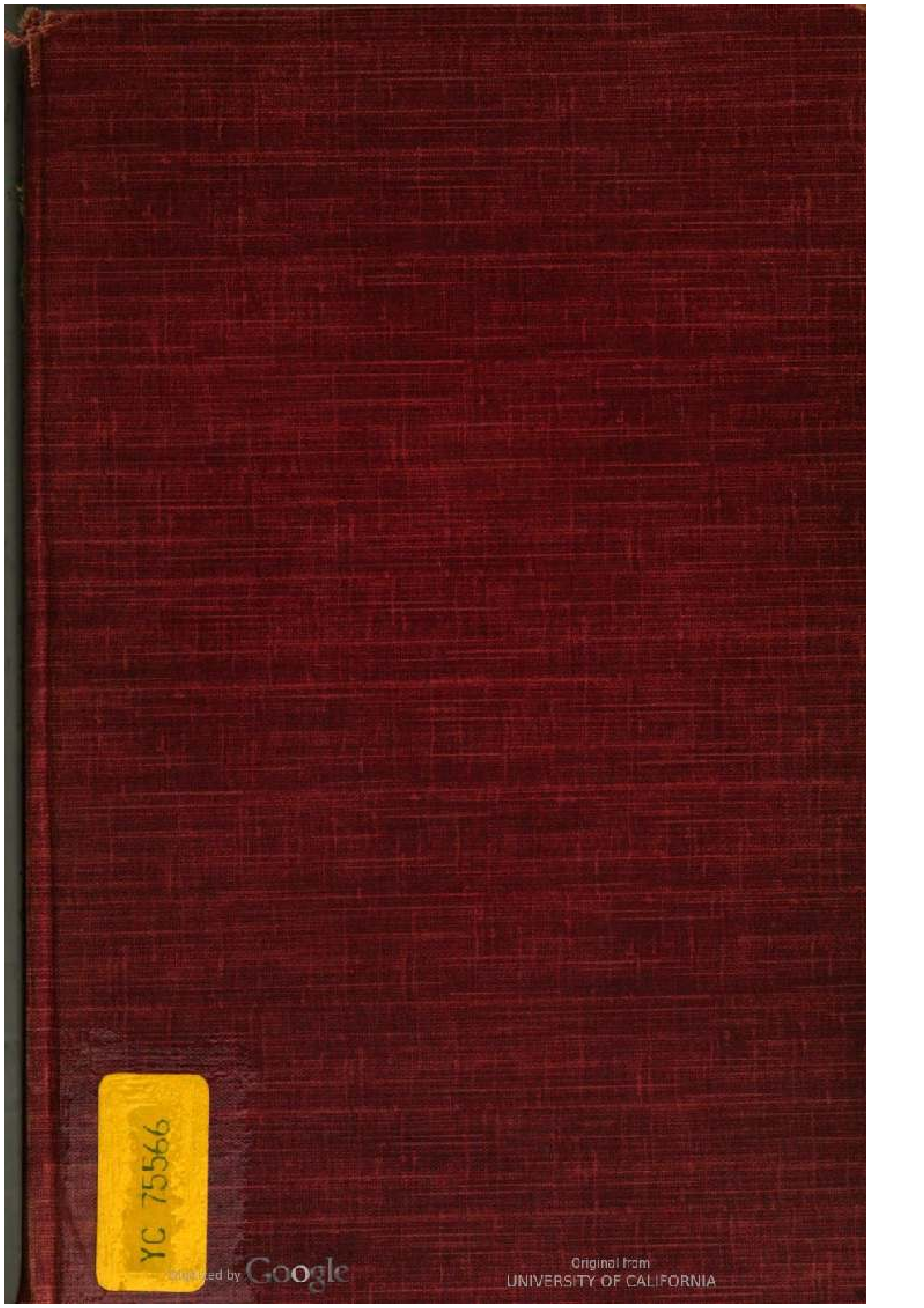

YC 75566


SIGILLVM · UNIVERSITATIS · CALIFORNIENSIS
FIAT LVX
MDCCCLXVIII
EX LIBRIS



ANDRÉ LEBEY

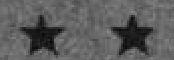
LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE



et la

RÉVOLUTION DE 1848

Avec des Documents et des Portraits inédits



PARIS
Société d'Édition et de Publications
Librairie Felix JUVEN
122, Rue Réaumur, 122



LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE

ET

LA RÉVOLUTION DE 1848



DU MÊME AUTEUR

POÈMES

Plusieurs plaquettes (épuisé).
Sur une route de cyprès (épuisé).

ROMANS

L'âge où l'on s'ennuie, chronique de 1900.
Les pigeons d'argile.

ESSAIS DE PSYCHOLOGIE HISTORIQUE

Essai sur Laurent de Médicis.
Le Condottière Castruccio Castracani (épuisé).
Le Connétable de Bourbon, couronné par l'Académie française (Prix Gobert).
Les trois coups d'État de Louis-Napoléon Bonaparte :
I. — Strasbourg et Boulogne.
II. — Louis-Napoléon Bonaparte et la Révolution de 1848, tome I.

EN PRÉPARATION

III. — Le Prince-Président et ses premiers Ministères.
IV. — L'Elysée et le Parlement.
V. — Le Coup d'État du 2 Décembre.

Vie d'Armand Carrel, 1800-1836.

ANDRÉ LEBEY

LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE

ET

LA RÉVOLUTION DE 1848

AVEC DES DOCUMENTS ET DES PORTRAITS INÉDITS

✡ ✡ Vol. II



PARIS
SOCIÉTÉ D'ÉDITION ET DE PUBLICATIONS
Librairie FÉLIX JUVEN
122, RUE RÉAUMUR, 122

19..

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

CONSTITUTION

LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE

LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE PRÊTANT SERMENT

(Image populaire en couleurs de la fabrique Dembour et Gangel, Metz et Paris.)



LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE

et

LA RÉVOLUTION DE 1848

CHAPITRE IV

LA SECONDE ÉLECTION ET SES RÉSULTATS

Cavaignac ; sa situation et son action. — *Le National* a réalisé son plan. — Les fautes du dictateur parlementaire. — Le 13 Vendémiaire. — Louis-Napoléon aboutissant suprême de 1848. — Lettres au prince Jérôme et au général Piat. — Louis Blanc à l'hôtel du prince de Galles. — Ferrère envoyé vers le comte Orloff. — Les journaux. — Rapport de l'avocat général de Metz au sujet d'une lettre de propagande. — Les affiches. — Trois cent mille suffrages. — Nouveau rapport explicatif. — Ledru-Rollin au banquet du Châlet. — Arrivée de Louis-Napoléon à Paris. — Louis-Napoléon à l'Assemblée Nationale. — La Constitution. — Les débats parlementaires à son sujet. — Les systèmes d'élection présidentielle. — La proposition de Marrast. — Parieu évoque la perspective du coup d'État. — L'amendement Grévy. — Le discours de Lamartine. — Flocon. — Le suffrage direct adopté. — Louis-Napoléon appelé à s'expliquer par l'Assemblée. — Antony Thouret. — Le mouvement irrésistible vers l'héritier de Bonaparte. — L'hôtel du Rhin. — Le prince et Proudhon. — Le docteur Véron. — Fleury. — Ce qu'est le prochain président d'après trois témoins.

Louis-Napoléon allait être aussi la dernière possibilité nationale (1). — Dans une lettre placée en tête

1. Alexandre Dumas écrit dans *le Mois* du 1er septembre 1849, n° 21 (Paris, Edouard Cholet, 171, rue Montmartre) : « A l'endroit de Louis-Napoléon, au contraire, (l'auteur l'oppose à Cavaignac), tout était espérance ; il est vrai que cette espérance était purement instinctive : elle venait de l'inconnu. — La situation était bien fatale aux yeux de tous, puisque les esprits les plus craintifs, les tempéraments les plus conservateurs, les intelligences les plus timorées, préféraient cette chute dans l'obscurité qui, peut-être,

de l'ouvrage de Laity (1), le prince avait dit en juillet 1838 : « ... Si, un jour, les partis renversaient le pouvoir actuel (l'exemple des cinquante dernières années nous permet cette supposition) et si, habitués qu'ils sont depuis vingt-trois ans à mépriser l'autorité, ils sapaient toutes les bases de l'édifice social, alors, peut-être, le nom de Napoléon serait-il l'ancre de salut pour tout ce qu'il y a de généreux et de vraiment patriote en France. » La supposition s'était réalisée ; le pouvoir républicain n'avait pu s'élever seul

cachait un abime, à la persévérance dans ce qui était visible aux regards de tous. Nous fûmes de ceux-là et, nous l'avons dit, nous votâmes pour Louis-Napoléon. Nous votâmes pour lui parce que nous crûmes voir dans le vote des cinq ou six départements qui, par une double élection, le portaient obstinément à la Chambre une expression de la volonté universelle. Nous votâmes pour lui parce que nous sentions que sa popularité, qui pénétrait jusqu'aux profondeurs les plus obscures de la société, serait une digue contre les plagiaires de 1793 qui ressuscitaient toutes ces dénominations fatales de jacobins, de montagnards, de sans-culottes, dénominations que nous croyions comprises dans le décret qui abolissait la peine de mort. Nous votâmes pour lui parce que, sans engagement pris avec aucune faction, parce que libre, non seulement dans sa conscience, mais encore dans sa volonté, il pouvait choisir parmi tous les principes ce qu'ils avaient de généreux, parmi toutes les opinions, ce qu'elles avaient de logique, parmi tous les partis, ce qu'ils avaient d'intelligent. Nous votâmes pour lui, parce qu'il y a des noms qui obligent et qu'il portait un de ces noms-là, parce que l'homme qui rappelait Napoléon Bonaparte devait avoir hérité avec ce nom d'un grand sentiment de nationalité, d'un grand besoin de stabilité sociale, d'une grande vénération pour la dignité de la France, d'un grand amour pour l'art, d'un grand respect pour la religion. Nous votâmes pour lui enfin parce que, n'étant encore rien par le fait, mais tout par l'espérance, nous pensâmes qu'il se rappellerait que Cromwell, nommé protecteur, avait derrière lui les victoires de Marston-Moor et de New-Bury ; que Washington, nommé président, avait battu Howe, Clinton, Burgoyne, Cornwallis, c'est-à-dire les quatre premiers généraux de l'Angleterre ; que Bonaparte enfin, nommé premier consul, avait conquis l'Italie comme Annibal, l'Égypte comme César ; et qu'ainsi placé en face du néant de son passé et de la grandeur de son avenir, il comprendrait que moins il avait fait, plus imminente lui était imposée l'obligation de faire. » (p. 258).

1. *Le prince Napoléon à Strasbourg ou relation historique*, etc. Paris, 1838.

ni solidement sur la ruine nouvelle, entassée par lui, malgré ses efforts persévérants, malgré le sang versé (1). L'Assemblée avait tort de rire quand elle apprit dans la séance du 1er juillet qu'un Corse, le citoyen Remien, émettait le vœu de voir Louis-Napoléon placé à la tête du gouvernement comme consul ou comme empereur (2). Pour se maintenir, la république civile avait eu besoin d'un soldat ; et, de jour en jour, il se prouvait davantage que le général ainsi dressé sur le sommet de la société française comme une dernière sauvegarde ne possédait pas l'intelligence nécessaire. De lui-même, et par l'aide de ses amis, il se discréditait de plus en plus.

Nous avons étudié les nombreuses difficultés de sa position. Il convient d'ajouter que Cavaignac héritait non seulement du reliquat laissé par la monarchie depuis Louis-Philippe, et que la République avait fort insuffisamment liquidé, ou même point, mais encore de celui du gouvernement provisoire ; cet alliage était écrasant. Il fallait que le dictateur fît tout, et par lui-même ; — il agissait très difficilement et ne fit rien. A une heure où la conciliation devenait indispensable, certaines avances devaient être consenties et proposées aux divers partis qui représentaient l'opinion publique ; réunis par l'autorité et y participant, dans une certaine mesure, ils risquaient de moins combattre les uns contre les autres ; à la longue un maître rude et souple à la fois pouvait espérer les fondre ou les réserver dans la dépendance de leurs réciproques servitudes, puisque les partis ne désar-

1. Dans une lettre à M. Senard, écrite pendant l'insurrection, Marrast déclarait : « Jamais autant de sang n'a taché le pavé de Paris. »

2. *Démocratie pacifique* du 2 juillet. — C'est dans cette même séance qu'un pétitionnaire demandait le rétablissement du divorce et un autre que la polygamie fût autorisée.



ment jamais. — Cavaignac n'envisage pas ce rôle, et ne l'essaiera que sur la fin de son mandat, quand il aura blessé tout le monde et connu, lui aussi, le désespoir ; eût-il mieux saisi la tactique parlementaire qu'il eût échoué de même, à moins d'un coup d'État : il ne pouvait tendre la main ni à droite, ni à gauche; rivé au *National* qui, parce que gouvernement, figurait le centre, il n'avait le droit d'admettre, même dans le camp républicain, d'autres hommes que ceux du *National* (1) ou de sa couleur, et en se méfiant encore qu'une nuance prohibée ne s'y ajoutât ; la plus petite différence l'exposait aux contrariétés, à tous les obstacles. Aussi, — et de lui-même, — peu à peu, par point d'honneur mal compris, croyant établir, grâce à son intransigeance, une balance équitable entre le nécessaire et l'inutile, le vrai et le faux, le juste et l'injuste, il s'en tiendra là, presque satisfait. Comme pendant l'émeute, son attitude lui semblera établie dans les limites du droit ; quelquefois, il s'y pensera même offert en holocauste. Jugeant la politique comme la guerre civile, il allait contre ce que doit être la conception républicaine ; pour ne pas avoir tort dans cette façon d'agir, il fallait avoir raison en fait, parler au nom d'un idéal supérieur et apporter une solution meilleure que les précédentes ; or le parti victorieux demeurait principalement décoratif et poursuivait surtout, de bonne foi souvent et en pensant servir l'humanité, un but personnel, la réalisation d'un appétit dangereux quand il se restreint à lui seul et que rien d'autre ne l'anime, ou alors ne le circonscrit, celui de réussir. La réussite effectuée, il subsiste encore deux genres d'hommes, ceux qui, le profit raflé, s'arrêtent, satisfaits,

1. Voir : *Le Mois*, déjà cité, et précédemment, t. I.

ceux qui, tout en profitant, persévèrent d'autant mieux que la victoire les favorise ; les premiers, en majorité, composaient la phalange de Marrast. Ces acharnés avaient intrigué, travaillé toute leur vie pour parvenir ; parvenus, ils ne demandaient plus rien et ne comprenaient pas que d'autres, derrière eux, fussent mécontents (1).

A nos époques, pour toucher à certaines questions brûlantes que l'intrigue personnelle, la bêtise et l'argent ont salies jusqu'à en ronger presque tout le métal, une lucidité intellectuelle particulière — celle de Cavour — ou une sorte de foi presque apostolique — et l'exemple manque, à moins que l'on ne cite Garibaldi, instrument, souvent, dans la main du premier, ou Mazzini, — sont requises. L'honnêteté de Cavaignac montre ce que la bonne foi peut renfermer de dangereux, mal exploitée. « Du premier jour jusqu'au dernier, Cavaignac tournera dans un cercle étroit, s'imaginant que *le National* seul représente la république et que, hors de là, il n'y a qu'ennemis et monarchistes déguisés (2). » En réalité, de plus en plus tenace désormais, *le National* frappait à droite pour se faire pardonner par les radicaux dont il combattait les idées, à gauche pour se faire excuser par la droite de ses rigueurs. Cavaignac était l'instrument de ces exécutions mal équilibrées, faussement impartiales, et, bien qu'il ne le fût pas de par son calcul, apparaissait l'homme d'une secte.

Sentant peut-être ce qu'il en était, ne voulant néanmoins pas quitter sa place, reconnaissant que la France réclamait le repos et l'ordre, mais refusant d'éva-

1. Ceux qui n'avaient voulu parvenir que par idéal républicain, par une sorte d'idéal classique, plus littéraire que réel, comme Arago, pensaient de même.

2. Victor Pierre, *Histoire de la république de 1848*, déjà cité, t. I, p. 441.

luer qu'après les journées de Juin il ne réussirait jamais à se valoir les sympathies populaires ni celles de la Montagne, il perdit, en espérant quand même les conquérir, celles qu'il conservait encore à droite où, malgré ses attaches, sa qualité de soldat, sa fermeté devant l'émeute et sa loyauté un peu simple fournissaient, en attendant mieux, autant de titres que de garanties. Le 2 septembre, dans un discours intempestif, il releva un drapeau qui ne ralliait plus personne, grâce au gouvernement provisoire, et qui ne rallierait que de moins en moins de monde si Cavaignac s'intitulait son défenseur, puisqu'il avait, plus que tout autre, contribué à l'abattre, toujours sans s'en douter. « Il est de mon devoir, disait-il, de me poser en ennemi irréconciliable de tous ceux qui traduisent les espérances ou les vœux du passé en faits et qui déclarent que la république est une chose mauvaise ou insuffisante. Je me vois appelé à faire à ces hommes une guerre d'hommes irréconciliables. C'est à cela, je le déclare, qu'en ce qui me concerne et en ce qui concerne tous les hommes dévoués qui se sont associés à moi, c'est à cette lutte que nous sommes décidés à livrer tout ce que nous pourrons lui livrer, notre responsabilité, notre repos, notre honneur même, si la république pouvait jamais exiger un pareil sacrifice. Nous faisons appel dans le pays à tout ce qui partage notre conviction, à tout ce qui est sincèrement résolu, sans arrière-pensée, sans calcul, à combattre, je le répète, d'une manière irréconciliable (le mot revenait deux fois) les deux opinions extrêmes que j'ai désignées à l'Assemblée. Quiconque ne voudra pas de la république est notre ennemi, notre ennemi sans retour. Il y a une chose contre laquelle nous emploierons à nos risques et périls, sous notre responsabilité, toutes les armes

que l'Assemblée nous a données : c'est l'attaque contre le principe républicain. » Et le général, non sans une certaine prétention (1), ajoutait : « Le moment n'est pas loin où nous irons, à notre tour, nous promener sur le Forum au milieu de ceux dont nous avons voulu proscrire les idées et les doctrines (2). » — Il est bon de rester le maître véritable ou de se sentir bien fort pour tenir un pareil langage ; dans ce cas même, il vaut mieux se taire ou parler plus doucement. Cavaignac était un acteur sans le savoir, un acteur morose et qui jouait pour de bon. Le jour où il s'expliqua de la sorte, il poussa lui-même vers la sortie le dernier public qui lui restait fidèle, sans s'attirer celui qui, n'étant plus habitué depuis longtemps à un semblable verbe, n'allait plus au théâtre.

Pendant quinze jours, il médita sur sa maladresse ; quand elle fut bien mûre, il la comprit et en commit une autre. Ce qui ne laissa pas, en effet, d'étonner chez un homme aussi rigide, il changea de tactique, sans transition. Désireux de donner des gages aux partis qu'il avait blessés, il appela trois conservateurs plutôt royalistes, affirma sa modération et s'expliqua de sa métamorphose le 16 octobre, à l'Assemblée. C'était avouer son erreur comme sa faiblesse. Senard découvrit mieux encore cette faiblesse du gouvernement lorsqu'il déclara que le cabinet avait dû se modifier parce que l'opinion publique se retirait de lui un peu sur tous les points.

Cavaignac était perdu. Les purs qui avaient approuvé, de loin, son discours du 2 septembre retrouvèrent leur

1. Cavaignac n'avait rien d'un Sylla et grandissait gratuitement son rôle personnel. « Ces paroles prouvaient que le chef du pouvoir exécutif ne s'abusait pas moins sur la société romaine que sur la société française. » Cassagnac, *Histoire de la chute du roi Louis-Philippe*, etc., déjà cité, t. I, p. 491.

2. *Le Moniteur* du 3 septembre 1848.

voix des grands jours et lancèrent l'excommunication. « Nous restons avec Godefroy, nous ! » s'écria, pour eux, Auguste Mie, député de la Dordogne. Cavaignac achevait d'autant plus son suicide que des gens comme Dufaure et Vivien, ses nouveaux alliés, n'appartenaient à aucune opinion ni ne pouvaient en adopter aucune ; ils venaient d'un parti qui, lui-même, n'en constitue pas un, le tiers-parti, car il n'est pas non plus le tiers-état, mais son plus pâle reflet, le dernier mot de l'atonie et de la stagnation. Ceux qui le composent servent avec indifférence n'importe quel gouvernement ; sans idéal politique ou autre, ils confondent l'idée de patrie avec leur intérêt et deviennent incapables aussi bien d'intelligence réelle que de ruse hardie ou de sérieux dévouement. Enfants inconscients du niveau égalitaire le moins admissible, ils le promènent sur le genre humain par leur médiocrité : aucune tyrannie n'est plus exécrable que la leur ; il n'en existe pas de plus facile ni de plus secrète ; elle parle au nom des principes, et elle réalise leur seule apparence en flattant les vices négatifs de l'homme, la paresse, l'indifférence, la soumission dépourvue de conscience et la peur. En utilisant de pareils auxiliaires, Cavaignac démontrait au pays qu'il n'avait su réunir qu'une seule catégorie de députés, ceux qui n'avaient pas d'opinion; il permettait de constater qu'en dépit de ses discours et en dehors de la discipline, il n'en possédait pas lui-même de bien arrêtée. Un républicain a pu l'accuser ainsi sans injustice de ne pas croire aux républicains (1). Étant donnés ceux-ci et la façon dont ils

1. Taxile Delord, *Histoire du Second Empire*, déjà cité, t. I, p. 128. « Il se sentait isolé au milieu de ses partisans ; il lui fallait l'approbation d'une société qui ne pouvait que lui être hostile ; le général Cavaignac avait, en un mot, un grand défaut pour un

servaient leurs idées, comment y aurait-il cru ? La France entretenait le même scepticisme. Afin de les admettre, il fallait recommencer à gouverner contre la nation, suffisamment payée, elle aussi, pour avoir tous les droits de s'abriter derrière la plus vigilante méfiance. Or, à une époque où l'idée du pouvoir absolu n'avait cessé d'être sapée comme nuisible ou monstrueuse, on ne pouvait gouverner contre la nation avec un peu de suite que par la terreur, et personne ne voulait en arriver là (1).

De tous les excès d'un gouvernement, l'indécision et la faiblesse sont peut-être les pires ; cela est d'autant plus probable qu'elles émanent, en général, l'une et l'autre, d'une incompréhension. Les diverses monarchies françaises du siècle en étaient mortes ; la république de Marrast menaçait d'en mourir à son tour et Cavaignac avec elle. A certaines époques, il est vrai, l'avenir reste indéchiffrable ; l'avenir appartient pourtant à qui sait le pressentir, et il est à peu près sûr qu'à cette heure Louis-Napoléon l'avait prévu. Là, comme partout, oscille une minutieuse balance où la moindre erreur, le destin aidant, prépare la chute. Le chef du Pouvoir Exécutif n'avait presque entassé que des erreurs.

A Paris, où l'on se montre si certain d'être averti, on croyait à Cavaignac ; en province, on souriait de l'illusion parisienne. On peut n'être ni royaliste ni républicain, se défier à la fois de la tradition et de la démocratie ou, plutôt, constatant avec tristesse combien ces formules reposent sur peu de chose, ou,

homme appelé à fonder une république, il ne croyait pas aux républicains. »

1. « Comment retenir le pouvoir contre une majorité, si ce n'est par la terreur ? Ce mot était au fond de la situation depuis le 24 février ; heureusement, il n'était pas dans les mœurs. » *Mémoires d'Odilon Barrot*, déjà cité, t. II, p. 463.

déjà, sur des ruines et sont usées, utiliser ce qui en subsiste puis, réunissant les forces diverses par la puissance d'une compréhension générale, être un créateur nouveau, principalement dans un âge où tout se trouve si mêlé que les mots, comme les étiquettes où les partis les inscrivent, finissent par perdre leur sens sans garder aucune espèce de signification précise, mais encore est-il nécessaire d'avoir établi son but, de connaître l'œuvre à réaliser, la situation, et enfin d'être quelqu'un. Cavaignac ne voyait et n'existait, — répétons-le, — que par un journal. Raidi au milieu de son ministère couleur de muraille (1), surveillé, orienté par Marrast, il était devenu l'homme de la bourgeoisie; Marrast, de son côté, si délié, si pénétré du génie de l'intrigue, était usé déjà, s'était usé lui-même, l'intrigue finie. Une fois sur la colline vers laquelle toute sa vie avait tendu, il voyait mal au delà et n'était plus de taille ; il accomplissait son rôle convenablement et gouvernait l'Assemblée, mais ne savait pas représenter un grand pays, ni le comprendre, et ne gouvernait pas la France. Il n'y avait toujours pas de gouvernement. Cela ne pouvait durer. Le pays ne se contenterait jamais de la situation qui lui était faite. Malgré elle, et à regret, la bourgeoisie était obligée de quitter le gendarme de juin auquel elle avait d'abord tressé tant de couronnes et

1. La gauche, en effet, nous l'avons vu, était définitivement hostile; la droite, qui n'est jamais contente, et ose d'autant plus le dire que le gouvernement est faible, — car seul un gouvernement fort, même adverse, trouve toujours moyen de la ramener, — accepta comme une chose due les trois ministres qu'on prenait chez elle, mais prétendit immédiatement que cela ne présentait pas d'intérêt et ne comptait plus parce que Cavaignac, pour se faire pardonner d'autre part, contraint, plaçait ailleurs des gens du *National :* Gervais, influent dans les sociétés secrètes, à la préfecture de police, Etienne Arago à la direction des postes, et Recurt à la préfecture de la Seine.

à chercher ailleurs ; elle reniait de la sorte son défenseur au moment même où il la reflétait le mieux et où il lui dédiait, en quelque sorte, sa cour. — Plus d'illusion dans aucune classe. Il reste avéré formellement désormais que Cavaignac, ni dictateur ni conciliateur, n'est qu'un parlementaire ; l'action seule — et quelle action, dont on ne voulait plus se souvenir ! — avait fait de lui autre chose ; l'épée une fois au fourreau, il était retombé. Son inutilité frappait d'autant plus péniblement que la répression de juin pesait sur tous. Cette triste victoire, qui était une défaite, avait anéanti le cœur vivant de la France. A Paris, on avait le sentiment de la mort (1).

La bourgeoisie, qui répudiait avec horreur la révolution, l'ensemble de la société, qui ne l'admettait guère, reconnaissaient pourtant ou sentaient obscurément que l'ancien ordre ne continuerait pas sans subir quelques améliorations. Malgré ce qu'il y a d'exclusif dans certaines intelligences, elles sont amenées, par la force des choses, par le malaise qui en résulte, à percevoir les mouvements qui se forment dans l'humanité. Au cours de ces diverses guerres civiles, un homme venait de mourir qui, bien que monarchiste, avait écrit, et pas seulement par coquetterie posthume, dernière flèche de vieux séducteur littéraire, les lignes suivantes : « La société telle qu'elle est aujourd'hui n'existera pas. A mesure que l'instruction descend dans les classes inférieures, celles-ci découvrent la plaie secrète qui ronge l'ordre social depuis le commencement du monde, plaie qui est la

1. « Je vois ici des Français de toutes les couleurs ; ils sont unanimes à avoir le sentiment de la mort. Oui, c'est bien la mort qui seule caractérise la situation de la ville de Paris, dont la province ne veut plus accepter les lois. » *Mémoires, documents et écrits divers laissés par le prince de Metternich*, etc. Plon, 1884, t. VIII, p. 177.



cause de tous les malaises et de toutes les agitations populaires. La trop grande irrégularité des conditions et des fortunes a pu se supporter tant qu'elle a été cachée d'un côté par l'ignorance, de l'autre, par l'organisation factice de la cité ; mais, aussitôt que cette inégalité est généralement aperçue, le coup mortel est porté. Recomposez, si vous le pouvez, les anciennes fictions aristocratiques ; essayez de persuader au pauvre quand il saura lire, au pauvre à qui la parole est portée chaque jour par la presse de ville en ville, de village en village, essayez de persuader à ce pauvre possédant les mêmes lumières et la même intelligence que vous, qu'il doit se soumettre à toutes les privations tandis que tel homme, son voisin, a, sans travail, mille fois le superflu de la vie, vos efforts seront inutiles ; ne demandez pas à la foule des vertus au delà de la nature. — Le développement matériel de la société accroîtra le développement des esprits. Lorsque la vapeur sera perfectionnée, lorsque, uni aux télégraphes et aux chemins de fer, elle aura fait disparaître les distances, ce ne seront pas seulement les marchandises qui voyageront d'un bout du globe à l'autre avec la rapidité de l'éclair, mais encore les idées. Quand les barrières fiscales et commerciales auront été abolies entre les divers États comme elles le sont entre les provinces d'un même État, quand le salaire, qui n'est que l'esclavage prolongé, se sera émancipé à l'aide de l'égalité établie entre le producteur et le consommateur ; quand les divers pays, prenant les mœurs les uns des autres, abandonnant les préjugés nationaux, les vieilles idées de suprématie ou de conquête, tendront à l'unité des peuples, par quel moyen ferez-vous rétrograder la société vers des principes épuisés ? Le manque d'énergie, à l'époque où nous vivons, l'absence des

capacités, la nullité ou la dégradation des caractères, trop souvent étrangers à l'honneur et voués à l'intérêt, l'extinction du sens moral et religieux, l'indifférence pour le bien et le mal, pour le vice et la vertu ; le culte du crime ; l'insouciance ou l'apathie avec laquelle nous assistons à des événements qui, jadis, auraient remué le monde ; la privation des conditions de vie qui semblent nécessaires à l'ordre social : toutes ces choses pourraient faire croire que le dénouement approche, que la toile va se lever, qu'un autre spectacle va paraître... (1). » Le poète qui prenait un ton d'oracle aussi destructeur était un des derniers pèlerins de Goëritz, le biographe de Rancé (2), Chateaubriand.

1848 s'affirmait aux uns comme une faillite révolutionnaire, aux autres comme la préface incomplète et déchirée des temps nouveaux. Pour les uns et pour les autres, Louis-Napoléon représentait l'avenir, les révolutionnaires n'ayant pas plus de candidat que les réactionnaires (3) ; la bourgeoisie demeurant dans le même cas, il se trouvait le seul homme capable de réunir les divers suffrages de la nation. — Cavaignac avait dit encore à l'Assemblée : « Je rappelle que mon père siégeait à la Convention et que je suis heureux et fier d'être le fils d'un tel homme. » Il ne rappelait pas tout — ni le plus intéressant dans

1. *Essai sur la littérature anglaise.*

2. C'est Quinet, à mon sens, du moins, qui a le mieux compris la grande âme de Rancé. Pour la saisir tout entière il faut réunir l'ami de l'abbé Séguin et l'ami de Michelet. — E. Quinet, *L'Ultramontanisme et l'Église romaine*, Paris, 1844, p. 173 et suiv.

3. Le prince de Joinville avait dissipé toutes ses chances ; son frère d'Aumale ne se présenta même pas. Henri V, malgré ses nombreux partisans, ne constituait pas une possibilité. Thiers n'était pas encore suffisamment en vue ; il restait mal connu du peuple, en général, qui ne le considérait, en tout cas, que comme un ancien ministre de « Philippe ». Marrast n'agréait guère qu'à ses amis.

la situation présente : son père avait combattu à côté de Bonaparte au 13 Vendémiaire. — Aujourd'hui, le fils et le neveu ne luttaient plus côte à côte, mais l'un contre l'autre. Le 13 Vendémiaire, le conventionnel avait refoulé une émeute royaliste ; en juin, son fils avait anéanti une révolution populaire, essentiellement prolétarienne. Au contraire, Louis-Napoléon demeurait indemne — et, deux fois, précédemment, avait été condamné par une monarchie constitutionnelle que son rival avait servie. Louis-Napoléon ne s'était mêlé à aucun parti et les dominait tous, de telle sorte qu'il était encore, en plus de ce que nous avons montré, le dernier parti (1).

⁂

Vers la fin d'août, l'Assemblée s'occupa des élections de septembre. Il s'agissait d'élire quinze représentants, et treize départements devaient être convo-

1. « En France, il se passe des choses qui prouvent que le pays est fatigué des bienfaits du progrès illimité. La république y est malade, les forces sont épuisées ; placé entre la république rouge et les principes de l'ordre, le pays veut l'ordre ; la misère générale a atteint le degré où les peuples cessent de goûter les phrases creuses. » *Mémoires*, etc. *de Metternich*, déjà cité, t. VII, p. 183. — « Il y avait mille moyens pour le parti napoléonien de faire triompher la cause du prince dans les élections générales ou particulières. La force de ce parti reposait sur plusieurs éléments, tous d'une grande puissance : d'abord les chauds amis de sa personne, actifs, dévoués, groupés autour de lui ; le parti napoléonien, d'un autre côté, avait des racines profondes dans le peuple des campagnes, des cités du nord et du centre de la France ; quand ce nom magique serait prononcé, tous les votes viendraient à lui pour le saluer et l'élire. Enfin, la force du prince Louis-Napoléon résultait de la répulsion immense qu'éprouvait la France pour le fait accompli le 24 février : qu'était l'idée napoléonienne, si ce n'est la pensée de force et d'unité opposée au caractère désordonné de la démocratie ? Autour de cette idée, par haine des hommes et des choses de la révolution de février, se groupaient tous les partis qui n'avaient nulle chance pour faire triompher actuellement leurs systèmes. » Capefigue, *La société et les gouvernements de l'Europe*, etc., t. IV, pp. 244, 245, déjà cité.

qués, la Charente-Inférieure, la Corse, le Finistère, la Gironde, la Haute-Loire, la Mayenne, la Moselle, le Nord, l'Orne, le Rhône, la Vaucluse, l'Yonne et la Seine. La Seine avait à remplacer le général Duvivier, mort pendant les journées de Juin, Thiers, qui avait opté pour la Seine-Inférieure et, comme la Corse, comme la Charente-Inférieure, Louis-Napoléon, qui s'était récusé.

Cette fois, le prince pensa le moment venu (1). Il laissa toute latitude à ses amis (2) et, de lui-même, se mit en avant ; il montra néanmoins la même prudence que depuis Ham, sentant qu'il jouait la partie suprême et ne devait s'aventurer que sur un terrain solide. Pour avertir, s'expliquer et achever de connaître l'opinion, il écrivit à son oncle Jérôme une lettre destinée à la presse : « Londres, 24 août 1848... Vos sages conseils au sujet des élections qui se préparent n'ont fait que prévenir la lettre que j'allais vous écrire dans le même sens. Je crois, comme vous, qu'actuellement il y a devoir pour moi à accepter le mandat de mes concitoyens, s'ils me font l'honneur de m'accorder encore leurs suffrages. Dans des circonstances qui, heureusement, ne sont plus, je n'ai pas hésité à prolonger mon exil, plutôt que de laisser mon nom servir de prétexte à des agitations funestes. Aujourd'hui

1. « Aux heures de crise, aurait écrit encore Persigny, dans la lettre citée précédemment, les amis timides laissent échapper l'occasion propice. Ils sont plus dangereux que les adversaires déclarés. Ne les écoutez pas, je vous en conjure, et arrivez. » Et, rappelant encore le neveu d'Auguste, comme dans les *Lettres de Londres* : « Les partisans du jeune Octave lui conseillaient aussi de ne pas paraître à Rome. Il ne tint pas compte du conseil ; il vint se montrer au peuple... » Le prince aurait alors dit : *Alea jacta est !* — ce qui sera le mot de Lamartine. — P. Lacroix, *Histoire de Napoléon III*, déjà cité, t. III, pp. 98-99.

2. M. Dumoulin, de Grenoble, annonce dans les journaux que si Louis-Napoléon est nommé, il acceptera cette fois sa candidature.

que l'ordre est affermi, j'espère que d'injustes prévisions ne m'empêcheront plus de travailler comme représentant du peuple à l'affranchissement, au bonheur, à la gloire de la république. Veuillez faire connaître mes sentiments... etc. (1). » Et s'adressant au général Piat : «... Vous me demandez si j'accepterais le mandat de représentant du peuple dans le cas où je serais réélu. Je vous réponds oui, sans hésiter. Aujourd'hui qu'il a été démontré sans réplique que mon élévation dans quatre départements..... n'a pas été le résultat d'une intrigue et que je suis resté étranger à toute manifestation, à toute manœuvre politique, je croirais manquer à mon devoir si je ne répondais pas à l'appel de mes concitoyens. Mon nom ne peut plus être un prétexte de désordres. Il me tarde donc de rentrer en France et de m'asseoir au milieu des représentants du peuple qui veulent organiser la république sur des bases larges et solides. Pour rendre le retour des gouvernements passés impossible, il n'y a qu'un moyen, c'est de faire mieux qu'eux, car, vous le savez, général, on ne détruit que ce qu'on remplace... » Ce dernier mot devait recevoir l'approbation chaleureuse d'Auguste Comte (2).

Prêt à agir, Louis-Napoléon, avant son départ, voulut se rapprocher de Louis Blanc qui s'était réfugié à Londres. Le prisonnier de Ham se rappelait son ancien visiteur ; l'auteur de l'*Extinction du Paupérisme* ressentait un intérêt ému à l'égard du socialiste ; le prétendant savait que le théoricien n'était dangereux que si on lui fournissait l'occasion de le devenir et se disait que la victime du parlement, en

1. Léo Lespès, Gallix et Guy, etc., etc.
2. *Appel aux Conservateurs*, par le fondateur du positivisme. — Paris, chez l'auteur, 10, rue Monsieur-le-Prince et chez Salmart, libraire, 49, quai des Augustins. Août 1855.

acceptant sans doute l'éventualité d'un pouvoir nouveau, l'aiderait peut-être, surtout si la lutte à entreprendre lui valait de rentrer en France ; le politique aurait aimé à faire de Blanc l'un des siens. — Un soir donc, rentrant de Richmond à l'hôtel de Brunswick, le maître du pauvre Albert apprit qu'un homme était venu le trouver en hâte, puis, qu'après une assez longue attente, navré de le manquer, il avait laissé un mot. Très animée, la *landlady* le tendit à son hôte: « A quelque heure de la nuit que vous rentriez, de grâce, rendez-vous sans perdre un moment à l'hôtel du prince de Galles, Leicester-square. L'affaire est grave et n'admet pas de délai (1). » Blanc ne déclina pas l'invitation et, sur le seuil de l'hôtel du prince de Galles, vit un groupe d'hommes parlant bas avec de grands gestes. Il entra. Au rez-de-chaussée, dans une petite pièce, il trouva deux personnes, un tout jeune homme et Louis-Napoléon. « Sans me donner le temps de me remettre de ma surprise, raconte-t-il, et avec une extrême volubilité de langage, l'étranger m'expliqua qu'il venait de Lille, qu'il avait eu avec les membres les plus influents de la démocratie de l'endroit une entrevue d'une nature décisive, que les chefs du parti démocratique et les adhérents du prince marchaient d'accord, en un mot, que tout était prêt, en France, pour le triomphe du peuple dans la personne du neveu de l'Empereur. Ce que j'éprouvai, on le devine. L'âge de l'homme qui parlait, le lieu, l'heure, le groupe funèbre sur le seuil de l'hôtel et le caractère d'une communication semblable faite à un républicain assez connu comme tel, Dieu merci ! tout cela était si étrange que je ne voulus pas en entendre davantage, et je me retirai aussitôt, partagé entre

1. Louis Blanc, *Révélations historiques*, t. II, pp. 228, 229, déjà cité et *Histoire de la république de 1848*.

l'étonnement et l'indignation. — Le lendemain, je reçus la visite de Louis Bonaparte. Il venait me dire qu'il regrettait extrêmement ce qui s'était passé, qu'il n'y était pour rien et qu'il avait été attiré de son côté à l'hôtel du prince de Galles absolument de la même manière. Mais j'en avais vu et entendu assez (1). »

Tous les récits de cet historien demeurent incomplets. Celui-ci est, en outre, singulier. Le plus intéressant, la conversation du prince, reste inconnu ; Blanc n'apprend pas davantage dans quelle mesure il tourna le dos à Louis-Napoléon, ce qu'il lui répondit, — et ce silence est peu compréhensible. Pourquoi ne pas s'être expliqué sur un sujet qui lui tenait d'autant mieux à cœur que lord Normanby, dans son livre, l'accusait d'avoir fait à Paris le jeu du prétendant (2) ? Louis-Napoléon s'expliqua, quant à lui, et Blanc se contente de dire : « Le langage que Louis-Napoléon Bonaparte me tint à Londres conduisait si peu à l'idée d'Empire que, lorsque je recueille à cet égard mes souvenirs, l'impression produite sur mon esprit est celle d'un rêve (3). » Enfin, pourquoi Blanc ne raconte-t-il pas que Louis-Napoléon vit Cabet (4) ? L'ignorait-il ? Ce n'est pas probable. On peut s'étonner, dans ce cas, qu'il n'en ait pas parlé. Le fait indique, à mon sens, de quel côté penchait le sentiment intime du prince. — Que subsiste-t-il du récit ? Qu'une manœuvre fut tentée auprès de Louis Blanc, et, peut-être, auprès du fils d'Hortense, simultanément ; mais il paraît plutôt, malgré le roma-

1. *Révélations historiques*.

2. *Une année de révolution d'après un journal tenu à Paris en 1848*, par le marquis de Normanby, 2 vol. Plon, 1858.

3. *Révélations historiques*.

4. Daniel Stern, *Histoire de la république de 1848*, t. II, p. 543. « Avant son départ de Londres, il avait vu M. Louis Blanc et M. Cabet. »

nesque imprécis de ces rencontres, que les amis du prétendant avaient tout machiné. Beaucoup de révolutionnaires, désespérés, se raccrochaient à Louis Bonaparte ; un groupe de Lille put donc fort bien songer à établir une entente entre deux hommes qui se connaissaient déjà et qui, malgré leurs réserves réciproques, étant données les circonstances, devaient même sympathiser (1).

Le prince et ses amis négociaient de toute part (2). Louis-Napoléon songeait à se ménager des appuis en Europe. Malgré les journaux anglais, presque tous hostiles, il comptait sur la neutralité de la Grande-Bretagne, peut-être sur sa bienveillance, grâce à lord Palmerston (3). Espérant maintenant l'aide du tsar, il envoyait Ferrère en Russie. L'agitation européenne l'induisait à conclure que la Russie, qui semblait être la limite du torrent révolutionnaire, ne pouvait pas permettre que la révolution triomphât longtemps en France (4). — Si l'on en croit le récit du banquier, Louis-Napoléon lui aurait remis une lettre pour le comte Orloff, aide de camp de l'Empereur, en lui

1. Nous verrons quelques pages plus loin qu'il rechercha Proudhon dès son arrivée.

2. Aladenize, commandant le 6e bataillon de la garde mobile, était revenu de Rouen et devait agir parmi la troupe.

3. Voir le chapitre sur la préparation de l'affaire de Boulogne dans *Strasbourg et Boulogne*, — et Ficquelmont, *Lord Palmerston, l'Angleterre et le Continent*. Paris, Amyot, 2 vol., 1852. — *L'Émancipation de Bruxelles* annonçait bientôt que Sir Robert Peel était l'ami et le conseil du prince. « Ce serait par ses inspirations, disait ce journal, que le prince se laisserait conduire. » — Le 19 novembre *la Patrie* publiera l'entrefilet suivant : « On s'est entretenu à l'Assemblée d'une visite de lord Normanby chez le prince Louis-Napoléon Bonaparte et chez l'ex-roi de Westphalie. Cette visite a ému le corps diplomatique qui s'est, dit-on, réuni ce matin chez le nonce du pape. »

4. Ferrère, *Révélations sur la propagande napoléonienne*, etc., déjà cité. — Peu de temps avant la présidence, le 10 novembre, *la Démocratie pacifique* avait cette note : « On assure que Louis-Napoléon a eu, depuis quelques jours, de fréquentes conférences avec le chargé d'affaires de Russie. »

disant de la conserver soigneusement : « Qu'elle ne vous quitte pas ; surtout ne la perdez point. Si, par malheur, elle venait à s'égarer, ce que j'écris serait connu et toutes mes espérances seraient perdues pour toujours. Vous la remettrez au comte Orloff, à lui-même, et si vous ne pouvez pas arriver jusqu'à lui, vous me la rapporterez (1). » — Toujours gêné d'argent, il en fit demander de nouveau par Orsi au duc de Brunswick. Charles d'Este, cette fois, refusa. Louis-Napoléon n'oublia pas cette réserve à une heure aussi importante (2), où sa fortune et celle du duc se trouvaient liées et, quand le descendant de la plus ancienne maison européenne vint à Paris, dès l'élévation à la présidence, il laissa subsister dans leurs rapports une certaine retenue (3).

Les journaux ne persévèrent pas dans leur silence de mars, mais, tout en annonçant la candidature napoléonienne, ils affichent, en majorité, la même incompréhension : aucun ne paraît se douter le moins du monde de l'homme traité en ennemi, ni de ce que condense, à cette heure, la cause bonapartiste, et la plupart, tout en s'accordant sur la stupidité du nouveau candidat, parlent de la présidence en avouant que son attribution au neveu de l'Empereur est inévitable. — *Le Bien Public :* « La France a encore à user bien des talents avant d'arriver à son numéro. Sa nomination (celle du prince) ne peut être qu'un danger, un danger pour nous, un danger pour lui. Il disparaîtrait bientôt dans l'abîme de son incapacité. » — *L'Union :* « La candidature de Louis-Napoléon se présente de nouveau comme un danger pour

1. Ferrère, etc.
2. *Le duc de Brunswick*, déjà cité.
3. *Recollections of the last half Century*, déjà cité, p. 246, 247. — Brunswick avait avancé des sommes au prince précédemment, et en actions du *National*. Voir ch. II, t. I.

la république, puisque les partisans de l'héritier de Bonaparte sont résolus à en faire un candidat pour la présidence. L'Assemblée, après l'avoir admis comme représentant, ne pourra voter aucune exclusion contre lui. Aussi ne sommes-nous pas surpris d'entendre dire que la présidence de Louis-Napoléon dans l'Assemblée pourrait amener le gouvernement à proposer la nomination du président de la République par l'Assemblée elle-même. Ce nom de Napoléon revient encore une fois comme une fatalité pour le régime républicain. » — Devant l'enthousiasme qui répond à la propagande faite dans l'Yonne, dans la Charente-Inférieure, dans la Moselle et dans le Nord, *la Réforme* (1) affirme que cet enthousiasme vient uniquement de l'argent répandu, et ce parti-pris de ne vouloir pas admettre, en dépit de l'évidence, une autre cause au sentiment général, se rencontre un peu partout, sauf dans *la Patrie*, dans *la Liberté*, dans *l'Événement*. Cette dernière feuille, organe de Victor Hugo, se mêle peu à peu au mouvement napoléonien. Une brochure ayant été répandue, — par un bonapartiste maladroit ou par un ennemi trop subtil, — dans laquelle le prince était dépeint comme revendiquant la succession de l'Empereur (2), c'est au rédacteur de *l'Événement* que s'adresse, dans *la Parie* (3), le fils de Jérôme pour assurer que cette brochure est l'œuvre d'un faussaire. « Mon cousin, dit-il, n'a pas quitté l'Angleterre. S'il est représentant du peuple, il en remplira les devoirs. Sa conduite déjouera toutes les intrigues des malveillants. Il n'a d'autre ambition que celle de jouir de ses droits de

1. *La Réforme* fit à la candidature napoléonienne une opposition violente et la soutint dans les clubs.
2. *Débarquement de Louis Bonaparte à Boulogne et sa proclamation au peuple français*, édité passage Richer.
3. N° du 29 septembre 1848.

citoyen dans notre commune patrie, après un si long exil, et il prouvera qu'aucun membre de l'Assemblée Nationale n'est plus dévoué que lui à la république, plus disposé à flétrir et à combattre tout ce qui pourrait en compromettre le repos (1). » — Il était naturel que le journal en question se fît bonapartiste. Victor Hugo avait toujours chanté l'Empire ; il exécrait *le National* dont la rédaction avait nié son talent avec persistance depuis 1830 ; une fois libéré envers Louis-Philippe, il s'était montré courageux en juin, aidé de ses deux fils et de sa femme, prise en otage par les insurgés (2) ; comme tant d'autres, il se préparait à se rallier au prince parce qu'il n'y avait plus que cela à faire ; vaste luth tendu au milieu de la France comme une toile d'araignée éolienne, il captait naturellement au passage les souffles les plus divers et les métamorphosait en prodigieuses musiques. « Les sentiments napoléoniens de Victor Hugo étaient alors, pour ainsi dire, à leur apogée(3). » — Le 18 août, après avoir assuré ses lecteurs de son indépendance, *l'Événement* tenait ce langage : « Avant tout, les misères du peuple à soulager : que notre gouvernement soit une république ou une monarchie, ou soit représenté par un président, par un roi ou par un empereur, c'est là une question de forme ; la question, au fond, c'est que le peuple soit heureux. » Le 15 septembre, *l'Événement* consacrait à Louis-Napoléon son

1. Gallix et Guy, Lespès, Lacroix, Barins, Renault, etc.
2. J. Garsou, *L'Évolution démocratique de Victor Hugo*. — *L'Émancipation* du 2 juillet. — Voir aussi : Alphonse Karr, *Le livre de bord*, t. III.
3. J. Garsou, *L'Évolution démocratique de Victor Hugo*, Bruxelles et Paris, Stevens et Emile Paul, 1904. — E. Biré, *Victor Hugo après 1830*, 2 vol., Paris, Perrin. — Gustave Claudin, *Souvenirs*. L'auteur dit que *l'Événement* appartenait à Victor Hugo et à Girardin. — Sur *l'Événement* voir aussi : Philibert Audebrand, *Souvenirs de la tribune des journalistes*, Ch. I.

premier article ; il n'était pas encore très explicite, mais promettait de le devenir; il blâmait le prince de représenter plus un parti qu'une idée alors que justement, dans le peuple, il figurait, avant quoi que ce fût d'autre, l'idée napoléonienne; et le journal, insistant sur la nécessité qu'il y avait à résoudre, de préférence au reste, la question sociale, avançait que, pour y parvenir, des hommes d'idée étaient nécessaires, et non de parti. — On avait pu voir ce que, sans parti, Lamartine avait fait. A côté des théories spéculatives, plus pressante qu'elles, l'action comportait beaucoup de réalités dont le rédacteur oubliait de tenir compte. Peu à peu, *l'Événement* se rallia tout à fait, et en continuant, jusqu'au jour de la brouille, de voir surtout l'Empereur à travers son neveu.

Au début de la nouvelle campagne, on ne sait que peu de chose de la propagande faite par les divers comités et par les amis du prince. Ferrère, soit de lui-même, soit qu'il ait été arrêté d'une façon ou d'une autre, ne donna pas le second volume qu'il avait promis (1). Malgré cette lacune — que les Archives ne comblent pas (2) — on peut avancer que cette préparation ne fut guère plus considérable que la première (3) ; elle suivit les mêmes procédés, en utilisant un mouvement plus défini, accru encore de

1. Annoncé au cours de l'ouvrage.

2. Le fonds des Archives tel qu'il existe actuellement est très incomplet pour l'année 1848. Les cartons sur les élections de la série Fic III ne contiennent presque rien, toujours pour ce qui est de 1848. Les rapports des procureurs généraux et autres, de BB[30] 358 à BB[30] 366, possèdent plus de pièces mais relativement en petit nombre néanmoins. Nous nous sommes déjà demandé précédemment (t. I) si ces cartons n'avaient pas été remaniés.

3. Les journaux ne rapportent rien de bien sûr ni d'important sur cette propagande. — On voit dans la *Démocratie pacifique* du 18 septembre, aux faits divers : « On remarquait ce matin sur le boulevard du Temple deux personnes qui s'étaient faites distributeurs de bulletins ; leur costume témoignait de la position élevée qu'ils occupent dans la société. Le premier de ces individus était

jour en jour. Les commis-voyageurs furent employés, à en croire les journaux, pour la propagande départementale. Louis-Napoléon fit expédier par le banquier quelques circulaires et en envoya lui-même, signées de sa main, aux cultivateurs importants, aux grands fermiers comme aux grands propriétaires agricoles (1). — La lettre de Ferrère était ainsi conçue : « Monsieur, — Quelques-uns de vos compatriotes ont pensé à Louis-Napoléon pour leur représentant. Ils le considèrent comme le seul conciliateur possible entre les opinions extrêmes qu'une malheureuse et déplorable lutte n'a fait qu'envenimer. Ils ont vu dans ses écrits des intentions réformatrices ; ils savent qu'il désire affranchir de tout impôt les produits du sol, réduire l'armée, diriger dans de nouvelles voies l'intelligence et le savoir de nos ouvriers, s'occuper sérieusement de la population des campagnes en améliorant l'existence des laboureurs par une augmentation bien entendue des travaux agricoles et par l'application des idées napoléoniennes au temps actuel, rendre la France aussi riche et aussi grande par son commerce et son industrie qu'elle était puissante par les armes, il y a quarante ans... Il acceptera aujourd'hui les suffrages de ses concitoyens. Il me serait agréable, Monsieur, de connaître l'opinion de votre canton, et si, après l'avoir sondée, vous voulez m'en faire part, je vous en serai très reconnaissant (2). » Ferrère donnait comme adresse londonienne « 87, Piccadilly ».

complètement vêtu de noir. Il portait une cravate et des gants d'une entière blancheur et des bottes vernies. La compagne de cet étrange distributeur portait avec aisance un superbe cachemire et un chapeau à plumes. Ce n'est pas sans une certaine surprise que nous avons lu sur les bulletins distribués le nom de Louis-Napoléon. »

1. Ce détail nous a été donné par le comte Justinien Clary.

2. Ferrère, *Révélations*, etc. — Citée dans Thirria, t. I, comme

L'envoi de cette lettre est signalé en ces termes au ministre de la Justice par l'avocat général de Metz : « Il paraît que Louis-Napoléon Bonaparte cherche à se faire adopter comme candidat non seulement dans notre département, mais probablement aussi dans ceux où d'autres élections sont à faire, notamment par suite de ses démissions dont les motifs ne subsistent plus aujourd'hui, dit-il. Voici, au surplus, la copie littérale de cette lettre qui est envoyée franco sous une enveloppe portant le timbre de la poste anglaise et un cachet de cire rouge à l'empreinte d'une levrette... Cette lettre, bien qu'elle soit manuscrite et adressée nominativement à certaines personnes, n'en est pas moins une circulaire, car toutes sont conçues exactement dans les mêmes termes. J'ignore si elles ont été envoyées en grand nombre. C'est aujourd'hui seulement que leur apparition m'est révélée par la communication qui m'est faite d'une de ces lettres adressée à un tanneur de Metz auquel on a pu, à l'époque des élections du 23 avril dernier, supposer pendant un certain temps une assez grande influence sur la classe ouvrière de notre ville. Mon substitut près le tribunal de Sarreguemines me fait connaître aussi que pareil envoi a été fait à un brasseur, débitant de bière. demeurant au chef-lieu d'arrondissement et qui est mort depuis peu de temps. La situation de ces deux personnes qui, d'ailleurs, n'avaient pas de rapports avec le signataire de la lettre, indique assez dans quel sens est fait le choix de ceux à qui sont adressées ces missives à l'aide desquelles on voudrait créer des partisans à Louis Bonaparte dans les classes les moins éclairées de la société. Il est probable que de pareils

émanant d'une brochure de Ferrère que nous n'avons pu trouver : *Suffrage universel. Empire électif et décennal.* Paris, imprimerie de Jules Juteau et Cie, 345, rue Saint-Denis.

envois seront faits dans les régiments ou dans les campagnes où le nom de Napoléon a conservé un prestige que son neveu ne rougit pas d'exploiter. » Le magistrat terminait avec confiance : « Je crois pouvoir vous assurer, Monsieur le Ministre, que cette folle candidature n'a dans notre pays aucune chance de succès pour le présent ni pour l'avenir. Cependant, je n'en surveillerai pas moins les menées de ce prétendant qui, dans son incorrigible et ridicule présomption, ne recherche peut-être aujourd'hui le mandat de représentant dans plusieurs départements que pour s'en faire plus tard un titre lors de l'élection à la présidence de la république (1). » Les agents du gouvernement, bien que sur les lieux et mieux à même de connaître l'état des esprits, ne sont pas plus renseignés en province que les députés à Paris ; un travail se forme dans les masses, qu'ils ignorent, qu'ils ne peuvent admettre, qu'ils pressentent peut-être, mais qu'ils se refusent à voir et ne voient pas.

Les affiches tendent à démontrer le républicanisme sincère de Louis Bonaparte, son loyalisme envers la démocratie. Elles s'adressent à toutes les classes de la société, sont signées d'ouvriers, d'officiers, de négociants. Celle du général Montholon, une des meilleures, et qui ne devait pas être de lui seul, ainsi conçue, parait à presque tout : « Le droit de bourgeoisie que Louis Bonaparte doit à la reconnaissance des paysans de l'Argovie, Lafayette le devait à la reconnaissance des Américains, Arago le doit à l'estime des Écossais. C'est comme Français que Louis-Napoléon Bonaparte a été condamné en 1840 par la Cour des pairs, *Louis-Napoléon est Français.* — Louis-Napoléon est Français, toujours Français, de résidence

1. Arch. Nat. BB30 362.

comme de droit, de cœur comme de naissance. Il l'est politiquement plus que ceux qui s'attaquent à lui et qui, depuis longtemps, courbent le front devant l'étranger et y cherchent un appui que, lui, neveu de l'Empereur, n'a jamais cherché que parmi vous. Les devoirs de Louis-Napoléon sont tout tracés par ses souvenirs. Il a relu, il a médité les conseils donnés par Napoléon à son fils... C'était à l'époque où Napoléon disait : Dans quarante ans, l'Europe sera républicaine ou cosaque. Il fera donc tout ce qui dépendra de lui pour que la France soit et reste républicaine, aux conditions qui peuvent seules consolider la République, c'est-à-dire le bien-être du peuple, la liberté défendue contre tous les genres de despotisme. l'égalité réelle, la fraternité vraie qui transporte dans la vie politique et dans la vie civile les mœurs et la camaraderie de cette franc-maçonnerie qu'on a tant calomniée et qui assure à chaque citoyen l'assistance, le bon vouloir et l'appui d'un autre citoyen, son frère, dans toutes les épreuves auxquelles nous sommes tour à tour exposés sur cette terre de travail et de douleur. Le pardon de l'erreur, l'amnistie ! Voilà des principes d'où il est facile de faire découler, quand on le voudra, des lois prévoyantes, protectives et secourables, et Louis-Napoléon le veut pour sa part, et il y travaillera de toutes ses forces, de toute son ardeur, car il a pour lui la leçon du glorieux passé de son oncle et les belles espérances d'un âge qui lui permet de réaliser ce que les hommes usés d'un ancien régime n'ont plus la force de retarder longtemps. Le passé n'a que des vieillards pour défenseurs. Louis-Napoléon est assez jeune pour promettre de défendre notre avenir. Ses études, ses travaux n'ont pas eu d'autre objet ; il s'est livré dans sa prison avec persévérance, avec fruit, à l'examen de

toutes les questions sociales et politiques... Électeurs, croyez-en la voix d'un vieux soldat qui a conquis honorablement ses grades sur les champs de bataille de la république et de l'empire, qui, en 1815, s'est exilé volontairement à Sainte-Hélène pour aller prodiguer à Napoléon durant six années les soins d'un fils (son testament le proclame) et qui s'est attaché à la fortune de son neveu. J'ai partagé les sept ans de captivité qu'il a endurés dans la forteresse de Ham et, nourri de six années de confidences du grand homme, alors qu'il regrettait surtout les beaux jours de la république,... j'ai souvent répété à l'héritier de son nom ses paroles de liberté et de paix, dernier regret, dernier vœu de Napoléon ! Croyez-moi, la liberté publique et privée, l'indépendance nationale, la paix et l'honneur, vos droits, votre bien-être, votre dignité n'auront pas de meilleur défenseur dans l'Assemblée Nationale que celui qu'on a calomnié près de vous comme un ambitieux, et qui se présente à vous comme un patriote, comme un concitoyen dévoué, Louis-Napoléon Bonaparte. »

« La république, dit une seconde affiche, est dans le cœur, dans la pensée de Louis-Napoléon Bonaparte. Ses écrits, comme la profession si simple, si patriotique, que fait en son nom le général Montholon, ce fidèle ami de l'Empereur, ne peuvent nous laisser aucun doute à cet égard. Les études de sa vie d'exilé, ses méditations de captif, ont été pour l'amélioration du sort des travailleurs, pour l'intérêt français. Prouvons-lui la reconnaissance du peuple, il mérite notre confiance et ne la trahira pas ; comme nous, il a mangé le pain du malheur ; comme nous, il aime la patrie, sa gloire, sa prospérité ; comme nous, il veut le développement le plus complet du principe démocratique. — Comme Napoléon, il a pris pour devise :

Tout pour le peuple français ! — Rendons à la patrie un de ses enfants, le proscrit de la royauté. Nommons Louis-Napoléon Bonaparte notre représentant à l'Assemblée Nationale. Signé : Les ouvriers : Louis Laisné, Antoine Taquet, Berger, Adolphe Hannan, Ch. Malaizey, E. Noiret, typographes, etc. » Une autre est signée ainsi : « Pour une réunion de propriétaires, fabricants, commerçants et ouvriers : Pommeret, ancien notaire ; J. Chauvel, négociant ; Clapier, fabricant ; Ch. Petitclerc, ex-délégué du Luxembourg ; Duterle, *idem* ; Toussaint, ouvrier. » Les patrons et les anciens hommes de Louis Blanc fraternisent dans ce langage : « La manière dont se préparent encore les élections de Paris, en partageant la société en deux classes hostiles, peut causer de nouveaux malheurs, de nouvelles catastrophes. Au nom de la patrie en deuil, écoutez la voix de la raison. Fixez vos choix sur ceux des candidats qui peuvent servir à la réconciliation publique. Citoyens, il est un nom qui vibre au cœur de trente-cinq millions d'hommes, un nom qui est tout un symbole d'ordre, de gloire, de patriotisme. Celui qui a l'honneur de le porter aujourd'hui a gagné la confiance et l'affection du peuple par toute une jeunesse d'études, de souffrances, de courage et d'adversité. Eh bien ! que l'élu du peuple soit aussi l'élu du commerce, de l'industrie, de la propriété ! Que son nom, accepté par tous, soit un premier gage d'oubli, de réconciliation, car, sans la réconciliation des classes, plus de paix, plus d'industrie, plus de crédit, mais la misère et l'anarchie. » Une affiche s'efforçait d'assurer que le candidat connaissait à merveille toutes les grandes questions sociales et saurait les résoudre (1).

1. « Quelques électeurs, jaloux de connaître personnellement

Une encore laissait entendre qu'une fois à l'Assemblée le prince demanderait l'amnistie pour les

Louis-Napoléon Bonaparte... ont eu avec lui une longue conversation et ils ont rapporté la conviction profonde que l'adoption de Louis-Napoléon Bonaparte pour candidat est un excellent choix. Louis-Napoléon a étudié... toutes les questions d'administration, de gouvernement et d'organisation sociale qui ont été soulevées de nos jours. Il n'est pas une doctrine sur laquelle il ne se soit appesanti et qu'il ne discute avec sagacité. Rapportant les opinions émises par les différents partis, il les pèse, les apprécie et fait bonne et sévère justice de ce qui lui paraît faux ou controuvé. Il a suivi avec une attention extrême les discussions de l'Assemblée Nationale et en parle comme s'il les possédait de mémoire. Le crédit public et les divers systèmes de finances ont été, de sa part, l'objet des plus sérieuses investigations. Louis-Napoléon a surtout exposé avec une grande lucidité d'idées et une grande sûreté d'expressions la situation du crédit au moment de la révolution de février. Il était, dès cette époque, au courant du malaise de la France. « La révolution seule, a dit le prince, pouvait conjurer le « mal. Si le gouvernement provisoire avait...décrété la création d'un « vaste établissement de crédit... le pays était sauvé. Au lieu de « cela, on a laissé le crédit s'affaisser, les maisons de banque qui « fournissaient à la circulation 60 à 80 millions par mois ont sus« pendu tout à coup leurs opérations. Toutes les sources de l'ali« mentation se sont taries à la fois et l'on n'a rien fait pour remé« dier à cela... » L'une des personnes présentes ayant fait observer que peut-être il eût été dangereux d'aventurer des capitaux dans un pareil moment, bien peu de maisons étant solides alors, Louis-Napoléon a répondu que dans un temps de crise, nulle maison n'est solide, mais que l'État n'en doit pas moins venir en aide au crédit... Perdre 40 ou 50 millions n'eût été rien : on les eût retrouvés décuplés au budget des recettes. Dans un État où le commerce est compté pour quelque chose, le crédit est d'ordre publique et un gouvernement qui sait son métier ne doit pas permettre qu'il s'arrête un instant. Louis-Napoléon a parlé de l'agriculture en homme qui en a étudié les divers systèmes en Suisse, en Allemagne, en Angleterre... Il faut renverser cette maxime : *on ne prête qu'au riche*, et la remplacer par celle-ci : *on ne prête qu'au pauvre*. Un homme est toujours solvable s'il est moral et s'il travaille... Il faut que l'on s'habitue à prêter au travail... Les profits du petit commerce et des petites industries sont dévorés par des escompteurs qui prêtent à 12 0/0... Louis-Napoléon a successivement parlé de l'armée et de la marine. Il a ajouté : « Ne craignez pas la guerre. « Messieurs, l'armée et la marine françaises, si dévouées, si rem« plies de courage et de patriotisme, sont les plus sûrs garants « que nous puissions avoir de la paix européenne. » Les vices de notre organisation judiciaire ne lui ont pas échappé. Il s'est exprimé à cet égard en légiste consommé... « Les frais de procédure « sont trop élevés, a-t-il dit, ce qui rend la justice inaccessible aux « classes pauvres... Le tribunal de commerce de la Seine rend



malheureux condamnés de juin (1). Toutes avaient une autorité réelle parce que toutes exprimaient la

« soixante quinze mille jugements par an... C'est un impôt de qua-
« tre à six millions prélevés sur le commerce souffrant et malheu-
« reux, ce qui est une iniquité. Mes efforts à l'Assemblée Nationale
« tendraient à faire cesser cet abus. » Sur toutes les questions, Louis-Napoléon s'est exprimé avec la même netteté et la même franchise et a constamment révélé un esprit droit et convaincu. »

1. « Électeurs, un citoyen qui a déjà obtenu vos suffrages comme représentant du peuple, le neveu du héros dont le puissant génie éleva la France au premier rang des nations civilisées, après avoir renoncé aux élections qu'il devait au bon esprit du peuple et de l'armée, alors que notre jeune république pouvait craindre que sa présence à Paris servit de prétexte à l'intrigue et devînt un sujet de troubles et de discordes, persuadé, cette fois, que la république a puisé toute la force qui lui est nécessaire dans les épreuves mêmes par où elle a passé, se rend aux vœux de tous les Français qui ont su voir en lui le partisan d'une démocratie sage, mais progressive. Le citoyen Louis-Napoléon Bonaparte a donné depuis longtemps des preuves incontestables de la vérité de ses opinions républicaines en déclarant qu'il n'avait jamais cru et ne croirait jamais que la France fût l'apanage d'un homme ou d'une famille, et qu'il n'avait d'autre désir que de voir le peuple entier légalement convoqué choisir librement la forme de gouvernement qui lui conviendrait ; l'épreuve est faite, le peuple a parlé ; il a proclamé la république démocratique ; Louis-Napoléon Bonaparte la défendra avec vous. Qu'il nous soit permis de croire que le jour où l'Assemblée Nationale laisserait un mot d'amnistie en faveur des malheureux condamnés par suite de circonstances que nous devons tous déplorer, le citoyen dont les œuvres sur l'extinction du paupérisme attestent la popularité serait heureux de voir cesser les larmes du vieillard, de la veuve et de l'orphelin dont les soutiens gémissent dans les prisons de l'État, et nous vous engageons à élire cet enfant de Paris, notre frère à tous, avec la conviction qu'une fois assis au sein de l'Assemblée Nationale... sa voix se réunira toujours à celles qui demanderont l'application franche et loyale de notre immortelle devise : Liberté, Égalité, Fraternité. C'est avec de semblables sentiments qu'après trente-quatre ans d'exil, Louis-Napoléon Bonaparte, l'ex-élu de quatre départements, arrivera parmi nous sur les bords de la Seine où s'élève le tombeau du soldat, de l'économe politique qui travailla pendant vingt ans à la grandeur, à la prospérité et à l'émancipation du peuple qu'il aimait tant, et laissa la France riche et imposante malgré ses revers. — Citoyens, industriels, travailleurs et soldats, en appelant le neveu de Napoléon à la représentation nationale, nous accomplirons un acte de justice et nous pourrons traduire le sens de ce vote purement républicain par ces mots : *A la mémoire du grand homme, la patrie reconnaissante*, 14 septembre 1848. Signé : Desjardins, Leblanc, Deschamps, Fouard, Dufour, Moreaux, Mialhe (S. M.). »



situation même et ne faisaient que développer sur les murs les sentiments divers, mêlés ou incertains, contenus déjà dans la pensée générale ; au milieu du désarroi, elles proposaient, par suite de leur candidat et de sa situation, autre chose qu'un simple programme, — une réalité.

Ce qui précède les élections du 17 septembre laisse voir l'affolement des esprits et comme les formules politiques électorales ne signifient, au fond, jamais rien. Le Comité central démocratique, sentant la nécessité de la conciliation et d'oublier pour l'heure une partie de ses vues, annonçait bien un républicain, Edmond Adam, mais entre deux monarchistes, Roger et Fould. *La Réforme* soutenait un nommé Dupotey, célèbre par ses procès de presse sous Louis-Philippe, et d'Alton Shée, l'ancien pair de France, aujourd'hui tout à fait révolutionnaire. Le Comité électoral des associations démocratiques et des corporations ouvrières avançait Cabet, Raspail et Thoré, triple protestation contre le résultat de juin. Les indépendants — ou, du moins, ceux qui se déclaraient tels — étaient le général Bugeaud, le général Castellane, Cousin, Gervais (de Caen), Horace Say et deux prêtres, Deguerry et Genoude. — Pour la troisième fois, en quelques mois, fonctionnait le suffrage universel, et le peuple en était déjà las — sans doute parce que ce suffrage universel ne lui avait servi à rien. Il y eut peu de votants. Si, dans la Seine, les voix restèrent nombreuses, ailleurs elles furent restreintes ; dans certaines localités, à Hondschoote entre autres, elles furent inférieures aux anciennes élections censitaires. La plus réelle conquête de février, la seule même, était pourtant le suffrage universel.

Les résultats des élections montrèrent aussi comment le pays appréciait l'idée républicaine à la



suite du douloureux apprentissage qu'on lui en avait fait faire : la république modérée, battue sur toute la ligne, voyait rejeter ses candidats ; la république radicale obtenait deux élections sur quinze ; les douze autres députés étaient conservateurs ou monarchistes ; seul, le parti radical se maintenait à la même place au 23 avril et au 4 juin. Mais tous ces votes disparaissaient devant les trois cent mille suffrages qui imposaient cette fois Louis-Napoléon au Parlement (1).

Les quatre départements qui l'avaient déjà consacré au 4 et au 18 juin, la Seine, l'Yonne, la Charente-Inférieure et la Corse, lui renouvelaient fidèlement, puissamment, leur mandat, et la Moselle, qui lui avait apporté la première fois un assez gros chiffre, lui donnait maintenant la majorité ; il se trouvait ainsi que, pour cette contrée, il représentait Dornès, le rédacteur du *National* blessé à mort pendant l'insurrection. — Le détail se répartissait ainsi : Seine : 262.000 votants, 406.896 inscrits = 110.752 voix ; — Moselle : 36.489 votants, 104.006 inscrits = 17.813 voix ; — Yonne : 108.470 inscrits = 42.086 voix ; — Charente-Inférieure : 47.332 votants, 137.174 inscrits = 39.820 voix : — Corse : 32.968 votants = 30.193 voix. D'autres départements encore lui apportaient leurs appels, le Nord, 19.685, — l'Orne, 9.734, — la Gironde, 3.426. Ce triomphe éclatant ne pouvait être ni

1. Les journaux rapportent que cette élection fit mourir de joie une ancienne cantinière qui avait suivi la plupart des guerres de l'Empire et même eu l'occasion de sauver la vie à Bernadotte ; elle s'appelait Mme Ametiger et on la nommait la mère Napoléon ; elle avait soixante-dix-neuf ans. A la chute de l'Empire elle était devenue chiffonnière. « Lorsqu'il fut question de l'élection du prince Louis, l'ancienne vivandière sentit ses sympathies se réveiller avec plus d'ardeur ; malgré son âge, elle se donnait beaucoup de mouvement pour lui procurer des voix, et hier, quand elle vit que l'élection du neveu de l'Empereur était enfin assurée, elle éprouva une joie si vive qu'elle tomba frappée d'apoplexie. On chercha vainement à la ranimer. »

masqué, ni diminué. La première élection se soulignait d'une manière précise. Persigny et son chef avaient calculé juste ; l'heure s'affirmait de plus en plus propice. — A Paris, au dépouillement du scrutin, le nom du prince est accueilli par une acclamation profonde. Les fanfares de la garde nationale jouent l'air célèbre : *Veillons au salut de l'Empire.* La foule crie spontanément : « Vive Napoléon ! Vive l'Empereur ! » Une manifestation s'organise pour le soir, une promenade aux flambeaux, et durant laquelle une ovation doit être faite au prince ; mais le gouvernement, alarmé, prend des mesures, dispose des agents et des troupes le long des boulevards (1). — Cette élection était une dernière flèche, — la plus dangereuse, — lancée par toute une partie de la France contre le pouvoir stérile de l'Assemblée. Cette élection s'expliquait d'elle-même : Louis-Napoléon, nommé en tête de la liste, en même temps qu'Achille Fould et François Raspail, entre un homme qui figurait le parti dit de l'ordre et un autre qui représentait le socialisme, apparaissait le régulateur, l'arbitre des deux armées ennemies — et ennemies par suite de leur double intransigeance, — qui menaçaient de bouleverser la France sans résultat, de la perdre, peut-être, en prolongeant une guerre civile déjà longue. Les esprits réfléchis pouvaient même distinguer là une sorte d'avertissement (2).

Les journaux furent forcés de comprendre — et, en général, ne voulurent pas en avoir l'air. *Les Débats*

1. *Gazette des Tribunaux*, 23 septembre 1848 ; — *Les Débats*, 21 septembre, etc.

2. « ... Comme le nombre des voix obtenues par les trois candidats socialistes ne diffère pas beaucoup entre eux, on dirait qu'il a été choisi par les divers partis comme le candidat le plus désagréable au gouvernement, et comme une incarnation du mécontentement général qu'excite l'ordre de choses actuel. » Lord Normanby, déjà cité, t. II, p. 280.

avouèrent leur consternation : « Cette élection nous afflige, nous ne la comprenons pas. » *Le Constitutionnel* ne découvre pas aux votes napoléoniens un sens bien défini. *Le Commerce* appelle le nouveau député : « Un héros bouffon... un inintelligent et burlesque plagiaire de l'épopée impériale. » *Le Bien Public* décrète : « Il y a aujourd'hui un parti nouveau en face de la république, c'est le parti militaire moins la gloire, c'est l'Empire civil dans une parade de Franconi, c'est l'humiliation de la France du Bas-Empire. Ce parti ne nous effraie pas... » *L'Union* est plus sincère : « L'importance du chiffre de voix obtenues par Louis-Napoléon donne un caractère particulier à son élection... Est-ce une protestation contre la république au profit d'une tentative d'une restauration impériale ? Est-ce une candidature à la présidence de la république ? Le nouvel élu... n'est pas un représentant de plus... Il est posé devant l'Assemblée et devant le pouvoir comme une menace... Ce fait est certainement le plus considérable depuis la révolution de février. » *Le Times*, quant à lui, ne voit aucun avenir au prince et le traite de marionnette. *L'Événement*, nettement napoléonien désormais, cite un article du *Standard* qui, à la date du 19 septembre, annonce comme possible pour dans huit jours une restauration impériale ; le 25, il publie un article intitulé : *Le troisième retour de l'Empereur*, qui semble bien traduire les sentiments de Victor Hugo : « M. Louis Bonaparte doit, dit-on, arriver ce soir à Paris. Ce n'est pas un homme qui revient, c'est une idée. Depuis 1815, le peuple attend Napoléon... il a besoin d'un idéal, d'une vision, d'un amour : cet idéal, cette vision, cet amour, c'est l'Empereur. Qu'on n'aille pas croire que c'est d'un prince ou d'un neveu qu'il s'agit !... Celui que le peuple vient de nommer représentant n'est

pas l'héritier de l'échauffourée de Boulogne, c'est le vainqueur d'Iéna, ce n'est pas l'homme de la tentative de Strasbourg, c'est le héros d'Arcole ; c'est l'homme qui est sur tous les murs et dans tous les esprits, c'est l'homme de l'apothéose et du succès, c'est l'homme de la Colonne et de la gravure, sa candidature date d'Austerlitz. » L'article oppose Cavaignac à Napoléon, le colonel au sous-lieutenant, et dit : « Le colonel a fait tout ce que le sous-lieutenant a fait de petit et rien de ce qu'il a fait de grand... Il a rétabli la censure, suspendu les journaux, désavoué Lamartine, indigné Victor Hugo... » Le poète ne pouvait que devenir tout à fait bonapartiste.

La surprise de l'avocat général messin qui, précédemment, avait annoncé l'élection comme improbable, nous vaut de saisir les sentiments qui animaient plus d'un fonctionnaire; son rapport explique aussi quelques-unes des raisons secondaires pour lesquelles Louis-Napoléon triompha de ses concurrents. Mis à côté des journaux, le langage de l'administration est curieux : « ... Je suis obligé de reconnaître que l'événement a complètement démenti mes prévisions et je confesse, en toute humilité, que je m'étais singulièrement trompé sur les dispositions d'une partie de mes compatriotes. — On n'a pas encore proclamé le résultat complet et définitif du dépouillement du scrutin, mais, depuis hier, on a la certitude que la nomination de Louis-Napoléon Bonaparte aura lieu à une très forte majorité. Les trois cantons de la ville de Metz lui ont donné 3.453 voix, tandis que ses deux concurrents n'en ont réuni que 3.151, savoir : M. Bouchotte 1.622 et M. Ladoucette 1.529. Dans tout le département, sur 32.192 votants (les électeurs inscrits sont au nombre de plus cent mille) L. Bonaparte a eu 17.470 suffrages, M. Ladoucette 7.408 et M. Bouchotte 6.891.

On ne connaît pas encore le dépouillement des votes militaires. Ce résultat inattendu, mais qui est dû au vote des ouvriers et des campagnards, peut être attribué à diverses causes: La première est l'impopularité du candidat républicain, M. Emile Bouchotte, dont le nom est, de la part des classes ouvrières de la ville et de la campagne, l'objet des haines les plus vives et des antipathies les plus profondes à raison de l'exploitation des moulins de Metz qui rend ce négociant victime des préjugés attachés au commerce des céréales. A côté de ce candidat s'en trouvait un autre se disant républicain modéré, mais accepté et porté par les légitimistes, M. Charles Ladoucette, qui n'inspirait aucune sympathie aux masses dont il était peu connu. — Le nom de Napoléon, entouré du prestige qu'il a conservé parmi les habitants de nos contrées, devait, au contraire, éblouir et entraîner toute la partie de la population qui, par ignorance ou défaut de raisonnement, voit dans le neveu de l'Empereur le continuateur nécessaire d'un temps de prospérité et de gloire. Enfin, je dois le dire, l'impossibilité où s'est trouvée jusqu'à présent la République de réaliser les bienfaits promis aux classes inférieures de la société, l'impôt des quarante-cinq centimes, la diminution du travail et l'état de souffrance du commerce et de l'industrie ont produit parmi les ouvriers de la ville et les habitants des campagnes une désaffection visible pour le régime nouveau qui ne leur donne pas immédiatement les satisfactions sur lesquelles ils croyaient pouvoir compter. Cependant, la nomination de Louis Bonaparte serait mal appréciée si elle était considérée comme une démonstration évidente de vœux anarchiques et de projets de renversement de la république. La pensée qui a fait accueillir ce nom et qui a inspiré cette élection n'est pas, je le

crois du moins, aussi coupable ; elle est en grande partie l'œuvre de l'aveuglement et de l'ignorance. Peut-être aussi faut-il y voir l'expression confuse et erronée d'un sentiment d'ordre, d'un besoin mal défini d'unité dans le pouvoir et de force dans l'autorité, en un mot, d'un désir instinctif de stabilité dans les choses et de sécurité dans l'avenir. Ce sentiment, ce besoin, ce désir se sont formulés dans un nom auquel la magie des souvenirs donne une puissance que n'ont pas encore acquise nos institutions républicaines et le peuple, dupe de cette illusion, s'est empressé d'adopter ce nom qui, à ses yeux, semble résumer ce qu'il attend et ce qu'il demande. Sous ce rapport, l'élection spontanée de Louis Bonaparte dans notre pays est une révélation qui me paraît mériter la sérieuse attention du gouvernement. On a, à la vérité, parlé d'intrigues, de manœuvres, d'excitation de tout genre et même d'argent répandu par les émissaires de Louis Bonaparte, mais les investigations les plus minutieuses de la police n'ont rien découvert qui autorise à penser que ces bruits aient eu quelque fondement et, d'ailleurs, les agents napoléoniens dont toutes les démarches ont été surveillées, n'auraient jamais obtenu, par l'emploi de tels moyens, la formidable majorité qui est bien, quoi qu'on en dise, le libre résultat du vote des élections. — Les opérations du scrutin se sont, du reste, accomplies, à Metz, dans le plus grand calme, et il est remarquable que le dimanche 17 et le lundi 18, jours pendant lesquels on pouvait s'attendre au redoublement ou à la continuation des attroupements et des scènes qui avaient agité Metz depuis le 14 de ce mois et dont j'ai eu l'honneur de vous rendre compte, l'ordre le plus parfait n'a cessé de régner, non seulement à l'intérieur et aux

abords des collèges électoraux, mais dans toutes les parties de la ville (1). » C'était clair.

La force de Louis-Napoléon allait s'accroître du fait qu'il arrivait dans un moment opportun, à la suite d'un événement un peu particulier mais auquel les événements précédents, par leur répétition, les circonstances présentes, par leur incertitude dangereuse, ainsi prolongée, valaient de l'importance. Le 22 septembre, en compagnie de montagnards de ses amis, Ledru-Rollin avait célébré un anniversaire que les journées de Juin avaient fait paraître odieux ; le banquet donné remettait d'autre part en mémoire la campagne entreprise sous Louis-Philippe et dont était sortie la révolution de février. Se rappelant les étapes parcourues de février jusqu'à maintenant, un grand nombre se persuadait que, vaincue en apparence, la révolution véritable devait réapparaître, et ce banquet dont, avec l'aide des journaux, l'effroi grossissait les détails, contribuait à le faire penser. Le rouge y avait été la couleur dominante ; tout y aurait été écarlate, les murs, la table, les chaises, les brassards, les rosettes, les drapeaux. La bourgeoisie française détestait Cavaignac, mais redoutait que dans un pareil milieu il fût également récusé, et des sifflets sérieux avaient couvert son nom prononcé par un orateur ; elle en voulait à l'Assemblée, mais se montrait émue que dans un semblable décor on parlât contre violemment. Des cris avaient été proférés qui ne laissaient, pensait-on, pas de doute : « Vive Barbès ! Vive la Montagne ! Vive Robespierre ! » et même : « Vive la guillotine ! Mort aux riches ! » — Au-dessus de ces exagérations, d'ailleurs fatales et si bien entretenues par les classes insultées, Ledru-

1. Arch. Nat. BB30 362.

Rollin recommençait son jeu avec une grande logique mais en donnant aussi à ceux qui auraient pris la peine de l'écouter la certitude qu'il ne pourrait encore réussir. Après avoir jeté le blâme le plus sévère sur le gouvernement dans lequel il avait été ministre de l'Intérieur, et sans prendre la peine de se disculper ni d'expliquer son rôle, il s'écriait : « Que répond-on à nos objections ? L'État est pauvre, l'argent manque. J'avoue que je n'ai jamais compris cette objection. L'argent se retire et se cache, l'argent ne manque pas, il ne peut pas manquer. » Et faisant la critique de la révolution, en même temps que la sienne propre : « Soyez persuadés que c'est bien plutôt un homme entreprenant, résolu, qui manque au moyen de trouver de l'argent. Nos pères, il est vrai, vivaient d'expédients, mais c'est ainsi que vivent les révolutions et, après tout, pourvu qu'elles vivent et sauvent l'humanité, qu'importe ! » On ne voulait plus de la révolution : au lieu de sauver l'humanité, elle en avait rendu l'existence plus difficile ; quant à l'homme attendu, rien ne permettait de penser que Ledru-Rollin saurait en tenir lieu. Le tribun demandait : « Ne trouverons-nous pas un autre Cambon ? » Un pareil exemplaire n'est pas prodigué par la nature ; il n'y en avait pas en 1848 ; aurait-il existé que les circonstances ne demeuraient pas assez tendues pour lui permettre d'agir. Fould avait indiqué une délivrance, et personne ne l'avait même discutée. Le grand magicien de 1791 dont le génie avait frappé sur la fortune française comme la baguette de coudrier dont s'aident les émules de l'abbé Paramelle, aurait été exilé sur la demande du banquier Goudchaux.

Le nouveau mouvement révolutionnaire effrayait d'autant plus qu'il n'y avait pas besoin de raisonner longtemps pour comprendre qu'il serait sans pitié

aucune et que juin n'en avait fourni qu'une légère indication ; on redoutait même que, déjà, plus d'une entente ne fût établie pour recommencer la tentative avortée et, sur quelques points de la France, on avait, sans doute, le droit de le croire (1). A Bourges, à Lyon, à Toulouse, des oscillations assez graves se laissaient surprendre et la coopération qu'y apportaient les pouvoirs publics, fort embarrassés du rôle qu'ils devaient jouer, rendait le gouvernement encore plus détestable aux masses (2). Les indécis, les inquiets, les timorés, qui résistaient toujours en face de l'avenir napoléonien, se sentaient ainsi amenés, malgré eux, à l'admettre, ou à le subir, de préférence au reste. Aucun terrain politique ne pouvait être mieux préparé pour le prince.

Le banquet du Châlet avait eu lieu la veille même de son départ.

*
* *

Le général de Castellane écrivait dans son journal, à la date du 25 septembre : « Louis-Napoléon arrivera, à ce qu'on croit, demain ; son intention est d'entrer sans ostentation à la Chambre. Il a loué un appartement de trois pièces hôtel de Hollande, rue de la Paix ; ce détail m'a été donné par un diplomate qui en a la certitude (3). » Le nouveau député était déjà là.

Louis-Napoléon quitta Londres le 23 septembre au soir, traversa la Hollande et arriva par le chemin de

1 et 2. Arch. Nat. BB[30] 358. Lettres du procureur de Marseille. — BB[30] 358, 359, Cour d'Amiens. — BB[30] 360, Cour de Dijon. — BB[30] 361, Cour de Lyon, etc.

3. *Journal du maréchal de Castellane*, déjà cité, t. IV, p. 100.

fer du Nord le 24, à sept heures du soir (1). Il descendit, d'abord 27, boulevard des Italiens, chez M. de Bassano (2). Le surlendemain, le 26, il se rendait à l'Assemblée. — Une foule considérable, sachant sa venue, entourait le Palais Bourbon depuis midi, décidée à faire une ovation au neveu de l'Empereur, prête à le protéger au besoin, car les bruits les plus alarmants avaient circulé sur son entrée à la Chambre (3). Mais le prince, voulant éviter de porter aussitôt ombrage à un gouvernement qui le détestait et chercherait des prétextes de l'entraver, réussit à passer sans qu'on le devinât. La foule l'attendit toute la journée et espéra ensuite le voir sortir. Il se déroba encore (4).

On l'attendait aussi dans l'enceinte législative. — La séance était commencée déjà lorsqu'un flottement se fit vers le milieu du côté gauche, au-dessus du banc où siégeait Lamartine. Le président Marrast secoue sa tête bouclée aux moustaches coupées ras sur la lèvre et réclame le silence. D'un seul mouvement qui se propage, toutes les lorgnettes s'abaissent, si vite que le chef du *National* braque aussi sa longue jumelle dans la même direction (5). Un

1 et 2. *La Patrie* du 27 septembre. — *La Presse* du 10 juillet 1849. — Si l'on en croyait *Le Sun*, le prince n'aurait pas passé par la Hollande. « On écrit de Southampton, jeudi, 24 septembre : Le prince Louis-Napoléon Bonaparte est arrivé ce matin de Londres. Après avoir fait une collation à l'hôtel Syeva, il s'est embarqué sur le steamer de la Compagnie du Sud-Ouest, le *Wonder*, pour le Havre. »

3. H. Castille, *Histoire de la seconde république française*, t. III, p. 274.

4. Les quotidiens

5. *La Presse*. « Il était entré incognito sans tambour ni trompette. Il supporte avec une impassibilité parfaite l'inquisitoriale avidité de tous ces regards et les représentants du peuple constatent qu'il est de taille moyenne, d'une physionomie douce, d'une attitude modeste et qu'il n'a avec l'Empereur aucune espèce de ressemblance. »

homme est entré, de taille ordinaire, au visage immobile (1). Un cri étouffé anime une seconde toutes les bouches, une émotion, malveillante chez la plupart, possède les cœurs : c'est lui ! Cavaignac, en l'apercevant, ne peut dissimuler son trouble (2). — Louis-Napoléon est accompagné par Vieillard et Boulay de la Meurthe (3). Impassible, sans un mouvement de gêne ni d'énervement, avec une sorte d'indifférence polie, il supporte les regards. Il se place à gauche, sur le septième banc de la troisième section, entre Vieillard et un M. Havin. Sa tournure offre quelque chose d'un peu militaire (4). Il est vêtu de noir, simplement et correctement (5).

La curiosité première atténuée, Marrast donne la parole au député Clément qui rend compte, pour le neuvième bureau, des élections du département de l'Yonne. Après un rapport assez court, l'admission est prononcée par l'Assemblée tout entière. Elle ne pouvait lutter, une seconde fois, contre la sanction nationale ; elle n'était pas assez forte, sinon elle l'eût essayé ; Marrast, qui la tenait dans sa main jusqu'alors, lui eût jeté le mot d'ordre et eût été suivi. Il y

1. *Journal du maréchal de Castellane, idem.* « 26 août. L'Assemblée a prononcé l'admission de plusieurs représentants, entre autres celle de Louis-Napoléon par les départements de l'Yonne et de la Seine. La séance était ouverte lorsqu'un nouveau venu s'est glissé inaperçu aux bancs de la gauche à côté de M. Vieillard. C'est un homme de taille ordinaire, à la démarche un peu embarrassée, au visage immobile, avec une paire de longues moustaches abondamment pourvues. Ce représentant que nul ne connaît et que nul ne remarque n'est autre cependant que M. Louis Bonaparte. — A partir d'aujourd'hui, il n'y a plus de prétendant Louis-Napoléon, il n'y a plus que le citoyen Louis-Napoléon Bonaparte, représentant du peuple ; c'est le prince lui-même qui l'a déclaré en personne en portant à la république son serment de reconnaissance. »

2. H. Castille, déjà cité.

3. Lacroix, *Histoire de Napoléon III*, t. III, p. 100.

4 et 5. H. Castille, *id.* « Il parut en simple frac noir, sans aucun signe qui le distinguât de ses collègues. »

avait songé. Sur ses indications, on avait soigneusement examiné au secrétariat les pièces relatives à l'élection avant de les faire connaître, mais, excepté quelques protestations individuelles, et qui ne valaient rien, elles ne contenaient aucun prétexte de nullité (1).

Aussitôt après le vote, Louis-Napoléon demande la parole. Comme il semblait vouloir parler de sa place, on s'écrie : « A la tribune ! A la tribune ! » Il n'hésite pas et, de sa démarche naturellement un peu embarrassée où la jambe gauche traîne le long du sol, il gagne cette tribune qu'un conseil péremptoire lui signifie. Il tire un papier de sa poche ; toujours impassible, avec un calme qui présente une sorte de modestie, mais d'un ton très ferme, la prononciation légèrement allemande et anglaise à la fois par instants, il lit sa déclaration dans un silence absolu, presque solennel : « Citoyens représentants, il ne m'est pas permis de garder le silence après les calomnies dont j'ai été l'objet. J'ai besoin d'exprimer ici hautement, et dès le premier jour où il m'est permis de siéger parmi vous, les vrais sentiments qui m'animent et qui m'ont toujours animé. Après trente-trois ans de proscription et d'exil, je retrouve enfin ma patrie et mes concitoyens. La république m'a fait ce bonheur, que la république reçoive mon serment de reconnaissance et de dévouement et que mes généreux compatriotes, qui m'ont honoré des suffrages qui m'ont amené dans cette enceinte, soient bien convaincus qu'ils me verront toujours un des plus dévoués à cette double tâche qui est la nôtre à tous : au maintien de la tranquillité, le premier besoin d'un pays, et au développement des institutions démocratiques dont le peuple a besoin et qu'il a le droit de récla-

1. Lacroix, t. III, p. 99.

mer. Longtemps je n'ai pu consacrer à la France que les méditations de l'exil et de la captivité. Aujourd'hui, la carrière où vous marchez m'est ouverte ; recevez-moi dans vos rangs, mes chers collègues, avec le sentiment d'affectueuse sympathie qui m'anime moi-même. Ma conduite, vous ne devez pas en douter, sera toujours inspirée par le devoir, toujours animée par le respect de la loi. Ma conduite prouvera que nul ici plus que moi n'est dévoué à la défense de l'ordre et à l'affermissement de la république. » L'approbation est unanime, sans violence, mais suffisante ; on a applaudi même pendant la lecture et le public des tribunes s'est montré, quant à lui, fort chaleureux. Le gouvernement reste froid. Il ne pouvait mieux, étant donnée sa colère. — Avant de quitter le Palais Bourbon, Louis-Napoléon croisa Changarnier dans la salle des Pas-Perdus. Vieillard alla vers l'officier et lui dit : « Voici, mon général, votre nouveau collègue qui a le plus vif désir de vous connaître » ; et il s'écarta. La conversation entre les deux hommes ne s'évada point des formules polies qui permettaient d'éviter tout sujet relatif à la politique, sinon l'embarras qui résultait de cette réserve. « Le mouvement général qui suivit la séance mit fin à cet entretien qu'on commençait à observer curieusement (1). »

Le lendemain, *Le National* ne sut se contenir : « Cette gloire d'emprunt a fait son entrée dans l'enceinte républicaine sans tambour ni trompette, ni plus ni moins que si elle eût été ce qu'il y a au monde de plus obscur et de plus vulgaire. Nous n'aurons pas le courage d'escorter d'ironie cette entrée dont la modestie forcée était peut-être aussi un calcul. L'Assemblée, en l'accueillant, n'a voulu songer qu'à

1. Comte d'Antioche, *Changarnier*. Paris, Plon, 1891, p. 226.



une chose, qu'il arrivait de l'exil et que probablement il ne l'oublierait pas. » *La Presse* entretenait cette irritation par les pensées qu'elle soumettait à ses lecteurs : « Quel inconvénient aurait eu en juin cette admission proclamée en septembre ! Le gouvernement n'a-t-il pas commis une maladresse insigne en donnant lui-même à ce cauchemar de ses nuits, à ce fantôme de ses jours, les proportions colossales dont il s'est fait ensuite un argument ? Ne doit-il pas regretter aujourd'hui tout cet étalage de mauvais vouloir, toutes ces velléités de proscription qui ont produit une agitation fâcheuse et qu'il eût été si facile d'éviter ? » Le reste des journaux continue à ne vouloir pas comprendre. Seul, *l'Union*, journal monarchiste, se montre aimable, mais avec la même incompréhension que ses confrères : « Le prétendu parti impérialiste a été dissous aujourd'hui. Désavoué par ses chefs, il ne saurait relever la tête sans aller se briser au reproche de l'hypocrisie le plus odieux, le plus sanglant de tous... » *Les Débats* relatent prudemment : « M. Louis Bonaparte est venu lire un petit discours qui a semblé généralement convenable. »

Toutes ces appréciations entretenaient les sentiments napoléoniens du peuple jusqu'à ce que la Constitution, une fois décidée, lui permît ou non de réaliser ses vœux ; de la Constitution dépendait l'avenir ; elle déciderait de quel genre il pouvait être, sous quelle forme la France le ferait éclore. La révolution ayant jusqu'ici manqué presque sans cesse à son mandat, il était à craindre qu'elle échouât de nouveau en refusant au pays le suffrage universel total, c'est-à-dire la possibilité, après avoir déjà nommé ses députés, d'élire son président, de telle sorte que dans le cas où cette compréhension des droits populaires

n'aurait pas prévalu, le peuple se serait, en somme, donné des maîtres pour lui barrer la route ; déjà, par le fait même du Parlement qu'il avait créé, son avenir ne dépendait plus de lui. Etant constatée la force du sentiment qui poussait la majorité vers Louis Bonaparte, au cas où la Chambre garderait pour elle seule le droit d'élire le premier magistrat de la république, le prince possédait peu de chances d'être nommé et, l'élection se faisant alors, sans aucun doute, contre le sentiment général, une insurrection nouvelle était peut-être à craindre. Ainsi soutenu, comme de lui-même, le prince serait vraisemblablement conduit à tenter un troisième coup de main, et, dans ce cas, dès le début, établissait l'Empire ; au contraire, si le vote était accordé au peuple, le prétendant avait les meilleures chances de triompher et restait, jusqu'à nouvel ordre, Président de la République. L'avenir dépendait donc bien des députés. Le débat aurait une portée, de ce fait, immense ; et celui pour lequel il se jouait, calme à son poste de représentant, verrait s'ouvrir, peu à peu, devant lui, par l'effort même de ses adversaires, l'avenue la plus importante de son destin.

Dès le mois de mai, l'Assemblée avait nommé une commission pour préparer son œuvre principale. Cette commission, formée après plusieurs scrutins, fut recrutée dans tous les groupes parlementaires, à l'exclusion du légitimiste, mais cette fraction restreinte, malgré la bonne volonté de ses membres, ne répondait à rien d'actuel ; elle n'offrait, en somme, qu'un grand souvenir, peu de réalité, et semblait, plutôt qu'un parti, « la forme du désespoir politique du moment » (1). Le 19 mai, à la première

1. Emile Ollivier, *L'Empire libéral*, déjà cité, t. II. — Voir tout ce qu'en dit Tocqueville dans ses *Souvenirs*.

réunion, Odilon Barrot avait proposé de suivre une marche différente de celle qu'avaient adoptée jusqu'alors les fabricants de constitution ; il engageait à commencer par l'étude de la commune, « qui n'est que la famille agrandie », avant de s'attaquer aux pouvoirs publics importants, puis de passer de la commune au canton, du canton au département. « Imitons, dit-il, ces architectes avisés qui donnent aux constructions des fondations solides avant d'en poser le sommet. Nos institutions communales et départementales sont réglées par les lois despotiques du Consulat et de l'Empire : comment établir la liberté en haut quand le despotisme est en bas? Comment les citoyens pourront-ils débattre efficacement les grandes affaires s'ils n'y ont été accoutumés par le maniement des affaires locales? Que l'organisation du pouvoir central soit le couronnement, non le début de notre œuvre. » Lamennais et Tocqueville avaient inutilement appuyé ce langage intéressant ; une pareille réforme eût entraîné trop loin ; elle comportait le bouleversement radical des droits publics et des lois administratives, et chaque minute pressait ; il fallait du temps, beaucoup de temps, — on n'en détenait qu'un très limité ; enfin, il s'agissait d'autre chose que de politique pure, et personne ne possédait plus la compétence nécessaire. Il était d'ailleurs curieux de voir proposer par un conservateur une mesure aussi radicale, révolutionnaire même dans son genre. L'organisation des grands pouvoirs une fois décidée, et celle-là seule, on commença la besogne au plus vite — toujours vite — en empruntant aux constitutions de la première république, à celle des États-Unis et, ce qui aurait peut-être surpris les premiers insurgés de février, aux chartes monarchiques de 1814 et de 1830.

Après plusieurs remaniements, le 30 août, Mar-

rast communiqua le projet adopté (1). Dans ses grandes lignes, il se résumait à ceci : Tous les pouvoirs émanent du peuple qui les désigne à trois mandataires : une Assemblée législative, un président et la magistrature. L'Assemblée, composée de sept cent cinquante membres élus pour trois ans au scrutin direct et universel, est permanente ; le président n'a le droit ni de la dissoudre ni de la proroger. Le président est élu de la même façon, mais pour quatre ans ; il a toutes les attributions de la royauté, sauf l'hérédité. La magistrature est nommée par le Président de la République et inamovible. Un Conseil d'État formé de quarante membres, élus pour six ans par l'Assemblée, propose les projets de loi qui lui sont envoyés, soit par l'Assemblée, soit par le gouvernement. Bien que la Constitution déclare qu'il ne pourra être créé de commission et de tribunaux extraordinaires, à quelque titre et sous quelque dénomination que ce soit, une haute-cour, faite de cinq juges, choisis dans le sein de la Cour de cassation, et de trente-six jurés, pris parmi les membres des conseils généraux, juge sans appel ou recours en cassation les accusations portées par l'Assemblée, soit contre ses propres membres, soit contre le président ou les ministres et toutes personnes prévenues de crime, attentats ou complots contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'État. Un tribunal des conflits, comprenant des conseillers à la Cour de cassation et des conseillers d'État, juge les conflits de juridiction. Enfin la revision de la Constitution est bien prévue, mais entourée de difficultés.

Dans ce projet, tous les pouvoirs, isolés afin de ne pas se heurter, étaient appelés à fonctionner chacun

1. Tocqueville prétend que le projet fut bâclé par Marrast en une nuit, au dernier moment.

à part. Le problème difficile des rapports entre le président et l'Assemblée se trouvait donc défini, mais nullement résolu ; il ne l'était que si le président consentait à ne rien devenir par lui-même, se remettant comme une machine à signature entre les mains de ses ministres (1). Le projet répondait aux plans du *National* et avait été composé pour Cavaignac. Une constitution faite pour un parti, par ce parti même, pour un homme, par-dessus cet homme, et basée sur des questions de prudence, d'autre part, équitables dans un sens et injustes dans l'autre, logiques au premier abord et sur le papier, moins bonnes dans leur application et surtout égoïstes sous leur aspect sévère de loyauté, voilà ce que l'on proposait ; pour que l'application de cette constitution fût possible, il fallait que le pays contînt une élite d'hommes au-dessus des conditions ordinaires de l'humanité, à la fois par leur intelligence, par leur vertu, par leur fortune aussi, et cette élite manquait ; il ne restait donc qu'à en appeler à la nation, mais les législateurs, juges et parties à la fois, se pensaient remarquables ou, du moins, fort suffisants. Il ne s'agissait pas des vœux du pays, pour lesquels, cependant, la révolution aurait été faite, mais de ceux de ses députés qui voulaient primer tous les autres. Le mensonge de cette constitution se dévoilait encore dans ce fait que ses promoteurs avaient eu soin de la rédiger à la fois pour Cavaignac et contre lui. Élu directement au suffrage universel, Cavaignac leur paraissait trop puissant ; malgré ce qu'ils en pensaient, ils redou-

1. Telle a toujours été la véritable théorie parlementaire ; elle admet de préférence une médiocrité à la tête de l'État, comme nous l'avons pu constater plusieurs fois depuis la mort de Thiers. « Nommons le plus bête ! » est le cri même du Parlement, et qui reparaît après chaque septennat. Il a été consacré par une plume connue, devenue ensuite ministérielle, au moment de l'élection de Loubet.



taient qu'entraîné par la force ainsi que par le haut isolement dont ce vote le munissait, il ne tentât un jour de devenir un chef véritable. — L'Assemblée régla sans grande lutte les divers articles qui ne se rapportaient pas à ses craintes. Elle en arriva ensuite aux deux questions les plus importantes, celle des deux Chambres, celle de l'élection présidentielle ; et le spectacle changea, non qu'il devînt supérieur, non qu'il valût aux débats cette qualité intellectuelle et morale qui semblerait nécessaire pour traiter de pareilles questions, mais il fut plus animé : l'Assemblée discutait sa propre existence. Odilon Barrot, soutenu par Duvergier de Hauranne, défendit le système des deux Chambres ; Lamartine et Dupin parlèrent en faveur d'une assemblée unique, et eurent gain de cause.

Pourquoi le poète emporte-t-il la bataille contre l'ancien homme d'État, sur le théoricien habitué au Parlement, et se mêle-t-il bientôt malgré lui, quoique en s'en doutant, aux bonapartistes? — Lamartine suit ici le mouvement même de la révolution qui l'avait élevé d'abord ; il en interprète l'esprit et l'on constate qu'il n'atteint à cette juste appréciation qu'après les journées de Juin, quand son rôle de parade — et de succès — est fini. — Odilon Barrot exposait de belles idées, mais, comme celles qu'il avait soumises à la Commission, intempestives. Il n'avait pas lutté si longtemps contre Guizot sans résultat ; comme son adversaire, quoique avec bien moins d'expérience puisqu'il n'avait pas gouverné, il ne voyait que sa doctrine et, n'admettant pas que les événements ne lui répondissent point, demeurait purement spéculatif. Ici encore, le temps pressait, et les circonstances, les conditions vitales d'un territoire, la façon d'être et de penser

de chaque nation comportent des exigences plus véritables que la pure logique abstraite ; la vérité a ses latitudes, elle n'est pas vraie partout. Aussi les belles phrases de l'ancien centre gauche perdaient-elles toute leur valeur : « La science politique, catéchisait-il, consiste à organiser une série de freins et de contre-poids qui, sans entraver le pouvoir dirigeant, le modèrent, le retiennent sur la pente et l'empêchent de se précipiter. » L'heure n'était plus aux doctrinaires. La France n'avait que trop attendu. Ses politiciens, loin de la conduire, la retenaient dans sa course qu'ils auraient dû simplement régler, l'arrêtaient même, principalement ceux qui s'affirmaient les plus républicains. La suite des journées de Juin autorisait à penser que cela n'était rien encore et que la nomination par l'Assemblée permettrait le retour au passé le plus rigoureux, le plus infécond, et le plus regrettable ; la chose faite, la stagnation chère aux parlementaires s'imposait, bien qu'une semblable politique favorise l'affaiblissement graduel de la France, car son recul et le sommeil incertain qu'elle établit sont le contraire de son génie comme de sa destinée (1). Barrot avait eu raison d'invoquer à l'appui de sa thèse les peuples étrangers ; dans notre histoire, il n'aurait pu trouver d'exemples justificatifs. Lamartine — qui, de nos jours, en resterait peut-être à son discours et n'y ajouterait pas le même commentaire — voyait plus juste en allant dire à Barrot, le vote une fois proclamé : « Vous aurez raison plus tard,

1. On a le droit d'avancer qu'un des plus grands malheurs de la politique française au XIX[e] siècle est d'avoir sans cesse été en retard avec elle-même : Louis-Philippe aurait dû parvenir au trône à la mort de Louis XVIII ; Louis-Napoléon est arrivé trop tard. Au pouvoir en 1840, en pleine force, il n'eût jamais abouti à Sedan. C'est ce retard, dans les réformes nécessaires, qui entraîne à la fois l'arrêt de la France et les révolutions ; celles-ci éclatent, en quelque sorte, comme pour rattraper le temps perdu.



mais pas à présent. » Un autre député, Beaumont, avait donné, à contre-cœur, la note exacte : « Les faits nous dominent. » A certaines heures, on ne s'embarrasse pas de trop longs raisonnements, surtout après les avoir déjà suivis et classés ; on accepte les faits, on les utilise selon le sens qu'ils indiquent et, tout en devenant leur ouvrier, tout en exploitant leur matière, on les tourne, puis on les dépasse avec ceux qui doivent dominer le lendemain. — Une Chambre-Haute était impossible puisqu'il n'y en avait pas les éléments ; la Chambre-Haute eût été la répétition de l'Assemblée et, nécessairement, sa rivale ; le « contre-poids » prôné par Barrot eût fonctionné au profit de plus d'immobilité encore.

Le point le plus important, l'élection présidentielle, demeurait à décider ; c'était la clef de voûte de l'édifice — de l'échafaudage plutôt — dressé par *le National*, — la lanterne, en réalité, qui devait le jeter bas en l'écrasant, au lieu de l'asseoir.

Avant l'élection de Louis Bonaparte, la majorité de l'Assemblée, en dépit de ses craintes, et même le parti de Marrast, si Marrast avait pensé son heure venue de cette manière, se seraient ralliés au suffrage universel direct, mais le succès du prince, sur le sens duquel il n'y avait pas à se méprendre, changea tout : et ceci montre bien la petite place que tiennent les principes perpétuellement invoqués chez ceux qui s'en baptisent les plus ardents défenseurs. Marrast flaira de suite le péril ; un futur président de la république, Grévy, le vit de même et parla contre toute présidence. Trois systèmes partagèrent alors les esprits, précédemment à peu près d'accord. Dans le premier, il n'y avait pas de président ; il y serait suppléé par un simple président du conseil des ministres, nommé par l'Assemblée, révocable par elle,

sans durée fixe dans le pouvoir ; dans le second, le président était nommé par l'Assemblée pour un temps fixe, irrévocablement, et, sur ce terrain, *le National* et *la Réforme*, comme au moment même de la révolution, oubliant encore momentanément leur vieille querelle, trouvaient moyen de se réconcilier ; dans le troisième, celui de la Commission, toute la France nommait le président.

Marrast espérait que son avis réussirait à prévaloir. Dès le début, il s'était déclaré pour l'élection par l'Assemblée et n'avait cédé que devant le mouvement général de ses collègues, mais en prenant soin de contre-balancer le pouvoir du président autant qu'il restait possible ; le rapport qu'il déposa dans ce but a bien révélé son adresse ainsi que le véritable esprit de son parti ; il délimite le terrain du champ clos dans lequel, pour vivre, le président devra nécessairement lutter avec l'Assemblée — et la vaincre. En examinant de nouveau le texte même, nous y relevons ceci : « La minorité pensait qu'en faisant nommer le président directement par le suffrage universel, on courrait le risque de placer en face de la représentation nationale un pouvoir égal, quoique différent ; qu'on pouvait ainsi établir une rivalité dangereuse, donner à la souveraineté deux expressions au lieu d'une, rompre l'harmonie, toujours nécessaire, entre l'autorité qui fait la loi et le fonctionnaire qui en assume l'exposition ; que, dans ce pays surtout, le suffrage universel, concentré sur un seul homme, lui donnait une puissance toujours sollicitée par des tentatives fatales à la liberté. La minorité aurait donc désiré remettre à l'Assemblée, déléguée de la souveraineté du peuple, la nomination du président de la république ; elle croyait, par là, concilier ce qu'exige la rigueur des principes et ce que commande la situation d'un



régime nouveau. Cette opinion n'a pas prévalu. La majorité a été convaincue que l'une des conditions vitales de la démocratie, c'est la force du pouvoir. Elle a donc voulu qu'elle reçût cette force du peuple entier qui seul la donne, et qu'au lieu de lui arriver par transmission intermédiaire, elle lui fût donnée par communication directe et personnelle. Alors il résume, sans doute, la souveraineté populaire, mais pour un ordre de fonctions déterminé, l'exécution de la loi. La majorité n'a pas craint qu'il abusât de son indépendance, car la constitution l'enferme dans un cercle dont il ne peut pas sortir. L'Assemblée seule demeure maîtresse de tout système politique ; ce que le président propose par les ministres, elle a le droit de le repousser ; si la direction de l'administration lui déplaît, elle renverse les ministres, si le président persiste à violenter l'opinion, elle le traduit devant la haute-cour de justice et l'accuse. Contre les abus possibles du pouvoir exécutif, la constitution se prémunit en le faisant temporaire et responsable. Le président, après une période de quatre années, ne peut être réélu qu'après un intervalle de quatre autres années. Il n'a aucune autorité sur l'Assemblée, elle en conserve une toute-puissante sur ses agents. Il ne peut jamais arrêter ou suspendre l'empire de la constitution et des lois : il ne peut ni céder un pouce de territoire, ni faire la guerre, ni exécuter un traité sans que l'Assemblée y consente ; il ne peut pas commander en personne les armées, il ne peut nommer les hauts fonctionnaires dépendant de lui qu'au conseil des ministres ; il ne peut révoquer les agents électifs que de l'avis du Conseil d'État ; l'Assemblée Nationale choisit seule les membres de la Cour suprême ; et, sauf les magistrats du parquet, le président de la république ne peut nommer les juges que



d'après les conditions déterminées par la loi (1). »

Le document ne permet pas le doute : puisqu'il était impossible d'arrêter le suffrage universel, il s'agissait d'empêcher ses résultats. Ligoté dans un pareil filet, le président serait réduit coûte que coûte au rôle le plus

1. Les journaux, *le Moniteur*. — Voir aussi : A. Marrast, *Projet de Constitution*, etc. Paris, 1, rue de la Sorbonne, 1848. — Le débat intéressait toute la partie politique du public et de nombreuses brochures paraissaient aux frais de leurs auteurs pour la recherche de la meilleure forme gouvernementale. La liste serait trop longue à donner ici. La plupart recommandaient la défiance et, dans leurs recherches pour aboutir au moins de puissance possible, finissaient par anéantir tout pouvoir. Certaines sont touchantes, beaucoup absurdes. La constitution des États-Unis était mise souvent à contribution. Chaque auteur pensait avoir trouvé le meilleur moyen. — Citons, comme exemple, l'une des plus courtes et des plus significatives : *De la constitution à donner à la France républicaine*, par A. Loubat de Saint-Livrade, près Villeneuve (Lot-et-Garonne). A Paris, chez tous les libraires, 1848. — Beaucoup admettent comme base la simple vertu civique, et chez le peuple, et chez ses mandataires, tel un M. Villiaumé, *Plan de constitution*. Paris et Nancy, Grimblot et Vve Raybois, 7, Place du Peuple, 1848. — Un autre projet contenait ces singulières ordonnances : « Art. 51. — La maternité est substituée à la paternité dans la dénomination des enfants. Ainsi, tous les enfants d'une femme vierge (*sic*), veuve, mariée ou remariée porteront son nom. — Art. 53. — Le célibat est proscrit dès l'âge de dix-huit ans », etc. *Charte de la république française. Loi définitive de l'Humanité*. Paris, imprimerie Ad. Blondeau, 32, rue du Petit-Carreau, par Aimé Grimond, 1er mai, 1848. — Quelques-unes de ces brochures, en petit nombre, il est vrai, préconisaient la monarchie. « S'il nous était permis de donner notre avis dans le sein des représentants de la nation, nous opterions pour une monarchie : il nous serait facile d'en prouver les avantages, n'importe la dynastie qui serait appelée à la représenter. » *Droits des peuples reconquis en 1848. De la Constitution qu'il faut à la France*, etc., par L.-P. Motalene « candidat à la députation ». Paris, Mureau, 1848. A défaut de monarque, l'auteur préconise un président de la république héréditaire. — Voir aussi : *Trois Consuls*, septembre 1848, typographie Plon. L'idée du triumvirat avait ses partisans. Les consuls proposés étaient Cavaignac, Louis-Napoléon et Thiers. — Cette brochure n'est pas signée, mais elle devait venir de l'entourage du prince. Une réunion d'articles de Girardin montre assez bien tout ce par quoi le pays avait passé avant d'en arriver à adopter Louis-Napoléon et la délivrance que celui-ci apportait à tant de questions que n'avaient pas su résoudre ceux qui avaient été nommés — ou s'étaient nommés — pour les trancher : *Avant la Constitution*. Paris, Lévy, 1848.

neutre. Marrast entendait rester le véritable président de la république, derrière l'officiel, par la simple présidence de l'Assemblée. Cette conception politique dépendait, quant à son excellence, de l'homme qui la servirait, et portait la question autre part en la compliquant encore au lieu de la simplifier ; malgré les apparences, tout demeurait semblable ; le chef, au lieu d'habiter l'Élysée, se tenait à la tribune du Palais-Bourbon ; tout reposant de nouveau sur un homme, et sur un orateur, il semblait bien que, malgré ses dangers, la conception pure et simple du chef d'État qui règne et gouverne demeurât la meilleure. La théorie soutenue par Marrast était bien décidément celle de Guizot, mise au service de la république. Là encore, rien n'était changé ; les doctrinaires s'étaient simplement faits plus jeunes et républicains. On ne peut objecter que la Chambre balançait le pouvoir de son président ; une Chambre ne demande qu'à se laisser mener, malgré les apparences, et, au bout du compte, se mène toujours pourvu que le berger connaisse la manœuvre ; le président, contre lequel on aurait joué, aurait encore aidé l'entente, et le président étant cette fois beaucoup moins que Louis-Philippe, la comédie aurait procuré un spectacle pire. — Marrast mourut trop jeune, les événements se précipitèrent trop vite, le prince fut trop ferme pour que l'on puisse savoir ce que le maître du *National* aurait donné. Si l'on s'en tient aux intrigues parlementaires, personne ne méritait plus son poste que lui, mais son génie n'allait guère plus loin et ne comprenait pas la grande politique indispensable chez celui qui commande.

Parieu, qui devait servir Napoléon III, soutint l'élection par l'Assemblée, le jour de la lutte suprême ; il parla contre le vote direct, s'écriant que l'on donnait ainsi au président « les racines du chêne pour

mettre au-dessous une végétation de roseaux » ; puis, précisant d'une manière plus nette, étant donné celui que tous redoutaient : « Vous lui conférez le mandat qu'avait Napoléon quand il voulut être empereur, et vous songeriez ensuite à l'enserrer dans des chaînes fragiles et à lui dire : tu ne te débattras pas ! Votre combinaison est une source fatale de conflits entre le pouvoir exécutif et vous. Et ce qu'il y a de plus grave, c'est que ce conflit n'a pas d'issues légales. Le président n'a pas le droit de vous dissoudre et vous n'avez pas le droit de révoquer le président. » Ainsi, à la tribune, pendant l'établissement même de la constitution, la perspective du coup d'État se trouvait évoquée. — Tous tremblaient de nouveau. Flocon voulait que le président fût élu pour un an seulement ; Lasteyrie proposait un mode d'élection à deux degrés ; Pyat s'était écrié : « L'élection est plus forte que le droit divin... Un président, c'est un roi électif, par conséquent plus terrible, plus dangereux que les autres. »

Après le député Fresneau qui faisait observer qu'un président nommé en un quart d'heure, par un coup de majorité, ne serait jamais pris au sérieux, Grévy développa son système qui consistait à remplacer la souveraineté de la nation par celle de l'Assemblée ; dès le début de son discours, il formula qu'elle possédait un droit absolu sur toutes les parties de la constitution, sur l'organisation du pouvoir exécutif aussi bien que sur le reste ; et lui aussi évoquait le souvenir qui pesait sur tous les débats : « Qu'on ne l'oublie pas, ce sont les élections de l'an X qui ont donné à Bonaparte la force de relever le trône pour s'y asseoir ! » Il s'écriait encore : « Etes-vous bien sûrs que dans cette série de personnages qui se succéderont tous les quatre ans au trône de la pré-



sidence, il n'y aura que de purs républicains empressés d'en descendre? Etes-vous sûrs qu'il ne se trouvera jamais un ambitieux tenté de s'y perpétuer? Et si cet ambitieux est le rejeton d'une de ces familles qui ont régné en France, s'il n'a jamais renoncé expressément à ce qu'il appelle ses droits, si le commerce languit, si le peuple souffre, s'il est dans un de ces moments de crise où la misère et la déception livrent à ceux qui masquent sous des promesses leurs projets contre sa liberté, répondez-vous que cet ambitieux ne parviendra pas à renverser la République? »

Cette suprématie de l'Assemblée consacrant l'absence de pouvoir établissait, une fois de plus, la crainte d'agir qui semble nécessairement émaner du Parlement et fournir le dernier mot de sa science politique. Dans un pareil système, en mettant les choses au mieux de la supposition, les partis ayant abdiqué, les ambitions s'étant tues, les questions brûlantes réservées et même l'union faite peu à peu par des sacrifices réciproques, la lutte légitime des opinions abandonnée, il ne reste rien, plus rien que la mort; la fusion des deux pouvoirs entraîne leur mutuelle dépendance ou plutôt leur mutuelle abdication; et ce néant absurde s'implante au profit d'une pure formule, au pied d'un autel illusoire: pourtant, les hommes qui s'en font les prêtres fanatiques déclarent n'admettre que les réalités et repousser toute idée plus ou moins religieuse. — Jules de Lasteyrie répliqua fort bien: « Au moindre geste de l'Assemblée, votre président donnera sa démission. Il ne lui sera pas permis de différer d'opinion avec l'Assemblée qui l'a nommé. D'une part, l'Assemblée ne le souffrirait pas et, d'une autre part, le chef du pouvoir exécutif, qui n'aurait pas la confiance de l'Assemblée, aurait trop de fierté pour continuer à remplir son mandat dans

une pareille situation. » Le caractère de ces deux pouvoirs en continuel tête à tête serait la faiblesse. Le député le prouva cruellement par l'exemple des relations qui existaient entre le général Cavaignac et l'Assemblée ; il exposa sans réserve la triste situation du gouvernement, ses misères, son exécrable résultat, et conclut en démontrant que c'était un pareil désordre que l'on voulait perpétuer (1). Il eut gain de cause. L'amendement Grévy fut repoussé par six cent quarante-trois voix contre cent cinquante-huit. Un des futurs ennemis du prince-président avait osé faire connaître la raison de cette bataille: « Je cherche, avait dit Tocqueville « de sa voix grêle comme sa personne (2) », avec une sorte « de solennité pénétrante (3) », je cherche dans toute la sincérité de mon âme les causes du changement de résolution qui s'est opéré dans l'esprit de plusieurs de mes collègues et je défie tout orateur quelconque de venir à cette tribune expliquer ce changement autrement que par ce que je vais vous dire. Il s'est passé dans le pays des événements qui ont jeté dans l'esprit des amis sincères de la république des préoccupations graves. Il est évident que les membres de cette Assemblée qui ont changé d'opinion ne l'ont fait que parce qu'ils ont craint qu'il ne sortît des suffrages du peuple quelque nom hostile à la république... » Il avait aussi demandé : « Croyez-vous écarter les périls de la répu-

1. « La nomination d'un président révocable par l'Assemblée n'est qu'un expédient de circonstance qui ne donne ni la stabilité au pouvoir, ni la confiance aux intérêts, ni à l'avenir d'une nation le vaste horizon qui lui est nécessaire. C'est une constitution à court terme, une tente d'un jour ; que le chef du pouvoir porte impatiemment cette situation précaire ou qu'il l'accepte avec noblesse comme la rançon de la nécessité, il ne s'ensuit pas qu'une nation n'ait le droit de chercher dans d'autres institutions des conditions moins provisoires de sécurité. » Victor Pierre, déjà cité, t. I, p. 491.

2 et 3. E. Ollivier, *L'Empire libéral*, t. II, p. 99.

blique en proclamant pour ainsi dire officiellement que vous doutez des sentiments républicains du peuple? (1) »

Toujours la même évocation. Au long de son discours, Lamartine reculerait encore moins devant elle et la préciserait. « Etait-ce seulement par conviction intime et par esprit de logique que Lamartine resta fidèle au suffrage universel ? En face du *National* qui rétractait ses principes, en face de Cavaignac et du ministère qui marchaient avec *le National*, n'avisait-il pas l'occasion bonne pour regagner le terrain perdu et pour faire sa cour à la fois aux républicains que l'intérêt personnel n'aveuglait pas, aux conservateurs qui prenaient le rôle délaissé par les républicains, aux électeurs enfin dont il défendait la prérogative ? (2) » — Falloux a dit que le calcul du poète avait été le suivant : « Avec le suffrage universel, nul ne pourra réunir la majorité absolue. Le prince Louis, M. Ledru-Rollin et moi, nous serons forcément,

1. — Dans une brochure, Cormenin avait également défendu l'élection directe en établissant que l'Assemblée n'avait pas plus le droit de nommer le président qu'elle n'avait celui d'élire des députés ; il craignait de plus que les députés qui avaient le droit de défaire le lendemain les lois promulguées la veille, ne finissent par s'arroger celui d'en agir de même à l'égard du président, — ce qui ne serait que logique, après tout. Au contraire, un président désigné par le peuple demeurait, disait-il, un homme indépendant et responsable en même temps de droit et de fait, alors que l'Assemblée, avec ses sept cents membres, était irresponsable. Et il formulait cette interrogation : « Le peuple, notre maître à tous, est-il donc un traître pour qu'on le regarde en dessous ! » Il disait encore : « Le président nommé par l'Assemblée basculerait sans cesse de la majorité à la minorité. Il n'aurait à lui ni initiative propre, ni autorité propre, ni politique propre, ni gouvernement propre, ni responsabilité que la menteuse et nominale responsabilité d'un valet de pouvoir qui parade dans une antichambre. » Il avait encore cette phrase meurtrière : « Et si la majorité était changée, diriez-vous que le président de la république, nommé par vous, qui n'exprimeriez plus le pays, le représenterait à son tour véritablement ? »

2. Victor Pierre, déjà cité, t. I, p. 492.

d'après la constitution, renvoyés devant l'Assemblée. Ce jour-là, je remonterai à la tribune, je laisserai parler dans sa plénitude mon inspiration politique ; je tracerai d'irrésistibles tableaux, je déroulerai un avenir si magnifique que l'Assemblée subjuguée m'acclamera et peut-être à l'unanimité (1). » Je doute fort que Lamartine ait tenu, même intérieurement, ce langage. Il dut éprouver un plaisir sensible à penser qu'avec le suffrage universel il jetterait bas *le National*, Cavaignac en tête ; il espérait de plus, et là fut son illusion, que ce vote général, par ses hasards, lui ménagerait peut-être une revanche ; il accordait cette vengeance et cet espoir avec ses principes ; ses collègues qui votèrent différemment pensèrent tout comme lui que le vote direct dérivait de la révolution. De cet ensemble de raisons découla son discours, qui étonna tellement, et où l'on voulut voir une contradiction qui, en réalité, ne s'y cachait point (2). Enfin, son cœur de poète distinguait dans la sanction populaire, en dehors même de tant de raisons excellentes, une consécration presque mystique, le jugement de Dieu, peut-être, — *vox populi, vox Dei* — et, par cela même, une sorte de suprême et puissante majesté (3). —

1. *Mémoires d'un royaliste*, déjà cité t. I, p. 482.

2. A en croire Quentin-Beauchart, Lamartine n'était même pas sûr, en gagnant la tribune, de ce qu'il allait dire : « Il était hésitant néanmoins et indécis en commençant. Lui-même déclarait en montant à la tribune qu'il ne savait trop quel parti il allait prendre. » *Etudes et souvenirs sur la deuxième République*, etc.

3. Lamartine se douta-t-il, d'autre part, que son discours était la condamnation sûre du gouvernement dont il avait fait partie ? C'était, en même temps, l'aveu d'un immense désespoir. Il se réduisait sèchement à ceci : « Le gouvernement que j'ai été le premier à aider à créer ne peut durer plus longtemps. Nous le constatons tous. Il est irréalisable en France, faute d'y réunir les éléments nécessaires. Laissons donc aller les choses. Il nous reste encore le suffrage universel total ; remettons-lui le soin de trancher la question ; il la comprendra peut-être mieux que nous. Tant pis ! »



Il parla au milieu du recueillement général : «... Il s'est agi et il s'agit dans cette discussion depuis deux jours non seulement de déterminer si le président de la république sera nommé par l'Assemblée Nationale ou par le pays, mais il s'agit encore de savoir si la république aura un président ou si elle n'aura que des conseils, des comités de salut public, de sûreté générale, de recherches comme nos premières assemblées révolutionnaires... La division des pouvoirs ne s'applique plus en quoi que ce soit à notre mode de gouvernement essentiellement unitaire, et où la souveraineté indivisible, comme l'Assemblée Nationale, repose tout entière en nous parce que nous sommes nous-mêmes l'expression unitaire du peuple tout entier. Mais, Messieurs, je vous montrerai le Long Parlement et la Convention prenant ce mode de gouvernement qu'on osait vous conseiller tout à l'heure, réunissant non pas seulement le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif, mais réunissant ou tenant, du moins sous leurs mains, le troisième pouvoir, le pouvoir judiciaire, qui seul, dans une telle forme de gouvernement, ou plutôt de tyrannie, peut compléter le gouvernement unitaire d'une assemblée, et je vous dirai : si vous voulez entrer dans ce mode de gouvernement, si vous pensez que les circonstances dans lesquelles se trouve la patrie exigent cette intensité terrible de forces qui s'élèvent, non pas comme un appel, mais comme un épouvantail dans notre histoire, pour nous écarter de ce système, si vous le voulez, ayez la logique tout entière de votre pensée, ne confondez pas seulement en vous le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif, confondez aussi le pouvoir judiciaire, et alors appelez-vous de votre vrai nom, appelez-vous la Terreur. » La droite applaudissait.

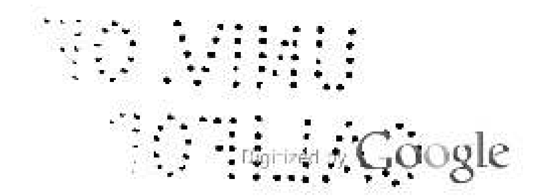
L'orateur continuait en démontrant que les gouver-

nements à plusieurs têtes, par comités et par conseils, étaient toujours faibles parce que de tels gouvernements se composaient de concessions et de lenteurs. « Or, les gouvernements de moyennes et de concessions ne sont pas ceux qui conviennent aux grandes nations, aux grandes époques, aux grandes crises dans lesquelles nous nous trouvons ; les époques énergiques ne veulent pas de moyenne de gouvernement, elles veulent un pouvoir à leur image. » Déclarant que l'histoire de la Révolution de 1789 lui avait prouvé que la division des pouvoirs était mauvaise et que les exemples des États-Unis, de la Suisse, et de la Hollande ne répondaient pas à la France parce que pour ces trois pays un pouvoir fort était moins nécessaire, « il ne vous échappe pas, Messieurs, disait-il, que la France n'a rien, n'a rien eu, n'aura rien, ne veut rien avoir de comparable, dans sa constitution sociale et nationale, à ces fédérations qu'on nous cite sans cesse en exemple, sans avoir compris leur nature et leur nécessité ». Il abordait ensuite la question même et disait que s'il ne s'agissait véritablement que « de déterminer telle ou telle combinaison mécanique d'où doit sortir, pour ainsi dire, ou par une seule explosion de votes, ou par une filière successive de suffrages se fortifiant. s'amoindrissant, s'épurant les uns les autres, le vote du président, cela serait bientôt fait ; il n'y aurait pas de logique là contre la logique ; nous nous dirions : le peuple, dans notre constitution de février, est un peuple seul et unitairement souverain ; c'est donc de son sein, c'est du sein de cette souveraineté unique et toujours debout dans le peuple, que doit sortir, non pas comme vous le disait hier M. de Parieu, cette division des pouvoirs, je répudie encore une fois ce terme, mais cette distinction des fonctions de la souveraineté natio-



LOUIS-NAPOLÉON, REPRÉSENTANT DU PEUPLE

(Lith. de chez Goupil, Vibert et Cie.)



nale. Voilà la logique». Il fallait donner, selon lui, au peuple son droit entier car, « le pouvoir, dans les républiques. est dans la popularité, où il n'est nulle part ». Si la popularité continue d'entourer l'Assemblée, tout est bien, mais, si elle se retire, le pouvoir de l'Assemblée s'affaisse dans le même instant aux yeux du peuple ; que cette Assemblée, rejetée par la nation, nomme un président, quelle peut être la situation de celui-ci ? « Tout serait anéanti, tout disparaîtrait à la fois dans cette lacune de force, de popularité et de pouvoir. » L'élection par le peuple s'imposait donc, mais ici intervenait un facteur nouveau, un « poids secret » qui pesait sur la conscience de l'Assemblée Nationale. « ... Ce qui préoccupe en ce moment la pensée de l'Assemblée, c'est l'éventualité qu'un fanatisme posthume du pays ne se trompe de date, de temps, de jours et ne porte à l'image de ce grand nom, ne porte aux héritiers, je ne dirai pas de la gloire, car la gloire qui donne l'immortalité ne donne pas malheureusement des droits au partage de l'héritage, ce qui vous préoccupe, dis-je, c'est la peur que cet éclat si naturellement fascinateur pour les yeux d'un grand peuple militaire n'entraîne la nation dans ce que vous pourriez considérer ou dans ce que je considérerais peut-être moi-même à tort, comme une erreur et comme un danger du pays. Eh bien ! je me suis dit : Ce danger est-il probable? Je ne le nierai pas, je n'ai à cet égard ni négation ni affirmation, je ne sais pas lire, pas plus que vous, dans les ténèbres de notre avenir; mais, cependant, je puis me dire que la réflexion est une des forces humaines dans un pays aussi sensé et aussi profondément intelligent que notre pays; que, pour arriver à des usurpations du genre de celle qu'on pourrait craindre, non pas des hommes,

je le répète... je respecte leur patriotisme et leur conscience, et je suis convaincu, comme ils l'ont dit eux-mêmes à cette tribune, car je crois à la parole des honnêtes gens, je suis convaincu qu'aucune pensée d'usurpation de cette nature n'approchera jamais d'eux-mêmes... mais je parle de leurs partis, de ces petits groupes d'hommes intéressés qui s'agitent toujours autour des ambitions supposées, quoique non existantes, et de ceux qui exploitent au profit des factions la plus grande mémoire, la gloire la plus éclatante de notre pays. Eh bien! je dis que ces hommes seraient promptement, inévitablement trompés dans leurs espérances ; je dis que, pour arriver à un dix-huit brumaire dans le temps où nous sommes, il faut deux choses, de longues années de Terreur en arrière et des Marengo, des victoires en avant. » Il faut envisager la situation ; on en est à la période la plus triste et la plus périlleuse. Le danger véritable n'existe pas dans la possibilité d'une restauration monarchique mais dans l'incrédulité, dans le manque de foi et dans la désaffection de la république qui possèdent les masses. A quoi bon des réticences à ce sujet? « La république n'a été, en vérité, qu'une grande et merveilleuse surprise du temps. Tous les esprits n'y étaient pas encore suffisamment préparés. Je ne dirai pas, comme mes collègues, que la France n'était pas républicaine : j'ai la conviction... que la France, si elle n'est pas républicaine par ses habitudes, si elle est monarchique par ses vices de caractère, passez-moi le mot, est républicaine par ses idées : elle est républicaine par ses grandes vertus naturelles et par ses traditions d'indépendance... La république a rallié à elle tous les cœurs, même de ceux que vous accusez aujourd'hui d'en être le plus éloignés. Si j'apportais à cette

tribune, citoyens, les confidences des chefs des plus grands partis dynastiques à cette époque, vous seriez convaincus que, dans ce moment de chaleur, d'émotion qui élève les partis au delà d'eux-mêmes, qui fait que les hommes sont au-dessus de leur ambition et de leurs regrets, il n'y a eu qu'un seul sentiment, l'acceptation loyale, sincère, énergique et confiante dans la république. » Il ne craint donc pas que le président soit populaire, il s'en réjouit et, le cas échéant, constate même que sa popularité pourra suppléer à l'impopularité de l'Assemblée. Et l'Assemblée applaudit. Dans ces battements de mains, je pense qu'on peut entendre aussi ceux du prince.

Après avoir expliqué l'état d'esprit des populations inquiètes et le travail qui a été fait auprès d'elles contre la république, représentée comme un gouvernement incapable et despotique, il se demande si le moyen de ramener à cette république est de retirer au peuple le suffrage universel. « Non, ce serait un moyen de l'éloigner à tout jamais... Je sais, pour moi, que si je voulais blesser davantage le cœur du peuple, que si je voulais l'aliéner plus complètement à la république, je n'inventerais pas, Messieurs, un autre et plus habile, ou, plutôt, un plus funeste procédé. (*C'est vrai !*) Mais si je voulais, au contraire..., rallier, recruter, co-intéresser, solidariser, par un lien rattaché au cœur de chaque citoyen, tous les individus, toutes les volontés, toutes les forces de la population pour la république, je ferais le contraire et je dirais : Ce que nous vous proposons, nous, avec la Commission, c'est de dire loyalement, hardiment à tous les citoyens du pays, à chaque citoyen du pays, à son foyer, dans sa demeure, dans sa commune : Réfléchis, réfléchis et juge, et quand tu auras jugé, réfléchis, rononce toi-même, choisis toi-même parmi

tous tes concitoyens, parmi ceux dont le nom, venu jusqu'à toi, t'inspirera le plus de sécurité, le plus d'estime, le plus de confiance, choisis-le et nomme-le. Celui-là sera, non pas ton maître, il n'y en a point sous les républiques, mais celui-là sera ta personnification même,... et il sera le chef, le modérateur, le modérateur de tes institutions républicaines, il protégera ta propriété, celle de ta famille, celle de tes enfants. (*Très bien. Bis.*) » Un député de la gauche fit alors entendre le véritable cri du Parlement, le secret de son inquiétude : « Et l'Assemblée, que devient-elle ? »

Pour Lamartine, si l'on refuse le vote général, tout est perdu, car si le président est nommé par l'Assemblée, on dira qu'il n'est que le favori d'un favori ; dans le gouvernement, on ne verra que des factions ou des hommes auxquels on pourra jeter des phrases comme celles-ci : « Toi, tu as nommé le Président de la République parce qu'il était ton parent et que tu voulais grandir en lui ta famille. Toi, tu as donné au Président de la République ta voix parce qu'il était ton ami personnel et que, dans la grandeur de sa fortune, tu voulais élever ta propre fortune. Toi, tu as nommé le Président de la République parce qu'on t'a promis une ambassade ; toi, parce qu'on t'a promis une préfecture... *(Interruption. Oui ! Oui ! — Bravos. — Sensation prolongée.)* » D'après le poète, on peut corrompre les hommes par petits groupes, non en masse. « On empoisonne un verre d'eau, on n'empoisonne pas un fleuve. Une assemblée est suspecte, une nation est incorruptible comme l'Océan. Beaucoup craignent de conférer trop de force au pouvoir exécutif ; quant à lui, souriant en dépit de la gravité des circonstances, il remarque que l'excès de force du pouvoir exécutif se trouve évoqué sur les



ruines mêmes d'un trône encore tout récent. Ce n'est pas contre l'excès de force qu'il faut se prémunir ; il est même à regretter, au contraire, que la république soit aussi faible. « Plût à Dieu que la république fût née enfant avec toute son énergie, comme ce dieu de la fable antique qui étouffait des serpents dans son berceau. *(Très bien ! Très bien !)* (1) » Investir le Président de la République de toutes les forces possibles, c'est au contraire sauver la république : « Savez-vous ce que vous faites, Messieurs ? Vous faites précisément ce qu'il y a à faire dans la situation précaire où sont placées encore les institutions à leur origine ; vous rendez plus impossible, en le rendant plus grave, plus odieux, plus inexcusable, l'attentat contre la république elle-même et contre les deux pouvoirs qu'elle a constitués. (*Sensation.*) Oui, en mettant dans les mains et dans la conscience de chaque citoyen électeur de la république, le gage, la participation à cette souveraineté, dans votre élection, dans celle du Président de la République, vous donnez à chacun de ces citoyens le droit et le devoir de se défendre lui-même, en défendant la république, et vous donnez aussi à chaque citoyen de l'empire le droit d'être le vengeur de ces attentats s'ils venaient jamais à contester de nouveau cette enceinte et le gouvernement du pays. *(Très bien ! Très bien !)* » Il

1. Les révolutionnaires de gauche pensaient exactement ainsi. — Il est à remarquer que Lamartine était logique avec lui-même en réclamant le plébiscite ; il reprenait la thèse qu'il avait mise en avant au début de la révolution, le 24 février, quand il s'était écrié dans le Palais-Bourbon envahi, aux applaudissements unanimes de la foule : « Comment trouver la base du gouvernement, comment, Messieurs ?... En allant jusqu'au fond du peuple et du pays, en allant extraire du droit national ce grand mystère de la souveraineté universelle d'où sortent tout ordre, toute liberté, toute vérité... » Dans son *Histoire de la révolution de février* il dit qu'une des deux raisons qui le poussèrent à agir fut son vœu de réaliser le suffrage universel.



terminait par cette péroraison : « Je sais bien qu'il y a des dangers graves dans les deux systèmes ; qu'il y a des moments d'aberration dans les multitudes ! qu'il y a des noms qui entraînent les foules comme le mirage entraîne les troupeaux, comme le lambeau de pourpre attire les animaux privés de raison ! (*Longue sensation.*) Je le sais, je le redoute plus que personne, car aucun citoyen n'a mis peut-être plus de son âme, de sa vie, de sa sueur, de sa responsabilité et de sa mémoire dans le succès de la république ! Si elle se fonde, j'ai gagné ma partie humaine contre la destinée ! Si elle échoue, ou dans l'anarchie, ou dans une réminiscence de despotisme, mon nom, ma responsabilité, ma mémoire échouent avec elle et sont à jamais répudiées par mes contemporains. (*Bravos prolongés, interruption.*) Eh bien ! malgré cette redoutable responsabilité personnelle dans les dangers que peuvent courir nos institutions problématiques, bien que les dangers de la république, bien que ses dangers soient mes dangers et leur perte mon ostracisme et mon deuil éternel, si j'y survivais, je n'hésite pas à me prononcer en faveur de ce qui vous semble le plus dangereux, l'élection du président par le peuple. (*Mouvement prolongé, interruption.*) Oui, quand même le peuple choisirait celui que ma prévoyance mal éclairée, peut-être, redouterait de lui voir choisir, n'importe : *Alea jacta est !* que Dieu et le peuple prononcent ! Il faut laisser quelque chose à la Providence ; elle est la lumière de ceux qui, comme nous, ne peuvent pas lire dans les ténèbres de l'avenir. (*Très bien ! Très bien !*) Invoquons-la, prions-la d'éclairer le peuple et soumettons-nous à son décret. (*Nouvelle sensation.*) Peut-être périrons-nous à l'œuvre, nous. (*Non ! Non !*) Non, non, en effet, et il serait même beau d'y périr en initiant

son pays à la liberté. (*Bravo !*) Eh bien ! si le peuple se trompe, s'il se laisse aveugler par un éblouissement de sa propre gloire passée, s'il se retire de sa propre souveraineté après le premier pas, comme effrayé de la grandeur de l'édifice que nous lui avons offert dans sa république et des difficultés de ses institutions, s'il veut abdiquer sa sûreté, sa dignité, sa liberté entre les mains d'une réminiscence d'empire, s'il dit : « Ramenez-moi aux carrières de la vieille monarchie » (*Sensation*), s'il nous désavoue et se désavoue lui-même (*Non ! Non !*), eh bien, tant pis pour le peuple ! Ce ne sera pas nous, ce sera lui qui aura manqué de persévérance et de courage. (*Mouvement prolongé.*) Je le répète, nous pourrons périr à l'œuvre par sa faute, nous, mais la perte de la république ne nous sera pas imputée ! Oui, quelque chose qui arrive, il sera beau dans l'histoire d'avoir tenté la république ; la république, telle que nous l'avons proclamée, conçue, ébauchée quatre mois, la république d'enthousiasme, de modération, de fraternité, de paix, de protection à la société, à la propriété, à la religion, à la famille, la république de Washington. (*Applaudissements.*) Ce sera un rêve, si vous voulez ! Mais elle aura été un beau rêve pour la France et le genre humain ! Mais ce rêve, ne l'oublions pas, il a été l'acte du peuple de février pendant ces premiers mois. Nous le retrouverons ! Mais enfin, si ce peuple s'abandonne lui-même, s'il venait à se jouer avec le fruit de son propre sang, répandu si généreusement pour la république, en février et en juin ; s'il disait ce mot fatal, s'il voulait déserter la cause gagnée de la liberté et des progrès de l'esprit humain pour courir après je ne sais quel météore qui brûlerait ses mains... (*Sensation.*) Qu'il le dise ! (*Mouvement.*) Mais nous, citoyens, ne le disons pas, du moins,

d'avance pour lui. *(Nouveau mouvement.)* Si ce malheur arrive, disons-nous, au contraire, le mot des vaincus de Pharsale : *Victrix causa diis placuit sed victa Catoni !* (*Sensation.*) Et que cette protestation contre l'erreur et la faiblesse de ce peuple soit son accusation devant lui-même et soit notre absolution à nous devant la postérité ! *(Très bien ! Très bien ! Longs applaudissements.)* (1). »

Ce discours et les impressions diverses qu'il suscite donnent la mesure de l'Assemblée. Sans les hommes inconnus qui dans les ministères, dans les ambassades et dans les consulats n'ont cessé de maintenir, à travers les ministres et les gouvernements successifs, malgré leurs erreurs, leur routine tracassière et souvent même leur inintelligence, une certaine tradition du savoir, des connaissances exactes et des divers maniements, sans une armée disciplinée où quelques chefs, en général peu connus, comprennent les qualités spéciales du soldat français et les mettent en valeur, à la fois grâce à la discipline et malgré elle, on peut se demander ce que serait

1. Odilon Barrot s'exprime ainsi, dans ses *Mémoires*, au sujet de ce discours : « L'occasion était trop belle, pour M. de Lamartine, de montrer une fois de plus tout ce que son jugement a de faux en politique, et il n'y manqua pas. Il était désintéressé dans la question, car il ne pouvait se dissimuler que si, lors de la réunion de l'Assemblée, il eût réuni pour la présidence les trois quarts au moins des suffrages, il s'était depuis ce jour, par ses fautes accumulées, tout à fait mis hors de cause et cela, quel que fût le mode d'élection qu'on adopterait. Il pouvait donc donner avec toute impartialité son opinion sur cette question de l'élection présidentielle, question vitale pour la république ; nous ne l'accuserons pas, comme d'autres l'ont fait, d'avoir en cette circonstance préféré livrer le choix du président aux hasards de l'élection populaire, plutôt que de se voir préféré par l'Assemblée le même concurrent qui lui avait déjà succédé au pouvoir. Non, nous n'en accusons que la légèreté de cette nature d'artiste qui ne lui permettait jamais de saisir le côté sérieux et sensé des choses. Au reste, il s'est reproduit tout entier dans ce discours où le talent de l'orateur n'est égalé que par l'inconséquence et les énormités de l'homme d'État. » T. II, p. 447. Charpentier, 1875.



devenu le pays, réduit à ses seuls politiciens ; une élite franchement et honnêtement révolutionnaire leur eût été préférable. — Lamartine se trouvait avoir raison, mais il triomphait moins par la justesse de la cause qu'il soutenait que par les phrases un peu longues et fleuries dont il l'avait enguirlandée. Il décida ce jour-là de la bataille. Il avait parlé selon l'opinion de la France. « On sentait qu'à côté des délibérations agitées d'une Assemblée unique, il fallait placer une action administrative et politique vigoureuse et prompte et que la société ne pouvait attendre une garantie si essentielle que d'un pouvoir sorti de la volonté même de la nation et entouré de toute l'autorité et de tout le prestige qu'il devait à une telle origine. Ce sentiment était profond et presque unanime (1). »

L'amendement Flocon et Leblond se brisa contre l'élan que le poète avait produit. Flocon venait simplement au secours du *National* et Lamartine avait eu ce mérite d'élever un peu le débat au lieu d'en faire, comme ses adversaires, une question uniquement personnelle ; mais aucun homme absolument désintéressé ne se levait pour porter la question sur le terrain pur qu'il lui fallait et où, peut-être, aurait pris fin ce duel dont souffre la France, l'opposition entre le principe constitutionnel et le principe de l'appel au peuple, lutte indiquée par Pierre Leroux, que la grande révolution n'avait déjà pu trancher, à laquelle la Révolution récente donnait une sève nouvelle, problème si soigneusement caché de nos jours que la nation endormie, muselée, trompée de toutes parts, se désagrège insensiblement par l'abandon des vertus qui firent sa grandeur. — Tous

1. Quentin-Beauchart, *Etudes et souvenirs*, etc., t. I, p. 152-153.

les systèmes opposés à l'idée du suffrage direct acceptaient sans discussion le Parlement ; or il n'y avait pas de Parlement et il n'y a jamais eu, peut-être, de Parlement véritable en France depuis la Révolution, ceux qui le composèrent ayant presque tous été des individualités venues là pour parvenir et non pour servir, — ou ne sachant presque jamais parvenir et servir à la fois, ce qui a existé d'une façon si magnifique en Angleterre. L'entrée du Parlement ne devrait être permise qu'après de sérieuses études politiques, et cette idée, en admettant qu'elle ait été soulevée, n'a pas prévalu ; il semble presque niais de constater qu'une élection dépend rarement du mérite d'un homme, mais de sa fortune, de sa soumission au gouvernement ou de sa révolte contre lui, et de facteurs la plupart du temps étrangers à la question même.

La logique de Ferdinand Flocon était, d'ailleurs, peu sincère : « L'Assemblée réunit tous les pouvoirs du peuple souverain ; dans mon système, elle en délègue une partie et retire l'autre... Le grand danger, c'est de voir la liberté devenir victime d'une usurpation, et je dis qu'avec le système que je combats une usurpation serait toujours à craindre. » Que signifiait ce langage en face de toutes les fautes entassées par le gouvernement ? Une usurpation est un crime quand elle détruit un gouvernement qui faisait la grandeur de la patrie et répondait à ses besoins ; elle devient selon la justice quand elle crée un gouvernement là où il n'y en avait pas et donne au pays toutes les garanties qu'il réclamait pour continuer de vivre. Comme les autres, le rédacteur de *la Réforme* alignait des phrases : « En présence de deux pouvoirs, il faut un modérateur en cas de conflit ; si le pouvoir exécutif est nommé par l'Assemblée,

le conflit est impossible; mais, quand le pouvoir exécutif est nommé par le suffrage universel, quand les deux pouvoirs procèdent de la même origine, du suffrage universel. où sera la véritable volonté du peuple ? » Cette volonté du peuple résidait-elle à l'Assemblée? Certainement non, nous l'avons constaté: si elle y avait existé, l'Assemblée n'aurait pas pris tant de précautions. « Je ne puis pas admettre la doctrine qui consisterait à remettre les destinées de la république aux hasards d'un coup de dés. Il est facile, quand il se présente une question difficile, d'en renvoyer la solution au peuple en disant: Je m'en lave les mains. » Flocon et ses collègues, pour être nommés députés, avaient-ils donc agi différemment ? La thèse soutenue n'eût été juste que par une conclusion contre la profonde absurdité du suffrage universel et cette conclusion demeurait impossible puisque tous, dans l'enceinte législative, n'existaient que par lui. « Beaucoup de personnes veulent le pouvoir exécutif éclatant ; moi, je le veux modeste et utile. On parle beaucoup de la nécessité d'avoir un gouvernement fort; moi, je crois que le besoin premier d'un pays est d'avoir une bonne administration. Dans mon opinion, le pouvoir exécutif ne doit être que le premier serviteur de l'État. Pour conférer à ce pouvoir un rôle secondaire, pourquoi faire intervenir le souverain ? » Ici, le vrai et le faux se succédaient ; rien de meilleur que le pouvoir modeste et utile, que la nécessité d'une bonne administration; mais, pour que ce pouvoir soit utile, il est indispensable qu'il soit un pouvoir, et l'Assemblée ne lui laissait aucune puissance; le président devenait un manœuvre ; une administration seule, en second lieu, ne suffit pas ; sa tendance est nécessairement étouffante à la longue si quelque chose qui la domine ne lui donne de l'air, ne la con-

trôle, ne la vivifie, si une tête volontaire ne dirige pas la machine implacable qu'elle finit presque toujours par devenir. Pour servir l'État, il faut être à même de l'essayer et qu'importe qu'un homme éminent soit à la tête si ses idées ne comptent pas, si ses qualités ne peuvent se faire jour ? Enfin, si l'exécutif avait le second rôle, c'est donc que l'Assemblée gardait le premier. — Que devenait l'intérêt de la France au milieu de toutes ces discussions ? Il ne s'agissait toujours pas de la France, mais de la république, et telle que la comprenaient deux classes journalistiques. « C'est une question de vie ou de mort pour la république, s'écrie le député Martin (de Strasbourg), renchérissant sur des paroles précédentes de Pyat. La pondération des pouvoirs nous conduit à un conflit, à une impasse et, au bout, il y a une usurpation ou une révolution. Ce système nous donne un roi électif, il nous donne plus qu'un roi ; dans aucun pays, dans aucun temps, aucune dictature n'a été constituée d'une manière aussi formidable... » C'était cette dictature même que le pays voulait.

Par des considérations nouvelles, en offrant vers la fin une dernière planche de consolation au parlementarisme, Dufaure achevait de faire prévaloir l'élection directe : « Vous avez un pouvoir chargé de faire les lois, vous avez un autre pouvoir chargé de les faire exécuter. D'où viendra le conflit ? Pourquoi le danger sera-t-il moins à redouter de la part du président nommé par l'Assemblée et irrévocable ? Nous avons l'exemple de la nomination du pouvoir exécutif par l'Assemblée : c'est la constitution de l'an III. Qu'en est-il résulté ? Quatre années les plus terribles, les plus vides, les plus stériles en vertus, en grandes choses, qui aient paru depuis cinquante-cinq ans. Qu'en est-il résulté ensuite ? Que le pouvoir



affaibli a tendu la main à un parti pour envoyer les adversaires à Sinnamari ! Qu'en est-il résulté enfin ? Qu'au 18 brumaire, la France, fatiguée de ce gouvernement, a applaudi à l'attentat et s'est jetée dans les bras du despotisme. (*C'est vrai ! Bis.*) Quand le chef aura été nommé par ses concitoyens, il y aura encore des dangers. Comment y pourvoir ? Par la constitution, en définissant nettement les limites de l'un et l'autre pouvoir. » Le député Victor Lefranc parla dans le même sens. L'amendement Flocon et Leblond fut rejeté par 602 voix contre 211. Proudhon avait déposé aussi son système, dans lequel il préconisait un peu cette théorie de la dictature parisienne à laquelle devait en appeler Blanqui, sans succès, sous la Commune : « Dans le cas où le suffrage universel n'amènerait pas une majorité absolue pour un des candidats à la présidence de la république, la nomination sera faite par le peuple de Paris. » — L'article 43 de la constitution fut adopté par 627 voix contre 130. Il était ainsi conçu : « Le président est nommé au scrutin secret et à la majorité absolue des votants par le suffrage direct de tous les électeurs des départements français et de l'Algérie. » (16 octobre.) *Le National* perdait la partie.

L'attitude du pouvoir montrait bien la véritable face de son sentiment(1). Pendant les débats, tandis que le

1. Il y a du vrai dans les lignes suivantes, malgré la date où parut le livre et ses côtés apologistes : « On a vu combien la présence du prince Louis-Napoléon avait pesé sur la discussion et lui avait imprimé un caractère de personnalité qui, chez les partisans du gouvernement, fut empreint de beaucoup d'aigreur. Jamais une question de cette importance n'avait été traitée avec moins d'élévation, d'indépendance et de patriotisme. Le gouvernement, en soutenant l'élection par l'Assemblée, s'était placé sur la sellette. On ne discutait plus la présidence de la république, on discutait à mots couverts le général Cavaignac. L'attitude du pouvoir manqua tellement de dignité, le parti ministériel laissa percer une irritation si maladroite que les regards les plus indifférents se

prince, pour qui se jouait le drame et dont il figurait, en quelque sorte, l'enjeu, immobile à son banc, était comme perdu dans la masse des députés, Cavaignac, en uniforme, immobile aussi, assis dans un fauteuil placé au bas de la tribune, une jambe croisée sur l'autre, appuyé sur son sabre, ses gants blancs passés dans la poignée et serrés par la dragonne (1), durcissait encore son visage et l'expression d'humeur qui s'y marquait toujours afin de dissimuler son mécontentement. « Le général Cavaignac et ses ministres ont constamment voté contre le vote direct et ont montré beaucoup de chagrin et d'humeur de cette résolution de l'Assemblée. Ils veulent à tout prix se cramponner au pouvoir... Ils veulent rester au pouvoir le plus longtemps possible (2). »

Dans la séance du 9, Louis-Napoléon est mis plus directement en cause. Le Parlement, las de tourner autour de son futur dominateur, veut l'entendre et le somme de s'expliquer. L'attaque a lieu de suite. Antony Thouret monte à la tribune pour déposer, lui aussi, son amendement, ainsi conçu : « Aucun des membres des familles qui ont régné sur la France ne pourra être élu président ou vice-président de la république. » Et, désireux de justifier sa façon de voir : « Vous avez le droit de les exclure des deux

portèrent à la fin vers le prince Louis que désignaient de plus en plus à la sympathie des cœurs honnêtes les attaques sourdes et réitérées des amis de M. Cavaignac. » *Histoire de la première présidence*, etc., t. I, p. 86, déjà cité. — Tous les vieux parlementaires redoutaient le pouvoir. Un député demandant, pour prévenir le retour d'une élection faite en plein hiver, que les pouvoirs du président qui allait être élu fussent prorogés jusqu'au mois de mai 1852, une voix s'écria : « Dites plutôt abrégés. » — « Et l'Assemblée, déjà fort mal disposée pour le président présumé, adopta tout d'une voix cette proposition. « *Mémoires d'Odilon Barrot*, t. II, p. 471.

1. Gustave Claudin, *Mes souvenirs*, 1 vol. Calmann Lévy, 1884, p. 80.

2. *Journal du maréchal de Castellane*, t. IV, p. 101, 102.



hautes magistratures de la république où ils seraient si commodément placés pour la renverser... Mon amendement sera défendu, d'une part, par les graves enseignements de l'histoire, de l'autre, par la sagesse des représentants qui m'écoutent et dont le devoir est de défendre la république contre ceux que l'histoire me donne le droit d'appeler les ennemis mortels de la république. » Le député Voirhaye répond : « Il est évident pour tous qu'une naissance impériale ou royale n'est pas un bon moyen de faire son éducation républicaine ; il est évident pour tous que, quand une république vient de s'établir dans un pays qui a été longtemps monarchique, où les citoyens qui sont nés sur les marches du trône... ne peuvent peut-être pas avoir puisé dans leur naissance, dans leur éducation, l'amour de la république, c'est une chose sage, juste, de les tenir dans je ne sais quelle suspicion patriotique ; ce n'est pas aux princes qu'il faut demander un enseignement républicain. Quant au parti qu'il y a à prendre, nous différons d'avis avec M. Antony Thouret ; faut-il — et voilà toute la différence — faut-il dire au peuple qui, sans doute, n'est pas disposé à confier à un homme qui a été prince les destinées d'une république nouvelle, faut-il dire au peuple dans la constitution : il y a interdiction ; ou bien, faut-il s'en rapporter à l'admirable bon sens du peuple ? Faut-il s'en rapporter à ses instincts démocratiques ?...(*Agitation.*) Nous croyons que l'instinct démocratique qui est en France n'ira pas chercher un ennemi de la république pour le placer à sa tête. » Le député de Ludre déclare qu'il a confiance dans l'instinct du peuple mais qu'il veut, précisément parce qu'il le respecte, lui épargner toute occasion de faire fausse route. Cavaignac, quant à lui, bravant sa mauvaise fortune, soit par loyauté digne, soit

par colère, soit, enfin, qu'il pense agir avec une particulière adresse, s'oppose à l'amendement Thouret : « On dirait que l'Assemblée a voulu mettre un obstacle au choix que la nation était prête à faire, qu'après avoir promis toute liberté au vote du peuple, elle a voulu le restreindre. J'ai soif de savoir où est la confiance de la nation. » Le général avait assez de l'incertitude et n'en pouvait plus. — Le député Coquerel intervient alors, s'indigne et met le débat aux pieds du prétendant : « On demande quoi ? Une loi contre un homme ! Avec un peuple comme le peuple français, une exclusion est une désignation ! (*Rumeurs, sensation.*) » Une loi contre un homme ! Fallait-il que cet homme fût redoutable ! Le député Lacaze achevait l'appel interrogateur et haineux qui montait de l'Assemblée vers l'héritier impérial en disant : « Quant à celui qui pourrait affecter des prétentions à la souveraineté, il est là, qu'il s'explique ! Il a protesté de son dévouement pour la république ; devons-nous le juger capable de manquer à cet engagement solennel ? » Le Parlement, cette fois, est satisfait. Il a définitivement désigné à la France celui qu'il craint tant ; il l'interroge, il va savoir...

Sous les regards qui le détaillent et l'évaluent, Louis-Napoléon s'est levé. Il demande la parole tandis que, de toutes parts, on crie : « Parlez ! Parlez ! » et, de la même démarche que précédemment, il gagne la tribune. Mais, avec un certain nombre de gens intelligents, il partage le privilège de n'être pas un orateur. Pris au dépourvu, il hésite. — Faut-il juger autrement et voir ici une nouvelle adresse ? Je ne le pense pas ; en tout cas, cette interprétation a le droit de se défendre. Il peut se faire aussi — et là, sans doute, se place la vérité — que, décontenancé d'abord, le prince parla mal puis, sur le point de se

LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE, CANDIDAT

(Extrait d'une feuille de propagande de la Maison Al. Pierre, 27, rue des Noyers.)



ressaisir, constatant l'effet produit par son incompétence, persévéra. « Je ne viens pas, dit-il, parler contre l'amendement. Certainement, j'ai été assez récompensé en retrouvant mes droits de citoyen pour n'avoir maintenant aucune autre ambition. Je ne viens pas, non plus, réclamer pour ma conscience contre les calomnies qu'on m'a prodiguées et... *(après un mouvement d'arrêt)* le nom de prétendant qu'on me donne. Mais c'est au nom de trois cent mille électeurs qui m'ont élu que je viens réclamer... *(il s'interrompt de nouveau)* et que je désavoue le nom de prétendant qu'on me jette. » Et, quittant brusquement la tribune, il regagne son banc.

Cet insuccès oratoire est un immense succès politique que les historiens n'ont pas remarqué : le prince faisait tomber l'amendement Thouret qui, en risquant de passer, l'amenait à un coup d'État ou le perdait ; en parlant mal, il se déblayait la route. L'Assemblée nationale française qui se jugeait l'élite du pays, et probablement aussi de l'Europe, n'admettait pas qu'on pût avoir une valeur personnelle en n'étant pas un orateur. « L'avenir est aux avocats », avait annoncé le maître des psychologues (1). Malheureusement pour les avocats, il se trouvait parmi eux un homme. L'extraordinaire stupidité du Parlement dans cette circonstance ne saurait être niée ; l'Assemblée se chargea de ne pas la mettre en doute en changeant instantanément d'avis. — Thouret remonte aussitôt à la tribune et déclare, avec une ironie épaisse comme sa personne, non sans insolence, qu'il retire son amendement, inutile après ce qu'il a entendu. Ses collègues éclatent de rire (2). Le prince ne bouge pas ; rien ne se laisse saisir sur son visage aux yeux ternes (3).

1. Beyle.
2, 3. « Et une grande partie de l'Assemblée d'accueillir cette

Au contraire, Ledru-Rollin, donnant une fois de plus la mesure de ses défauts, sort de la salle en s'écriant : « Quel imbécile ! Il est coulé ! (1) »

Louis-Napoléon devenait le maître de la situation. La seule barrière qui put lui faire obstacle, après le vote direct, n'avait pas été dressée. Rien, désormais, n'arrêtera plus le mouvement. Le 12 octobre, Mathieu de la Drôme propose sans succès un amendement tendant à établir que l'Assemblée a le droit de suspendre aux deux tiers des voix le Président de la République. Seule, l'obligation du serment est décrétée. — Crémieux l'avait combattue en rappelant que le gouvernement provisoire l'avait abolie comme une cause d'immoralité et l'évêque d'Orléans lui avait répliqué que faire paraître le président devant Dieu, c'était placer la constitution sous la plus puissante des sauvegardes, celle de la religion (2). — Le projet d'ajourner l'élection présidentielle, fixée au 10 décembre, ne réussit pas mieux. Dupin résuma la vérité que l'on n'aimait pas entendre : « La France a soif d'un gouvernement. » Et l'impatience était telle à ce sujet qu'on alla jusqu'à proposer de procéder à cette élection avant que la constitution ne fût promul-

insolence par des éclats de rire. Celui qui en était l'objet opposait à cette insulte son visage impassible et son regard terne ; peut-être couvait-il en ce moment dans les replis de sa pensée l'éclatante revanche qu'il devait prendre plus tard. » *Mémoires d'Odilon Barrot*, t. II, p. 452. — Normanby, *Une année de révolution*, etc., t. II, p. 314.

1. E. Ollivier, *L'Empire libéral*, t. II, p. 101. « On crut n'avoir rien à redouter d'un homme qui parlait si mal... Il y eut un mépris comparable à celui qui suivit Boulogne. L'exclusion ne fut pas prononcée; au contraire, la loi de proscription de 1832 contre les Bonaparte fut définitivement abrogée. A quoi bon des précautions contre qui vient de se couler ? Quand les Bonaparte se coulent, dit un malin, écho du sentiment populaire, que ces incidents parlementaires n'effleuraient pas, ils se coulent en bronze. »

2. « Qui se trompait, du juif ou de l'évêque catholique ? L'événement a répondu et il était facile à pressentir. » *Mémoires d'Odilon Barrot*, t. II, p. 473.



guée. — Les journaux niaient toujours l'évidence, imitant l'exemple du pouvoir. Tous vaudraient d'être cités ; un peut suffire à procurer la mesure de leur rédaction, *l'Union*. Le chroniqueur, après avoir représenté le prince comme un pauvre d'esprit, esquisse ce tableau : « Comme l'écolier qui n'est pas bien certain d'avoir récité sa leçon tout entière, Louis-Napoléon promène sur l'auditoire un œil mal assuré, hésite, se consulte et finit par rejoindre M. Vieillard, son maître bien-aimé, qui l'attend sur son banc comme Mentor attendait Télémaque à la suite de leur naufrage. Est-ce donc un naufrage que la démarche de M. Louis Bonaparte ? Nous laissons à l'Assemblée encore stupéfaite le soin de se prononcer... M. Antony Thouret aura assurément, comme esprit malin et caustique, les honneurs de cette journée. On n'est pas sans pitié avec plus d'égards et de goût. »

La presse n'avait aucune action en luttant ainsi contre le vœu universel ; l'Assemblée laissait le peuple de plus en plus indifférent ; un mouvement colossal, irrésistible, emportait tout le pays, et rien n'était fort que ce mouvement-là. Malgré sa hauteur, en dépit de son habitude, qui lui tenait lieu d'adresse, le Parlement n'avait pas osé, dans son ensemble, marcher contre. « Ceux qui n'ont pas vécu en ces jours peuvent blâmer comme des fautes impardonnables les décisions de l'Assemblée Constituante qui permirent l'élection d'un Napoléon. S'ils avaient senti, comme les contemporains, l'impulsion violente, à chaque heure accrue, du courant général, ils sauraient qu'aucun acte de violence n'eût dominé alors la passion populaire. La nomination eût-elle été attribuée à l'Assemblée, dès le lendemain, aux élections législatives, le nom de l'ex-élu placé en tête de toutes les listes en dépit de toutes les

déclarations d'éligibilité eût obtenu la majorité presque partout. Quelle force serait-il resté au pouvoir du général Cavaignac ? Il eût fallu supprimer le suffrage universel ou le museler (1). » Malgré cette « probité politique », douteuse chez certains, l'Assemblée avait essayé l'impossible pour ne donner que l'indispensable et circonvenir de son mieux tout ce qu'elle avait pu (2). Le président ne serait pas rééligible, et il était clair, cependant, que le peuple devait avoir le droit de réélire celui qu'il avait déjà élu une fois. Il fallait, de même, que la faculté de reviser la constitution fût facile, et on la rendit à peu près impossible en la subordonnant au vote des trois quarts de voix. Emile Ollivier a bien résumé la situation : « Au moins eût-il été correct que ces décisions exorbitantes fussent rati-

1. E. Ollivier, t. II, p. 101, 102. — « L'Assemblée cédait bon gré mal gré, on ne sait à quelle force des choses dont elle ne se rendait pas compte et qui dominait sa volonté. Elle laissait, en quelque sorte, le destin s'accomplir, abandonnant tout à la sagesse du peuple, sans croire bien fermement à cette sagesse... » Quentin-Beauchart, déjà cité, t. I, p. 155.

2. La Commission chargée du dépouillement des votes en décembre rejetait d'abord les bulletins qui portaient simplement Louis Bonaparte au lieu de Louis-Napoléon Bonaparte ; elle ne les admit qu'après revision et continua de ne pas maintenir ceux où il y avait *prince* « qualificatif défendu par la constitution ». *Journal des Débats* du 16 décembre 1848. D'autres exemples seraient encore à citer. — « Le jour de l'élection ayant été fixé à cette époque de l'année où il est plus difficile dans beaucoup de départements, pour les électeurs de la campagne, de franchir de grandes distances, on a perdu tout un jour à combattre une disposition en vertu de laquelle les conseils généraux, produit récent eux-mêmes du suffrage universel, étaient autorisés à multiplier les bureaux électoraux partout où ils jugeraient cette mesure nécessaire pour faciliter les opérations. A la fin, au milieu d'une grande confusion, on a limité arbitrairement à quatre le nombre des subdivisions que les conseils généraux auraient le droit d'établir. Ce n'est pas tout... *Le Moniteur*, non content de cette restriction, tentait d'enlever au conseil général, représentation populaire et locale, l'initiative de toute division destinée à rendre plus commode l'exercice du suffrage universel, pour la transférer au préfet, agent du gouvernement et qui a dû sa place à la faveur de l'un des candidats. » Lord Normanby. *Une année*, etc., t. II, p. 341.

tiées par le pouvoir constituant ; on s'en garda bien : on craignit que le peuple ne manifestât par un vote négatif sa volonté d'être régi par Napoléon sous une forme quelconque. Lorsque le député Puységur proposa, conformément aux règles démocratiques, de soumettre l'acte constitutionnel à la sanction nationale, quarante-quatre voix seulement l'appuyèrent au milieu de l'hilarité bruyante d'une majorité revenue aux instincts simoniaques des partis. Parmi ces quarante-quatre fidèles aux principes, on comptait Victor Hugo, Montalembert et mon père. Une constitution, selon le juste décret de la Convention, maintes fois confirmé, n'existe que si elle a été adoptée par le peuple, dès lors, la constitution de 1848 n'a jamais existé en droit, elle n'a été qu'une usurpation. — Cette constitution légale, mais illégitime, mettait aux prises une Assemblée unique désignant des ministres responsables et un président responsable nommé pour quatre ans. Ni ces ministres, ni le président n'étaient armés du droit de dissolution. Cet arrangement irrationnel ouvrait un conflit sans issue (1). » Aucune constitution républicaine antérieure n'avait osé supprimer la sanction populaire ; — on ne s'en inquiétait point. L'Assemblée ne laissait pas passer un jour sans dévoiler son véritable visage. La proposition Puységur reproduisait celle précédemment faite par le député Chapot, et que Ledru-Rollin avait éconduite en un tour de main avec l'approbation générale : « Pas plus que les républicains qui nous gouvernent à l'heure présente, ceux de 1848 n'avaient,

1. E. Ollivier, t. II. — Victor Hugo écrivait à ce sujet au *Moniteur* : « L'institution d'une Assemblée unique me paraît si périlleuse pour la tranquillité et la prospérité d'un pays que je n'ai pas cru pouvoir voter une constitution où ce germe de calamité est déposé. — Je souhaite profondément que l'avenir me donne tort. »

au fond, le souci de la souveraineté nationale. C'est un principe qu'ils affectaient d'exalter dans tous leurs discours, dont il était de tradition républicaine de vanter l'excellence sur tous les tons, tant qu'il ne s'agissait pas de son application. On voulait bien donner une constitution au peuple, mais on ne voulait pas que le peuple fût appelé à dire si elle lui convenait ou ne lui convenait pas: il fallait qu'il l'acceptât sans mot dire (1). » — Ce qu'explique ensuite le ministre de l'Empire libéral est particulièrement intéressant sous sa plume : « Il y avait, en outre, dans cette constitution, un vice plus organique qui n'a pas été signalé. Elle instituait une république parlementaire ; or, république et parlementarisme s'excluent, car la condition du régime parlementaire, c'est l'irresponsabilité du chef de l'État, et sa responsabilité est de l'essence même du véritable régime républicain. Il était sans doute difficile de faire coexister un président responsable et une Assemblée unique, moins cependant que de faire marcher d'accord deux responsabilités aussi exigeantes que celle d'un président et celle d'un conseil des ministres. Ceci explique pourquoi on n'établit pas le droit de dissolution. A qui l'eût-on confié ? Au président ? Mais une dissolution exercée par un chef de gouvernement a toujours un faux air de coup d'État. » Et, retenons ce passage : « Le droit de dissolution n'est salutaire que s'il est un attribut purement ministériel ; mais, dans ce cas, les ministres eussent annihilé le président en lui imposant, au nom de leur majorité, un appel à la nation. De toute part, on se heurtait aux contradictions, aux incohérences et aux impossibilités. » — Tout se coordonne dans les événe-

1. Quentin-Beauchart, déjà cité, t. I, p. 160.

ments de 1848 dont, en général, on se montre étonné ; les faits se succèdent avec une sorte de logique sévère, découlant les uns des autres. Ne peut-on constater que la constitution tient ici, en réserve encore, le coup d'État ? — Le pays ne reviendrait plus au gouvernement. Il lui avait importé de savoir s'il pourrait nommer lui-même son président ; ce point acquis, il ne s'inquiétait presque plus du reste. Il savait à qui offrir son vote, il avait son homme. L'opinion du porteur d'eau de Thiers était celle de la majorité ignorante. « Causons un peu, avait dit l'ancien ministre à ce simple citoyen, en le rencontrant dans son escalier ; eh bien ! il va y avoir des élections ; que pensez-vous du maréchal Bugeaud ? — Connais pas. — Du prince de Joinville ? — Ah ! le fils à Philippe ! — De Cavaignac ? — J'en ai entendu parler. — Et du prince Louis-Napoléon ? — Ah ! celui-là, fit le bonhomme d'un ton décidé, je le connais ! (1) »

La candidature napoléonienne à la présidence se posait d'elle-même (2) ; l'élection de septembre l'avait établie, et elle était déjà résolue, avant d'être lancée davantage, car dans son aventure, comme dans la révolution actuelle, tout s'enchaîne. — Louis Bona-

1. E. Ollivier, t. II.

2. Léon Faucher écrivait le 26 novembre à un notaire : « Il es très probable que je voterai pour Louis-Napoléon. Cela seul dit à tous ceux qui me connaissent que je vois de ce côté non la ruine, mais, autant que cela se peut aujourd'hui, le salut du pays. M. Louis-Napoléon n'est nullement l'être ridicule que se plaisent à peindre les calomniateurs officiels. Il a conspiré comme les républicains de la veille, et l'on rit toujours des conspirateurs quand ils n'ont pas réussi. Le hasard ou son choix l'ont placé derrière moi dans l'enceinte législative ; nous causons souvent et il ne fait voir qu'un jugement très sain, une instruction étendue, et les sentiments les plus nobles. » *Bibliographie et correspondance*, t. I, p. 235. — Et le 17 décembre : « En l'absence de tout autre candidat traditionnel, Louis-Napoléon présentait la seule chance d'un retour à l'ordre. Je l'ai saisie, avec le pays. » P. 240.

parte se dégageait petit à petit des événements et des hommes. Les circonstances et les personnalités, même en ne le voulant pas, le poussaient en avant à cette première place pour laquelle il n'avait guère cessé de combattre depuis 1830 et vers laquelle il manœuvrait minutieusement jusqu'à la dernière heure (1).

∴

Il a employé tous ses instants depuis son arrivée à Paris, tandis que ses amis multipliaient leurs efforts. Le comité central de la rue Montmartre, présidé par le général Piat, s'était développé ; la boutique du bottier Devaux, passage des Panoramas, celle du tapissier Clapier, rue d'Hauteville, formaient des centres de plus en plus actifs ; tout le monde s'offrait pour une propagande qui n'avait désormais besoin de personne et, préparée dans tous les cœurs, s'emparait de tous les esprits. Les brochures, les prospectus, les petits journaux, les médailles et les portraits ne suffisaient plus. Les lettres venaient de partout. Ceux-là même qui, jusqu'alors, s'étaient classés comme des ennemis ou comme des adversaires, voulaient parvenir jusqu'au prince, pour le voir. Il centralisait une force. Il accueillait la plupart des visiteurs, quitte à ratifier son choix dans la suite. Persigny le secon-

1. Ses amis le poussaient à se faire inscrire au Comité des Affaires étrangères où, surtout, à celui de la Guerre, mais cela pouvant prêter à plusieurs interprétations, étant donnée la malveillance, il préféra l'Instruction publique et se fit porter comme membre du Comité de celle-ci. Peut-être songea-t-il à l'exemple que lui avait donné son oncle dans le passé. — En votant avec la majorité pour le remplacement militaire, il n'indisposait pas le peuple qui trouvait cela, dans son ensemble, naturel, et il se faisait juger favorablement par la bourgeoisie comme par ses collègues du Palais-Bourbon. Son vote contre le crédit hypothécaire passait également par-dessus la tête du peuple qui ne s'appesantissait pas. D'ailleurs, il aurait pu voter ce qu'il aurait voulu au point où il en était déjà.

dait infatigablement. Agir en se dévouant était vivre pour cette nature instinctivement bonne et généreuse, et créer l'Empire fut la raison, l'effort, le grand œuvre de sa vie. Méfiant depuis son dernier séjour en prison, se sachant observé, « il menait une existence des plus étranges » (1) ; toujours sous le coup d'une arrestation subite, « il ne couchait jamais dans le même lit (2). » — Louis-Napoléon avait comme domicile officiel l'hôtel du Rhin, place Vendôme (3) ; il se retirait fréquemment à Auteuil, dans un petit hôtel (4) et, avant de se décider pour la place Vendôme, aurait habité encore chez son cousin Clary (5). A l'hôtel du Rhin, ses appartements comprenaient deux étages, l'entresol et le premier (6) ; Mocquard y dirigeait le secrétariat. C'est là que le prince allait préparer la stratégie dernière, très simple, c'est de là que, bientôt, il allait partir pour l'Élysée. — Examinons le début de sa tactique.

Il n'avait pas été s'asseoir sur les bancs de la gauche pour le simple plaisir de risquer une démonstration ou par dilettantisme, mais parce qu'il désirait l'alliance avec la Montagne. Il voulait un gouvernement réaliste et il savait que le sens des réalités, la force et l'avenir sont rarement à droite ; le manifeste électoral de Persigny avait reflété une partie de sa pensée sur les hommes que l'on aime à interpréter comme les seuls défenseurs de l'ordre. Il comptait sur la gauche radicale et socialiste à laquelle la république de Cavaignac avait menti et dont elle avait décimé les soldats comme les idées ; toutefois, bien qu'il fît partie de la Montagne au début, il s'y isolait, et par suite de ses

1, 2. *Souvenirs du général comte Fleury*, t. I, Plon, 1899, p. 51.
3. Les journaux. — Gallix et Guy, Léo Lespès, etc., etc.
4. H. Castille, déjà cité, t. III, p. 276.
5. D'Antioche, *Changarnier*, déjà cité.
6. *Souvenirs du général comte Fleury*, déjà cité, t. I.

sentiments mêmes qui le forçaient, sur certains points, à la dépasser. Proudhon, qu'il aurait, paraît-il, déjà vu à son premier voyage (1), lui semblait un de ceux qu'il devait le plus s'attacher, et il comptait réussir à s'entendre avec lui ; il avait, sans doute, raisonné à peu près de même pour Louis Blanc. Un tel plan, composé sur la formation d'un parti avec ceux qui, tenant tête à l'Assemblée au nom du perfectionnement social, devaient être amenés à étendre le conflit jusqu'à l'action s'ils demeuraient conséquents avec eux-mêmes, montre qu'il avait compris déjà la lutte nécessaire, par quels chemins il fallait y accéder de préférence. L'action est nette. Son sentiment, sa raison, sa situation même le poussent à gauche ; et la gauche répond d'abord, son premier instinct n'étant pas encore étouffé à une heure où les questions personnelles, ne devenant pas de toute première actualité, n'ont pas empêché les montagnards de suivre, à travers la réalisation républicaine effectuée jusqu'alors, leur véritable intérêt comme celui de la nation. Faute de l'avoir saisi, par scrupule, par idéal, par prudence, par ambition aussi, ils commirent une grave maladresse et la blessure qui en résulta pour la France, inaperçue de la plupart, ne fut pas étrangère aux désastres de 1870. Nouvelle constatation déjà notée, le peuple distinguait mieux son intérêt en se ralliant à l'idée napoléonienne. — Le prince multipliait pourtant ses avances. Il faisait avertir de ses intentions Schmeltz, puis Joly, ami intime de Ledru-Rollin ; ce rapprochement laisse même supposer une entente avec Ledru-

1. Taxile Delord, déjà cité, t. I, p. 120 : « Il avait vu Cabet, Proudhon et Louis Blanc avant son départ pour Londres. » L'auteur ajoute ceci, qui est une erreur comme le prouve le livre de Darimon : « Proudhon devait le revoir à son retour ; l'entrevue n'eut pas lieu. »

Rollin qui accepte un Bonaparte désormais parce qu'il pense l'utiliser en ayant l'air de se prêter lui-même à un jeu semblable, d'autant qu'il a momentanément cessé de croire à son avenir personnel. Louis-Napoléon achevait d'indiquer sa ligne de conduite en même temps qu'il soulignait une partie de sa sincérité ; il allait au plus sérieux chevalier du suffrage universel, à l'auteur des lignes suivantes : « La France est persévérante, car, deux fois en trente ans, les aristocraties liguées lui ont imposé la forme anglaise ; mais le génie des deux peuples ayant des fins différentes, la société française est toujours restée dans ses constitutions civiles la contradiction de l'Angleterre, et, deux fois, les pouvoirs politiques créés à l'image de celle-ci ont disparu de notre sol sous la colère du peuple et le souffle des idées. » Louis-Napoléon voit Proudhon le surlendemain même de son arrivée à Paris, avant de siéger pour la première fois à la Chambre, et cette rencontre, après l'entrevue londonienne avec Louis Blanc, donne à réfléchir. Malgré le silence de l'exilé, — presque forcé à l'époque où il écrivait, — derrière Proudhon qui semble bien n'avoir été prévenu qu'au dernier moment, par les amis de Ledru-Rollin et quelques députés de la Montagne, un essai d'entente préalable n'aurait-il pas été convenu ou, du moins, tenté ? Il serait inestimable de savoir quelles avaient été ses négociations avec Cabet (1), actif introducteur du socialisme dans les sociétés

1. Une biographie réelle de Cabet reste à faire. Voir, en attendant, Félix Bonnaud, *Cabet et son œuvre*, Paris, société d'édition des gens de lettres, 1900. Étant donnée l'existence de Cabet, Louis-Napoléon et lui devaient arriver à s'entendre, au moins momentanément. — L'ouvrage de M. J. Prudhommeaux traite surtout des idées de Cabet quant à leur réalisation. *Icarie et son fondateur Etienne Cabet, contribution à l'étude du socialisme expérimental*, Paris, Cornély, 1907.



secrètes (1). — On avait aussi travaillé Girardin (2).

Le 26 septembre, Proudhon déjeunait dans un restaurant de la rue Vivienne où il avait la récente habitude de prendre ses repas quand il vit venir à lui Schmeltz, qui s'était chargé de le conduire à Girardin. Ils partirent ensemble. Ils s'asseyaient à peine dans l'hôtel du journaliste, rue Marbeuf (3), au coin de l'avenue des Champs-Élysées (4), qu'arrivait Bassano. L'ami du prince dit à Proudhon qu'il le cherchait justement depuis une heure; il ajouta qu'il avait pour mission de lui proposer une entrevue avec Louis Bonaparte. Proudhon avait parlé contre le neveu de l'Empereur dans son journal, au moment de la première élection, mais ce que l'on écrit par politique dans un journal, même dans le sien, ne renferme pas toujours toute la pensée du rédacteur et n'a pas une grande importance ; de plus, le socialiste, comme tant d'autres, étant donné son esprit souvent si juste, quoi qu'on en ait dit et quoi qu'il ait écrit quelquefois lui-même, avait accepté le fait accompli, reconnu la popularité d'un nom et compris sa puissance. « Je n'ai, dit-il, aucun parti pris contre M. Louis Bonaparte ; pourtant, ses antécédents éveilleraient en moi certaines appréhensions. Mais que me veut-il et quel est le but de l'entretien ? — Je crois, dit l'une des personnes présentes, qu'il veut surtout se rendre compte de l'état de l'opinion en France ! Il est probable qu'un homme comme vous, qui juge les événements de haut et qui n'est inféodé à aucun parti, est mieux placé que personne pour le renseigner sur les hommes et sur

1. Taxile Delord, déjà cité, t. I. — G. de Cassagnac, déjà cité, t. II, p. 5.

2. Par l'entremise, principalement, de Persigny.

3. Granier de Cassagnac, *Souvenirs du Second Empire*, t. I, p. 18; — Dentu, 3 vol.

4. A. Darimon, *A travers une révolution*, déjà cité.

les choses. — Ce serait beaucoup d'honneur que me ferait Son Altesse, répondit Proudhon. J'éprouve, je ne le cache pas, de la répugnance à faire une démarche aussi grave sans avoir prévenu mes collègues. Je représente le socialisme à l'Assemblée Nationale : cette situation m'impose une grande netteté dans mes actes si je veux conserver leur autorité à mes discours et à mes idées. » Bassano promit au conventionnel qu'un de ses collègues, Joly, serait présent à l'entretien. « S'il en est ainsi, dit Proudhon, je n'ai plus rien à objecter. M. Louis Bonaparte va au devant d'une rencontre avec le socialisme et la Montagne. Je ne dois pas me dérober. A quand l'entrevue ? — Tout de suite, on vous attend. — Allons, fit Proudhon en prenant sa canne et son chapeau. Voyez-vous quelque inconvénient à ce que M. Schmeltz m'accompagne? Je tiens à ce qu'il y ait quelqu'un qui puisse, à l'occasion, répondre de mes paroles. » Le rendez-vous était boulevard des Italiens, dans l'hôtel de Bassano.

La conférence qui allait avoir lieu pouvait exercer une grande influence sur la suite des événements. Il n'y avait donc plus d'hésitation possible. — Proudhon trouva au rendez-vous M. Joly père. Celui-ci, dès qu'il l'aperçut, s'empressa de lui déclarer que Ledru-Rollin était prévenu de l'entrevue et que c'était lui-même, Joly, qui avait conseillé à M. Louis Bonaparte de le faire appeler. — Louis-Napoléon laissa ses visiteurs attendre quelques minutes. Il fit sur Proudhon une bonne impression : « L'œil est doux et presque caressant, déclara-t-il en racontant l'entrevue, la parole un peu traînante et nasillarde ; il y a une certaine mollesse dans toute l'attitude et dans tous les mouvements. On voit qu'il se préoccupe avant tout de plaire. Sous ce rapport, c'est bien le petit-fils de Joséphine, une des créatures les plus séduisantes du

siècle. » Le prince, selon son habitude, commença par laisser parler. La conversation roulait sur l'organisation du travail, sur les finances, sur la politique extérieure, la constitution. Schmeltz et Joly présentaient, comme Proudhon, les opinions les plus radicales et, « à leur grand étonnement, ils étaient écoutés avec beaucoup de bienveillance » ; le prince leur répondait par des paroles « et certains signes d'approbation très significatifs », tellement qu'ils purent se croire d'accord avec lui presque sur tout. Proudhon était entendu avec le plus d'intérêt et il lui fut posé différentes questions ; au sujet des journées de Juin, Louis-Napoléon s'exprima ainsi : « Vous ne pouvez nier que le parti socialiste n'ait éprouvé une défaite complète. » Proudhon répliqua : « C'est là ne voir les choses qu'à la surface. On peut appliquer aux vaincus de Juin ce que Tertullien disait des chrétiens persécutés : *Semen martyrum, semen christianorum.* Le parti socialiste donne seul sa raison d'être à la république de février (1) ; s'il était anéanti, il entraînerait la république dans son désastre. Mais la preuve qu'il n'est pas vaincu, c'est qu'à l'élection du 17 septembre, le nom de Raspail a passé en même temps que le vôtre. » Louis-Napoléon convint que c'était vrai ; il avoua qu'il n'éprouvait aucun éloignement pour le parti socialiste et qu'il n'était pas dupe des calomnies qu'on avait répandues contre lui ; il blâma sans restriction la politique suivie par le général Cavaignac, les suppressions de journaux, l'état de siège et toutes les mesures oppressives empruntées à la monarchie au nom de la république. Proudhon s'étendit assez longuement sur son plan de réorganisation du crédit, résumant les données qui

1. Rien de plus juste. C'était aussi l'avis de Tocqueville.

avaient fait le fond de sa fameuse proposition du 31 juillet et expliquant le mécanisme de la banque d'échange ; tout en développant ses idées, il se moqua de Garnier-Pagès, de Duclerc, de Goudchaux qui. à toutes les demandes qu'on leur adressait de réformer le crédit et la circulation, répondaient invariablement qu'on voulait ressusciter les assignats et le papier monnaie. Le prince approuva encore ; il dit que les hommes en question n'avaient pas su s'élever à la hauteur de la situation et que c'étaient, au bout du compte, des financiers médiocres, presque ridicules. On fut ainsi tout naturellement amené à parler de la présidence et Proudhon dit à son collègue que dans le cas où il poserait sa candidature, il ferait sagement de déclarer qu'il n'entendait en aucune façon se prévaloir du sénatus-consulte de l'an XI ; il comprenait qu'il ait été porté à le faire dans ses tentatives précédentes, Louis-Philippe ayant gagné le trône par l'élection d'une Chambre sans mandat, mais le suffrage universel avait maintenant prononcé. « La seule ambition qui soit digne d'un Bonaparte, c'est de donner l'exemple de la soumission à la souveraineté du peuple et du respect à la Constitution. » Le prince protesta en dernier lieu contre les calomnies qu'on répandait aussi sur son compte et annonça : « Je ferai aujourd'hui même à l'Assemblée une déclaration qui ne laissera subsister aucune obscurité sur la ligne de conduite que je compte suivre. Je pense qu'après m'avoir entendu, on ne conservera pas le moindre doute sur la loyauté de mes intentions. » Il sortit sur ces paroles après avoir dit à Bassano, qui vint rapporter ce langage, qu'il était enchanté d'avoir fait la connaissance de Proudhon ; Proudhon répliqua, de son côté, que si Louis-Napoléon consentait à entrer dans la voie qui lui était

indiquée, il affermirait la République et recueillerait une gloire qui surpasserait celle de son oncle. — Proudhon ne donnait pas toute sa pensée. Le même jour, il avait écrit sur son calepin : « Cet homme paraît bien intentionné. Tête et cœur chevaleresques ; plus plein de la gloire de son oncle que d'une forte ambition. Au demeurant, génie médiocre, je doute que, vu de près et bien connu, il fasse grande fortune. Me méfier du reste... (1). » En résumé, pour le moment, une sorte d'alliance se trouvait conclue ; elle pouvait être brève, mais, dans la position actuelle, il fallait parer au plus pressé.

Louis-Napoléon s'appliquait à réunir toutes les forces nationales et pensait pouvoir les concilier au mieux des intérêts de chacun et de la nation. Ce fut ce sentiment qui lui fit rechercher ensuite l'appui du *Constitutionnel*, journal à très fort tirage ; il avait été conseillé à ce sujet et orienté par Mocquard, fort répandu dans le monde de la presse où il avait recruté déjà plus d'un soldat, notamment pour la composition des petits journaux bonapartistes (2). Louis-Napoléon écrivit à Véron en l'invitant à dîner : « Monsieur, lui avait-il mis, entre autres choses, dans sa lettre, désirant voir de près toutes les personnes distinguées de mon pays, j'avais naturellement l'envie de faire votre connaissance. Aujourd'hui qu'un ami commun m'assure que vous voudriez bien accepter chez moi un dîner d'auberge, je m'empresse de saisir cette occasion qui me permettra de causer avec un homme dont j'ai souvent entendu parler... (3). » Véron était un de ces personnages de second ordre qui, par leur flair,

1. Pour tout ceci : A. Darimon, *A travers une révolution*, p. 69, et une lettre de Proudhon écrite à la Conciergerie à Girardin ; voir : *La Presse* du 10 juillet 1849.
2. Renseignement particulier.
3. *Le Constitutionnel*, 24 septembre 1850.

leur bagout, par leur compréhension pratique, commerciale, et assez restreinte sur d'autres points, de ce fait d'autant plus frappants et décoratifs aux yeux de la majorité, en imposent à leurs contemporains et leur apparaissent « un homme fort ». Véron synthétisait aussi le boulevardier par excellence, type disparu, le Parisien incapable de dépasser Palaiseau et qui s'en vante agréablement. Il était nécessaire d'avoir pour soi un pareil personnage en 1848. — Au dîner, le prince dit à Véron qu'à son avis il fallait d'abord rasseoir la société sur des bases solides et qu'il serait d'autant mieux possible ensuite de faire aboutir les réformes nécessaires (1). — Se valoir *le Constitutionnel* était si important que Cavaignac s'y employait aussi de son côté (2) ; les deux candidats à la présidence livrèrent de la sorte autour de l'important docteur une sorte d'assaut qui se prolongea et dont nous verrons les suites plus loin.

Entretenir des relations avec l'armée était plus difficile. L'armée songeait bien au prince et que l'avenir, peut-être, lui appartiendrait, mais elle en doutait encore et, toujours timide, — car rien n'est aussi timide que l'armée au XIX[e] siècle, à partir de 1840, environ, — ne se compromettait pas. Dans l'armée active, Louis-Napoléon ne comptait qu'un seul partisan absolu et déclaré, son camarade d'enfance Edgard Ney ; demeurant à son régiment, il ne pouvait guère lui servir, ou bien peu. En tant qu'intermédiaires, il ne possédait que d'anciens officiers ou sa petite phalange habituelle : Vaudrey, Laborde, Fabvier, Mésonan, Montholon, Piat et un nommé Chérion. — Un autre s'ajouta, qui avait été présenté au prince à Londres, en 1837, Fleury.

1. *Le Constitutionnel*, 24 septembre 1850.
2. Véron, *Mémoires d'un bourgeois de Paris*, t. VI.

Fleury avait d'abord hésité. Sa résolution une fois prise, il se mit à la recherche de Persigny, mais ne parvint pas à le joindre dans l'un ou l'autre de ses nombreux domiciles. Un soir, il rencontra au théâtre le comte de Nieuwerkerke avec lequel il avait été au collège Rollin, et qui connaissait le meilleur ami de Louis-Napoléon. Le futur ministre des Beaux-Arts servit d'intermédiaire et, deux jours après, envoya un billet à Fleury en lui indiquant un rendez-vous au comité de la rue Montmartre. « Je me rendis à ce rendez-vous, a-t-il raconté, avec l'émotion d'un homme qui brûle ses vaisseaux, s'expose à toutes les rigueurs d'un gouvernement soupçonneux et va compromettre une carrière si heureusement poursuivie jusque-là. » Persigny reçut Fleury à bras ouverts : « Vous rappelez-vous ce que je vous prédisais il y a douze ans ? Eh bien ! l'heure de la réalisation de ces promesses est venue ! Le prince va devenir président de la république. Vous serez son bras droit jusqu'à ce que vous soyez l'aide de camp de l'Empereur et le colonel de sa garde. Il faut voir le prince. Ce soir, venez à l'hôtel du Rhin et vous pourrez compter que vous serez le bienvenu. » Par galanterie, il ajouta : « J'ai annoncé votre visite hier au soir, et l'on vous attend avec un vif empressement. » Fleury fut reçu « comme une vieille connaissance que l'on n'a pas oubliée ». Louis Bonaparte le prit à part et, adossé à la cheminée, il lui adressa de nombreuses questions sur les chefs militaires, en dehors de ceux qui étaient à la Chambre ou au pouvoir ; il l'interrogea notamment sur Bugeaud. Fleury offrit d'aller trouver le maréchal, afin de savoir au juste quelles étaient ses intentions ; il avertit qu'il s'était même occupé du rapprochement possible : « Je suis tellement persuadé de l'intérêt qu'il y aurait pour vous, Monsei-

gneur, à être assuré du concours du maréchal, que je me suis déjà efforcé de réveiller son souvenir. — Comment cela ? dit le prince. — D'une manière bien simple : en achetant son portrait chez tous les marchands d'estampes où je l'ai trouvé, et en les priant de l'exposer à leur vitrine. Quand vous sortirez à pied, vous pourrez vous assurer du résultat de cette petite organisation. » Le prince sourit et répondit : « Je désire causer plus longuement avec vous. Venez me voir demain matin. Nous dresserons nos plans de conduite. » — Le lendemain, Fleury s'entretint d'abord avec Mocquard, puis le prince descendit, parcourut le courrier, emmena l'officier dans son cabinet au premier étage et le fit asseoir auprès de lui. « Persigny, dit-il, m'a rendu compte de vos bons sentiments pour moi et de votre intention de vous attacher à ma cause. Si j'en croyais les sentiments qui me viennent de tous côtés, vous venez de le voir par les monceaux de lettres qui m'arrivent, ma nomination à la présidence serait certaine ; mais, en attendant, je ne suis pas moins astreint à prendre certaines précautions. Au milieu de cette foule qui stationne sur la place Vendôme et guette ma sortie, il peut se trouver des gens malintentionnés. Des rapports que m'adressent des agents fidèles me disent que je cours de grands dangers. Tout en n'ajoutant qu'une créance modérée à ces prédictions sinistres, j'ai le devoir de me garantir contre les périls qui me sont signalés. Aussi je ne sors jamais qu'armé d'un revolver et d'une canne à épée. Comme vous allez jouer près de moi le rôle d'aide de camp, jusqu'à ce que vous le soyiez de fait, je vous confie, termina-t-il en souriant, les attributs de votre charge (1). » Sor-

1. *Souvenirs du général comte Fleury*, déjà cité, t. I. — L'habitude de porter deux pistolets dans sa poche était à peu près

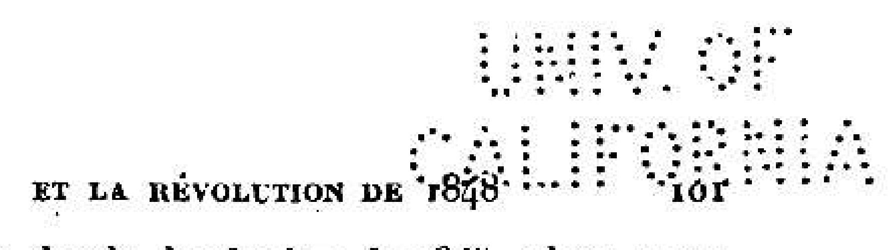
tant de son tiroir un revolver, raconte encore Fleury, et prenant une canne à épée près de la cheminée, « il me remit mes armes en me serrant la main ». Qu'y a-t-il de vrai dans ce récit un peu ridicule ? On ne peut le savoir ; si Fleury rapporte l'exacte vérité, les précautions du prince, encore que naturelles, semblent trop minutieuses, au moins quant à la canne à épée. Louis-Napoléon aurait ajouté : « Maintenant, si vous le pouvez sans compromettre votre situation, venez vous installer ici, faites de ma maison la vôtre et tenez-vous prêt à m'accompagner partout (1). »

Le matin, le prétendant gagnait le Bois de Boulogne à cheval ou se promenait à pied dans Paris. Le soir, quand il ne recevait pas, il allait dans des soirées politiques, ou dans sa famille, notamment chez sa cousine, la fille du roi Jérôme, qu'il avait dû épouser et qui était maintenant la princesse Demidoff. Castellane l'y vit le 1er octobre et consigna sur son journal : « Il est petit ; je lui crois plutôt cinq pieds que cinq pieds un pouce ; il a un nez long, la coupe du visage de madame sa mère, la tête forte pour sa taille, les cheveux bruns, de grosses moustaches et une barbe brune qu'il laisse croître au menton. Il a le corps très long, les jambes courtes ; il paraîtra grand à cheval. Ceux qui se sont entretenus avec lui m'ont raconté qu'il n'apportait pas dans sa conversation les idées d'un prétendant (2). » — Il semble que ce soit chez lui, dans son domicile passager de l'hôtel du Rhin, qu'on puisse mieux le saisir à cette date. Nous avons pour cela le témoignage d'un de ces Anglais qui se montraient presque unanimes à prédire l'avè-

générale dans l'Assemblée, elle avait été prise pendant les journées de Juin.

1. *Idem.*

2. *Journal du maréchal de Castellane*, t. IV, p. 100, 101.



nement du dandy londonien de 1845, alors qu'en France, et à Paris surtout, la meilleure société haussait les épaules au sujet du « fils d'Hortense », comme elle appelait le prétendant avec une intonation dédaigneuse (1).

L'Anglais éprouva d'abord quelque déception. « Rien n'avait pu me faire supposer, écrit-il, que le prince fût un bel homme, mais je ne m'attendais pas à lui trouver un physique aussi insignifiant, ni surtout à le voir si mal habillé. Il portait ce soir-là un paletot d'un brun bizarre, un gilet de peluche verte et des pantalons de teinte jaunâtre dont je n'ai vu l'équivalent qu'au théâtre. Et je compris pourtant comment lord Normanby et tant d'autres avaient pu m'affirmer qu'il était roi jusqu'au bout des ongles. Il avait une certaine grâce qu'il ne tenait ni de son tailleur, ni de son coiffeur, ni de son bottier. Dirais-je, au risque de paraître paradoxal, que c'était la grâce de la gaucherie ?... Je ne puis trouver un meilleur terme pour décrire son port et sa démarche. Les jambes de Louis-Napoléon semblaient n'avoir été faites par son créateur qu'après coup, dans une réflexion de second mouvement ; elles étaient trop courtes évidemment pour son corps, et sa tête penchée en avant paraissait en surveiller avec inquiétude les agissements ; aussi leur propriétaire était-il sans conteste en posture désavantageuse lorsqu'il était obligé d'en faire usage. Mais, le voyait-on debout et immobile, ou encore à cheval, il fallait convenir qu'il y avait en cet homme quelque chose d'indéfinissable qui imposait l'attention. Je n'oublie pas que, lors de notre première entrevue, ma curiosité était piquée au vif ; mais je ne crois pas que l'observateur le plus

1. *Un Anglais à Paris*, déjà cité, t. II.



médiocre, même ignorant de son passé et absolument sceptique à l'égard de son avenir, put le voir pendant un laps de temps quelconque sans être frappé de son apparence physique (1). » Ce soir-là, quand l'étranger entra dans les salons de l'hôtel du Rhin, Louis-Napoléon, adossé à la cheminée, dans son attitude favorite, fumait son éternelle cigarette en tirant ses épaisses moustaches brunes dont les extrémités retombaient un peu en se recourbant aux coins des lèvres ; ses cheveux fins et plats étaient plus longs qu'il ne les porta plus tard. Son grand nez aquilin marquait dans son visage ; ses yeux petits, taillés en amandes, affectaient sous leur gris-bleu, sauf à de rares intervalles, la même expression impénétrable ; « aussi, était-il extrêmement difficile, sinon impossible, d'entrer par eux dans les pensées de leur possesseur. Les rideaux de ces « fenêtres de son âme », étaient constamment baissés (2) ». Le prince tendit la main en disant : « I am pleased to see you, Sir », avec l'accent d'un Allemand instruit (3) qui s'efforcerait d'arriver à un accent correct sans y réussir complètement, — et se faisait un admirateur de plus. Il attirait, et par une séduction particulière, car il est difficile de nier l'influence qu'exercent certains êtres. « Lorsque Louis-Napoléon me tendit la main, écrit encore l'insulaire, je fus presque tenté, en le regardant bien en face, de le prendre pour un fumeur d'opium. Dix minutes plus tard, j'étais convaincu, qu'on me permette cette métaphore, que ce prince lui-même, charmeur tyrannique comme le poison

1. *Un Anglais à Paris*, id. — Son accent devait être, surtout, un accent personnel, car personne ne s'entend à ce sujet. Pour les uns, il est allemand, pour les autres anglais, pour d'autres, un mélange d'anglais et d'allemand ; pour Odilon Barrot, il est italien *Mémoires*, t. II, p. 451.

2, 3. *Un Anglais à Paris*, id.

redoutable et enivrant, soumettait tous ceux qui l'approchaient à son irrésistible influence. Dès cette soirée, j'aurais pu en le quittant, s'ils avaient voulu m'écouter et me croire, donner à Cavaignac, à Thiers, à Lamartine et autres qui voulaient lui faire tirer les marrons du feu, un conseil opportun ; mais ils ne m'auraient ni écouté ni cru. Chose étrange, tous ces hommes, un seul excepté, si remarquablement intelligents, prenaient Louis-Napoléon pour un imbécile ou pour un ivrogne inavoué. Et le comble, c'est qu'ils s'efforçaient de propager cette opinion non seulement en France, mais dans toute l'Europe (1). » Philarète Chasles dira bientôt aussi : « C'était un homme à part, semblant plus jeune qu'il n'était ; il avait les manières de gentilhomme viveur, un peu usé par la vie à grandes guides, avec une empreinte très notable de douceur et d'aménité. La tête trop forte pour le corps, les jambes petites comme les écuyers et grêles en même temps. L'œil voilé et infiniment doux, la tenue simple et charmante. On voyait qu'il avait passé par l'Angleterre. Jamais séduction ne fut plus ingénieuse... (2). » — Cet homme si bien armé, par son nom, par lui-même et par les faits d'alors, a quarante ans.

1. *Un Anglais à Paris*, id.
2. Philarète Chasles, *Mémoires*, t. II, p. 163, 164.

CHAPITRE V

VERS LA PRÉSIDENCE

Cavaignac écarté à son tour, il ne reste en présence que le prince et le Parlement. — Nouvelle campagne de banquets réformistes, comme avant l'élection. — Séances parlementaires. — Louis-Napoléon défendu par ses cousins. — Clément Thomas. - Le 26 octobre, Louis-Napoléon monte à la tribune. — Paris. — La colère de la presse continue. — Les articles de Girardin. — La cérémonie du 12 novembre. — La France et le suffrage universel. — Le jeu des ambitions individuelles et leur élimination progressive. — Thiers, Changarnier, Bugeaud, Ledru-Rollin, Lamartine, Raspail, Cavaignac. — Les partis disparaissent devant le principe qui les domine et qui les réunit. — La Montagne. — La rue de Poitiers. — L'agonie du parti républicain gouvernemental au Palais-Bourbon. — Le Parlement contre la théorie des nationalités. — Pie IX. — Jules Favre accuse. — Dufaure et ses réponses. — La Commission Exécutive contre le chef du Pouvoir Exécutif. — Garnier-Pagès. — Thiers se résigne à l'inévitable. — Les catholiques. — Montalembert et Louis-Napoléon. — L'armée. — Revirement des journaux. — Les feuilles de province. — Situation financière du parti bonapartiste et ses dernières propagandes. — Les caricatures. — La franc-maçonnerie. — Le peuple ; les ouvriers ; les paysans ; ce que leur représentait l'idée napoléonienne. — Les courants politiques nationaux. — Le mouvement napoléonien et le mouvement messianique. — Le messianisme et ses docteurs. — Goguelat. — Wronski, Towianski, Adam Mickiewicz. — Quelques héros messianiques à travers l'histoire. — L'idée messianique en Europe, en Angleterre et dans le Nouveau-Monde. — Prédiction de Mickiewicz. — Aspect de Paris. — Les préparatifs pour l'Élysée. — Existence du prince. — Ses explications. — Il prend soin de paraître effacé. — Son calme. — Louis-Napoléon, Thiers et Molé. — Le manifeste. — La liste des récompenses. — Cavaignac candidat officiel. — Le 10 décembre. — Sens du vote des masses. — Louis-Napoléon rue d'Anjou. — Conseils de Persigny. — Louis-Napoléon à la Chambre. — Le serment et ce qu'il signifiait. —



Le discours du prince. — La poignée de main à Cavaignac. — Le pays entier voulait se donner un maître. — A l'Élysée. — Hostilité du Parlement dès la première heure. — Louis-Napoléon en face de la France.

La lutte parlementaire continue, fastidieuse, mais de plus en plus néfaste à ceux qui la poussent et s'entêtent à vouloir lui conserver la suprématie. On peut déjà dire qu'il ne reste réellement en présence que l'Assemblée et Louis-Napoléon, c'est-à-dire le Parlement et le pays. Cavaignac est le champion même de l'Assemblée qui l'enveloppe dans sa robe de Nessus ; les autres candidats n'ont pas de chances suffisantes où se débattent dans une dépendance semblable à celle du dictateur, même quand ils ne s'en doutent pas, comme Ledru-Rollin. — Constatons-le encore, un gouvernement né d'une révolution ne peut pas rester un gouvernement de discussion sans préparer la dictature.

D'autres banquets que celui du Châlet étaient en perspective et ravivaient sans cesse l'angoisse de la bourgeoisie, tant il semble que la crainte fût devenue l'expression la plus naturelle de cette classe épuisée (1). La forme de ces agitations était commode, et l'espoir de la voir réussir encore ramenait vers elle ; il ne restait guère que cette cartouche imparfaitement gastronomique à la révolution vaincue qui finissait ainsi comme elle avait commencé, et ne se renouvelait pas. Un de ces banquets inquiéta, auquel des députés assistèrent sans protester contre le toast suivant : « A nos frères, les ouvriers de Rouen, d'Elbeuf et de Limoges, surtout à ceux qui, du fond de

1. Philarète Chasles, qui le connaissait bien, a écrit sur le bourgeois d'alors : « Ce petit bourgeois avait tous les vices de l'ancienne noblesse, et ce faux gentilhomme toutes les bassesses sans aucune des vertus mêlées à l'envie populaire. »



leurs prisons, unissent leurs vœux aux nôtres (1). » — Le représentant Victor Grandin, peut-être mis en avant par les républicains qui n'osaient prendre une responsabilité semblable, mais plus vraisemblablement acquis à la cause bonapartiste (2), dénonça ces manifestations et demanda que l'on s'en occupât au plus vite ; il termina son discours ainsi : « Les ennemis du repos public sont si acharnés qu'ils exploitent tous les éléments de discorde, à tel point qu'un de nos collègues, le citoyen Louis Bonaparte, a écrit lui-même au ministre pour l'informer que des insensés, travaillant dans l'ombre, préparaient une émeute... » — Le gouvernement ne savait comment s'y prendre pour arrêter les progrès de la candidature napoléonienne et aurait, en ce cas, plus ou moins entretenu l'agitation des banquets dans l'idée d'y faire proposer aux révolutionnaires Louis Bonaparte, afin de le perdre mieux dans l'esprit de la classe moyenne qui venait à lui. Cette manœuvre assez grossière, et qui renseigne sur celle suivie en juin, ne put pas être employée longtemps ; elle fut d'autant plus vite abandonnée qu'elle servait au rebours de son but. Averti, profitant de l'occasion, le prince se dégagea ; il prévint le ministre et, pour n'être pas accusé de se mettre lui-même en avant, écrivit aux journaux par l'entremise de son cousin, le fils de Jérôme. « Des personnes bien informées ayant averti le représentant Louis Bonaparte que des insensés travaillaient dans l'ombre à préparer une émeute en son nom, dans le but de le compromettre aux yeux des hommes d'ordre et des républicains sincères, Louis-Napoléon a cru devoir faire part de ces

1. Quentin-Beauchart, déjà cité, t. I, p. 161.

2. D'après Quentin-Beauchart, il semblerait que Victor Grandin, « grand manufacturier à Elbeuf... que sa bienfaisance avait fait surnommer l'ami des ouvriers », eût agi de lui-même ; — ce qui tendrait, peut-être, à prouver son bonapartisme. — T. I, p. 161, 162.



bruits à M. Dufaure, ministre de l'Intérieur ; il a ajouté qu'il repoussait énergiquement toute participation à des menées si complètement opposées à ses sentiments politiques et à la conduite qu'il a tenue depuis le 24 février. » Le député Grandin n'intéressait que ses collègues en manœuvrant dans le champ vainement labouré du *National*, et les déclarations du ministre ne devaient faire sourire personne le lendemain aux dépens de Louis-Napoléon. L'Assemblée donnait le spectacle d'une classe de collégiens avancés en âge. Au nom de son adversaire, elle sursauta : « C'est une réclame, s'écria-t-elle, une réclame électorale (1) ! » Marrast se montrait enchanté ; Cavaignac dissimulait davantage sa satisfaction. Dufaure, « qui avait un candidat à la présidence selon son cœur, s'associa complaisamment à ces protestations dans un sentiment assez transparent pour que tout le monde sut à quoi s'en tenir (2). » De l'air paterne qu'il savait se donner, il apprit aux députés qu'il avait lu la justification bonapartiste avec beaucoup de surprise : « J'ai déclaré immédiatement que les personnes qui se disaient bien informées l'étaient très mal. » L'Assemblée se mit à rire, ce qu'elle aimait. Dufaure attendit et continua, plus mielleux encore : « J'ai dit que je pouvais avancer que dans la capitale il y a des éléments de désordre, mais de toute autre couleur, et qu'il ne se préparait aucune émeute en son nom. » Cette finesse suscita une nouvelle hilarité. « Je regrette que notre honorable collègue, M. Louis-Napoléon Bonaparte, en faisant imprimer la lettre dont je viens de parler, n'ait pas jugé à propos, pour ramener un peu l'opinion, d'ajouter aux renseignements que lui

1. « L'interruption subite de ce nom fut accueillie par une explosion de protestations furibondes. » Quentin-Beauchart, t. I.
2. *Idem.*

avaient donnés des personnes qu'il dit bien informées, les renseignements très positifs que lui fournissait le ministre de l'Intérieur. Il en est résulté que, contre sa volonté certainement, il a inspiré des inquiétudes qu'il aurait ainsi calmées(1). » — Les applaudissements ressuscitent alors la confiance du pouvoir, mais, juste à cet instant, la séance tourne et tellement à l'avantage du prince que ses ennemis vont être, une fois encore, ses serviteurs involontaires.

Le fils de Jérôme, en l'absence de son cousin, répond pour lui ; tous les regards se sont, en effet, tournés vers la place vide de Louis-Napoléon. A peine le prince est-il à la tribune que l'on crie de toute part : « Non ; pas vous ! Louis ! Louis !... l'autre ! » L'enfant de l'ancien roi essaye de parler : « J'ai demandé la parole... » Les exclamations reprennent : « Louis !... L'autre !... » Il persévère : « C'est moi... » Toujours interrompu : « Pas vous !... L'autre ! » Il dit enfin : « C'est moi qui ai adressé aux journaux la note dont il s'agit... » Il parvient à discuter la réalité du bruit qui a couru relatif à une prise d'armes, et, aidé à ce sujet dans ses déclarations par le général Baraguey d'Hilliers, il proteste de nouveau contre les attaques dont son parent est l'objet. Son indignation se reconnaît sérieuse contre le soupçon qu'une telle démarche a pu avoir, à un degré quelconque, le caractère d'une manœuvre électorale. Ne s'est-il pas trouvé plus d'une fois au Palais-Bourbon, dans le gouvernement même, des hommes qui n'ont pas craint d'affirmer que l'influence des Bonaparte n'a pas été étrangère aux agitations et aux désordres qui avaient causé tant de ruine dans le pays ? N'est-il pas bien naturel de se prémunir contre le retour de

1. *Le Moniteur*, — et pour tout ce qui suit.

pareilles calomnies dans un moment où les prédictions d'émeutes prêtes à éclater étaient partout répandues ? — Cette défense se perd un peu dans le tumulte croissant. Le général Clément Thomas, la figure fébrile, se lève et gagne la tribune : « Ce n'est pas la première fois que je constate l'absence de M. Louis Bonaparte ! » Un député s'écrie de son banc : « Il n'y est jamais. — Qu'est-ce que cela vous fait ? » demande Pierre Bonaparte. Et l'Assemblée, dont la bonne humeur augmente, rit toujours. « D'où vient donc, reprend Clément Thomas, qu'on ait la prétention de présenter comme candidat... » De vives exclamations l'arrêtent ; les ministres de Marrast pressentent que tout va se gâter par la sottise d'un des leurs ; mais le général croit faire œuvre méritoire et repart de plus belle, lourdement, — bientôt, de plus, applaudi : « Je n'ai pas besoin de dire que je ne parle ici au nom de personne, pas plus au nom d'une partie quelconque de l'Assemblée, qu'en celui du cabinet. Personne ne doit être responsable de mes paroles : c'est moi seul qui doit l'être. Eh bien ! je répète que ce n'est pas la première fois que je remarque l'absence de M. Louis Bonaparte. » A gauche, on crie : « Il ne vote jamais ! » et : « C'est un prince ! » — Clément Thomas poursuit, imperturbable : « Et quand je dis cela, je sais pourquoi. Vous ne pouvez pas nier qu'il n'y ait un certain nombre de membres de l'Assemblée qui vont se présenter à des fonctions très élevées, très graves... »

Le Parlement recommence ici à fournir le spectacle du désordre dont il est coutumier. Des représentants quittent leur place et se pressent autour de la tribune ; le prince Napoléon et Pierre Bonaparte interpellent Clément Thomas qui n'a pas l'air de les entendre ; Marrast agite désespérément la

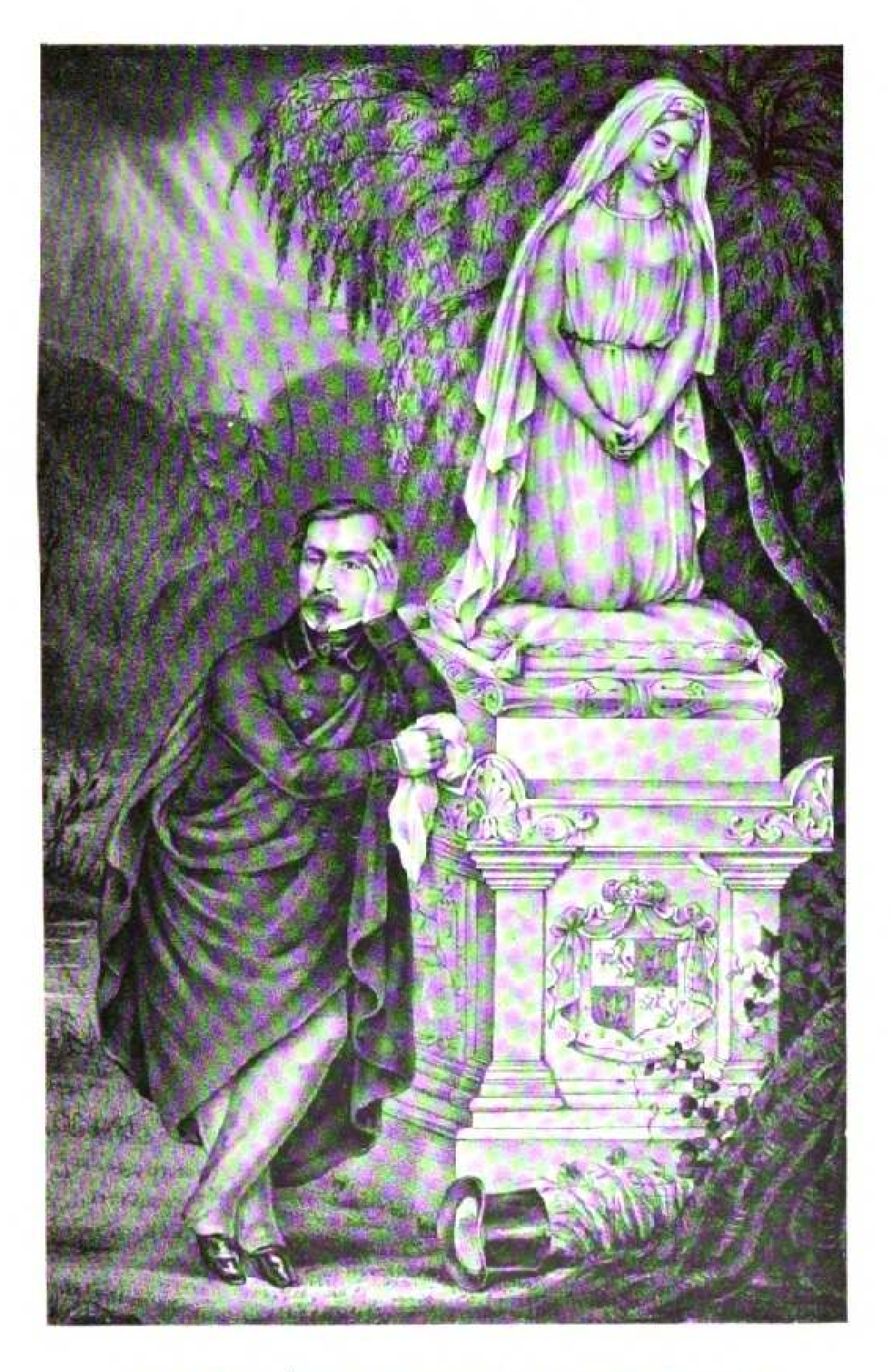
sonnette. « Je dis, recommence le malheureux, je dis que plusieurs membres de l'Assemblée vont se présenter devant le pays. Eh bien, ce n'est pas en ne venant que très rarement à vos séances, ce n'est pas en s'abstenant de prendre part aux votes, ce n'est pas en évitant de dire d'où on vient, où on va, ce qu'on veut, qu'on prétendra gagner la confiance d'un grand pays comme la France. Pour moi, je me méfie d'une pareille tactique. » Cette fois, on applaudit. « Eh bien, vous voterez contre ! » conclut le prince Napoléon. On crie plusieurs fois : « A l'ordre! » Marrast se montre docile. « M. Jérôme Bonaparte, si vous interrompez encore, je vous rappellerai à l'ordre. » Clément Thomas ouvre une parenthèse : « Puisque M. Napoléon Bonaparte est si bien disposé à répondre ici pour son cousin... — Partout et toujours, riposte l'interpellé... — Je lui demanderai s'il n'est pas vrai que ses agents parcourent les départements de la France en proclamant la candidature de son cousin ; je lui demanderai si ce fait n'est pas vrai et si on ne s'adresse pas pour cela à la partie la moins éclairée de la population et en appuyant sa candidature des promesses les plus absurdes. (*Mouvement.*) Si cela est vrai, cette candidature est des plus singulières. » Jérôme lui répond de suite, en haussant les épaules : « Nous ne sommes pas ici pour discuter les candidats à la présidence. » Rien n'a prise. « Je demanderai, tonne le pauvre officier, à M. Napoléon Bonaparte, à quel titre son cousin peut se présenter comme candidat à la présidence de la république. — En vertu de son droit de citoyen, réplique le député Isambert. — M. Isambert me dit que tout citoyen a le droit de se présenter aux suffrages du pays, je dis, moi, que pour prétendre à une position si élevée, si importante, il faut s'appuyer sur des titres réels... »

Le tumulte augmente. Pierre Bonaparte est revenu au pied de la tribune : « C'est une impertinence que vous dites là ! — C'est une indignité », appuie Piétri, qui prie le président de retirer la parole à l'orateur. Marrast fait la sourde oreille. « On peut nous proscrire, jette le prince Napoléon avec un grand geste théâtral, on ne doit pas nous insulter. » Les représentants se lèvent et descendent dans l'hémicycle. Le fils de Jérôme se calme et remonte à la tribune que Clément Thomas se trouve presque contraint de quitter : « Je ne viens pas répondre, dit-il, à M. Clément Thomas ; je croirais manquer aux convenances si je le suivais sur le terrain où il s'est si malencontreusement placé. (*Rires.*) Il n'avait pas le droit de venir poser ici une candidature quelconque. Je demande à l'Assemblée, par un ordre du jour motivé, de déclarer que M. Thomas est sorti de son droit. (*Exclamations générales.*) Sinon, cette tribune ne serait plus qu'une arène de luttes personnelles, ce qui serait indigne d'une grande Assemblée. » Il n'avait que trop raison, mais, par cela même, les parlementaires ne pouvaient reconnaître leurs torts ; le rôle du *National* n'était que trop certain, mais les députés ne pouvaient que moins avouer qu'ils s'en faisaient solidaires ; rien ne blesse comme la vérité. « Assez ! Assez ! » s'exclame-t-on sur tous les bancs. Parmi ces fanatiques, au début mieux inspirés, personne ne songe plus à faire taire avant tout Clément Thomas qui ne veut pas convenir de sa noyade et vient achever la défaite de son parti : « Le citoyen Jérôme Bonaparte a dit que j'étais venu porter à cette tribune une candidature. Ce n'est pas là ce que j'ai fait. J'ai rempli un devoir, parce que celui dont il est question, et qui se porte candidat à la présidence, n'est pas un candidat à la présidence, mais un candidat à l'Empire. »



L'Assemblée, depuis la dernière élection, appelait une seconde fois le prince au milieu d'elle, pour le sommer de s'expliquer ; elle insistait sur sa peur précédente, au cas qu'elle n'eût pas été remarquée ; elle continuait, en même temps, de désigner au pays l'homme qu'elle avouait ainsi sentir un peu son maître. Quant au prince, sa position n'était plus la même : aucune menace de loi dangereuse ne doit empêcher la réalisation ; pas d'obstacle ; un terrain libre, qui ne peut même pas être défendu ; plus de surprise, plus de piège ; prévenu la veille, Louis-Napoléon a tout le temps de préparer sa réponse, de l'écrire, de la retoucher, de l'apprendre. Clément Thomas avait signifié : « Vous avez là un futur empereur. » Le prétendant viendra dire : « Peut-être, et voici pourquoi. » — Le matin même du jour où il doit se montrer, il a lu dans *le National* le compte rendu de la journée sur laquelle, la veille au soir, il réfléchissait déjà et il a goûté ce commentaire au discours de Dufaure : « Nous donnerions difficilement une idée de la gaieté que ces paroles ont fait éclater dans l'Assemblée... Les rires recommençaient de plus belle. M. Louis Bonaparte n'assistait pas à la séance ; c'est assez dans ses habitudes ; en général, il ne se prodigue pas, et l'on dirait qu'il se plaît à envelopper dans un nuage mystérieux l'éclat de son nom comme la majesté de ses secrètes espérances... L'incident dont il a été l'occasion lui aurait appris que tous les moyens ne sont pas bons pour occuper de soi le public, que la nation française est railleuse de sa nature et que le charlatanisme a chez nous peu de chance de succès quand il est assez maladroit pour se faire prendre en flagrant délit. M. J. Bonaparte a fait d'inutiles efforts pour relever son cousin de cet état piteux. Il y a des fautes irréparables. » Le parti

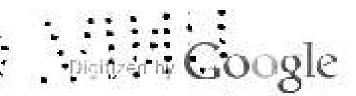




LOUIS-NAPOLÉON AU TOMBEAU DE LA REINE HORTENSE

(le 4 Octobre 1848)

(Lith. de l'époque avec cette mention : dessiné d'après nature.)



du *National* aurait mieux fait de récapituler les siennes (1) ; l'addition eût été longue ; et le rédacteur, par son ironie, aiguisait les armes de son adversaire Précieux ressort que cet article, excellente préparation pour un flegmatique chez lequel le mépris a tué l'indignation et tempéré même le sourire.

Le 26 octobre, après le procès-verbal, Louis-Napoléon demande la parole. Il monte à la tribune et, d'une voix assez forte, nette, teintée toujours d'un certain accent, il lit ce petit discours : « Citoyens représentants, l'incident regrettable qui s'est élevé hier à mon sujet ne me permet pas de me taire. Je déplore profondément d'être obligé de parler encore de moi, car il me répugne de voir sans cesse porter devant cette Assemblée des questions personnelles, alors que nous n'avons pas un moment à perdre pour nous occuper des intérêts de la patrie. (*Adhésion.*) Je ne parlerai pas de mes sentiments et de mes opinions ; je les ai déjà exprimés devant vous et jamais personne

1. Ainsi que ses contradictions ; et le prince aurait pu lui répliquer avec la même ironie. Il est vrai que *le National* de 1840 et celui de 1848 différaient étrangement entre eux. Il disait en 1840 : « Ce jeune homme porte un nom magique, etc. » (Voir : *Strasbourg et Boulogne*, Ch. I.). L'accusé de Boulogne servait alors à l'opposition. Il ne lui servait plus, et lui nuisait au contraire, puisque l'opposition était devenue le gouvernement. Aussi le langage tenu était-il le suivant : « Le nom légué par l'Empereur à ses descendants rappelle les plus cruelles atteintes à la liberté. Ce nom, pris dans le sens que lui donne l'histoire, est la négation même de tous les progrès que nous avons accomplis, de toutes nos libertés. » — Rien de plus injuste que ces dernières lignes. Le théoricien socialiste actuel le plus éminent, quoique souvent brutal et d'une vision quelquefois courte, sur certains points, G. Sorel, a reconnu : « Napoléon fut vraiment le dieu de cette période : il força tout le monde, même l'Église, à accepter le nouvel état agraire, l'immense liquidation des vieux droits ; il donna satisfaction aux intérêts économiques par une excellente gestion... » et : « Dès 1795, la Révolution n'est plus dans les villes, elle est dans les camps ; si la bourgeoisie avait été livrée à elle-même, elle eût dès lors fait, ou laissé faire, la Restauration. » *La ruine du monde antique.* Paris, Jacques, s. d.

n'a pu douter encore de ma parole. Quant à ma conduite parlementaire, de même que je ne me permettrai jamais de demander compte à aucun de mes collègues de celle qu'il entend tenir, de même, je ne reconnais à aucun le droit de m'interpeller sur la mienne. Ce compte, je ne le dois qu'à mes commettants. De quoi m'accuse-t-on ? D'accepter du sentiment populaire une candidature que je n'ai pas recherchée et qui m'honore ? Eh bien, oui, je l'accepte cette candidature, parce que trois élections successives et le décret unanime de l'Assemblée nationale contre la proscription de ma famille m'autorisent à croire que la France regarde mon nom comme pouvant servir à la consolidation de la société. (*Réclamations nombreuses et énergiques.*) Ceux qui m'accusent d'ambition connaissent peu mon cœur. (*Sourires.*) Si un devoir impérieux ne me retenait pas ici, si les sympathies de mes concitoyens ne me consolaient pas de l'animosité de quelques attaques et de l'impétuosité même de quelques défenses, il y a longtemps que j'aurais regretté l'exil. (*Interruption.*) On me reproche mon silence. Il n'est permis qu'à peu de personnes d'apporter ici une parole éloquente au service d'idées saines et justes. N'y a-t-il donc qu'un moyen de servir son pays ? Ce qu'il lui faut surtout, ce sont des actes ; ce qu'il lui faut, c'est un gouvernement ferme, intelligent et sage qui pense plus à guérir les maux de la société qu'à les venger, un gouvernement qui se mette à la tête des idées vraies. Ce gouvernement sera à même de repousser, par sa seule force, mille fois mieux qu'avec les baïonnettes, les théories qui ne sont fondées ni sur l'expérience, ni sur la raison. Je sais qu'on veut semer mon chemin d'écueils et d'embûches. Je n'y tomberai pas. Je suivrai la voie que je me suis tracée sans m'irriter des attaques et montrant tou-

jours le même calme. Rien ne me fera oublier mes devoirs. Je n'aurai qu'un but : celui de mériter l'estime de l'Assemblée et, avec elle, la confiance du peuple magnanime qu'on a si légèrement traité hier. (*Réclamation.*) Je déclare à ceux qui voudraient organiser contre moi un système de provocation que, dorénavant, je ne répondrai à aucune interpellation, à aucune espèce d'attaque de la part de ceux qui voudraient me faire parler quand je veux me taire. Je resterai inébranlable contre toutes les attaques, impassible contre toutes les calomnies (1). »

Il n'y avait plus moyen de prendre le prince pour un imbécile ; pourtant, tout le monde continua d'en paraître persuadé (2). Il était venu dire juste le contraire de sa précédente déclaration et en ne paraissant pas agir ainsi par ambition personnelle, mais à cause des circonstances et des députés, en quelque sorte contre sa volonté. On attribua la véritable rédaction de son discours à Vieillard ou à quelque autre des siens, car les légendes n'attendent pas la mort de ceux qu'elles effacent, en bien ou en mal, pour se former. A force de ne pas vouloir lui reconnaître la moindre valeur, on arrivait naturellement à ne lui en accorder aucune. Néanmoins, forcée de subir la force du nom, l'Assemblée, tout en niant l'homme qui le portait, pressentit sa disgrâce ; elle négligea le prince et trembla

1. *Le Moniteur Universel* du 27 octobre 1848.

2. « Les intrigues, les rancunes pouvaient entraîner la majorité dans telle ou telle voie, la colère pouvait aveugler la minorité ; mais, aux heures où l'esprit fait silence, où une clarté passagère illumine l'esprit, qui donc, oubliant les banalités des feuilles publiques, les jongleries des petits journaux serviles au pouvoir, ne sentait pas que le nom de Napoléon allait bientôt éclater comme un coup de tonnerre sur la France entière ? Mais l'homme est ainsi fait qu'il ferme les yeux à ses clartés intimes et rapides et qu'il bannit, comme le songe d'une nuit fiévreuse, toute pensée importune. » Castille, déjà cité, t. III, p. 290.

devant l'idée qu'il canalisait (1). Elle refusa de croire qu'elle était malade, mais songea qu'elle pouvait le devenir et perdit sa belle humeur. — Lorsque Clément Thomas, incorrigible, veut répondre à l'ennemi, aucun député ne le soutient ni ne l'arrête ; la stupeur générale s'abandonne à elle-même. « Je voulais savoir, dit-il, si ce qu'on raconte partout de la candidature de M. Louis Bonaparte, des démarches qui sont faites dans tous les départements pour pousser à cette candidature n'étaient pas aussi un complot organisé dans le but de le rendre suspect à tous les partisans de la liberté en France. Je lui avais demandé de quels titres il l'appuierait ; il nous a dit que c'est sur son nom. Eh bien, il nous reste à savoir si les Français, après avoir combattu pendant six ans pour la liberté, trouveront cette garantie suffisante. » Le maladroit descend de la tribune au milieu d'un silence absolu, et qui dure. Pas un mot n'est prononcé. Quelque chose de plus fort que tout pèse sur le Parlement accablé, qui se devine perdu, et ne sait comment conjurer ce qui se prépare. Enfin le président se lève. Il se raidit en vain ; il semble même ne plus avoir « sa grâce de courtaud de boutique (2) ». Il se contente de dire, sans sa vivacité habituelle, que le procès-verbal est adopté.

Dans cette même séance, poussée encore par une sorte d'étrange destin, l'Assemblée sert de nouveau la cause napoléonienne, décide une partie de ses chances, en votant le décret par lequel le peuple

1. « C'était parmi les républicains politiques une rage d'injures parce qu'ils apercevaient déjà que le grand adversaire pour la présidence de la république serait le prince Louis Bonaparte ; et, s'il l'emportait dans la lutte, que leur resterait-il à eux qui ne pouvaient se couvrir et se grandir que par la dictature ? » Capefigue, *La Société*, etc., déjà cité, t. IV, pp. 248, 249.
2. E. Ollivier, déjà cité.

nommerait le président de la République au scrutin secret, décret adopté par cinq cent quatre-vingt-sept voix contre deux cent trente-deux. Comme pour aggraver l'inquiétude du Parlement, Paris, ce soir-là, montre son plus joyeux visage. Et au débarcadère du chemin de fer de Saint-Germain, Louis-Napoléon, reconnu par la foule, est l'objet d'une manifestation enthousiaste. Il s'y dérobe avec peine. On compte plus de mille personnes. — Les journaux ne gardent plus aucune mesure. C'est encore un cri de rage, comme au moment de la première élection, comme à la seconde, mais bien plus profond ; il ne s'agit plus d'un simple poste de représentant, il s'agit de la présidence ; il ne s'agit plus même de la présidence, mais déjà, tous le pressentent, de l'Empire. *L'Union*, qui déclare la cause napoléonienne un simple fétichisme, constate au moins sa force : « C'est une honte, c'est une misère, c'est un mystère, c'est une folie, c'est tout ce qu'on voudra, c'est un fait!... En France, il y a un sentiment qu'on n'aime pas et il est pourtant universel, c'est le besoin du pouvoir. » Le 28, toujours en protestant, le même journal ne pouvait s'empêcher de montrer que le prince était l'aboutissant du passé : « Louis Bonaparte n'est pas un candidat de parti ; la preuve, c'est qu'en France il n'y a pas de parti bonapartiste. Le parti bonapartiste de 1815 est devenu tour à tour le parti libéral de la restauration, le parti orléaniste de 1830 et le parti républicain de 1848. » Par une étrange inconséquence, le rédacteur ajoutait : « La candidature de Louis-Napoléon est la manifestation, par un nom propre, d'idées et de tendances diamétralement contraires à la politique qui s'est levée en France depuis huit mois... » *Le Constitutionnel* reste encore hésitant. Thiers, qui devait se demander si longtemps

quel parti prendre, a donné à Véron le mot d'ordre pour qu'il attende. *Le Bien Public* traite Louis-Napoléon d' « idiot » ; le 24 octobre, exaspéré par le mouvement populaire, il fulmine de la sorte : « Les partis... n'osant pas se montrer eux-mêmes, ont construit une machine composée de toutes les illusions, de toutes les déceptions, de tous les contre-sens, de tous les faux souvenirs, de toutes les fausses promesses, de tous les charlatanismes dont il soit donné à l'idolâtrie de se forger une idole. Il y a de la gloire pour les soldats, des exemptions d'impôts pour les propriétaires, de l'impérialisme pour les amis d'un pouvoir fort, des 18 brumaire pour les ennemis de la liberté, de l'esprit de conquête pour les ambitieux, de la légende pour la crédulité populaire, de l'audace pour les hommes d'esprit, de la niaiserie pour les imbéciles et, de tous ces métaux de mauvais alliage, ils ont pétri cette figure qu'ils appellent Napoléon ressuscité du tombeau et ils disent au peuple : Prends, c'est la République... c'est le fantôme de la monarchie, mais ce n'est pas elle ; c'est le fantôme de la gloire, mais ce n'est pas elle, c'est le fantôme de la concorde, mais ce n'est pas elle ; c'est le fantôme de la république, mais ce n'est pas elle encore. C'est moins que la république, moins que la gloire, moins que la monarchie, moins que la concorde, moins que la liberté, c'est le néant (1) ! » Pour *la Révolution démocratique et sociale*, qui soutient Ledru-Rollin, « Louis-Napoléon est l'indigne héritier d'un grand homme, le continuateur obligé d'une politique anti-démocratique, l'allié nécessaire des despotes et des rois ». Après une longue énumération d'insultes, l'article se termine ainsi : « Vous n'avez

1. L'article était-il de Lamartine ?

compris que le ridicule... A en croire les promesses de la candidature impériale, le peuple tout entier va donner son suffrage à l'imbécile et impuissant restaurateur du régime napoléonien. » Proudhon a tourné, et ce ne sera ni la première ni la dernière fois; ne voulant plus du prince pour le moment, il l'excommunie sans réserve aucune dans *le Peuple*. Il déplore qu'après Strasbourg il n'ait pas subi le sort du duc d'Enghien; à Boulogne, il le voit « un aigle sur le poing, comme un valet de fauconnerie ». Il s'écrie: « Il est drôle, le Napoléon avec sa pipe cassée, avec son aigle, avec sa culotte de peau!... Vous serez tous soldats, soldats à vie, comme Napoléon sera président. Vos femmes seront cantinières, vos garçons tambours; vos filles, à douze ans, feront de l'œil aux tourlourous... Viens donc, Napoléon! Viens prendre possession de ce peuple de courtisans!... Ils disent de toi que tu n'es qu'un crétin, un aventurier, un fou... Tu as fait le pitre et joué la comédie... Viens, tu es l'homme qu'il nous faut... Les apostats de tous les régimes sont là qui t'attendent, prêts à te faire litière de leurs consciences comme de leurs femmes... Viens terminer nos discordes en prenant nos libertés. Viens consommer la honte du peuple français. Viens! Viens! Viens! La France est en folie, il lui faut un homme. »

Jules Simon, dans *la Liberté de Penser*, est indigné par cette candidature; il avoue n'avoir rien lu du prince, mais garantit sa bêtise: « Seriez-vous donc un homme d'État ? Personne n'en sait rien! Vous avez publié quelques petites brochures: c'est un mince bagage qui vous ouvrirait à peine les portes d'une académie de province. Vous n'oserez pas les donner sérieusement comme une preuve de capacité politique. Si ces brochures, que je n'ai pas

lues (1), avaient quelque valeur, on en saurait quelque chose dans le monde ; il faut qu'elles soient bien profondément médiocres... Vous êtes le membre le plus négligent et le plus inepte de l'Assemblée... Tout ce qui est intelligent et honnête est contre vous. » Il conclut : « Ce prétendant-là est le prétendant ridicule. » *Les Débats, le Siècle,* qui défend la candidature de Cavaignac, parlent de même ; mais *le National* injurie toujours le plus fort. Il va même un peu loin en soulevant « une problématique filiation de sang » et « d'équivoques mystères d'alcôve ». Tout le long du mois de novembre, il renchérit et en décembre atteint son paroxysme. Ces articles, qu'il serait trop long de citer, se répètent d'ailleurs les uns les autres en s'efforçant de paraître nouveaux et personnels ; une partie de l'art du journalisme est là, la plus importante sans doute. En négligeant les insultes pures et simples, le prince est « le paladin d'Eglington, le constable de Londres, l'ex-citoyen de Thurgovie, le puissant orateur parlementaire, l'héritier collatéral de glorieuses syllabes, la personnification de la redingote grise, le petit chapeau fait homme, le candidat d'une chimère, d'une impossibilité... ce je ne sais quoi, ombre projetée par un passé illustre, énigme vivante, rêve de superstition posthume, fantôme évoqué par le souvenir, etc. » — *La Liberté, la Gazette de France, l'Événement* et *la Presse* défendaient le prince. Dès le 27 octobre, dans ce dernier journal, Girardin concluait comme tout le monde allait le faire dans un mois : « Un seul candidat a la certitude d'obtenir plus de la moitié des suffrages

1. A la vente de Jules Simon, en 1902, un de nos amis, qui nous le donna, acquit *l'Extinction du Paupérisme.* Mais Jules Simon se l'était-il procuré après l'élection ? L'exemplaire qui vient de sa vente est la troisième édition de l'ouvrage : Paris, Pagnerre, 1844.

exprimés et, au moins, deux millions de voix, c'est M. Louis-Napoléon Bonaparte nommé quatre fois en juin dernier... et cinq fois en septembre. M. Louis-Napoléon Bonaparte aura l'immense majorité dans les campagnes et dans beaucoup d'ateliers où le nombre des années écoulées, les revers de 1814 et de 1815 et la captivité de Sainte-Hélène semblent avoir plutôt grandi que diminué l'ombre, le prestige, le souvenir de l'Empire. Il aura les votes de beaucoup de légitimistes qui, ne croyant pas à la durée de la République, disent que, comme il faudra inévitablement passer sur la planche napoléonienne pour en revenir à une troisième restauration, le plus court est d'y passer tout de suite... Il aura la voix de tout ce qui, dans le commerce et dans l'industrie, n'aperçoit pas une autre issue pacifique pour sortir du provisoire... Il aura enfin la voix de tous les hommes sensés et prévoyants... Il détend la situation trop fortement tendue ; il aplanit les difficultés, il n'en crée pas ; il facilite les solutions dans l'avenir, il n'en complique aucune ; il n'a pas eu de commandement militaire qui doive inspirer la crainte d'un ascendant sur l'armée dont il serait tenté d'abuser. Plus la majorité qui l'élira sera considérable, et plus elle lui rendra la tâche facile, en lui donnant la force de résister à toutes les exigences... Ainsi, plus la pyramide est large dans sa base, et moins elle est aisée à ébranler et à renverser. Il ne saurait donc y avoir d'hésitation. Toutes les classes, toutes les opinions doivent se réunir pour n'avoir qu'un seul candidat, afin que l'épreuve qui nous reste à traverser soit décisive. Or, s'il est un candidat dont le nom se prête miraculeusement, il faut le dire, à cet accord de toutes les opinions et de toutes les classes, c'est le candidat qui s'appelle Louis-Napoléon Bonaparte... C'est l'avenir ; il simpli-



fie tout et n'exclut rien. » Ne rien exclure ! Cette politique qui n'avait pas été autorisée depuis longtemps paraissait nouvelle; elle acquérait une puissance formidable en face des théories de nivellement mises en action par l'Assemblée, sans même que la raison d'État pût servir d'excuse puisqu'il n'y avait plus d'État, en réalité, mais un provisoire et du désordre dépourvus d'organisation. L'essai du *National* et de *la Réforme* oscillait, blessé à mort par ce rapide programme conciliateur (1) et le gouvernement qui en était résulté semblait n'avoir vécu que pour préparer la place d'un gouvernement nouveau, dont il avait démontré chaque jour l'urgente nécessité. La Constitution, à peine achevée, figurait l'œuf informe de l'avenir. La fête donnée pour célébrer cette réalisation constitutionnelle allait prendre l'aspect d'une cérémonie funèbre, fastidieux office en l'honneur de ce qui n'était plus qu'un passé, — sans souvenirs ni regrets.

Le 12 novembre, l'ancienne place de la Révolution, appelée par ordre place de la Concorde, présente en effet un aspect insolite et presque carnavalesque. Quatre-vingt-huit mâts vénitiens à larges banderoles tricolores symbolisent avec plus ou moins de bonheur les quatre-vingt-six départements, l'Alsace et les colonies ; d'autres mâts plus élevés, de style égyptien, abandonnent au long de leur hampe, sur de longues flammes de toile, la date du 24 février ; des trépieds, s'efforçant au style antique, supportent de larges coupes où brûle un encens dont la fumée traîne, avant de se perdre, sous un ciel gris, terne et neutre ; au pied de l'obélisque, une statue de la Répu-

1. Lamartine, contraint par les circonstances, avait été forcé de concilier trop tôt, quand le premier élan n'avait pas encore achevé sa courbe. Et tous, intransigeants pour leurs intérêts comme pour leurs idées superficielles, l'avaient rejeté.



blique tient en main la Constitution ; en avant de la grille des Tuileries, un autel s'élève sous une tente carrée en velours rouge, doublée de drap d'or ; au front du baldaquin, sous une croix byzantine, s'étale le précepte évangélique, qui ne laisse pas de paraître nécessaire : *Aimez-vous les uns les autres ;* les tribunes complètent le théâtre ; elles sont destinées aux représentants et aux corps constitués; enfin, de larges rubans tricolores bordent, du côté du Palais Bourbon, la ligne que doit suivre l'Assemblée Nationale pour se rendre à la cérémonie et rue Royale, du côté de la Madeleine, le trajet du clergé, car l'armée ecclésiastique ne s'est pas abstenue cette fois, comme lors de la cérémonie qui célébrait la naissance du régime républicain. Ainsi, face à face, les deux temples, celui de la nation et celui de Dieu, envoyaient leurs servants se réunir dans un même hommage au centre de la place consacrée par le sang royal ; et la franc-maçonnerie, telle qu'elle était le plus généralement comprise alors, se satisfaisait assez de ce tableau. A neuf heures, l'archevêque de Paris sortit de la Madeleine, précédé d'environ cinq cents prêtres marchant sur deux rangs. Mgr Sibour, qui portait le deuil de Mgr Affre, avait la mitre d'argent, et elle tranchait sur les mitres d'or des quatre prélats dont il était assisté ; tous les cinq marchaient lentement, la crosse en main. En même temps, les députés s'avançaient vers eux, avec le pouvoir exécutif. Le président de l'Assemblée et le bureau, le président du Conseil et les ministres s'arrêtèrent à la plate-forme du large escalier qui menait au maître-autel, et Marrast donna lecture de la Constitution. Il avait Cavaignac à sa droite, Marie, ministre de la Justice, à sa gauche. Il était tête nue ; la neige, en tombant, paraissait encore blanchir sa chevelure crépue, le froid



disputent la France, un politique, un national, et qui se rencontrent rarement, bien que de leur fusion ou, tout au moins, de leur entente, dépende l'avenir du pays.

La république de 1848 n'attirait rien autour d'elle, malgré ses efforts ; ses mesures étaient comme frappées de stérilité ; ses avances passaient inaperçues, ou semblaient une aumône blessante à ceux qui en retiraient le bénéfice. Elle avait mis cent quarante-neuf prisonniers de Juin en liberté ; elle modifiait la taxe des lettres, votait un décret relatif à l'achèvement des chemins vicinaux ; elle s'efforçait vainement d'établir des colonies agricoles en Algérie ; en dépit de toutes ses promesses, après avoir prouvé qu'elle ne savait pas améliorer le sort des classes indigentes et s'en être débarrassé d'abord par du plomb, elle les liquidait en les embarquant sur d'immenses radeaux ménagés à cet usage, vers des terres décrites comme merveilleuses. « Les ministres, les maires, l'écharpe aux reins, les grands mots aux lèvres, haranguaient ces infortunés du haut des berges de la Seine. On leur disait qu'ils allaient porter sur le sol africain la gloire de la France et les sentiments fraternels de l'idée républicaine. On promenait devant l'imagination aisément crédule du pauvre le mirage d'une douce vie champêtre à l'ombre des palmiers. Des riches terrains, de jolis villages qui allaient devenir leur propriété, à eux, déshérités de la fortune, les attendaient au fond de quelques vallées des Mille et une nuits. Mais quand ces malheureux arrivèrent, ils ne trouvèrent rien de prêt. Le mirage s'était évanoui. Au lieu de l'hospitalité promise, ils se heurtaient contre une administration malveillante, contre une armée hostile qui semblait les considérer plutôt comme des bannis que comme des

émigrants. La plupart moururent de misère (1)... »
Ainsi s'achevait cette révolution faite au nom du peuple, par lui et pour lui ; ainsi s'efforçait de se maintenir le gouvernement qui avait juré d'en réaliser l'esprit généreux, humanitaire et pacifique. Comment le peuple aurait-il pu ne pas devenir napoléonien ? Toutefois, l'élection de septembre n'avait pas encore prévenu le pouvoir et la dernière séance du Parlement commençait déjà d'être effacée par celles qui lui succédaient ; il n'y a peut-être pas de pays, en effet, où l'on se souvienne moins qu'en France ; et l'enseignement actuel passait une fois de plus inaperçu de ceux parmi lesquels il se développait avec tant de puissance et sur plusieurs points. Nul doute possible que la guerre ne fût déclarée de toutes parts à l'Assemblée comme à Cavaignac ; la preuve que l'un et l'autre ne reposaient sur rien se vérifiait d'elle-même ; or, tout ce qui avait un renom, tout ce qui était considéré comme la tête du pays se cramponna au gouvernement miné, en souhaitant, il est vrai, le tirer à soi, mais en voulant, avant autre chose, le maintenir ; aucune évidence n'éclaira, et les évidences étaient innombrables. Les recettes de l'État baissaient sans répit ; la production flottait, en suspens ; la consommation et l'importation se restreignaient de jour en jour. On ne pouvait nier, à moins de mauvaise foi, que le règne du *National* ne fût le régime de l'anarchie plus ou moins autoritaire (2). L'éventualité d'un pouvoir nouveau se rapprochait ; les uns et les autres devaient donc se réunir, malgré eux, sur ce terrain, le seul, étant donné que tout viendrait du plébiscite, qui s'annonçât réellement fertile. Et il nous reste à voir comment se résumèrent dans

1. Castille, déjà cité, t. III.
2. Karl Marx, *La lutte des classes*, déjà cité, p. 61.

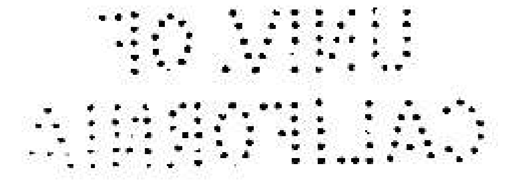
ces seules limites les ambitions individuelles qui, pour le moment, s'imaginaient le démolir en niant sa réalité, comment se groupèrent autour de lui, avec des appétits divers et leurs plans personnels, les partis qui se disputaient la domination française. Le plébiscite fusionnait les envies, les remettait dans le rang, et l'envie, plus ou moins de tous les temps, l'envie la plus basse, a été la grande tare du XIX[e] siècle.

Les candidats à la présidence, en dehors du prince, étaient Thiers, Changarnier, Bugeaud, puis Raspail, Ledru-Rollin et Lamartine.

Thiers avait été traité d'aventurier. Cette dénomination ne signifie pas toujours une injure, tout homme politique devenant plus ou moins un aventurier, et serait plutôt, dans le cas présent, une erreur. Thiers s'est tenu sans cesse devant les événements en se demandant ce qu'il pouvait en tirer, aussi bien à son avantage que pour ses idées, assez diverses, assez variables, et cette tactique est encore celle de la généralité ; seulement, dans son exercice, il n'imagine pas, pour vaincre, l'emploi de la force ; il ne se voit que le résultat des combinaisons et des circonstances qu'il utilise, sans les dominer, s'arrêtant ou marchant de l'avant au gré de celles-ci, sans brusquer jamais, ne trouvant la décision qu'une fois parvenu à son but, et, même là, la subordonnant à une sorte de flottante opinion générale. Cet idéal reste défendable ; son danger et sa force existent, en puissance égale, dans sa neutralité, dans sa médiocrité même ; il constitue certainement une force, mais variable comme la masse irrésolue dont elle dépend, car, au lieu de se servir de cette masse même afin de la discipliner ensuite et d'édifier une plus grande valeur humaine, elle est généralement sujette et la suit ; elle ne parvient à la conduire que par intervalles, là où elle veut bien



ÉMILE DE GIRARDIN



être menée. Qu'on s'y refuse ou non, il faut compter, en tout cas, avec l'homme qui incarne ce moyen. — Dès la chute de Louis-Philippe, Marrast avait interrogé l'historien sur ses intentions ; il pressentait ce qu'il pourrait devenir ; il se demandait, d'autre part, si son passé orléaniste et même ministériel ne l'arrêterait pas, au moins dans le début ; mais rien n'est plus ingrat qu'un ministre, ce demi-fonctionnaire toujours à la merci d'un coup de raquette, jeté ici et là comme une balle, aérien et momentané. Thiers affecta la désinvolture : « Que me parlez-vous de mes affections pour la dynastie qui vient de périr ! Sans doute, il eut peut-être mieux valu la redresser que la renverser, mais elle s'est précipitée elle-même dans un abîme d'où rien désormais ne saurait la tirer. Du reste, c'en est fait de la monarchie en France ; elle a devancé, il est vrai, l'heure de sa chute, mais enfin elle a fait son temps; elle est finie. J'adhère volontiers à la république qui n'a rien à redouter de ma part (1). » En parlant de cette république, il disait ailleurs : « Je suis trop honnête garçon pour épouser une si mauvaise fille (2). » Le 17 mars 1834, il avait tenu ce langage, que 1848 semblait avoir justifié : « On a vu à l'épreuve, non seulement la république sanglante, mais la république clémente, qui voulait être modérée ; elle n'était arrivée qu'au mépris. Une république tourne nécessairement au sang ou à l'imbécillité (3). » Dans le tome XIX du *Consulat et de l'Empire,* il avait écrit : « On ne change pas la nature humaine par de vains décrets. Quand un pays a toujours vécu en monarchie, que la folie des factions l'a un instant arraché à son état naturel

1. Taxile Delord, *Histoire du Second Empire*, t. I, p. 109.
2. *Mémoires d'un royaliste*, par le comte de Falloux, t. I, p. 385.
3. Discours du 17 mars 1834. *Discours politiques de M. Thiers*, etc

pour en faire une république éphémère, il suffit de quelques années pour inspirer l'horreur de l'anarchie et de moins d'années encore pour trouver le soldat capable d'y mettre terme. » — Thiers était monarchiste, — la constitution de 1875 l'a bien montré, — mais, ne distinguant aucun candidat à son idée, se rendant compte que le triomphe d'un parti comme celui de *la Gazette de France* était impossible et aurait perdu le pays en ramenant vers un passé dont il ne subsistait que le décor, il acceptait, non sans dépit, la république, tout en souhaitant que la république ne tombât pas aux mains des républicains, « gens vulgaires, ignares, inexpérimentés, violents (1) ». Et il expliquait dans une lettre à Panizzi : « Nous sommes d'avis que la monarchie est impossible aujourd'hui ; nous croirons avoir beaucoup fait si nous pouvons donner au pays une république bien constituée (2). » Ici, sa personnalité intervenait, et « la république bien constituée était celle dont il deviendrait le président (3) ». Lorsque Véron lui parle de la candidature napoléonienne, il hésite : « Rien ne presse, » dit-il ; et le journaliste-docteur est plus véridique que malicieux quand il ajoute : « En étudiant la physionomie, l'attitude, les inflexions de voix de M. Thiers, je fus assez disposé à croire que, s'il ne prononçait aucun nom, c'était dans le désir que je prononçasse le sien (4). » Thiers s'était présenté aux élections de la Constituante et sa candidature avait échoué par la faute du clergé ; il se convertit alors « non pas à la religion, mais à l'Église (5) », abandonnant ses amis les radicaux, qu'il

1. Lettre du 22 mars 1848 au procureur général Borelli.
2. Lettre du 20 mars 1848.
3. Emile Ollivier, *L'Empire libéral*, t. II, p. 107.
4. Véron, *Mémoires d'un bourgeois de Paris*, t. VI, p. 87.
5. T. Delord, *Histoire du Second Empire*, t. I, p. 3.

devait retrouver par suite de la même tactique et avec la même franchise, venues du besoin, sous l'Empire. A la faveur des journées de Juin (1), il s'était ouvert ainsi la rue de Poitiers ; puis, très en vedette par son succès contre Proudhon, il s'était pris à évoquer pour lui-même le fauteuil présidentiel. De fait, s'il avait dû échoir à un parlementaire, il était en droit d'y prétendre : Molé, transfuge éternel de trop de partis, encore que si correct, avait parachevé sa carrière ; de Broglie étirait une rhétorique filandreuse, à la distinction incolore ; Berryer, malgré ses qualités, ne pouvait prétendre à la première place, et l'on redoutait ce qui s'agitait derrière lui ; la candidature du prince de Joinville ne rallierait plus personne ; Marrast avait jeté son feu ; Ledru-Rollin ou Odilon Barrot seraient exclus. Thiers surnageait, tout désigné. « Son talent et son habileté lui faisaient dans l'Assemblée une situation si forte que, à l'aide de quelques alliances bien ménagées, la plus haute ambition devait lui sembler permise (2). » — Il se rapprocha de Marrast, répondant ainsi aux avances essayées, et lui offrit la présidence. Ayant sacrifié de la sorte au *National*, il faisait attaquer, en sous main, Cavaignac par *le Constitutionnel* et, pour le mieux démolir, lui opposait Changarnier ou Bugeaud. C'était se valoir en même temps un peu, à titre d'essai et d'en-cas, les légitimistes.

Berryer, se reconnaissant lui-même dépourvu des chances suffisantes, s'était rallié à Changarnier, désireux d'un candidat entre le prince Louis et Cavaignac (3). Dans l'esprit de ceux qui le poussaient,

1. *Mémoires d'un royaliste*, déjà cité, t. I, p. 350.
2. Daniel Stern, t. II, p. 507.
3. Voir : Ch. de Lacombe, *Berryer, la seconde république et le second Empire ; Berryer et la Monarchie de Juillet*. Firmin Didot. — Louis-Napoléon avait envoyé Laity vers son ancien avocat,

Changarnier figurait une possibilité légitimiste, un passage menant à Henri V. La rue de Poitiers avait pensé de même, mais l'unanimité des voix faisant défaut, parce que le général n'était pas jugé suffisamment populaire, sa candidature avait été momentanément abandonnée ; le comité craignait, en outre, ce militaire, assez ambitieux, et qui se laissait peu deviner ; il n'oubliait peut-être pas, bien que rapide, la rencontre à la Chambre avec Louis-Napoléon. Changarnier, qui commandait la garde nationale de Paris, ne trouvait pas ce poste à la hauteur de son mérite et les légitimistes avaient accueilli ses plaintes en les approuvant, mais le général et ses amis se demandaient réciproquement dans quelle mesure ils pouvaient compter les uns sur les autres ; à eux aussi l'Empire était nécessaire pour permettre la réconciliation. De plus, les propositions tentées près de Changarnier arrivaient de partout et ajoutaient à sa réserve personnelle. Il eut tort de ne jamais s'en départir ; elle le perdit, à la longue, sa position n'étant pas assez forte pour permettre toutes les interprétations et les dominer ; à force de silence et de prudente neutralité, il se discrédita ; même aux politiciens les plus amoureux d'un docile automate, il finit par ne rien représenter du tout. Quand on récapitule ses évolutions, on ne s'étonne plus de cette chute, également naturelle, également rapide ; Changarnier avait commencé par n'avoir pas d'avis et était venu demander le leur aux parlementaires en vue. Il s'était adressé d'abord à Thiers, qu'il avait l'habitude de consulter, et fut très étonné de heurter cette fois un burgrave éperdu, conseillant la réserve,

demeuré son ami, et Mme Cornu, mais sans succès. Berryer aurait même évité le prince le plus possible dans les couloirs du Palais-Bourbon, p. 595. — Voir aussi les *Mémoires* d'Hyde de Neuville.

certifiant la fin définitive de la monarchie. Chez Molé, ensuite, il rencontra de l'optimisme ; on ne passe pas impunément à travers tout en sachant se conserver quand même de bons avantages. Molé n'éprouvait aucune émotion : « En résumé, énonçait-il, je ne crois pas à l'avenir de la république bien qu'à mes yeux la journée du 17 mars soit un nouvel et grave échec pour les honnêtes gens (1). » Et les autres « honnêtes gens » questionnés par lui se divisaient également en toutes sortes de prévisions. A la fin, il ne sut à quelle porte frapper. Il se prit de querelle avec Lamartine, car les querelles étaient partout ; il déclancha la méfiance de Cavaignac qui le détestait (2) et qui aurait beaucoup aimé s'en débarrasser en l'envoyant à l'armée du Rhin ; puis, las de tout et de tous, mécontent, il toléra pour quelque temps la campagne napoléonienne ; au besoin même, il en reconnut la nécessité (3).

Bugeaud hésita moins et dura moins aussi. On avait songé à lui et lui-même, ainsi pressé, y avait rêvé sans ennui quelques jours, mais il se rendit compte qu'il ne réussirait pas. Il y eut un certain mérite : beaucoup de gens, en plus des candidats officiels, ne se jugeaient pas indignes de la présidence et y faisaient valoir leurs titres par des prospectus (4). Il s'établissait même ainsi une sorte de course assez bizarre, une étrange loterie, un mât de cocagne politique autour duquel, la main levée vers la timbale, s'étouffaient de nombreux candidats, ou bien encore, selon une

1. *Mémoires du maréchal de Castellane*, t. IV, p. 96.

2. Normanby, *Une année de révolution*, t. II, p. 285, déjà cité. Changarnier aurait traité Cavaignac de général de cinquième ordre.

3. Voir pour tout ceci : d'Antioche, Changarnier, déjà cité ; Delord, Stern, Castille, Lespès, Lacroix, Gallix et Guy, etc., et Maupas, *Mémoires sur le Second Empire*, t. I, p. 26.

4. *Coll. A. L.* — Nous n'avons pas la place de donner un échantillon de ces bizarreries.

lithographie du temps, un assez pénible colin-maillard où la république, les yeux bandés, cherchait son homme. — Le duc d'Isly se comparait à un Catinat moderne. Il aimait parler de philosophie et de science sociale ; tout soldat qu'il fût, maréchal et pair, il avait porté un toast à l'abolition de la guerre dans un banquet fouriériste, et pris comme devise : *Ense et aratro* (1). Il se chargea sans doute aussi de décourager ses partisans par une confiance hors de mise, aggravée d'une inquiétante simplicité ; dans une de ses lettres, au début de ses espérances, il racontait : « On me fait des ouvertures de tous les côtés ; des hommes de toutes les nuances politiques, des journalistes de l'ouest et du midi offrent leur concours à ma candidature ; les légitimistes s'y rallient en même temps que les orléanistes ; les uns écrivent à Rome pour obtenir du pape les instructions propres à me donner l'appui du clergé, les autres à Londres pour engager de hauts personnages à joindre leurs efforts à ceux du parti conservateur en faveur de ma candidature... (2). » — Au fur et à mesure qu'il connut ce qu'on avait voulu faire de lui, Bugeaud ne pardonna pas à ceux qui, après l'avoir abusé, l'abandonnèrent en rendant même ses cheveux blancs un peu ridicules (3).

A ces divers candidats conservateurs, la Montagne opposait deux hommes qui ne pouvaient pas triompher davantage et auxquels même elle n'avait cessé de nuire par son indécision, sa violence et sa fai-

1. Léo Lespès, t. I.
2. Lettre du Maréchal à M. Léonce de Lavergne, *Journal des Débats*. — Delord, p. 113, t. I.
3. La veille du scrutin, le maire de Saint-Brieuc lui demandant dans une lettre : « Pour qui devons-nous voter, pour le général Cavaignac ou pour le prince Louis ? » Bugeaud répondit : « Le général Cavaignac, c'est la république ; Louis Bonaparte, c'est l'inconnu ; je vote pour l'inconnu.

blesse successives, par ses luttes intestines qui la travaillaient jusqu'à la dernière heure. — Humanitaire, scrupuleux et juste, Raspail s'égarait, perdu, comme nous l'avons déjà constaté, dans le champ de manœuvre politique où il était le dernier avancé encore marquant parmi ceux qui avaient voulu le drapeau rouge et essayé de faire revivre la révolution ; de là venait sa candidature, avant tout protestataire, et les voix qu'il réunirait n'auraient pas d'autre sens ; il était incapable de leur en donner un nouveau en réalisant cette protestation même. Comme il arrive quelquefois aux hommes d'étude, Raspail était très défiant en dehors de chez lui, et cette défiance le rendait sombre, inquiet, incapable de ces mouvements un peu désordonnés, à l'apparence si largement fraternelle, qui sont nécessaires quand il s'agit d'entraîner les masses. Son idéalisme intransigeant, son dogmatisme autoritaire et cette défiance continuelle l'amenaient à vouloir être à la fois Robespierre et Jean-Jacques ; mais pour jouer — ce n'eût été qu'un jeu — le second personnage, il avait étudié des questions trop précises et, pour devenir le premier, il possédait, en dépit de sa raideur, une bonté trop grande ; il formait une individualité composite, difficile aux autres ainsi qu'à elle-même, ralliant pourtant de nombreuses sympathies par suite d'une droiture, d'une noblesse d'existence que n'avaient pu entamer les haines les plus averties. « Ce ne sera jamais qu'un prêtre », disait Condorcet du grand thermidorien. Raspail, élevé afin d'entrer dans les ordres, avait gardé quelque chose de vaguement ecclésiastique qui, loin de la soutane, gênait le rôle auquel ses amis voulaient le hausser. Sa prison l'entourait aussi d'un symbole ; il la portait sans cesse avec lui et, comme tant de consciences droites,

comme tant de savants, se sentait isolé partout. Quoi qu'on fasse, il ne pouvait réunir qu'un nombre de voix restreint, et ce qui palpitait de tourmenté, d'intéressant, de meilleur, dans ce curieux être, restait naturellement le plus inconnu de ceux auxquels il demandait leurs suffrages. Enfin, beaucoup de républicains, rebelles à ses opinions trop colorées, se retournaient vers Ledru-Rollin.

Nous avons assez ausculté le tribun pour constater ce qui lui faisait défaut, et qu'il lui serait impossible de s'imposer à l'opinion ; nous avons saisi tout ce qui se dissimulait de théâtral et de décoratif, malgré ses qualités, derrière sa façade tonitruante, plus ou moins dantonesque (1). Cet homme fougueux

1. Ledru-Rollin, malgré tout son apprentissage précédent, n'était pas prêt en 1848 ou, du moins, avait encore besoin de cette suprême leçon. Dans une lettre envoyée de l'exil, à de Lesseps, au sujet d'un journal nouvellement créé, il montre qu'il avait su profiter de l'expérience révolutionnaire. Il y écrit, entre autres choses : « Ce qu'il faut à l'opinion, c'est un corps de doctrines, un moniteur qui la rassure sur le jour qui suivra la révolution. » Et ceci : « Comment laissez-vous passer aussi de la part d'un jeune homme qui a la prétention de nous apprendre la révolution et qui, si je ne me trompe, a été un des préfets les plus réactionnaires de M. Dufaure, ce feuilleton dithyrambique et sans réserve en faveur de Michelet ? Michelet est aussi un romancier à propos de la Révolution ; il l'a souvent mal comprise et, de plus, calomniée, notamment dans la personne de Robespierre. Ce sont de ces hommes qui, comme Lamartine, n'ont jamais le courage d'être tout d'une pièce. Ils reconnaissent que nos Montagnards ont formé la France, mais ils chicanent sur les moyens. En avaient-ils d'autres que ceux qu'ils ont pris ? De Maistre lui-même proclame que non. Passons donc sur les moyens pour ne voir que le but et ne les appelons pas brigands, à peine de l'être nous-mêmes. — Votre jeune collaborateur est vraiment ravissant quand il s'apitoie, à la suite de Michelet, sur la Reine au balcon et que, d'attendrissement, la plume lui tombe des mains. Eh ! parbleu, qu'il garde pour lui ses impressions de cabinet ! C'est damoiseau, Victor Hugo et ridicule au possible. » Et enfin : « Un journal, comme je le comprends, est un remorqueur qui doit entraîner le parti de l'Assemblée. Ce qui manque à la Montagne, c'est l'unité. Le journal doit la lui donner, au lieu d'être enchaîné à sa suite. Nous sommes dans un camp, il faut arriver pour vaincre à la discipline d'un camp, en étouffant tous tiraillements, toutes rivalités d'hommes, etc. » *Coll. A. L.*



était le plus bruyant acteur sur les tréteaux de 1848, et le demeurait. Il entraînait, sans savoir ensuite tirer du mouvement dont il avait été un des facteurs ce qu'il avait voulu comme ce qu'en attendaient les soldats qui l'avaient improvisé leur général. Il n'ignorait pas l'art du commandement, mais y fléchissait vite. Néanmoins, lui aussi marquait le point central d'une zone de force, à l'opposé de celle de Thiers ; il permettait une puissance dans laquelle on voulait quand même espérer et dont cet espoir constituait peut-être le principal secret ; par sa grande fortune, il avait su grouper autour de lui. Une partie des sociétés secrètes, les clubs et les anciens chefs de barricades le suivaient ; il ralliait, par raccroc, quelques républicains ardents, las du *National* accapareur, ou exclus par lui ; il se grandit, en outre, à la Chambre, au dernier moment, dans la discussion des affaires romaines. Il avait enfin cette audace particulière que la nécessité absolue de réussir procure, car son capital, déjà fort entamé sous Louis-Philippe par les dépenses qu'exige la politique d'opposition et surtout, dans celle-ci, la politique révolutionnaire, avait achevé de se liquider dans la politique plus directement militante de ces derniers mois ; bon gré, mal gré, il était prêt à tout. Cependant, pour la partie décisive, comme pour les précédentes, il lui manquait de la mesure et de la finesse ; trop porté à foncer droit devant lui, l'obstacle apparu, il reculait aussi tout droit sans même cacher sa retraite ou inquiéter la victoire de l'adversaire ; il perdait son temps à entretenir de la rancune (1) ; il était maladroit avec ostentation, comme au banquet où, en portant un toast contre « l'infâme capital », il n'avait que médiocrement enthousiasmé

1. George Sand, *Correspondance*, déjà cité.

les assistants essentiels et s'était aliéné les populations de la campagne auprès desquelles tout fut, dès lors, inutilement mis en œuvre pour sa candidature. Son parti est encore responsable de n'avoir pas pu s'unir non plus au dernier moment. Ou bien Raspail devait céder le pas à Ledru-Rollin, malgré ses répugnances, même justifiées, et ses partisans n'y consentirent jamais ; ou bien celui-ci avait à s'effacer devant le détenu de Vincennes, et il était incapable d'y même songer ; ce désaccord fut à l'avantage de Louis Bonaparte. Le plus petit pôle de la Montagne, celui de Proudhon, restait également à part et refusait de faire de Ledru-Rollin son candidat (1). Ainsi la gauche radicale, au lieu de former bloc, se détruisait. Le désespoir de quelques députés y était tel que ceux-ci évoquèrent un instant — un instant seulement — Lamartine.

Le poète se maintenait tout à fait à part. Son isolement ne faisait que grandir. Lamartine conservait des amis, il n'avait jamais possédé de partisans ; tous les partis le rejetaient ; comme il n'avait pas su s'en créer un, il était perdu. Lui-même ne parvenait plus très bien à reconnaître quel point il occupait sur la carte politique et sa stratégie, ainsi désorientée, ne suivait aucune direction ; comme quelques collègues, comme dans son discours, il s'en remettait au peuple en lui abandonnant le soin de décider la situation générale aussi bien que sa situation personnelle ; à bout devant les difficultés entassées, il se consolait de cette absence d'action par sa foi en lui et dans le destin, par sa conscience, par un espoir vague qu'il légitimait, peut-être, à l'aide du calcul précédemment indiqué. Peu apprécié par les patriarches de la rue de Poitiers

1. Darimon, *A travers une Révolution*, déjà cité.



qui ne le prenaient pas au sérieux, il n'avait été adopté que de loin, au début de la crise ; depuis, ce clan si fermé le rejetait avec indignation. Les rouges le trouvaient trop pâle, les bleus trop rouge ; *le National* l'exécrait ; les légitimistes découvraient en lui un renégat, les orléanistes un transfuge ; tous le qualifiaient sans indulgence, et pensaient bon ton de s'en railler. Quant à lui, trop hautain pour faire sa cour, trop fier en face de certaines besognes, il était aussi trop ulcéré, et trop justement, pour y voir clair. — Les divers candidats s'accusaient ainsi plus ou moins entachés d'insuccès. Leur défaut principal consistait à ne représenter les uns, que des partis, les autres, de simples individualités, des fractions de parlement ou des opinions particulières plutôt qu'une idée profondément sociale ou largement politique, plutôt, surtout, qu'une donnée française. Candidats de l'Assemblée, ils ne sont pas candidats de la Nation ; c'est bien l'Assemblée qui s'agite derrière eux, ce n'est pas le pays. En cette tare réside la plus forte cause de l'échec où sombrera Cavaignac car, cela est prouvé désormais, il ne reste bien que deux hommes en présence, l'exécuteur du *National* et Louis-Napoléon.

Nous avons relevé de près la route au long de laquelle Cavaignac s'était éliminé (1). A cette heure,

1. Cette anecdote du journal de Normanby montre, si elle est vraie, — et elle doit l'être, car comment inventer pareille niaiserie ? — ce qu'était son parti : « J'ai donné hier à Cavaignac et au corps diplomatique un grand dîner qui s'est très bien passé. Marrast, président de l'Assemblée, s'est excusé sous prétexte de maladie, mais Cavaignac pense, et me l'a dit, que le président a eu pour véritable motif des questions de préséance qui restent douteuses entre eux. Quelques membres de l'Assemblée ont soutenu en effet à Marrast que, comme leur président, il devait marcher avant tout le monde. Il ne m'était jamais venu à la pensée qu'il pût prétendre à précéder Cavaignac, auprès duquel nous sommes tous accrédités. Quant à sa position à l'égard de mes collègues, j'en ai abandonné la décision à Bastide. Je lui ai dit que s'il voulait le traiter comme le président d'une assemblée souve-



il n'existait déjà plus. Au fur et à mesure qu'on s'efforçait d'inoculer une vie nouvelle à sa formule, — car il n'était désormais que cela, — tandis que ses amis exhaussaient de leur mieux son piédestal et doraient sa statue, il fondait, suivant les phrases de l'époque, « au soleil du suffrage universel ». Mais le thermomètre politique éclaire rarement ceux qui sont le mieux à même de le consulter par leur position privilégiée ; à une certaine hauteur, on le néglige ; on prend l'habitude de le nier ; tel est alors le destin ordinaire que les individualités qui ne signifient plus rien continuent, à cause de leur situation, à se croire quelque chose et réussissent même à garder leur place, malgré ce qui les assiège, par suite de ce qu'elles symbolisent, avec l'aide des partis qu'elles masquent ou rémunèrent, et auxquels elles laissent d'autant plus de liberté que, sans ces partis, elles s'écrouleraient ; ainsi s'expliquent ces morts-debout révérés au milieu de la vie environnante. Cavaignac érigeait une de ces survivances. Il s'affirmait, toujours malgré lui, l'homme de Marrast et les tempêtes qui déferlaient de toute part contre la barque journalistique rendaient les marins d'autant plus dévoués à celui qui occupait le poste de capitaine ; l'équipage devait périr ou triompher ; si, dans le cas d'un naufrage, la noyade du chef une fois consommée, quelque salut final s'estompait cependant en perspective, l'indispensable, pour le moment, était la victoire. — Cavaignac, par désir personnel, entendait, lui aussi, se maintenir et, au fur et à mesure de

raine et lui donner le pas, il prendrait alors naturellement place au-dessus des ambassadeurs, que, sinon, je ne pourrais séparer le ministre des Affaires Étrangères et le nonce. Bastide, après avoir consulté Marrast, a décidé qu'il garderait sa place, et c'est à propos de cette détermination que quelques-uns des chauds partisans de *l'égalité* ont un peu plus tard obligé leur président à perdre son diner. » P. 273, 274, t. II.

l'échéance, le voulait de plus en plus. Sur la fin, il ne tenait pas en place. Le 8 décembre, « il est comme ivre, non de vin, car il est fort sobre, mais d'agitation nerveuse : il ne peut supporter l'idée d'être forcé à abandonner le pouvoir ». Et il dit à lord Normanby qu'il « est certain d'être nommé » (1). Tout poussait le général à cette défense, ses vœux, ses sentiments envers la fille du riche banquier Odier qui deviendrait bientôt sa femme, sa situation même ; on quitte difficilement une première place à une époque où gouverner paraît encore possible. Cavaignac connaissait la vanité du pouvoir ainsi qu'une partie des illusions dont on y est vite débarrassé, mais, au moment de la retraite, face à face avec ses adversaires, il se cramponnait, — comme il avait serré son épée pendant l'émeute, comme il s'était incrusté dans le sentiment de son devoir, avec de la rage en plus, cette fois. Il figurait le gouvernement, sinon la France, et de là découlait sa force. L'administration marchait derrière lui comme une seule masse immense ; dans l'armée, les officiers supérieurs lui dédieraient leur vote et, parmi les gradés moindres, ceux qui se piquaient de finesse ou de savoir ; si une sorte d'instinct les poussait vers Louis Napoléon quelquefois, une sorte de respect, fait d'honneur, de crainte ou de timidité, leur science aussi, pensaient-ils ou, pour certains, leur intérêt les retenaient au général de Juin ; ils se plaisaient alors à songer qu'ils ne votaient pas comme les simples officiers, comme les soldats qui tous, quant à eux, adoptaient le neveu du Petit Caporal. Il advenait de la sorte que dans l'armée républicaine de 1848, très aristocratique, ce qui était démocrate votait pour un Napoléon, pour un maître, et ce qui formait une oli-

1. *Une année de Révolution d'après un journal tenu à Paris en 1848.* Paris, Plon, 1858, t. II.



garchie militaire en faveur d'une oligarchie parlementaire. — Cavaignac avait enfin la majorité de l'Assemblée. Sa renommée, ses mérites, son intelligence n'y inquiétaient personne : il ne dépassait pas le niveau bien-aimé, sinon par son sentiment du devoir ou de l'honneur, et cela procurait encore aux politiciens une satisfaction de plus, colorée d'ironie. « Les chefs des anciens partis se croyaient tous ses égaux ; quelques-uns se savaient ses supérieurs. Il ne s'imposait ni par ses services, ni par le génie, ni par la gloire. Les républicains espéraient qu'il aurait recours à eux pour résister aux royalistes, ceux-ci comptaient qu'il leur demanderait la force nécessaire pour se préserver des démagogues. Tous se promettaient de le conseiller et de régner sous son nom. C'était un pouvoir à hauteur d'appui, et un arbre dont on pouvait atteindre les fruits sans ployer les branches. Sans être un président soliveau, il ne pouvait manquer d'être un président novice. On mettait donc le pouvoir sans défiance entre ses mains : il était à la fois assez honnête pour le rendre, et trop faible pour le garder. Pour les républicains comme pour les anciens partis, la présidence du général Cavaignac était un expédient né des circonstances et qui donnait un répit de quatre ans à la réflexion. Les premiers ne redoutaient pas en lui un dictateur qui exclût leurs principes, ni les seconds un prétendant qui exclût leurs dynasties. Il gardait la place pour les ambitieux (1). » En France, on finit toujours par supporter un pouvoir de ce genre, un homme ainsi fabriqué. Le haut commerce et la banque, les nobles et les bourgeois, les rentiers voyaient en lui leur sauvegarde ; tous les gens à la situation faite comme toutes les natures éprises d'immobilité

1. Cassagnac, *Histoire de la chute du roi Louis-Philippe*, etc., déjà cité, t. II, p. 9.

l'évaluaient de même ; dans leur idée, ils risquaient une concession aux idées nouvelles ; y répugnaient-ils sur la fin qu'ils se demandaient si renverser Cavaignac n'entraînerait pas encore une révolution, si voter pour un autre que lui ne transformerait pas l'ordre social, et cette perspective seule suffisait à les ramener.

Le général comprenait vaguement tout cela et ne parvenait pas à conserver son calme. Par son humeur, il acheva de s'aliéner Thiers qui avait commencé par se déclarer pour lui. Dans un des bureaux de la Chambre où ils s'étaient rencontrés par hasard, l'historien avait félicité l'officier, distribué l'éloge à la politique gouvernementale et exprimé son désir de la voir triompher. Cavaignac, involontairement sans doute, n'avait pas caché le peu d'estime qu'il accordait à l'ancien ministre et sa morgue froide, presque impolie, avait éloigné Thiers à jamais. La rue de Poitiers s'était écartée peu à peu, et bien que Cavaignac ait également été, au début, son candidat naturel (1). La presse, malmenée, avait changé de maître. Le général fit ainsi le jeu de ses adversaires en supprimant plusieurs journaux ; par l'emprisonnement de Girardin, — comme nous l'avons constaté, — il se valut un ennemi impitoyable, féroce et qui le combattit de main de maître (2). Cavaignac, à moins qu'il n'affectât d'ignorer ses fautes, n'en prenait pas d'inquiétude et allait perdre aussi l'appui du *Constitutionnel*. N'admettant aucune critique et ayant été un peu malmené par la feuille de Véron, il convoqua l'inventeur de la pâte Regnault. « Serez-vous

1. Falloux, *Mémoires d'un royaliste*.
2. La série d'articles parus dans *la Presse* est, dans son genre, un des chefs-d'œuvre du journalisme. — Cavaignac faisait répondre dans *la Revue Comique*. Voir également : *Journal d'un journaliste au secret*, Cal.-Lévy.

pour moi ou contre moi ? », demanda-t-il avec une franchise intempestive qui dénotait toute son incompréhension. Le journaliste répondit : « La question est nette. J'ai un regret, c'est que ma réponse le sera moins. Sans être absolument pour vous, *le Constitutionnel* peut n'être pas contre vous. Il y a des nuances qu'il faut conserver. » Le général n'avait qu'à changer la conversation ; il la maintint et insista, non sans colère. A un moment où tout dépendait du suffrage universel et où il faisait corps avec l'idée républicaine, il s'écria : « Voilà bien le langage de votre parti : toujours les majorités, rien que les majorités ! Vous êtes un parti indécrottable, vous n'avez rien appris et rien oublié. Selon vous, il faut toujours gouverner par et pour les majorités ; mais les minorités n'ont-elles pas leurs droits ? Les minorités ne vous ont-elles pas appris, au 24 février, ce qu'elles savaient faire ? Elles pourraient bien vous l'apprendre encore ! Le malheur de ce pays c'est que les opinions que vous représentez aient une si grande influence. Car je ne nie pas votre influence avec vos cinquante mille abonnés... (1). » Ces paroles fournissent la preuve que le général ne se rendait pas compte de la minorité dont il aidait le maintien. Il avait appuyé sur ses penchants autoritaires en s'efforçant d'imposer le service militaire obligatoire sans possibilité de remplacement, ce qu'on n'avait pas eu sous l'Empire et ce que la France de 1848 n'aurait jamais accepté, car c'est le régime dit de la liberté, subissant aussi la pression des circonstances, — mais de circonstances auxquelles il n'avait pas été étranger, — qui a décrété le service obligatoire et, au nom de la paix, transformé la France en une

1. Véron, *Mémoires d'un bourgeois de Paris*, déjà cité. — *Le Mois*, t. 1, p. 380.

immense caserne. Par suite de la même conception, Cavaignac voulait faire approuver par le pays les idées du *National* et le composer selon ; elles ne justifiaient cependant d'aucune manière ce despotisme dont elles avaient besoin ; elles variaient même au gré de la nécessité politique. Au nom de cette nécessité justement, le dictateur se préparait à entraîner la France dans la voie la plus contraire à ses intérêts, surtout en un moment pareil, et à laquelle la monarchie de Louis-Philippe n'aurait pas consenti ; cette évolution dérivait de ce que, pour se maintenir, le pouvoir, comme Thiers, comme bientôt le prince même, avait dû reconnaître la nécessité de se valoir les suffrages catholiques. Le fils du conventionnel procurait, arrivé là, toute sa mesure, qu'il n'avait cessé de donner, d'ailleurs, depuis quelques mois, et même dès la naissance de la révolution. Nous sommes toujours fidèles à nous-mêmes, malgré nous, à travers le chapelet de nos métamorphoses, et les hommes qui savent se servir de leur nature, au lieu d'être employés par elle, demeurent une rare exception ; notre nature se joue presque toujours de nous, même quand nous la dépassons. — Cavaignac résidait alors à Oran et avait envoyé son adhésion immédiate au nouveau gouvernement. Le directoire de février, charmé de cette aubaine, l'avait remercié en lui décernant le grade de général de division, puis l'avait nommé gouverneur de l'Algérie. Avant de gagner son poste à Alger, il avait dû essuyer les félicitations des démocrates venus en nombre, le drapeau rouge en tête, serrer la main de leur confrère au Château-Neuf. Près du drapeau qu'il abattrait en juin, devant ces mines patibulaires, à ce premier contact si véritablement démocratique, le futur dictateur éprouva un double sentiment de honte et d'effroi ; il rentra

dans son appartement les yeux pleins de larmes et dit à son chef d'état-major : « Ce n'était pas ainsi que je comprenais la république ! (1) » Ce dégoût ne l'empêchait pas de chercher à conquérir ceux qui le lui avaient versé ; dans ce but, il ordonnait de détruire la statue du duc d'Orléans et, sans la population qui s'y opposa, l'ordre aurait été exécuté (2). — En réalité, il n'existait qu'un candidat à la présidence, Louis-Napoléon. Tous les partis, sauf celui du *National*, l'administration et les intransigeants, allaient le reconnaître et venir au prince, dans leur majorité, quelquefois malgré eux.

Ces partis, comme les hommes qu'ils poussaient et dont ils étaient l'expression la plus véritable, restaient obstinément politiques (3). Cela aide à comprendre, en plus des raisons étudiées dans ce qui précède, leur plus ou moins de déconsidération : ils devaient nécessairement se perdre, ou se mêler au grand courant qui emportait tout. Nombreux, moins, en apparence, qu'aujourd'hui où nous sommes arrivés au chef-

1. Général Du Barail, *Mes Souvenirs*. 3 vol. Paris, Plon, 1897, t. I, p. 330.

2. Du Barail, *Mes Souvenirs*, id.

3. « Qu'une majorité démocratique et sociale se dessine dans le sein de notre Assemblée (écrit le 15 juin 1848) et nous sommes sauvés avec le temps ; mais que ce soit une majorité définitivement réactionnaire et marchant à son but, la dissolution de l'ordre social commence, l'insolente chimère d'une république oligarchique s'évanouit dans une crise extrême et le hasard s'empare pour longtemps des destinées de la France. — Voilà ce qu'il n'est point permis de dire en France à l'heure qu'il est sans s'attirer la haine des partis. La réaction appelle cette prévoyance un appel à la guerre civile. Le parti modéré sourit d'un air capable et méprise souverainement toute autre solution que celle qu'il prétend avoir et qu'il n'a point. Chaque coterie philosophico-politique a son homme, son fétiche, qui pourrait sauver la République à lui tout seul et dont il n'est point permis de douter. Chaque ambitieux satisfait devient optimiste à l'instant même ; l'ambitieux mécontent déclare que la République est perdue, faute de son concours. » Lettre à Mazzini, George Sand, *Correspondance*, t. III, p. 73.

d'œuvre de l'émiettement, ils comportaient quelques nuances qui se sont confondues, le recul aidant, dans les plus fortes couleurs ; elles nous préoccupent surtout ; les demi-frontières seraient inutiles à délimiter ici ou entraîneraient trop de développements. Nous examinerons donc la Montagne, flanquée du parti socialiste, — les orléanistes et les légitimistes, auxquels s'adjoignent, par la rue de Poitiers, les conservateurs républicains ou autres, — le parti républicain gouvernemental, — les bonapartistes.

L'examen des candidatures de Raspail et de Ledru-Rollin a déjà permis de distinguer les fissures profondes qui minaient la Montagne. Une de ses erreurs — on la touche au point où nous en sommes — avait été de ne pas s'attacher le prince, accouru spontanément vers elle, faute, d'ailleurs, naturelle, étant donnés les bruits qui enveloppaient le prétendant et la méfiance fatale à son endroit ; cependant, l'exclamation de Ledru-Rollin, après le second discours de Louis Bonaparte, indique un regret, un dépit qui suggèrent la pensée d'une alliance. Le rôle de la gauche radicale était très difficile entre Napoléon et Cavaignac, au milieu des monarchistes, des conservateurs, des républicains tièdes, et il fut rempli avec maladresse. Depuis février, la Montagne, incapable de se mettre d'accord, ne cessa de manquer l'occasion d'agir et quelquefois, par point de vue parlementaire mal entendu, l'empêcha. Longtemps, elle avait agité la question napoléonienne. Lors d'une discussion ouverte à ce sujet dans les bureaux du *Peuple* (1), Proudhon avait fait observer que le fils d'Hortense permettait au moins un peu d'inconnu, tandis que,

1. Darimon, *A travers une Révolution*, déjà cité.



par suite même de son point d'appui, Cavaignac s'engageait avec tout ce que la France comportait de retardataire ; une fois nommé, Louis-Napoléon serait amené ainsi à suivre une politique contraire à celle de son antagoniste. — Tous savaient que, pour eux, l'essentiel était d'adopter un homme qui servît les intérêts de la révolution ; ils se séparaient quant au candidat. D'Alton Shée conseillait la plus grande prudence vis-à-vis de l'ancien prisonnier de Ham : « Avant d'aller frapper à sa porte, il est indispensable de connaître ce qu'il veut et dans quel camp il prétend chercher des alliés. Jusqu'ici, on ne voit pas bien clair dans son jeu. Il flatte les républicains et il caresse les monarchistes. Il y a de tout à l'hôtel du Rhin (1). » Delécluze s'indignait qu'on pût préférer un Bonaparte et soutenait Ledru-Rollin qu'il avait déjà servi comme commissaire ; un autre proposait de se ranger quand même de son côté, sauf à l'éliminer ensuite, puis un quatrième indiquait la difficulté de cette dernière besogne. On aboutissait ainsi à préconiser la retraite ou l'abstention. Darimon insinuait que le prince avait su devenir le candidat de la haute bourgeoisie et qu'il valait mieux voter pour Cavaignac. Alors il fut convenu que Proudhon irait demander ses garanties au chef du pouvoir exécutif. Mais, bientôt après, la Montagne lançait contre Proudhon l'excommunication majeure et retournait en partie aux idées de Delécluze. L'attaque, mortelle pour la gauche, s'accentuait tant qu'à la suite d'articles venimeux, Proudhon serait forcé de se battre avec Pial, sept jours avant les élections : au moment de l'élection, *le Peuple* et *la Révolution démocratique et sociale* persévéraient dans leur polémique injurieuse. Au 1er décembre, la Mon-

1. Darimon, *A travers une Révolution*, déjà cité.

tagne n'était plus capable d'agir. Elle laissait enfin se faufiler deux nouveaux candidats entre Raspail et Ledru-Rollin, comme si la division semblait insuffisante, M. Nadaud, maçon, et le « chef de l'association des menuisiers en fauteuils », M. Antoine (1).

Les orléanistes et les légitimistes, qui comportaient différents groupes, faisaient, en réalité, un seul parti ; ils avaient constaté que leurs candidats respectifs manquaient de chances dans une proportion à peu près égale et cette improbabilité commune leur avait facilité l'alliance ; réunis, ils avaient alors formé rue de Poitiers le parti dit de l'ordre. Ici encore, il fallait un homme et l'homme était indifférent pourvu qu'il servît les idées du comité, monarchiques en général, doucement ou fortement religieuses suivant ceux qui composaient cette association à la fois bien intentionnée et peu compréhensive. Il ne s'y définissait pas précisément d'opinion prépondérante. « Là s'associaient les bonnes volontés qui voulaient s'occuper exclusivement des difficultés du moment pour les trancher loyalement dans le sens du pouvoir qui était la personnification de l'ordre. La réunion de la rue de Poitiers admettait côte à côte, sans difficulté, sans récriminations, des légitimistes, des orléanistes, des républicains (2). » Elle couvrit la France de petites brochures adroitement rédigées quoique sans talent, et qui portèrent par leur nombre ; « elles produisirent sur les imaginations un effet général et continu de terreur, dont les conséquences furent incalculables (3) ». Elles assu-

1. Castille, t. III, p. 299.
2. Falloux, *Mémoires d'un royaliste*, t. I.
3. D. Stern, t. II, p. 499. — Thiers avait fait faire pour l'impression de ces brochures une souscription qui dépassa 200.000 francs. Voir le Mémoire de l'abbé Bernard au ministre de la Police générale, Avignon, 23 octobre 1852.

raient que la société périrait immanquablement si le vieil ordre de choses ne se consolidait pas tel quel et n'était pas défendu ; elles glorifiaient ainsi, en quelque sorte, la propagande de la peur, et les partis qui fusionnaient autour de ce programme un peu restreint dans la salle des séances de l'Académie de Médecine, distribuaient à la nation une drogue plus endormante que régénératrice. Ces divers partis, par le fait des renoncements auxquels ils étaient tenus de souscrire les uns vis-à-vis des autres pour arriver à une entente, dévoilaient bien le néant de leurs causes diverses et que, d'un semblable amalgame, rien ne pourrait sortir qu'une politique de recul, de faiblesse, de négation. En croyant exécuter une œuvre méritoire, ils ensevelissaient ce qui restait de la révolution sous une avalanche de papier imprimé, écrasaient à coup de phrases lourdes les dernières velléités un peu grandes et fortes qui s'obstinaient encore. Le motif avait été bon ; la sottise l'avait rendu nuisible ; l'ordre créé ici était l'immobilité par l'engourdissement. Nous avons vu que le premier défenseur adopté avait été Cavaignac, et pourquoi il avait été quitté ; on estimait, de plus, qu'il paraissait vouloir rester trop indépendant vis-à-vis de ceux qui lui apportaient l'appui considérable des voix conservatrices. Puis, ce furent Changarnier et Thiers. Enfin, le comité céda au mouvement le plus fort (1). Cela aussi était dans l'ordre (2) ; les divers régiments de

1. *Mémoires d'un royaliste*, p. 344-357.

2. « On ne peut s'empêcher de penser que la situation du parti modéré et anti-républicain est dans ce moment des plus difficiles. Beaucoup des hommes qui s'y rattachent m'ont, dans ces derniers jours, entretenu de leur embarras, et il est presque impossible d'adopter un parti qui présente autre chose que le choix des périls. Il faut partir d'abord de ce point, désormais hors de doute, à moins d'un retour extraordinaire et imprévu des événements, que Louis-Napoléon sera élu à une majorité considérable. L'espèce

la rue de Poitiers ne parvenaient pas à avancer par eux-mêmes. Les conservateurs perdaient toute signification puisqu'ils étaient les premiers à rejeter le gouvernement ; le scepticisme des orléanistes comme des légitimistes s'aggravait de ce que d'Aumale, Joinville et Henri V ne se présentaient même plus. En se ralliant, ils tournaient la difficulté et, au lieu de mourir, prolongeaient leur espoir. L'un d'eux, Montalembert, condensait leur excuse l'année suivante par ce mot si juste, que notre sensibilité se refuse cependant à ne pas estimer cruel, résumé de la théorie historique préconisée par la Restauration : « Il n'y a de légitime que ce qui est possible (1). » — Les républicains de droite, qui ne savaient où se réfugier, pensèrent de même.

Quant au parti républicain gouvernemental, nous avons parcouru les étapes de sa décadence (2). Il lui en était réservé quatre encore pour achever sa chute, dont deux particulièrement importantes et qui se passeraient maintenant, les deux autres gardées pour la fin. Il se perdait aujourd'hui sur un double terrain, l'un intérieur, l'autre extérieur, démasquant encore dans le premier l'impossibilité contre laquelle il s'insurge afin de gouverner, prouvant sur le second jusqu'à quel point le drapeau révolutionnaire n'avait jamais été le sien et que le drapeau national ne l'était pas davantage. L'Assemblée développait toujours, en

de persécution qu'il a subie, de la part de tous les gouvernements qui se sont succédé dans la république depuis le mois de février, a propagé dans ce pays cette idée que son triomphe est indissolublement lié au renversement de cet état de choses dont la nation est maintenant si fatiguée, et cette circonstance, plus encore que le prestige de son nom, lui a fait trouver un appui dans beaucoup de gens qui ne sauraient éprouver pour lui aucune sympathie personnelle. » Normanby, t. II, p. 372, 373, daté : 29 octobre.

1. *Mémoires de Mme de La Ferronnays*, déjà cités, p. 75.

2. Marx dit : « L'Assemblée tombait en pourriture. »

cette occasion, le même spectacle pitoyable. — Nous sommes ainsi ramenés dans l'enceinte parlementaire où, loin du pays et de ses désirs réels, les dernières joutes se succèdent, acharnées, navrantes, presque mélancoliques (1), avant le plébiscite régulateur.

∴

Cette Assemblée avait exercé une influence néfaste sur la révolution, au point de vue français, comme au point de vue européen. Elle allait en obtenir une plus néfaste encore, car, en même temps qu'elle atteignait l'Europe dans une partie de son avenir, elle engageait la France d'une façon aussi désastreuse que maladroite ; elle brisait de la sorte la ligne politique du pays, suivie sous l'Empire et sous Louis-Philippe, sous la Restauration même, malgré beaucoup d'apparences et quelques réalités, malgré le cléricalisme intérieur de Charles X, morne chrysalide d'un assez vilain papillon. — L'Assemblée empoisonnait tout. En face du réveil nationaliste dont elle avait proclamé la cause par la bouche de Lamartine, en février, mise en demeure de servir ce grand élan ou, si elle jugeait l'abstention plus pru-

1. Tous les hommes du gouvernement provisoire étaient las de lutter pour l'impossible et souvent contre eux-mêmes. Là était, dès le début, un des secrets de leur faiblesse. C'est Lamartine en réalité, soutenu par Ledru-Rollin, comme nous l'avons vu, qui avait fait la République, et avec une certaine hésitation. Les autres n'y croyaient guère, la redoutaient et ne la voulaient même sans doute pas, parce qu'ils la jugeaient impossible encore. — Lamartine passa outre, avec Ledru-Rollin, mais il lui fallut « convertir M. Marrast, M. Bastide et, dit-on, M. Bocage à la république. *Le National* voulait la régence. M. Proudhon lui-même, il nous l'a raconté, est arrivé de Lyon tremblant de tous ses membres... Oui, tous ces hommes qui avaient, si peu que ce fût, le sens politique, la pratique ou l'intelligence des affaires, tous ces hommes se seraient arrêtés au seuil de la révolution de février. » Cuvillier-Fleury, *Portraits politiques*, etc., déjà cité, t. I.

dente, de l'abandonner à lui-même sans s'y mêler, selon l'exemple de Guizot, elle prend parti contre. Tandis que Venise se soulève, les trois mille soldats envoyés d'abord sont immobilisés avant qu'ils ne soient embarqués à Marseille. Toute l'Italie, cependant, répondait à l'héroïsme de Manin. La réserve de Cavaignac, bien que niant un des plus grands principes révolutionnaires, était défendable et prétextait, par sa garantie de neutralité, plus d'une bonne raison, à condition toujours, de s'en tenir là ; au lieu de cette sagesse étroite, au milieu du mouvement extraordinaire qui travaillait le vieux monde et par lequel la France pouvait se valoir des alliés précieux, Cavaignac n'hésitait guère à nous susciter des ennemis en soutenant la thèse la plus fausse du siècle, si mauvaise qu'elle devait diminuer la puissance même qui la revendiquait et, plus tard, accroître beaucoup les causes de nos désastres en 1870, la nécessité du pouvoir temporel pour le maître romain (1). Tout ne saurait être reproché au gouvernement, coupable beaucoup, sans doute, de s'être trompé sur le pontife. Pie IX avait présenté un début magnifique et il semblait à la plupart que le protecteur des insurgés,

1. Il n'y a rien de nouveau sous le soleil et cette constatation n'est pas neuve non plus. Cette cause, sous d'autres formes, sous un autre nom, n'avait guère cessé d'agiter le monde chrétien dont elle a entretenu les divisions avec une souplesse toute judaïque. Pour ne pas remonter plus haut, citons l'histoire de Naples de Giannone et pour le lecteur français : *Anecdotes ecclésiastiques*, contenant la police et la discipline de l'Église chrétienne, etc. — Amsterdam, Catuffe, 1738. — Cette idée de la suprématie papale domina toute la congrégation romaine, puis Pie IX. Ne pouvant conserver le temporel, Pie IX se consola en proclamant le dogme de l'infaillibilité, comme pour répondre à la monarchie de Savoie, en 1870, l'année même de nos désastres. Ce pontificat commencé sous la plus éclatante étoile fut une longue faute, une suite de douloureux reculs. Et qui sait si son dogme de 1870 n'a pas été sa faute suprême ! Un sage cardinal avait dit jadis de la puissance papale qu'à vouloir tout envahir, elle perdrait tout.

à Forli (1), dût lancer le vaisseau de l'Église apostolique sur une mer nouvelle, vers la résurrection ; une personnalité aussi hardie allait, dans la pensée des masses, agrandir et régénérer le catholicisme encore puissant, — et dont on regrettera longtemps l'absence, s'il vient à disparaître, — ce qui est douteux (2). Ce calcul n'avait rien d'exagéré. Livré à lui-même, sans tout ce qui le conseilla en sous main puis, dans le Vatican, l'accapara, sans son parlement de cardinaux, le pape eût fait effectuer vraisemblablement à la chrétienté son maximum et lui eût conquis d'avance plusieurs siècles en lui rendant ce qui lui manquait depuis que la grande voix de Vico n'avait pas été comprise ; mais on ne permit pas à l'aimable Mgr Mastaï de réaliser sous la tiare ce qu'il avait esquissé sous la mitre épiscopale dans son hospitalière demeure de Sinigaglia, et la colombe des temps nouveaux mourut au nid (3). La curie romaine, d'un côté, par son intransigeance, par son incompréhension presque colossale et ses appétits, les révolutionnaires italiens, de l'autre, par leurs menaces, leurs violences, et finalement leur exécution, gâchèrent le tableau.

Avec cet art persévérant où nul ne les distance encore, certains conseillers ne permirent pas à leur

1. Voir: *Strasbourg et Boulogne*, ch. I.

2. A l'heure actuelle, la lutte anticléricale a été si habilement menée ces derniers temps par les anticléricaux qu'il ne reste que deux forces en présence: le socialisme et le cléricalisme.

3. Pour se rendre compte de ce qu'avait figuré dans l'esprit de quelques-uns l'avènement de Pie IX, voir, en dehors des journaux de gauche et de droite, le discours prononcé à la Chambre des pairs par Victor Hugo. — *Avant l'exil. Actes et Paroles*, t. I, p. 119, Hetzel. Et le poète, alors partisan de l'unité italienne, avait dit: « Oui, messieurs, je suis de ceux qui tressaillent en songeant que Rome, cette vieille et féconde Rome, cette métropole de l'unité, après avoir enfanté l'unité de la foi, l'unité du dogme, l'unité de la chrétienté, entre en travail encore une fois, et va enfanter peut-être, aux acclamations du monde, l'unité de l'Italie. » Voir plus loin, au chapitre suivant, le langage de Mazzini.



chef de s'écouter ; ils le lièrent et le crucifièrent peut-être, au moins d'abord, car Pie IX n'a pas livré son secret, au dogme du temporel afin de lui enlever la liberté de ses mouvements ; il dut donc lutter pour cette erreur dont Louis-Napoléon avait espéré débarrasser la papauté en même temps que la péninsule pendant l'insurrection des Romagnes, comme s'il eût pressenti, dès ce premier acte politique de sa jeunesse, que là s'érigeait un des rochers auxquels son aigle serait attachée un jour et qui se retournerait contre en la fracassant. Les révolutionnaires, soulevés depuis trop longtemps, exaspérés, humiliés et traqués, mal conduits, poussés par la passion et la rancune, voulurent agir à tout prix, ne fut-ce que pour échapper une heure à leur désespoir ; persuadés ainsi que l'instant était favorable, craignant des représailles si Rossi réussissait, comme il était probable, à tout concilier, ils décidèrent son assassinat. Entre les deux, le successeur de Pierre, par son indécision comme par son attitude anti-italienne, avait été un peu l'artisan du destin tragique préparé à son ministre. Guidé par les manteaux violets, il avait rompu l'alliance piémontaise, faute énorme, et s'était publiquement retiré de la ligue nationale ; pour convenir également à son entourage, il avait remplacé Mamiani, admis par le peuple et dont la simple présence eût suffi à empêcher la révolte comme le crime, par Rossi, universellement détesté. Cette haine se montrait injuste, mais les erreurs pontificales étaient impardonnables. Tout, d'ailleurs, dans ces affaires romaines s'embrouillait tellement qu'il devient plus difficile de comprendre, au fur et à mesure de l'examen, celui qui assumait d'y mêler la France et moins encore qu'il ait pu le faire quand la principale raison de ses actes était un intérêt électoral, même si cet intérêt, dans l'esprit



de son défenseur, dépendait plus d'un principe que d'une exigence personnelle. Il valait mieux, dès maintenant, soutenir Charles-Albert qui, tout en protestant contre notre offre, l'aurait acceptée peut-être, à la rigueur. Coïncidence instructive, Cavaignac dessinait la mauvaise tactique où inclinerait en 1849, et toujours par suite d'un intérêt électoral, le prince-président, puis, dans l'avenir, pour diverses raisons, dont cet intérêt électoral encore et l'acharnement de l'opposition unie au clergé, Napoléon III. La prise de Rome préparait Mentana où les chassepots frappaient l'avant-garde révolutionnaire italienne en s'imaginant effrayer Berlin ; nous mêlions notre cause parmi les trames à longs réseaux soyeux de la papauté au lieu de la souder à celle de la Maison de Savoie, rude joueuse qui avait su tout employer, principalement ses adversaires, pour le succès de ses plans.

En supposant que Cavaignac, au début, ne se fût pas rendu compte, tout ce que laissait filtrer le meurtre de Rossi lui indiquait l'intrigue assez laide où il devenait dangereux d'égarer la France ; sûr de retrouver la papauté ensuite, à la moindre avance, il devait attendre à n'importe quel prix. Le parti populaire et celui des cardinaux se renvoyaient l'accusation de l'assassinat et en restaient également capables ; il n'était pas jusqu'à la ville qui n'en parût complice. Personne ne prit la peine de chercher le meurtrier ; la Chambre n'avait pas interrompu sa séance une seule minute en apprenant la mort ; le peuple avait glorifié l'événement par des promenades aux flambeaux sous l'œil complaisant d'une police qui, d'entente avec la garde nationale et les soldats réguliers réunis dans une même fraternité criminelle et patriotique, ne se résolut à aucune mesure (1). Les

1. Stern, Castille, Robin, Gallois, etc. — *Le Mois*, t. II, p. 3 à 6.



partis ne voulaient pas pactiser ; au contraire, afin de mieux reprendre leurs duels, ils n'étaient tombés d'accord que pour sacrifier un honnête homme (1). — La république française fit prévenir Sa Sainteté qu'elle lui proposait de se réfugier à Paris, et envoya au-devant. Pie IX préféra la monarchie très catholique des Deux-Siciles et gagna Naples, puis Gaëte. Le gouvernement dut rappeler les quatre frégates et les trois mille cinq cents hommes qu'il avait déplacés. L'affront était d'autant plus dur pour lui que le pontife excusait son refus en disant qu'étant donnés le peu de stabilité de Cavaignac au pouvoir et l'avènement prochain de Louis-Napoléon, il considérait comme impossible de s'abriter dans un pays où régnerait une famille maudite, qu'il regardait comme son ennemie, et avec laquelle il ne consentirait jamais à se commettre. Il est difficile de traverser ces événements sans remarquer combien la politique de Rome, par son arrêt autant que par son égoïsme, a compliqué l'entente internationale du XIX[e] siècle et entravé souvent les affaires françaises. — L'infériorité du cabinet républicain acheva de se préciser par cet échec. Cavaignac fut atteint profondément ; « il devint un objet de récréation pour la diplomatie européenne (2) ». Cet échec ne fut pourtant pas suffisant à ceux qu'il avait déconsidérés, car l'attaque contre le chef du

— Delord, Pierre, La Gorce ; — Farini, *L'État romain depuis 1815*, etc. Dentu, 1862 ; — Vimercati, *Histoire de l'Italie*, 3 vol. déjà cité ; — Fr. Nolte, *L'Europe militaire et diplomatique au XIX[e] siècle*, t. I. Plon, 1884 ; — Bolton King, *Histoire de l'unité italienne*, t. I. Alcan 1901 ; — Vicomte de Reiset, *Souvenirs*, etc. Plon, 3 vol., 1903 ; —. Giacometti, *La question italienne*. Plon ; — Eugène Rendu, *Correspondance politique de Massimo d'Azeglio*. Didier, 1867 ; du même : *L'Italie et le public français*, 1846 ; *Questions italiennes*, 1846, 1848 ; — Mignet, *Notices historiques*, etc.

1. Voir : Henry d'Ideville, *Le comte Pellegrino Rossi, sa vie, son œuvre, sa mort*. Paris, Chaix, 1887, 1 vol.

2. Castille, t. III, p. 298.

pouvoir exécutif partit des fondateurs de la seconde République. Acharnés à faire passer leurs rancunes et leurs intérêts personnels avant le principe au nom duquel ils avaient bouleversé la patrie, serviteurs toujours inconscients de leurs adversaires dont ils favorisaient le jeu, ils accusèrent Cavaignac en plein parlement, comme pour le perdre aussi, définitivement, dans l'esprit public. On croit mal à cette basse manœuvre de la dernière heure. Devant l'éventualité incertaine de l'élection et l'impossibilité de Ledru-Rollin à s'en rendre maître, soit par un coup de force, soit par la propagande, la candidature de Raspail, drapeau du socialisme, étant maintenue, il semble que les partisans de Cavaignac et de Ledru-Rollin auraient dû s'entendre. — Ils en venaient aux mains sous les yeux du pays.

Le ministre Dufaure avait envoyé aux préfets une circulaire destinée à leur faire comprendre que la candidature officielle était tenue de triompher ; il suggérait bien qu'il fallait respecter la liberté du suffrage universel, mais les lignes suivantes, en dehors des instructions particulières, commandaient, nettes. « La nation, devait, dans son choix, se confier à un passé sans reproche, à un patriotisme incontesté, à une résolution mâle, énergique, déjà éprouvée au service de la république, plutôt qu'à de vaines et trompeuses promesses (1). » — Dans une autre lettre, Dufaure insistait sur les mérites de Cavaignac comme sur les raisons de le préférer à son concurrent, et cette lettre était publiée, affichée dans toute la France.

Jules Favre protesta. On peut se demander ici encore s'il n'avait pas évolué davantage vers le bonapartisme, et on a dit qu'il en avait été le porte-parole (2). Peut-être ; pourtant cela reste improbable ;

1. Victor Pierre, Stern, etc.

2. Odilon Barrot, *Mémoires*, t. III, p. 3. — Voir précédemment.

Favre fréquentait place Vendôme (1), mais il était aussi collaborateur des circulaires électorales de Ledru-Rollin (2). Il agit comme précédemment, en haine de Cavaignac, du *National* et de l'Assemblée, ainsi que par humeur naturelle ; il devenait, comme au 13 juin, sans le vouloir, sans doute, ou sans penser l'être autant, l'avocat indirect de Louis-Napoléon. Le député Joly (3) l'avait précédé dans cette voie, au nom de la Montagne, mais à Favre était réservée la révélation de nombreux détails, insignifiants d'apparence et du plus grand effet sur le public. La France apprenait qu'un préfet convoquait tous les maires de son département pour les exhorter quant à l'importance de l'élection présidentielle ; il les chapitrait sur la conduite qu'ils avaient à tenir vis-à-vis du peuple des campagnes, naturellement bête, et qui nécessitait d'être guidé. Un membre du conseil général du Pas-de-Calais avait averti les maires de son canton : « Prenez garde. Paris renferme trois cent mille républicains qui ne souffriront pas que le pouvoir échappe de leurs mains. » Un sous-préfet, plus catégorique, déclarait, quant à lui, qu'il fallait empêcher à tout prix l'élection de Louis Bonaparte. Les exclamations qui interrompaient le chroniqueur électoral découvraient bien le véritable esprit du pouvoir, tout ce qu'il y a de tronqué dans le suffrage universel : « C'est bien ! C'est très bien ! criait le centre. Il n'y a pas autre chose à faire » ; et apostrophant l'avocat. « Mais, dites-donc, à votre tour ! et vos circulaires, à vous ! » Et Favre ripostait : « Pardon ! moi je le fais dans un bon but,

1. Victor Pierre, t. I, p. 513.
2. *Idem*, p. 523.
3. Il est probable que Joly devait pencher en secret pour Louis-Napoléon.

pour la vraie république !... » La vraie république, chacun l'édifiait à son idée, selon ses intérêts ; ces dénonciations successives l'établissaient indiscutablement. — L'accusateur interrogeait sur les biographies de Cavaignac envoyées gratuitement par la poste à tous les maires, distribuées dans les casernes et où cette phrase l'avait laissé songeur : « Quel homme oserait se porter le rival de Cavaignac ? Qui apporterait dans la balance les mêmes titres que lui ? » L'Assemblée se lève alors : « C'est juste ! C'est très juste ! » Il racontait que les officiers lisaient ces brochures aux hommes à la place de la théorie et il demandait qui payait les frais d'envoi ; ces publications se succédaient, nombreuses, toutes dans le même ordre d'idées, depuis *Les Prétendants devant le Peuple* jusqu'au *Discours du citoyen Antony Thouret contre Louis Bonaparte*. Au contraire, on interdisait un opuscule favorable au prince : *Lettre à Emile Barrault : toute la vérité sur Louis-Napoléon*. L'orateur questionne sur les *Documents pour l'histoire contemporaine* et sur *Les Guêpes*, d'Alphonse Kaar, répandus les uns et les autres à profusion. Et l'Assemblée de s'écrier toujours : « Mais les choses ne peuvent pas se passer autrement ! » Tenace, Favre persévère : « Voici un document que je recommande à M. le Directeur général des postes qui m'interrompait tout à l'heure. Je lis dans *l'Union franc-comtoise* du vendredi 17 novembre : « Nous avons reçu hier par la poste, sans l'avoir demandée à personne, *la biographie du général Cavaignac et des documents pour servir à l'histoire de la famille de l'Empereur*. Par qui a été fait cet envoi ? » Quelques députés le revendiquent pour leur propre compte ; néanmoins, devant le pays, le coup reste porté et Favre, après avoir amusé en citant un dithyrambe où Cavaignac est

comparé à Socrate et à Jésus-Christ, donne ces preuves : « Voici une attestation écrite qui certifie des faits qui ont, au dehors, une notoriété qui commence à pénétrer ici : « Je soussigné, déclare que j'ai reçu des « bureaux mêmes du général Cavaignac, dans l'hôtel « de la rue de Varennes : 1° des biographies du général « Cavaignac ; 2° des brochures intitulées : *Documents « pour servir à l'histoire concernant la famille de « l'Empereur* ; 3° le dernier numéro des *Guêpes*, enfin « un prospectus des *Guêpes* contenant une biographie « du général Cavaignac... *signé* Leblanc-Morel, rue de Clichy. » Et le signataire est à la disposition de tous ceux qui voudront l'interroger. » Jules Favre appuyait d'une façon pénible en déployant du haut de la tribune une grande affiche où caracolait un cavalier en uniforme de général. « Je ne dis pas quel est ce cavalier, l'Assemblée le sait. » On voyait au-dessous, en longs caractères : « Le général Cavaignac, chef du pouvoir exécutif, sauveur de la république. » « Sur les côtés, et en guise de vignettes, décrit l'avocat, se superposent des sujets représentant quelques faits militaires de la vie du général Cavaignac et, au bas, on lit, en très gros caractères, une invitation à tous les Français de nommer le général président de la République. « C'est le seul homme, est-il dit, qui « convienne à cette haute position. Avec lui, le peuple « peut regarder comme certaine la suppression de l'im« pôt des boissons... Les populations riveraines des « forêts de l'État pourront envoyer paître leurs bes« tiaux dans les bois... » (*Interruption.*) Dufaure explique vainement que personne n'est responsable et qu'il a fait saisir l'affiche. « M. le ministre de l'Intérieur m'interrompt, observe Favre, pour m'apprendre qu'il a fait saisir ce placard ; il a fait son devoir ; mais, depuis plus de huit jours, le placard circule

librement, et il n'a pu circuler sans autorisation. Il a été distribué publiquement dans un cabaret, je puis dire où ; je puis dire dans quelle officine cette affiche a été fabriquée : elle m'a été remise par une personne qui la tenait de l'auteur, et l'auteur est un M. Vaillant, qui demeure à l'Élysée-National... »

Le ministère, qui ne savait plus comment se disculper, cherchait à tourner la question et, jugeant inique chez l'adversaire ce qu'il appréciait chez lui-même, répliquait : « Ignore-t-on qu'il y a dans les campagnes des agents bonapartistes ? » La raison de la bataille se posait enfin sans ambages dans cette intéressante séance : « Nous ne sommes ici, tonnait Favre, ni les uns ni les autres, les hommes de telle ou telle candidature. — Parlez plus franchement, jeta Dufaure ; nous sommes, au contraire, les uns et les autres, les hommes de telle ou telle candidature. » Et l'Assemblée, après avoir entendu le général Lamoricière jurer de la défendre contre n'importe quel coup de main, manifestait avec éclat sa préférence pour Cavaignac (1).

Cependant, le général possédait encore parmi les républicains d'autres ennemis que cette approbation irritait davantage, c'étaient, en plus de Ledru-Rollin, Duclerc, Pagnerre, Barthélemy Saint-Hilaire, Garnier-Pagès, et qui devaient avouer les raisons de leur haine, en pleine tribune, avec une sorte de niaiserie. Ils venaient de publier sur l'insurrection de Juin une circulaire au long de laquelle ils prenaient à parti le vainqueur. La Commission Exécutive prouvait ainsi qu'elle n'avait jamais pardonné à son remplaçant. Elle avait, alors, par la nécessité même de sa retraite,

1. Pour tout ce qui précède, comme pour ce qui suit : *le Moniteur Universel*, les journaux et les historiens déjà cités.



permis de mettre en doute ses capacités ; elle y obligeait aujourd'hui de nouveau en même temps qu'elle détaillait son égoïsme : elle n'hésitait pas à sacrifier tout, la cause républicaine comme la révolution, à celle de sa quintuple personnalité. Du long acte d'accusation qu'elle avait dressé, on peut extraire ce passage : « La Commission Exécutive, à la suite du vote de l'Assemblée qui rejetait la mesure d'ostracisme proposée contre Louis-Napoléon, était résolue à donner sa démission. Elle n'y renonça que sur les instances des ministres et spécialement du ministre de la Guerre, le général Cavaignac, lequel déclara que ce serait manquer à l'honneur que d'abandonner son poste au moment du danger. Le général était donc lié avec la Commission ; il en était solidaire avec elle et devait vivre et mourir avec elle, et, cependant, qu'est-il arrivé ? » L'attaque suivait, sans mesure, furieuse. L'attitude de Cavaignac en face de l'insurrection était qualifiée de traîtrise républicaine par ceux qui avaient crié le plus fort au danger, après l'avoir nié, et réclamé une répression immédiate. La thèse mise en avant soutenait que ce militaire, capable de tout sacrifier à son ambition, avait attendu dans le but de se rendre indispensable et pour mieux parvenir. — Cavaignac somma les auteurs de s'expliquer. Barthélemy Saint-Hilaire, renchérissant sur ses écrits, précisa les griefs. Cavaignac se défendit d'une manière si nette, si simple et si serrée qu'il ne put laisser de doute à qui que ce soit sur ses sentiments. Cette victoire, néanmoins, n'allégeait pas son destin ; trahi comme il l'était par ceux qui l'attaquaient et par ceux qui le soutenaient, trompé par cette idée républicaine à laquelle il s'était rivé et ne pouvait que de moins en moins croire, il imposait son innocence, sans désarmer ses adversaires. L'un d'eux excepté,

ils maintinrent leur réquisitoire, tout monstrueux qu'il fût (1). Si Barthélemy Saint-Hilaire, en effet, recula, en disant qu'il n'avait jamais accusé le général de trahir, mais qu'il s'était simplement occupé de laver la Commission des fautes dont elle avait été rendue injustement responsable et que le général, seul, avait commises, — et le mensonge était déjà de belle taille, — Garnier-Pagès demanda la parole. Le Parlement, pour son honneur, murmura. Garnier-Pagès s'en plaignit, toute sa figure jaune stoïquement indignée : « C'est comme dans l'ancienne Chambre de M. Guizot ! » Il énuméra ses griefs contre le général, se frappa la poitrine, rappela son amitié avec Godefroy et, livrant l'aveu sur un ton amer, quoiqu'un peu soulagé : « Ah ! vous que nous avions fait gouverneur de l'Algérie, ministre de la Guerre, vous ne défendez pas la Commission Exécutive quand elle est attaquée ; vous acceptez sa dépouille au premier mot ! » — L'approbation des députés ne signifiait plus rien après ces dernières luttes et demeurait vaine : « L'Assemblée nationale, persévérant dans le décret du 28 juin 1848, ainsi conçu : « Le général Cavaignac, « chef du pouvoir exécutif, a bien mérité de la patrie » passe à l'ordre du jour. » Le Parlement, Cavaignac et les républicains s'étaient tués les uns les autres devant la nation. « Le pays jugera ! » avait-on crié à la fin de la séance. Le pays se permettrait de juger, en effet, on sait comment. La combinaison gouvernementale tombait toute seule, sans que personne la mît à mort, si ce n'est elle-même, sous l'impulsion française, comme étaient tombées la Pairie, la Chambre orléaniste et la Commission Exécutive, comme s'écroule ce qui est usé, ce qui a fait son

1. Il a été repris, du moins en partie, par Castille. Mais il semble bien qu'il se soit entièrement trompé sur ce point-là.



temps, ce qui ne s'adapte plus. Le candidat napoléonien se glissait entre le parti de l'ordre à tout prix et le parti socialiste, — et le gouvernement encore en cours. Il n'était ni les uns, ni les autres et, n'excluant rien, selon la remarque de *la Presse*, il réunissait tout. Garder en améliorant, laisser ce qui meurt mourir en paix en l'empêchant de nuire à ce qui vit, veut vivre et pousse, être une suite, un présent et un avenir, cela était tout délivrer, tout permettre, tout créer de nouveau et semblait presque miraculeux à cette heure. D'où qu'elle vînt, la cause qui réalisait cette synthèse ne pouvait que rallier. Et le prince avait raison de dire plus tard : « La France m'a élu parce que je ne suis d'aucun parti (1). » — Girardin, qui avait déjà si habilement posé la candidature bonapartiste, la soutenait ainsi dans un de ses nombreux articles, celui du 1er novembre : « La cause napoléonienne a trouvé tout à coup des concours inattendus... Les hommes politiques dont le nom a le plus d'autorité s'y rallient ; ils comprennent que l'élection de M. Louis Bonaparte est la seule voie du salut..., que s'il reste à la France un moyen de conjurer les périls suspendus au-dessus d'elle, c'est en faisant servir au rétablissement de l'ordre, du crédit,

1. Proudhon traduit par ces lignes à la fois pénétrantes et bien hasardeuses : « La France m'a élu parce qu'elle ne veut plus de gouvernement. Oui, la France a nommé Louis Bonaparte président de la république parce qu'elle est fatiguée des partis, parce que tous les partis sont morts, parce qu'avec les partis, le pouvoir lui-même est mort et qu'il n'y a plus qu'à l'enterrer... L'élection de Louis Bonaparte a été le suicide des partis qui ont concouru à son triomphe, portant le dernier soupir de la France gouvernementale... » *Napoléon III*, déjà cité, p. 141. — Je crois plutôt que de tous les partis qui ne gouvernaient point, la France voulait faire un gouvernement capable de gouverner ; à mille tyrans inutiles et dispendieux, elle en préférait un seul, mais réalisateur. Le prince disait encore, bientôt : « Mon parti n'est nulle part, mais ma cause est partout. »

du travail, à la pacification des esprits, le sentiment populaire qui pousse les masses vers l'héritier de Napoléon. Il n'y a, en France, ni pouvoir, ni liberté... Qui nous en rendra ? Napoléon est le poète du peuple. » Et, dans le numéro du 23, pour répondre au *National* : « Est-ce que M. Louis Bonaparte puise dans la caisse des fonds secrets ? Est-ce qu'il a des croix de la Légion d'honneur à jeter par centaines ? Est-ce qu'il a quatre-vingt-six préfets à ses ordres et une légation de sous-préfets et de fonctionnaires de toutes classes ? Est-ce qu'il a neuf ministres occupés tous à assurer le succès de sa candidature ? Est-ce qu'il a dans la main ce ressort plus puissant que la séduction des promesses, la crainte des destitutions ? De quelles ressources dispose-t-il ? Parlez, vous qui accusez ! » Et le 4 décembre : « Nous nous sommes attachés à la candidature de Louis-Napoléon comme on s'attache à la branche, dernier exploit de l'homme qui se noie, comme on s'attache au mât brisé quand le bateau va sombrer, comme on s'attache à la pierre qui vous arrête dans la chute au fond de l'abîme, comme on s'attache à la plus légère trace qui sert à vous guider dans l'immensité du désert, comme on s'attache enfin à la plus faible lueur dans l'obscurité profonde. » — Tous les hommes politiques, sauf ceux du gouvernement, adoptent la possibilité napoléonienne.

Thiers se rapproche à regret, mais nécessairement.— Après ses avances à l'Église, il avait fini, malgré ses doutes, par frapper, ne fût-ce qu'afin de se rendre compte, chez les légitimistes, et pour constater qu'ils venaient aussi au prince. Il hésita longtemps. Il aurait dit : « La présidence de M. Louis Bonaparte serait humiliante pour la France (1). » Cependant, s'il raillait le

1. *Le National* du 6 décembre 1851.

fils du roi Louis, il avertissait ses partisans qu'on pouvait compter sur son influence (1). Toujours circonspect (2), au début de novembre, il déclarait à une réunion de la rue de Poitiers qu'il ne connaissait ni Cavaignac, ni Louis-Napoléon. « Je ne suis animé à leur égard d'aucun sentiment de haine ou d'affection; je cherche seulement à discerner lequel, dans l'avenir, pourrait faire le bien ou le mal du pays. Le général paraît avoir une politique indécise qui peut verser... d'un côté autre que le parti modéré... En ce moment, le pays est entraîné vers le prince. Pour l'arrêter, il faudrait faire un effort qui ne serait pas motivé, car on n'a pas assez de confiance dans le général Cavaignac pour se dévouer à sa candidature. Une troisième candidature diviserait les voix du parti modéré dont une portion resterait inévitablement au prince. Alors, aucun des candidats n'ayant la majorité absolue, l'élection serait déférée à l'Assemblée nationale qui nommerait incontestablement le général Cavaignac... Si c'est la nomination du général qu'on veut, il faut le dire. Alors, on traitera avec lui... Pas de candidature au nom des modérés, car c'est l'élection de Cavaignac par l'Assemblée et sans conditions. » Il ajoutait : « Il faut laisser ce pays suivre son penchant... On se plaint de l'entraînement du pays, on dit que nous devons y résister.

1. Taxile Delord, Daniel Stern, déjà cités.
2. Il l'était d'autant plus qu'à en croire lord Normanby, Louis-Napoléon lui avait fait certaines propositions, entre autres de le nommer ministre ou de le désigner pour la vice-présidence. — Thiers avait commencé par décliner ces ouvertures, mais ne les avait pas oubliées, t. II, p. 344. *Une année de révolution*, etc. — Thiers disait à Berryer, d'après Falloux : « Si vous vous abstenez, la majorité conservatrice est dissoute. D'ailleurs, l'élection du prince Louis n'est autre chose qu'une manifestation monarchique, et vous ne pouvez la contrarier. Comme la France ne trouvera dans ce crétin rien qui la satisfasse, il est impossible qu'elle ne songe pas à rappeler les Bourbons. » Falloux, *Mémoires*, t. I.

et pourquoi?... Est-ce nous qui l'avons créé?... La France, blessée, alarmée, appauvrie cherche le nom qui lui paraît être le plus grand démenti opposé à tout ce que nous voyons, et c'est par ce motif qu'elle adopte Louis-Bonaparte. La faute n'est pas à nous, mais à ceux qui ont gouverné la France pendant huit mois. Quant à nous, nous n'y pouvons rien. Pour moi, je ne connais pas le prince Louis, je n'ai rien de commun avec lui, je ne travaille pas pour lui; mais lui opposer un concurrent, ce serait, je le répète, assurer le triomphe du général Cavaignac sans avoir obtenu de lui aucune garantie rassurante. Je conclus à ce que nous n'ayons aucun candidat qui nous soit propre et que chacun de nous recommande celui qu'il croira devoir préférer (1). »

Thiers est bon à suivre de près. Il fait comprendre les autres hommes politiques; il sert à voir leur manière en face de l'élection présidentielle. Acceptant enfin, parce qu'il n'y a plus moyen de lutter autrement, l'éventualité bonapartiste, il cherche aussitôt à réduire le pouvoir qui menace de se créer et, dans ce but, il le divise; il propose au prince Jérôme de poser sa candidature et lui promet de la soutenir contre celle de son neveu; il entreprend son cousin. Jérôme et son fils évitant le piège (2), Thiers se résigne à l'inévitable. Aux membres du congrès de la presse qui avaient envoyé chez lui une députation, il s'explique ainsi, après s'être montré impitoyable pour tous les hommes qui ont touché aux affaires depuis le 24 février: « Voici la situation. C'est un chemin bordé de précipices et d'épines. Nous n'avons, pour en sortir, que de mauvais chevaux et de détestables équipages; changeons du moins les équi-

1. *Les Débats* du 7 novembre 1848.
2. Emile Ollivier, déjà cité, t. II, p. 109.

pages et les chevaux, puis avançons hardiment pour sortir de cette abominable voie où nous a lancés *le National*. Soumettons-nous à la république. Si elle est prospère, je m'inclinerai. D'ailleurs, la majorité des hommes sérieux n'est pas d'avis de revenir à la monarchie par les bonapartistes. On m'a offert un portefeuille, je l'ai refusé ; et mon intention est de refuser encore quelque temps (1). » Il terminait en présentant comme préférable de se rallier à Louis-Napoléon « qui est un honnête homme (2) ». Il se consolait par l'attente : « Après tout, quatre ans sont bientôt passés ; mon tour viendra à l'élection prochaine (3). » Il ne s'agit plus pour lui, comme sous Louis-Philippe, de devenir premier ministre, et l'ambition parlait plus fort dans son cœur que le souvenir, sans cela il se fût rappelé que le roi n'admettait pas toujours ses conseils ; son plan pour se débarrasser du prince montre, d'ailleurs, combien il l'avait peu deviné : « Jusque-là, ajoutait-il, nous lui donnerons des femmes et nous le conduirons (4). » Comme ses collègues, comme tout le monde, l'historien de l'Empereur n'admet pas un instant l'intelligence de son héritier. « Ce fut l'apparente inertie du prince, son habituel mutisme, son incapacité présumée qui le séduisirent ; il se crut certain de passer les bras dans les manches d'un Bonaparte, de lui prêter des gestes et de lui souffler un langage (5). » Parti de cette idée, Thiers ne s'inquiétait point. Il dit à Véron, auquel,

1, 2. *La Liberté*, de Lille, 16 novembre 1848 ; — Léo Lespès, déjà cité, t. I.

3. Emile Ollivier, t. II, p. 109. — « Ni Thiers, ni Molé ne s'attendent à voir la république durer plus de quelques mois si Louis-Napoléon vient au pouvoir, et ils croient qu'il ne serait pas bon de revenir tout d'un coup d'une république à une monarchie sans aucune transition. » Normanby, t. II, p. 350.

4. Ollivier, t. II, p. 3.

5. Falloux, *Mémoires d'un royaliste*, t. I, p. 386.

deux jours auparavant, il se proposait : « Le candidat du *Constitutionnel* doit être Louis-Napoléon (1). » Il commande un article très aimable et, quand les épreuves lui passent sous les yeux, il se plaint de le trouver froid : il y ajoute des arguments en faveur du prétendant ; « son zèle ne connaît plus de bornes » (2).— Molé, Changarnier et Bugeaud nourrissent les mêmes sentiments, à peu de chose près, à l'égard de Louis Bonaparte. « L'impression qui domina, et que Thiers contribua à faire accepter, fut celle-ci : Le prince est un honnête homme enclin aux illusions, plus près des rêves que de la réalité. Élevé dans l'exil, étranger aux mœurs, au tempérament du pays, il n'a aucune des conditions qui permettent de prendre de l'autorité. La science du gouvernement lui fait défaut ; il sera contraint, dès lors, de revenir aux lumières des hommes expérimentés. Il paraît accessible aux conseils, et l'influence peut ainsi s'acquérir facilement sur son esprit. En résumé, il semble fait pour la subordination plutôt que pour la résistance; on peut en faire un instrument, et on n'a point à redouter sa prépondérance (3). » Aucun, alors, n'hésite plus.

1. Véron, *Mémoires d'un bourgeois de Paris*, t. VI, p. 83.

2. *Mémoires d'un royaliste*, idem. — Thiers, d'après M. de Mazade, racontait en 1871 — le moment était bon pour être cru — que présenté au prince par M. Vieillard « au moment où l'Assemblée constituante s'avouait vaincue par les élections déjà nombreuses de Louis-Napoléon » — ce qui est vague comme indication — il lui avait tenu le langage suivant : « Monseigneur, pas de malentendu entre nous, vous êtes ici malgré moi. » Et vantant l'Assemblée : « Les hommes imprudents qui vous ont rappelé ne savent ce qu'ils font ; vous serez leur maître, mais vous ne serez jamais le mien. » La chose est fort peu vraisemblable. — Ch. de Mazade, *Monsieur Thiers*, Plon, 1884.

3. Maupas, déjà cité, t. I, p. 30. La bêtise de Louis-Napoléon ne faisait de doute pour presque personne. « Tous les partis se réunissent, écrit Lamennais, mais d'un mouvement aveugle. Ils assiègent la porte du pouvoir et se précipitent pour entrer, sans se demander même ce qu'il y a derrière. Cela ressemble à de l'alié-

Bugeaud fait la déclaration suivante : « Poussé par le patriotique et ardent désir de concourir à sauver la patrie des dangers qui la menacent encore, j'inclinais à accepter la candidature à la présidence de la république qui m'était spontanément offerte de divers points de la France. Une appréciation plus mûre de l'esprit public, les faits survenus, ont modifié mes idées sans altérer mon dévouement à la cause sacrée de la liberté et de l'ordre social. Je déclare donc à mes amis et à mes partisans que je crois utile au bien du pays de renoncer à l'honneur insigne dont ils voulaient couronner ma longue carrière militaire et politique. En persistant, je pourrais contribuer à diviser les suffrages des modérés ; je ne me le pardonnerais jamais. Je les supplie de concentrer leurs voix sur un homme à qui l'assentiment le plus général puisse donner assez de force pour dominer le présent et consolider l'avenir (1). » Il discute avec lui-même, cependant, selon l'exemple de ses amis, et dit dans une lettre au colonel Lheureux que « choisir Louis-Napoléon Bonaparte était bien aventureux », mais que, cependant, « il préférait encore cette solution à la domination de cet infâme *National* » (2). Aussi, quelque temps après, s'adressant au *Constitutionnel* : « M. le rédacteur, lorsque j'écrivais mon désistement à la candidature pour la présidence de la république, je n'avais aucun parti pris ; mon langage a dû reproduire l'état de mon esprit. Aujourd'hui, je me rallie à l'opinion de la masse des hommes d'ordre, et je déclare que je voterai pour Louis-Napoléon Bonaparte. Les fausses interprétations de mes paroles par

nation. Louis Bonaparte est une sorte d'idiot... » *Correspondance inédite* entre Lamennais et le baron de Vitrolles. Charpentier, 1886.

1. Gallix et Guy, Lespès., etc, etc.

2. D'Ideville, *Vie du Maréchal Bugeaud*, t. III, p. 383.

les journaux qui soutiennent la candidature du chef du pouvoir exécutif m'obligent à cette déclaration (1). » Tous parlaient ainsi. Changarnier allait avouer devant Cavaignac qu'il voterait pour Louis-Napoléon (2). Lamartine lui-même, bien qu'il fût candidat, avait accepté certaines avances (3). — Une brochure de Cormenin contient ce passage : « Louis-Napoléon Bonaparte est un nom qui est un souvenir et une espérance. Il a vu deux fois quatre départements et Paris le prendre à l'exil pour le rendre à l'Assemblée. Louis-Napoléon Bonaparte sera élu président parce que, libre du passé, dégagé du présent, il tient l'avenir, parce que son nom, c'est la confiance, parce que son nom, c'est la démocratie organisée, parce que son nom, c'est le peuple... Le peuple a l'instinct plus sûr, la vue plus nette et le cœur plus grand que les sophistes et que les journaux... En nommant Louis-Napoléon, il reconquiert le suffrage universel, la seule et vraie conquête, il assoit sa souveraineté. La nation prend sa robe virile (4). » Ferdinand

1. *Le Mois* notait le 2 décembre : « Aujourd'hui, l'on apprend la nomination du maréchal Bugeaud dans la Charente-Inférieure. Le maréchal Bugeaud, on le sait, est entièrement rallié à Louis-Napoléon », t. II, p. 7.

2. D'Antioche, *Changarnier*, p. 227. — *Le Constitutionnel* du 2 novembre annonce que le général Changarnier votera pour Louis Bonaparte.

3. Victor Pierre, t. I, p. 523.

4. Voici la pièce complète : « Le général Cavaignac est né rue Le Peletier. De l'hôtel du *National* il est passé à l'hôtel de la rue de Varennes, traversant l'Algérie et le ministère de la Guerre. — Son nom a deux faces. En voici l'orthographe véritable : Godefroy-Eugène de Cavaignac. Eugène Cavaignac, c'est l'apparence, Godefroy de Cavaignac, c'est la réalité. — Au mois de juin dernier, le général Cavaignac a sauvé Paris. Seulement il l'a sauvé avec Paris. Il a bien mérité de la patrie ; mais l'Assemblée, mais la province accourue, mais la garde nationale, mais l'armée, mais la mobile ont bien mérité de la patrie. Il a garanti l'ordre, mais avec l'état de siège, les journaux suspendus, les clubs fermés, et 60.000 hommes de troupes, ni plus, ni moins. — Je défie au général Cavaignac, président, de se dégager du *National*, du *Siècle*, et des *Débats*. Il

Barrot, frère d'Odilon, écrit à M. Chambolle, rédacteur en chef du *Siècle*, une longue lettre en faveur

est pris dans le cercle de Popilius des coteries. — C'est le provisoire après le provisoire, le passé d'hier et le présent d'aujourd'hui. — La bourgeoisie le supporte comme frein, le peuple n'en veut pas comme chef. — Sa force repose sur l'Assemblée par les représentants qui sont devenus siens, et sur *le Moniteur*, qui est lui. Qui oserait dire que la France est derrière? — Louis-Napoléon Bonaparte est un nom qui est un souvenir et qui est une espérance. — Louis-Napoléon Bonaparte a vu deux fois quatre départements et Paris le prendre à l'exil pour le rendre à l'Assemblée. — Louis-Napoléon Bonaparte sera élu président parce que, libre du passé, dégagé du présent, il tient l'avenir, — parce que son nom c'est la confiance, — parce que son nom, c'est la démocratie organisée, — parce que son nom, c'est le peuple. — Le peuple se reconnaît si bien dans ce nom que c'est le peuple qui, le 15 décembre, a porté les cendres de Napoléon aux Invalides, et que ce n'est que l'émeute qui, le 23 juin, a porté le général Cavaignac rue de Varennes. Entre les Invalides et la rue de Varennes, il y a la France. — Le peuple a l'instinct plus sûr, la vue plus nette et le cœur plus grand que les sophistes et que les journaux. En nommant Louis-Napoléon, il reconquiert le suffrage universel, la seule et vraie conquête; il assoit sa souveraineté. La nation prend sa robe virile. — La campagne le portera parce qu'aux yeux des paysans la France qui s'est appelée Austerlitz se nomme encore Waterloo. Avec Louis-Napoléon le paysan ne craint plus les assignats et les Cosaques: les deux terreurs. — Les journaux qui discutent Louis-Napoléon se croient encore sous Louis-Philippe avec un cens de deux cents francs. Ils ont oublié que nous avons le suffrage universel qui ne les subit plus, et sept millions d'électeurs qui votent sans les écouter. Leurs abonnés ne sont pas le pays! On ne remue pas l'Océan dans un verre d'eau. — Selon eux, Louis-Napoléon a deux fautes: Strasbourg et Boulogne. — Toute révolution qui n'est point réussie n'est qu'une émeute. — Si l'Empereur débarquant à Cannes, fût tombé sous un coup de feu, il aurait passé pour un fou téméraire. Le 20 mars a consacré l'île d'Elbe. — Si le 24 février eût eu le sort du 12 mai, M. Armand Marrast, président de l'Assemblée nationale, serait à Sainte-Pélagie, M. Bastide au lieu d'un ministère, aurait un cachot. — Boulogne et Strasbourg ont été le 12 mai de Louis-Napoléon. Le 10 décembre sera peut-être son 24 février. Un 24 février pacifique fait par la nation dans la France. — En résumé, le général Cavaignac a l'Assemblée par M. Marrast, c'est-à-dire la patrie officielle; Louis-Napoléon a 500.000 voix par le suffrage universel, c'est-à-dire la patrie vraie. La France prononcera. — Quoi qu'il en soit, l'histoire enregistrera cette honte d'avoir vu des représentants du peuple commis voyageurs d'élections et souteneurs de président. C'était le 23 avril qu'il leur fallait nier le suffrage universel et dire le fameux mot de *masses inintelligentes*. Flatteurs de la veille, détracteurs du lendemain, le peuple retiendra leurs noms. »



du prince. On y relève ceci : « Tous ceux qui le connaissent un peu l'aiment beaucoup ; c'est qu'en effet il n'y a pas d'homme plus naturellement bon, plus fidèle dans ses amitiés, plus oublieux des injures personnelles. » Les anciens adversaires, les pires ou les plus bruyants, étaient avertis. « J'en suis encore, continuait-il, à cette vieillerie politique : La voix du peuple est la voix de Dieu. On me dit qu'il y a une majorité acquise dès aujourd'hui à la candidature de Louis-Napoléon Bonaparte ; dès lors, j'incline de ce côté... Le peuple n'a pas de ces engouements irréfléchis et subtils, ses instincts sont sûrs ; ceux qui le gouvernent peuvent quelquefois le tromper ; livré à lui-même, il ne se trompe jamais... J'ai eu peur du suffrage universel, aussi bien, j'avais tort !... Au lieu de chercher uniquement dans la séduction des souvenirs la raison de cette progression générale vers Louis-Napoléon, il serait raisonnable de la chercher, et on la trouverait, dans la situation même des choses. Ce sont les fautes accumulées, ce sont les désastres et les menaces qui préoccupent l'opinion, ce sont les doutes que chaque jour accroît, et dont s'assombrit l'avenir, qui ont fait la fortune de la candidature napoléonienne... » Il disait encore : « La présidence de Louis-Napoléon serait la plus sûre défense de notre société républicaine, non seulement contre les attaques de la démagogie, mais contre les tendances rétrogrades des monarchistes. Les nécessités mêmes de la situation et le soin de sa propre gloire l'éloignent autant d'un 18 brumaire que d'un 3 juin. Le grand Napoléon vivrait de nos jours qu'entre toutes les œuvres qu'il pourrait entreprendre il y en aurait une qui, plus qu'aucune autre, tenterait son génie, ce serait de fonder la république française, de la fonder malgré toutes les résistances. » — Léon



Faucher devinait qu'il serait ministre et s'y résignait volontiers (1) ; il écrivait à ses amis : « On s'oppose inutilement au succès. Louis-Napoléon sera nommé. Le parti modéré l'adopte, comme il adopterait M. de Joinville, si cela était possible, pour balayer la faction qui exploite le pays (2). » Il relatait : « Tous les hommes éminents du pays, à quelque nuance d'opinions qu'ils appartiennent, s'accordent à penser que la candidature de Louis-Napoléon est une planche de salut que la Providence nous envoie dans le naufrage. Oui, MM. Molé, Montalembert, Berryer (3), Thiers, Odilon Barrot font cause commune avec les paysans et avec l'armée (4). » *Le Courrier de la Somme* annonçait, en effet, que Molé voterait pour le prince ; il avait dit pourtant, précédemment, inspirant Thiers ou s'inspirant de lui : « Si la France nommait Louis-Napoléon, elle serait la risée de l'Europe. » Dans ses *Mémoires,* Odilon Barrot a déclaré qu'il se refusa obstinément, quant à lui, de choisir entre les deux candidats (5) ; cependant, *la Presse* du 25 novembre 1848 avait publié une lettre d'Odilon Barrot à Eugène d'Arras ainsi conçue : « J'aurais préféré toute autre candidature, mais, après bien des hésitations, je me prononcerai pour Louis-Napoléon par la raison que, n'étant engagé avec aucun des partis politiques qui ont fait la révolution, il lui sera plus facile de prendre partout des hommes capables sans acceptation d'origine, et de faire ainsi de la

1. V. Pierre, t. I, p. 523.
2. Léon Faucher, *Biographie et correspondance*, 2 vol.
3. Berryer n'aurait cependant pas voté pour le prince. « J'ai pour M. le président de la république, dit-il le 15 janvier 1851, une affection très vraie et qui date de longues années, elle ne m'a pas déterminé à voter pour lui le 10 décembre... », etc. — Ch. de Lacombe, *Berryer et la monarchie de Juillet.*
4. Léon Faucher. *Biographie et correspondance*, 2 vol.
5. *Mémoires*, t. III. p. 27.

vraie conciliation... L'avènement de Louis-Napoléon fera probablement cesser ces antagonismes si dangereux entre la classe ouvrière et la classe bourgeoise... » Et Duvergier de Hauranne glisse dans l'avant-propos qu'il mit aux œuvres de son ami : « Odilon Barrot fut un de ceux qui adoptèrent et soutinrent la candidature de Louis-Napoléon Bonaparte ; c'était un mouvement général dans ce qu'on appelait les vieux partis et bien peu d'entre eux surent y résister. » Il affirme y avoir résisté, quant à lui, avec Rémusat. Enfin, le maréchal de Castellane écrit dans son journal, à la date du 24 octobre : « M. Odilon Barrot parait être maintenant le conseil de Louis Bonaparte. MM. Odilon et Ferdinand Barrot l'appellent continuellement prince à la Chambre des députés. » En sortant du Parlement, Louis-Napoléon s'en va en compagnie d'Odilon Barrot qui l'emmène dîner et coucher à Asnières, dans sa propriété (1). — L'ancien centre gauche savait certainement qu'il serait ministre de l'Intérieur si Louis-Napoléon était nommé.

Les partis se rabattent de plus en plus autour du prince (2). On n'arrête donc pas de constater dans cette lutte pour l'Élysée combien l'absence d'un pouvoir régulateur a lancé les forces de la nation les unes contre les autres au lieu de les réunir pour le plus

1. *Mémoires du maréchal de Castellane*, t. IV, p. 106. — Victor Pierre écrit : « Odilon Barrot s'était donné », t. I, p. 523. — « La victoire de juin n'avait pas complètement rassuré les esprits ; M. Odilon Barrot fut un des premiers qui vint trouver Louis-Napoléon à l'hôtel du Rhin, place Vendôme, où il était descendu. » Emile Marco de Saint-Hilaire, *Histoire politique et populaire du prince Louis-Napoléon, sa vie, ses actes et ses écrits*. Paris, 92, rue de Richelieu, 7 vol., t. VI, p. 441. — Les rapports antérieurs du prince et d'Odilon Barrot fournissent eux aussi une sorte de preuve à leurs rapports. Voir : *Strasbourg et Boulogne*. — *La Démocratie pacifique* place à Bougival la propriété d'O. Barrot.

2. « Larcy, légitimiste du Midi, s'était d'abord vigoureusement opposé à la candidature de Bonaparte ; il avait prétendu, quel-

grand bien général et particulier. Parmi tous ces clans, il faut compter le catholique. Comme au moment des guerres de religion, dans un tout autre ordre d'idées, mais encore parce que l'existence du pouvoir central se trouvait mise en jeu, la religion, pour une grande part, cesse d'être religieuse et devient un moyen politique. Le parti catholique voulait lui aussi, avant tout, le candidat qui servirait le plus avantageusement ses affaires, et la différence des opinions désigne le nombre des calculs faits. La réponse du pape à Cavaignac bouleversa d'ailleurs le clergé. Il ne savait où découvrir son homme ; il n'en possédait point selon son cœur, et Joinville ne lui eût pas convenu, car il détestait la branche d'Orléans ; il ne tenait pas autant qu'on l'a cru à Henri V ; il consentait à la république pour tout ce qu'il y avait à gagner sur le terrain matériel dans un régime aussi vague, mais il désirait une république conservatrice, où il jouât un grand rôle, et sans pouvoir indépendant. L'évêque d'Orléans, Mgr Fayet, ancien curé de Saint-Roch et député, avait adressé en novembre ce mandement à tous les archevêques et évêques : « Monseigneur, — Peut-être serez-vous bien aise de connaître

ques jours auparavant, que cette idée n'avait fait aucun progrès dans le Midi ; il a annoncé depuis qu'elle avait rallié tous les paysans, que cette candidature leur paraissait le seul moyen de se débarrasser de la république rouge, la seule qu'ils connussent, et que si Cavaignac ne se joignait franchement et immédiatement au parti modéré, ils voteraient tous pour Louis-Napoléon. Cette lettre a été montrée à Dufaure qui a répondu : « Nous en recevons de pareilles de toutes les parties de la France, mais... » et il a haussé les épaules comme pour dire : « Il est trop tard. » Normanby, t. II, p. 354. — Le duc de Broglie, le chancelier Pasquier et les autres hommes marquants du règne précédent conseillaient de voter pour le prince. *Idem*, p. 367, etc. « L'histoire ne présente rien d'analogue à ce spectacle que nous offrent tous les hommes éminents de toutes les nuances politiques s'unissant pour appuyer un homme qu'aucun d'eux, personnellement, n'eût choisi. » *Idem*, p. 428.

la pensée unanime des évêques et des ecclésiastiques de l'Assemblée Nationale dans la grave circonstance où se trouve l'Église de France. Après les plus mûres réflexions, il nous a semblé que le choix du général Cavaignac pour la présidence de la république offrait à la religion plus de garanties et au pays plus de calme et de stabilité que toute autre candidature... » L'évêque de Langres, Mgr Parisis, protestait, au contraire, contre cette lettre et, soutenu par un autre ecclésiastique de l'Assemblée, l'abbé Leblanc, se déclarait pour Louis-Napoléon (1). L'archevêque de Paris, gardant la neutralité, la conseillait dans sa pastorale aux curés de son diocèse. Pour qui insinua-t-il, en secret, de voter ? Probablement pour le plus fort, — et le plus fort était le prince. A l'Assemblée, il semble que jusqu'au dernier moment, Fayet n'ait su quel parti choisir : « Si Louis-Napoléon est nommé, disait-il à un de ses collègues qui était général, nous aurons des coups de fusil. — Non, Monseigneur, répondit le général, nous aurons des coups de chapeaux, et vous ne serez pas des derniers (2). »

Montalembert et Veuillot délibéraient (3). « Que promettait aux catholiques la candidature de Louis-Napoléon ? Que lui apportait-elle de nouveau, une force ou un obstacle (4)? » Telle était toujours la question et la France, plus encore peut-être qu'ailleurs, passait au second rang. C'est que le parti catholique, depuis 1840, vigoureusement mené, était entré sur la scène politique en tant que nouvelle puissance

1. Léo Lespès, Gallix et Guy, Lacroix, Renault, etc. ; — Stern, Castille, Robin, etc. ; — Delord, Pierre, La Gorce, etc.
2. Léo Lespès, t. I, p. 136, etc.
3. Emile Ollivier, t. II. — Père Lecanuet, *Montalembert*.
4. De Falloux, *Le parti catholique, ce qu'il a été, ce qu'il est devenu*.

et, comme telle, entendait parler haut. Napoléon, de Sainte-Hélène, où il préparait la cause de son neveu en croyant servir celle de son fils, avait-il pressenti cette résurrection religieuse ? Les bonapartistes, en tout cas, ne l'avaient pas ignorée et, dans la mesure du possible, avaient compris l'avantage qu'ils pouvaient en tirer. De 1841, depuis l'ouvrage de Beauterne (1), jusqu'en 1848, de nombreuses brochures avaient paru, affirmant le christianisme de l'Empereur, habituant ainsi le monde catholique incertain à une solution napoléonienne. Louis Bonaparte et ses amis avaient même, selon toute vraisemblance, conseillé et surveillé cette tactique. — On décida d'envoyer Montalembert vers le prince. Ce serait un excellent et sûr ambassadeur et qui « n'avait jamais d'autre préoccupation que celle des intérêts religieux (2) ». Il espérait personnellement d'autant plus dans Louis-Napoléon que Thiers l'avait persuadé que ces intérêts ne pourraient avoir un meilleur patron que le neveu de l'auteur du Concordat. De son côté, le prince était prêt à l'entretien ; après avoir examiné le problème, il comptait accorder l'enseignement libre (3). L'idée lui avait été proposée à l'hôtel du Rhin par un neveu du comte des Essarts ; selon son habitude, Louis-Napoléon avait écouté inlassablement son interlocuteur puis, pressé de déclarer s'il adhérait aux indications qui lui étaient soumises, il répondit : « Il me faut de la réflexion, car j'en-

1. *Les sentiments de Napoléon sur le christianisme*. Paris, Waille. L'ouvrage a neuf éditions. Le même fait imprimer en 1846 : *L'enfance de Napoléon*. Paris, Fulgence. — Les volumes parus sont, entre autres : Doublet, *La vie religieuse, militaire et politique de Napoléon*, 1844. — *Napoléon conversant avec le général Bertrand sur la divinité du christianisme*. Lille, 1845. — *Hommages éclatants rendus à la religion par Napoléon*. Lyon, 1847. — *Paroles impériales prononcées à Sainte-Hélène et réunies par un croyant*. Paris, 1848, etc.

2. Falloux, *Mémoires d'un royaliste*, t. II, p. 386.

3. Emile Ollivier, t. II.

tends être sincère et tenir ce que j'ai promis (1). » Il dit également : « Je ne connais pas d'autre base à la morale publique que le sentiment vraiment religieux. J'ai été élevé par ma mère dans ces convictions-là, fondées sur les vérités de la religion catholique romaine. J'y serai constamment fidèle (2). » Il allait employer à peu près le même langage avec l'auteur des *Moines d'Occident*.

On ne cessait d'affirmer que le prince était un sot; aussi. n'ayant jamais causé avec lui, Montalembert fut-il étonné « d'entendre cet homme proclamé si bète parler en homme de sens et en honnête homme, sans faux brillant et avec beaucoup de simplicité et de netteté (3). » Louis-Napoléon ne se laissa pas influencer et commença par déclarer que « dût Montalembert lui apporter trois millions de voix, il n'obtiendrait de lui ni une promesse qu'il ne voudrait pas remplir, ni une concession sur les idées arrêtées dans son esprit (4) ». Le grand champion de l'Église, — que l'Église devait si peu récompenser par la suite, — formula les deux demandes qui lui tenaient le plus à cœur : « Que ferez-vous pour la liberté de l'enseignement particulier? Quelle sera votre conduite à l'égard des communautés et des ordres religieux ? (5). »

1, 2. *Papiers sauvés des Tuileries*, etc., publié par Robert Hall. Dentu. 1871.

3. *L'Univers* du 28 juillet 1876. — E. Ollivier, *L'Empire libéral*, t. II.

4, 5. E. Ollivier, *idem*. — Louis-Napoléon s'expliqua ainsi à un autre grand chef du parti catholique, au vicomte de Melun, avec lequel il avait négocié une entrevue par l'entremise d'un M. Henri de Ruolz. Melun, avec une prudence toute particulière, avait posé ses conditions — qui furent acceptées. La rencontre eut alors lieu dans une maison de la rue Tronchet, derrière la Madeleine. Voici comment l'auteur raconte le fait : « ... Je vis entrer un homme qu'à sa tournure et surtout à son accent, dès qu'il eût prononcé une parole, j'aurais pris pour un Allemand. Il vint droit à moi, me présenta la main, me disant un mot gracieux pour avoir bien voulu me rendre à son appel, puis, m'invitant à m'asseoir, il ajouta

La balle fut ainsi renvoyée : « Je ferai pour l'enseignement privé tout ce que la liberté a le droit d'exi-

qu'il avait désiré me voir parce que, ayant la même passion que moi pour le bonheur du peuple et pouvant être appelé à un poste qui lui permettrait de réaliser ses bonnes intentions, il attachait un grand prix à se mettre en rapport avec des hommes qui avaient dévoué leur vie à cette grande mission. Il savait qu'il existait certaines préventions, certaines craintes chez les hommes religieux et amis du bien contre les idées et les doctrines qui arriveraient avec lui au gouvernement et il était heureux de trouver ici une occasion de faire connaître à cette partie de la société qu'il estimait le plus ce qu'il ferait s'il était nommé. » Melun l'ayant interrogé d'abord sur la liberté de l'enseignement : « Sur ce point, nous serons bien vite d'accord; je pense, comme les catholiques, que c'est un droit pour les pères de famille de choisir les hommes à qui ils confient l'éducation de leurs enfants et il est du devoir du gouvernement de leur faciliter le choix de maîtres partageant leurs croyances, leurs doctrines, et ne combattant pas dans l'esprit de leurs fils leurs principes de religion, de morale et même de politique. La liberté de l'enseignement peut seule leur procurer ces maîtres et ces professeurs, aussi, tout en maintenant l'Université, cette grande fondation de mon oncle, dont le temps où elle fut créée justifiait le monopole, si j'arrive au pouvoir, je m'empresserai de faire préparer une loi qui assure au pays la liberté de l'enseignement. » Quant à la couleur de son ministère, il aurait dit en souriant : « Je ne suis ni un réactionnaire outré, ni un homme de l'ancien régime, et mon gouvernement ne sera pas celui d'un parti, mais il sera la représentation de l'ordre et de tous les principes sur lesquels repose la société; je prendrai mes ministres dans toutes les nuances du grand parti de l'ordre, et le vôtre ne sera pas oublié, car je compte donner le portefeuille de l'Instruction publique à un de vos amis, M. de Falloux. Et quelle est maintenant votre question sociale? » La question sociale du parti clérical dont le vicomte de Melun permet si bien de saisir l'esprit dans ses *Mémoires*, si bien que le lecteur fait assez vite, et même avant deux pages, la part de ce qui doit être cru et de ce qu'il convient de tenir sinon pour un mensonge, du moins pour une sorte de vérité onctueuse, flottante, incertaine et particulière, était assez embrouillée. Mais le vicomte de Melun, habile dialecticien, réduisait sa demande à une alternative: « Ceux-ci veulent que l'État fasse tout, ceux-là qu'il ne fasse rien : à qui donnerez-vous raison ? » Et c'était engager le prince à répondre — ce qu'il fit: « A aucun des deux. Je serai également éloigné de ce socialisme qui supprime la liberté, et de cet égoïsme qui laisse à chacun, quelles que soient ses forces et ses ressources, la responsabilité de sa vie. » Le vicomte de Melun avoua enfin qu'il craignait peut-être la guerre; et le prince l'assura qu'il était pour la paix. Le narrateur conclut : « Tel fut le résumé de notre conversation dont il fit à peu près tous les frais et qui se termina par une poignée de main, de nouveaux remerciements pour ma venue, et la prière et l'espérance que s'il était



ger ; je la veux pleine, franche, sans réserve, comme aux États-Unis, comme en Belgique, comme en Angleterre. J'aime sincèrement la liberté ; je veux gouverner par elle ; c'est le seul moyen de sauver la république ; ce qui la perd et ce qui en dégoûte la France, c'est l'abstention de tous les prétendus républicains ; ils sont plus despotes que ne le fut jamais aucun partisan de la monarchie. — Je vous avoue que je n'aime pas les couvents. Je n'ignore aucunement les services qu'ils ont rendus et les grandes choses qu'ils ont faites ; je sais qu'ils ont défriché les terres, conservé les lettres, éclairé les populations et, enfin, enfanté la civilisation européenne. Mais je crois que leur temps est passé, et qu'aujourd'hui les idées de l'époque les repoussent. Cependant, j'admets comme incontestable le droit de s'associer pour croire ensemble dans la même vie et dans la même règle (1). » Montalembert parla aussi sans détour ; il déclara que pour avoir les suffrages catholiques, il fallait donner des garanties sur les deux points en litige. Louis-Napoléon ne céda pas : « C'est bien grave ; j'ai besoin d'y réfléchir davantage (2). » La réponse fut : « Nous attendrons (3). » — Le parti catholique dépendait trop de

nommé président, je lui prêterais mon concours pour réaliser tout le bien que l'un et l'autre nous étions désireux de faire. — Notre conversation avait duré près d'une heure ; pendant ce temps, le bruit s'était répandu que Napoléon était dans la maison. Lorsque je descendis l'escalier, la foule était pressée dans les rues adjacentes, la cour elle-même était envahie de dévoués et de curieux. Je me faufilai le mieux que je pus dans cette multitude... » T. II, p. 27, 28 et suiv. — Pour achever de comprendre ces *Mémoires*, il est bon de lire la préface où celui qui les publia, non sans les avoir « revus et mis en ordre », nous dit : « C'est pendant et après la guerre de 1870-1871, alors qu'il habitait Bouvelinghem, dans le Pas-de-Calais, que M. de Melun écrivit ses premiers souvenirs, uniquement destinés à son fils. La mort de ce fils unique interrompit en 1872 ce premier travail. Lorsque le malheureux père le reprit, en 1877, il dut le faire sous d'autres impressions et en se plaçant à un tout autre point de vue. »

1, 2, 3. E. Ollivier.

la rue de Poitiers, et inversement, pour qu'avoir l'un ne procurât point l'autre. La simplicité des déclarations bonapartistes fit céder le parti exclusivement ultramontain et diminua ses demandes ; le prince, de son côté, promit de se montrer conciliant. L'entente se noua : Il fallait s'incliner devant la popularité napoléonienne. « Berryer, en réservant ses sympathies bien connues, ne refusait pas son concours sur le terrain de la république 1). » Le duc de Broglie fit comme lui (2). Louis-Bonaparte, reconnaissant tout ce que le catholicisme consolidait en France à cette époque et tout le bien qu'il pourrait faire s'il voulait rester purement religieux, espérant peut-être aussi qu'il demeurerait gallican, décida de l'admettre et de s'en servir en le contenant à sa place. — Falloux suivit ses collègues. Il lutta, se refusa, puis, à l'étonnement de quelques légitimistes farouches et, dit-on, du comte de Chambord, se laissa entraîner sans répugnance (3). Il certifia, par la suite, n'avoir pas voté pour le prince et s'être même avancé contre lui (4) ; tout paraît bien prouver, — en plus

1. V. Pierre, déj. cit., t. I, p. 527.
2. *Mémoires d'Odilon Barrot*, t. III et t. I ; avant-propos.
3. V. Pierre, t. I, p. 523.
4. *Mémoires d'un royaliste*. Il écrit à ce sujet (t. I, p. 386, 387) : « Je n'échappai point aux obsessions de M. Thiers. Un jour, me voyant écrire une lettre pendant la séance, il vint s'asseoir près de moi, ce qu'il n'avait encore jamais fait, et me dit : « Je parie que vous écrivez contre la candidature du prince Louis. — Eh bien, vous avez gagné, car c'est effectivement ce que je fais. — Ah ! vous avez grand tort. Pourquoi vous obstinez-vous ainsi contre le sentiment des hommes qui vous ont devancé dans la vie politique et qui ont forcément plus d'expérience que vous ! — Parce que j'ai l'invincible conviction que vous serez déçu. Vous me faites l'honneur de me demander ma pensée ? La voici, résumée en deux mots. » Je lui tendis ma lettre et il lut : « Le premier jour sera meilleur avec le prince Louis qu'avec Cavaignac, mais le lendemain sera détestable. » A qui écrivez-vous cela ? — Au vicomte de Gontaut, qui m'écrit de Pau au nom d'un certain nombre d'électeurs. — Ah ! un Gontaut doit être une puissance dans le Béarn... Croyez-moi, déchirez votre lettre. Je réponds de tout. —

des témoignages qui l'établissent — que telle ne fut point sa conduite ; et il accepta, — en ayant l'air de se faire faire violence, il est vrai, — le ministère qu'on lui offrit. Il avait été voir Dufaure, car le parti catholique frappait à toutes les portes, et l'ayant trouvé prêt à repousser ses prétentions, considérant que Montalembert avait, en somme, mieux réussi dans son enquête, il comprit que l'heure de certains triomphes était passée ; enfin, le clergé le délivra onctueusement de ses derniers scrupules. La rue de Poitiers ne donnait-elle pas l'exemple ? Ses cardinaux laïques « se disaient qu'ils seraient moins vaincus en s'associant d'avance au vainqueur, quoiqu'il ne fût pas de leur choix, qu'il leur accorderait au moins des égards, que, s'ils avaient à redouter quelques concessions à des idées abhorrées, ils obtiendraient en retour des garanties sérieuses pour des principes essentiels. Le succès d'un nom dynastique leur semblait un présage de ruine pour la république et, la république renversée, ils se flattaient d'avoir raison du prince et de reconstruire la monarchie (1). » Gagner les catholiques et la rue de Poitiers, c'était posséder aussi les monarchistes, légitimistes ou orléanistes, qui y comptaient tant de membres. Ils avaient bien des objections à présenter contre une pareille candidature. Ils ne jugeaient ni prudent ni possible d'engager la lutte à leur profit direct, voulant à la fois empêcher l'asservissement de la république et réserver l'avenir, ce qui équivalait à éviter, par conséquent, l'élection de Cavaignac, et à préférer, pour lutter avec avantage contre lui, un candidat qui eût dans l'opi-

Non, je ne puis rétracter ma lettre ni changer ma résolution de déposer dans l'urne un billet blanc ; mais je vais vous montrer ce que j'ajoute : « Voilà M. Thiers qui m'interrompt et qui me déclare qu'il répond de tout. »

1. E. Ollivier, t. II, p. 108.



nion une force suffisante. Le doute ne restait plus possible; le prince était ce candidat même ; et l'avenir s'ouvrait sur l'inconnu. Les monarchistes consentaient bien à renverser Cavaignac et la république, mais se refusaient à servir de marchepied pour un candidat susceptible de souche dynastique, naturellement prêt à substituer une couronne à son pouvoir passager. Thiers influa beaucoup sur eux et entraîna leur décision. — Les légitimistes avaient écrit à Frohsdorff pour connaître le mot d'ordre, tout en explorant les salons de l'hôtel du Rhin. Le 5 novembre, les notables de « la cause » convoqués à Paris avaient déclaré, après discussion, que, leur parti ne pouvant avancer de candidat, ils préféraient Louis-Napoléon, pourvu que le comte de Chambord les autorisât à voter (1). Il est à signaler que, dès la fin du mois d'octobre, *la Gazette de France* avait défendu le prince. Le 24 novembre, elle prenait absolument parti pour lui : « Louis-Napoléon n'est pas un nom, c'est une situation. Sa nomination nous arrache à un pouvoir exécutif né de l'insurrection... Il n'est pour nous qu'un chef qui veut sincèrement la paix de la nation... Nous sommes impérialistes, oui, comme le peuple qui va nommer Napoléon contre Cavaignac, parce que celui-ci ne veut pas de l'appel au peuple. » Le 3 décembre, elle proteste contre les procédés employés par le gouvernement afin de miner la candidature napoléonienne et s'explique : « Contraints d'abandonner la légitimité, unissons-nous en faveur d'un candidat dont le nom est une protection vivante contre les tendances de l'anarchie et du désordre ; cédons à l'entraînement populaire. » Le 9 décembre, elle conseille : « Entre M. Cavaignac et Louis-Napo-

1. Lespès, t. I, p. 103 ; — Lacroix, t. III, p. 118.

léon, n'hésitons pas... M. Cavaignac représente l'insurrection ; Louis-Napoléon, c'est le vote universel. Nous marchons à un but comme au milieu de flots de lumières. La France va reprendre la direction de ses destinées. » — Louis-Napoléon était donc encore la dernière allée monarchiste. Guizot s'en était rendu compte avant ses amis. Quand ceux-ci vinrent à Londres l'interroger, il leur donna le conseil d'accepter les événements, de se montrer résignés et de voter pour l'ancien adversaire de Louis-Philippe (1).

Le prince amenait peu à peu à lui de nouveaux députés montagnards. « Le bonapartisme, a dit un historien républicain, était sûr de la majorité des votes socialistes (2). » Beaucoup, parmi les démagogues, voyaient aussi « dans l'avènement d'un Bonaparte, le triomphe de l'égalité révolutionnaire (3) ». Pour eux, « le gouvernement d'un Bonaparte, c'était le gouvernement des hommes du peuple, tandis que toutes les autres dynasties représentaient à leurs yeux le gouvernement des bourgeois et des riches (4) ». Crémieux, un pied à gauche, un autre dans le pouvoir, à cheval sur son intérêt, annonçait par une let-

1. Léon Faucher, *Biographie et Correspondance*. Lettre à Henri Reeve, 17 décembre 1848.

2. T. Delord, t. I, p. 120.

3, 4. Odilon Barrot, *Mémoires*, t. III, p. 19, 20. *Le Républicain du Havre* racontait le 30 octobre que les députes des clubs démocratiques étaient venus voir le prince pour lui proposer leur programme. « M. Louis Bonaparte, dit le journal, a éludé de répondre. Les députés ne se sont pas tenus pour battus. Ils ont interpellé le candidat sur le vote des deux Chambres, à l'occasion duquel il s'était abstenu. Ils lui ont enfin demandé quels hommes il emploierait s'il était en situation de former un ministère. M. Louis Bonaparte a répondu toujours évasivement ; il ne connaît pas assez les hommes politiques pour pouvoir, à cet égard, se décider dès aujourd'hui. Enfin, ces délégués se sont résumés en lui posant pour dernière question la résolution qu'il prendrait dans ce cas à l'égard de M. Thiers. Si nous sommes bien instruits, M. Louis Bonaparte aurait manifesté le dessein de ne pas lui confier de portefeuille. »

tre adressée au *Siècle* qu'il voterait pour le prince. Dans la portion de la Montagne qui restait ennemie, certains le firent, qui ne l'avouèrent pas, et quelques autres le repoussèrent à regret (1). Quand on considère à quoi tient l'opinion politique, on ne saurait s'étonner de ses variations. Pierre Leroux se disait contre Louis-Napoléon, et l'était évidemment à la Chambre, parmi ses amis ; j'imagine qu'il l'était moins, malgré ses réticences, une fois seul ; il ne l'était pas au milieu de la foule et voyant, plus tard, l'Empereur passer en calèche, il aidait ceux qui applaudissaient le plus fort. Il s'approcha même, une fois, et, tendant le bras vers Napoléon III hésitant : « Vous pouvez me serrer la main, c'est celle d'un brave homme (2). »

L'armée, malgré quelques chefs, malgré la pression gouvernementale, et à cause d'elle, évoluait aussi peu à peu ; sa masse inférieure entraînait son oligarchie mal renseignée, inintelligente : les soldats avaient commencé, puis les sous-officiers avaient suivi, puis les capitaines, et c'était désormais le tour des hauts grades. Bedeau, Rulhières, Oudinot, Lebreton, Baraguey

1. *La Réforme* du 27 octobre 1848 publiait le récit de la conversation suivante entre Louis-Napoléon et Etienne Arago : « Si nous vous repoussons, disait ce dernier, c'est que, voulussiez-vous rester dans le giron républicain, vous seriez forcé par tout ce qui fait cohue derrière vous de marcher vers une monarchie, car ce qui vous pousse en avant, c'est l'ignorance des campagnes... et le fétichisme impérial. » Louis Bonaparte se contentant de répondre qu'il faudrait bien s'incliner devant le vote de la majorité, Etienne Arago répliqua : « C'est pour cela que je voudrais retarder l'élection du président, afin que l'on pût dire à la nation que vous n'avez aucun titre, ni personnel, ni emprunté, à la présidence de la république, que le reflet de l'astre éteint dont vous cherchez à vous éclairer ne serait qu'un reflet monarchique. » George Sand, qui changea sa façon de voir peu de temps après l'élection, combattait pour le moment, mais sans espoir de succès, la candidature napoléonienne. Voir : *La révolution démocratique et sociale*, 1er décembre 1848.

2. Maxime Du Camp, *Souvenirs*, t. II.

d'Hilliers se déclaraient (1). Le mouvement était entretenu par la propagande. Les journaux publiaient ceci : « Un grand nombre d'officiers généraux et d'officiers de tous grades se sont réunis et ont arrêté cette résolution... : Vu les glorieux souvenirs de l'Empire, la mémoire du génie qui vivra éternellement, la grandeur de son époque ; vu le sacrifice que l'Empereur fit deux fois de sa couronne, de sa famille, de sa fortune et de sa personne à la France qu'il a tant aimée ; vus les malheurs, la probité, l'exil, le courage, les vastes connaissances dans les codes, les lois, les sciences et l'art militaire, l'administration, les mœurs de la France, les intentions pures et honnêtes, le manifeste si éminemment français, les nobles engagements de Louis-Napoléon Bonaparte, neveu de l'Empereur, envers le peuple et l'armée... sont d'avis, devant Dieu et devant les hommes, que l'armée... doit repousser la candidature d'Eugène Cavaignac et voter pour Louis-Napoléon Bonaparte. — Pour et au nom des officiers réunis : Général baron Stourm, 26 rue de Rivoli (2). » Un passage des *Mémoires* de Du Barail (3) définit assez bien la façon de penser d'une partie de l'armée : « Je ne connaissais le prince

1. Castille, Stern, Gallix et Guy, Lespès, — V. Pierre, etc.

2. *La Gazette de France* du 2 décembre publiait aussi la lettre suivante, adressée à un ancien colonel de l'Empire par le général Dufour, de l'armée suisse, et qui avait bien connu le prince : « Berne, 24 novembre 1848... J'ai rencontré dans Louis-Napoléon un grand et noble caractère, des sentiments élevés dignes du nom qu'il porte, une rare loyauté, un désintéressement peu commun, un patriotisme ardent et sincère, en un mot, toutes les qualités qui commandent l'estime... Voyez ses ouvrages et jugez ; ils sont nombreux et variés. Vous y reconnaîtrez le penseur profond et l'écrivain distingué. Il a écrit sur les sciences militaires, sur la politique, sur l'histoire, sur les questions économiques et industrielles, etc., toujours avec une supériorité marquée, et si une chose peut me surprendre, c'est que tout cela soit si peu connu en France... Un temps viendra où on lui rendra justice. » Le colonel Dufour, comme tous les propagandistes, n'ignorait pas la banalité.

3. *Louis-Napoléon Bonaparte*, t. I, p. 340.

Louis-Napoléon que par ses échauffourées de Strasbourg et de Boulogne. Par contre, je connaissais le général Cavaignac. Je m'étais rencontré plus d'une fois avec lui en Algérie. Je savais ses préférences, dont il ne faisait pas mystère, pour le régime républicain ; je savais, par conséquent, que, voter pour lui, c'était voter pour la république. C'est pourquoi je portai dans l'urne un bulletin au nom du prince Napoléon. Certes, on eût cherché longtemps en France avant d'y trouver un garçon plus étranger que moi à la politique, mais je sentais instinctivement qu'après les secousses terribles qui avaient ébranlé la France depuis le 24 février, la nation avait besoin, avant tout, d'ordre et de tranquillité, et qu'elle ne posséderait ces deux biens qu'avec un gouvernement assez fort pour les faire respecter en se faisant respecter soi-même. » Tout ce qui était politique, au contraire, avait voulu élire Cavaignac. Et Du Barail continuait : « On ne mène pas les hommes par le raisonnement ; on ne les mène que par le sentiment. Les nations ont toujours dédaigné les mathématiques pour l'imagination. Sur elles, le réel n'a pas d'action. L'humanité n'obéit qu'à ses rêves. Elle préféra toujours la légende à l'histoire. » — Ainsi, les sentiments les plus contraires se rencontraient au même point ; pour les uns, le nom napoléonien signifiait ordre, sécurité — et même monarchie ; pour les autres, il voulait dire triomphe du peuple sur les privilégiés de l'argent, égalité et révolution ; pour d'autres encore, il figurait la meilleure des républiques — comme Louis-Philippe en 1830 —, la république de la force et de l'évolution. Tout se transformait de soi-même pour se grouper autour du descendant impérial et l'histoire des différents hommes politiques, comme celle des différents partis, développe, avant tout, une

sorte d'élimination progressive. « On n'avait plus d'opinions politiques à force d'en avoir eu (1). » La candidature napoléonienne devait obtenir une écrasante majorité. La république avait commencé en paraissant songer à se munir du prince ; elle allait, à la fois, s'achever et revivre par lui. Les petits dictateurs qui n'étaient pas parvenus se consolaient par la fatalité de cette dictature colossale autour de laquelle ils apercevaient quand même le moyen de prendre place. Louis Bonaparte fusionnait tout d'autant plus facilement qu'il alimentait la consolation générale en passant pour un pauvre homme (2).

Beaucoup de journalistes modéraient leurs attaques, ou même n'attaquaient plus. *Les Débats* préparaient avec art, et toujours par principe conservateur, leur conversion (3). Les premiers adhérents, les seconds et les troisièmes se succédaient, tous enthousiastes. Hugo, que Girardin poussait à se rallier davantage, menait sa campagne dans *l'Événement*. Le numéro du 28 octobre, après avoir quali-

1. George Sand écrivait cela en décembre 1845 ; — c'était encore plus vrai en 1848 où on avait renié toutes les opinions à force d'en faire l'expérience. Elle ajoutait : « On a le portrait d'Henri V pour la forme, mais celui de Napoléon à côté, pour le sentiment. » *Correspondance*, t. II, p. 344.

2. « Le peuple se remua alors et vota pour un nom ; il s'enthousiasma pour un simulacre. La bourgeoisie, épouvantée, vota pour un idiot qui la rassurait. La noblesse, infidèle à son drapeau, vota pour un protecteur dans l'anarchie présumable. Il se trouva, en définitive, que ce simulacre était un homme, que cet idiot était une tête forte, que ce protecteur de la noblesse était un socialiste. » Philarète Chasles, *Mémoires*, t. II, p. 134. — « Tous, à force de se détester, semblaient s'être liés pour lui ! » Proudhon, *Napoléon III*, p. 134.

3. « Pour le soutenir parmi les divers organes de l'opinion publique, le général Cavaignac avait le silence des *Débats* et la rhétorique du *Siècle*... La conduite des *Débats*, depuis le 24 février, avait été une sorte d'abdication de la vie politique ; frappé, étourdi par la terrible révolution, il s'était condamné à un système de gémissements lamentables ; de telles secousses n'allaient pas à son tempérament ; il restait sans voix sur les plus graves ques-

fié Girardin « d'homme des initiations », affirme : « On peut tenir, dès à présent, pour assurée l'élection de Louis Bonaparte... Il est possible que la France se trompe sur M. Louis Bonaparte, mais cette erreur même serait excusable... C'est son instinct qui la pousse vers un nom éclatant. » Et le poète laisse entendre, — ou même fait entendre, — qu'il compte devenir ministre du futur président : « Que le prince commence dès aujourd'hui à s'entourer de tout ce qui travaille, de tout ce qui lutte en France... qu'il ouvre son salon aux historiens, aux artistes, aux philosophes... » Ou ceci, encore : « Dans la première partie de ce siècle, Napoléon disait aux soldats : « Je suis « content de vous ! » Il faudra, dans la seconde, qu'il dise aux penseurs : « Vous serez contents de moi ! » Hugo faisait même de la propagande verbale et s'efforça notamment d'obtenir à son candidat la voix d'Adolphe d'Ennery (1). Alexandre Dumas et Bar-

tions de l'ordre social... Ce silence timide, il ne faut pas l'attribuer tout à fait à la faiblesse de caractère : un pouvoir régulier et déjà fermement établi est une si bonne chose qu'il peut y avoir utilité à le soutenir quel qu'il soit, et telle était la politique du *Journal des Débats*. Il avait appuyé le gouvernement provisoire, la Commission Exécutive, puis la dictature du général Cavaignac, et, comme cette dictature était un fait, il la soutenait encore en vertu de la seule considération qu'elle existait ; hésitant devant toute espèce de commotion, il aimait mieux appuyer le pouvoir que de subir d'autres chances et, dans ce but, il comblait de compliments même M. Marrast que, son pouvoir fini, il aurait persiflé du plus haut de ses dédains. Comme tout le parti conservateur, le *Journal des Débats* ne connaissait que la partie matérielle de l'autorité ; triomphante, il la soutenait ; chancelante, il la harcelait ; à terre, il l'abandonnait avec ce scepticisme de l'école universitaire, plus dangereux pour une société que les enseignements de la révolution. » Capefigue, *La société et les gouvernements*, etc., pp. 267, 268.

1. Philibert Audebrand, *Souvenirs de la tribune des journalistes*. — Il vota pour Cavaignac. L'article de *l'Événement* du 26 octobre contenait ceci, au sujet du mouvement vers le neveu de l'Empereur : « C'est un touchant appel que la France fait à Dieu. Elle a besoin d'un homme qui la sauve et, ne le trouvant pas autour d'elle dans la sombre tempête des événements, elle s'attache avec un suprême effort au glorieux rocher de Sainte-Hélène. »



thélemy étaient également pour Louis-Napoléon (1) ; le premier le soutenait par des articles assez curieux dans son journal *le Mois* (2). — *L'Assemblée Nationale* est dévouée : « Il est impossible de méconnaître dans tout ceci la voix de la Providence. En effet, comment expliquer ce qui se passe par le raisonnement humain ? Une candidature a surgi tout à coup. D'abord regardée comme impossible, elle a grandi peu à peu sans efforts, sans secousses ; tous les obstacles se sont aplanis ; toutes les oppositions indépendantes l'ont acceptée ou bien ont cessé de lui être hostiles... La présidence de Louis-Napoléon, d'abord considérée par beaucoup comme un inconnu plein de périls, est devenue une espérance chargée de promesses. Oui, la Providence le conduit par la main. Tout lui réussit, tout tourne à son avantage, pendant que chaque pas de son adversaire devient une chute. » Beaucoup de journaux de province parlaient comme *l'Événement* ou *la Presse*. *Le Courrier du Havre* disait : « Au moins, avec l'inconnu, avons-nous l'espérance !... Pourquoi ne verrait-on pas dans le nom de Napoléon providentiellement revenu aux conseils de la nation un arc-en-ciel qui annonce à notre pays que les eaux dont il a été couvert vont se retirer pour ne plus revenir ? » *Le Journal de l'Aisne, le Mémorial des Pyrénées* tiennent le même langage. Pour *le Capitole de Toulouse*, le prince est « le seul

1. Ponsard écrivait de Vienne, en Dauphiné : « Le spectacle de Paris doit être curieux. Les ambitions doivent accourir en foule vers le soleil levant. Hugo, Dumas et Barthélemy n'y ont pas manqué. » Dumas s'était mêlé d'abord (voir *le Mois*) ; puis il suivit le courant ; voir : J. Garsou, *L'Évolution démocratique de Victor Hugo*, déjà cité, p. 25. — Barthélemy soutenait l'idée napoléonienne depuis longtemps. En 1831, dans sa *Némésis*, il donnait des poèmes fort applaudis. — *Némésis, satire hebdomadaire*, Bruxelles, Laurent, 1836.

2. Nous en avons cité des extraits précédemment.

homme possible dans le présent et dans l'avenir ». *Le Journal du Loiret* constate : « Le vœu populaire, on le sent partout, il nous pénètre de toutes parts ; il est dans l'air que nous respirons, il sera irrésistible. Louis-Napoléon n'est pas l'homme d'un parti, il sera l'homme du pays. » *L'Écho de l'Oise* le certifie également. *L'Hebdomadaire de Béziers* n'hésite pas davantage : « Qui sera président de la république ? Toute la France a répondu sans hésiter : Louis-Napoléon Bonaparte ! Lui seul simplifie la question. » *L'Indépendant de l'Ouest* défend tellement le prince qu'il en devient injuste pour Cavaignac. *L'Aube*, de Troyes, ne voit que lui à l'horizon. *Le Mémorial Bordelais* attend tout de son intervention : « La confiance ne peut revenir, le crédit renaître, le commerce reprendre, l'industrie rouvrir ses ateliers, la société se rasseoir que par la constitution d'un pouvoir fort et durable. Louis-Napoléon, élevé au pouvoir suprême par un acte de religion populaire, prend un caractère sacré. » *La Gazette du Languedoc* annonce « qu'un torrent irrésistible se forme en faveur de Louis-Napoléon. » *L'Éclaireur de l'Hérault* le voit, ainsi que *le Périgord* qui montre sa candidature naissant « des entrailles du peuple » et ajoute : « Ce n'est point la bannière du prince Louis Bonaparte que nous prenons en main, c'est la volonté de la population agricole que nous acceptons. » *L'Opinion du Gers, la Province de la Haute-Vienne* se déclarent bonapartistes. *L'Argus Soissonnais* fait observer que sur trois cent quatre-vingts journaux départementaux il en est cent, au plus, pour Cavaignac. *L'Union Franc-Comtoise* résume ainsi ses raisons : « Avec Louis Bonaparte, le peuple possédera deux forces qui ont manqué aux précédents gouvernements : le peuple et l'armée... L'exil l'a rendu forcément étranger à nos

divisions et à nos luttes : il n'appartient à aucun parti ; seul, il se trouve assez libre pour choisir les hommes du gouvernement, à droite, à gauche, au centre... Avant tous les partis, en dehors de tous les partis, malgré tous les partis, le peuple a prononcé en faveur de Louis Bonaparte. » *Le Journal de Rodez, l'Indicateur de l'Hérault, le Journal de Maine-et-Loire* suivent aussi ce raisonnement ; on peut encore citer, entre autres, car la multitude de ces feuilles imprimées est considérable, *l'Océan*, de Brest, *l'Assemblée Nationale de Dijon, l'Impartial de la Bretagne, le Mémorial Agenais, la France Centrale, le Journal de Rennes, la Gazette d'Auvergne, l'Écho du Midi, la Foi Bretonne, la Bretagne, le Journal de Coutances, l'Étoile du Peuple*, de Rennes, *le Courrier de la Gironde, le Courrier de la Somme, la Revue*, du Havre, *l'Indépendant de Toulouse, l'Étoile du Peuple*, de Nantes, *le Mémorial* et *l'Impartial*, de Rouen, *le Courrier de l'Eure, le Charentais, le Journal d'Épernay, l'International des Basses-Pyrénées, le Journal de la Marne, la Vérité des Ardennes, la Gazette de Flandre*, etc. *L'Écho de Vésone* répète *le Périgord* en voyant aussi dans la candidature napoléonienne « une inspiration céleste, une révélation surnaturelle, un enseignement d'en haut. » *Le Journal de la Nièvre* distingue dans le peuple l'instrument de cette providence : « Peuple, c'est toi, dans ta sagesse instinctive, providentielle... qui dictes aujourd'hui à la France le seul nom qui puisse la sauver de l'abîme. » *Le Loiret* a plus confiance « dans ce merveilleux instinct de la Nation que dans la raison des hommes d'État du jour. » *La Gazette du Languedoc*, qui se fait de plus en plus catégorique, finit par avouer : « Les paysans comptent bien que, une fois président, M. Louis Bonaparte cassera les reins à la république. » — *Le Messa-*

ger du Nord, le Moniteur de l'Aisne, le Puy-de-Dôme, le Breton, le Courrier de Nantes, le Courrier du Nord, la Fraternité de l'Aube, la Démocratie des Hautes-Pyrénées attaquent violemment le prince. *La Gazette du Midi* aperçoit en lui « le candidat de l'ignorance, des affections aveugles, un mannequin traîné à l'Assemblée par M. Vieillard, épelant assez mal ses leçons écrites, se sauvant comme un écolier et qu'on ne retrouve jamais quand il faudrait répondre ». *Le Bien Public*, de la Haute-Marne, *l'Impartial de la Meurthe* et beaucoup d'autres reprennent ce thème favori de l'imbécillité napoléonienne. *Le Franc-Comtois, l'Écho du Nord* soutiennent vigoureusement Cavaignac. — A l'étranger, *le Heraldo* et *la Espana* le défendent ; *l'Émancipation de Bruxelles* raille ses adversaires ; en Angleterre, presque toute la presse se lève maintenant contre lui. Le *Morning Post* publie une anecdote intéressante qui, vue à distance, ne donne peut-être pas, quant aux opinions littéraires du prince, le résultat qu'on en attendait à l'époque même : « La bibliothèque de Louis-Napoléon a été vendue aux enchères. Parmi ses livres, était une belle édition, reliée en maroquin, du poème de *Jocelyn* de Lamartine. Il y a sur cette édition ces mots, écrits de la main du prince en français : « Entrepris la lecture de ce livre, à Florence, le dimanche 5 mai 1837. Abandonné cette lecture, l'ouvrage étant trop sublime pour moi. Recommencé la lecture une deuxième fois, le lundi 6, sans être plus heureux. Recommencé par un nouvel effort le 9 et abandonné définitivement. » Les deux hommes se retrouvaient face à face devant l'urne électorale... — Le *Morning Herald* traite le prince d' « Adonis de quarante ans ». Le *Nothern Star* l'injurie bassement, le qualifie de fou ; « un garçon de charrue ferait un meilleur président que lui ».

Un mérite du parti bonapartiste fut de rester, au milieu de toutes les divisions, inébranlablement uni. « Pendant que les républicains se divisaient et subdivisaient en une foule de fractions hostiles, républicains de la veille et du lendemain, républicains politiques et socialistes, jacobins et modérés, etc., donnant au public le triste et scandaleux spectacle de leurs luttes acharnées d'amour-propre et d'ambition ; pendant que, d'un autre côté, les tentatives de former au sein de l'Assemblée un grand parti compact des opinions libérales, parti dont le général Cavaignac aurait été le chef et la personnification hautement avouée, avortaient si malheureusement, le parti bonapartiste tenait une conduite toute contraire (1). » Sa propagande, servie de la sorte par une armée homogène, n'en était que plus puissante. Il manquait d'argent au lieu que Cavaignac en regorgeait (2), mais chacun y mettait de sa poche. La vente à l'encan de tout ce que Louis-Napoléon avait laissé à Londres ne rapporta pas plus de mille à quinze mille livres sterling (3). Miss Howard, que l'Empire devait faire comtesse de Beauregard, avait vendu à crédit à son amant, cette année même, un domaine dans les États Romains, près de Civita-Vecchia et, sur ces terres, il avait immédiatement emprunté trois cent vingt-quatre mille francs au marquis E. L. Pallavicino (4) ; elle aida, de plus, autant qu'il fut en son moyen. La princesse Mathilde donna « jusqu'à l'extrême limite de ses ressources (5) ». Fould consentit, paraît-il, à quelques avances. On

1. Odilon Barrot, *Mémoires*, t. III, p. 13.
2. Dufaure et Lamoricière dépensaient sans compter, ainsi que le banquier Odier, et bien d'autres.
3. *La Presse* du 12 juin 1850.
4. *Papiers et correspondance de la famille impériale*. Garnier, 1871.
5. *Journal du maréchal de Castellane*, déjà cité.

a dit — mais le fait n'a jamais été prouvé, — que des subsides furent envoyés d'Angleterre, auxquels avaient contribué lord Palmerston et lord Malmesbury. De temps à autre, arrivaient quelques milliers de francs, dons de partisans souvent anonymes. Le prince joua encore tout ce qui lui restait et, enfin, emprunta considérablement. Il chercha aussi, semble-t-il, à se procurer de l'argent par une cession de droits dont il aurait pu se prévaloir au moyen d'une créance sur l'État français, en vertu du traité de Fontainebleau (avril 1814) ; cependant le projet fut à peine tenté et abandonné aussitôt ; il n'eut, en tout cas, aucune suite (1). — Le total des diverses sommes obtenues demeurait relativement assez mince, mais le fait n'avait pas d'importance ; on peut même avancer que la propagande devenait superflue chaque jour davantage, et que l'élection se serait faite d'elle-même ; il s'agissait d'une idée réalisée dans un homme, plus que d'un homme. Des agents parcouraient la France, évangélisaient les campagnes, les villages, les villes, distribuaient d'innombrables almanachs, répandaient les promesses, même les plus folles, mais naturelles pour ceux qui avaient souffert de la république parlementaire et ne pensaient rien de difficile à un Napoléon ; celui-ci ne mêlait-il pas sa cause à celle du suffrage universel, au point que l'une et l'autre n'en fissent qu'une ? Et le suffrage universel apparaissait depuis quelques mois comme la seule délivrance possible à la majorité française (2). Cette réclame électorale

1. Voir : *Le Messager de l'Assemblée*, articles cités. Eug. Forcade : *Circulaire écrite en anglais et lancée sur la place de Londres*. Cité dans : Thirria, *Napoléon III avant l'Empire*, t. I.

2. Le 15 juin, George Sand écrivait à Mazzini : « La bourgeoisie veut régner. Depuis soixante ans, elle travaille à réaliser sa devise : *Qu'est-ce que le tiers-état ? Rien. Que doit-il être ? Tout.* Oui, le tiers-état veut être tout dans l'État, et le 24 février se débarrassait de l'obstacle de la royauté. Il est donc indubitable que la

réveillait un peu partout de vieux militaires du premier Empire, ravis d'y aider ; elle employait les commis-voyageurs, les postillons des diligences (1), assez satisfaits également d'offrir des portraits, des biographies (2), des prospectus. Ces paperasses, sans ajouter au courant, l'entretenaient ; les promesses faites, comme l'abolissement de l'impôt des quarante-cinq centimes et même de tous les impôts pendant plusieurs années, alimentaient les espérances ; les vieux soldats rébarbatifs, fort rares, étaient conquis par la perspective de rentes viagères (3). Les amis de Louis-Napoléon prenaient l'avantage sur ceux de Cavaignac par suite de leur indépendance même ; l'autorité absolue des fonctionnaires (4) les aidait, mais les

France sera désormais une république puisque, d'une part, la classe la plus pauvre et la plus nombreuse aime cette forme de gouvernement qui lui ouvre les portes de l'avenir et que, de l'autre, la classe la plus riche, la plus influente, la plus politique, trouve son compte à une oligarchie. — Le suffrage universel fera justice un jour de cette prétention du tiers-état. C'est une arme invincible dont le peuple n'a pas encore su faire usage et qui s'est retournée contre lui-même dans un premier essai. » Dans la même lettre, elle disait aussi, très justement : « Je crains l'inintelligence du riche et le désespoir du pauvre. » Pour tout accorder, elle ne voyait rien que le suffrage universel : « Nul homme ne sera supérieur à un principe, et le principe qui doit donner la vie aux sociétés nouvelles, c'est le suffrage universel, c'est la souveraineté de tous. Ce n'est donc qu'avec le concours de tous, avec la bourgeoisie réactionnaire comme avec la bourgeoisie démocratique, comme avec les socialistes, que le peuple doit se gouverner. Il lui faut pour s'éclairer la lutte pacifique et légale de tous ces éléments divers. » *Correspondance*, t. III, p. 70.

1. Odilon Barrot, t. III. — Quentin-Beauchart, t. I.
2. *Histoire de Louis-Napoléon Bonaparte*, sans nom d'auteur, etc.
3. V. Pierre, La Gorce, etc.
4. Témoin le fait suivant qui se passait le 5 décembre : « Voilà ce qui m'est arrivé à moi personnellement ce soir. Un enfant de huit ans à peine me tendit une feuille imprimée en me demandant un sou. A peine si ce pauvre enfant pouvait parler. Je lui donnai deux sous et lui laissai sa feuille. « Prenez ce papier, Monsieur, « me dit-il, c'est une lettre en faveur de Louis-Napoléon, et si on « me la voit vendre, on m'arrêtera encore comme hier. » *Le Mois*, t. II, p. 10. — Voir également *La Presse* du même jour. Les fonc-

entravait aussi en leur retirant une grande part d'initiative personnelle. Les bonapartistes, risquant tout, ralliaient continuellement de nouveaux néophytes qui, eux aussi, à leur tour, d'autant plus fervents qu'ils arrivaient tard, en recrutaient d'autres (1). A Paris, le Comité Napoléonien, réuni au Comité du faubourg Montmartre, formait le Comité central électoral qui devenait bientôt lui-même la Société du Dix-Décembre (2) ; il donnait de fréquentes réunions qui se tenaient soit au manège Fitte, rue de la Chaussée-d'Antin, soit salle Valentino, rue Saint-Honoré, soit encore, quand l'assistance devait être moins nombreuse, au siège central, 10, boulevard Montmartre. Les orateurs y affluaient de partout. Un échantillon des discours prononcés est fourni le 24 novembre par celui d'un membre du comité, M. Bertin : « Si mon ardent désir est de voir le citoyen Louis-Napo-

tionnaires se sentaient débordés et se montraient d'autant plus intransigeants.

1. « Le prince Louis Bonaparte n'avait pas pour lui l'administration publique, mais cette force d'opinion immense et des émissaires dévoués ; l'argent ne remplace pas le cœur et l'imagination ; pour le nom de Bonaparte, il y avait du fanatisme. Des émissaires s'offraient tout seuls pour parcourir les départements et la campagne ; surtout ils apportaient l'image du prince que ces vieux soldats comparaient au portrait de leur grand Empereur suspendu au foyer domestique... » Capefigue, t. IV, p. 277.

2. Il faudrait énumérer aussi de petits comités particuliers, dont quelques-uns se formèrent d'eux-mêmes. Citons le principal, le Comité National et indépendant pour l'élection de Louis-Napoléon Bonaparte, 12, rue de la Boule-Rouge à Paris. Sa propagande porta aussi sur la province et donna des résultats importants dans l'Orne, dans le Calvados ainsi que dans le Puy-de-Dôme ; le nombre déclaré de ses correspondants en province était de 3.200 ; il y fit distribuer 25.000 exemplaires de la brochure : *M. le général Cavaignac devant la Commission d'enquête*. Le comité directeur se composait de douze membres : le général Husson, président, le colonel Charles Martin et M. Armengaud, secrétaires, puis MM. G. Collasson, A. de Lagnian, L. Rabussier-Briosne, Pelard, Alfred Michiels, Lefranc, Dutilleul, Michel et Mme Sidoine Barragué. — Louis-Napoléon s'était mis directement en rapport avec le comité le 11 novembre 1848. *Collection A. L.*

léon le premier citoyen de France, c'est parce qu'il est bon, d'un caractère noble et généreux ; c'est parce qu'en fils reconnaissant, il chérit sa mère patrie et ne voit en nous que des frères, c'est parce que chaque instant de sa vie a été consacré au progrès, à combattre les coutumes qui s'opposent au bonheur des masses ; que, malheureux lui-même, le malheur a toujours été l'objet de sa plus tendre sollicitude et qu'enfin il est aimé de tous et que tous ne verront bientôt en lui que la seule main qui peut nous tirer de l'espèce de chaos dans lequel les ambitieux et les incapables nous ont plongés. Louis-Napoléon a vécu comme le plus modeste des hommes ; ses nuits n'ont point été interrompues par l'archet joyeux et le fracas des plaisirs ; le travail et toujours le travail a été son unique loisir... Républicain, et dans la forme et dans le fond de son cœur, la république — une république honnête — a toujours été son plus beau rêve, du fond de sa prison où, plongé dans l'exil, il la voyait descendre resplendissante des cieux... Citoyens, rendons à ce beau pays et sa splendeur et sa gaieté si nous ne voulons le voir périr. Que nous faut-il pour cela ? Un homme autour duquel nous puissions nous rallier... Cet homme, vous l'avez déjà nommé... Louis-Napoléon Bonaparte. »

Un certain Patorni, qui avait été au service du roi Louis (1), était un orateur habituel de ces réunions. Une de ses péroraisons achèvera d'indiquer ce qui portait alors sur le peuple français. Abordant l'exil

1. Ce Patorni avait composé un petit volume sur : *L'Épée de Napoléon, Mémoire à consulter*, etc. Paris, impr. d'Herhan, rue Saint-Denis, 1833. Il était avocat. Il se trouvait, en 1837, à Londres, 18, Great Pulteney Street, et le prince lui écrivait : « Monsieur, je suis charmé d'apprendre que vous êtes à Londres, et c'est avec grand plaisir que je vous recevrai aujourd'hui à midi 1/2, si cela vous convient... » *Coll. A. L.*



du prince dans son panégyrique, il s'écriait : « Pourquoi cet exil ? Parce qu'il était du sang de Napoléon, de Napoléon, l'élu de la France, de Napoléon tombé victime de l'étranger... Dès qu'il put penser, dès qu'il put aimer, il pensa à sa patrie, il aima la France. » Il explique que le fils d'Hortense servit la cause italienne parce qu'elle était celle d'une nationalité opprimée ; il affirme que son candidat aurait voulu partir de même en Pologne, et l'assistance applaudit. Elle s'enthousiasme encore quand l'orateur raconte que Louis-Napoléon revendiqua pour lui l'épée d'Austerlitz, afin qu'elle ne tombât pas entre les mains de l'Autrichienne Marie-Louise. Il dénonce l'hypocrisie de la monarchie de Juillet, et lui oppose la loyauté napoléonienne : « De cette hypocrisie sortirent légitimement les tentatives de Strasbourg et de Boulogne. Gloire à l'homme de cœur qui les tenta... Honneur au courage malheureux ! S'est-il présenté comme Empereur ! Erreur ! Lisez ses proclamations. Est-ce le langage d'un prétendant ? N'est-ce pas celui d'un grand démocrate ? Le suffrage universel a été proclamé par lui dès 1836 et 1840. Les hommes de 1848 n'ont été que des imitateurs. » On crie : « Oui ! c'est vrai ! » et on bat des mains. Il conclut : « En nommant Louis-Napoléon, nous appelons au pouvoir le plus honnête homme de la république (1). » Ferrère n'abandonnait pas une de ses tactiques précédentes, et envoyait une lettre à toutes les personnes ayant de l'influence dans les départements : « Messieurs, en présence de tant de souffrances, causées par neuf mois de provisoire, et qui n'espèrent un soulagement que dans l'élection d'un pouvoir exécutif fort et puis-

1. Des réunions se tenaient encore au manège Duphot, sous la présidence d'un colonel Zénowitz. — *La Presse*, du 12 novembre 1848.

sant, vous voudrez bien excuser la liberté que je prends de m'adresser aux personnes qui, comme vous, jouissent d'une si légitime influence dans le pays pour les engager à augmenter la majorité qui est acquise aujourd'hui à Louis-Napoléon. Sa position est exceptionnelle et des plus favorables. Étranger à tous les partis, il peut les concilier tous... Son intention est d'appeler à lui toutes les capacités, sans distinction de leur passé... Son nom est pour tous un symbole d'ordre et de stabilité ; il a une influence immense et incontestable sur les masses, ce qui lui donnera les moyens de protéger efficacement la société contre les attaques dont elle est menacée. Plus la majorité que nous lui donnerons sera grande, plus il aura de force... C'est donc guidé par le sentiment le plus désintéressé que je sollicite votre concours pour la nomination de Louis-Napoléon Bonaparte à la présidence de la république. » Et le banquier signait de ses initiales en donnant son adresse (1). — Charles Tremblaire réunit tous les ouvrages du prince dans une édition en trois volumes, précédée d'une « vie abrégée » (2). Malgré l'intérêt que procurait aux électeurs un pareil recueil, capable de renseigner mieux que tout autre document sur l'homme dont s'inquiétait la France, il passa complètement inaperçu ; personne, presque, ne jugea qu'il serait bon de l'interroger ; il fut recherché vers la fin de la présidence et, quand l'Empire fut fait, il devint assez rare : il fallait se rendre compte pour démolir. En 1848, la grande majorité du public s'était créée, d'elle-même, une idée du

1. Aristide Ferrère, *Révélations*, déjà cité.
2. *Œuvres de Louis-Napoléon Bonaparte* publiées par M. Charles-Edouard Tremblaire, Paris, librairie napoléonienne, rue Neuve-des-Petits-Champs, 36, — 1848.

prochain président, et elle s'y maintenait ; parce que c'était la sienne propre, elle lui semblait suffisante. Les hommes politiques qui protégeaient le prince agissaient de la même manière ; ils s'étaient, eux aussi, formé une idée contraire à celle du peuple et entendaient ne pas la changer non plus ; le prince, étant un niais, ne pouvait avoir aucun talent ; ils avaient ignoré dans le passé ses livres, dépourvus de succès dans les salons littéraires de Paris, et ils pensaient inutile de s'en occuper maintenant davantage ; ils aimaient leur scepticisme, bien qu'il n'en fût pas un ; ils s'en tenaient au sentiment de leur intelligence avertie au sujet de laquelle ils n'avaient ni les uns ni les autres le moindre doute. Deux armées inégales s'alignaient ainsi et convenaient toutes deux du même chef par suite de motifs exactement opposés ; rivales, elles entendaient chacune se servir du prince pour leur victoire personnelle. La plus restreinte, qui exprimait, bien qu'elle n'eût rien d'une aristocratie, la théorie oligarchique, se perdait dans des combinaisons savantes et fausses ; la plus forte, qui était le nombre, se donnait surtout par instinct, par sentiment et par le besoin d'une délivrance qu'elle ne prévoyait pas possible autrement ; la méfiance des premiers comme la confiance des seconds étaient à bout et touchaient à cette limite où la révolution devient inéluctable. Le peuple se montrait ardent ; il acceptait tout ce qui avait rapport à son idole, tout ce qui était simplement censé lui ressembler, tellement que les adversaires de sa candidature se plaisaient au jeu puéril de vendre comme son effigie celle du prince de Joinville ou celle du duc d'Aumale (1).

1. Lacroix, t. III, etc. Un des autres subterfuges employés fut, à Dinan, une affiche avec le portrait équestre de Cavaignac et cette

De nombreuses brochures paraissaient en faveur de Louis-Napoléon ; ce sont, entre autres : *Louis-Napoléon à ses concurrents. Dernier examen de candidature pour la présidence de la république*, par M. S... ou : *Suppression de l'impôt du sel. Candidature de Louis-Napoléon Bonaparte à la présidence de la république*. C'est la *Lettre sur l'élection du président de la république*, par le docteur Bureau-Riofrey. Ce sont aussi les *Paroles impériales prononcées par l'Empereur à Sainte-Hélène et réunies par un croyant. Le Manifeste des ouvriers lyonnais* est ainsi conçu : « Nous adoptons la candidature du citoyen Louis Bonaparte : 1° parce qu'il nous a été affirmé et prouvé d'une manière irrécusable que Louis-Napoléon Bonaparte, à qui la république a ouvert les portes de la France, veut la conservation de cette république, qu'il la veut démocratique et sagement progressive, avec le respect de la famille et de la propriété ; 2° parce qu'attribuer au citoyen Louis-Napoléon le projet insensé de rêver une restauration impérialiste est aussi faux qu'absurde et que, d'ailleurs, ce projet, s'il pouvait exister, serait irréalisable ; 3° parce qu'enfin le nom de Bonaparte rappelle le génie, le patriotisme et la gloire, et que nous croyons fermement que la France sera aussi heureuse que fière de prospérer à l'abri de ce nom immortel... ». Ce manifeste est revêtu de milliers de signatures.

légende : L'ex-roi des Français, se voyant sur les bords de la tombe et repentant des injustices qu'il a commises, vient de faire son testament, dont voici un extrait : « En présence de Dieu et « des hommes, moi Louis-Philippe d'Orléans, ex-roi des Français, « touché par la grâce, etc. Je souhaite pour le bonheur des Fran- « çais qu'ils adoptent pour jamais le gouvernement républicain, « parce que, après tout, c'est le meilleur etc. » *Le Mois*, t. II, p. 7. — Pour égarer les électeurs, le gouvernement faisait répandre le bruit que tous les Bonaparte se présentaient à la présidence. Jérôme, son fils, et Pierre durent protester par une lettre publique.

« Lyon, 27 novembre, 1848. » Et, en dessous : « Les membres du Comité de l'union républicaine démocratique, chefs électoraux des Ier, IIe, IIIe et Ve arrondissements : le général Herpet de Saliennes ; Delcro, propriétaire ; Borel d'Hauterive, Alexandre de Saillet. — Le Comité du XIVe arrondissement de la Seine déclare accepter et approuver ledit manifeste. Paris, le 8 décembre 1848. Le vice-président, Bertrand ; le secrétaire, C. Chaland. » Les affiches sont toutes du même genre et rappellent, avec les variantes nécessaires, les précédentes ; les unes sont courtes : « Élection du président de la république. — Nommons Louis-Napoléon Bonaparte. — C'est l'enfant de Paris. C'est l'élu du département de la Seine. C'est l'élu du peuple français. » Et des signatures, en nombre, suivent. Des autres, plus longues ; celle-ci, signée par « une société des vrais amis du peuple », en donne l'idée : « Électeurs ! — La misère nous gagne chaque jour davantage... Le malheureux meurt de faim... L'ouvrier est sans ouvrage ; le cultivateur ne trouve plus l'écoulement de ses produits ; le commerçant ne vend rien ; le propriétaire ne reçoit plus ses revenus ; le capitaliste n'ose plus mettre ses fonds dehors, faute de sécurité. La France, qui était si riche, dans quel état est-elle ? La banqueroute du gouvernement est à craindre et nous menace. Pour que la confiance, source de la prospérité de la nation, se rétablisse, il nous faut à la tête du pouvoir un homme qui ait les sympathies du pays. Napoléon sauva la France de l'anarchie à la première révolution. Le neveu du grand homme avec son nom magique, avec sa fortune personnelle, nous donnera la sécurité et nous sauvera de la misère. C'est ainsi que l'a compris une partie considérable de la nation... Qu'on appelle ce peuple laborieux et honnête dont il est dit : La

voix du peuple est la voix de Dieu... Nous faisons appel aux commerçants qui désirent voir reprendre les affaires ; aux cultivateurs qui ont besoin de vendre leurs récoltes à un prix raisonnable ; aux ouvriers qui ne peuvent vivre sans travail ; aux pères de famille, qui veulent assurer le présent et l'avenir de leurs femmes et de leurs enfants ; à l'armée qui ne sera jamais sourde au nom de Napoléon, aux électeurs de toutes les opinions qui veulent le salut de la patrie... » Les petits journaux bonapartistes étaient rentrés en scène. Dans son numéro du 15 octobre, *le Petit Caporal* essayait de ce singulier raccourci historique : « Qu'est-ce que l'épée d'Austerlitz ? Vous le savez, vous qui utilisiez les loisirs de votre prison en traitant de la reconstitution de l'artillerie et de l'extinction du paupérisme. Est-ce le glaive envoyé à Clovis par l'empereur Anastase ? Non ! Le fer de Clovis, ébréché par l'assassinat, fut brisé comme un verre à la défaite d'Arles ! L'épée de Charlemagne ? Non ! Elle repose près du grand empereur dans le caveau d'Aix-la-Chapelle. Celle de Philippe-Auguste ? Elle fut brisée à Bouvines. Celle de saint Louis ? Non ! Les tronçons en furent enfouis sous les ruines de Carthage. Celle de François Ier ? Non ! Le roi chevalier la rendit à Pavie. Celle de Henri IV ? Les favoris de la reine en firent un poignard dont ils armèrent le bras de Ravaillac. Non ! Toutes celles-là furent ensanglantées et l'épée d'Austerlitz est vierge. L'épée d'Austerlitz... c'est l'intelligence, c'est le génie, etc. Prince, vous êtes l'héritier de l'épée d'Austerlitz ! » Et en novembre : « En descendant au fond de sa conscience, le prince Louis y aura rencontré la mémoire de l'œuvre napoléonienne et, communiant par les mêmes espèces, l'oncle et le neveu se seront trouvés face à face dans le sanctuaire des mystères



psychologiques. Alors le prince aura courbé la tête et réveillé pieusement les sublimes leçons du grand homme : la république est aujourd'hui le seul gouvernement possible ; aveugle qui le nierait ; opérez cette œuvre de fusion qui sera l'éternelle garantie de l'ordre... (1). »

Les nombreux journaux parisiens qui attaquaient Louis-Napoléon le servaient mieux peut-être encore que les feuilles trop dithyrambiques ; la brutalité de leurs polémiques et la vilenie, souvent, des moyens employés dépassaient le but ; la crainte inspirée au gouvernement s'y étalait trop. Cette tactique de l'injure fut infinie, incroyable, et personne, peut-être n'a été aussi caricaturé. Ces caricatures roulent sur l'imbécillité du candidat. *Le Charivari* revient à la charge à chaque numéro, avec une obstination maniaque. Racontant les journées du prince, il montre le matin M. Vieillard donnant à son élève des leçons de prononciation en laissant l'orthographe de côté, parce que l'élève n'en a pas besoin ; il lui fait répéter « les mots charmants et les reparties heureuses qu'il doit prononcer le jour de son avènement », ceci, par exemple : « Rien n'est changé en France, il n'y a qu'un Suisse de plus ; » mais le prince s'obstine à dire : « Rien n'est chanché en Suisse, il n'y avre qu'un Vranzais de blus. » — Des pages et des pages, du même goût, se succèdent. Une autre fois, le prince, toujours flanqué de Vieillard, visite les Invalides : « Prince, dit le député, voilà le moment de dire à ces vieux braves les quelques mots que je vous fais apprendre depuis huit jours. Commencez, je vous soufflerai. — Bas engore !

1. Il faudrait citer encore : *La Constitution*, journal des idées napoléoniennes, *le Petit Chapeau*, *la République napoléonienne*, *la Redingote grise*, etc.



Bas engore ! Che attends d'afoir vu la grande marmite où on fait le pouillon des Invalides, etc. » Une gravure représente le petit chapeau mis sur le fût d'une colonne flanquée à droite et à gauche d'un grenadier et d'un paysan qui saluent, les yeux bandés. Titre : Chapeau d'un capitaine suisse, hommage renouvelé de Gessler. — Dans *le Journal pour rire*, un aveugle, guidé par un aigle qu'il tient enchaîné, tend la main, et un « avis important » indique : « Il y a quelque chose là-dessous ; » l'aveugle, qui n'est autre que le prince, mendie : « un petit empire, s'il vous plaît ! » Au bas du dessin, un dernier avis : « Ne le croyez pas, il n'y a rien sous ce chapeau-là. »—Louis-Napoléon apparaît dans un soleil, coiffé du petit chapeau d'où sortent de longues oreilles d'âne ; de nombreux badauds regardent ; légende : « Voilà donc le peuple le plus spirituel de la terre ! » — Le prince, dans le costume de son oncle, est tiré sur un baudet, avec cette prédiction : « Ce que nous verrons l'an prochain. » Ailleurs, Louis Bonaparte ayant été nommé président, les paysans reçoivent le percepteur à coups de fusil ; des voltigeurs de la vieille garde se jettent sur les bureaux de tabac et sur les bureaux de poste. — Bertall exécute une sorte de composition symbolique : Sur un char tapissé de journaux parmi lesquels sont indiqués surtout *la Presse*, *le Constitutionnel* et *l'Événement*, Louis-Napoléon est juché sur une haute statue de l'Empereur dont ses jambes étreignent le cou; une cage avec un aigle et un sceptre impérial lui sont attachés dans le dos ; au-dessus de sa tête, au bout d'une perche recourbée, plane un aigle empaillé ; l'avant du char est gardé par un long grenadier maigre, la main sur la hampe d'un étendard où se trouve écrit : *Strasbourg-Boulogne*. Montalivet tape sur une grosse caisse, Thiers joue du

piston, Girardin tient les cymbales ; dans le fond du véhicule rustique, Hugo, le front volumineux, désigne le prince et déroule de l'autre main un papier timbré de ces mots : *Lui, luit, nuit, fuit*. Des invalides traînent le chariot vers la Présidence ; d'autres pèsent sur les roues ; derrière, des têtes couronnées poussent, stimulées par le pied d'un général en bottes, à chapeau empanaché, qui semble être anglais, à moins qu'il ne figure le tsar. Cette allégorie, qui eut un grand succès, est expliquée par son titre : « Le triomphe pour rire » et cette indication : « L'un portant l'autre, l'un prônant l'autre, l'un traînant l'autre... » — Ailleurs encore, le prince est assis, les mains dans le dos ; Thiers, à moitié dissimulé, tient une plume et écrit en faisant croire que c'est Louis-Napoléon.

La Revue comique, qui soutient Cavaignac, poursuit Louis Bonaparte de sa satire hebdomadaire. Quelques-uns de ses dessins sont des reproductions extraites des journaux anglais, surtout du *Pupett Show*, de Londres, notamment l'image qui place le prétendant, en grande tenue napoléonienne, chez un costumier ; le fripier dit à son client auquel il offre un masque de l'Empereur : « Il ne vous manque plus que le masque, mais ne dites pas un mot. » Cette esquisse et beaucoup d'autres sont tirées, en outre, sur des feuilles volantes pour être distribuées gratuitement. *La Revue comique* se plaît à présenter le prince sous l'aspect d'une oie, et le pose alors sur un perchoir, coiffé du petit chapeau, à côté de la Colonne où un aigle allonge vers lui sa serre de façon à paraître lui donner un coup de pied ; il est raconté, sous cet aspect de volatile, depuis sa plus tendre enfance : « Aventures du prince pour rire. » Dans un des tableaux qui composent cette narration carnavalesque,

la petite oie, habillée d'un long pantalon, coiffée du chapeau légendaire, ouvre un bec énorme devant son professeur exaspéré, en criant : « Ripiplique ! Ripiplique ! » Le professeur gronde : « République donc ! quelle brute que cette petite oie-là ! » Des articles, des anecdotes, des nouvelles à la main, plus ou moins drôles, très rarement spirituels, s'efforcent de le tourner en ridicule. La Revue n'est occupée que de lui. Elle le métamorphose tour à tour en marchand de coco, ployé sous la Colonne armée de deux robinets, en aigle empaillé, en porte-manteau, en mannequin couvert de la redingote grise, etc. La statue de l'Empereur, en bronze, alterne avec celle de Louis-Napoléon, en plâtre, au-dessus de la légende attendue : « L'homme de bronze — L'homme de plâtre. » Strasbourg et Boulogne, la vie du prince fournissent des motifs précieux. A Londres, Louis Bonaparte vacille entre deux pochards aux chapeaux en accordéon et des buveurs installés à la porte d'une taverne préviennent ainsi : « C'est le prince qui passe, avec ses deux amis, le neveu de Wellington et le fils de sir Hudson Lowe. En voilà un brave homme de prince et pas fier ! etc. » Dans tous ces dessins, le neveu du grand homme est naturellement hideux : un énorme nez recourbé s'empare de tout le visage au point de faire disparaître des yeux déjà minuscules ; une moustache monstrueuse et une petite barbiche ne laissent pas voir la bouche ; de longs cheveux ramenés en accroche-cœur sur les oreilles et frisés aux tempes achèvent d'étriquer ce qui reste, en menaçant de se rejoindre, ainsi collés de chaque côté d'un front fuyant, étroit et petit. Simulant un concours de portraits destinés à populariser l'adversaire de Cavaignac, le journal en profite pour déployer une horrible galerie ; il y ajoute des modèles de pipes, de

bocaux, de tabatières à attrapes, de pots et de canettes, bien entendu de Strasbourg ; le tableau choisi définitivement comme le plus exact est effroyable ; afin d'ajouter sans doute à la lourdeur des traits du modèle, le dessinateur lui place au bout des doigts une badine si mince qu'elle semble irréelle. *La Revue comique* se montre agressive également envers ceux qui ne soutiennent pas son candidat. Victor Hugo, Crémieux, Girardin sont pris à parti ; sous le nom de Vipérin, le directeur de *la Presse* est traité de voleur, d'assassin et de faussaire dans une suite de coups de crayon où sa vie, depuis sa naissance anonyme, est racontée sous les aspects les moins édifiants comme les moins mystérieux. Sa femme partage cet inconvénient de la célébrité. Thiers, sanglé dans un uniforme bonapartiste, est appelé : « Ce petit foutriquet dont la France se moque » au début d'une pièce de vers qui se termine par celui-ci : « Mais ce n'est que le tiers d'un faux Napoléon. » Véron, dont l'attitude avait indigné le chef du pouvoir exécutif, n'échappe pas plus que ses collègues (1).

Toutefois, peu à peu, les choses se modifient pour le prétendant. En face de Cavaignac, en tenue de général, appuyé sur un gabion, le petit manteau flottant à larges manches ressemblant à une espèce de sortie de théâtre presque féminine, le premier portrait sans caricature apparaît, « d'après un daguerréotype » ; dessous, une lettre au prince, polie, respectueuse dans ses conseils, souligne le changement : Louis-Napoléon a été nommé.

L'Assemblée nationale comique, avant le succès, s'était évertuée aux mêmes ironies, de préférence par des historiettes dont celle-ci désigne la valeur: « Je

1. D'autres seraient encore à décrire, mais la place nous fait défaut.



suis certain, s'écrie un député, d'avoir vu tantôt notre collègue le prince Louis dans la salle des conférences; allez le chercher ; il ne nous manque que lui pour être en nombre. » Le vénérable Duponceau, chef des huissiers, s'élance lui-même et rencontre effectivement le prince qui regardait les mouches voler. « Monsieur le prince Louis, lui dit-il, pourquoi n'entrez-vous pas ? — Che beux pas, che beux pas.... on m'affre oublié dans ce local debuis ce matin... Terteifle ! che suis embêté, mais che beux pas entrer tute seule. — Qui donc vous en empêche, Monsieur le Prince ? Les chemins sont ouverts. — Ya, che les gonnais, mais ch'attends le brudente Fieillard... On m'affre voulu déchà faire endrer dedans, mais ce être un pièche bour me faire barler. — Prince, vous avez le droit de garder le silence. — Ya. — M. le président ne souffrira pas qu'on vous force à parler. — Ya. — Le scrutin vous attend. — Che le gonnais bas... — Je veux dire qu'on vous prie de voter. — Che vote chamais tute seule. — Eh bien, c'est de la part de M. Vieillard que je viens vous chercher. — Ya !... Oh ? Terteifle ! alors, che volais bien endrer dedans.... pour mettre la betite garte dans le botte. » Tout se déroule dans ce goût-là. Il faut ajouter à ce qui précède un nombre prodigieux de chansons que le gouvernement favorise et fait chanter de tous les côtés. Elles ne rythment rien non plus de bien heureux : « Je ne connais Marengo, y roucoule le prétendant, que par les poulets d'auberge.... » Dans l'*Histoire de M. Louis Bonaparte, par M. Athanase Piedfort*, on voit : « Il accoucha d'un petit livre qui cherche encore un lecteur. » Dans *Le neveu de mon oncle :* « Ton aigle à toi n'est qu'une poule ! » Dans *Le désistement de M. Louis Bonaparte :* « Foi de Napoléon, tu n'es qu'un polisson ! » Dans *Les grandes Aventures*



du prince: « Prendrait-il pour un serin — le peuple souverain ? » En citer une, c'est les livrer toutes. — On songe ici à ces paroles de Mérimée : « Il faudra que celui qui fera l'histoire du XIXe siècle sache écrire sur tous les tons, la tragédie et le vaudeville à la fois (1). »

Aux partis qui se ralliaient, s'ajoute enfin la franc-maçonnerie. — Nous avons vu la louange discrète que lui adressait le général Montholon dans une affiche électorale (2). Ce n'était pas qu'une amabilité. La franc-maçonnerie reconnaissait aussi le courant, et qu'il n'y avait pas à le remonter ; suivant donc son habitude, qui avait été de saluer tous les gouvernements, elle donnait l'accolade à celui qui devait être. N'eût-ce été que par son carbonarisme (3) ou, tout au moins, son attitude dans l'affaire des Romagnes, Louis-Napoléon possédait des titres spéciaux auprès des enfants de la Veuve. La maçonnerie avait servi Napoléon Ier à sa manière dans toute l'Europe, environ jusqu'en 1810 ; l'Empereur, de son côté, l'avait utilisée à merveille, en faisant une sorte d'Église civile propre à répandre l'idée française en même temps que l'idée révolutionnaire. La maçonnerie comptait sur le nouveau Bonaparte comme elle avait espéré dans l'ancien ; elle se disait même sans doute qu'elle avait le droit d'attendre de lui davantage, car elle jugeait que l'exemple du passé, ainsi que sa propre compréhension, plus étendue, — du moins, le pensait-elle, — arrêteraient le prince sur la route de l'alliance ultramontaine et de l'autorité mal-

1. Augustin Filon, *Mérimée et ses amis*, déjà cité.

2. Voir précédemment, p. 27.

3. Ce carbonarisme ne fait pas de doute pour un ami du prince, Orsi. Nous reviendrons sur ce point dans une seconde édition de notre volume : *Strasbourg et Boulogne*. — Aug. Filon croit également que Louis-Napoléon fut carbonaro.

comprise, c'est-à-dire conservatrice au point de devenir réactionnaire. Justement les phalanges les plus radicales n'avaient pas aimé l'entente du pouvoir et du clergé ; elles formaient une minorité, mais puissante, et qui, dépourvue elle aussi, au terme où nous en sommes, de tout autre moyen d'action, crut au neveu de l'homme qui, après avoir fait du pape un prisonnier, avait empêché par le Concordat, autant qu'il était possible alors, la mainmise étrangère, soumettant l'armée spirituelle au contrôle d'un grand ordre laïque. L'entente esquissée entre les républicains et les bonapartistes sous la Restauration comme sous la monarchie de Juillet mûrissait ses fruits. Beaucoup d'amis du prétendant étaient affiliés et aidèrent vraisemblablement à cette alliance, tels Conneau, le baron Taylor (1), le fils de Jérôme (2), le secrétaire Briffault (3), probablement

1. Le baron Taylor était le fondateur et l'organisateur des sociétés artistiques de secours mutuels. Vers la fin d'octobre, il convoqua les cinq associations des arts et des lettres, dont il s'occupait, et leur fit mettre sous le patronage du futur président de la République la pétition qu'elles avaient rédigée ; en même temps, il écrivait lui-même au prince une lettre personnelle pour appuyer la requête. Lacroix, t. III, p. 116. — Louis-Napoléon avait déjà été en rapport avec le baron, tandis qu'il restait prisonnier à Ham. — Taylor était maçon. En lui envoyant son *Histoire générale de la Franc-maçonnerie, etc.* (Paris, Franck, 1851), E. Rebold, l'auteur, avait mis sur la couverture, en dédicace : « Hommage d'estime au T.·. Ill.·. F.·. Baron Taylor », etc. — *Coll. A. L.* — Voir : *Le Baron Taylor* par Ch. François, Dentu, 1879. — Taylor est un des premiers précurseurs mutualistes. Mgr Sibour disait de lui : « C'est un nouveau Vincent de Paul, et il est à la fois un apôtre de la philosophie chrétienne et de la philosophie antique. » Taylor présidait encore à côté de Crémieux la fête donnée par la Franc-maçonnerie écossaise au Trocadéro, en 1878. — On vient de lui élever une statue.

2. Voir le brevet maçonnique publié dans *Strasbourg et Boulogne.*

3. Briffault n'était-il pas, en effet, le frère de l'auteur du livre suivant, nettement anticlérical : *Le secret de Rome au XIXe siècle* par Eugène Briffault, Paris, Boizard, 1846. — Un Briffault, homme de lettres, est signalé dans les *Derniers Souvenirs* du comte D'Estourmel comme fréquentant chez Mme Récamier et chez les Girardin.



Vieillard (1) et déjà, peut-être, Lucien Murat (2).

Cette alliance de tous les partis, malgré la force qui résultait d'une pareille cohésion, n'était pourtant que peu de chose, comparée à l'alliance profonde du prince avec le pays. Son véritable parti, le plus puissant, le plus unanime, qui décida, ce fut le peuple, ce fut la nation, ce fut la France, — toute la France.

∴

Il y a des mots que le narrateur n'ose plus écrire ; ils rappellent les vieux sous effacés qu'à la longue on refuse ; longtemps roulé dans la pâte boueuse des propagandes, le mot peuple est de ceux-là. Il a permis trop de mensonges. Il a si constamment dénaturé, trompé et détruit ce qu'il désigne qu'il semble ne signifier plus rien, morne jeton de passe-passe électorale. Au fur et à mesure qu'on a mésusé de lui, le peuple — non le mot, cette fois, mais comme le mot aussi, — s'est transformé ; sa réalité première évanouie, les formes diverses qu'elle proposait à l'étude des économistes ont disparu devant les rêves dont la

1. Vieillard était un radical énergique « républicain de conviction » dit la *Biographie des représentants du peuple à l'Assemblée Nationale* par plusieurs membres des Clubs de Paris. Paris, 27, rue de Choiseul, s. d. éd., omnibus à 0,50. — J'ai plusieurs fois entendu avancer que Vieillard était, en outre, disciple et ami d'Auguste Comte.

2. Lucien Murat, nous l'avons déjà noté, fut nommé grand maître par la suite. On a dit qu'il avait été initié le jour même où il aurait obtenu le 33e honneur. C'est peu probable. Il était de tradition que les enfants du roi Murat fussent maçons ; ils étaient en quelque sorte louveteaux de naissance. Il faut sans doute y ajouter Stourm, — bien qu'il y ait eu deux Stourm — signataire d'une affiche que nous avons déjà mentionnée. — Voir : *Le Franc-Maçon*, revue mensuelle, 58, quai des Orfèvres, juillet 1848. — On peut de même indiquer Degeorge qui, malgré ses réserves, demeuré en bons termes avec son ancien rédacteur de Ham, dut lui ménager, sans s'y engager lui-même, un ou deux sentiers qui servirent.

coloraient les philosophes, les apôtres, ou simplement les ambitieux, suivant les besoins ou les données de leurs théories ; tous arrivaient ainsi à effacer peu à peu le visage véritable sous les masques divers qu'ils y fixaient successivement. Il convient d'ajouter à ces influences celles de la situation même où ce rôle dit de liberté, et souvent de servitude, reléguait le peuple, l'énervement bientôt affolé qui devait résulter de ces changements, enfin la condition de ce peuple, participant de moins en moins, en dépit des apparences, à la vie générale, de plus en plus isolé en classe particulière et reléguée, ce malheur, tandis que les autres castes, supérieures par l'argent et la culture plus facile qu'il permet, abusaient de cet avantage au seul profit de leurs instincts et s'épuisaient sans s'en rendre compte, par conséquent sans vouloir l'admettre. Le peuple, ainsi réuni en armée quelque peu ignorante d'elle-même, celle du prolétariat, demeurait la partie la plus réellement vivante de la nation. La force qu'elle accumulait n'était, d'autre part, qu'un enjeu ; elle n'a cessé de l'être au XIXe siècle, et n'a été que cela, ou alors un moyen, malgré quantité de sollicitudes souvent sincères. Au fur et à mesure que le temps passait, il devenait nécessaire, pour gagner la bataille, de risquer des sommes plus fortes, sommes qui appauvrissaient l'économie même de la France ; la réserve épuisée, on doubla encore les promesses ; les promesses, à ce train, furent démesurées, d'autant plus qu'elles n'étaient jamais tenues, au moins dans leur ensemble, et qu'elles paraissaient ainsi jouir de l'impunité. Comment s'étonner qu'à la fin, harcelé de la sorte, le peuple se fâche et, de plus en plus injuste, petit à petit féroce, de moins en moins intelligent, ne pratique d'autres théories que celles de la révolte et du meilleur au jour le jour ? Il en sera

de même tant qu'il n'aura pas reconnu, d'un côté par ses excès, de l'autre par l'équité de ses pasteurs, qu'une pareille manière de revendiquer ses droits est absurde, va au rebours de ses intérêts, le discrédite et prépare un asservissement peut-être sans exemple encore. S'il veut vaincre, et il le faut, sous peine de voir le monde européen mourir sur place dans le réseau d'un féodalisme financier pire que celui de Carthage, il se persuadera que la première condition d'une suprématie est de prouver son droit à y prétendre, d'abord par sa valeur, ensuite par sa force, surtout par la réunion des deux ; et ni l'une, ni l'autre n'existent ni n'existeront jamais sur le terrain de la réalisation sans une exacte discipline. — Le manque de discipline perdit le peuple en 1848 ; la qualité inférieure de ses faux chefs fit le reste et le peuple, garrotté, ne put rien. Avec le plébiscite, il saurait revivre, un temps assez court, mais pendant lequel il serait un peu le maître. Il ne restait que lui de formidable ; il affirmait plus que jamais la grande puissance des époques troubles, celle du nombre. — Pour la connaître, examinons ce qu'était le peuple à cette date.

Sous Louis-Philippe, le peuple n'avait cessé d'être excité contre le pouvoir par l'opposition ; elle avait tout entrepris afin d'être soutenue, même violemment. En réalité, pourtant, la masse du peuple ne s'estimait pas malheureuse et agréait son sort ; l'industrialisme, tout en l'écrasant, lui ouvrait certains débouchés. L'homme acceptait plus de travail qu'aujourd'hui ; la vie était moins chère, la dépense moins excessive ; les gens les plus riches gardaient, en général, une certaine simplicité ; tout le pays, malgré ses divisions, s'entendait dans son ensemble, de soi-même, à pratiquer une sorte de réserve. La bourgeoisie tempérée symbolisait l'idéal le plus

répandu et les paysans, les ouvriers rêvaient de devenir sur leurs vieux jours, ou par leurs enfants, de petits rentiers. Seuls, les partis politiques ou littéraires secouaient cette économie souvent exagérée ; et, dans le peuple, seul aussi, le parti politique, soit qu'il s'occupât de lui-même, soit que des circonstances étrangères à la politique l'aient guidé là, s'enrôlait dans les sociétés secrètes et agissait. Les condamnés étaient catéchisés au fond des prisons devenues les véritables séminaires d'un nouveau culte. La question censitaire déblayait un terrain favorable, la république un idéal merveilleux, encore presque vierge, la politique parlementaire vis-à-vis de l'étranger — nous l'avons vu pour Louis-Napoléon, — un prétexte patriotique excellent ; une autre cause, quoiqu'elle ait passé presque inaperçue et ne soit toujours pas admise, soutenait, mieux encore, ce mouvement à peu près incertain de lui-même et dont nous subirons sous peu l'épilogue, à moins d'un réveil, la décadence de la bourgeoisie. La chute se préparait alors invisiblement, au sein même du triomphe ; rien, sans doute, n'aurait pu l'empêcher ; il n'y avait, de plus, pour cela, ni pouvoir assez puissant, ni religion assez vivace, et les deux, afin de réussir, auraient même dû ériger un ensemble draconien contre lequel, justement, la bourgeoisie eût été la première à se soulever. Tandis que la bourgeoisie se minait de la sorte, le peuple, au contraire, dans l'insurrection ou loin d'elle, ne cessait d'accumuler ses forces ; et la bourgeoisie qui, par sentiment défensif, se rendait vaguement compte de ce qui se passait, devenait intransigeante à son tour, comme l'avait été la noblesse d'autrefois, avec plus de souplesse et plus de tactique, toutefois au nom d'un idéal, d'un principe et d'une morale si manifestement inférieurs à ceux du passé,

au moins quant à leurs résultats présents, que le peuple, malgré ses excès, semblait avoir raison de s'insurger contre ; il aboutissait à la bataille par la pression même des choses. Le serf féodal était probablement à plaindre et malmené, mais il obtenait aussi protection et l'ordre se perpétuait au profit d'une singulière grandeur, surtout au début, où le serf avait appelé lui-même à son secours le seigneur qu'il détesta ensuite, une fois sa défense inutile, ou presque, et parce qu'elle se faisait payer trop cher. Le prolétaire au service de la bourgeoisie ne la servait ni au nom d'une loi, ni au nom d'un idéal : il n'agissait que par nécessité ; celle-ci pesant quelquefois trop lourd, mise de plus en doute par beaucoup, ne s'adoucissant que d'une tutelle relative et presque toujours nulle en cas de maladie, l'ouvrier écoutait avidement les phraseurs qui se déclaraient prêts à lui édifier un meilleur avenir ; sincères ou non, il suivait ceux qui promettaient le plus. Que le travail fît défaut à une tête ardente, jeune, et se croyant supérieure pour avoir mal assimilé quelques livres ou entendu la parole dans les clubs, que l'injustice frappât sur un être déjà éprouvé, même d'autre part, et sans que la faute en revînt le moins du monde à la bourgeoisie, qu'un événement imprévu déterminât enfin ceux qui hésitaient encore, un cadre de révolte, — dont le roi s'était servi pour parvenir en 1830, — s'ouvrait, tout préparé, et auquel l'ouvrier s'adaptait nécessairement, car il faut, peut-être, une certaine culture morale pour s'en prendre à soi-même au lieu de rendre responsables les hommes et la société ou, du moins, pour savoir se juger en face du destin, répartir équitablement ses torts et ceux d'autrui. Ainsi se recrutait une armée puissante. On la vit à l'œuvre en février et on sait ce qui s'y mêla

en dehors des politiciens. Elle balaya tout. Le peuple, auquel on n'avait laissé aucune autre religion que celle des intérêts matériels, avait adopté celle de la révolte comme la plus logique, comme lui convenant le mieux parce qu'il y communiquait avec le plus de points de contact. La révolution de 1848 fut bien un acte de foi dans le lendemain. Il est douloureux, peut-être, de s'assurer une fois de plus que la doctrine révolutionnaire alimente une sorte de culte, et même le seul vivace, mais le doute n'est pas possible ; il est également indéniable que ce culte farouche, restaurant d'une autre manière, en pleine actualité, les sacrifices expiatoires de certaines coutumes antiques, résulte du monde moderne. L'incompréhension y entre pour beaucoup ; le faux savoir l'entretient ; il vient, d'une absence ou d'un excès d'individualisme, des appétits, et souvent des plus bas, mais il abrite aussi dans sa lave sombre, toujours prête à l'explosion, la dernière étincelle, la suprême petite lueur qui reste à une humanité de plus en plus médiocre que l'unique loi contemporaine, la loi de l'argent, en dépit de tant de conquêtes civilisatrices, a fait rétrograder vers une sorte de brutalité par instants primitive. « L'invasion des idées, disait Chateaubriand, a remplacé celle des barbares. » Elle l'a précédée et, peut-être, préparée. En 1848, il n'y avait encore que des idées, dont on faisait l'essai ; aujourd'hui, nous supportons les résultats des tentatives avortées, puis la colère générale, prête à tout anéantir. Le tableau du monde amènerait presque à penser, à défaut d'une foi robuste, que l'humanité recule. Il existe, effectivement, une noblesse de cœur, une finesse, une rareté exquise, un « je ne sais quoi d'aérien et de subtil (1) », qui meurent en France et

1. Flaubert. — En dehors même de cette rareté, peut-être un peu

désertent, par cela même, la vieille terre européenne.

Traînant encore pour quelque temps la bourgeoisie à sa remorque, le peuple se persuade en 1848 que son heure est venue. Le petit nombre imagine cette heure assez cruellement ; la grande majorité y développe l'espoir d'une amélioration un peu vague ; certains y mêlent l'appétit en plus de justice, bien que ce mot de justice aussi soit si dénaturé qu'on se refuse presque également à l'écrire ; malgré le venin dont il est hypocritement empoisonné, malgré l'usage qu'on en fait constamment, il permettrait néanmoins un avenir de possibilités bienfaisantes en supposant que l'on ne se refusât point à comprendre que s'il n'y a qu'une justice, peut-être, dans l'absolu, il s'en superpose plusieurs dans la vie courante, dont l'évaluation est d'ailleurs difficile, enfin que l'absolu sécrète des produits dangereux, terribles aux abstracteurs maladroits, et qui ne peuvent être maniés par tout le monde. Le peuple d'alors avait plusieurs fois considéré ce que ce mot permet, le grand éventail protecteur qu'il déploie en des mains peu scrupuleuses. Ceux qui s'en éventent au nom de leurs intérêts et d'une politique qui se croit réaliste parce qu'elle est intéressée, — alors que la réalité, elle aussi, comporte plusieurs domaines, — ont compromis en France les sources de la vie nationale ; ils ont faussé, ou même

particulière, que le lecteur curieux de notre remarque compare les journaux d'alors à ceux de maintenant ; il saisira toute la différence — différence imposée la plupart du temps aux directeurs et aux auteurs qui, dépendant du public au point de ne pouvoir exister sans lui, sont amenés, pour durer et progresser, à lui fournir ce qu'il souhaite. — C'est là où l'on se rend compte que le capital se sauverait s'il savait se hausser jusqu'à son véritable rôle de conducteur averti que les moyens matériels doivent être les soutiens des moyens intellectuels dérivés du savoir, de l'expérience comme de l'usage, car il y a des préjugés qui sont des garde-fous momentanés.



détruit, les fontaines les mieux construites pour en répartir le courant généreux. Trompé par le nouveau gouvernement, le peuple n'entendit pas que son effort fût perdu et, après deux essais avortés, avança désespérément en juin ; ce fut alors la chute, le dégoût, l'indifférence puis, enfin, dans cette nuit, la planche de salut napoléonienne. Comme pour tout le monde, ici encore, il ne subsistait plus que le neveu de l'Empereur. Les contemporains, qui n'obtenaient pas le recul, que nous ne possédons sans doute pas nous-mêmes d'une manière suffisante, conclurent que les masses avaient été bernées, et les chefs de la bourgeoisie politicienne déclarèrent, suivant leur propre penchant personnel, les uns que le peuple était républicain, les autres qu'il était monarchiste. Il n'était, en réalité, ni l'un ni l'autre (1), parce que pour s'étiqueter l'un ou l'autre, des études, des comparaisons, divers travaux, minutieux, sont nécessaires ; mis en demeure de parler, en dépit de cette ignorance, il ne pouvait le faire que par sentiment. Il y a donc lieu de savoir en quoi consistait ce sentiment.

Le sentiment populaire n'était certes plus républicain, la république n'ayant cessé d'aller contre lui, mais il n'était pas non plus monarchiste, au sens que

1. « Le suffrage universel non organisé, n'ayant d'autres catégories que les circonscriptions administratives, ne devait-il pas créer la monarchie, alors même que les prétendants de race royale lui eussent manqué ? L'accord circonstanciel des volontés individuelles n'engendrerait-il pas un pouvoir supérieur aux volontés individuelles, oppresseur des minorités protestantes et si bien armé qu'il pourrait, un jour, prenant acte du vote national, se considérer comme l'équivalent du peuple lui-même, en droit par conséquent de lutter contre lui s'il devenait hostile ? Mais, loin de trouver de grandes résistances dans cette vieille France catholique, royaliste jusqu'à la moelle des os, le principe monarchique allait rencontrer un parti républicain sauvage et inintelligent, dévoré de cuistrerie et d'amour de systèmes, infesté de gens de talent, sans caractère, tout ce qu'il faut pour se disputer et se perdre... » H. Castille, t. III, p. 29.



les légitimistes et même les orléanistes eussent souhaité, chacun à leur profit ; il résidait entre les deux ; il était, en quelque sorte, consulaire. Le peuple voulait une monarchie républicaine, — et, en cela, il revenait, sans s'en douter, à l'orléanisme, en même temps qu'au contraire de l'orléanisme tel qu'il fut pratiqué. De la république réelle, il rêvait la liberté, les prérogatives démocratiques, les avantages qu'il en avait retirés sous la grande révolution de 89, qu'il s'imaginait républicaine ; de la monarchie, il désirait la force, la concentration des pouvoirs et, par opposition au principe parlementaire, la responsabilité, un peu d'arbitraire même. Comme il pouvait agir par le bulletin de vote, comme il avait à se venger, comme il devait même chercher quelqu'un qui lui permît de se faire jour, il voulut se donner un homme qui fût un chef — son chef — un roi — son roi, — et ce qui le lui figurait, c'était un Empereur — un Empereur qui lui facilitât enfin la république. Pour être républicain, au sens véritable du mot, il faut — il faudrait — une fierté, un stoïcisme, une hauteur morale et une science dont peu sont capables, dont bien peu se démontrent pourvus, dont le peuple, en tout cas, pris dans sa masse, n'est guère toujours susceptible, et n'a pas le temps de l'être ; une aristocratie serait même nécessaire (1), comme le prince le notait dans ses

1. Après Carrel, un de ceux représenté comme le plus républicain a été un de ses biographes, Lanfrey, trop oublié, malgré certaines tendances, qui « méprisait les hommes, ne s'en cachait guère et estimait que les peuples sont des troupeaux qui ont besoin d'une forte houlette ». Maxime Du Camp ajoute : « Le métier de berger, j'imagine, ne lui aurait pas déplu. Il était républicain. Je le crois, puisqu'il le disait ; je l'aurais plutôt pris pour un autoritaire ; il me semble que sa république eût été une oligarchie dans laquelle il ne se serait pas attribué le dernier rang. A la date du 23 mars 1855, il m'écrivait : « En France, il n'y a plus d'hom« mes. On a systématiquement tué l'homme au profit du peuple,

Idées Napoléoniennes, comme la république telle qu'elle existait en 1848, telle qu'elle a évolué depuis la guerre, n'a cessé de le prouver. Cette aristocratie n'était nulle part, ni la matière qui eût autorisé sa création, et le peuple, fournissant un guide à la république, pensait se le procurer aussi à lui-même (1) ; il se déchargeait des soins dont il se soupçonnait, en son for intérieur, incapable (2). Et il se votait, en tant que conducteur, celui que son pressentiment lui indiquait comme désigné. « Un nom s'imposa... » avons-nous cité plus haut. Tout est là, en effet.

Les masses aiment la Révolution et veulent la défendre ; le gouvernement de Juillet avait quelquefois exploité ce penchant ; mais, — et là se laisse atteindre la mauvaise foi de nombreux adversaires, — elles aiment l'ordre, tant qu'on ne leur apprend pas

« des masses, comme disent nos législateurs écervelés. Puis, un « beau jour, on s'est aperçu que ce peuple n'avait existé qu'en « projet et que ces masses étaient un troupeau mi-partie de mou« tons et de tigres. C'est une triste histoire. Nous avons à relever « l'âme humaine contre l'aveugle et brutale tyrannie des multi« tudes. C'est une noble tâche où je crois X... appelé à jouer un « beau rôle par son sentiment profond de l'orgueil et de la dignité « qui conviennent à un être libre. Qu'il se souvienne de Byron ! » *Souvenirs littéraires*, t. II, p. 197-198. Il n'y avait pas que Mickiewicz pour invoquer le poète anglais, et Lanfrey ne faisait guère, en cela, que le répéter.

1. « La France présente en ce moment le spectacle le plus curieux. Les millions de voix qui se prononcent en faveur d'un *être intelligent*, car Louis-Napoléon n'est pas autre chose, sont simplement l'expression du sentiment intime que, sans ordre, il n'y a pas de vie sociale et que, sans autorité, il n'y a pas d'ordre possible. Cette vérité s'appelle aujourd'hui Louis-Napoléon ; quoique vieille comme le monde, elle prend le nom d'une personne parce qu'on lui a fermé toutes les autres voies. » *Mémoires, etc., de Metternich*, déjà cité, t. VIII, p. 205.

2. « Le point de vue politique du peuple est entièrement différent de celui de la bourgeoisie. Comme il n'aspire point à gouverner, son ambition ne se propose rien de personnel et l'agitation du régime republicain, avec son président mobile, ne répondait pas au besoin et au goût qu'il a de la durée du pouvoir et de l'ordre. » Cassagnac, *Histoire de la chute du roi Louis-Philippe, etc.*, t. II, p. 29.



à préférer autre chose, parce que l'ordre permet le travail. Elles aiment encore la gloire militaire, qu'elles abandonnent de nos jours, et surtout parce que la guerre véritable, qui toucherait le pays aux entrailles, n'a pas encore été. Elles aiment enfin, en secret, sans l'avouer tant qu'elles ne se sont pas affirmées avec succès, — avec le succès sans lequel elles semblent incomplètes, et même sans la consécration duquel l'une n'existe pas — l'audace, la réussite, la force. Napoléon, ce nom qui n'avait fait que grandir depuis Sainte-Hélène, résumait cet ensemble. Un historien récent, d'un légitimisme clérical azuré d'orléanisme (1), a comparé les peuples aux vignes, vouant le meilleur de leur suc à ceux qui les foulent dans la cuve. L'image n'est pas exacte, ni sincère. Si je l'admets, je ne m'étonne cependant point, et cette générosité populaire, dominant tout à coup tant de petits calculs journaliers, excusables quand on mesure leurs causes comme la monotonie qui y pousse, découvre bien ce qu'est, ce que maintient le peuple, malgré tant de mauvais bergers. Il verse son sang, mais encore faut-il savoir le lui faire donner, et que ce sang serve à une œuvre véritable, en vue d'un résultat ; il ne lui déplaît pas d'améliorer un vin généreux où ses fils boiront le souvenir et l'exemple, et qui transmettra de générations en générations l'âme française. Le peuple apprécie les grands travailleurs. Il appelait le neveu de celui qui n'avait évidemment pas réalisé toute la révolution, mais qui l'avait empêchée de périr et, de l'aveu même de ses adversaires, français ou étrangers, réunis contre lui pour cette attaque, en répandit à travers l'Europe le nouvel évangile (2).

1. La Gorce, *Histoire de la Seconde République française*, t. I, p. 470.

2. Lire, pour ce qui est de l'Espagne, le beau chapitre de Quinet

Pour lui, le fils d'Hortense personnifiait à la fois les idées qui avaient soutenu la Révolution et le Consulat, bientôt impérial, qui l'avait close. Les classes politiques avaient malmené trop de formules, gaspillé trop de ruse depuis 1815 ; le régime oligarchique disparaissant dans une tourmente malgré l'essai qui venait d'en être encore tenté sous l'étiquette républicaine, le peuple retournait à Bonaparte, avec la pensée qu'il précédait Napoléon. De même que le bonapartisme, — qui signifie la dictature d'un homme appartenant à une famille privilégiée, au profit du peuple, — poussait de telles racines dans le terreau populaire, de même l'impérialisme, — qui est cette idée encore, mais durable et, en quelque sorte, monarchisée, — attirait le désespoir des ouvriers, la petite bourgeoisie commerçante, la grande ensuite, spontanément tous les paysans qui forment la majorité du pays, c'est-à-dire, pour ces trois dernières classes, celles qui comptent avec le temps et l'épargne (1).

Les ouvriers, après avoir tout attendu de 1848, n'y avaient hérité que d'une situation inférieure à celle qu'ils critiquaient précédemment, et nous avons suivi l'enfer par lequel ils avaient passé pour se replacer en arrière de leur point de départ. Effroyable échec ! Les conditions de leur existence devenaient si difficiles au fur et à mesure du règne de Louis-Philippe que le pouvoir avait avoué, à la longue, la nécessité de plusieurs réformes. Une partie du mal qui étouffe aujourd'hui la société existait, et sans que la possibilité d'améliorer lui-même son sort parût suffisamment certaine ou

dans *l'Ultramontanisme et l'Église romaine*. — Nous en citons un passage au chapitre suivant.

1. Ces classes, en effet, à moins que l'intrigue ou la nécessité ne les surexcitent, demeurent indifférentes aux agitations souvent mesquines et purement individuelles de la bourgeoisie. — La remarque en a déjà été faite, notamment par De Maistre.

probable à l'ouvrier, déjà inquiet sur l'avenir des siens qu'il ne réussissait pas toujours à assurer ; or, le seul véritable conseil, le seul exemple se résumaient à ceci : Enrichis-toi. La fortune est un moyen ; elle ne peut pas figurer l'unique but fixe, continuel, hallucinant de la vie, et tant qu'elle constituera la plus importante loi sociale, la société sera condamnée aux révolutions. Le catholicisme ne retenait ni ne délivrait plus comme dans le passé ; pourtant, la république du *National*, sentant le renfort qu'il apportait à sa politique faussement libératrice, lui avait fait, contrairement à Louis-Philippe, la plus large place. — Mais l'ouvrier d'alors, s'il élevait des barricades dans les moments extrêmes, et toujours poussé, d'ailleurs, par la bourgeoisie avancée, contenu, d'autre part, par une étroite discipline qui ne lui laissait aucune possibilité pour s'évader du patronat, ne se révoltait guère, raisonnait avant d'agir, répugnait à la violence, n'y recourait qu'en désespoir de cause. Il y avait un réel mérite. On ne voulait pas voir parmi les économistes que sa situation se compliquait de jour en jour par suite du défaut d'entente avec son patron ; autrefois, il faisait partie de la boutique, même de la manufacture, ce qui comportait certains ennuis, surtout dans la période d'apprentissage, mais aussi tout un faisceau de sécurités permettant une grande liberté d'esprit. Aujourd'hui, plus libre, il était moins tranquille ; il se perfectionnait, devenait homme et, mal armé pour le devenir, garrotté par de nombreux liens, il levait rarement la tête sans être arrêté. S'il se mariait, s'il avait des enfants, il expérimentait enfin l'existence totale et se créait par cela même des charges lourdes auxquelles, malgré les efforts les plus prolongés, il n'était pas toujours capable de faire face ; s'il

tombait malade, tout manquait au bout de peu de jours ; si la maladie durait, la ruine ou l'emprunt précédaient le désastre, car comment se rattraper sans emprunter encore ? L'ouvrier et le patron n'étaient d'ailleurs pas plus responsables l'un que l'autre du triste combat quotidien que la nécessité leur infligeait. Le patron, lui aussi, est prisonnier de la situation économique, de la concurrence, de ses créanciers ; il dépend du marchand qui, lui-même, dépend de l'acheteur qui n'est pas libre davantage et ne cherche pas toujours le bon marché par intérêt, mais par besoin. Le patron se montre dur parce qu'il a appris à l'être, contraint à une réputation d'intransigeance pour ne point sombrer. Si le marchand trompe l'acheteur, c'est, dans une certaine mesure, malgré lui, parce qu'il faut qu'il vende. Tous veulent la bonne affaire, et doivent l'obtenir aux dépens les uns des autres ; nécessairement, tous se trompent, sont trompés, s'abordent et se quittent ennemis. Celui qui souffre le plus est peut-être celui qui ne se mêle pas directement à la bataille, tout en l'alimentant sans cesse et en la permettant, l'ouvrier sur qui l'édifice repose. Il porte, en effet, le poids de tout et il est l'assise du monument qui l'écrase. Après juillet 1830, après février 1848 où il avait encore servi ses patrons, après juin où ses patrons l'avaient fait fusiller, éternellement rivé à son poste, on imagine avec quelle émotion il se précipite vers l'issue qu'il aperçoit. Cette aube possible réveille en même temps des souvenirs qui lui rappellent la chaumière, l'aïeule, l'ancien soldat de la famille et le tressaillement d'une gloire unique jetant sur l'horizon des humbles un arc-en-ciel d'espérance. Toutes ces voix mêlées parlent plus haut et mieux que les discours politiques. Il pense s'évader de la geôle ; il va cesser d'être un numéro, recommencer à vivre,



prendre part à la nation et, entraîné comme il l'est par le courant général, constatant chez les autres, plus haut placés que lui, chez les bourgeois, auprès de son patron même, un étrange accord, il se murmure que les classes vont clore peut-être enfin leurs luttes homicides. Un courant le pousse, qu'il connaît mal et qu'il analyse peu, mais qu'il sent fortement, et il s'y livre. Il court plus loin. Emporté, il songe qu'il intéressera par lui-même au lieu d'occuper seulement au point de vue du résultat qu'il donne, dans ce monde où l'on place le produit au-dessus du producteur, comme si le premier résultat de la science sociale ne devait pas être le développement et le bon emploi des facultés humaines. Dans un Empereur, président de la République française, il distingue une solution nouvelle qui a chance de réussir (1). Il a trop admiré ceux qui lui affirmaient qu'une collection de lois composées afin de lier le riche en l'amoindrissant suffirait à faire tout aller mieux ; il n'y peut plus croire devant les résultats obtenus. De son côté, le riche n'est plus persuadé qu'il réunissait la double nécessité de son intérêt et d'un vague devoir en suivant ceux qui lui prêchaient la restauration des despotismes absolus, gouvernementaux et religieux. L'ouvrier ne veut plus même discuter avec les hommes dont le raisonnement n'a rien su produire ; il écoute délicieu-

1. Napoléon III a réellement fait beaucoup — étant donnée son époque — pour permettre au peuple de se développer. A plusieurs années de distance, deux écrivains ont conclu de même à son sujet en le traitant de socialiste, Philarète Chasles et E. Lamy. « Il fut sur le trône le dictateur du socialisme. » Chasles, *Mémoires*, t. II et E. Lamy, *Etudes sur le Second Empire*, déjà cité. Proudhon écrira plus tard : « Il (Napoléon III) ne peut pas, le voulût-il, affirmer le socialisme, contre lequel il a été élu et qu'il poursuit tous les jours... » *Napoléon III*, p. 124. — Garnier-Pagès ne pensait pas comme Jules Simon sur *l'Extinction du Paupérisme* : « Dans cette œuvre, remarquable sous plus d'un rapport...», t. VII, p. 3.

sement son instinct, sa logique grossière, la voix de son cœur (1).

Une autre raison explique son vote : l'ouvrier de 1848 est modeste. Aux premières élections, il n'osait nommer ses propres candidats, ouvriers comme lui, et ceux qui passèrent quand même furent avancés par la bourgeoisie radicale. Un seul lui avait agréé réellement, Albert, et parce qu'il voyait en celui-ci plus qu'un ouvrier. La bourgeoisie, les politiciens, les ministres, les princes, tous l'avaient fourvoyé ou abandonné. Il revenait — et en quelque sorte fatalement, sans le vouloir, — au nom qui s'était levé peu à peu sur l'aurore sanglante de 1793, vers ce qui exprimait pour lui, en même temps que la révolution moins le désordre, la plus haute valeur, la plus grande capacité ; et il y a là quelque chose de touchant, une confiance, une noblesse qui assurent à nouveau combien ceux qui désespéraient de lui avaient tort. A travers une brume, confusément, il lui semblait s'aider et aider l'entente française, permettre la diversité dans l'unité. Un réveil s'accomplissait par l'urne électorale, s'épanouissant à travers les barrières aristocratiques et bourgeoises, si closes, si jalousement maintenues malgré leur apparente neutralité, dépassant ce qu'il y avait déjà de tronqué dans le peuple même. Le sentiment de l'impuissance populaire prenait fin. Peut-être l'homme ne serait-il plus, suivant un mot parfait, « l'accessoire de la fortune (2) ».

Les paysans apportèrent un appui formidable.

1. Il sentait qu'il ne pouvait rien seul, et qu'il ne pourrait gouverner. « Le peuple n'est pas mûr, avouait George Sand, pour se gouverner seul. » *Correspondance*, t. III, p. 72.

2. Michelet, *Le Peuple*, Paulin-Hetzel, 1846, p. 102. — Voir pour tout ce qui précède : Villermé, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers des manufactures de coton*, Paris 1840. — Léon Fau-



L'impôt des quarante-cinq centimes (1) avait, nous l'avons vu, déterminé leur mécontentement, déchaîné leur caractère souvent sombre, aigri par la lutte avec la terre et surtout contre l'usure, par les malentendus avec le propriétaire, toujours envenimés, exploités par l'homme de loi dont l'intérêt consiste à mettre d'accord le plus difficilement possible, ou même à n'y pas mettre du tout. Ils voteraient en bloc, dans le même sens, sans exception, avec un élan prodigieux, imitant en cela le reste de la France, mais en faisant preuve d'une conviction spéciale, ardente et têtue. Il ne pouvait en être autrement : aucun gouvernement ne s'était occupé d'eux depuis la grande révolution ; tout se subordonnait à l'industrie, à elle seule, alors que l'industrie et l'agriculture, ne doivent, ne peuvent pas être ennemies. Les soutiens de Cavaignac, une fois rejetés, traitèrent les paysans d'imbéciles et déclarèrent sous la présidence, puis sous l'Empire, que leur vote serait dénommé celui de l'ignorance. Il l'était peut-être par rapport à ce que l'on pourrait appeler l'intellectualisme parisien comme au point de vue de l'intelligence pure, mais l'évaluation fournie par un absolu pareil — on ne le répétera jamais assez — ne dépend pas suffisamment

cher, *Travail des enfants à Paris. Revue des Deux-Mondes*, 15 novembre 1844, et *Etudes sur l'Angleterre*. — A. Audiganne. *Les populations ouvrières de la France*. 2 vol., Paris, 1860. — A. Corbon, *Le Secret du peuple de Paris*, Pagnerre, 1863, etc. — Consulter les journaux suivants : *L'Européen*, *La Fraternité*, *L'Atelier*, *La Ruche populaire*, *L'Union*, etc. Voir aussi : Robert (du Var), *Histoire de l'industrie française de la classe ouvrière*, t. IV, Paris, 1858.

1. Garnier-Pagès, *Un épisode de la révolution de 1848. L'impôt des quarante-cinq centimes*, Paris, Pagnerre, 1850. — « Respectez le paysan ! » dira, en 1870, un des plus grands révolutionnaires russes, Bakounine. — Et Michelet, qui le cite alors, ajoute : « Respect à son champ, à la terre. On n'y touche pas sans mourir. » *La France devant l'Europe*. Florence, Le Mounier, janvier 1870.

des réalités pour entrer uniquement en ligne de compte en fait de politique ; l'intelligence pure y signale un horizon ou y élève une citadelle, elle n'y est ni un champ à récolter, ni une lice ; par essence, elle n'a rien de politique. Au point de vue de la réalité stricte, au contraire, ce vote était celui de la terre même, soulevant ceux de ses fils qui respirent le plus près d'elle, qui la soignent, qui s'en nourrissent et dont elle est, mieux qu'une déesse de panthéon, la divinité unique, constante et véritable, — la divinité vivante. A cette terre si féconde, parce qu'elle est aimée, ils sont indispensables ; de ce fait, difficile à nier, leur vote, tout issu de l'ignorance qu'il puisse paraître, a un sens profond, qu'on n'a pas le droit de négliger ni de mettre en doute ; il érige la revendication de la terre qui ne veut pas mourir ; de quelque point qu'on le juge, sous quelque angle qu'on l'évalue, il reste éminemment national. Ce suffrage agricole annonçait aussi la protestation de la vieille France qui, au lieu de bouder sans profit pour personne, ni pour elle-même, voulait se mêler à la nouvelle, s'y prolonger, l'aider de tout ce qu'elle dissimulait d'excellent. La classe considérée comme la plus ordinaire combinait donc ainsi une politique conciliatrice et sage, pratique ; elle donnait la voix au sol même de la patrie en révélant son âme obscure, profonde et lointaine, — sol que tout le monde, dans les hauteurs spéculatives, avait oublié ; elle infligeait une leçon, rendait un service salutaire, de par la violence même des éléments en conflit, sans s'en douter pleinement, par sentiment défensif.

Pépinière de propriétaires soldats, la classe paysanne est une des plus essentielles de France, la plus forte, peut-être, qu'aucune nation n'ait eue depuis

l'empire romain (1). Là se touche bien une des différences essentielles de la France et de la Grande-Bretagne. En France, la plus grande partie du sol appartient au paysan qui l'exploite; en Angleterre, elle est détenue par des capitalistes aristocrates qui ont fait du paysan un manœuvre, un autre ouvrier. Tout dure en partie parce que le grand propriétaire sait rester terrien ; quand il n'y consentira plus, l'Angleterre verra changer son régime constitutionnel. — Le paysan français, extrêmement fin en matière d'intérêt, juge son monde par une sorte de prescience, souvent avec une grande sûreté, et ceux qui dénoncent sa bêtise ne donnent plus le change sur la leur. Le travail quotidien auquel on a goût est un entraînement à la réflexion. Les hommes oisifs, dissipateurs de ce qui rend la vie facile, sont ceux qui, en général, pensent le moins, ou pensent aux choses les plus sottes. La nécessité est cruelle, souvent néfaste, mais garde ses bons côtés ; elle contraint d'agir, et l'action est éducatrice. Un magnifique sérieux, qui entretient toute une garantie, habite chez le paysan. Il goûte dans son travail une solitude qui l'incite à la méditation presque malgré lui, et l'y fait progresser ; sa pensée se meut dans un cercle d'aspect restreint, mais contigu à beaucoup d'autres et qui, par lui-même, étant donné qu'il enclôt les intérêts agricoles du pays, est, en réalité, immense. En 1848, le paysan formait, peut-être, sinon la meilleure réserve nationale, du moins la moins frelatée. Karl Marx a saisi l'importance de cette grande manifestation spontanée et qu'elle renfermait un sens essentiel. Ne pouvant la nier, comme il était enclin à le faire, parce qu'elle marchait à l'encontre de ses

1. Michelet, *Le Peuple*.

théories, il s'est efforcé de la tourner en l'exploitant selon sa thèse, par un habile alliage de vrai et de faux. Toute falsifiée qu'elle paraisse, sa dialectique vaut d'être notée, à cause de l'école qu'elle exprime, et dont elle éclaire l'enseignement, comme par suite de ce qu'elle démontre. « Le 10 décembre 1848 fut le jour de l'insurrection des paysans. Ce fut le février des paysans français. Le symbole qui traduit leur entrée dans le mouvement révolutionnaire, maladroitement astucieux, naïvement gredin, lourdement sublime, superstition calculée, burlesque, pathétique, anachronisme génialement sot, espièglerie historique, hiéroglyphe indéchiffrable pour la raison des civilisés, ce symbole revêtait indubitablement la physionomie de la classe qui représente la barbarie dans la civilisation. La république s'était fait connaître aux paysans par le percepteur des contributions ; les paysans se firent connaître à la république par l'Empereur (1). » La seconde phrase explique la première et définit son véritable sens ; la première est faite pour se défendre d'écrire la seconde que l'auteur écrit quand même, parce qu'il sent là une appréciation juste et qu'il ne veut pas la perdre ; le reste suit pour les besoins de la cause à défendre ; seule, la fin offre un thème judicieux à l'observation ; en tout cas, la vérité est dite : « Le 10 décembre fut le février des paysans français. » Oui, la terre se révoltait à son tour, et ce dernier mouvement révolutionnaire, le plus fort, le plus décisif, le plus renseigné même, étant récapitulé ce qui précédait, concluait par la nécessité de l'ordre, par le besoin d'un organisateur. — Le communiste continue : « Napoléon était le seul homme représentant parfaitement les intérêts et l'imagination de

1. *La Lutte des classes en France*, Karl Marx, déjà cité.



la nouvelle classe paysanne créée par 1789. En écrivant son nom au fronton de l'édifice républicain, cette classe déclarait la guerre à l'étranger ; à l'intérieur, elle faisait valoir ses intérêts de classe (1). » N'était-ce point son droit, en quelque sorte son devoir ? Quant à l'étranger, elle s'en souciait peu ; elle possédait simplement le sentiment patriotique, qui ne doit pas être confondu avec le militarisme, et défendait avant tout ses intérêts ; ceux-ci, se maintenant ceux du territoire, se précisaient comme ceux de la France. On peut opposer au communiste, allemand et sémite, un pur révolutionnaire, Michelet, qui, dès 1845, avait discerné que, dans la bagarre, au milieu de la complication parlementaire, le paysan était demeuré intact : « Le paysan seul a gardé la tradition du salut ; un Prussien pour lui est un Prussien, un Anglais est un Anglais. Son bon sens a eu raison contre vous tous, humanitaires ! La Prusse, votre alliée, et l'Angleterre, votre amie, ont bu l'autre jour à la France la santé de Waterloo (2). »

La dernière accusation est fausse : « Derrière l'Empereur, se cachait la jacquerie (3). » La suite prouva le contraire. « La république contre laquelle les paysans venaient de voter, c'était la république des riches (4). » C'était, plus justement, la république de l'agiotage, et il n'y a rien là qui puisse surprendre ; c'était aussi contre la république des utopies irréalisables, — tout alors, le signifia, — et Marx a oublié de le dire ; les paysans flairaient bien qu'ils ne prendraient place ni dans l'une ni dans l'autre et que les deux, qui n'en faisaient qu'une dans

1. Marx, *La Lutte des classes*, etc.
2. Michelet, *Le Peuple*.
3. Marx, *La Lutte des classes*, etc.
4. Marx, *dem.*

leur esprit, par suite de ce qu'ils avaient vu depuis plusieurs mois, les empêcheraient de vivre comme ils l'entendraient. Ils détestaient cette forme gouvernementale qui n'édifiait rien de stable (1) et raillaient son Assemblée bavarde, toujours impuissante ; ils haussaient les épaules quand il en était parlé ; tout, dans leur mépris et dans leur haine, était vigoureusement sincère. Peu de bulletins furent aussi librement consentis que les leurs, car le paysan est libre, ce qu'on a trop oublié ; il ne dépend pas d'un patron, il est maître chez lui. Cette indépendance l'avait conduit à juger, non d'après les autres, mais par suite de ses réflexions personnelles. Il admirait ainsi, envers et contre tous, les tentatives de Strasbourg ou de Boulogne et prédisait, quant à celui qui avait eu le courage de les risquer : « Il osera tout et il sera leur maître (2). » Napoléon lui ouvrait, mieux encore qu'à l'ouvrier, la plus vaste espérance. Le paysan se souvenait que la Restauration n'avait favorisé que la grande propriété. Il voyait maintenant le capitaliste comme l'industriel gouverner seuls et en despotes. Alors qu'il se comptait en France environ vingt-quatre millions de travailleurs agricoles, l'administration gouvernementale, pas plus que les théoriciens, ne s'en étaient souciés. Il risquait même de perdre sa terre, ce qui entraînait pour lui, en même temps, la ruine et l'abandon de la liberté, et cette perspective le hérissait d'avance. A ses yeux, la révolution de 1848 était une révolution à l'en-

1. Lamennais écrivait justement : « Le besoin de l'ordre n'existe nulle part, excepté quelques courts instants de folie, à un aussi haut degré que dans les masses et particulièrement dans la population des campagnes... Appelez donc les masses à partager le droit électoral, mais qu'il s'exerce sous des formes simples qui n'exigent pas une longue étude pour être comprises ; autrement les extrêmes, c'est-à-dire les coteries et, selon les temps, les factions, disposeraient des choix. »

2. Cassagnac, *Souvenirs du Second Empire*, déjà cité, t. I, p. 13.



vers ; quant à sa réalisation politique, il la comprenait de moins en moins au fur et à mesure qu'il se souvenait mieux de l'ancienne, avec ses lois hypothécaires. Le paysan en venait, lui, homme libre, à envier le salarié. C'était tout dire (1). — La vérité, sur ce point, est encore reconnue par les adversaires mêmes : « L'instinct des masses et le nom de l'homme qu'il choisit avec un prodigieux accord pour lui déléguer la souveraineté viennent révéler aux esprits attentifs la profondeur et l'étendue de cette révolution qui passe inaperçue du vulgaire. Rejetant le nom de Cavaignac et même celui de Ledru-Rollin qui, tous deux, représentent à des degrés différents la lutte politique et sous lesquels il sent encore une certaine individualité dont il se méfie, le peuple des campagnes que l'on voit pour la première fois apporter à l'exercice de son droit un intérêt vif parce qu'il va créer dans l'État une force véritablement souveraine, donne à cette force un nom qui ne représente

1. « Les hommes les plus sûrs du vote de leurs communes, dont jusqu'ici elles avaient toujours suivi les conseils à l'heure du scrutin, se virent abandonnés de leurs serviteurs eux-mêmes. Le duc de Luynes, qui avait toujours tenu entre ses mains tous les suffrages de son pays, dont il était représentant, vint, la veille de l'élection, dans la réunion électorale. Accueilli par les témoignages de la plus complète déférence, il est interrogé sur le président qu'il faut choisir ; il parle, il s'anime pour recommander le général Cavaignac. Il dit tout ce que l'on peut dire en sa faveur et contre son concurrent ; on l'écoute avec faveur, on applaudit quand il a fini de parler ; il se retire, content de son succès, assuré que bien peu de voix manqueront à son favori. Le soir, il apprend que le général n'a eu que la sienne; toutes les autres avaient été données au futur empereur. » Vicomte A. de Melun, *Mémoires*, déjà cité, p. 35, t. II. A l'époque même, avant l'élection, le vicomte de Melun ne brillait pas par le sens de la divination politique. Il écrivit en octobre à Mme Swetchine : « En fait de gouvernement, les paysans appartiennent au fait accompli... ils ne feront aucune opposition, ils ne songent à donner aucune espèce de farandole en l'honneur de Marrast, ni aucune sorte de ronde pour Louis-Napoléon. » *Correspondance du Vicomte de Melun et de Mme Swetchine*, publiée par le comte Le Camus, Paris, Oudin, Lecoy, 1892.

aucun parti, mais qui signifie victoire : victoire de l'égalité sur le privilège, victoire de la démocratie sur les rois et les nobles, victoire de la révolution française sur les dynasties européennes. C'est là, dans l'esprit du peuple, ce qu'expriment de la manière la plus absolue le règne et le nom de l'Empereur Napoléon ; c'est là ce qu'il veut et croit faire revivre par l'élection de Louis Bonaparte (1). » Beaucoup votèrent même pour lui avec une confiance presque mystique. Quelques-uns, nombreux, doutaient que Napoléon fût mort (2) ; ils le voyaient immortel et en Alsace, notamment, ils pensèrent l'évoquer de nouveau (3). — Nous remarquerons plus loin que le sentiment des humbles se rencontrait ici, à sa manière, avec la spéculation idéologique développée par quelques individualités marquantes de l'époque.

Les villages et les villes provinciales se rejoignaient dans la même profession de foi (4). « Sur toutes les

1. Stern, t. II, p. 545. — « C'est alors que parut ce prince, né des entrailles de la France, comme une émanation de la Révolution régularisée. » L. Bavoux, *La France sous Napoléon III*, Plon, 1870.

2. « Quelques paysans, dans leur simplicité, croyaient que Napoléon n'était pas mort et, comme les Flamands du moyen âge, ils espéraient voir revivre leur seigneur des antiques annales. » Capefigue, *La Société*, etc. ; déjà cité, t. IV.

3. Le fait nous a été certifié par plusieurs survivants, entre autres par M. Stern, le graveur connu du passage des Panoramas. — Ceux qui votèrent pour le neveu y mêlèrent souvent aussi un côté croyant, parce que c'était toujours un Bonaparte. — Voir : *Mémoires du baron Haussmann*. Paris, Havard, 1870, 3 vol. t. I, p. 279. Haussmann avance que, dès le début de la révolution, les paysans songèrent à l'Empire et écoutaient avec sympathie ceux qui leur en parlaient, t. I, p. 255.

4. Lettre d'Adolphe Blanqui, 29 septembre 1848 : « Tout ce que je viens de voir dans toute la France n'est pas aussi triste que ce que vous m'avez aidé à voir dans la Seine-Inférieure, mais notre beau pays est bien déchu, bien malade. Je n'y ai pas trouvé un seul assentiment pour les grands hommes qui nous gouvernent. On attend impatiemment la fin de tout ceci. On ne veut pas renverser, on laissera tomber. Les Bonaparte gagnent un terrain immense et voilà sept ou huit régiments renvoyés de Paris pour les inquiétu-

routes, qu'on en fût ravi ou non, on entendait les postillons se demander les uns aux autres, à tous les relais : « Napoléon, n'est-ce pas? (1) » Voyageant dans l'Aisne comme conseiller général du département, Odilon Barrot voit des hommes du peuple et des enfants se presser autour de sa voiture, et il est contraint de les laisser crier, avec un étrange accent de défi : « Vive Napoléon! (2) » Emile Ollivier, alors préfet de Chaumont, accomplissant une tournée dans une commune limitrophe de l'Aube, passe en revue la garde nationale et monte sur une table pour réciter le discours obligatoire. La foule, favorable à l'orateur, l'applaudit ; mais, aussitôt après, une autre acclamation gronde, menaçante, vigoureuse et sonore : « Vive Napoléon ! Vive l'Empereur ! (3). » Partout c'est le même cri, qui ne permet pas de se méprendre sur le sentiment populaire. Il a résonné à Saint-Quentin contre les autorités au moment de la lecture de la Constitution, unique approbation à celle-ci (4). A Paris, tendance identique. Dès le 18 septembre, Cavaignac a laissé voir sa colère (5). Par crainte, huit régiments, aux sentiments trop napoléoniens, sont renvoyés. L'indignation publique éclôt spontanément devant diverses caricatures de Louis Bonaparte exposées chez Martinet, rue du Coq, et chez

des qu'ils donnent là-dessus. On veut l'ordre à tout prix... On n'a pas réduit un grand pays comme le nôtre au seul régime des écus. On ne lui a pas tué son crédit impunément sans qu'il s'en aperçoive. Que ce soit la république rouge ou bleue, le pays veut se débarrasser de la cause de sa ruine. Voilà la vérité. » Catal. Noël Charavay, nº 363, 57.974.

1. Quentin-Bauchart, t. I, p. 178.

2. *Mémoires d'Odilon Barrot*, t. III, p. 19.

3. E. Ollivier, t. II.

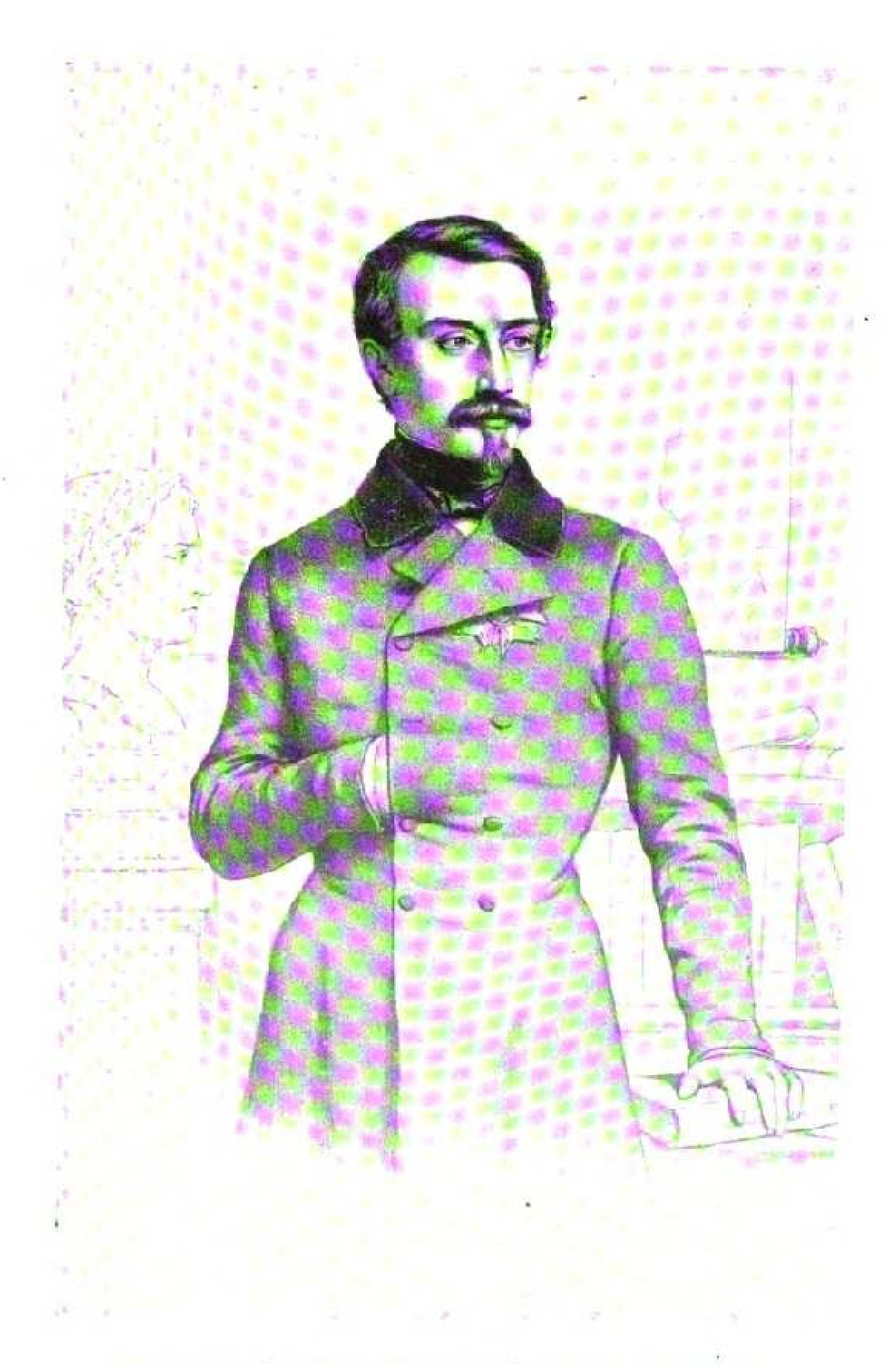
4. *Journal du maréchal de Castellane*, t. IV, p. 113.

5. *Idem*, p. 99. « Cavaignac est furieux, à ce qu'on annonce, des élections de Louis-Napoléon ; il est de fait que s'il y avait un président à élire en ce moment, Cavaignac n'aurait aucune chance et Louis-Napoléon serait élu.

Aubert, place de la Bourse ; elle en vient si vite aux menaces que les marchands se hâtent de changer leurs étalages (1). Place Vendôme, les manifestations sont quotidiennes ; depuis le milieu d'octobre, du matin au soir, des groupes s'épaississent autour de la Colonne et à la porte de l'hôtel du Rhin ; à certaines heures, la foule est telle qu'elle déborde de la place, s'étend rue de la Paix, rue de Castiglione, rue Saint-Honoré. Il en est de même place de la Concorde ou contre le Palais Bourbon ; tous acclament le prince chaque fois qu'il s'y rend. Le désir de le voir se manifeste si fort qu'il entraîne à prendre un passant pour lui et l'inconnu, malgré qu'il proteste, recueille une ovation générale (2). Quelques journaux donnent ces anagrammes : « Général Eugène Cavaignac : carnage aigu, vengeance ; Louis-Napoléon Bonaparte : bon élu proposé à la nation. » Des bulletins de vote sont préparés en caractères qui imitent l'écriture de l'Empereur ; et des feuilles comme *les Débats*, prudemment progressifs au long de leur métamorphose, annoncent à leur quatrième page que ces bulletins sont autographiés sur des actes signés par le grand homme : « Bonaparte, calqué sur la signature d'une proclamation datée de Milan, le 20 mai 1796 : Napoléon, sur la minute de la lettre du régent d'Angleterre, le 14 juillet 1815 ; Louis, sur une dépêche à Masséna, le 18 septembre 1805. »

Le résultat de l'élection était mieux indiqué de jour en jour (3). Le courant, accru des opinions les plus

1. Lacroix, t. III, p. 133. — Voir la boutique d'Aubert dans les *Journées illustrées de la révolution de 1848*.
2. *La Patrie*, du 24 octobre 1848.
3. Stern, Castille, Gallois, Robin, Marco Saint-Hilaire, Renault, Gallix et Guy, Lespès, etc. — Delord, V. Pierre, La Gorce, etc. — Tout le monde attendait « la dictature de salut. » — *Recollection*, etc., déjà cité. Blanchard Jerrold, *Life of Napoleon the third*,



LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE REPRÉSENTANT DU PEUPLE

(Lith. de chez Goupil, Vibert et Cie)

variées, souvent même les plus contraires, devenait irrésistible ; aucune influence politique ou autre n'aurait pu le contenir ni le détourner. « On marchait à l'unité avec passion (1). » L'élément populaire qui avait, le premier, alimenté la source napoléonienne, grossissait un fleuve prodigieux (2). « C'était se méprendre sur les conditions dans lesquelles s'engagerait l'élection que de penser qu'on pourrait peser sur elle, d'une façon décisive, par les moyens ordinaires, par les comités, par les influences locales, par la presse elle-même, si puissante qu'elle fût devenue. L'élection du chef de l'État ne pouvait être que la résultante d'un fort courant politique. Or les courants ne surgissent que dans les circonstances exceptionnelles. Les grands sentiments, les grands intérêts, les font naître ; les agissements et les efforts des partis sont impuissants à les produire. Un courant, c'est l'éclosion d'un même sentiment éprouvé spontanément par tout un peuple, sentiment qui s'empare simultanément des individualités et qui les prend, une à une, pour en former un faisceau... Dans un pays comme la France où l'imagination et l'entraînement prennent trop souvent la place de la raison, un courant peut solidement s'é-

London, Longmans, Green und Cᵉ 1874. — Tous les journaux, sauf *Le National*. Tous les témoignages contemporains. *Mémoires de Maupas, de Persigny, d'Arsène Houssaye Journal de Castellane, Correspondance de George Sand, de Léon Faucher*, etc. — Correspondances particulières communiquées à l'auteur.

1. Capefigue, *La Société*, etc., t. IV, p. 280. — L'unité était le but proposé par tous les théoriciens révolutionnaires, de Michelet à Pierre Leroux. On sent encore ici le côté d'essai constructif qu'il y a dans l'idée révolutionnaire.

2. « C'était en vain qu'on distribuait des brochures, des biographies laudatives ; nulle popularité ne pouvait lutter contre celle de Napoléon, souvenir d'une immense gloire ; soldats, paysans, curés, tous marchaient comme un seul homme. » Capefigue, *idem*, p. 281.

tablir et s'établir au profit d'un mal aussi facilement que pour servir le bien ; s'il existe réellement, il défie la lutte ; aucune force ne l'arrête (1). » Ces courants se répandent, en effet, semble-t-il, malgré nous, suite naturelle des événements précédents ; ils se manifestent quand les circonstances permettent aux réserves accumulées de venir au jour. Alors le nombre parle et impose la loi, l'absence d'élite véritable, l'isolement quelque peu hostile des individualités supérieures abandonnant un champ libre, sans obstacle sérieux ; que cette élite se coordonne et se perpétue quelque temps, la scène changerait peut-être, mais les éléments de sa formation future se font peu entrevoir, en général, et, faute d'entente, implacablement disséminés, s'annihilent par étroitesse d'intelligence comme de sentiment. La méfiance tue tout, à l'heure actuelle ; elle est la grande duperie des faibles ; l'homme en possession de ses moyens connaît sa faillibilité, mais il se console vite de perdre une partie où il n'a entraîné que lui-même quand il sait qu'il y a joué de son mieux, cependant ; il dépasse la faute commise ; l'homme incomplet ne sait pas passer, il reste sur place et ne se transforme point.

Le peuple qui travaille n'a pas le temps, quant à lui, de s'arrêter à ces faiblesses de l'aisance et de l'oisiveté ; il détient même la force qui les épure, par le bien, par le mal, avec les deux et pour les deux aussi, et par delà l'un et l'autre ; car ce peuple, si loué ou si critiqué, ne dévoile son véritable visage ni à ceux qui le dénigrent, ni à ceux qui l'encensent. Il est un peu dans *Les Misérables* et même dans *Les Mystères de Paris*, il revit, assez auréolé, le long du

1. Maupas, *Mémoires sur le Second Empire*, t. I, p. 28.

beau livre de Michelet (1), et sa promesse palpite sous les généreuses pages de Quinet, mais il n'est, en entier, dans sa réalité totale, ni chez les uns, ni chez les autres, et chaque auteur l'a raconté à son image, souvent aussi pour étayer une thèse ; leur ensemble aide néanmoins à confectionner le cliché plus ou moins véridique qu'il est possible d'en tirer à distance en y opposant, mais avec mesure, *la Gazette des Tribunaux* et les rapports de police qui se laisseront, peut-être, découvrir (2) ; la réunion de ces éléments divers permet d'espérer une certaine exactitude. Tout en étant le moyen rêvé par le politique, le serviteur de machines catalogué par l'industriel, le cultivateur évalué par l'économiste et la matière à expérimenter les idées du philosophe, le peuple reste avant tout une réunion d'êtres vivants, une masse qui a ses goûts, ses appétits, ses désespoirs et, avant de le juger aussi vite que les possédants qui l'utilisent paraissent enclins à le faire, il conviendrait d'examiner si les fautes ou les vertus qu'on lui impute sont uniquement les siennes. En 1848, malgré ses excès, malgré ses crimes, car il en commit, malgré tout ce qui bouillonna au soleil révolutionnaire, il gardait une certaine générosité de cœur, un entrain au sacrifice dont les hautes classes, sauf dans l'armée, se montrèrent presque totalement dépourvues. Il les révélait encore maintenant où, en dépit de l'universel désarroi, alors que les mêmes classes aisées ne savaient plus se reconnaître parmi leurs combinaisons et concluaient par le calcul

1. *Le Peuple.*
2. On sait qu'ils ont été brûlés dans l'incendie de la préfecture sous la Commune. Peut-être, cependant, en a-t-il été soustrait. On a retrouvé déjà bien des choses venant des Tuileries, notamment d'assez nombreux volumes aux armes de Napoléon III.

le plus désespéré, il réservait le moyen d'attendre encore, d'avoir confiance et de voter avec une sorte d'amour (1). N'était-ce pas lui, pourtant, qui avait payé le plus cher les frais de la révolution et, par deux fois, à ses dépens, l'avait renforcée? La négation ne servait à rien : en lui, bien que dangereuse et trouble, brûlait la plus forte chaleur vitale de la nation, montait la plus vigoureuse sève ; dans sa cervelle fruste, à travers une vague idéologie sentimentale, s'affirmait un sens violent de la réalité ; celle-ci était barbare, sans doute, mais contenait l'avenir. Au milieu du monde trop machinisé, et machinisé sans répit, de tant de manières, politiquement, religieusement, industriellement, à tel point serti dans une griffe financière que tout devenait une formule et que les hommes possédaient « l'État, moins la patrie, l'industrie et la littérature, moins l'examen, l'humanité, moins l'homme (2) », avec, au surplus, pour tyranniser davantage, « l'égoïsme pur du calculateur sans patrie (3) », le peuple apportait, en quelque sorte, au cœur de cet artificiel, la nature même, un vent d'orage qui balayait à la fois les dégâts de l'ordre et du désordre, ramenait un accord, un printemps.

Quand la politique a dit son dernier mot, peut-être réside-t-il une vertu mystérieuse dans l'orientation des masses, et on était si las de la politique alors, tout en ne cessant de la compliquer, qu'on le pensait.

1. Cette chanson courait les campagnes et les villes ouvrières :

« Souhaitez-vous une canaille ?
Il vous faut nommer Raspail.
Si vous voulez un coquin,
Votez pour Ledru-Rollin.
Êtes-vous pour le mic-mac ?
Prenez alors Cavaignac.
Mais en voulez-vous un bon ?
Nommez Louis-Napoléon. »

Journal de Verdun

2. Michelet, *Le Peuple*, p. 172.
3. *Idem*, p. 165.



Ceux-là mêmes qui craignaient la façon dont allait se manifester cette volonté générale s'y résignaient; aucun autre moyen d'agir ne s'indiquait et beaucoup, malgré le danger présent, distinguaient là, pour l'avenir, un salut. Tel avait été l'avis de Lamartine ; tel était celui de George Sand. Elle écrivait à Mazzini, à la date du 14 octobre : « En principe, le président doit être nommé par le peuple, tous les démocrates sont d'accord là-dessus ; car le contraire est le rétablissement du suffrage à deux degrés. Mais, en fait, des républicains très sincères ont voté pour la nomination par l'Assemblée, pensant que les besoins de la politique exigeaient cette infraction aux principes. Moi, j'avoue que je déteste ce qu'on appelle aujourd'hui la politique, c'est-à-dire cet art maladroit, peu sincère et toujours déjoué dans ses calculs par la fatalité ou la providence, de substituer à la logique et à la vérité des prévisions, des ressources, des transactions, la raison d'état des monarchies, en un mot. Jamais l'instinct du peuple ne ratifiera les actes de la politique proprement dite, parce que l'instinct populaire est grand quand Dieu souffle sur lui, tandis que l'esprit de Dieu est toujours absent de ces conciliabules d'individus où l'on fabrique avec de grands mots de si petits expédients. Pourtant, le peuple va se tromper et manquer de lumière et d'inspiration dans le choix de son président. Du moins, on le prévoit et on craint l'élection du prétendant. Qu'y faire ? En lui laissant son droit, on lui laisse au moins l'intelligence et la foi du principe, et il vaut mieux qu'il en fasse, au début, un mauvais usage, que s'il perdait la notion de son droit et de son devoir en secondant avec prudence et habileté les exigences de la politique. S'il fait un mauvais choix, il pourra aussi le défaire, au lieu que s'il ne fait pas de choix du tout, il n'y aura pas de raison pour

qu'il ne subisse pas celui qu'on aura fait à sa place(1). »

Les masses représentent la passion ; la passion que l'on combat pour la tuer renaît sous une autre forme, plus meurtrière souvent ; elle dévaste au lieu de féconder, car la passion, du moment que conduite, fertilise, et c'est briser la vie même que de la détruire ; l'art véritable, l'art royal, consiste à en faire un instrument de puissance. Dans l'idée d'alors, les masses formaient elles-mêmes, peu à peu, cet instrument-là en condensant leur flamme au cœur d'une seule forge, et réalisaient par leur poussée le devenir mystérieux de la nation dont elles exprimaient l'âme innombrable. Résister à cette domination des masses, assez déplaisante, d'ailleurs, entraînerait donc une faute, à cause des conséquences et, justement, personne ne l'a tenté d'une manière sérieuse, la lâcheté à part, parce que le champ clos de la vraie résistance n'avait pas été découvert ; sans doute n'existait-il pas. La grande pensée du XIXe siècle veut que tout se transforme vers le mieux : ceux qui l'ont niée n'ont guère mis en avant que leur négation sans la soutenir, en n'édifiant à côté que des restaurations assez mauvaises de ruines plus ou moins exactes et sans emploi. « C'est le propre des civilisations avancées qu'elles se soustraient davantage, dans une marche plus compliquée et plus savante, aux influences personnelles, à ce qu'on pourrait appeler l'accident, le hasard. Les événements semblent s'y ranger sous une loi supérieure que trouble de moins en moins l'action des volontés particulières. Par une contradiction qui n'est qu'apparente, plus la liberté humaine croît en puissance, plus aussi elle s'ordonne et se soumet à cette nécessité divine, à cette invisible souveraineté qui

1. George Sand, *Correspondance*, t. III, p. 101.

gouverne le monde. Aussi, voyons-nous dans la suite des histoires qui transmettent d'une génération à l'autre les révolutions des empires, la tâche du narrateur s'amoindrir à mesure que s'étend celle du philosophe. Les aventures perdent leur vraisemblance, les faits ne s'expliquent plus par le caprice du sort ; les livres mêmes ne sauraient plus nous intéresser si l'on ne sait nous montrer en eux l'expression vivante d'un temps et le génie d'un peuple (1). » Là se dissimule un des points les plus importants de l'histoire (2), la question de savoir si un homme peut influer sur son temps au point de le conduire, et dans quelle mesure, ou si les circonstances seulement, résultats d'une loi évolutive, meuvent les hommes, à la fois les foules et ceux qui paraissent les mener. Chateaubriand, comme la plupart des romantiques, donne la prépondérance à l'action individuelle : « De même qu'un siècle influe sur un homme, un homme influe sur un siècle, et si un homme est le représentant des idées de son temps, plus souvent aussi le temps est le représentant des

1. D. Stern, t. II, p. 475. Le moment inspirera les masses », dit George Sand. *Correspondance*, t. II, p. 189.

2. La question semble tranchée de nos jours — bien qu'elle ne le soit pas, à mon sens, — par la théorie matérialiste qui déclare qu'une seule conception de l'histoire est permise, la conception matérialiste. Nous n'avons pas à donner ici le court essai que nous voyons possible sur la question, nous le ferons un autre jour, ailleurs. Du moins pouvons-nous avancer que le matérialisme historique, croissant depuis Marx, poussé à bout, devient peu à peu un instrument d'investigation presque aussi pernicieux que l'idéologisme qu'il combat. Le merveilleux moyen de coordination qu'il procure ferme tout un horizon si on s'en tient à lui seul. M. Sorel ne semble pas s'être douté qu'il ne s'en contentait pas dans son beau travail sur la ruine du monde antique auquel il a donné comme sous-titre : *Conception matérialiste de l'Histoire*. Jacques ; S. D. — Matérialisme est encore un mot du genre idéalisme, de romantisme, etc. L'histoire ainsi comprise n'est d'ailleurs pas une nouveauté. Giannone, dans son histoire de Naples, l'a mieux entendue peut-être que ses successeurs lointains qui n'ont même pas pensé à lui. Son procédé, qui nous paraît tout naturel, était neuf pour l'époque où il l'employa.

idées d'un homme. » Il semble que l'individualisme le plus complet, mis en œuvre par le plus fort échantillon humain, soit surtout l'expression suprême des années qu'il résume, réalise et magnifie en sa personne ; son influence peut être colossale, elle peut ne découler en apparence, que de lui, elle vient, souvent, en réalité, de ce qu'il a su extraire la substance la meilleure de son epoque, toutes les matières, quelques-unes cachées, qu'elle possédait, celles depuis longtemps préparées, celles du présent, celles du lendemain, en partie, pour augmenter l'humanité et lui indiquer ce dont elle est capable.

Deux forces s'équilibrent ici, deux plateaux oscillent, et qu'il faut accorder pour que l'aiguille marque à la balance du destin le point central, théorème difficile, si dangereux qu'il n'a presque jamais pu être démontré longtemps. Le plus grand éducateur en ce genre, Jésus, ne se laissa pas tuer, peut-être, que par dégoût,—ou,encore,ne disparut (1),—et par suite d'une noblesse d'âme particulière, neuve et unique à son époque, mais surtout pour ne pas affaiblir la rénovation entreprise.—L'homme, même le plus rare, utilise les moyens qui sont à sa disposition, s'efforce au long de son œuvre avec les instruments que l'heure lui procure et ceux qu'il est à même d'inventer, mais, afin de parvenir au poste qui soutient son travail, nonobstant toutes les adresses, aurait-il su réunir, sans rien perdre de chacune, les différentes puissances d'action, il ne peut vaincre sans l'occasion, sans le courant envisagé dans ce qui précède, sans, tout au moins, une légère possibilité, serait-elle imperceptible ; une partie de son mérite consiste à puiser en lui le sentiment que cette possibilité existe toujours et à la découvrir

1. Voir : Proudhon, *Jésus et les origines du Christianisme*, publié par Clément Rochel. — Havard, 1895.

dans l'ombre la plus compacte, alors que nul ne la voit, même parmi ceux qui s'usent à sa recherche ; sans l'existence de cette probabilité d'essai, il demeure néanmoins impuissant pour une campagne totale, serait-il la volonté en personne. Le plus rigide des révolutionnaires, celui qui a été comparé à un glaive dans une page célèbre (1), a senti cette nouvelle face de l'action le jour où il a énoncé l'adage que Louis-Napoléon devait faire sien : « L'avenir est aux apathiques. » Une éventualité de tentative s'estompant, même à peine, il est donné à quelques êtres d'une trempe exceptionnelle, dévoués à la nécessité présente, de tout déchaîner, et il est bon de le retenir. On a trop exagéré l'affirmation contraire pour le plus grand malheur de l'humanité, si portée à se contenter de servitude et de routine. A presque toutes les époques troubles de l'histoire, alors que les gouvernements et les masses avaient, de part et d'autre, dit leur dernier mot et capitulaient en face de difficultés trop entassées dont leur diplomatie ni leurs luttes ne pouvaient dénouer la trame, un homme surgit, d'aspect providentiel, qui les mettait d'accord ; et, prédestiné par cela même, en général, la crise passée, à l'injure, à la chute, quelquefois à une sorte de martyre, il parvenait à son but, poussé en avant, porté loin, dressé haut par le remous populaire. Négligeant les exemples de l'étranger, pourtant nombreux, ou de l'antiquité, plus clairs encore (2), on l'avait vu en France sous Philippe-Auguste, sous Charles VII, puis en 1793, et chaque fois, une sorte de sagesse instinctive et rude, grossière, avait triomphé de la science des gens plus cultivés, à bout

1. Taine, *Origines de la France contemporaine*. — Cet adage est, d'ailleurs, d'origine italienne.

2. Voir, en dehors des auteurs anciens, le *Discours sur l'Histoire universelle* de Bossuet.

d'eux-mêmes, semblait-il. Le phénomène a eu, de nos jours, son poète, qui est un historien : « En France, dans ces profondeurs de la multitude, pareilles aux profondeurs de l'Océan, à la mystérieuse région des eaux bleues que jamais ne troublent les agitations de l'atmosphère ; en ces profondeurs où l'homme, uniquement absorbé par la nécessité de ses besoins physiques, n'a de loisir ni pour se recueillir, ni pour penser ; où, d'ordinaire, ne pénètre qu'après des siècles la notion confuse et défigurée des événements accomplis ; là, si loin de la surface que les politiques ignorent qu'il y ait quelque chose et que les parlementaires le nient, un tourbillon se forme, s'agite, s'agrège, tourne, roule dans un mouvement qui d'heure en heure, s'accélère et se précise. De village en village, de ferme en ferme, de chaumière en chaumière, on échange des mots dans des langues bestiales et primitives ; on se répète un nom, on s'embrasse comme si venait d'arriver le messager de la bonne nouvelle : l'Homme du Peuple est né, l'homme en qui le peuple s'incarne et qui sera la chair de sa chair et l'esprit de son esprit... et le tourbillon s'étend, s'élargit, se fait de plus en plus vif en sa rotation passionnée jusqu'au jour où il trouvera son issue, s'échappera, prendra sa route et, venant de tout en bas et des profondeurs, traversera en les entraînant les couches superposées et déterminera un de ces invincibles courants que nulle puissance humaine ne barre, qui semblent la mise en action d'une force de la nature, qui feraient croire à une providence mystérieuse et qui, le jour qu'il faut, à l'heure assignée, sans secousses, sans combat, sans lutte, par l'irrésistible poussée des millions de gouttes qui font un océan, des millions d'hommes qui font un peuple, portent

le héros aux sommets où la nation attend un dieu (1). »

Le même mouvement se reproduisait en 1848, et il était encore plus naturel, peut-être, en tout cas plus préparé, que cinquante ans auparavant. Louis-Napoléon, qui l'avait prévu (2), devenait une nécessité pressante ; là existait la raison de sa force. Toutes les idées de justice idéologique tombaient net devant cet impératif brutal qui implantait par lui-même une justice supérieure à n'importe quelle autre. Cette justice avait elle aussi, comme toute estimation véritable, plusieurs raisons ; et il est intéressant de les voir expliquer par le docteur Clavel. Il parlait au nom de l'idéal humanitaire le plus généreux, mais il se refusait, selon la franc-maçonnerie d'alors, car Clavel était maçon (3), à méconnaître certaines réalités : « Il se peut, écrivait-il en 1860, que, dans l'isolement, la France prospère sous une république démocratique ; mais l'expérience montre que la chose est difficile avec un entourage d'ennemis naturels, avec la féodalité menaçant ses frontières. En devenant républicaine, la France voit les rois et les aristocraties se coaliser ; l'instinct défensif fait qu'elle s'organise comme un régiment, se donne un chef et retourne de la sorte à la monarchie. En outre, son tempérament ardent fait qu'elle se livre avec une sorte de fureur aux luttes politiques, se divise en partis et en fractions, et finit par demander le repos à la dictature, quitte à recommencer plus tard une orgie de liberté. Rien, ici, ne représente la stabilité, ni même les éléments d'une éducation politique. Quand la

1. Frédéric Masson, *Napoléon et sa famille*, t. I, p. 201, Ollendorff, 1897.

2. Voir *Strasbourg et Boulogne*. — « Souvent, dans les occasions difficiles, l'instinct du peuple voit plus juste qu'une assemblée préoccupée de l'intérêt de caste ou de personnes. » Napoléon III.

3. Voir : Clavel, *Histoire pittoresque de la Franc-Maçonnerie et des Sociétés secrètes anciennes et modernes*. Paris, Pagnerre, 1843.

démocratie accumule les pouvoirs dans la main d'un chef, elle devient puissante... (1) » Clavel indique ensuite que pour obvier aux ennuis d'un chef, elle a cru rencontrer le repos dans le gouvernement parlementaire, mais qu'elle a dû reconnaître son erreur : « Elle a vu qu'il retourne fatalement à l'oligarchie d'où il procède. Pendant dix-huit ans, une aristocratie d'argent, constituée sous le nom de pays légal, a trafiqué de l'honneur et des ressources de la France... et inoculé au pays la rage de l'argent, maladie redoutable entre toutes. — La mission de tout pouvoir chargé de veiller sur les destinées de la France est donc loin d'être facile. Elle consiste extérieurement à favoriser partout l'évolution de la démocratie, intérieurement à conjurer les explosions qui résultent du ferment démocratique (2). »

Le mouvement napoléonien se précisait encore comme l'aboutissant d'une sorte de religion, assez vague, et, dans sa synthèse idéale, demeurée à une certaine distance du gros public, mais qui avait animé obscurément la première moitié du dix-neuvième siècle et passionné une partie de la jeunesse du quartier latin sous la monarchie orléaniste, le messianisme.



L'idée messianique remonte aux premiers prophè-

1. Girardin disait dans une brochure : « Le problème à résoudre était de réunir ensemble les avantages que présentent la monarchie et la république ; or le problème a été résolu, mais dans le sens inverse, de sorte que, au lieu des avantages, on a eu tout à la fois les inconvénients d'une république et les inconvénients d'une monarchie. » *La République et les républicains*, etc. Paris, Carnot, Barba, 1848.

2. Clavel, *Les Races humaines*, etc. Poulet-Malassis, 1860. Il est à remarquer, à ce sujet, que le gouvernement républicain de 1848 fit le contraire. Loin de conjurer à l'intérieur les explosions démocratiques, il les suscita, les entretint, puis les anéantit.



tes (1); elle s'exprime par Zoroastre et Moïse comme par Jésus et Mahomet, comme par Bouddha, et il serait aisé de la retrouver ailleurs si l'on avait du goût pour ces généralisations à la fois trop compliquées et trop faciles qui n'ont pas à intervenir ici (2). Le messianisme n'eût peut-être pas réexisté sous une forme aussi saisissable sans l'Empereur ; il ne fut même probablement pas réapparu. Né à la faveur de la tourmente révolutionnaire, en tant que croyance presque fatale d'un peuple aux abois et se redoutant lui-même, il fût tombé avec l'orage, faute de s'incarner dans une personnalité considérable.

Une des manières dont s'est composée la religion napoléonienne a été sentie par Balzac, analysée et résumée dans le cadre d'un simple conte, tableau accroché au long de son roman, *le Médecin de Campagne*. Ce vaste esprit avait trop conscience de tout son siècle pour ignorer aucun sentiment dont il était animé, et celui-ci possédait les cœurs et les cerveaux, généralement mêlés alors. En dehors de ce que nous avons catalogué déjà quant au mouvement napoléonien sous Louis-Philippe, en plus de l'action entreprise dans la littérature et sur le terrain réel par le fils du roi Louis, distinct, tout en l'animant en secret d'une rude vigueur, le culte de la grande mémoire n'a cessé de progresser, à tel point que le prisonnier de la Sainte-Alliance ressuscitait, en quelque sorte, de l'île lointaine où il avait préparé lui-même son apothéose

1. Voir : Maurice Vernes, *Histoire des Premiers Prophètes*. — Colani, *Jésus-Christ et les croyances messianiques de son temps*, Strasbourg, 1864. — Renan, *Histoire du peuple d'Israël*. — G. Sorel, *Le système historique de Renan*. Paris, Jacques, 1904. 4 cahiers.

2. Dans les années troubles qui précèdent la venue de Jeanne d'Arc, notamment, l'âme populaire française était toute messianique. Aujourd'hui, dans le renouveau vers la Pucelle et les souvenirs napoléoniens, il existe aussi un peu de messianisme.

vers une nouvelle conquête européenne (1) ; exact encore dans ce dernier calcul, il s'érigeait, petit à petit, dieu du siècle, ou, du moins, sa plus formidable cime (2). — Le récit de Goguelat nous a initié à ce merveilleux. Sollicité par les paysans qui se pressent dans sa grange en répétant : « Dites-nous l'Empereur ! » le grognard commence : « Suivez-moi et dites-moi, vous, si ce que vous avez entendu est naturel. Il est sûr et certain que l'homme qui avait eu l'imagination de faire un pacte secret pouvait seul être susceptible de passer à travers les lignes des autres, à travers les balles, les décharges de mitraille qui nous emportaient comme des mouches et qui avaient du respect pour sa tête. » Le narrateur ne cesse de revenir à cette particularité surprenante. A peine la campagne d'Italie est-elle déroulée qu'il reprend : « Un homme aurait-il pu faire cela ? Non. Dieu l'aidait, c'est sûr. Il se subdivisionnait comme les cinq pains de l'Évangile, commandait la bataille le jour, la préparait la nuit, que les sentinelles le voyaient toujours aller et venir, et ne dormait ni ne mangeait. » Goguelat rapporte qu'en Égypte, les musulmans étaient persuadés que le général commandait aux génies. Et le

1. Voir : Montholon, *Récits de la captivité*. — *Journal de Gourgaud*. — Las Cases, *Mémorial de Sainte-Hélène* etc., etc., et un livre récent, d'ailleurs incomplet, P. Gonnard, *Les Origines de la légende napoléonienne*. Calmann-Lévy.

2. Quinet écrivait en 1840 — et ceci prouve encore combien le livre du prince, *Idées napoléoniennes*, répondait au siècle, comme à tout le mouvement dont il était animé : — « La blessure de la France, la voici : La bataille de la révolution française a duré trente ans ; victorieux au commencement et pendant presque toute la durée de l'action, nous avons perdu la journée vers le dernier moment. Cette bataille séculaire ressemble à celle de Waterloo, heureuse, glorieuse jusqu'à la dernière minute, mais c'est cette minute qui décide de tout. La révolution a rendu son épée en 1815. » — Voir le 1er volume de *L'Europe et la révolution française* d'Albert Sorel : *Les mœurs politiques et les traditions*. Alcan, 1886.

récit est coupé de ce refrain : « Ah ça, mes amis! croyez-vous que c'était naturel ? » Si la France subit une défaite, c'est qu'« Il n'est pas là ». Napoléon s'entretient de temps à autre avec une sorte de mystérieux esprit, l'Homme Rouge. « A Marengo, le soir de la bataille, pour la seconde fois s'est dressé devant lui, sur ses pieds, l'Homme rouge, qui lui dit : Tu verras le monde à tes genoux et tu seras empereur des Français, roi d'Italie, maître de la Hollande, etc., et tout. » Cet étrange compagnon « est son idée à lui, une manière de piéton qui lui servait, à ce que disent plusieurs, à communiquer avec son étoile. Moi, je n'ai jamais cru cela, mais l'Homme Rouge est un fait véritable ». Ayant pris du poison et constaté ensuite son excellente santé, l'Empereur, « pour lors sûr de son affaire, se reconnaît immortel ». Les Chinois et les populations des côtes barbaresques disent que toucher son pavillon, c'est toucher à Dieu. Après Waterloo, achève le grenadier, « les Anglais le chassent dans une île déserte de la grande mer, sur un rocher de dix mille pieds au-dessus du monde. Fin finale, est obligé de rester là jusqu'à ce que l'Homme Rouge lui rende son pouvoir pour le bonheur de la France ». Napoléon ne peut pas être mort : « Ah bien oui, mort, on voit bien qu'ils ne le connaissent pas! Ils répètent c'te bourde-là pour attraper le peuple et le faire tenir tranquille dans leur baraque de gouvernement. » Et le grognard ouvre ce nouvel horizon : « La vérité du tout est que ses amis l'ont laissé seul dans le désert pour satisfaire à une prophétie faite sur lui, car j'ai oublié de vous apprendre que son nom de Napoléon veut dire le Lion du désert. Et voilà qui est vrai comme l'Évangile. Toutes les autres choses que vous entendrez dire sur Napoléon sont des bêtises qui n'ont pas la forme humaine. »

Dans la petite édition de 1842 (1), les vignettes de Lorentz, charmantes, représentent le chapeau noir, auréolé sur une île au milieu des flots, évoquent le général révolutionnaire sur le haut d'une pyramide, sous son étoile, montant la garde devant le Père Éternel, ou balancé par une coquille de noix traversant la mer ; elles arrêtent les boulets autrichiens, saluant poliment l'Empereur immobile au milieu du feu, figurent l'aigle éployée sur le monde, de clocher en clocher.

Parallèlement au peuple, Hœné Wronski, dans un même sentiment, mais venu de l'intellectualisme, de la réflexion et de la philosophie, réalisait une partie de l'idéal messianique, la sienne tout au moins, car la doctrine variait un peu, comme nous le constaterons, d'après les individus. — Ancien combattant de l'indépendance polonaise, Wronski avait été fait prisonnier à Maciejowicé ; sauvé par la recommandation d'un général russe, il accepta un brevet, signé de la grande Catherine, qui lui conférait le grade de major, et un autre, peu de temps après, qui le nommait lieutenant-colonel. En face de son pays, si maladroit à réaliser ses promesses, si déréglé dans ses élans généreux et mêlant à ceux-ci tant de désordre, il douta qu'il pût jamais se tirer d'affaire seul et se mit à espérer dans le tsar Paul. Trompé, semble-t-il, sur ce point, ou gêné par son patriotisme, durement mis à l'épreuve quelquefois, il vint en France, habita Marseille et y professa les mathématiques. Alors commença pour lui, à travers la plus grande misère, une existence de perpétuelle pensée et de long tra-

1. *Histoire de l'Empereur*, racontée dans une grange par un vieux soldat et recueillie par M. de Balzac. Paris, Dubochet, Hetzel et Paulin.



LOUIS-NAPOLÉON D'APRÈS UN DAGUERREOTYPE

(Revue comique)


Digitized by Google

vail (1). Au nom de la science et de la philosophie, il proclama bientôt son système à travers de nombreux volumes, avec une indomptable persévérance qui révèle sa foi absolue en lui-même comme en sa cause. — A ses yeux, Napoléon a résolu le problème contemporain en établissant l'un en face de l'autre, sans qu'ils puissent se nuire, le principe humain et le principe divin, les dominant l'un et l'autre de son autorité pour les empêcher de se détruire dans une lutte stérile (2). Il avait ainsi plané par-dessus les trois phases révolutionnaires de la France, « savoir : 1° la république, par exclusion de la souveraineté morale ou divine ; 2° la restauration, par exclusion de la souveraineté nationale ou humaine ; 3° le juste milieu, par exclusion commune et alternative de l'une et de l'autre de ces deux souverainetés ». Wronski travaillait à sa synthèse messianique depuis 1810. En 1818, il avait fait paraître *le Sphinx*, en 1829, le *Problème fondamental de la politique moderne*, en 1831, le *Prospectus*, puis le *Prodrome du messianisme*, en 1839, par livraisons successives, la *Métapolitique messianique*, d'où il tira séparément le *Tableau de la philosophie de l'histoire* et le *Tableau de la philosophie de la politique*. Il pose en fait que la réalisation des plans de Napoléon est inévitable « dans la nouvelle marche de l'humanité vers ses augustes destinées finales

1. *Loi téléologique du Hasard*, réimpression de trois pièces rarissimes, etc. Paris, Gauthier-Villars, 1890. — Erdan, *La France mystique*. Paris, Coulon-Pineau, 33, rue Monsieur-le-Prince, s. d. 2 vol.

2. Guizot voyait aussi dans l'union de ces deux principes une des énigmes posées aux politiques par les temps modernes, et il la résolvait avec l'orléanisme. « La nature et la destinée de l'homme, c'est l'obéissance morale, c'est-à-dire l'obéissance dans la liberté : Dieu a créé l'homme pour qu'il obéit à ses lois, et il l'a créé libre pour qu'il obéit moralement. La liberté est d'institution divine, comme l'autorité ; ce qui est d'œuvre humaine, c'est la révolte et la tyrannie. » *Méditations et études morales*. Paris, Didier, 1852.

sur la terre ». Tout le long de ses ouvrages, Wronski ne cache pas le haut sentiment qu'il possède de lui-même ; il en avait besoin contre la destinée, qui lui fut rude, et l'isolement où ses contemporains le laissèrent (1). Il se classe « initiateur », observant que Schlegel, dans sa *Philosophie de l'Histoire* (leçon XVII), avoue que la vraie biographie de l'homme extraordinaire qu'était Napoléon, c'est-à-dire l'intime compréhension et la loi supérieure de ses vues, en quelque sorte la clef théologique de sa vie, dépassent encore les moyens d'appréciation de notre siècle. Sa plaquette, *Secret politique de Napoléon comme base de l'avenir moral du monde*, paraissait en 1840, un an après les *Idées napoléoniennes*, l'année même où Louis Bonaparte débarquait à Boulogne. Il y analysait l'ouvrage de propagande et suggérait de remarquer qu'au temps où lui-même, en tant qu'écrivain, faisait valoir « avec raison, en faveur de ce chef du nouvel empire, sa haute tendance vers le triomphe de la liberté et du principe démocratique, presque tous les journaux de France, on pourrait même dire presque tous les hommes qui y marquent aujourd'hui, se levèrent simultanément pour repousser cette prétention » (2).

Wronski possède un napoléonisme tout théorique ; comme son époque, il ne juge pas l'heure venue ; il ne croit pas plus que les autres au prince qui en représente certaines aspirations et condamne

1. *Loi téléologique du hasard*, déjà cité. — Il fut nié par tout le monde. Ampère et Lagrange ne le prirent jamais au sérieux.

2. « Lorsque parut le livre des *Idées napoléoniennes* qui, cependant, faisait valoir la liberté et le principe démocratique, un violent frémissement de ce même esprit révolutionnaire retentit de toutes parts et prouva que, dans l'actuelle démoralisation universelle ou, plutôt, dans l'actuelle ignorance sur l'autorité politique, la sublime réforme gouvernementale qu'opéra Napoléon n'est ni ne peut être comprise en France. » *Tableaux de la philosophie de la politique*, p. 65.

l'affaire de Boulogne (1). Le gouvernement de Louis-Philippe est, selon lui, un effort à encourager, au moins en la personne du roi, un passage nécessaire et qui doit durer longtemps, étape préparatoire vers la nouvelle réalisation napoléonienne totale. Il nie qu'il existe même un parti napoléonien : « Cette absence d'un véritable parti napoléonien, provenant de l'impossibilité où se trouvent encore les hommes de concevoir, avec leurs lumières actuelles, le génie providentiel de ce puissant réformateur, porte un préjudice notable, tout à la fois et à la conservation de la gloire nationale que le grand homme a répandue sur la France, et au progrès des réformes sociales qui, sans contredit, pourraient être dirigées par l'influence d'un parti propre à rappeler, comme modèle, l'ordre immuable de son merveilleux empire. » Il prétend que ce serait la chose la plus déraisonnable que de vouloir, dans l'état actuel d'ignorance et de démoralisation universelles, tenter le rétablissement de l'empire napoléonien. « Bien plus, nous osons le dire, ce serait une entreprise criminelle, surtout si elle était tentée par des voies illégales ou par des voies révolutionnaires, parce que, en outre de cette coupable illégalité, elle compromettrait criminellement le majestueux exemple qui, dans la propre réalisation napoléonienne de ce système providentiel, plane sur nos têtes, porté sur les ailes protectrices de l'aigle impériale, rayonnant de tous ses prestiges pour nous montrer sans cesse cette terre promise de notre actuelle et indispensable culture morale et intellectuelle. » Il décompose

1. Comme les autres, il changeait définitivement d'avis vers 1849 et, en 1852, adressait au prince le volume suivant : *Épître secrète à S. A. le prince Louis-Napoléon.*



le pouvoir de Napoléon et en dresse le schéma (1). L'empereur « comprit, sans doute, quoique vaguement, que parmi les trois éléments qui entrent dans la constitution de toute autorité humaine, savoir les Lois, la Liberté et la Coercition... le premier et le dernier, — les lois et la coercition, — concourent seuls à la formation de la discipline ou de l'autorité militaire et que c'est par l'adjonction du deuxième de ces éléments, c'est-à-dire de la liberté, que se distingue essentiellement, dans cette exceptionnelle autorité militaire, la vraie autorité politique, constituée ainsi par le concours systématique de tous les trois éléments de l'autorité humaine ». Napoléon ne se fit pas empereur par suite d'une vaine ambition personnelle, mais pour solidifier son œuvre et lui donner à la fois une double consécration, l'une humaine, l'autre divine ; il employa la formule « Par la grâce de Dieu et par les Constitutions de l'Empire », indiquant, de la sorte, « d'une manière juridique, la double

1. La place manque, et beaucoup, pour donner ici un résumé, même succinct, de la philosophie wronskienne ; nous nous sommes contenté d'en indiquer le principal, et par rapport à ce qui nous occupe. Le lecteur se reportera aux autres ouvrages du messianiste polonais : *Adresse aux nations slaves sur les destinées du monde.* — *Epître à S. M. le prince Czartorisky sur les destinées de la Pologne.* — *Epître à S. A. l'Empereur de Russie pour compléter les cent pages et suppléments, exposé définitif de la doctrine suprême.* — *Conduite coupable du nommé Arson.* — *Documents historiques sur la révélation des destinées providentielles.* — *Philosophie absolue de l'histoire*, 2 vol. — *Le destin de la France, de l'Allemagne et de la Russie.* — *Propédeutique messianique.* — *Prolégomènes du messianisme.* — *Messianisme, union finale de la philosophie et de la religion*, 2 vol. — *Bulletins de l'union antinomienne.* — *Résolution générale des équations algébriques de tous les degrés.* — *Nouveau système des machines à vapeur.* — *Les cent pages décisives.* — *Adresse aux nations civilisées sur leurs sinistres désordres révolutionnaires.* — *Dernier appel aux hommes supérieurs.* — *Messianisme ou réforme absolue du savoir humain*, 3 vol. — *Réfutation des théories analytiques de Lagrange.* — *Caméralistique ; économie politique et finances.* — *Développement et but final de l'humanité.* — *Trois lettres à sir Humphry Davy*, etc.



origine divine et humaine de laquelle il faisait dériver son autorité souveraine, comme représentant la création divine des lois morales destinées à la direction de l'humanité ». Le messianisme réunit les deux principes ennemis du monde moderne. Il est « la raison finale de la philosophie et de la religion » ; son but principal consiste à « diriger l'espèce humaine vers ses véritables destinées ; et, par conséquent, son but accessoire, sans qu'il cherche néanmoins à l'atteindre directement, sera d'éclairer les hommes sur l'abîme où les conduit le dangereux abus que l'on veut faire des principes, d'ailleurs si sacrés, de la révolution française ». La faute commise a été celle-ci : « Tout savoir philosophique a été expulsé de la France, tour à tour par le parti religieux pour entraver les progrès de la philosophie, et par le parti politique pour repousser l'influence religieuse ».

Précisant sa théorie, l'auteur démontre l'égalité des droits des deux partis qui se disputent la prépondérance, celui du sentiment, celui de la cognition, celui du droit divin, celui du droit humain : « Depuis la révolution française, lorsque les deux partis qui revendiquent ainsi les prérogatives de la souveraineté morale ou divine et de la souveraineté nationale ou humaine s'étaient développés suffisamment, dans leurs tendances opposées, pour pouvoir reconnaître avec clarté l'antinomie sociale qui est impliquée dans la raison temporelle de l'homme et qui est le principe fatal de leur antagonisme social, lorsque, disons-nous, dans cette nouvelle période de l'humanité, les deux politiques, par suite de leur développement, connurent ainsi l'une et l'autre l'idée extrême de leur exclusion réciproque dans l'autorité politique et même l'idée destructive de leur anéantissement réciproque dans l'ordre social, comme cela est arrivé

effectivement depuis la révolution française, leur conciliation légale qui, dans la période précédente, avait été un des caractères distinctifs des gouvernements constitutionnels, n'était plus possible, ni logiquement, ni même moralement. Et cette fatale impossibilité qui est le mystérieux aliment de l'esprit révolutionnaire de notre époque, subsiste notoirement et malheureusement jusqu'à ce jour. Ce n'est donc que dans un avenir plus ou moins éloigné que les deux partis politiques, en reconnaissant, en outre, dans la susdite antinomie sociale de la raison humaine, leur origine rationnelle et, par conséquent, leur égale validité morale, pourront comprendre qu'ils sont tout à la fois et égaux en droits dans l'ordre social, et néanmoins indestructibles dans leurs tendances réciproques et diamétralement opposées (1). » Cette réunion des deux principes, Napoléon l'avait obtenue en France et s'efforça d'en faire bénéficier l'Europe (2).

1. Ce passage montre par où le messianisme de Wronski touche au positivisme de Comte, — surtout au genre de positivisme que défendirent certains disciples contre Mme Comte et Littré. Voir, en dehors du cours de philosophie positive de Comte et du petit livre de Stuart Mill sur lui, l'ouvrage de Littré : *A. Comte et la Philosophie positive*. Hachette, 1863.

2. Voir, sur les sentiments religieux de l'Empereur, en plus des volumes cités précédemment, *Le Mémorial* et F. Masson, *Jadis*. Ollendorff, 1906. — Dans le parc de la Malmaison, au moment du concordat, en entendant sonner la cloche de l'église de Rueil, Napoléon fut ému. « Je me dis alors quelle impression cela ne doit-il pas faire sur les hommes simples et crédules ! Il faut une religion au peuple. » A Milan, juin 1808 : « Une société sans religion est un vaisseau sans boussole, etc. » Sur Dieu : « J'ai eu besoin de croire, j'ai cru ; mais ma croyance s'est trouvée heurtée, incertaine dès que j'ai su, dès que j'ai raisonné ; et cela m'est arrivé d'aussi bonne heure qu'à treize ans. Peut-être croirai-je de nouveau aveuglément, Dieu le veuille ! Je n'y résiste assurément pas. Je ne demande pas mieux ; je conçois que ce doit être un vrai grand bonheur. Toutefois, dans les grandes tempêtes, dans les suggestions accidentelles de l'immoralité même, l'absence de cette foi religieuse, je l'affirme, ne m'a jamais influencé en aucune manière, et je n'ai jamais douté de Dieu, car si ma raison n'eût



Mais il tomba sous les coups d'une « association mystérieuse », d'une bande infernale » que Wronski désigne si peu clairement qu'elle paraît tour à tour être la franc-maçonnerie la plus rouge ou la congrégation de Jésus, l'esprit révolutionnaire exagéré ou l'esprit rétrograde, ou encore autre chose ; et il semble qu'elle soit, plutôt, au bout du compte, la Sainte-Alliance, une Sainte-Alliance un peu spéciale, une sorte de groupement parlementaire européen du scepticisme irréductible, car les indications de l'auteur demeurent très vagues, au moins pour les profanes, et sa pensée se devine ici moins facilement encore qu'ailleurs. Il place les affiliés de cette association dans les ministères, autour des trônes, même au Vatican, puis désigne Talleyrand comme leur exemplaire principal. Il distingue déjà les agissements de « la bande invisible » au 18 brumaire ; il relève la trame tendue par elle afin d'arrêter Bonaparte, après qu'elle l'a appelé au pouvoir « par l'organe de Sieyès et de ce même Talleyrand ». Il la soupçonne encore d'agir, pour se débarrasser, cette fois, définitivement, de l'Empereur, lors de l'exécution du duc d'Enghien. Il dénonce ainsi le rôle de l'ancien évêque d'Autun : « C'est aujourd'hui un fait historique indiscutable que c'est à l'insu de Napoléon, par les menées de Talleyrand,... que le duc de Rovigo précipita l'exécution qui, d'après la déclaration fameuse du général Hulin, n'était ni commandée, ni nécessaire. » Napoléon fut l'âme de la révolution ; il sut la vaincre dans ce qu'elle comportait d'outré ; il l'accomplit dans ce qu'elle avait de juste. — Louis-Napoléon ne parlait pas autrement. Mais Wronski insiste davantage sur cette

pas suffi pour le comprendre, mon intérieur ne l'adoptait pas moins. Mes nerfs étaient en sympathie avec ce sentiment. »

idée, l'étire au long d'innombrables pages compactes, ajoute à l'auréole divine de l'Empereur et, comme Goguelat, découvre en lui l'envoyé même de la Providence. Il est tout à la fois « un nouveau sauveur et comme un dernier réformateur de l'humanité ».

Le messianisme d'Adam Mickiewicz est différent, plus sentimental, moins théorique, quoique toujours tel, plus vaste aussi dans son large idéal et, peu à peu, séparé sur la question religieuse. Wronski voit au pouvoir spirituel une base nécessaire, admirable, dans le catholicisme, et il exhorte Léon XII à s'emparer de la direction mondiale. C'est par l'immense pouvoir de Rome qu'il croit possible la venue progressive de l'entente européenne. Il juge néanmoins que le vieux catholicisme doit entrer dans une voie nouvelle, qu'il nomme celle du Paraclet, et une des grandes fonctions du messianisme est justement d'introduire cette réforme dans l'Eglise. Au début, Mickiewicz pense de même (1), et ceci prouve encore que la rébellion arrive beaucoup par ceux qui la rendent inévitable. Distinguant un salut dans l'Eglise, il se persuade qu'elle saura comprendre. Comme Lamennais, il frappe désespérément à la porte vaticane pour qu'elle s'ouvre enfin sur le monde, à deux larges battants, et le laisse accourir au lieu de se fermer sur lui ; mais ensuite, constatant l'inutilité de son effort, sans pourtant se retirer tout à fait, il espace derrière lui l'armée si belle qui n'a pas voulu le suivre ; il la regrette sans cesse, il se rappelle ses vertus et, comme Pierre Leroux (2), comme Enfantin (3), tout en y retournant encore au

1. Ladislas Mickiewicz, *Adam Mickiewicz, sa vie et son œuvre*. Albert Savine, 1888. — Erdan. *La France mystique*, déjà cité.

2. Pierre Leroux, *De l'Humanité*, 2 vol. 1840, etc. — F. Thomas, *Pierre Leroux*, sa vie, etc. Alcan, 1904.

3. Fidao, *Le Droit des humbles*. Paris, Perrin, 1904. — Enfantin, *Science de l'homme, physiologie religieuse*. Paris, Masson, 1858.

secret de son cœur, il l'abandonne peu à peu à cause du combat à soutenir. Il anime le messianisme d'une vie nouvelle, le développe, en fait une religion indépendante qui résume le meilleur des divers cultes, les réconcilie, les continue, les distance et vaut à l'humanité, dans l'esprit de son prophète, une foi nouvelle. A cette tâche, il est encouragé par un autre exilé polonais, André Towianski (1).

Nous n'avons pas à réfuter les accusations dont Towianski, comme beaucoup d'êtres singuliers, fut l'objet de la part de ses contemporains ; de nombreuses raisons autorisent à les croire fausses ; et il est rare, au surplus, qu'un homme joue la comédie toute son existence quand cette comédie est pour lui douloureuse, rend la vie plus lourde et ne rapporte pas. Nous avons simplement à étudier son action et sa doctrine dans ce qui nous intéresse. — Le rôle de Towianski sur l'esprit de Mickiewicz est considérable. Le poète découvre un envoyé, un révélateur, chez celui qui vient lui prêcher la bonne

Ouvrage dédicacé à Napoléon III. — Saint-Simon, son maître, s'était adressé de même, en 1813, à Napoléon Ier. « Quel réveil, dit-il, pour toutes les Eglises chrétiennes, le jour où les souverains prouveront qu'ils ont enfin compris le martyre du calvaire par celui de Sainte-Hélène, le jour où ils proclameront qu'ils ont horreur du sang de leurs sujets qui sont leurs frères, du sang de leurs ennemis, qui sont aussi leurs frères, du sang des peuples faibles ignorants, barbares même, qui sont par-dessus tous, leurs frères ». — Buchez restait aussi foncièrement chrétien. *L'Européen*, plus tard la *Revue Nationale*, enseignaient, comme *L'Atelier*, exclusivement rédigé par des ouvriers, le socialisme révolutionnaire. — Garnier-Pagès, *Histoire de la révolution de 1848*, t. IV, p. 79.

1. Voir : Tancrède Canonico, *André Towianski*, Turin, Vincent Bona, 1 vol. 1898. Je dois la communication de son volume, non mis dans le commerce, à M. Tancrède Canonico lui-même, président du Sénat romain. Qu'il soit ici de nouveau remercié. — *Quelques notes et documents concernant André Towianski et la France*, 1905, Reims, Imprimerie coopérative, 24, rue Peluche. — Ladislas Mickiewicz, ouv. déjà cité. — *Bulletin polonais littéraire*, etc., 14, rue Jean-Robert. *Passim*.



nouvelle ; encore incertain, il ne doute bientôt pas de sa mission et, pour une âme aussi généreusement enthousiaste que la sienne, rien ne peut sembler meilleur. Les sentiments patriotiques qui rapprochaient ces deux fils du pays natal permirent à leur « illuminisme » de se cultiver, car les idées réunissent mieux les individus que les liens de famille, si souvent conventionnels, et que la famille détruit elle-même de plus en plus. Des groupements, un peu artificiels par certains côtés, fixent alors les passants, selon les affinités électives de l'intelligence et du cœur, et la communauté chrétienne ne s'est pas recrutée différemment jadis. Au Collège de France, les pèlerins de la pensée humaine se rencontraient ainsi autour de l'invisible autel élevé aux dieux inconnus, et il en résultait un faisceau de rêves qui ne brûlaient pas sans projeter de la lumière. Une sorte de communion se répandait entre ces travailleurs que la nouveauté de leur foi exaltait encore. Towianski y était mêlé par Mickiewicz.

Il composa un *Banquet* (1), rédigé, disait-il, sur le champ de bataille de Waterloo et auquel étaient conviés les divers peuples précédemment ennemis ; dans ce manuscrit, la terre de la défaite devenait un nouveau Golgotha (2), celui de Napoléon, cham-

1. Michelet rêvait un livre du même genre en 1854, — dont Mme Michelet publia ensuite les fragments qui se trouvaient composés. *Le Banquet*. Calmann-Lévy, 1879.

2. Quinet parle de même, exactement. Il dit encore, protestant contre ceux qui n'avaient voulu voir à Waterloo qu'un grand général vaincu et prétendaient que de la sorte il n'y avait ni vainqueurs ni vaincus : « De ce vide sophisme, on arriva à se convaincre que personne n'avait été vaincu à Waterloo, que, dès lors, il ne restait qu'à embrasser le droit et l'avenir sortis de cette journée. Avec un peu de subtilité on se résigna pour toujours à accepter comme une victoire, sans réplique pour tout le monde, ce que la terre de France s'obstinait à pleurer comme un coup imprévu dont il fallait absolument se relever. En effet, sur le champ

pion des nationalités, crucifié avec elles. A cause du sentiment religieux qui animait son œuvre, Towianski fut estimé hérétique par les prêtres de son pays. Pourtant, agenouillé à côté de Mickiewicz devant cent vingt Polonais, il faisait célébrer une messe solennelle à Notre-Dame, en 1841, pour appeler sur ses travaux la bénédiction divine. Mais, en se révélant souvent sans mesure dans son mysticisme, il offrait assez bien prise à la plaisanterie. Il se déclarait avec sérénité une sorte de réincarnation de l'Empereur et affirmait qu'avec l'aide d'une âme également chère au captif de Sainte-Hélène, celle de Mickiewicz justement, il changerait le monde (1). Véritable apôtre par sa sincérité, par sa noblesse morale et par son action, il entraînait ses disciples, qu'il nommait « ses bons frères », à Nanterre où se conservait un portrait plus ou moins étrange de Napoléon, et les catéchisait. Presque de suite après son arrivée à Paris, il avait acquis une influence peu croyable sur ses compatriotes qui l'adoptèrent avec enthousiasme ; le « towianisme » joua un rôle réel. Parallèlement au napoléonisme, il annonçait le retour du

de bataille, pour gage de réconciliation, était abandonné sans sépulture ce que l'on croyait un grand mort, tout le XVIIIe siècle. On livrait sans rançon chacune de ces gloires éclatantes, chacun de ces esprits de lumière qui avaient porté la lumière de la France. Ce fut la pire des capitulations. » — Voir le chapitre suivant, au début.

1. « Towianski déclarait que le temps de la résurrection de la Pologne était arrivé et que lui, Towianski, était chargé par Dieu de préparer cette résurrection. Il affirmait que Napoléon, mort depuis vingt ans, avait accompli sa pénitence dans les couches de l'air atmosphérique et que son esprit, purifié, était entré dans son âme, à lui Towianski, âme rajeunie, âme souveraine, qui allait, de son ardeur, électriser la société tout entière, avec l'aide d'une autre âme héroïque, également chère à Napoléon, qui n'était autre que celle d'Adam Mickiewicz. » Erdan, *La France mystique*, t. II, p. 448. — L'auteur emploie une orthographe phonétique (1854!) qui complique infiniment le langage et que nous avons supprimée pour rendre son texte plus rapidement intelligible.



Christ et son règne sur le globe ; il mêlait les deux évangiles sans éprouver de difficulté. Towianski disait voir « l'esprit de Napoléon briller au delà de la terre comme une étoile pure » en même temps qu'il se définissait « le serviteur fidèle et bras de Jésus-Christ, ange de la vie, de l'action chrétienne » ; il ajoutait qu'il était « de toute importance de mériter l'aide et la protection de la vie de Napoléon ». Sa croyance apercevait l'Empereur et Kosciusko, ces « deux serviteurs de Dieu, unis dans le monde invisible (1). » Le patriote prouvait ainsi qu'il savait se souvenir ; en allant à Napoléon, il s'adressait au seul politique pour lequel la reconstitution du royaume de Pologne avait été plus qu'un désir, un but, une idée fixe (2). — Towianski donne un des aspects du messianisme théorique, dont Wronski avait été le premier, en France tout au moins, dont Adam Mickiewicz était un autre, et la doctrine s'expliquait dans ce milieu en tant qu'expression religieuse du romantisme polonais (3). Perdue, désespérant du monde et d'elle-même, la Pologne ne comptait plus que sur un messie fait prince et guerrier, fournissant la création suprême de son âme composite, à la fois religieuse et matérielle, chevaleresque et quelquefois brutale, généreuse et encore plus indisciplinée. Toute une belle race, trop méconnue par l'Europe ingrate qu'elle avait tant servie, aboutissait de la sorte à un songe. Et, dans l'imagination populaire, le sauveur attendu s'avançait sur un cheval ailé, un glaive énorme dressé haut au bout des bras, droit et solennel, entre les deux ailes du coursier fabuleux, sous le vol éployé de l'aigle

1. *La France mystique*.
2. Voir le *Mémorial*.
3. Consulter : G. Sarrazin, *Les grands poètes romantiques de la Pologne*. Perrin, 1906.

blanc ; derrière s'évanouissait peu à peu l'immense croix d'où cette vision était éclose, en quelque sorte, et où une femme agonisait, les cheveux sanglants. Cette femme était la Pologne même, mère du héros né de son supplice pour la venger tout en régénérant le monde.

Mickiewicz, malgré le vague où il se poétise, et qui paraît inhérent au messianisme même, s'expliqua par quelques aperçus plus courts et mieux saisissables, notamment dans deux de ses leçons au Collège de France, celles du 19 mars et du 28 mai 1844. Elles furent professées en face d'un auditoire enthousiaste qui ne se refusait pas à croire que Napoléon présiderait encore aux événements et les dirigerait (1). L'orateur distribua des lithographies napoléoniennes plutôt originales. Elles représentaient un génie, symbole de la douleur européenne, les yeux levés vers le ciel, les mains tendues sur la carte ; suivant qu'on les tournait à telle ou telle clarté, Napoléon ou Jésus-Christ apparaissaient. L'assistance, à cette vue, atteignit à une sorte d'extase et Mickiewicz, solennel, l'allure prophétique, s'écria, « comme s'il offrait au héros la coupe d'une communion mystique : O toi, maître lumineux, toi qui, après tant d'années de souffrances, par permission supérieure, assistes en esprit, en ce moment, à notre cène, reçois notre solennelle assurance, unique consolation qui te soit réservée, que nous ferons tous nos efforts pour devenir dociles à tes

1. Souvenons-nous ici du texte de Persigny dans *l'Occident Français* : «... Napoléon est mort à la peine et son œuvre inachevée ; comme Charlemagne, il a donné sa loi au milieu des éclairs et du tonnerre des batailles ; puis il l'a confessée jusqu'à sa dernière heure, à la face de ses bourreaux, reflétant ainsi le double et divin caractère de Moïse et de Jésus-Christ, etc. » Mickiewicz avait trouvé son napoléonisme dans l'histoire et le ramenait vers le prince, son représentant ; Persigny l'avait rencontré d'abord sur une route d'Allemagne, puis l'avait expliqué par l'histoire.



inspirations, à la direction que, d'après la volonté de Dieu dont tu es plus rapproché, tu nous inspireras pour la joie, le repos et le salut de ton esprit (1). » Abordant ensuite le cours lui-même, après des considérations générales, il citait ce passage d'Emerson : « Le temps est venu de donner à la base des connaissances plus de largeur et plus de profondeur ; mais pour l'élargir et pour la réformer, il faut nous réformer intérieurement. Il faut commencer une vie nouvelle en aspirant une nouvelle dose de cet esprit universel qui anime et ranime tout (2). » Cette lumière était le verbe de l'époque et Mickiewicz avait la mission de l'annoncer au siècle ; il devait réveiller l'étincelle divine qui palpite au cœur de chacun (3) et qui s'y manifeste « certains moments », chez Napoléon, par exemple, quand, après avoir vaincu les Autrichiens à Arcole, il s'écria : « Je suis l'homme de la France ! (4) » Les êtres qui ont vivifié totalement ce verbe partiel sont rares ; les uns cherchent la vérité sur le chemin de la passion et de l'orgueil, et les progrès qu'ils y accomplissent les éloignent du but, d'autres s'arrêtent dans la crainte de s'égarer, « un petit

1. E. Ollivier, t. I, p. 404, 405.

2. Le jugement d'Emerson sur l'Empereur différait néanmoins beaucoup de celui de Mickiewicz. Emerson l'estime américainement, car chacun de ses biographes, surtout à cette époque, l'a jugé au triple point de vue de son pays, de son parti, puis de sa personnalité. Voir également l'opinion de Channing. *Vie et caractère de Napoléon Bonaparte* par W.-E. Channing et R.-W. Emerson, trad. de l'anglais par F. Van Meenen. Bruxelles, 1857.

3. « Gœthe revient fréquemment, dans ses écrits, à cet élément mystérieux qu'il appelle « das Dæmonische. » Le grand poète affirme avoir été à même d'observer plusieurs de ces phénomènes chez certains individus qui exerçaient une puissance incroyable, non seulement sur leurs semblables, mais encore sur les éléments. Le poète polonais Mickiewicz croyait lui aussi à cette puissance occulte qui réside en certains hommes et leur soumet l'esprit, le cœur et la volonté des autres. » Daniel Stern, *Mes Souvenirs*. Calmann-Lévy.

4. Pour ceci et ce qui suit : Erdan, *La France mystique*, t. II.

nombre suit la ligne droite qui est la plus courte, mais aussi la plus difficile, et que l'Évangile appelle le sentier étroit. De ce nombre, quelques-uns, parvenus à ce degré où l'on découvre la vérité, la laissent se perdre sans se l'appliquer immédiatement. Il n'y a que l'homme complet qui puisse réaliser le Verbe complet, soit artistique, soit politique, soit individuel, soit national. Un homme est donc nécessaire pour que le Verbe se fasse chair, et il faut qu'il l'ait d'abord incarné en lui-même ; l'élu devient alors « le reposoir, l'instrument, l'organe du Verbe » (1). Et cet exemplaire parfait qui doit réussir, en dépit de toutes les personnalités qui se lèvent contre lui, justement parce qu'il impose une personnalité supérieure, telle que les autres, malgré leurs efforts, n'ont pas su en produire, est un messie : « Dieu, dans sa miséricorde, envoie à l'humanité dans des époques décisives, des individus qui nous servent de modèle, qui nous rendent ainsi possibles le progrès et le perfec-

1. Il faudrait ajouter Fourier à ceux qui, indirectement, se sont mêlés au messianisme. Il déclarait les conquérants nécessaires, les excusait de leurs violences, les expliquait par la « loi d'attraction ». Ces grands hommes, pour lui comme pour Carlyle, Emerson et d'autres, étaient un centre. — Fourier avait prédit, dès le début, la résurrection napoléonienne : « L'épopée s'emparera de Napoléon ; elle n'aura pas de peine à montrer le héros des héros dans celui qui a gagné plus de batailles que d'autres n'en ont lues, dans celui qui, traversé par les éléments, les défections, les trahisons, n'a jamais été vaincu de franc-jeu à forces égales, dans celui qui eut par-dessus les autres héros l'éminent avantage d'avoir aspiré le premier à l'unité universelle. La postérité, qui sera arrivée au bienfait de l'unité et de la paix perpétuelle, ne verra de vraie grandeur que dans celui qui a tenté de les procurer au genre humain à quelque prix que ce fût. » *Publication des manuscrits de Charles Fourier*, année 1851, Paris, librairie phalanstérienne, 2, rue de Beaune et 25, quai Voltaire, n° 329. — Lamartine croyait aussi à son messianisme personnel. « Je suis le Messie » ! aurait-il dit de lui-même. J. d'Estourmel, *Derniers Souvenirs*, p. 110, déjà cité. — Cette parole est néanmoins peu vraisemblable. « Une des singularités de l'époque actuelle, ajoute l'auteur, c'est de se croire une mission. Les gens de lettres y sont les plus enclins. »

tionnement. » Le meilleur modèle est Jésus, et les humains se doivent de marcher vers la perfection qu'il immortalise ; la doctrine selon laquelle l'adoration seule doit suffire, le Christ ayant tout fait pour le monde, est mensongère, néfaste, et arrête l'avenir en le pervertissant. « Ce n'est pas pour augmenter le nombre des traditions poétiques que Jésus-Christ apparut après sa mort, qu'il montra à ses diciples que l'on existe après sa mort ; que, si l'on a vécu dans la vérité, si l'on a pratiqué la vérité, on est maître de prendre son corps et de s'en démettre, de se laisser ensevelir dans la terre et de monter dans la région invisible, de devenir réellement dieu de la création, de devenir l'Homme-Dieu. La vie et la personne de Jésus-Christ sont un problème posé à l'humanité, et un modèle éternel qui poursuivra sans cesse toutes les consciences. Ce n'est pas en discutant les rapports qui existent entre Notre-Seigneur et Dieu, ni sur la nature de Jésus-Christ, que nous parviendrons à la perfection. Vous demandez toujours : est-il Dieu ? Est-il réellement Dieu ? Ou bien, ne serait-il qu'un homme ? C'est l'étincelle qui demande au soleil : es-tu réellement un feu éternel et immatériel, ô soleil ? Ou bien, n'es-tu qu'une étincelle comme moi ? Mais oui, ce soleil n'est qu'une étincelle. Mais en quoi t'avance-t-il, ô étincelle, de le savoir ? Si, au lieu de scruter le mystère solaire, tu augmentais ton foyer, si tu devenais un flambeau, une étoile, alors tu aurais un jour le droit de demander face à face au soleil quel est le mystère de son existence. » Dieu communique avec l'humanité par les grands hommes, — et nous revenons ici à Emerson (1).

1. Ainsi qu'à Carlyle.



Résumant sa théorie par les types les plus hauts de l'humanité, le futur bibliothécaire de l'Arsenal notait qu'après les sages et les voyants de l'ancienne Grèce, était venu Alexandre, sans lequel la mythologie serait une fable ; il lui donna la réalité. « Il était beau comme Apollon, errant et vagabond comme Bacchus, fort comme Hercule et, comme Mars, victorieux. Il réunissait en lui toutes les qualités des dieux païens. Il a dépassé les limites de la Grèce antique ; il se croyait réellement quelque chose de plus que l'homme, il se croyait dieu. » Ce ne serait pas par politique qu'il se faisait appeler le fils de Jupiter ; « il s'étonnait de voir son sang couler de ses blessures(1). » La torche échut ensuite à Jules César, grand-maître du paganisme romain « qui était plus noble et plus élevé que celui des Grecs ». Il recule aussi les horizons du paganisme ; il y avait en lui quelque chose qu'il ne comprenait point lui-même : « Les Romains, disait-il, est-ce qu'ils me croient de bonne foi un homme comme eux ? » César pleurait son ennemi mort, ce que les dieux de Rome ne faisaient pas. — Napoléon est sorti du catholicisme ; il a mis en œuvre dans sa personne l'époque abattue et l'a distancée par son génie. « Il n'est pas seulement vôtre, Français, s'écriait le professeur à la belle figure d'officier révolutionnaire promu poète lyrique, il est Italien, il est Polonais, il est Russe, il est l'homme du globe (2), il est l'homme complet. » C'est le vivant prodigieux qui « retrouvait le secret des apôtres ». A

1. On a remarqué de nos jours que la légende d'Alexandre avait probablement inspiré la légende de Jésus. — G. Sorel. *Le système historique de Renan*, t. II, p. 197.

2. « Citoyen du globe » ajoutait après son nom Lequinio, sur chaque exemplaire qu'il paraphait de son livre : *Les Préjugés détruits*. Imp. nat. Desenne, Debray, 1792.

Sainte-Hélène, dans le temps où sa suite n'avait pas de prêtre, il s'offrit à confesser ses compagnons. « Il se sentait la force de les absoudre ; dans ce moment, il dépassait le catholicisme actuel. » Mais aucun de ces êtres n'atteint à Jésus « que tous les hommes, tous les esprits doivent reproduire vers la fin de notre globe » ; tous, en effet, ont chancelé, « Alexandre, tenté par les habitudes de la vie animale, César, par les passions du cœur, Napoléon par les erreurs de l'esprit ».

Arrivé à ce point, Mickiewicz commence à se séparer de Wronski en jugeant que Napoléon n'a pas suffisamment écouté l'esprit nouveau : « Il a pactisé avec le passé, et, au lieu de suivre vers l'inconnu ce dieu invisible qui n'était autre chose que le génie du christianisme et le génie du peuple français ; il a voulu légaliser sa position ; il est tombé. » Sur ce terrain, il faut encore, dit Mickiewicz, dépasser, en effet, l'époque où l'on existe. Réalisant lui-même son précepte, il quitte entièrement Wronski cette fois, et, rejoignant ses deux amis du Collège de France, Michelet et Quinet, se rattache avec eux à la théorie révolutionnaire : « Une parole partielle ne nous suffit plus ; les paroles partielles, ayant réalisé une partie du Verbe donné par le Christ, expirent sous nos yeux. L'architecture chrétienne, la peinture chrétienne, la chevalerie chrétienne, tout est tombé : personne n'a la force de les ressusciter. Il y a une masse de lumière et de chaleur donnée pour chaque époque, c'est ce qui constitue l'époque ; elle est épuisée ; il en faut une nouvelle dose pour ranimer l'humanité et faire surgir une époque nouvelle. Qu'on ne se fasse pas illusion en croyant que l'humanité n'a plus qu'à marcher à petits pas pour s'avancer sans danger ni secousse, non ! Dans la région de la vie, tout marche

par crise. L'homme ne devient pas peu à peu d'enfant, vieillard. Il y a une crise physique qui le fait adolescent ; il y a une autre crise physique où il se sent être un homme ; il y a une crise aussi qui commence la décrépitude. » Et le prophète rappelait l'Evangile : « Qu'on ne verse pas de vin nouveau dans de vieux tonneaux. » — La parole même de Mickiewicz était réellement extraordinaire. A un de ses cours, une dame, fort surexcitée, déclara qu'elle était prête à mourir pour Jésus-Christ (1). Dans un banquet, un de ses compatriotes, que nous avons déjà rencontré (2), le comte Plater, s'évanouit. Les autres convives, sans aller jusqu'à l'évanouissement, furent saisis d'une émotion étrange. « Mickiewicz se leva, a-t-on raconté, et, dès les premiers vers qui s'échappèrent de sa poitrine, avec une force torrentielle, chacun retint sa respiration. Lorsqu'il cessa, les uns avaient des spasmes nerveux, d'autres pleuraient ; il fallut reconduire en voiture le comte Plater, à moitié évanoui. Personne ne nota cette improvisation ; tous les assistants crurent voir le poète transfiguré et le proclamèrent surhumain (3) ». On le déclarait le lord Byron de la Pologne et il n'y contredisait pas, jugeant que Byron aussi avait été prophète (4). Ce manque de modestie ne provenait en aucune façon de l'orgueil.

Le messianisme est une des nombreuses prières que récita l'âme religieuse du XIX[e] siècle. Il berce de son cantique nomade les peuples désespérés qui ne veulent pas mourir et qui, pleurant la liberté de leur patrie même, continuent de vivre à travers

1. A. Filon, *Mérimée et ses amis*, déjà cité.
2. Voir *Strasbourg et Boulogne*.
3. Ladislas Mickiewicz, déjà cité, p. 197.
4. Voir *Les Pèlerins polonais*, trad. par Montalembert.

l'exil en espérant, le long de toutes les infortunes, dans l'être prédestiné qui les ramènera sur le sol natal purifié ou les orientera vers quelque terre promise : il est la consolation des peuples éprouvés par les expériences révolutionnaires, à la fois régénérés et désorganisés par elles, et qui, hésitants, une fois la besogne faite, en face des ruines aussi bien qu'en face des matériaux neufs, pris de vertige, las de détruire, ne savent pas encore édifier ; divisés entre le passé et l'avenir, mal à l'aise dans le présent qui réclame la solution du problème dont ils ne sont pas assez conscients ou en face duquel ils se sentent, malgré leurs efforts, incapables, ils attendent l'unique salut du guide qui les entraînera, au besoin par la force, qui les réunira, en dépit de leurs résistances. Quand cet espoir même s'éteint dans tout un peuple, quelques âmes inconnues l'entretiennent en secret et le transmettent aux générations suivantes. — Ainsi, avec des variantes et des oppositions nombreuses, mais convergeant autour d'une idée principale, celle du devenir, la religion du XIX[e] siècle se formait de toutes les aspirations, dont le messianisme ne reste pas une des moins importantes ; il figurait même aux esprits simplificateurs l'application effective et idéalisée de cette doctrine un peu confuse dont Auguste Comte devait fournir une intéressante synthèse (1). A côté du positivisme rationaliste, socia-

1. Les disciples de Comte ne semblent pas fort conscients de toutes les alluvions diverses qui ont coopéré à l'œuvre de leur maître, ni de la confusion, quelquefois un peu simpliste, qui a présidé à leur amalgame. C'est en réalité une matière vague, rayée d'éclaircies admirables. Afin de se valoir un aperçu général, consulter : *Notice sur l'œuvre et sur la vie d'Auguste Comte* par le Dr Robinet. Paris. Dunod, 1860. — Le plus grand mérite de Comte fut d'avoir compris à une époque où beaucoup, au contraire, s'en inspiraient, l'impuissance du phraséologisme révolutionnaire. Il prédit ainsi, en quelque sorte, l'avortement de 48 et s'efforça — dans sa mesure — de l'éviter en avertissant Marrast et ses amis qu'ils faisaient fausse route. Certaines de ses pages sur la dictature sont

liste, ou purement révolutionnaire, il était une des faces du positivisme mystique. Il animait la plupart des cœurs agissants ; il vivait, notamment, dans deux hommes séparés, ennemis, différents, et qui gardaient, néanmoins, de nombreux points de contact, Louis-Napoléon et Mazzini (1). Nous avons retenu les paroles du premier : « Si je suis l'homme de la providence ou de la fatalité, je ne sais, mais je vivrai ou je mourrai pour accomplir ma mission. » Nous avons vu que le second s'écriait : « Moi, je dis : la vie est une mission (2). » Les esprits, même les plus légers, et sans toujours s'en rendre compte, se ralliaient aux données principales du messianisme. Arsène Houssaye écrivait en 1848 pour ses mémoires futurs : « La dictature seule est féconde... Dieu s'incarne toujours dans un homme. Mais qu'importe le nom : royauté, empire, république ? Le dernier mot n'est-il pas le bonheur des peuples ? (3) »

Le messianisme fut un des plus curieux affluents du fleuve napoléonien ; par lui, Napoléon apparaissait le grand initiateur. Dans la conception balzacienne, il avait été surtout l'utilisateur subtil de l'ancien régime et de la religion, chez Wronski, le régulateur parfait, mathématique, entre le passé et l'avenir, pour Mickiewicz, un apôtre, la plus haute réalisation du monde de son temps, bien qu'avec des faiblesses en face de l'avenir, pour Michelet, l'enfant de la révolution et son ouvrier européen, aux yeux de Quinet, le chevalier des peuples ; et toutes ces données étoi-

l'expression même de la vérité. — Ce qui manqua au philosophe, ce fut une connaissance plus complète de la vie. Ses lettres à Clotilde de Vaux livrent la clef de sa lacune. Il fut trop théoricien.

1. « Les deux plus grands conspirateurs de ce siècle. » Philibert Audebrand.

2. *Lettres intimes de Joseph Mazzini.*

3. Arsène Houssaye, *Les confessions, souvenirs d'un demi-siècle*, t. II, p. 321. Dentu, 1890.

laient leurs rayons diversement lumineux autour du dictateur (1). L'individualisme, que le modérateur prochain délivrait, s'élargissait, au lieu de rester une théorie de mort, s'épanouissait sur le monde, devenait un moyen de vie nouvelle et de force active générale (2). Dans les premiers temps où une personnalité supérieure s'affirme, elle conduit les autres et, du point central où sa force lui a permis d'atteindre, loin de s'isoler, — comme cela se manifeste lorsque le pouvoir se prolonge trop, — elle répond d'abord à tous, se dévouant à la tâche ingrate et cruelle de comprendre pour aider à conduire. Cet individualisme qui poussait chacun à espérer dans un Napoléon, semblait, tout en se couronnant, se grouper au lieu de se diviser, se maintenir en maintenant aussi un

1. Enfantin écrivait à Napoléon III : « Sire, V. M. jouit du haut privilège de s'identifier avec la vie d'un illustre mort. C'est l'explication et la cause de votre puissance. Vous sentez que vous continuez son œuvre, vous croyez que cette grande âme jouit du bien que vous faites et souffrirait du mal que vous pourriez commettre. Vous êtes inspiré de cette merveilleuse vie, vous avez foi qu'elle est toujours présente, qu'elle est, en vous, votre sauvegarde et votre guide, et que Dieu vous ordonne de vous efforcer de la rendre, en vous, plus grande encore qu'elle ne le fut en celui dont vous cultivez l'héritage ». Et plus loin : « Ce sentiment qui lie le présent au passé, les vivants aux morts, est la foi qui engendre l'avenir. Dans les sphères plus larges, aussi bien que dans les plus bornées, les vivants doivent prendre les grands morts pour autre chose que des modèles gravés froidement en leur mémoire ; ils vivent, comme nous vivions déjà en eux, alors qu'ils consacraient eux-mêmes leur vie à préparer notre destinée actuelle et future. » Enfantin, comme la plupart des progressistes de son temps, reconnait la nécessité de la puissance : « Personne plus que Saint-Simon, plus que moi, n'a respecté la puissance ; je sais que Dieu ne l'a pas conseillée ou tolérée en vain ; je sais tout ce qu'elle pourrait accomplir pour le bonheur des hommes ; j'ai foi que la destinée des Constantin, des Clovis, des Charlemagne n'est pas finie et qu'elle est au contraire plus que jamais depuis que les souverains portent tous, soit en droit, soit en fait, la double couronne temporelle et spirituelle, et que la conscience religieuse n'a plus réellement pour maître que le mythe suprême de la liberté. » *Science de l'homme, physiologie religieuse*. Masson, 1858.

2. On songe ici à Herbert Spencer.

contre-poids social, un principe de progrès et de conservation tout ensemble. L'égoïsme de chacun devenait sans lutte un égoïsme socialisé et, de ce fait, civilisateur. Nous constaterons même plus loin que l'instinct du peuple avait été, en quelque sorte, et sans s'en douter, semblable au point de vue extérieur, la théorie des nationalités identifiée à Louis-Napoléon s'efforçant au nationalisme de chaque pays par l'avènement d'un droit européen qui le permettrait. Cette tendance était bien celle de l'époque. Elle montre la formation lente, trouble, mais indiscutable, d'une âme européenne préparant par-dessus les frontières la fédération, malgré tout, possible dans l'avenir. Shelling, Schlegel, Fichte, Hegel, avaient développé cette idée, à leur manière, indéfiniment. Nous l'avons retrouvée chez Emerson. Elle ondoyait dans Carlyle au long d'une fresque orageuse, son *Histoire de la Révolution française*, parue en 1836. Peut-être Louis Bonaparte avait-il même connu l'historien à Londres, et sans doute avait-il lu ses volumes (1). — L'Empereur dominait toujours le siècle.

1. C'est en pleine Angleterre utilitariste que Carlyle faisait entendre ainsi sa voix puissante, bien qu'un peu trop littéraire, opposait les époques de dévouement et de grandeur morale à l'industrialisme purement financier, et cherchait à sa manière un messianisme en célébrant ceux qui avaient su conduire les peuples, les différents héros de l'humanité. Lui aussi dressait son Napoléon. Pour lui, plus romantique encore que Chateaubriand sur ce point, et tranchant le débat que nous notions précédemment à l'avantage de l'individu, « l'histoire universelle, l'histoire de ce que l'homme a accompli en ce monde, c'est au fond l'histoire des grands hommes qui ont travaillé ici-bas ». Cet autre passage est également typique : « Dante, l'homme italien, a été envoyé dans notre monde pour incarner musicalement la religion du moyen âge, la religion de notre moderne Europe, sa vie intérieure. » *Les Héros*, etc., trad. Izoulet, Armand Colin. — Elias Regnault devait le traduire le premier en français, en collaboration avec Odysse Barrot, Paris, 3 vol. Germer Baillière, 1865. E. Regnault note dans la préface : « L'influence de Carlyle sur la génération actuelle a été considérable. Une grande partie des réformes politiques, sociales, administratives réclamées par lui ont été déjà réalisées. On retrouve à chaque



Il revivait autour de son neveu auquel il avait préparé l'atmosphère en croyant agir pour son fils. Les livres publiés pendant la captivité de Sainte-Hélène (1) et les récits de famille avaient nourri chez le fils d'Hortense le germe de cet immense rêve réaliste (2). Au fur et à mesure qu'avance l'étude du parti napoléonien, il ne cesse ainsi de s'éclairer, de s'établir plus puissamment. Tout s'agglomère de soi-même, dans tous les domaines, matériels et spirituels, dans tous les pays, pour produire, autour d'un Bonaparte, le plus grand total de raisons, de chances et de forces. Tout s'accorde harmonieusement autour de celui qui centralise la donnée napoléonienne. Cette donnée, en facilitant la réunion de ce que les autres partis avaient séparé, sauvait la vie nationale émiettée et interrompue. La marche de l'Humanité se fait « par la lutte de deux tendances contraires, par une sorte de polarisation en vertu de laquelle chaque idée, ici-bas, a ses représentants exclusifs, et c'est dans l'ensemble que s'harmonisent toutes les contradictions et que la paix suprême résulte du choc des éléments en apparence ennemis (3) » Cet ensemble, Louis-Napoléon le favorisait seul (4).

instant ses idées dans les discours, les sermons, les essais, les nouvelles et les fictions populaires du jour. » — L'idée de cette époque n'est pas perdue de nos jours autant qu'il le semble. Un savant d'aujourd'hui, étudiant le Talmud, n'a pas craint d'annoncer qu'une religion nouvelle naitrait « de la fusion du prophétisme et de la science ». J. Darmesteter, *Prophètes d'Israël*.

1. Gonnard, *Les origines de la légende napoléonienne*, déjà cité.

2. *Les Idées napoléoniennes* étaient bien la véritable expression du testament napoléonien de Sainte-Hélène ; elles exprimaient les intentions mêmes de l'Empereur exilé. Quand on lit les livres sur la captivité, on y trouve sans cesse des phrases qui conviennent à Louis-Bonaparte. Prenons celle-ci, au hasard : « Il y a des désirs de nationalité qu'il faut satisfaire tôt ou tard, et c'est vers ce but qu'on doit tendre. » (*Récits de la captivité*, t. II). — Napoléon III ne dira pas autre chose au moment de la guerre d'Italie.

3. Renan.

4. Le suffrage universel est, peut-être, — on peut le soutenir, du moins, en se plaçant à un certain point de vue, — absurde; mais, total, il était alors une absurdité neuve et qui, comme telle, étant donnés l'affolement et l'impuissance de tous, devait être essayée.



Adam Mickiewicz avait dit encore en 1841 : « Notre époque est grande. Napoléon attend son successeur spirituel. » Il avait ajouté que l'attente de « l'Homme » était générale (1). Le 7 mars 1848, il déclara que la république, telle qu'elle était comprise, équivalait à un régime transitoire et ne pouvait durer : « Une main puissante se saisira de l'autorité, pulvérisera les bavards... et le pouvoir reviendra dans la famille de Napoléon (2). »

*
* *

Une matière incomparable s'offrait donc, de jour en jour plus vivante, et il nous reste à voir comment l'homme qu'elle soulevait sut l'employer.

Certain du succès, Louis-Napoléon est trop maître de lui-même pour commettre une faute ; il ne cesse d'entretenir une prudence parfaite. Il sait avec exac-

Quand les classes dirigeantes manquent à leur mandat, il ne reste que lui ; il apparaît le seul, l'unique régulateur possible. Il est une loi fatale qui doit triompher dans une société où tout a été détruit et qui a aidé elle-même, mieux que quiconque, cette destruction ; il est la loi du nombre et c'est le nombre qui fait la force au XIXe siècle, non la qualité. Et, enfin, par quoi remplacer ce suffrage universel? Le parlement bientôt battu avait tort de protester ; il prouvait ainsi qu'il ne voulait pas, — ou ne savait pas — se rendre compte. Il était même admirable que les masses eussent manifesté comme elles l'avaient fait une sorte de tact gouvernemental. — « Les réformes qui réussissent sont celles dont la base est très large ; une cime éclatante et rayonnante ne suffit plus. » Ph. Chasles, *Mémoires*, p. 56, t. III. — *Les Débats* du 6 novembre 1848 disaient : « La France va voter au hasard ; qu'y pouvons-nous ? » C'était l'aveu même de l'impuissance bourgeoise. — La personnalité de Louis-Napoléon convenait à ce messianisme en y répondant par plus d'un point. — A. Leroy-Beaulieu. *Un empereur*, etc., Charpentier, 1876, p. 52.

1. Erdan, *La France mystique*, t. II.

2. Ladislas Mickiewicz, déjà cité. — *La Tribune des peuples*, Flammarion, 1907. « A cette époque (1848), dit encore Mickiewicz, on donnait constamment le nom de socialiste à tous ceux qui sympathisaient avec la révolution de Février et la cause du progrès, sans être pourtant engagés avec aucun des anciens partis. Mais j'ai différé des socialistes d'alors en ce que je ne voyais dans la révolution de Février qu'un acheminement vers la réalisation de l'idée napoléonienne. »

titude où sont ses chances et que l'Assemblée l'emprisonne dans une mauvaise arène où il vaut mieux lutter le moins possible, lorsque sa présence est indispensable. Fidèle au procédé qui lui a réussi depuis le début de la révolution, laissant agir ses amis, laissant surtout faire les événements, il ne recherche personne. Tout le monde vient à lui. Il concentre la vie de Paris dont il s'affirme le pôle le plus attractif ; Cavaignac en délimite l'autre. On se partage encore, une dernière quinzaine, entre l'hôtel du Rhin et l'hôtel Monaco, rue de Varennes, où habite le chef du Pouvoir exécutif. Le monde élégant s'est terré dans l'attente, ou se réunit sans éclat ; s'il sort, c'est aussi pour paraître dans l'un des deux salons politiques qui, seuls, restent animés, et il s'y mêle alors au monde officiel (1). La vie coutumière demeure réellement suspendue. Paris comprend la gravité de ce qui se passe et qu'il s'agit aussi bien du bonheur individuel que de l'avenir de la patrie, car les deux se répondent sans doute beaucoup plus que ne l'ont cru, en général, les gouvernements. — L'entourage du prince partage la conviction de la victoire au point que Fleury s'occupe à l'avance de meubler l'Elysée. De leur côté, les aides de camp de Cavaignac, ne pouvant admettre que leur candidat soit battu, s'empressent au même soin. Juges naturels du conflit, les fournisseurs écoutent et retiennent plus volontiers les indications de la place Vendôme ; M. de la Rozerie, directeur du garde-meuble, notamment, simule une obéissance aveugle aux ordres de Cavaignac et prépare tout à l'usage de son adversaire. Louis-Napoléon, qui avait habité l'Elysée dans son enfance et s'en souvenait assez bien, décidait de la distri-

1. *Un Anglais à Paris*. t. II, déjà cité.

bution des appartements et les emménagements. Fleury recrutait le personnel ; il avait organisé un cabinet, à l'hôtel du Helder (1), où il passait quelques heures par jour à examiner puis à engager sans conditions une assez grande moyenne d'anciens serviteurs du roi. Sa prévoyance s'étendait aux voitures et aux chevaux, puisqu'il fallait un équipage autant que possible parfait pour conduire le prince de la Chambre à l'Elysée ; il attendit, cependant, la dernière semaine, par scrupule, ou, encore, par superstition. Il fit alors préparer à l'ancien carrossier de la Cour un grand coupé aux armes et couleurs impériales qui venait de chez la princesse de Liéven et, enfin, « quand le doute ne fut plus permis » (2), il acheta la belle paire de chevaux du général Cavaignac. Ces chevaux avaient appartenu précédemment au duc d'Aumale (3).

Louis-Napoléon continue de se promener à pied, dans Paris, à cheval, au Bois de Boulogne ,qu'il devait si bien transformer une fois empereur. Quand il ne quitte pas la capitale, il coupe court par la rue des Capucines vers le boulevard (4). — Au long de cette promenade, il rencontrait une jeune femme assez jolie, mise avec une certaine recherche, et qui vendait des reproductions de gravures en agrafant son étalage improvisé au mur du ministère des Affaires Etrangères ; l'acheteur ne se présentant pas toujours, pour l'attirer, sans doute, elle jouait du violon. Le prince lui faisait l'aumône si régulièrement qu'au bout de quelques semaines elle considérait ce don quotidien comme un revenu. Elle savait le nom du passant généreux et, « chose singulière, semblait être au

1. Il existe encore, rue du Helder, n° 7.
2, 3. Fleury, *Mémoires*, t. I, déjà cité.
4. *Un Anglais à Paris*, t. I.

courant aussi bien de ses embarras financiers que de ses embarras politiques » (1). Un soir où elle avait reçu la pièce habituelle, elle ne se contenta pas du remerciement coutumier : « Monseigneur, je voudrais vous dire un mot. — Parlez, madame. — On me dit que vous êtes fort gêné en ce moment. J'ai chez moi trois billets de mille francs qui ne font rien. Voulez-vous me permettre de vous les offrir ? » Le prince s'émut, sans accepter, et n'oublia pas la marchande, mais, à son tour, elle ne voulut rien recevoir par la suite ; elle expliquait qu'elle ne méritait pas de récompense, le service proposé n'ayant pas été rendu (2). — Au Bois, le prétendant est reconnu et salué. En passant par le quai d'Orsay, il fut une fois tenté d'entrer dans le quartier d'une caserne où logeait le 2e dragons. Fleury, qui accompagnait son chef, glissa doucement le nom du visiteur à l'officier de garde. De bouche en bouche, le nom parcourut tous les étages, emplit la caserne, entraîna les hommes aux fenêtres où ils acclamèrent le visiteur. Le colonel, M. de Goyon, se joignit au mouvement, entouré de quelques officiers (3). — Le cavalier croissait aussi assez souvent des troupes revenant de la manœuvre. Il s'arrêtait, sans doute par émotion plus que par mise en scène, néanmoins par propagande. Tandis que la troupe défilait, — prélude des prochaines revues, — Fleury, en bon courtisan, ne manquait guère de répéter la manœuvre employée caserne d'Orsay et les soldats montraient le même enthousiasme ; les officiers gardaient plus de réserve, en général ; quelquefois, ils se laissaient gagner (4). Place Vendôme, la foule stationnait invinciblement, aux

1, 2. *Un Anglais à Paris*, t. I.
3, 4. Fleury, *Mémoires*, t. I, p. 68, 69.

cris de: « Vive Napoléon! Vive l'Empereur! » — Le prince sort presque chacun des soirs où il ne reçoit pas (1).

Malgré cette existence surchargée, il sait prendre en toutes circonstances le temps nécessaire, où qu'il soit. Au fur et à mesure qu'il capte les pensées françaises, il double sa prudence en se retirant discrètement, ce qui, au point où il en est, ne peut être interprété comme un recul et permet qu'on puisse plus difficilement l'accuser d'entretenir l'agitation. Il habite Auteuil, dans une petite maison qu'il y possède, ou Saint-Germain (2) et, même, il y chasse (3). Une lettre de Persigny, datée du 13 novembre, atteste cette vie à la fois mouvementée et lucide, mondaine et retirée : « Mon cher Monsieur de Mouiron. Depuis deux jours le prince était absent de Paris pour ne pas se trouver à la fête où sa présence pouvait être l'occasion de manifestations fâcheuses. Il est de retour maintenant et me dit que si vous n'étiez pas forcément obligé de partir avant jeudi, il serait très content de vous avoir à dîner mercredi prochain qui est le seul jour dont il peut disposer.

1. Les journaux. — « Chaque jour qui s'écoulait apportait au chef du pouvoir exécutif une protestation sous la forme d'une ovation pour son compétiteur... La place Vendôme, où s'ouvraient les fenêtres du prince, était devenue le rendez-vous des Parisiens ; des groupes mobiles, sans cesse dispersés, mais se renouvelant sans relâche, épiaient en silence l'heure où le neveu de l'Empereur sortait de sa demeure où y rentrait ; alors c'était une rumeur, puis un transport indicible et, du pied de la colonne jusqu'à la grande statue de bronze, s'élevaient de longues acclamations. » Léo Lespès t. I.

2. Maxime du Camp, *Souvenirs*, déjà cité, Lespès, Delord, etc.

3. « M. Louis Bonaparte est allé chasser avant-hier (28 octobre) dans la forêt de Saint-Germain. On assure que M. Alexandre Dumas avait été invité à cette chasse ainsi que différents personnages politiques parmi lesquels figurait, dit-on, Odilon Barrot. » *L'Evénement*. Alexandre Dumas avait justement mis en vente peu de temps auparavant sa propriété de Monte-Cristo, que l'on voit encore avant d'arriver à Saint-Germain, dominant la route.

Le dîner est à 6 heures 1/2 etc. (1). » A l'hôtel du Rhin, Mocquard continue de diriger le cabinet en faisant répondre par les secrétaires aux milliers de lettres que l'on ne cesse de recevoir ; Briffault et d'Almbert l'aident à surveiller une vingtaine de commis (2). Les réceptions officielles ont lieu une fois par semaine, le mercredi, et les salons sont toujours trop étroits (3). A ses vieux amis et à ceux de date plus récente, à Thiers, à Girardin, aux journalistes, s'ajoutent des agriculteurs, des commerçants et des propriétaires provinciaux. On se devait de subir beaucoup d'inconnus, empressés à proposer leurs systèmes, assurés, juraient-ils, de faire parvenir plus vite à la présidence (4). Un ex-employé supérieur de l'administration se serait aussi présenté afin d'offrir secrètement une expérience et une adresse souvent utilisées dans les combinaisons électorales du « juste-milieu ». Le prince ne savait trop que répondre à ce partisan, qu'il écoutait depuis longtemps ; à bout, il ouvrit la fenêtre et montra la Colonne : « Tenez, dit-il, voilà mon électeur (5). » Il ne reculait cependant pas devant les indications nécessaires et qui devaient porter leurs fruits. Il s'explique aux délégués de la presse départementale, entre autres : « On me fait les reproches les plus bizarres et les plus contradictoires ; tantôt on m'accuse d'être communiste et de vouloir le renversement de l'ordre social, moi, le neveu de Napoléon qui compte parmi ses plus beaux titres de gloire celui d'avoir rétabli la société sur ses bases ; tantôt, on m'accuse de vouloir renouveler le despotisme impérial, de rêver des guerres sans fin, des envahisse-

1. Coll. A. L.
2, 3. Lacroix, t. III, p. 129.
4, 5. *Idem.*, p. 122.

ments de territoire. Ces deux calomnies se détruisent l'une par l'autre. Je suis de mon époque et de mon pays ; la guerre n'est plus une nécessité de la société moderne et l'ordre social doit être fortement maintenu et fortifié. Je voulais rester dans la retraite ; mais, honoré des suffrages de cinq départements, je n'ai pas cru devoir refuser plus longtemps la mission qui m'était confiée. Maintenant que le vœu populaire veut me déférer un honneur bien plus grand, je tâcherai de m'en rendre digne et je ne prendrai jamais un appui que parmi les gens d'ordre et les amis d'une sage liberté (1). »

Aux ouvriers de Troyes qui lui envoient l'assurance de leurs votes enthousiastes et lui apprennent quelques-unes des manœuvres auxquelles on se livre dans l'Aube contre sa candidature, il écrit : « Paris, 16 novembre 1848. — Citoyens, de tous les témoignages de sympathie qui m'arrivent, aucun ne m'a plus vivement touché que le vôtre. Il m'a prouvé que vous avez bien compris les motifs qui m'ont fait accourir sur cette glorieuse terre de France. Vous ne m'étonnez pas en me signalant les menées qui vous entourent ; elles s'exercent dans tous les départements. Je n'y oppose que la droiture de ma conscience et je me sens assez fort avec les seuls appuis que je réclame : le bon sens du peuple et l'héritage de mon nom. Répondez à ceux qui vous parlent de mon ambition que j'en ai une grande, en effet, celle d'arracher la France au chaos et à l'anarchie et de la rétablir dans sa grandeur morale en même temps que dans sa liberté. Les ouvriers de Troyes, dont vous êtes les interprètes, doivent savoir que, dans l'exil et dans la prison, j'ai médité sur ces grandes questions

1. Lespès, Gallix et Guy, Leynadier, etc.

du travail qui préoccupent les sociétés modernes. Ils doivent croire que de telles études ont laissé en moi d'ineffaçables traces et que d'aussi sérieux intérêts me seront toujours chers. Dites-leur à tous que je les remercie de leur confiance ; mon cœur m'assure que j'en suis digne et l'avenir prouvera que j'aurai su la mériter.(1) » — Forcé de parer les menées des rares fractions orléanistes et légitimistes qui, résistant encore, s'efforçaient d'arrêter les membres du clergé qui inclinaient au bonapartisme, en faisant observer le silence de son représentant sur l'expédition de Civita-Vecchia, il rédige une lettre qui paraît le 2 décembre dans *le Constitutionnel* : « Apprenant qu'on a remarqué mon abstention dans le vote relatif à l'expédition de Civita-Vecchia, je crois devoir déclarer que, tout en étant décidé à appuyer toutes les mesures propres à garantir efficacement la liberté et l'autorité du souverain pontife, je n'ai pu approuver par mon vote une démonstration militaire qui me semblait dangereuse, même pour les intérêts sacrés qu'on voulait protéger, et de nature à compromettre la paix de l'Europe. (2) » Nous revenons ici à la question cléricale — et non religieuse — qui devait peser sur tout le règne. Elle s'envenimait encore déjà par l'avantage qu'obtenait le parti du *National* à combattre, lui aussi, le prince de ce côté, et il n'y manquait pas en y ajoutant des avances nouvelles aux fils ultramontains du catholicisme ; une soi-disant lettre du pape à Cavaignac était imprimée à de nombreux exemplaires et distribuée partout. Décontenancé par la réponse du prince, légitimistes et orléanistes reprenaient l'attaque, soutenus par de nombreux prêtres désireux de voir Louis-Napoléon s'engager plus avant ; ne pouvant incriminer leur

1. Lespès, Lacroix, etc. *Les journaux*.
2. Castille, Delord, La Gorce, etc.

ennemi, ils l'accusèrent, cette fois, dans un de ses cousins, le prince de Canino, chef évident des révolutionnaires romains. Louis-Napoléon comprit où il fallait frapper et s'adressa au nonce : « Mgr, — Je ne veux pas laisser accréditer auprès de vous les bruits qui tendent à me rendre complice de la conduite que tient à Rome le prince de Canino. Depuis longtemps, je n'ai aucune espèce de relations avec le fils aîné de Lucien Bonaparte, et je déplore de toute mon âme qu'il n'ait point senti que le maintien de la souveraineté temporelle du chef vénérable de l'Église était intimement lié à l'éclat du catholicisme comme à la liberté et à l'indépendance de l'Italie... (1) ». Par suite d'une attaque venue du conflit électoral, par suite aussi du côté si foncièrement égoïste du clergé, le prince se trouvait amené à écrire ces lignes, qui n'étaient rien en elles-mêmes, mais qui contenaient une adhésion à l'idée dangereuse et fatale signalée précédemment. Il répudiait Forli, son premier passé enthousiaste, une partie de son avenir en même temps ; il le faisait par nécessité, au nom de la sagesse, et sa maturité, malgré l'intérêt qu'elle y possédait, avait tort. Il ne faut rien renier, et surtout pas sa jeunesse. La flamme brûle peut-être alors trop vite, dangereusement, mais elle monte haut, éclaire loin ; les jours qui suivent permettent, par l'expérience dont ils se fortifient, de lui construire le plus juste autel, d'y élancer le meilleur trépied pour qu'elle brille encore afin qu'entretenue, elle réapparaisse à l'heure fatale où tout échappe des mains froides et, des dernières cendres de son aurore, empourpre un crépuscule aux portes de la nuit. On aurait tort de la perdre ; il y aurait du crime

1. Castille, Lespès, etc. Les partisans du *National* avaient fait, de leur côté, distribuer une soi-disant lettre du pape à Cavaignac. — *Le Mois*, t. II, p. 1

à l'étouffer, le sacrifice serait-il accompli au nom de grands principes, par prudence ou encore par une lassitude trop justifiée, pour pouvoir continuer à vivre ou, du moins, à rester vivant, ce qui comporte des différences.

Louis-Napoléon s'efface de plus en plus ; il prend soin de paraître ordinaire à la plupart de ses interlocuteurs politiques. « Que le prince l'ait voulu ou non, que cela ait été le fruit d'un calcul ou la conséquence de sa nature laissée à elle-même, toujours est-il que ses rapports avec les hommes politiques de l'époque entretinrent, au lieu de les dissiper, les illusions qu'ils s'étaient faites sur son compte. Ses allures étaient d'une extrême modestie ; elles dénotaient la timidité. Le plus souvent, il écoutait, et toujours avec un sourire encourageant. L'expression de son visage était la mélancolie ; elle autorisait à supposer en lui une sorte de naïveté politique, l'indifférence plutôt que la résolution. Il paraissait apprendre au commerce des autres ; la vérité, c'est qu'il observait et s'initiait à un rôle où tout était nouveau pour lui. Quelque Nestor des anciens partis tentait-il d'affecter vis-à-vis de lui un air de protection et de supériorité, il ne semblait point s'en apercevoir. Il ne voyait que ce qu'il voulait voir, il ne se soumettait pas, mais il se dérobait. Essayait-on de pénétrer son sentiment, de savoir l'accueil qu'il faisait à un conseil donné, à une opinion émise, on cherchait en vain à rompre son silence s'il tenait à le conserver ; on avait alors de lui une parole aimable au lieu d'une réponse. Sa douceur et sa bienveillance étaient telles qu'elles interdisaient l'insistance. S'il le jugeait opportun, il se replaçait à son rang de prince, de fils de roi, d'héritier d'un grand trône sans faire cependant rien qui fût réellement appréciable

pour l'œil le plus exercé. Sa nature, en cela, le servait merveilleusement, et il pouvait ainsi se grandir quand besoin était, sans qu'on pût jamais lui prêter une pensée hautaine. Les égards qu'il montrait aux hommes considérables qui l'approchaient faisaient croire à chacun d'eux qu'il était, de sa part, l'objet d'une préférence personnelle. On quittait le prince, croyant avoir fait, sur son esprit, une impression décisive et avoir conquis à la fois son amitié et sa confiance. C'est bien cette conviction qu'emportèrent de leurs entretiens avec Louis-Napoléon les grands du jour, MM. Thiers, Molé, Changarnier les premiers. Dans leurs rapports ultérieurs avec lui, ce fut, à la fois, et la cause de leur faiblesse et la raison de sa supériorité (1). » Tous les témoignages sont d'accord. Le maréchal de Castellane, le revoyant à deux mois de distance, et encore au même endroit, écrit dans son journal : « J'ai été chez la princesse Demidoff, comme cela m'arrive à peu près deux fois la semaine depuis longtemps ; le hasard fit que j'y ai rencontré le prince Louis-Napoléon ; elle m'a présenté à lui. Il cause bien ; il m'a semblé observer, avec raison, une grande retenue dans ses paroles. Je lui ai dit que ses chances augmentaient chaque jour et que son manifeste avait eu du succès ; il m'a répondu que l'armée et les paysans étaient pour lui, presque partout, ce qui faisait une grande avance. J'ai ajouté qu'il était assez singulier que je lui fusse présenté le 2 décembre, anniversaire du couronnement de l'Empereur et de son entrée au service comme simple soldat, il y a quarante-quatre ans. J'ai aussi causé avec son ami Lucien Murat ; il a dit qu'il s'apercevait bien que la candidature de son cousin était en bon chemin

1. Maupas, *Mémoires sur le second Empire*, t. I, p. 30, déjà cité.

à toutes les personnes qui cherchaient à se rapprocher de lui ; il est vrai que c'est le meilleur symptôme. — De là, j'ai été chez le comte Molé où il y avait beaucoup de monde. Il faisait l'éloge de la personne du prince Louis-Napoléon, ce qui était une nouveauté pour moi parce qu'il ne l'avait pas fait jusqu'ici tout en disant qu'il fallait voter pour lui. Il cause fréquemment maintenant avec Louis-Napoléon à l'Assemblée et c'est là qu'il a formé son opinion sur lui. Il y a une chose très positive, toute la conduite de Louis-Napoléon est très prudente (1). » — En face des caricatures qui le tournent en ridicule, le flegme du prince ne se dément pas davantage et quelqu'un lui plaçant sous les yeux celles où l'aigle de Boulogne est déformée de toutes les manières, jusqu'à se rapprocher d'un canard, il dit simplement : « L'aigle qu'ils outragent reparaîtra sur le drapeau de la France (2). » Ceux qui le vengent en ripostant par le crayon agissent en dehors de lui ; il les laisse faire, mais ne les encourage pas. Un ouvrier lui apportant une pierre lithographique sur laquelle Cavaignac est représenté en bourreau, massacrant des vaincus : « Combien, interroge-t-il, voulez-vous de cette pierre ? » Le prix fixé, l'argent compté, l'artiste parti, il demande un marteau et la brise (3). — Il était naturellement généreux, ne fût-ce que par mépris de l'espèce humaine, et ne se résignait à la sévérité que devant l'inévitable.

Vis-à-vis de Thiers et de Molé, il maintient une attitude que celle des deux parlementaires, incroyable, souligne agréablement. Ils se le disputaient, et l'un ne l'avait jamais à dîner sans que l'autre ne voulût aussitôt également le posséder. L'historien dit un jour

1. *Journal de Castellane*, t. IV, p. 119.
2. Lacroix, t. III, p. 132.
3. E. Ollivier, t. II, déjà cité.

au prince : « Nous serons en petit comité. Venez un peu avant l'heure ; nous monterons dans mon cabinet ; Molé y sera et nous causerons des circonstances actuelles. (1) » L'invité fut exact. Thiers, dans son cabinet, placé au haut de la maison, se mit sur le côté droit de la cheminée, tandis que Molé prenait le gauche, le candidat populaire étant au milieu, les mains derrière le dos, pour attendre dignement les ouvertures de ses deux illustres amis momentanés. Thiers parla d'abord. Il brossa le tableau de la société moderne de façon à en faire ressortir surtout l'élément civil et à établir que cette tendance essentielle restait la meilleure ; passant du caractère de la société à celui que le pouvoir, de ce fait, était tenu d'adopter pour se maintenir en harmonie avec le reste et ne s'y détacher que d'après l'ensemble même dont il figurait la représentation, il déclara que toute habitude et toute tenue militaires devaient être répudiées. « Vous allez, dit-il à son hôte, être élevé très certainement à la présidence de la république. Eh bien ! pour répondre à l'État et aux tendances de la société actuelle, Molé et moi nous estimons que vous devez couper vos moustaches. Si lui ou moi nous étions nommés présidents, nous n'en porterions pas. » Le prince ne conserva pas son sérieux sans effort et répondit d'une manière évasive, mais, à cinq ans de distance, il en riait encore (2). Thiers renouvela ces conseils peu de jours après en traitant toujours la question décorative. Fleury, cette fois, avait accompagné son maître à l'hôtel de la place Saint-Georges et l'avait attendu dans la voiture. Louis-Napoléon, la visite faite, raconta : « Quel singulier petit homme ! Tout à l'heure

1. Cassagnac, *Souvenirs du Second Empire*, t. I, p. 51.
2. *Idem*, etc., p. 51, 52.

il m'a demandé quel costume je prendrais quand je serai nommé président, civil ou militaire. — « Celui du premier consul ou quelque chose d'approchant conviendrait, il me semble. — Je ne sais encore, ai-je répondu ; je choisirai probablement entre l'uniforme de la garde nationale ou celui de général de l'armée. — Mais alors, me dit M. Thiers, comment voulez-vous que nous fassions, moi ou tout autre, quand nous serons appelés à vous succéder ? Croyez-moi, prince, prenez l'habit du premier consul. » — Je n'ai pas insisté et je l'ai laissé dans la croyance que je suivrais son avis. (1) » Thiers pouvait encore pardonner, mais il ne mit pas longtemps à accumuler sa rancune au sujet d'une réalité plus sérieuse où son « jeune ami » (2) ne subit pas autant qu'il aurait voulu sa manière de voir.

L'élection approchait. Il fallait un manifeste et le prince qui, d'abord, ne le jugeait pas utile, en reconnaissait maintenant la nécessité. Plusieurs fois il en avait entretenu Thiers, le priant de s'en occuper. Il rédigeait le sien, de son côté, en prenant conseil de ses amis qui se réunissaient rue d'Alger, chez son oncle Jérôme ; c'étaient Vieillard, Conti, Abattucci, Casabianca, Chabrier. A la fin de novembre, il convoqua le comité afin de lui soumettre deux projets. Le premier, « très développé, soigné, de style redondant, un peu pompeux, eut un grand succès » (3). Il avait été remis au prince, de la part de Thiers, par Ch. Merruau. « On lui demanda le second. Il était

1. *Mémoires du général comte Fleury*, t. I, p. 70, 71.

2. « La plupart des personnages parlementaires avaient montré, à l'origine, le plus grand dédain pour le prétendant, et Thiers le considérait comme une nullité politique absolue. » Vicomtesse de Janzé, *Berryer, souvenirs intimes*, Plon, 1881, p. 91.

3. Cassagnac, *Souvenirs*, etc., déjà cité. — Castille, Stern, Ollivier, Delord, Lespès, etc., etc.

plus court, plus simple, plus net, mais basé sur les principes qui avaient été mis en pratique par le premier consul, et écrit d'un style moins orné (1). » Il eut la préférence. Louis-Napoléon avoua que le second était de lui. Le nom de l'historien impressionna certains qui proposèrent de conserver sa rédaction, après quelques variantes ; les autres tinrent bon et leur avis prévalut ; le manifeste fut conservé tel que. — On devait se résoudre désormais à prévenir Thiers et Molé qui voulaient que leur littérature fût acceptée et n'admettaient guère un refus ; mais Louis-Napoléon savait parvenir à ses fins (2). Thiers, Molé, Berryer et Girardin ayant été convoqués, il prit sa rédaction dans le tiroir de son bureau et la lut. L'impression fut profonde. « Thiers, surpris de ce langage nouveau auquel il eût préféré les finasseries habituelles, n'approuva pas (3). » Il hocha la tête, s'agita sur son siège et protesta enfin contre la phrase suivante : « Je mettrai mon honneur à laisser au bout de quatre ans, à mon successeur, le pouvoir affermi, la liberté intacte, un progrès réel accompli. » Il s'écria : « Qu'allez-vous faire ? Biffez ! Biffez cette phrase imprudente ! Pourquoi prendre un engagement ? Réservez tout (4). » Louis-Napoléon se tourna vers Girardin : « Qu'en pensez-vous ? — Si vous êtes résolu à tenir la promesse, dit le journaliste, maintenez-là ; sinon effacez. » Le passage fut gardé. Thiers protesta également contre les lignes sur « la république généreuse » : « Encore une imprudence ! L'amnistie, quand le sang de la bataille de juin n'est

1. Cassagnac, *Souvenirs*, etc., déjà cité.
2. Ollivier, t. II, p. 117. — A. de La Gueronnière, *Napoléon III, portraits politiques contemporains*, déjà cité.
3. E. Ollivier, p. 116, t. II.
4. *La Presse* du 10 avril 1851. — De la Gueronnière, Lespès, etc. Delord, la Gorce, etc.

pas encore effacé sur le pavé ! La bourgeoisie va crier !... » Il critiqua enfin le mot « d'ailleurs » placé en tête de la dernière phrase. Le prince aurait répondu : « Permettez-moi de rester moi-même (1). » Puis, avec cette politesse nonchalamment parfaite que son règne devait rendre légendaire, il signifia doucement que la réunion était close en allant remettre son manuscrit au tiroir.

Ce manifeste était adressé : « Louis-Napoléon Bonaparte à ses concitoyens » et ainsi conçu : « Pour me rappeler de l'exil, vous m'avez nommé représentant du peuple ; à la veille d'élire le premier magistrat de la république, mon nom se présente à vous comme un symbole d'ordre et de sécurité. Ces témoignages d'une confiance si honorable s'adressent, je le sais, bien plus à mon nom qu'à moi-même, qui n'ai rien fait encore pour mon pays ; mais, plus la mémoire de l'Empereur me protège et inspire vos suffrages, plus je me sens obligé de vous faire connaître mes sentiments et mes principes. Il ne faut pas qu'il y ait d'équivoque entre vous et moi. — Je ne suis pas un ambitieux qui rêve tantôt l'empire et la guerre, tantôt l'application de théories subversives. Élevé dans les pays libres, à l'école du malheur, je resterai toujours fidèle aux devoirs que m'imposeront vos suffrages et les volontés de l'Assemblée. — Si j'étais nommé président, je ne reculerais devant aucun danger, devant aucun sacrifice pour défendre la société si audacieusement attaquée ; je me dévouerais sans arrière-pensée à l'affermissement d'une république sage par ses lois, honnête par ses intentions, grande et forte par ses actes. Je mettrais mon honneur à laisser, au bout de quatre ans, à mon successeur

(1) *La Presse*, 10 avril 1851. — Maupas, t. II, p. 40.



le pouvoir affermi, la liberté intacte, un progrès réel accompli. — Quel que soit le résultat de l'élection, je m'inclinerai devant la volonté du peuple et mon concours est acquis d'avance à tout gouvernement juste et ferme qui rétablisse l'ordre dans les esprits comme dans les choses, qui protège efficacement la religion, la famille, la propriété, bases éternelles de tout état social, qui provoque les réformes possibles, calme les haines, réconcilie les partis et permette ainsi à la patrie inquiète de compter sur le lendemain. — Rétablir l'ordre, c'est ramener la confiance, pourvoir par le crédit à l'insuffisance passagère des ressources, restaurer les finances. — Protéger la religion et la famille, c'est assurer la liberté des cultes et la liberté de l'enseignement. — Protéger la propriété, c'est maintenir l'inviolabilité des produits de tous les travaux, c'est garantir l'indépendance et la sécurité de la possession, fondements indispensables de la liberté civile.

« Quant aux réformes possibles, voici celles qui me paraissent les plus urgentes. — Admettre toutes les économies qui, sans désorganiser les services publics, permettent la diminution des impôts les plus onéreux au peuple ; encourager les entreprises qui, en développant les richesses de l'agriculture, peuvent en France et en Algérie donner du travail aux bras inoccupés ; pourvoir à la vieillesse des travailleurs par des institutions de prévoyance ; introduire dans nos lois industrielles les améliorations qui tendent, non à ruiner le riche au profit du pauvre, mais à fonder le bien-être de chacun sur la propriété de tous. — Restreindre dans de justes limites le nombre des emplois qui dépendent du pouvoir et qui, souvent, d'un peuple libre, font un peuple de solliciteurs, éviter cette tendance funeste qui entraîne l'État à exécuter lui-même ce que les particuliers peuvent faire aussi bien

et mieux que lui. La centralisation des intérêts et des entreprises est dans la nature du despotisme. La nature de la république repousse le monopole. Enfin, préserver la liberté de la presse de deux excès qui la compromettent toujours : l'arbitraire et sa propre licence. — Avec la guerre, point de soulagement à nos maux. La paix sera donc le plus cher de mes désirs. La France, lors de la première révolution, a été guerrière parce qu'on l'avait forcée de l'être. A l'invasion, elle répond par la conquête. Aujourd'hui qu'elle n'est pas provoquée, elle peut consacrer ses ressources aux améliorations pacifiques, sans renoncer à une politique loyale et résolue. Une grande nation doit se taire ou ne jamais parler en vain. — Songer à la dignité nationale, c'est songer à l'armée dont le patriotisme si noble et si désintéressé a été souvent méconnu. Il faut, tout en maintenant les lois fondamentales qui font la force de notre organisation militaire, alléger et non aggraver le fardeau de la conscription. Il faut veiller au présent et à l'avenir, non seulement des officiers, mais aussi des sous-officiers et des soldats, et préparer aux hommes qui ont servi longtemps sous les drapeaux une existence assurée. — La république doit être généreuse et avoir foi dans son avenir ; aussi, moi qui ai connu l'exil et la captivité, j'appelle de tous mes vœux le jour où la patrie pourra sans danger faire cesser toutes les proscriptions et effacer les dernières traces de nos discordes civiles. — Telles sont, mes chers concitoyens, les idées que j'apporterai dans l'exercice du pouvoir, si vous m'appeliez à la présidence de la République. — La tâche est difficile, la mission immense, je le sais, mais je ne désespérerais pas de l'accomplir en conviant à l'œuvre, sans distinction de partis, les hommes que recommandent à l'opinion publique leur

haute intelligence et leur probité. — D'ailleurs, quand on a l'honneur d'être à la tête du peuple français, il y a un moyen infaillible de faire le bien, c'est de le vouloir. » — Langage excellent. Le prince achevait de se garantir un maître (1). La valeur du manifeste était, du reste, superflue, et il aurait suffi à son auteur de mettre son nom au bas d'une affiche pour être approuvé, quoi qu'il eût énoncé (2). Ici, toutes les catégories de citoyens obtenaient un mot, plusieurs promesses. Louis-Napoléon semblait tout connaître, tout comprendre et, à l'avance, tout réconcilier. — Il avait déjà vaincu, mais poursuivait sa victoire. « Le succès ne fut pas un instant douteux. On gorgea le suffrage universel de discours, de biographies, d'apologies, de recommandations en faveur de Cavaignac : il les lut et ne les reçut pas. (3) » Le manifeste entraîna les derniers hésitants, — fort disséminés. Et, comme pour l'appuyer, une dernière balle frappa au cœur la dictature officielle.

Quatre jours avant le vote, le 6 décembre, les journaux bonapartistes, notamment *la Presse*, *la Patrie*, *le Constitutionnel*, *l'Assemblée Nationale*, et *l'Evénement*, s'emparaient d'une occasion inespérée et publiaient les listes des récompenses nationales distribuées par le gouvernement : elles

1. Alexandre Dumas écrivait dans *Le Mois*, t. II, p. 3 : « Ce manifeste est remarquable en ce qu'il respire trois qualités rares de nos jours, surtout chez les gouvernants : l'honnêteté, le dévouement, l'abnégation. La dernière phrase surtout est sublime de justesse. Aussi, à ceux qui nous citèrent, près de l'auteur connu, les prétendus auteurs du manifeste, répondîmes-nous qu'il n'y avait pas un homme d'Etat en France capable de le faire. — Nous ne nous étions pas trompé ; depuis la première jusqu'à la dernière ligne, il est du prince Louis-Napoléon ; le cœur l'a dicté, la main l'a écrit. C'est le testament de l'avenir. »

2. E. Ollivier, t. II, p. 114.

3. *Idem*, p. 117.

portaient des noms d'assassins et de voleurs. Victor Hugo n'aurait pas été étranger à leur communication (1); et *l'Evénement* disait : « La lecture de chaque nom doit enlever vingt-mille voix au général Cavaignac. » — Le gouvernement soldait là un des mémoires les plus douloureux de son passé. Par décret du 5 mars, il avait nommé une commission, sous la présidence d'Albert, chargée de décerner de petites rentes, des indemnités, ou des distinctions honorifiques aux blessés de février comme à tous ceux qui, sous la Restauration ou sous le régime de juillet, avaient souffert pour la cause républicaine. Le 4 mai, après la démission d'Albert, le maire de Paris, Marrast, avait pris sa place. Le 19 septembre, Senard, alors ministre de l'Intérieur, soumit à l'Assemblée un projet de décret fixant approximativement le chiffre des pensions ou des indemnités à inscrire au budget, tout en se réservant le soin d'examiner les lettres de chaque demande. Après des attentes, des examens superficiels et une très rapide compilation, les bénéficiaires récriminant contre la lenteur bureaucratique, la commission des récompenses arrêta les dossiers le 25 octobre et les livra, visés et scellés, le 24 novembre, au ministre de l'Intérieur : celui-ci, se reposant sur le travail de la commission des récompenses, les fit remettre, dans le même état, à la commission parlementaire. En les ouvrant, dans les colonnes alignées sous la rubrique *Titres à la récompense*, on lut fréquemment, en face des noms proposés : « Condamnation pour vol, dix ans de travaux forcés, assas-

1. Victor Hugo, que l'on comptait parmi les plus zélés partisans du prince Louis-Napoléon et qui passait pour entretenir des rapports avec le premier de ces journaux (*L'Événement*), fut soupçonné d'avoir une part dans les communications indiscrètes faites à la presse. Il s'en défendait avec humeur, mais sans convaincre tout le monde. » Quentin-Beauchart, t. I, p. 177.



sinat, etc. » Ou ceci, plus individuellement significatif : « Héritier de Fieschi... héritier de Pépin... sœur de Lecomte (1). » — Dufaure fut appelé en toute hâte au sein de la commission ; le jour même, il monta à la tribune et retira le projet, — trop tard. Après les feuilles de Paris, celles des départements répétèrent les listes qui s'allongèrent ainsi sous les yeux de la France. — Un autre petit fait aggraverait tout encore.

Dans la séance où le scandale éclate et porte, malgré les efforts de Senard et de Baroche, l'Assemblée passe à l'ordre du jour vers cinq heures trois quarts et le gouvernement, « pour que le contre-poison arrivât en même temps que le poison (2) », retarde de deux heures le départ des malles-postes. — Le lendemain, naturellement, l'Assemblée approuve toujours, mais le pays, qui ne la suit déjà plus depuis si longtemps, s'indigne. Le 11, une charrette à bras, chargée de bulletins de Cavaignac, est renversée en arrivant à sa destination, au coin de la rue Rougemont et du boulevard Poissonnière ; sur-le-champ, les bulletins sont lacérés et jetés ; ceux qui restent sont brûlés devant une foule immense. Le 14, se doutant du résultat, Paris sera en fête et le 15, huitième anniversaire des funérailles françaises de l'Empereur, la vie de la capitale reprendra tout à fait (3). — Le pays ne s'y trompait plus du tout. Il apparaissait de la façon la plus éclatante que Cavaignac était traité en candidat privilégié. — Boulay de la Meurthe se lève : « On ne ferait pas cela pour M. Ledru-Rollin ; pourquoi le fait-on pour un autre ? » Sa sollicitude est loin d'envisager le montagnard, mais la flèche atteint le

1. Stern, Castille, Robin, etc. Quentin-Beauchart, Falloux, Cassagnac, Maxime Du Camp, etc. Delord, Pierre, La Gorce, etc.
2. Lespès, *op. cit.*, t. I.
3. Les journaux.

but. Cavaignac sent-il que la partie est irrémédiablement perdue désormais ? Peut-être. Jusqu'au 20 décembre, il ne viendra plus au Palais-Bourbon et s'en remet à ses ministères. Ils donnent le suprême assaut, sans mesure. Si la police n'ose intervenir dans les clubs, elle se tient, du moins, partout en armes, appuyée par les troupes répandues sur une infinité de points et bien fournies de munitions. Rue Saint-Honoré et place Vendôme, elle s'use en efforts infructueux contre les rassemblements. Dans toute la capitale, dans toute la France, on crie : « A bas Cavaignac ! » et « Vive Napoléon ! » La veille du scrutin, le général se résigne à essayer d'une proclamation. Elle tapisse inutilement les murailles ; elle n'est pas lue. Elle ne répond à rien. Les mesures prises en prévision des troubles possibles n'ont pas plus de raisons d'être : le peuple était libre de parler et n'avait pas besoin de révolte (1). Sa voix totale ne s'était pas fait entendre depuis le plébiscite qui consacra Napoléon Ier, ou même, plutôt, depuis la révolution. Un exemple de l'unanimité nationale était fourni aux membres du gouvernement jusque par leurs subordonnés, l'avant-veille du 10. Sortant d'un dîner au ministère des Travaux publics, quelques invités demandèrent pour qui seraient leurs bulletins aux deux factionnaires qui gardaient la porte de l'hôtel. Ils répondirent immédiatement avec « un entrain qui était une révélation : « Napoléon ! Napoléon ! » Les convives furent consternés (2). Le même jour, dans l'après-midi, s'ils avaient été sur les boulevards, ils auraient pu y voir passer quatre à cinq cents ouvriers portant à leur casquette

1. Stern, Castille, Robin, Gallois, etc., etc. Les journaux. *Le Mois*.
2. Quentin-Beauchart, t. I, p. 179.

le nom du prince et marchant avec le plus grand calme (1). La moyenne du parti républicain savait d'ailleurs à quoi s'en tenir ; mais elle ne s'attendait pas « à une protestation aussi éclatante contre ses principes et les hommes qui la composaient (2) » ; son abattement était extrême. Il devenait évident que la nomination du prince dépasserait de beaucoup toute prévision. — Le pays, quant à lui, ne pouvait que s'en féliciter : une élection aussi totale enlevait à la minorité, pour le présent, toute possibilité de lutte matérielle (3).

Le 10 décembre, l'ordre régna — phrase consacrée — dans toute la France. La température, presque automnale encore, — ou comme déjà printanière, — soutenue par un soleil magnifique, ajoutait à la fête, car c'en était une (4). A Paris, bien que tout le monde fût dehors, le vote se maintint silencieux, en général ; les électeurs paraissaient à la fois pénétrés de leur devoir et inquiets sur le sort de leurs bulletins. Vers neuf heures du soir seulement, une bande de jeunes gens suivit les boulevards dans toute leur longueur en criant : « A bas Cavaignac ! » et termina en formant une ronde autour de la colonne Vendôme (5).

1. *Le Mois*, t. II, p. 13. « Plus nous approchons du moment décisif, plus les craintes de troubles se dissipent. Il y a de la confiance dans l'air. La France a-t-elle le pressentiment de sa force et de son éclatante majorité ? » Voir *la Démocratie Pacifique*.

2. Quentin-Beauchart, t. I, p. 180. — *Mémoires de Maupas*.

3. Les témoignages sont unanimes. Les journaux locaux relatent ce sentiment à l'infini, ainsi que toutes les correspondances particulières qui nous ont été communiquées.

4. Les journaux. Stern, V. Pierre, La Gorce, etc. L'article du journal de Victor Hugo avait pour titre *Le Soleil d'aujourd'hui*, et contenait ceci : « Quand la Providence veut qu'un de ces jours-là (jours de soleil) soit précisément consacré à un grand acte politique, remercions-la ; car elle tourne alors les esprits vers les souvenirs glorieux... Aujourd'hui, magnifique journée, quelque chose de providentiel : le soleil se souvient que Napoléon l'a illustré ! » *Evénement* du 11 décembre.

5. *Le Mois*, t. II, p. 15 « Aujourd'hui, Paris présentait un aspect

Dans les grandes villes de province, le vote se montra moins recueilli, plus joyeux ; la foule emplissait les rues, stationnait en masse devant les préfectures (1). Dans les campagnes, il fut enthousiaste ; les paysans montaient la garde aux portes des mairies. Toutes les communes rurales se levèrent pour porter leurs bulletins aux cris de « Vive Napoléon ! Vive l'Empereur ! » Des villages entiers, en colonne serrée, le maire et le curé en tête, précédés de bannières et de drapeaux, rythmaient le pas le long des chemins, au son des tambours et en chantant, vers le chef-lieu du canton. Les routes de France étaient fleuries de longs régiments de blouses bleues. Deux jours durant, la volonté populaire se manifesta ainsi dans l'allégresse, sans un trouble, sans le moindre désordre, avec une sorte de solennité heureuse et grave (2). « On votait, avouent *les Débats* du 23 décembre, avec cet entraînement qui est l'un des traits du caractère national ; la furie française semblait être transportée des champs de bataille dans

inaccoutumé. Ses boulevards regorgeaient de promeneurs, les rues vivaient ; chacun avait quitté le foyer et, d'un air affairé, courait porter son vote. Quelle que soit l'opinion des passants on comprenait, rien qu'à les voir, qu'ils avaient le sentiment du devoir accompli par eux, devoir grave, solennel et mystérieux qui va décider de l'avenir de la France et, par conséquent, du monde... Nous avons quitté Paris pour aller voter à la campagne. On n'eût pas dit être en plein hiver, mais au commencement du printemps. Les maisons blanches resplendissaient au soleil, les horizons avaient cette charmante teinte de gris rose, voile derrière lequel s'éloigne l'automne ou s'approche le printemps. »

1. Les journaux locaux, et tous les historiens.

2. Les journaux, *idem*. — *Correspondance de George Sand*, t. II. Elle déclare, une fois de plus, qu'il n'y a rien à faire contre un pareil mouvement. — Louis Blanc *Le Nouveau monde*, p. 324, 15 juillet 1849 : « Un seul nom parle à leur souvenir, un seul nom ouvre à leur pensée des horizons lointains et a puissance sur leur âme... Une méchante gravure suspendue aux murs de leur chaumière est pour eux toute la politique, toute la poésie, toute l'histoire... »



LOUIS-NAPOLÉON PROCLAMÉ PRÉSIDENT

(Lith. de chez Lallemand.)

les salles d'élection... » — Nous avons parlé précédemment de Napoléon Ier et de la Révolution. C'était, en réalité, la première fois que, dans des conditions pareilles, la France était appelée à décider de son avenir, et elle le faisait avec une confiance unanime. Elle vint tout entière à un Bonaparte. Le vote fut une acclamation ; il n'est peut-être pas d'exemple d'homme qui ait remporté un triomphe aussi naturel, aussi spontané, aussi total, en aucun pays ni en aucun temps. Jamais le cœur national ne battit d'un tel ensemble (1).

Parmi les voix de la dernière heure, il faut en compter de nouvelles, fournies par la Montagne. « Tout, avait-elle dit, plutôt que Cavaignac » ; le courant ne se dessinant pas avec assez de force en faveur de Raspail et de Ledru-Rollin, elle voulut sauver, au détriment de son parti, quelques idées révolutionnaires et abandonna ses hommes. Un ennemi de Napoléon III l'a reconnu ; son témoignage, adressé à son adversaire même, est important : « Election profondément démocratique ; le peuple, en le nommant, a obéi à une idée républicaine, à un sentiment révolutionnaire. L'Empereur était un parvenu ; chacun pouvait, à l'exemple du chef, s'affirmer suivant sa valeur. L'Empire répondait ainsi plus ou moins au besoin de justice et d'élévation des masses... Un lieutenant passé Empereur, un clerc d'huissier roi de Suède, un palefrenier roi de Naples ; vingt-quatre simples soldats maréchaux d'empire ; le peuple devenant souverain, voilà le mot de l'énigme, voilà le secret de la puissance impériale ; voilà ce qui a fait la force et la gloire de l'Empire ; voilà ce qui a fait

1. « C'est, en effet, la protestation d'un grand peuple contre une minorité tyrannique. » Normanby, t. II, p. 431.

encore son prestige aux yeux des masses, ce qui a fait votre élection !... Sous le régime blanc, en dix siècles, le peuple n'avait compté que deux des siens devenus généraux, Fabert et Chevert; sous l'Empire, en dix ans, il ne comptait pas deux nobles devenus maréchaux. L'Empire, exaltant le peuple, bouleversant le vieux monde, déplaçant nobles et rois, mettant l'Europe et la France sens dessus dessous pour introniser les plus braves, c'était la révolution, la révolution personnifiée, couronnée, si vous voulez, mais enfin la révolution. L'Empereur était un agent révolutionnaire promu par le peuple... ; le peuple, en nommant le neveu de l'Empereur, voulait donc la révolution... Le nom de Bonaparte, deux insurrections, un livre communiste, n'étaient pas des titres chez les conservateurs. Ils sont trop amis de la paix pour aimer l'héritier de l'Empire, trop amis de la propriété pour aimer l'auteur des *Idées napoléoniennes*, trop amis de l'ordre pour aimer l'insurgé de Strasbourg. Naturellement, monsieur, vous n'étiez pas leur homme. Pourquoi donc vous ont-ils choisi ? Dans quel but ? Qu'ont-ils voulu ? Qu'ont-ils fait ? — Ils ont subi le fait !... Chevaux de Darius, ils ont salué le soleil levant. Ils se sont tournés comme toujours du côté du plus fort, ils ont voté avec le gros scrutin, ils vous ont élu malgré eux, contraints et forcés par la volonté de la masse, entraînés par le courant populaire et dans l'intention de le dominer... (1). » Le peuple, comme toutes les autres classes, voulait principalement la paix, et que l'homme qui la réalisât fût bien son candidat afin d'avoir une possibilité de renouveau, de développe-

1. Lettre écrite trois ans après. — *Lettre de Félix Pyat à Louis-Napoléon Bonaparte*, Paris, Bouvet, libraire, 1851.

ment, d'avenir. La réussite de ce calcul paraissait alors si véritable qu'en Angleterre on ne se trompa pas sur cette élection qui rendait la France forte; mécontent, mais forcé d'avouer ce qu'il avait constaté, *le Times* avouait : « L'aspect de Paris et de la France a changé avec une rapidité extraordinaire. En peu de jours, les fonds sont montés de huit pour cent, la ville a repris un air de joie inaccoutumé; les théâtres se sont remplis de nouveau... (1) .» La vie française, délivrée de ce qui arrêtait son essor, allégée, recommençait.

C'était l'avènement du droit des masses qui se consacrait, la possibilité pour elles d'exprimer leurs vœux, résultats de leurs besoins, la coopération, imparfaite encore mais existante, de tous au gouvernement du sol natal. Ce fait important qui, à mon sens, achevait la partie politique de la révolution, ne fut pas compris du parti conservateur (2); il ne le saisit que plus tard, et s'en inquiéta ; sur le moment, il ne songea qu'à circonvenir ce nouveau maître. Les parlementaires, quant à eux, ne purent nier que l'élection du 10 décembre ne fût la preuve formelle, « irrévocablement acquise à la science politique » (3), que le vote d'une assemblée de représentants ne représente en aucune façon la véritable pensée populaire, puisqu'elle avait justement été contre ici, et semble démontrer la thèse de Rousseau établissant que la souveraineté dans un attribut primordial ne saurait être déléguée qu'en s'anéantissant. — Ceux qui, dans la gauche, avaient persévéré jusqu'au bout en faveur de Raspail et de Ledru-Rollin, ne désarmaient

1. Le *Morning advertiser* estime, quant à lui, l'élection du prince une folie.
2. Stern, t. II, p. 545.
3. E. Ollivier, t. II, p. 113.

pas et la même évocation de l'Empire que précédemment réapparaissait sous leur plume. N'occupait-elle pas tous les esprits ? Le terme que la raillerie avait fait employer à la baronne du Montet (1), et que Louis-Napoléon avait inventé en 1832 dans son premier livre (2), avec la foi de l'adolescence, *empereur de la république*, est écrit dès le 17 décembre par *La Révolution démocratique et sociale* : « Porté sur les bras du peuple, il ira déclarer à l'Assemblée qu'en présence du vœu de Paris et de l'armée, il ne saurait reculer devant les devoirs que la France lui impose, mais qu'il ne consentira jamais à être empereur de la république s'il n'y est autorisé par le suffrage universel. » Par le désir de la durée, il y eut même dans l'élection un côté de sentiment monarchique, et c'est en ce sens que la phrase de Lamartine reste vraie : « L'élection du prince fut une affirmation inconsciente de l'hérédité. » Le peuple entendait que son effort, se prolongeant, eût une suite. Il espérait dans ce prince qui lui rappelait un de ses bienfaiteurs et faisait revivre par cela même une tradition populaire sous laquelle il distinguait un abri. Mais il découvrait cet abri dans l'Empereur plus que dans le président. Tous les gens de bonne foi ont dû le reconnaître. Prévost-Paradol avoue que le pays s'était prononcé « contre la république » et avait « ouvertement exprimé le vœu de la détruire » (3).

1. Voir *Strasbourg et Boulogne*.

2. *Rêveries politiques* par Louis-Napoléon Bonaparte, fils de Louis Bonaparte, ex-roi de Hollande, mai 1832.

3. Parmi les bulletins de vote du 17 septembre trouvés dans les urnes d'un canton de la Charente-Inférieure, on relève ceux-ci : « Napoléon-Louis Bonaparte, empéreurs représantan la patris. Vive Napoléon. » — « Louis-Napoléon representen de Lempereur » — « Napoléon-Louis Bonaparte représentan du peuple, éritier légitime de son oncle au titre danspereurs. Vive Napoléon par la France » — « Louis-Napoléon premier consulte », etc. — *Archives de*

L'élection prouvait la force de Louis Bonaparte et qu'il avait vu clair dès le début de son effort politique. Il arrivait à point sur la scène, comme Fortinbras à la fin d'*Hamlet* (1). Le jeune homme vêtu de velours noir a su acquérir, au long du drame, nos sympathies sentimentales et même notre cœur, dont il garde la meilleure part, mais il ne crée rien et nous démontre continuellement qu'il ne le peut pas ; au contraire, le prince de Norwège réalise. « Brutale comme un fait, l'élection tranchait le nœud de mille intrigues. Le peuple, par son vote, avait exprimé la pensée d'une grande dictature populaire qui mît fin aux querelles des bourgeois, aux subtilités des utopistes, aux rancunes des partis, et le garantît des crises sans cesse renaissantes qu'engendre le régime parlementaire parmi les peuples chez qui le sentiment domine la raison, l'action la discussion. Le vote exprimait encore une vive aspiration à l'unité (2). » Autour de cette dictature colossale, les partis s'apprêtèrent à rajeunir leurs intrigues, mais ils renchérissaient sur leur impuissance, malgré leurs efforts, qui furent désespérés. Une force nouvelle était née, contre laquelle la lutte, pour un temps, était superflue.

l'Assemblée Nationale. Élections. Chambre des députés. A. 177. — Communiqué par M. Moysset.

1. En corrigeant ses épreuves, l'auteur trouve cette lettre de lord John Russel dans la *Correspondance de la reine Victoria* (Hachette, t. II, p. 262, 1907) qui montre que, dès le 14 juin, on sentait à l'étranger la nécessité d'un gouvernement réel ; elle prouve aussi ce qui restait préservé de l'idée républicaine, étant donné ce qu'on attendait pour « sauver » la France : « L'Empire avec une constitution raisonnable pourrait être la meilleure solution des folies françaises. Mais Louis-Napoléon, avec les communistes, détruira probablement la dernière chance qu'il y ait que l'ordre et la tranquillité se rétablissent. Il faudrait, pour arranger tout cela, un despote absolu. » Et le 19 novembre lord Russel rapelait encore : « Louis Bonaparte jouera probablement le rôle de Richard Cromwell. » La reine écrit le 21 au roi des Belges qu'elle désire la nomination du prince.

2. Castille, t. III.

Deux des meilleurs députés du parlement le reconnurent, Berryer et Lamartine. Le 27 décembre, l'avocat dit, rue de Poitiers : « La France vient de manifester solennellement son besoin d'ordre, de repos, sa répulsion pour les doctrines monstrueuses qui nous ont épouvantés depuis dix mois ; une immense majorité a été donnée à un nom, drapeau commun autour duquel se sont groupés dans une même pensée de salut public tous les partis, tous les honnêtes gens, toute la partie saine du pays. » Le poète avait plus de mérite encore, en sa qualité de candidat, à consentir aux lignes suivantes, peu politiques d'ailleurs, dans *le Bien Public* : « Nous ne croyons pas que la république soit exposée à périr parce qu'elle sera couronnée de souvenirs et de poésie impériale ; si le peuple l'aime mieux sous ce costume, nous ne disputerons pas ses goûts. La république a sa force en elle-même. On peut la décorer à son sommet d'un nom, d'une tradition, d'une popularité, elle reste inébranlable sur la base de la souveraineté nationale... » — Elle avait commencé son suicide dès les premiers jours de son avènement.



Le 14 décembre, le résultat du département de la Seine fut proclamé à l'Hôtel de Ville de Paris. Louis-Napoléon avait obtenu 198.484 voix sur 341.829 suffrages. Cavaignac n'avait eu que 95.567 voix ; le reste s'était réparti entre Ledru-Rollin, Raspail et Lamartine. Une commission de trente membres de l'Assemblée s'employait les jours suivants au dépouillement des procès-verbaux de vote. Et pendant ces dernières heures, tout le monde se préparait (1). La bande du

1. Dès le 13 on était fixé. « Il ne peut y avoir aucun doute sur l'issue du vote auquel le suffrage universel a appelé toute la



National aurait voulu annuler l'élection et en cherchait le moyen, sans le découvrir. Fidèle à elle-même jusqu'au bout, le plébiscite une fois décidé, elle avait tout tenté pour en entraver l'action ; elle voulait maintenant tout risquer pour l'anéantir. Elle ne cessa donc jamais de gouverner contre le pays : elle s'était imposée par surprise et par force ; ramenée aux mêmes procédés, elle n'hésitait pas à les reprendre ; leur inefficacité, en même temps que l'impossibilité de s'en servir, la décidèrent au recul. Elle circonvenait Cavaignac et, elle qui protesta contre le 2 décembre, était si bien résolue à une semblable audace qu'elle cherchait à y pousser son général. En réalité, il lui manqua un officier supérieur décidé et peu scrupuleux. Constant, lui aussi, dans sa ligne de conduite, Cavaignac, sur une stricte réserve, se refusait à tout ; de plus en plus prisonnier d'une formule politique, de son honneur et de sa fausse situation, à l'heure suprême, il n'avançait ni ne reculait, devait nécessairement rester sur place, les bras croisés, noblement immobile. Du dictateur ne subsistait plus qu'une image qui, de plus en plus aplatie, s'enfonçait dans le temps, effacée vite par l'immense pinceau populaire. Pour maîtriser la fortune, il fallait un homme, et le gouvernement qui l'avait élevé l'avait aussi empêché d'en être un puisque, selon sa théorie, il ne pouvait même pas en posséder à sa tête. Rien ne demeurait. Tout s'effondrait au moindre choc sérieux, en quelque sorte de soi-même.

Louis-Napoléon s'était retiré à Auteuil (1), par pré-

nation. M. Louis-Napoléon Bonaparte est déjà en possession d'une majorité énorme que les votes encore inconnus ne peuvent que confirmer. » *Journal des Débats* du 13 décembre 1848.

1. Lacroix, t. III, p. 147.



caution, et toujours pour éviter d'être accusé de préparer l'émeute. Les attroupements se faisaient de plus en plus compacts place Vendôme, débordaient rue de Rivoli par la rue de Castiglione et sur les boulevards par la rue de la Paix. Les passants s'arrêtaient aussi rue du Faubourg Saint-Honoré devant l'Elysée National où des ouvriers enlevaient la grisaille placée au-dessus de la porte principale et qui évoquait des citoyens apportant leur offrande sur l'autel de la patrie ; le 18, on commençait à y graver : Palais du Président de la République Française. — Un prétexte pouvait être saisi par Marrast pour motiver plus ou moins une arrestation ; étant donné le sentiment général, il se pressentait qu'on ne l'oserait point, mais un instant propice suffisait à le permettre, et il eût été certainement employé. La victoire s'affirmant assurée, il valait mieux laisser le terrain entièrement libre pour qu'elle s'y déployât à l'aise et le recouvrît. Le prince ne se montra que le 15, discrètement, aux Invalides, où il passa une heure environ près du tombeau de son oncle (1). Le 19, connaissant le résultat du scrutin, il descendit à Paris, 36 rue d'Anjou, chez son cousin le comte Clary, qui habitait là l'hôtel de la reine de Suède, sa tante. Ses amis l'y attendaient, parmi lesquels de Bruc (2). Louis-Napoléon était fatigué, abattu, moins calme qu'à l'ordinaire ; croyant à un coup de main contre lui, il n'avait pas dormi depuis trois jours. Il s'assit devant le feu, dans le salon de l'hôtel, se releva, tira de sa poche un pistolet à quatre coups qu'il mit sur la cheminée et reprit son fauteuil. A ce moment, Edgard

1. *La Presse* du 16 décembre.

2. Lacroix, p. 148, etc. — Il est permis de songer que le bibliophile Jacob a sans doute exagéré un peu, par romantisme et enthousiasme naturels, la gravité du complot contre le prince.

Ney apporta une lettre. Louis-Napoléon parut satisfait en la parcourant et s'endormit (1).

Le lendemain, à une heure, Fleury vint le prendre pour l'accompagner à la Chambre. Mocquard lut le message à haute voix. Il y avait là Persigny, Laity et Conti. Louis-Napoléon, de nouveau très calme, se tenait prêt. — Fleury avait envoyé le grand coupé attelé des deux chevaux de Cavaignac attendre le président dans la cour du Palais-Bourbon. Il était conduit par un ancien cocher du roi, Ledoux, — le même qui menait encore le soir de l'attentat d'Orsini (2). Il existe en France — et sans doute ailleurs — un cadre de serviteurs gouvernementaux qui domine les dynasties, les présidences et les ministères.

Persigny conseillait au prince de ne pas aller à la Chambre prendre possession de la présidence et d'adresser de suite un message à l'Assemblée en déclarant sa résolution de ne prêter serment à la Constitution que si elle était préalablement soumise à la ratification du peuple (3). « Assurément, a-t-il expliqué plus tard, ce parti présentait quelques dangers (4). Le général Cavaignac, désappointé de son échec, et surtout les républicains, furieux de quitter le pouvoir, ne manqueraient pas de s'abriter derrière la constitution pour refuser de livrer la place avant que l'élu du peuple eût prêté le serment exigé, et Dieu sait ce que la haine eût pu inspirer dans les premiers moments d'exaltation. Mais tout cela ne me paraissait pas très redoutable... Dans un pareil moment, quand le peuple et l'armée triomphant de l'élection faisaient retentir la capitale des cris de *Vive Napoléon ;* quand toute

1. Lacroix, *idem.*
2. Fleury, t. I, p. 76.
3, 4. *Mémoires de Persigny*, déjà cité, p. 5. — E. Ollivier, t. II, p. 119.

la population, exaltée par le succès du 10 décembre, se montrait si impatiente de voir le chef qu'elle venait de se donner, il n'était pas admissible un instant que l'Assemblée pût résister à la pression populaire. Comme il ne s'agissait, après tout, que de consacrer le principe de la souveraineté nationale, en soumettant la Constitution à la ratification du suffrage universel, l'élu du 10 décembre, invoquant un scrupule de conscience en demandant que le peuple ne fût pas dépouillé de son droit naturel, était dans son rôle. Sa résolution eût frappé l'Assemblée d'impuissance et, en conquérant le droit de soumettre la Constitution à la ratification du peuple et par conséquent de la faire modifier en déjouant, en un mot, la manœuvre de ses ennemis, dès le premier jour de son avènement, il eût délivré le pays des obstacles que la Constituante allait opposer, pendant plusieurs années, au rétablissement de l'ordre et se fût affranchi personnellement de la nécessité de la violer lui-même pour la réformer. Malheureusement, le prince était déjà entre les mains d'une fraction de ses ennemis ». La suite semble avoir prouvé que Persigny avait raison, mais, sur le moment, il avait tort. Le prince s'imposait de lui-même, sans avoir essayé de s'arranger ; il pouvait être ainsi accusé un jour d'avoir tout refusé soit par pur idéal, soit par intérêt personnel ; il valait mieux donner tous les gages possibles de sa bonne volonté, laisser au temps et aux choses le soin de prouver la défectuosité des gens comme des mesures prises et, dans ces circonstances encore, ne rien hâter afin de permettre à ces circonstances, par l'essai loyal qui allait en être fait, d'arriver au bout d'elles-mêmes, certifiant ainsi par leur usure qu'elles en commandaient de nouvelles, indispensables. Enfin, il était bien dangereux de protester de suite, au



moment d'une première victoire ; malgré tout, c'était risquer la perdre et, par la position où elle menait, elle suffisait en fournissant les moyens d'action. Etre le gouvernement, et surtout un gouvernement neuf, permet beaucoup en France. Le prince s'en rendait compte. Il y était maintenu, en outre, par son caractère équitable, ennemi des violences inutiles, et par la pensée qu'un essai d'entente valait d'être vécu ; ne le devait-il pas au pays, comme aux hommes et aux partis qui s'étaient ralliés autour de sa personne? A plusieurs points de vue, le conseil de Persigny lui paraissait donc impolitique et il le repoussa. — Cavaignac avait eu à négliger une proposition du même genre, différente puisqu'elle tendait à agir au rebours de la première, contre le sentiment général, mais semblable, quoique toujours autrement, par la résistance qu'elle exigeait. Pendant qu'on apportait à l'hôtel Monaco les dépêches annonçant la défaite, Charras s'était approché du général et lui avait dit: « Tu vas résister. — Moi, tu veux que je manque à ma parole ! — Mais nous, nous résisterons. — Non, vous ne résisterez pas, je saurai vous en empêcher. — Mais tu perds la République. — Il est possible qu'elle succombe, mais elle se relèvera et elle serait perdue à jamais si celui qui la représente se révoltait contre le vœu du pays (1). »

Entouré d'amis, le prince se rendit à l'Assemblée. Ney, Laborde, Pajol et quelques autres formaient une sorte de petite garde, prête à le défendre ; au dernier moment, Pajol s'éclipsa. Au Palais-Bourbon, Louis-Napoléon attendit dans un des bureaux l'instant de paraître (2). — L'Assemblée avait ignoré

1. Ch. Lacombe, *Vie de Berryer*, t. II, p. 580.
2. Lacroix, t. III. — Léo Lespès, etc.

d'abord la date exacte où la nomination du président serait proclamée et beaucoup de députés ne l'escomptaient que pour dans quelques jours. Le début de la séance fut cependant fiévreux, angoissé ; on se calma quand on sut ce qu'il en était en voyant tout à coup l'ex-roi de Westphalie accompagné de sa fille, la princesse Demidoff, dans la tribune réservée ordinairement aux anciens députés (1). — A trois heures, au moment où l'Assemblée Nationale discutait mollement un projet de loi sur les impressions sténographiques, les membres de la commission, chargés du dépouillement du scrutin, pénétrèrent dans la salle, et c'est sans être interrompu, détachant les mots sur un silence complet, que le rapporteur, Waldeck-Rousseau, commença la lecture d'un long rapport.

Tandis que celui-ci s'achevait, on avertit Louis-Napoléon qu'il eût à se préparer. Les huissiers, surpris du nombre de partisans qui prétendaient le suivre partout, déclarèrent que la consigne leur défendait d'admettre dans la salle des séances, sous quelque prétexte que ce fût, des personnes étrangères au Parlement. La petite cohorte tint bon (2). — La difficulté menaçait de ne pas se résoudre quand le marquis de la Rochejacquelin s'interposa. Il était venu, intrigué par le bruit, et en avait voulu connaître la cause ; sur la réponse que l'on croyait à un complot (3), il déclara tout prendre sur lui : « Le complot, je suppose qu'il n'existe pas, mais nous ferons

1. Les Journaux. — *Les Débats* du 20 décembre 1848.
2. Lacroix, t. III.
3. « Tous les jours arrivaient à l'hôtel du Rhin des lettres menaçantes ou des avertissements anonymes pour prévenir le prince qu'on devait attenter à sa vie, que des assassins, soudoyés par la police, étaient embusqués sur son chemin, et enfin que le gouvernement devait le faire enlever secrètement. » M. de Saint-Hilaire, déjà cité, t. VI. — A. Barbier, *Histoire de Louis-Napoléon Bonaparte*, p. 28.



comme s'il existait (1). » Il est certain qu'il n'existait pas, — ou plus.

Waldeck-Rousseau dit : « L'Assemblée a demandé au peuple de désigner le citoyen qui sera la clef de voûte de l'édifice républicain. La nation s'est assemblée ; elle a jeté dans l'urne électorale le témoignage de sa conscience ; vous devez investir l'homme qu'elle a désigné des droits qui entourent la dignité populaire de Président de la République... » Il n'était pas encore quatre heures. Louis-Napoléon entra, vêtu de noir, en habit, la rosette de représentant à la boutonnière et la plaque de grand croix de la Légion d'honneur sur la poitrine. Il alla s'asseoir — tout était changé — sur les bancs de la droite, à la place qu'occupait ordinairement Odilon Barrot. L'assistance entière le regardait (2). — Le président réclama le silence et Waldeck-Rousseau continua de lire : « Gardons-nous de substituer à l'expression de la volonté de tous les désirs de quelques-uns et les regrets de quelques autres. Il faut que les regrets cessent, que les divisions s'oublient et que le zèle de tous les bons citoyens soutienne et appuie celui que la nation s'est choisi. La totalité des suffrages exprimés par la nomination du Président de la République est de 7.327.245 voix.

Louis Bonaparte a obtenu. . . .	5.434.226 voix
Le général Cavaignac.	1.444.107 —
Ledru-Rollin	370.119 —
Raspail	36.920 —
Lamartine.	17.219 —
Le général Changarnier.	4.690 —

Par le nombre des suffrages obtenus, le citoyen

1. Lacroix, t. III.
2. Victor Hugo le fait entrer après le discours de Marrast, mais il semble le seul. — Voir : Maupas, Ollivier, Stern, Castille, Robin, Fleury, etc.



Louis-Napoléon Bonaparte est donc l'élu du peuple français. Le Pouvoir Exécutif doit lui être remis par vous sans secousses, avec calme et dignité, comme il convient à une grande nation. — Citoyens représentants, il y a neuf mois bientôt, la république, proclamée sur le seuil de cette enceinte, sortait des orages populaires du 24 février ; aujourd'hui, vous imposez à votre œuvre le sceau de la consécration publique (1). »

Une certaine agitation répondit à la lecture du rapport et Cavaignac gagna la tribune : « Citoyens représentants, j'ai l'honneur d'informer l'Assemblée que MM. les ministres viennent de remettre à l'instant entre mes mains leur démission collective. Je viens à mon tour remettre entre les mains de l'Assemblée les pouvoirs qu'elle avait bien voulu me confier. L'Assemblée comprendra, mieux, peut-être, que je ne pourrais les exprimer, les sentiments de reconnaissance que me laissera le souvenir de toutes ses bontés pour moi. » Tout le Parlement, sauf la Montagne, applaudit. Armand Marrast mit aux voix les conclusions du rapport qui furent adoptées par assis et levé. Seule, derechef, la Montagne resta muette, sans prendre aucune part au vote. Alors, contre le nouveau silence, en face de l'Assemblée presqu'au complet, Marrast dit, d'une voix un peu saccadée : « Au nom du peuple français ;

« Attendu que le citoyen Charles-Louis-Napoléon Bonaparte, né à Paris, remplit les conditions d'éligibilité prescrites par l'article 44 de la Constitution ;

« Attendu que dans le scrutin ouvert sur toute l'étendue du territoire de la République pour l'élection

1. *Le Moniteur.*

du président, il a réuni la majorité absolue des suffrages ;

« En vertu des articles 47 et 48 de la Constitution, l'Assemblée nationale le proclame Président de la République depuis le présent jour jusqu'au deuxième dimanche de mai 1852. »

Un mouvement anima les tribunes pleines de peuple et le président ajouta : « Aux termes du décret, j'invite le citoyen Président de la République à vouloir bien se transporter à la tribune pour y prêter serment. » — Louis-Napoléon quitta sa place et approcha lentement. Il était, comme de coutume, un peu pâle. Les lampes à huile, munies d'abat-jour, grossissaient ses traits en les faisant saillir (1). Ni timide, ni inquiète, son attitude exprimait la réserve plus que l'émotion. Une rumeur monta de l'Assemblée attentive. Il demeura debout, immobile, la main droite dans son habit boutonné. Enfin, Marrast frappa quelques coups de son couteau de bois sur la table et dit : « Je vais lire la formule du serment (2). »

Ce moment eut, dit le poète, quelque chose de religieux (3). Peut-être... Chez Victor Hugo, la certitude de ce sentiment religieux s'insinua surtout dans la suite, lorsque le ministère fut composé sans lui. Le serment constitutionnel était obligatoire. Il représentait une formule, un cérémonial, comme ce qui venait de se passer jusqu'alors, comme les hommes qui l'avaient édicté, comme la république, comme tout, et ce tout dépendait des circonstances. Le prince le prêta d'ailleurs avec sincérité ; sur ce point encore, il s'en remettait à la logique des choses autant qu'à son destin. Ce serment solennel, aboli par la révolu-

1. Victor Hugo, *Napoléon le Petit*. Genève et New-York. Amsterdam, 1853.
2, 3. *Napoléon le Petit*.



tion et dont tous les députés étaient dispensés, bien entendu, instituait une taquinerie blessante à l'usage du président. « Il ne faut pas ici se payer de mots ou de tirades. Le contrat n'était pas synallagmatique. Chacun se réservait implicitement le droit de violer la Constitution et nous verrons que l'Assemblée ne s'en fit point faute, mais chacun voulait en même temps que le président de la république y fût enfermé comme dans une camisole de force. Le moindre défaut de cette vaine cérémonie était de manquer de sens commun, les constitutions devant être fatalement et nécessairement violées. L'esprit humain ne s'arrête pas et la plus parfaite des constitutions ne marque jamais qu'une seule et même heure au cadran de la pensée (3). » Que Louis-Napoléon ait voulu créer un nouvel empire, sa vie enseigne qu'il y tendait, mais sa bonne foi ou, si on la récuse, sa compréhension, prouvent également que, loin d'agir de parti pris, il régla ses actes sur les événements, attentif à saisir le secret de ceux-ci, leurs significations comme leurs tendances, afin de mieux faire éclore le lendemain. De cette tactique découle ce qu'il figure dans l'histoire, la place qu'il y tient par suite des faits et de sa méthode. Confondant sa cause avec celle de l'ensemble et du temps qu'il aide à se conduire, grâce à l'autorité de sa position, il ne peut pas plus être son seul ouvrier que celui d'une seule caste; nécessairement, à moins de se perdre, il doit être

1. Castille, t. III, p. 308. — Jules Simon écrira plus tard : « Ceux qui votèrent contre le prince Louis-Napoléon Bonaparte, le 10 décembre 1848, s'attendaient à un coup d'État s'il était élu ; et je dis à sa décharge que la plupart de ceux qui votèrent pour lui s'y attendaient également... Le jour où son élection fut proclamée, tout le monde, dans l'Assemblée, députés et spectateurs, les uns avec allégresse, le plus grand nombre avec désespoir, évoqua le souvenir du 18 brumaire. » C'est bien net. — Jules Simon, *Origine et chute du Second Empire*. Paris, Lévy, 1874.

LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE

PROCLAMÉ PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

(Feuille de chansons de propagande, Imp. Simon, à Cambrai.)

l'expression de toutes les classes, le moyen qui permet à toutes les aspirations de pousser, le guide le long de la route ; s'il s'arrête, s'il veut barrer le passage, il est débordé (1). Répétons-le, son serment fut véridique, malgré la contradiction apparente, car il entendait laisser venir. Un serment ne dépend pas que de lui-même, mais aussi de ceux qui vous l'ont fait consentir, de l'avenir enfin qui le domine et qui ne peut être enchaîné par lui si l'indispensable, la raison et la vie le condamnent. A quelque époque de l'histoire que l'on soit, et surtout à la nôtre, il est rare de pouvoir tout ordonner à l'avance pour longtemps ; l'art politique consiste donc, dans une très grande part, à s'emparer du moment propice ; la préparation est indispensable, mais encore faut-il ensuite posséder ou acquérir le moyen de commander la manœuvre ainsi que le terrain où l'exécuter. Louis-Napoléon pensa certainement à garder le pouvoir, car il avait foi en lui-même et en la nécessité de sa mission, mais il aurait désiré s'y maintenir naturellement ; il ne songeait pas alors au coup d'État ; ne le croyant même pas nécessaire, c'est avec franchise qu'il en

1. De son côté le parti démocratique, qui n'avait pu se réaliser par ses chefs, avait besoin d'un homme. Une fois la victoire du prince certaine, la *Démocratie pacifique* ne commettait pas la faute de le nier et cherchait à tirer parti de la situation. « A condition que le parti démocratique ait du bon sens et quelque sagesse de conduite, l'élection de M. Bonaparte lui fait une position très forte, en lui apportant le moyen d'organiser la victoire de février... Depuis soixante ans, depuis que la France est entrée dans cette époque critique et révolutionnaire (dont elle ne sortira pas avant d'avoir produit la société nouvelle, entendez-le bien !) l'indirect a le pas sur le direct, le pôle négatif est beaucoup plus énergique que le pôle positif, la vie ne se développe et ne s'organise pas dans le Pouvoir, mais en dehors du Pouvoir, dans l'opposition. C'est le fait moderne et l'un des plus remarquables de la transition historique où nous sommes engagés... » Tout l'article de Victor Considérant est un chef-d'œuvre. N° du 13 décembre 1848.

avait répudié l'offre mitigée, — car il ne s'agissait pas, dans la manière où on le lui présentait, d'un réel coup d'État. Pour qu'il s'y résignât, ou s'y résolût, il fallait que la nécessité lui en fût déterminée par la situation ou, du moins, qu'il supposât cette nécessité indispensable. Il aurait pu être consacré empereur sur-le-champ, pour peu qu'il l'eût souhaité ; la majorité du pays l'y poussait. Les ouvriers exigeaient si clairement un empereur que soixante-dix mille d'entre eux avaient formé le projet de lui faire une ovation aux cris de « Vive Napoléon ! Vive l'Empereur ! » dans l'espoir d'empêcher ainsi son serment à la république. Et Castellane, à la date du 13 décembre, avait noté : « Nous allons voir ce qui va advenir, il est probable que Louis-Napoléon, après avoir pris possession de la présidence, ne tardera pas à être proclamé empereur, même malgré lui (1). » Il ne le voulut point, toujours par bonne foi, par le sentiment qu'il possédait de sa force et qui lui suffisait. Changarnier avouait bientôt : « Il me serait aussi facile de faire aujourd'hui un empereur que d'acheter un paquet de pralines (2). » Le général le proposa même au prince et fut désolé qu'il n'acceptât pas (3).

1. *Journal de Castellane*, t. IV.

2. Ou : « Il me serait aussi facile de faire un Empereur qu'un cornet de dragées. » *La Révolution démocratique et sociale* du 25 décembre 1848. — Cassagnac, *Histoire de la chute*, etc., t. II. — Le fait est nié dans le livre du comte d'Antioche.

3. Cassagnac, *Souvenirs du Second Empire*, t. II, p. 118. Le prince raconte : « Oui, le général Changarnier m'a offert de me conduire aux Tuileries et de m'aider à me faire moi-même empereur... Je refusai... Le général fut désolé... Il disait le lendemain aux officiers et aux généraux dans son salon que j'avais manqué une belle occasion et que, peut-être, je n'en retrouverais pas une pareille. » La proposition aurait été faite, d'après le témoignage suivant, un peu après le 29 janvier 1849 : « ...Je n'hésite pas à rapporter les paroles que j'ai entendu prononcer aux Tuileries quelques jours après le 29 janvier 1849 par le général Changarnier : « Le prince a « manqué une belle occasion pour aller aux Tuileries. » Telle est

— La France entière, — nous voici forcé de le constater une fois encore, — réclamait un maître. Elle n'osait le dire tout haut, mais le murmurait quand même, et elle avait nommé un Napoléon pour avouer son instinct ; elle lui aurait même fourni le plus haut pouvoir afin qu'il possédât mieux la possibilité d'établir l'autorité. Ce point est une vérité acquise, contre laquelle rien ne pourrait guère prétendre à prévaloir, à moins de mauvaise foi. — Louis-Napoléon, quant à lui, fut aussi naturel en prêtant serment qu'en dissolvant l'Assemblée (1).

Marrast lut donc : « En présence de Dieu et devant le peuple français représenté par l'Assemblée Nationale, je jure de rester fidèle à la République démocratique, une et indivisible, et de remplir tous les devoirs que m'impose la Constitution .» Louis-Napoléon, la main étendue, dit d'une voix ferme et haute (2) : « Je le jure. » Avec vivacité, sur un ton significatif, Marrast s'écria aussitôt : « Je prends Dieu et les hommes à témoin du serment qui vient d'être prêté. L'Assemblée Nationale en donne acte, ordonne qu'il

l'exacte vérité. Signé : Vicomte J. Clary, ce 12 juillet 1857. » Cité par Cassagnac.

1. *La Démocratie Pacifique* disait à l'élu dans son numéro du 17 décembre, après avoir détaillé les difficultés qu'il aurait à vaincre :« Si, dans la pureté de vos bonnes intentions, vous voulez... travailler à concilier les deux classes, à calmer leurs ressentiments, comment pourrez-vous y parvenir sans recourir à ce socialisme pacifique et conciliateur que vos amis dédaignent comme un rêve ?... Tous les éléments de succès de votre candidature se changeront ainsi en pièges contre la durée de votre présidence. Et, cependant nous ne vous parlons pas de ces mêmes conflits avec une assemblée dont la majorité nous est hostile, qui se défie de vous et qui a déjà réduit à bien peu de chose les prérogatives qu'elle nous défère. Nous ne vous parlons pas des dangereux efforts que vous allez faire pour capter et dissoudre cette Assemblée, ni de l'opposition terrible, immense, formidable qui va retourner contre vous cette arme perfide des coalitions avec laquelle vous venez de triompher... »

2. Hugo, *Napoléon le Petit*, p. 7.

sera transmis au procès-verbal, inséré au *Moniteur*, publié et affiché dans la forme des actes législatifs. » C'était vouloir une sorte d'antagonisme que les tribunes et certains députés sentirent. Il y eut quelques murmures. « C'est un honnête homme, dit Boulay de la Meurthe, il tiendra son serment (1). » Il montra qu'il désirait pouvoir le tenir en fournissant à cette Assemblée hostile un gage de confiance, un appel à l'entente et à la paix (2). Demandant la parole, il tira un papier de sa poche, le déplia et lut, d'un timbre assuré : « Citoyens représentants, les suffrages de la nation et le serment que je viens de prêter commandent ma conduite future. Mon devoir est tracé ; je le remplirai en homme d'honneur. Je verrai des ennemis de la patrie dans tous ceux qui tenteraient de changer par des voies illégales ce que la France a établi. — Entre vous et moi, citoyens représentants, il ne saurait y avoir de véritables dissentiments. Nos volontés, nos désirs sont les mêmes. Je veux, comme vous, rasseoir la société sur ses bases, affermir les institutions démocratiques et rechercher tous les moyens propres à soulager les maux de ce peuple généreux et intelligent qui vient de me donner un témoignage si éclatant de sa confiance. La majorité que j'ai obtenue, non seulement me pénètre de reconnaissance, mais elle donnera au gouvernement nouveau la force morale sans laquelle il n'y a pas d'autorité. Avec la paix et l'ordre, notre pays peut se

1. *Idem.*

2. « Il semblait que tout fût fini ; on s'attendait à ce que le citoyen Charles-Louis-Napoléon Bonaparte... descendît de la tribune. Il n'en descendit pas ; il sentit le noble besoin de se lier plus encore, s'il était possible, et d'ajouter quelque chose au serment que la Constitution lui demandait, afin de faire voir à quel point ce serment était chez lui libre et spontané... » Hugo, *Napoléon le Petit.*

relever, guérir ses plaies, ramener les hommes égarés et calmer les passions. — Animé de cet esprit de conciliation, j'ai appelé près de moi des hommes honnêtes, capables et dévoués au pays, assuré que, malgré les diversités d'origine politique, ils sont d'accord pour concourir avec vous à l'application de la Constitution, au perfectionnement des lois, à la gloire de la république. La nouvelle administration, en entrant aux affaires, doit remercier celle qui la précède des efforts qu'elle a faits pour transmettre le pouvoir intact, pour maintenir la tranquillité publique. La conduite de l'honorable général Cavaignac a été digne de la loyauté de son caractère et de ce sentiment du devoir qui est la première qualité du chef d'un État. Nous avons, citoyens représentants, une grande mission à remplir, c'est de fonder une république dans l'intérêt de tous, et un gouvernement juste, ferme, qui soit animé d'un sincère amour du progrès sans être réactionnaire ou utopiste. Soyons les hommes du pays, non les hommes d'un parti et, Dieu aidant, nous ferons du moins le bien si nous ne pouvons faire de grandes choses (1). » Louis-Napoléon fut applaudi, mais modérément ; la Constituante se leva, d'un bond, pour crier bien fort, encore une fois : « Vive la république ! (2) »

En descendant de la tribune, le prince alla droit à Cavaignac et lui tendit la main. — Sur ce sujet, tous les dires se partagent. Quentin-Beauchart est à la fois conciliant et optimiste : « On sait tous les racontars qui se débitèrent... D'aucuns n'ont-ils pas prétendu que, non seulement le général n'avait pas avancé sa main, mais qu'il l'avait retirée ? Personne

1. *Le Moniteur*, les journaux.
2. *Idem*. Castille, etc.

n'est plus en mesure que moi de rétablir la vérité Je siégeais du même côté que le général et trois ou quatre collègues seulement me séparaient de lui. J'ai donc parfaitement vu ce qui s'était passé. Ce qui est vrai, c'est que le général n'a fait aucun mouvement pour rencontrer la main du prince, mais ce qui n'est pas vrai, c'est qu'il ait évité la main du prince en retirant la sienne : ce qui est la vérité, c'est qu'il a laissé prendre cette main et l'a serrée sans manifester ni sympathie, ni répulsion (1). » Telle devrait être la vérité. Emile Ollivier dit : « Louis-Napoléon monta vers le banc où était assis le général Cavaignac et lui tendit la main. C'était la seconde avance publique aux républicains. Le général, surpris, laissa prendre sa main plus qu'il ne la donna (2). » Fleury, — mais doit-on le croire sur ce point ? — parle différemment : « Quand le nouveau président rejoignit son banc, il fit un détour pour aller tendre la main au général Cavaignac. Cette noble démarche ne fut pas comprise. Le chef tombé du gouvernement provisoire n'eut pas l'esprit, à l'étonnement de tous, de serrer cette main (3). » D'après Castellane, Cavaignac, après avoir hésité, « sans se lever et tournant à peine la tête, lui tendit deux doigts » (4), dédain produisant « le plus mauvais effet dans l'Assemblée, toute dévouée cependant à l'ancien Pouvoir Exécutif » (5). Ce témoignage est important (6). On est en droit de se demander si la vérité ne se trouverait pas entre ce récit et celui

1. Quentin-Beauchart, déjà cité, t. I.
2. *L'Empire libéral*, t. II.
3. T. I, p. 78.
4, 5. T. IV, p. 124.
6. Les journaux, quant à eux, n'ergotent pas sur la poignée de main. *Les Débats* enregistrent : « Toute l'Assemblée a remarqué avec plaisir que le nouveau président, après son discours, était allé serrer cordialement la main au général Cavaignac. » N° du 20 décembre.

de lord Normanby : « Quand Louis-Napoléon est descendu de la tribune, il est monté au banc supérieur où le général s'était retiré, et là, de la façon la plus cordiale, lui a tendu la main ; le général l'a prise sans se lever et a tourné la tête vers son voisin. C'était un de ces moments où la mauvaise humeur d'un homme est son plus redoutable ennemi, et tout le monde a remarqué à regret celle du général. Certes, la conduite du prince a toujours été aussi digne qu'on puisse l'imaginer et il possède une impassibilité froide, inébranlable, très rare chez un Français. Il y avait beaucoup de douceur et de bonté, et nulle ostentation, dans la manière dont il s'est approché de Cavaignac, et il en est résulté un contraste favorable pour lui avec la rudesse de ce dernier (1). » Odilon Barrot raconte : « Le nouveau président descend de la tribune et, en passant devant le général Cavaignac pour regagner son banc, il lui tend la main que celui-ci refuse en affectant de se détourner d'un autre côté (2) .» Maupas écrit également que le général refusa la main à son successeur (3). Victor Hugo serait-il ici le plus véridique ? « Louis-Napoléon Bonaparte descendit de la tribune, alla droit au général Cavaignac et lui tendit la main. Le général hésita quelques instants à accepter ce serrement de main. Tous ceux qui venaient d'entendre les paroles de Louis Bonaparte, prononcées avec un accent si profond de loyauté, blâmèrent le général (4) .» En tous cas, le vaincu fit déposer sa carte à l'Elysée, le jour même (5). Le prince, afin de répondre à cette carte, envoya le soir un de

1. *Une année de révolution*, etc., t. II.
2. *Mémoires d'Odilon Barrot*, t. III, p. 29.
3. T. I, p. 45.
4. *Napoléon le Petit*, p. 9.
5. *La Patrie* du 20 décembre 1848.

ses amis, Heckeren, au général pour lui offrir le grand cordon de la Légion d'honneur. Cavaignac refusa (1). — Thiers aurait conseillé le prince quant à la poignée de main. Tourné vers Odilon Barrot au moment où la scène se passait, il lui aurait dit: « Cher ami, notre jeune homme ne pouvait pas trouver de meilleure sortie... C'est moi qui l'ai réglée (2). »

Le parlement, qui devait accompagner Cavaignac d'une ovation à son départ, était demeuré froid pendant la tentative conciliatrice (3). Après cette cordialité à l'égard de son adversaire, le prince était monté à l'estrade du bureau et, sans doute désireux d'insister sur sa bonne volonté, avait causé quelques instants avec Marrast (4). — Louis-Napoléon n'attendit pas la fin de la séance pour se retirer. Le canon des Invalides avait tonné au moment du serment ; un roulement de tambour annonça le départ. La garde nationale formait deux haies, de la salle des séances jusqu'à la salle de la paix. Le cortège passa. Les huissiers et les chefs des huissiers venaient d'abord, puis le messager d'État, puis les questeurs, deux secrétaires, deux vice-présidents, puis le prince ; quelques députés le conduisirent jusqu'à la voiture qui l'attendait à la grille. Il y monta en compagnie du général Lebreton et du questeur Lacrosse. Il gagna les Champs-Élysées. Des équipages le précédaient, réservés aux membres du bureau de l'Assemblée qui se rendaient avec lui jusqu'à l'Élysée. Derrière un piquet de dragons brillait sa voiture, escortée par le général Changarnier à cheval, l'air radieux (5), « entouré de

1. Ollivier, t. II, p. 120.
2. A. Lireux, *L'Assemblée nationale comique*, p. 363.
3. Odilon Barrot, *Mémoires*, t. III, p. 29.
4. *Journal des Débats* du 20 décembre 1848.
5. « Le général Changarnier, en uniforme de grande tenue, se montrait radieux. » Ch. Robin, t. *II*, p. 397.

ses officiers d'état-major et officiers d'ordonnance auxquels se mêlaient les deux officiers du président, Ney et Fleury. Un piquet de lanciers galopait en queue du cortège. Sur tout le parcours, la garde nationale et la troupe de ligne présentèrent les armes. On cria : « Vive la république ! » — Avant de quitter le Palais Bourbon, le prince avait appris à la Chambre qu'il avait chargé Odilon Barrot de composer son cabinet. La révolution semblait remonter à sa source (1).

Il pénétra dans l'Élysée vers cinq heures. Trente-trois ans auparavant, l'Empereur avait abdiqué en faveur du duc de Reichstadt. — Louis-Napoléon fut reçu par les membres de sa famille, des amis, et par Odilon Barrot, Drouyn de Lhuys, Léon de Malleville; plusieurs représentants des puissances étrangères s'inclinaient également là. Après avoir écouté les paroles de félicitations du questeur Lacrosse, il suivit Fleury, qui avait hâte de lui ouvrir des appartements tout meublés, organisés et pourvus de personnel. « Les valets de pied à la livrée impériale étaient rangés dans l'antichambre. Le suisse frappait le sol de sa hallebarde et les huissiers étaient à leur poste aux portes intérieures (2) ». — Le prince commanda un dîner de douze personnes « chez un restaurateur du coin de la place de la Madeleine (3) ». A ce premier repas présidentiel assistèrent les intimes, entre autres Vieillard, Persigny, Laity, Mocquard, Bataille, Vaudrey, Ney, Fleury et un nouveau fidèle, le com-

1. Les journaux. — Lespès, Lacroix, Saint-Hilaire, Leynadier, Gallix et Guy, Fleury, Castille, Robin, Delord, etc. — « Louis-Philippe exprime une opinion favorable à la candidature de Louis-Napoléon. » Lord John Russell à la reine Victoria, 26 novembre 1848. — *La reine Victoria d'après sa correspondance inédite*, trad. J. Bardoux. Lib. Hachette, 1907, t. II.

2, 3. Fleury, *Mémoires*, t. I, p. 79.

mandant de Béville. Le service, sans recherche, fut parfait. La salle à manger était une grande galerie décorée de glaces et de peintures de Carle Vernet (1). Après dîner, il y eut réception ; le monde fut nombreux.

Le même soir, à l'Hôtel de Ville, l'élection était sévèrement jugée. « Eh bien, se demandait-on, en réfléchissant au prince, va-t-il nous donner l'Empire ? » Marrast aurait alors dit : « Ne riez pas Messieurs ; j'ai causé aujourd'hui une heure avec lui. Nous sommes f... ! Il connaît toute la puissance de son nom. Il sait ce qu'il peut, et tout ce qu'il peut, il le voudra (2). » — En attendant, il allait, comme Auguste, « régner sous le nom de prince » (3).

Déjà, l'accord est complet entre lui et la nation. Déjà, entre la nation et le président, l'Assemblée, soutenue par les partis, prépare ses armes et, bien que solitaire dans le pays, va s'insurger sans cesse, à la fois contre le genre du pouvoir créé par le pays même, contre la nation qui la rejette de plus en plus, contre le président qui fera beaucoup, cependant, pour l'empêcher de se perdre et l'attirer à lui. Le seul véritable obstacle à l'entente de toute la France est l'Assemblée (4). « L'hostilité du parti subversif ne fut pas apaisée par le vote populaire. Dans le nouvel élu, il détesta moins un nom qu'un gouvernement. Les

1. Fleury, *Mémoires*, t. I, p. 79.

2. Cassagnac, *Souvenirs du Second Empire*, t. II, p. 32.

3. Tacite. — Si l'on en croit quelqu'un qui vint peu de temps après à l'Elysée, la simplicité de l'ameublement était grande : « Le palais de l'Elysée n'était point ce qu'il est aujourd'hui ; ce joli édifice ne présentait pas sur la rue du faubourg Saint-Honoré une façade monumentale comme de nos jours ; les travaux de quelques tapissiers, envoyés à la hâte, n'avaient pu que le rendre convenablement habitable, et ses dispositions intérieures n'avaient point été modifiées depuis la Restauration... » Beaumont-Vassy, *Mémoires secrets du XIXe siècle*, Paris, Sartorius, 1874.

4. Castille, Stern, etc.

républicains modérés ne furent pas plus équitables... Avant tout acte du prince, ils se déclarèrent ses ennemis. Depuis son entrée dans la vie active, avant comme après Strasbourg et Boulogne, devant ses complices comme devant ses juges, dans ses professions électorales et dans ses discours à la tribune, Louis-Napoléon répudiait le rôle de prétendant. En aucune circonstance il ne se réclama des droits héréditaires préexistants : il ne voulait rien devoir qu'à la souveraineté populaire... Pourquoi ne l'avoir pas aidé à remplir ses engagements en les acceptant comme sincères ? Pourquoi ne l'avoir pas encouragé à placer ses idées personnelles au-dessus de sa tradition ? Pourquoi avoir répondu à sa bonne volonté par une hostilité violente ou des soupçons ? La confiance embarrasse plus que la méfiance. Il est imprudent de prêter à quelqu'un des arrière-pensées qu'il n'ose confesser ou qu'il désavoue : on ne les conjure pas, on les provoque, on les facilite et, parfois, on les impose (1): » Ainsi, dès la première heure, la question du coup d'État se trouvait malheusement posée et Louis-Napoléon était en quelque sorte engagé à y songer par le fait qu'on le préparait déjà contre lui. Le Coup d'État était impliqué dans la Constitution même (2).

Le 20 décembre 1848 est la première étape condui-

1. Ollivier, t. II, p. 121. — Tout ce qu'on peut dire contre la justesse de ces lignes est qu'elles furent écrites par un ministre de l'Empereur et après coup ; ces deux observations posées, et reconnues, l'équité de la façon de voir qu'eut ici Emile Ollivier demeure cependant. Tout ce qu'on est à même de formuler contre, c'est que le prince ne pouvait pas être sincère à cause de l'entourage qui, presque de suite, l'accapara ; on a le droit aussi de ne pas croire à sa répugnance au rôle de prétendant, au moins à certaines périodes du début.

2. « ... Les événements d'où le second Empire devait fatalement sortir... » Ph. Chasles, *Mémoires*, t. II, p. 41.



sant au 2 décembre 1851. Ce qui se déroule entre ces deux dates en détaille la preuve navrante et progressive (1).

∴

Une angoisse domine cette sombre prise de pouvoir, aux allures faussement protocolaires, où s'affirme le désaccord absolu entre le peuple et ses députés. Nous connaissons ce mal ; il étreint douloureusement, à soixante ans de distance, ceux qui se sont mis en face de ce passé pendant lequel vivaient, jeunes, leurs grands-parents, car nous sommes les petits-fils timides, incertains et torturés d'une bataille en réalité sans victoire comme sans défaite. Cette révolution manquée, malgré tant de promesses, tout ce sang qui n'a pas servi, cette sourde guerre civile réduite à la seule élimination des forces dont se composait la France, couchée à terre entre ses médecins, spectateurs sans âme, savants insuffisants, mais chirurgiens impitoyables, cette réaction sans entrailles et sans tête qui circonvient l'exilé placé par le plébiscite dans la situation à la fois la plus puissante et la plus précaire, la plus nette et la plus équivoque, ces politiciens parmi lesquels on ne rencontre pas, avec la compréhension nécessaire, l'absolu dévoue-

1. Mérimée écrivait à Mme de Montijo à la date du 25 décembre : « ... On se perd en conjectures sur le nouveau président. Il étonne tous ceux qui l'approchent par cet air de self-conscience particulier aux légitimes. Il est le seul que son élection n'ait pas surpris. D'ailleurs, on le dit entêté et résolu. A l'enthousiasme des premiers jours de nomination, a succédé une curiosité silencieuse. On se demande comment il s'en tirera, mais nul ne se hasarde à faire des prédictions. La Chambre flotte entre sa mauvaise humeur et sa platitude. Elle voudrait rester et se cramponne à ses banquettes, malgré le mépris général qu'elle a soulevé. Je ne crois pas qu'il faille en venir à un coup d'État pour en délivrer le pays. » A. Filon, *Mérimée et ses amis*, p. 203.

ment à la chose publique, le vigoureux oubli de soi-même si fécond, cette Assemblée veuve d'un autre Mirabeau, tout cela se mêle lamentablement pour égarer les consciences, pour étouffer l'avenir immense que la patrie pensait s'être ouvert par Louis-Napoléon. Lui-même, présentait-il toutes les nécessités requises dans la tâche formidable qui lui était dévolue? Etait-il le maître, l'apôtre, presque le dieu souhaité? Quand on envisage tous ceux qui l'entourent, il apparaît bien le meilleur, mais à défaut d'un meilleur encore, qui n'était pas là. L'ancien joueur audacieux et théoricien qu'il avait été jusqu'alors composera bientôt avec ses adversaires; il lui faudra s'adapter à des idées qui ne seront pas les siennes, les admettre, les servir même. S'il reste pareil, en son for intérieur et dans ses actes, chaque fois qu'il le peut, souvent il capitule; et, tout en se perfectionnant au point de vue pratique jusqu'à devenir un maître, le carbonaro de 1830 est surtout un ouvrier politique. Un autre homme aurait-il su agir davantage? Cela n'est pas probable et d'autant moins que, seul, le nom napoléonien pouvait réunir tant de diversités. Ayons le courage d'un triste aveu, nécessaire néanmoins, puisque tout 1848 nous en a ordonné la constatation, la France semblait au bout d'elle-même (1). Sans doute l'était-elle surtout parmi les classes dirigeantes, les autres ne se montrant pas encore assez prêtes pour intervenir efficacement. Février, en avortant, se condamnait, et nous n'en sommes pas consolés. Une révolution inutile étouffe les nouvelles sources de vie qu'elle avait

1. Les *Débats* du 6 décembre posaient cette question dans leur article de tête : « La société française est-elle encore capable d'enfanter un gouvernement ? Telle est la grave question qu'ont posée les institutions républicaines que nous nous sommes données et qui va s'agiter dans l'élection de la présidence. »

commencé par mettre au jour, et on avait été, quelques heures, au bord d'un monde, sinon nouveau, du moins différent (1). La France en est restée diminuée dans son âme essentielle ; nous le savons, nous qui avons payé par toute une jeunesse sans appui, sans maîtres, sans but, sinon de nous en rechercher un, cette faute impardonnable. La nation ne s'est toujours pas mise d'accord. Le serment imposé à Louis Bonaparte par des vaincus momentanés afin de nuire dès la première minute à l'enfantement laborieux, mais indispensable, que réclamaient tous les citoyens, ce serment absurde et faux a été une arme avec laquelle on n'a cessé de solidariser des appétits. Une lutte politique féroce s'implante à demeure, désormais, et la passion individuelle y domine les passions généreuses sans qu'aucune des individualités sache acquérir, par sa

1. « Les incidents ne sont rien, écrit Lamennais au baron de Vitrolles, le fameux Vitrolles de la Restauration que cette phrase devait surprendre, ou du moins, faire sourire, c'est la fin d'un monde et le commencement d'un autre monde inconnu jusqu'ici... Mais à quoi bon dire aux hommes ce qui sera? Ils aiment mieux s'arranger de ce qui est et dans ce qui est, comme le sauvage dans son toit de branchages et dans sa hutte de quelques jours. » Prévoyant dès septembre la lutte fatale qui devait continuer dans le monde politique, cet homme si attachant ajoutait : « Aveuglés par des passions, des désirs insensés, légitimistes et bonapartistes comptent tous les républicains, aveuglés aussi souvent, mais dépositaires des germes de l'avenir, et invincibles par le sentiment qu'ils ont de sa puissance, qui domine toutes les autres. Il y aura entre ces aveugles un grand combat, un combat à mort, cette mêlée effroyable dont je vous parlais et que j'aurais voulu prévenir. Nul n'y peut rien désormais et, dans la période de destruction qui s'ouvre, il faudra que chacun accomplisse son destin. Ce sera, dans la vie de la société, quelque chose de semblable à ces époques géologiques, où, sur la surface bouleversée de la terre, de vastes continents s'affaissent et d'autres surgissent, travail gigantesque de la nature, dont le terme est un monde nouveau. » *Correspondance inédite entre Lamennais et le baron de Vitrolles*, pub. par E. Fouques, Charpentier, 1886.— Et le 10 octobre, revenant à son idée : « Toujours est-il clair que le monde se transforme et que nous assistons au plus grand travail, à la révolution la plus vaste et la plus profonde qui se soit jamais faite dans les sociétés humaines. »



valeur, par sa force, par sa probité, le droit à l'égoïsme. Bientôt, le pays imposera non seulement la sensation qu'il est au bout de lui-même, mais encore qu'il s'abandonne. Dangereuse paresse étant donnés ceux qui en profitent. Parvenir!... Ce mot affreux, résumé du sentiment le plus mesquin, a tout diminué chez les peuples aussi bien que dans les parlements et auprès des princes. On ne parvient pas, on continue, on augmenté, on sert, même aux premières places, surtout sur le trône. Sans cette continuité possible, à quoi bon agir puisqu'avec soi-même tout disparaît? Malheur à celui qui n'a pas senti, une fois dans l'action, que l'âme de son pays absorbait la sienne et que ce pays est un grand être, un individu lui aussi, comme ceux qui le composent, et, enfin, que les nations sont les âmes diverses de l'humanité! — La révolution de 1848 était une révolution sociale, et on l'avait tuée dès le premier jour en la rendant politicienne.

Le doute autour de Louis-Napoléon aurait été légitime et était un devoir, mais le doute n'existe pas alors, sinon dans quelques âmes scrupuleuses et, pour la plupart, ignorées; c'est la haine qui l'environne, c'est l'intérêt le plus mal calculé qui veut l'arrêter dans son propre ministère. Il ne paraît pas partir du Palais-Bourbon, mais s'en évader. Tandis que la France provinciale et une grande masse de la population parisienne l'acclament par un total formidable, presque tout ce qui pense savoir gouverner est contre lui (1), funeste divorce, exécrable duel qui minent la France, qui perdent l'avenir européen —

1. « Il ne reste qu'une question, disait finement Tocqueville à Normanby, celle de savoir si ce sont les républicains ou si c'est la république elle-même que ce pays ne peut souffrir. » T. II, p. 441, *Une année de révolution*, etc., déjà cité.

en croyant le sauver — et qui mènent l'esprit le plus téméraire à douter que cet avenir puisse exister jamais. La France et l'Europe sont liées et le jour où la France, en quelque nom que ce soit, subira une sérieuse atteinte, la civilisation européenne dont nous sommes encore, malgré beaucoup d'apparences et quelques réalités, l'expression la plus parfaite, risque d'être perdue, à bref délai, et le sera, presque certainement. Cette opinion peut se consigner ici, à la première phase de la Révolution de 1848 qui fut européenne en même temps que française (1), et qui le prouvait en aboutissant dans le pays où elle avait le plus violemment fermenté par un continuateur de Napoléon. — Après avoir résumé la position du prince en face de la France à la suite de l'élection, nous l'examinerons donc, pour la résumer également, en face de l'Europe. Nous constaterons qu'en Europe, aussi bien qu'en France, comme représentant efficace et fort de l'avenir réalisable alors — car l'avenir seul était mieux et plus audacieusement proclamé, — il ne restait que lui.

1. Comte de Beust, *Mémoires*, 2 vol. Paris, 1888, t. I, p. 42.—Ibsen, alors simple commis pharmacien, croyait assister au début de la révolution universelle. G. Renard, *La république de 1848*, Rouff, 1907.

CHAPITRE VI

LA THÉORIE DES NATIONALITÉS ET LOUIS-NAPOLÉON

La révolution de 1848 est une révolution européenne qui aurait dû répondre à la théorie des nationalités. — La théorie des nationalités chantée par tous les poètes. — Quinet, Michelet et Mickiewicz. — Byron et Napoléon. — L'union de l'Europe évoquée au Collège de France. — Le 11 mai 1843. — Le 6 mars 1848. — L'œuvre néfaste de la Sainte-Alliance. — Metternich, Palmerston et Guizot. — L'européanisme selon la Grande-Bretagne. — La révolution en Autriche, en Allemagne, en Prusse. — Le jeu prussien. — La question polonaise. — L'Irlande. — La France devait-elle agir ? — La Russie, la Roumanie et la Turquie. — La réaction à Berlin. — Kossuth. — La France et l'Italie. — Napoléon et la régénération italienne. — L'unité de l'Italie. — Le mouvement péninsulaire servi par les littérateurs. — Alfieri, Manzoni, Massimo d'Azeglio, Pellico, Capponi. — Mazzini. — La jeune Italie et la jeune Europe. — Les frères Bandiera. — Gioberti. — Balbo. — La monarchie piémontaise et Charles-Albert. — Le roi reçoit d'Azeglio. — Le pontificat catholique et Pie IX. — Mazzini écrit à Rome comme il avait écrit à Turin. — Le monde entier tourné vers la Ville Éternelle. — L'Autriche et la péninsule. — La guerre décidée. — Révoltes à Milan et à Venise. — Indécision continuelle de Charles-Albert. — Changement du pape. — Le champ de bataille de Goïto. — Le roi, artisan de sa défaite. — La reddition de Milan. — Toujours l'intervention française. — Cavaignac et Bastide. — La guerre religieuse aggravée par la fuite du pape. — Mazzini au Capitole. — La république romaine, la république vénitienne et la république française. — Mazzini, Manin et Louis-Napoléon. — Quinet, ouvrier intellectuel de la guerre d'Italie. — Louis-Napoléon en face de l'Europe.

L'élection napoléonienne n'avait-elle pas une autre cause, bien que moins directe, plus générale et, quoique venue de la France encore, soutenue au dehors par les peuples prêts à revendiquer leurs droits patriotiques, la théorie des nationalités ? Ce

principe essentiellement français se survivait comme la révolution même, manquée partout, à l'intérieur et à l'extérieur, en un homme, après n'avoir pu s'effectuer ni dans la réalité, ni dans les faits. Tout se classait ainsi autour de la dictature plébiscitaire pour la faire triompher et la prouver inévitable. Dans l'esprit des classes populaires, Louis-Napoléon promettait la revanche, si longtemps attendue, de Waterloo et, au point où nous en sommes, comme précédemment, une partie de ses explications devant la Chambre des Pairs, huit ans auparavant, accuse un relief caractéristique, surtout si le souvenir les replace dans l'atmosphère d'indifférence et de mépris où il sut les faire entendre, en face de l'incompréhension contre laquelle il les maintint. Il nous faut les rappeler. Défendues aussi dans un passé moins proche par l'action, dès le début de sa vie politique, à un âge où le meilleur est excusable de se tromper, elles s'éclairent d'une consécration frappante, si nette même que le passé, vainement attentif à les contenir, et le présent, contraint d'en subir l'effort impétueux, semblaient les meilleurs garants de leur lendemain. « Je représente un principe, avait dit le condamné, la souveraineté du peuple, une cause, l'Empire, une défaite, Waterloo. Le principe, vous l'avez reconnu ; cette cause, vous l'avez servie ; cette défaite, vous voulez la venger. Nous sommes d'accord en tous points (1). » La France répondait oui. L'Europe des peuples avait aussi à prendre une revanche ; et, par delà ses chefs démocrates, presque aussi incertains que ses gouvernements monarchiques, devant l'inconnu

1. *Procès du prince Napoléon-Louis Bonaparte et de ses co-accusés devant la Cour des Pairs.* Paris, Bohaire, 10 boul. des Italiens, 1840.



ouvert par l'élection de décembre, la classe populaire avait ressenti une sorte de vague espoir au nom seul de Bonaparte.

Dès les premières heures d'effervescence, selon sa tradition, Paris avait pensé à l'étranger et, d'eux-mêmes, les peuples avaient tourné leurs regards vers Paris. L'ensemble avait été tel que la révolution, d'un seul coup européenne, menaçait de tout emporter et de tout réunir ; par les germes qu'elle faisait éclore, elle servait, comme nous l'avons dit, cette thèse des nationalités, née de la révolution française et qui, depuis 1815, depuis 1820, avait été non seulement la manne spirituelle des grands esprits, mais encore celle des humbles, l'enseignement donné à la jeunesse, le mot d'ordre des sociétés secrètes ; elle se préparait partout, sauf dans les chancelleries étrangères. Elle est l'autre face du messianisme, ou sa suite réaliste, un des prolongements qu'il comporte, un des plus importants, et elle élabore sa religion politique. Elle touche si clairement, elle aussi, au romantisme qu'un des premiers tombé pour elle sera un poète, le plus romantique de tous, Byron. Il en était arrivé de lui-même à la nécessité d'agir, parce que cela est dans la nature humaine et parce que l'action désintéressée, grâce au sacrifice qu'elle permet d'y introduire, tente toujours les cœurs de qualité, trop intelligents, ou pas assez, pour l'immobilité stérile ; certaine valeur de sentiment une fois reconnue impossible, et l'atrocité de la vie moderne n'étant que trop constatée, l'action, ainsi comprise, devient le dernier amour qui reste à servir, le seul encore capable de mériter l'hommage d'une âme loyale. Peu de temps avant de partir pour Missolonghi, de Ravenne, tandis qu'il ne savait comment s'évader de la Guiccioli, trop belle et trop médiocre, et qui s'obsti-



nait à ne pas mourir, le pèlerin littérairement désabusé envoyait son salut fraternel de carbonaro (1) à la Vente mère de la Charbonnerie française, dont faisait partie Godefroy Cavaignac, en promettant de joindre ses efforts aux siens pour délivrer l'Italie (2). Ses compatriotes, Shelley et Elizabeth Browning, célébraient l'avenir des peuples. Dans la péninsule, où nous l'étudierons plus loin, citons déjà Silvio Pellico qui formulait la théorie nationaliste (3). En Allemagne, Schiller (4) avait chanté la même cause sur le plectre tragique. Un agréable sémite de Dusseldorf, plein d'une intelligence quelquefois proche du génie, et qui ne pouvait oublier son enfance illuminée par la vue de Napoléon, avait dit, en ses poèmes, la douleur de perdre un élan national et de quelle façon plusieurs peuples la connaissaient ; mêlant l'Empereur et la cause européens, comptant sur un autre Bonaparte, Henri Heine, fils d'aubergiste, se lamentait de Waterloo où, seul, le vaincu domine encore, où tout n'existe que par son apothéose et pour celle-ci, où le vainqueur n'apparaît rien, sinon sous le reflet dont le brûle le fils merveilleux du destin, de la gloire et, peut-être, de Dieu (5). Gœthe se

1. 2. Philibert Audebrand, *Nos révolutionnaires, pages d'histoire contemporaine*, Paris, Frinzine, 1886, p. 9. — *The works of lord Byron*. Murray, 1901 ; — Letters from Ravenna in the old Carbonaro days.

3. Dans : *Mes prisons*.

4. Posa, dans *don Carlos*, Max Piccolomini, dans *Wallenstein* Rudenz et Staeffacher, dans *Guillaume Tell*.

5. Dans la *Mer du Nord*, dans la critique de la *Vie de Napoléon* par Walter-Scott, dans son *Voyage de Munich à Gênes* etc., Heine exalte l'Empereur : « Un de ces grands hommes de tous les temps... qui se saluent au-dessus des siècles, échangent entre eux des regards significatifs, et leurs yeux se rencontrent sur les tombeaux des générations qui se sont pressées dans les temps qui les séparent, et ils se comprennent et s'aiment. » Ce passage fait songer, un peu, à Wronski : « Comme, d'ailleurs, l'esprit de ce siècle n'est pas seulement révolutionnaire, mais qu'il a été formé par le concours

rattachait à cette lignée. Ayant invité à sa table Adam Mickiewicz, il avança que les différences naturelles des idées et des sentiments ou, plutôt, des manières de voir et de sentir, exploitées par l'intérêt et l'orgueil d'intelligences perverses, se changent à la longue, dans l'esprit des masses ignorantes, en barrières infranchissables qui scindent l'humanité de telle sorte que le devoir de tout individu honnête est d'adoucir et d'harmoniser les relations entre peuples ; d'après lui, si ces principes ne prévalaient pas encore, la faute provenait de ce que les sociétés ne possédaient pas, au point de vue international, cette fixité de principes et de règles morales qui, dans les sociétés privées, adoucissent les divergences des individus et les fondent en un tout harmonique (1). Nos poètes, Lamartine, Victor Hugo, Casimir Delavigne (2) et d'autres se montraient unanimes sur ce thème, en dépit de la diversité de leurs écoles.

Par plus d'un point, la théorie des nationalités était une sorte de contre-poids au cosmopolitisme mal compris, uniforme et niveleur qui, sans elle, au lieu de réformer le monde en l'améliorant, l'aurait décomposé peu à peu, moyen devenu, en effet, le contraire d'une

de deux esprits opposés, de celui de la Révolution et de celui de la contre-Révolution, Napoléon n'a jamais agi tout à fait ni en révolutionnaire, ni en contre-révolutionnaire, mais toujours dans le sens des deux esprits, des deux principes, des deux tendances qui se réunissaient en lui. » Heine, après avoir été Saint-Simonien, comme M. Pereire, bien qu'autrement, sent se réveiller ses sentiments napoléoniens, quand le prince est élu. Il écrit : « Tout comme Louis-Philippe, Louis Bonaparte est un miracle accompli au bénéfice de la France. » Et il célèbre cet avènement en tant que revanche de Waterloo. Plus tard, il prédisait la chute de l'Empire et disait que Louis-Napoléon aurait été le Saint-Jean des communistes. — H. Lichtenberger, *Henri Heine penseur*. Alcan, 1905.

1. Odyniec, *Lettres de voyage*, t. I.

2. Voir : *Les Messéniennes* et : *Derniers chants, poèmes et ballades sur l'Italie*, Didier, 1855.

délivrance en empêchant cette diversité dans l'unité qui, seule, ici encore, rend l'unité possible. Elle était, en outre, une réclamation, inévitable de la part des peuples dépecés par l'œuvre en somme peu diplomatique, malgré tant de diplomates, de la Sainte-Alliance. Joseph de Maistre même avait dû reconnaître la vérité, malgré lui, surtout malgré ses maîtres : « Jamais les nations n'ont été plus méprisées, foulées aux pieds, d'une manière plus irritante pour elles. C'est une semence éternelle de guerres et de haines, tant qu'il y aura une conscience parmi les hommes... Il n'y a plus d'équilibre ni de liberté politique en Europe... C'est une chose horrible que les politiques les plus sages se trouvent conduites à désirer de nouveaux troubles, et cependant on en est là (1). » — Trois hommes principalement, en France, dont un polonais, avaient soutenu la théorie des nationalités au nom de l'histoire, — et nous retrouvons nos initiateurs, — Quinet et Michelet, qui la proposaient comme traditionnelle et révolutionnaire, Mickiewicz, qui la rattachait à sa conception messianique. Les étudier, en insistant sur les esquisses précédentes, c'est résumer toute une période, fort glorieuse, de l'enseignement français : c'est, en même temps, faire voir ce que réveillait, nécessairement, le neveu de Napoléon.

Quinet montrait que l'Empereur avait préparé

1. Aucun homme sérieux ne voulait voir quelque chose de réel dans les conspirations carbonaristes. Et Chateaubriand, de Rome, répondait : « Vous vous trompez...... on prend pour des conspirations ce qui n'est que le malaise de tous, le produit du siècle, la lutte de l'ancienne société avec la nouvelle, le combat de la décrépitude des vieilles institutions contre l'énergie des jeunes générations, enfin la comparaison que chacun fait de ce qui est à ce qui aurait pu être. » Lettre à Portalis, 16 avril 1829, citée dans : E. Ollivier, t. I, p. 196.

l'avenir des nations et des peuples (1). En Espagne, notamment, où l'étoile napoléonienne se ternit si vite, il expliquait d'une manière presque mystique la réconciliation achevée entre les morts ennemis. Nos soldats couchés sous terre avaient délivré l'âme ibérique en lui apprenant le réel patriotisme, puis le raisonnement de celui-ci ; le peuple, transformé, s'était retourné vers ses prêtres, aussi bien pour leur salut que pour le sien, en leur demandant l'aliment nouveau nécessaire à la foi nouvelle. Sur de jeunes cœurs nerveux, susceptibles encore, en grande part, d'être blessés par les affronts fréquents d'une époque où l'utilitarisme commençait de se faire exclusif, surtout que déjà désarmés par eux-mêmes et leur délicatesse devant la vie, l'effet produit par le professeur s'imagine quand, du bord de la tribune, la taille haute, magnifique, il s'écriait au Collège de France : « On demande d'où vient le souffle surnaturel qui ébranle l'Espagne en tous sens, ce souffle sort de la cendre de chaque Français tombé sous le drapeau de l'esprit novateur ; partout où un des nôtres est tombé, s'exhale quelque chose de l'âme nouvelle au sein de la vieille Espagne. La pensée de nos morts, légion invisible, messagère de l'avenir, se promène dans les sierras et dans les plaines, sur toute la surface de ce pays (2). Ces morts ont réveillé les vivants ; ils les agitent d'une tempête irrésistible. L'homme du peuple, le soldat, se sentent saisis à l'improviste de l'esprit

1. Quinet, *L'Ultramontanisme ou l'Eglise romaine et la société moderne*, Hachette et Paulin, 1844. — Les citations suivantes en sont tirées.

2. On peut sentir ici encore la différence des deux époques en relisant, à côté de celles-ci, les pages de Maurice Barrès sur le culte des morts et la Lorraine. Nous étions alors les enfants de la victoire...

de vie, sans savoir d'où il vient : c'est le sang de la France rajeunie qui parle et qui crie sur tout ce long chemin, depuis les Pyrénées jusqu'à l'île de Léon. »

Pour lui, de même que pour ses deux collègues, la France a une responsabilité morale en face de l'Europe ; « nous sommes, dit-il, non pas seulement responsables de nous-mêmes, mais encore de ces peuples qui marchent après nous et cherchent partout nos traces. Admettez que la France s'arrête dans l'immobilité, le désordre commence aussitôt chez vous ; que la France recule d'un seul pas, vous refoulez ces nations qui vous suivent dans le chaos et dans l'abîme ; c'est à-dire que nous ne pouvons nous renier sans jeter le monde dans la confusion ». Il appelle à la concorde européenne, à l'union ; il y veut l'Allemagne, qui devait répondre comme on sait, plus tard, à nos avances, et qui, déjà, par certains de ses professeurs, guidait contre nous l'injure, la calomnie et la haine : « Les Allemands comprendront-ils enfin qu'il est temps d'oublier les rancunes de 1815 et que tout n'est pas mauvais dans la tradition de nos morts de Leipsick ? Si l'alliance de l'esprit français et de l'esprit anglais a jeté de grandes lumières dans le XVIII[e] siècle, oui, je l'avoue, j'ai cru longtemps que l'alliance de l'Allemagne et de la France pourrait également honorer le XIX[e] ; j'ai cru que le catholicisme de Napoléon et la réforme de Luther, Descartes et Leibnitz, étaient dignes de se tendre la main des deux côtés du Rhin... Ce qu'il y a de sûr, c'est que la haine est du passé ; l'alliance, c'est l'avenir. » Il existe pour lui une « politique sacrée », un renouvellement du droit dont la délivrance des nations forme une des parties essentielles, et la France doit prendre la direction de cette croisade.

L'ancienne Rome nous apprend cette politique



d'une manière brutale — que l'idéologie du professeur paraît oublier — dans la conquête même, avec une habileté supérieure ensuite, pendant le protectorat : « Ce qui a fait, dans l'antiquité, la force de l'État romain, c'est d'avoir appelé, évoqué à lui tous les dieux de l'ancien univers qui devenaient ainsi garants de sa durée. De même, si jamais le jour du danger arrive, si le matin de la dernière bataille se lève, il faut que dans l'alliance chrétienne chaque peuple du Midi et du Nord, de la communion latine ou germanique, voie et reconnaisse en France sa bannière, sa pensée ; il faut qu'il n'y ait pas dans l'humanité un seul droit qui n'ait ici sa sauvegarde, pas une pensée immortelle qui n'ait ici son refuge, pas une conquête de civilisation qui ne soit ici garantie ; il faut qu'en violant ce pays, on viole tous les autres ; disons le mot, comme tout l'univers païen était intéressé au salut de l'État romain, il faut que tout l'univers chrétien soit intéressé au salut de la France. » La France a révélé au monde une ère nouvelle ; elle remplace la papauté qui ne veut plus, comme aux grandes époques, se mettre à la tête des mouvements qui agitent les hommes. Porté comme il l'est à interpréter les faits suivant ses sentiments, il voit une signification dans le fait que Charlemagne a été à Rome ployer le genou devant le pape qui représentait alors une puissance dominatrice de la sienne, tandis que Napoléon a fait venir le successeur de Pierre à Paris : « Entraînée par une force supérieure, la papauté vient alors saluer dans la cathédrale de Paris ce monde laïque, cette puissance inconnue, cette époque nouvelle, cet avenir qu'un droit divin a fait surgir de terre. »

La papauté, depuis, ne semble plus savoir consulter la carte humaine ; enfermée dans sa citadelle hiératique, muette, pâle, attentive à se défendre,

incomparable victime, elle se prépare elle-même pour la mort avec une héroïque et lente résistance. Elle ne peut que mourir debout, elle qui détient le plus long des règnes, et elle ne peut même pas mourir ; elle demeurera là, immobile, éternelle, mais inanimée, défiant tout par son exemple souverain, même après que la dernière goutte de sang se sera séchée dans son cœur fort et doux. La séculaire sentinelle, dispensatrice jadis d'un vaste enseignement, si vigilante pour désigner l'ennemi, ne promène plus sur l'immense horizon qu'un regard éteint, angoissé, qui voit à peine, et elle prouve, à s'effriter ainsi sur place, qu'elle ne sait plus que sa destruction. Pourquoi n'a-t-elle pas senti ce que les nations attendaient d'elle comme ce qu'elles lui apportaient (1) ? « Si je considère l'Église à son point de vue, les peuples latins, germaniques, grecs, slaves, sont plus séparés, plus entêtés aujourd'hui que jamais, chacun dans son isolement, puisqu'elle même semble désespérer de les réunir. Que je regarde, au contraire, la société temporelle, les mêmes peuples se tiennent, se touchent, se pénètrent plus que jamais ; ils sont plus près de

1. Pepe voulait dédier ses mémoires à Pie IX. « Je terminai mes mémoires dans l'été de 1846. Au moment de les publier, j'eus la pensée de les dédier à Pie IX. J'espérais flatter ainsi l'amour-propre du pontife, en lui prouvant que sa conduite politique avait gagné la sympathie d'hommes qui avaient presque toujours été les ennemis des princes ; je voulais, d'un autre côté, lui faire comprendre que s'il déviait du système qu'il avait adopté,.. il deviendrait un objet de haine pour l'Italie et je puis même dire pour le reste de l'Europe, puisque les peuples protestants, eux aussi, avaient accueilli, par des applaudissements, les premiers actes de son pontificat. Ma dédicace fut approuvée par tous ceux qui la lurent, sauf Lamennais, Mammiani... » *Histoire des révolutions et des guerres d'Italie*, par le général G. Pepe, 1 vol. Pagnerre, 1850. — On sait que Lamennais avait commencé par écrire dans *Le Conservateur*. On distingue ici, d'un seul coup, la route qu'il avait suivie pour en arriver, lui, à tant de méfiance, et à un moment où personne, presque, ne se méfiait.

former entre eux comme une grande communion civile. Si l'Église veut dire assemblée au nom d'une même pensée, il est visible que tous les peuples tendent de plus en plus à entrer dans une même église universelle ; le monde laïque réalise ainsi l'œuvre à laquelle semble renoncer le pouvoir spirituel. Verra-t-on jamais le concile attendu par Leibnitz où, toutes les croyances étant rassemblées, les nations voteraient elles-mêmes ? » Une âme aussi religieuse ne peut que croire à l'avenir, avec une foi indomptable : « Ce qu'il y a de sûr, c'est que si l'Europe ne convoque pas le concile d'alliance, le dieu de l'histoire le convoque lui-même chaque jour ; car l'histoire est un concile perpétuellement assemblé, véritablement œcuménique, où chaque peuple est appelé à son heure pour discuter, délibérer, voter. Là, personne ne comparaît par ambassadeur, mais chacun parle et prononce en son nom. Ce ne sont pas des docteurs qui discutent, mais des nations pleines de vie, poussées par la Providence. » Il termine en montrant de nouvelles croisades : « N'en avez-vous pas entendu parler ? Les peuples pèlerins se sont levés avec le siècle à l'appel du dieu des vivants : ils ont semé aussi leur chemin de leurs os. Ils sont allés, non pas à Antioche ou à Nicée où il n'y avait plus rien à faire, mais là où Dieu voulait qu'ils portassent leur pensée, à Arcole, aux Pyramides, sur le Rhin, sur le Danube, sur la Moskowa, jusqu'à Waterloo, » — et c'est ici qu'il rejoint Towianski, — « ce Golgotha des temps modernes. » Quand la série de ses cours est terminée, avant de quitter son auditoire composé d'étudiants de tous les pays, il leur dit : « Puisse cette réunion rapide d'hommes, de langues, et de sentiments contraires être pour nous l'emblème de l'union, de l'alliance, de la renaissance, de la prospérité fu-



ture de leurs patries, dans un esprit nouveau de justice et de solidarité ! Vous reverrez un jour, bientôt peut-être, vos patries désirées. On vous demandera ce qu'on fait en France ; vous direz qu'on y fait des vœux pour le monde. » Cette assurance est d'un orateur, mais elle porte, et aujourd'hui, plus qu'en 1890, où nous nous serions contentés de sourire, nous intéresse singulièrement.

Nous avons déjà disserté sur le romantisme de Mickiewicz. Sa fin est également byronienne (1). Il prolonge l'exemple du poète anglais jusqu'en 1855, une année justement où, en attendant la campagne d'Italie, la France, bien que tendant au renouvellement de l'Europe, espère encore assez dans le vieux monde pour ne pas se tourner vers le nouveau. En 1824, il avait publié un *Essai sur lord Byron* et, en 1829, insistant sur ses idées, une *Apologie du romantisme* qui glorifiait l'avènement définitif du jeune culte littéraire, religieux et politique (2). Il découvrait un rapport entre ses confrères et les chevaliers du moyen âge : « Les poètes puisaient l'inspiration dans l'esprit chevaleresque et c'est chez eux qu'il y a lieu de chercher des œuvres strictement romantiques... Mais, de même que, dans l'état actuel de l'Europe, nous voyons se conserver beaucoup d'opinions, beaucoup de sentiments qui datent du moyen âge, de même, les œuvres contemporaines de différents genres portent plus ou moins l'empreinte romantique. » A propos de Byron, il avait écrit : « Personne n'a mieux représenté que lui les tourments

1. Voir : L. Mickiewicz, *Adam Mickiewicz*, déjà cité.
2. Brougham et Palmerston ne firent, en quelque sorte, que continuer, mais en le disciplinant, en l'anglicanisant de manière à le restreindre au strict intérêt anglais le plus étroitement égoïste, le carbonarisme sentimental et individualiste de Byron.

de ces existences anormales qui ont marqué le passage entre le XVIIIe siècle et le XIXe, ce voyage sans but, cette recherche des aventures extraordinaires, ces élans vers un avenir dont on n'avait aucune idée. » Et il prêchait l'action : « Chez les Grecs même, la véritable poésie ne signifiait autre chose que l'action. Malheur aux poètes s'ils se bornaient seulement à parler : c'est alors que la poésie leur jetterait cette guirlande de feuilles mortes dont ils seraient condamnés à s'amuser toute leur vie. » A Venise, quand il y médite avec son ami Odyniec, il précise son caractère. Devant la lagune où le croissant argenté se répète en s'effilant sous l'eau lourde, après qu'a sonné l'angélus, — car rien ne manque au décor, même pas le grand manteau dont le prophète est drapé, — il évoque Byron et Napoléon, « les deux noms de notre siècle ». Il croit que leurs ombres passent autour de lui et, tel qu'au retour d'un songe, il interpelle son compagnon : « Sais-tu qui est avec nous (1) ? »

Ces ombres lui enseignent, en même temps que le messianisme, la cause des nationalités. Il la soutient dans son livre des *Pèlerins polonais* (2). Sur cette voie encore, il avait été précédé par Wronski et par Towianski. Sur ce point même, également relevé, les trois hommes n'avaient guère différé d'opinion ; sauf quelques légères parenthèses, ils avaient admis le même moyen pour réaliser « l'association politique des peuples ». Wronski, plus métaphysicien, séparé sur la question de souveraineté, étiquetait au système des nationalités une définition un peu spéciale :

1. *Lettres d'Odyniec*. Voir chapitre précédent.
2. Consulter Adam Mickiewicz, *Œuvres poétiques complètes*, trad. nouvelle d'après l'édition originale de 1844 par Christien Ostrowski, Paris, Charpentier, 1845, 2 vol.

« Dans l'extérieur de la France, l'exercice principal de la souveraineté nationale ou de droit humain, par la force duquel Napoléon a dominé l'Europe au milieu de sa toute-puissante civilisation.., cet exercice principal, aussi imposant par la bannière de liberté que formidable par l'héroïsme des armées françaises, fut établi dans sa tendance finale sur le nouveau postulatum diplomatique de l'inviolabilité ou de l'indépendance politique des nations distinctes, sur ce postulatum que nous avons reconnu comme inhérent à l'objet absolu et encore inconnu de la diplomatie, c'est-à-dire à la répartition des destinées du monde entre les divers États existants. »

Napoléon l'avait tenté le premier, de fait ; il croyait, se rencontrant avec Gœthe, à la « véritable autorité morale qui doit présider aux relations internationales », autorité qui, par l'effet d'une « juste répartition internationale des destinées humaines, constituera manifestement un véritable équilibre moral entre les États existants, par opposition au simple équilibre physique ». En 1848, Wronski s'abstint d'agir ; du moins, on n'a pas aperçu trace de son action ; il se réserva, sans doute, car il condamnait cette révolution (1). Mickiewicz se mit en avant. En 1849, il fonda la *Tribune des peuples* (2), organe qui soutenait les nationalités et, comme devant le mieux les faire aboutir, la donnée napoléonienne, par instinct, par raisonnement, — par messianisme. L'exilé y stimulait les gouvernements, obstinés à ne pas vouloir comprendre qu'ils sont homicides, malgré leurs triomphes momentanés, aussi bien d'eux-mêmes que de leurs peuples, et leur prédisait un

1. *Loi téléologique du hasard, etc.*, déjà cité.
2. Erdan, *La France mystique*, déjà cité. — L. Mickiewicz. *Adam Mickiewicz*, p. 207.

avenir tumultueux, sans se rendre compte que sa prédiction était de celles qui se réalisent toujours. En les accusant ainsi de ne pas saisir la politique véritable, il répétait trop souvent son appel pour ne pas tabler sur eux ; bien polonais ici encore, il avait gardé dans le fond de son âme révolutionnaire l'idée de chevalerie aristocratique. Il affirmait que le devenir continental ne pourrait se fonder autrement que par le droit des nationaux : « Disons-le immédiatement ; chaque système ne sera qu'une utopie si nous nous imaginons qu'on pourra le faire adopter par voie paisible et sans offenser personne... Quand on parle de la société humaine, il est nécessaire d'embrasser un horizon plus large que les trente-huit mille communes de France. La révolution de Février a ébranlé toute l'Europe et le peuple français qui la fit sentait bien comment elle devait être appliquée. C'est pourquoi, le lendemain de la république, nous avons vu ses aspirations ardentes à secourir les Italiens et à organiser une croisade contre l'Autriche et la Russie. Le gouvernement de la France ne comprit pas le sens de ces aspirations (1). » Auparavant, à partir de 1841, à son cours, debout dans sa chaire, les mains sur sa canne, le corps en avant, la

1. Cantu lui-même, opposé à cette théorie et clérical, partisan du pouvoir temporel de la papauté, a écrit : « Si l'on fait abstraction de ce que les individus et les nations eurent à en souffrir, la révolution de 1848 restera mémorable parce qu'au principe de la légalité artificielle, des traditions, du droit des gens, elle substitua celui de la nationalité, voulant que les territoires fussent distribués d'après ce principe et non d'après les conventions ; que la nation, et non plus l'État, devînt le fondement véridique des agrégations humaines ; que la fin suprême du droit des gens fut de garantir le respect et l'indépendance de chacune des nationalités et leur coexistence, établie sur l'égalité et l'indépendance juridique de toutes. » Et ceci : « Et, cependant, cette conception de la nationalité, sentimentale et académique plutôt que juridique, a, dans ces trente dernières années, changé la face de l'Europe, et le bouleversement s'étend aujourd'hui jusqu'aux frontières orienta-



figure et la voix toujours inspirées (1), d'une façon souvent assez inégale, il avait annoncé l'avenir des démocraties. Comme Quinet, comme Michelet, il apprenait à ses auditeurs une histoire nouvelle d'où naissait une religion. Il cherchait à prouver que les peuples, en solidarisant leurs efforts, doivent changer l'Europe au profit d'une humanité meilleure ; mais afin d'y parvenir, — et c'est là qu'il se séparait de ses collègues en se rapprochant de Wronski, — il jugeait que « la force intrinsèque de la tradition napoléonienne pousserait au premier plan les parents de l'Empereur... A ses yeux, un Napoléon avait plus de chances que personne de changer la carte d'Europe, et la défaite des empires nationalicides laisserait aux masses le loisir de résoudre la question sociale, insoluble jusque-là (2). » — Mickiewicz avait jadis été reçu à Rome par la reine Hortense et y avait vu ses deux fils, mais à un âge où ceux-ci semblaient uniquement occupés d'équitation (3). Il ne paraît pas qu'ensuite il ait noué des relations avec le prince, sauf à l'époque où, par l'amitié qui le liait au fils de Jérôme, il obtint du président le titre de bibliothécaire de l'Arsenal ; pourtant, le gouvernement de Louis-Philippe, après lui avoir retiré son poste au Collège de France où il le remplaça par un nommé Cyprien Robert, craignait qu'il n'eût des relations avec le prisonnier de Ham (4).

les. » César Cantu, *Les trente dernières années*, Firmin Didot, 1880, 1 vol. p. 24, 25.

1. Voir chapitre précédent, p. 269.

2, 3. *A. Mickiewicz*, par L. Mickiewicz déjà cité.

4. *Adam Mickiewicz*, p. 217. — Louis-Napoléon écrivait de Ham, à la date du 11 juillet 1845, à Mme Cornu : « Les craintes du gouvernement viennent, à ce que j'ai appris, de l'existence d'une société polonaise sous le patronage de M. Mickiewicz. Il faisait un cours au Collège de France et avait pris l'Empereur pour son prophète. Il paraît, je ne sais pourquoi, que le gouvernement a écrit à tou-



LOUIS-NAPOLÉON

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

(Lith. de chez Goupil, Vibert et Cie avec cette mention : Dessiné d'après nature au Palais de l'Élysée National,

Michelet a dit la caractéristique de cet enseignement du Collège de France, si critiqué depuis, et qui, tout en étonnant, même par son charme facile, retient : la force de la foi, le penchant à extraire de l'histoire, en plus d'une religion, un principe d'action, « l'effort pour créer plus que des esprits, mais des âmes et des volontés ». Il dépeint son entente avec Quinet et Mickiewicz. Il raconte le lithuanien : « Une flamme vivante, des larmes mêlées d'éclairs erraient dans ses yeux sanglants. » Et il ajoute, fièrement, naïvement peut-être aussi : « Faut-il rappeler la guerre que nous faisait le clergé ?... Ce qui l'irritait le plus, c'était notre sincérité, notre foi paisible et forte. » Véritables croyants, ils s'étonneraient de voir ceux qui se réclament aujourd'hui de leurs doctrines refuser d'admettre, non seulement toute idée un peu haute, mais encore le dévouement à des causes que l'intérêt ne rémunère point. « Le jour du 2 mai 1843 fut un des plus beaux jours de ma vie, raconte l'apologiste de la *Sorcière*. Quinet et Mickiewicz, l'un à droite, l'autre à gauche, assistèrent à ma leçon, proclamant notre concorde et donnant à cette jeunesse qui, plus tard, put voir tant d'envies, le plus beau spectacle du monde, celui de la grande amitié. Saint nom de l'harmonie des cœurs, sur lequel heureusement nos pères mêlaient deux choses, la fraternité d'hommes, la fraternité de patrie. Entre la Pologne et la France, ayant près de moi, devant moi, tant d'illustres étrangers, Italiens, Hongrois, Allemands, je me sentais dans la poitrine une âme, celle de l'Europe (1). » Le grand mot est dit. Il a prêté à l'ironie,

tes les autorités des départements pour faire surveiller ces apôtres, parce qu'il suppose, bien à tort, qu'ils s'entendent avec moi. »

1. Voir, de Michelet : *l'Etudiant*, *le Peuple*, *le Banquet*.

ou bien il a indigné, et une école récente y voit le dernier abus de l'incompréhension, mais beaucoup par mode et pour se persuader d'une rectitude de jugement qu'elle admet peut-être trop, sans discussion, envers et contre tous, contre elle-même souvent. Le mot reste et, fortifié de patriotisme, car sans ce patriotisme il signifie peu, en attendant de devenir une réalité, il ouvre et, quelquefois permet, une grande espérance. Si une armée solide, vivifiée par une nation prospère qui sait la comprendre, parvient à l'appuyer, de la manière dont l'a jeté Michelet, il est sacré. La jeunesse d'alors y applaudit. Peu de jours avant l'interdiction définitive, une députation d'étudiants était venue trouver Quinet et lui avait adressé des remerciements qui se terminaient ainsi : « Seuls, vous n'avez pas déserté le grand enseignement des grands jours de notre histoire et, grâce à vous trois, la tradition s'est renouée parmi vous. » Une médaille fut remise à cet homme loyal, sur laquelle le profil des trois amis se détachait avec cet hommage : *La France et les auditeurs du Collège de France*. A l'avers : *Ut ommes unum sint* (1). Les journaux crièrent, naturellement, — et applaudirent à quelques années de là, en 1847. Ce fut la revanche des trois humanistes. Michelet recommença de développer, et jusqu'à ses plus extrêmes limites, cette fraternité que l'Europe, inconsciente de son suicide, n'a cessé de vouloir faire rentrer depuis dans la gorge de la France, comme si le meilleur moyen de l'étouffer consistait à l'empêcher d'être généreuse. Le 6 mars, Mickiewicz étant encore à Rome, Quinet et Michelet reprirent donc les tribunes dont la réaction

1. Voir : *Cahiers de la Quinzaine*, *Ed. Quinet*, *Adam Mickiewicz*, déjà cités; — Sarrazin, *Poètes de la Pologne*; — *Nouvelle Revue* du 15 août 1900, etc. — L. Mickiewicz. *Adam Mickiewicz*, déjà cité.



les avait chassés et, devant des jeunes gens enthousiastes, le second s'écria : « La France est chargée de donner la paix au monde, la seule paix qui soit durable, celle de la liberté. A quel prix ? Il n'importe point, nous devons tout à une seule cause, tout, y compris notre sang. Redoutable en ce moment à toute la terre, qu'elle siège entre les nations comme médiateur armé qui n'impose pas un silence de terreur au monde, mais au contraire, qui rende la voix à toutes les nations muettes. La France ne peut pas s'abstenir. Elle ne voit rien au monde qu'elle puisse appeler étranger. Elle se retrouve et se reconnaît, comme pensée et tradition, chez les nations lointaines... Et elles la regardent et s'y reconnaissent toutes. Entre elles, une seule différence : les unes parlent et crient : A nous ! Les autres pleurent et ce sont elles, qui ne peuvent parler encore, dont l'appel est le plus ardent. — Non, il faut l'unité du monde, il n'y a pas à s'en dédire, unité libre, unité sainte, unité d'âme et de cœur. Quel signe d'unité que ce fauteuil resté vide ! C'est celui de la Pologne, celui de notre cher et grand Mickiewicz, le poète national de cinquante millions d'hommes, celui dont la parole semblait une alliance du monde, une fédération de l'Orient et de l'Occident, qui, au Collège de France, s'étendait jusqu'à l'Asie. Ce fauteuil est celui de la Pologne. Mais la Pologne, qu'est-ce que c'est ? Le représentant le plus général des souffrances universelles. En elle, je vois le peuple souffrant. C'est l'Irlande et la famine. C'est l'Allemagne et la censure, la tyrannie de la pensée sur le peuple penseur entre tous. C'est l'Italie, messieurs, en ce moment suspendue entre la vie et la mort, comme cette âme du jugement dernier de Michel-Ange... Oui, messieurs, tous les drapeaux de l'Europe, je les vois flotter sur ce siège. J'y vois dix

nations en pleurs qui sortent de leur tombeau. Leur âme, leur souffle sont ici. Les drapeaux sont invisibles. Ils apparaîtront bientôt. Il faut à cela une autre enceinte bien autrement haute et vaste, le champ de la fédération et toute la voûte du ciel. Puissions-nous, aux jours solennels où la France appellera ses enfants, puissions-nous y voir aussi toutes les nations amies, mêlant si bien leurs rangs aux nôtres que tous semblent concitoyens, qu'on ne puisse, cherchant dans la foule, distinguer un seul étranger et qu'un moment, du moins, l'humanité ravie se dise : « Je savais bien que j'étais une et qu'il n'y a qu'un peuple au monde (1). »

En plein règne de Louis-Philippe, trois rénovateurs de la puissance verbale avaient atteint à une sorte de résurrection de la vie antique, selon, tout au moins, l'idéal conventionnel que nous nous en faisons. Quinet, Mickiewicz et Michelet apparaissaient à leurs auditeurs « comme les pontifes ou les consuls de cette république des intelligences qui s'édifiait, en dépit d'un matérialisme sordide, sur le règne de l'argent (2). » A travers ses fautes et ses illusions, ses lacunes et ses incohérences, un enseignement supérieur existait, et que rien n'a remplacé, car, à ne considérer plus que le point de vue matériel, on a manqué tout perdre (3). Michelet avait

1. Voir : Adam Mickiewicz, *La Tribune des peuples*, Flammarion, 1907. — Michelet rappellera même ce jour-là en 1871.

2. Sarrazin, *Poètes de la Pologne*, p. 69.

3. Il y avait effectivement ainsi une jeunesse préparée à entrer dans la vie avec de grandes idées et trouvant — ce qui est essentiel, à son développement — une atmosphère adéquate malgré tout le reste de l'entourage ordinaire. Cette jeunesse put être jeune sans entraves, tout au moins sans ridicule, et avec la certitude qu'un point d'enthousiasme existait où elle pouvait toujours revenir. Les hommes qui ont aujourd'hui trente ou trente-cinq ans, et que leur génération a blessés au collège ainsi qu'à la sortie du collège, avec l'aide épanouie de la génération plus âgée, entendront la remarque.

averti de ce danger, sans cesse, comme s'il prévoyait qu'il ne serait pas entendu : « Quels que puissent être les destins de l'humanité, son harmonie supposera toujours une pièce première essentielle, où tout porte, de la terre aux cieux, le devoir, le désintéressement, le sacrifice. Ceci, c'est la pièce d'or, c'est la médaille éternelle que la Révolution a déposée dans les fondements du monde nouveau. C'est comme la tête humaine, la tête toujours fraîche et saignante que les Romains mirent sous la première pierre de leur Capitole pour qu'il ne fût pas un mort édifice de pierre, mais le temple vivant des pierres vives. Temple, autel et nouveau dieu, foyer d'homme ou de cité, rien ne peut, sans une telle base, se fonder véritablement ; sinon, le foyer est cendre, le dieu une larve vaine, le temple un froid sépulcre (1). » Tous trois enseignaient ainsi une sorte de prométhéisme presque chrétien, absolument pur, délivré de l'égoïsme, de l'intérêt ou, simplement, de ce retard dans la compréhension qui arrêtaient le catholicisme aussi bien que le protestantisme dans la voie où l'un et l'autre n'avaient pas su persévérer. L'autel qu'ils ont construit se cache aujourd'hui sous des ronces où il paraît même s'être brisé ; pourtant il subsiste, et plus d'un s'achemine vers lui pour y prendre une pierre susceptible d'être employée à l'autel nouveau, car l'humanité ne semble pas capable de vivre sans dieux. Elle en a créé de tous temps et elle en imaginera vraisemblablement encore. Elle en a peuplé le ciel ou la terre, et les deux ensemble, comme aux jours de sa jeunesse où ils murmuraient partout ; elle n'en a gardé qu'un ensuite, mais pour mieux discipliner l'armée spirituelle, des saints, des saintes, des martyrs et des

1. Michelet, *Le Banquet*, Calmann-Lévy, 1879.

anges. Elle aimerait aujourd'hui se passer de l'idée divine ou n'en réaliser que la moralité bienfaitrice suivant des données plus ou moins bien comprises ; mais demain, peut-être, la situera-t-elle plus loin que jamais, à moins encore que, suivant une idée prise à la communion catholique, elle ne la place dans tout être vivant capable de perfection et d'une réelle hauteur morale. Il existe dans l'âme humaine un coin religieux, vivace, que rien ne déracinera jamais, et il est trop naturel aussi, souvent, pour ne pas suggérer une indication véridique (1). L'humanité rêvera toujours au lendemain de la mort et ne cessera d'écouter, dans le secret de son cœur, ceux qui, permettant à ce rêve le plus vaste horizon, sauront aussi, loin de toute contrainte, lui valoir un temple indulgent, propice à toutes les souffrances, la coupole ouverte sur l'infini. Un temple même, à lui seul, est déjà une force (2).

La théorie des nationalités, quand on l'interroge de nos jours, après le rude coup que lui a porté le morne idéal bismarckien et malgré l'européanisme grandiose, quelquefois si creux, dont l'a dotée Nietzsche, semble abandonnée ; évaluée à la mesure d'une certaine sagesse, elle diminue ; néanmoins, plus d'une nation s'en réclame ici et là, chaque année davan-

1. « Ce mouvement, profondément idéaliste et chrétien, puisait son origine dans un désir immense que l'amour de nation à nation remplaçât l'égoïsme international universellement pratiqué ; que le relèvement de la Pologne, partagée et sacrifiée aux convoitises dynastiques les plus basses, marquât cette évolution et que la fraternité entre les classes vînt corroborer la fraternité entre les peuples. Les masses espéraient que la France serait l'initiatrice d'une croisade contre l'absolutisme partout où il sévissait encore... » Préface de Ladislas Mickiewicz à la réédition des articles de *La Tribune des peuples*, Flammarion, 1907.

2. Peu de formules sont aussi belles que celle-ci, de saint Paul : « La foi est la substance de ce que nous sommes en droit d'espérer. »



tage ; elle serait à même de renaître, fortifiée, régularisée par l'expérience. Basée avant tout sur le sentiment qui l'avait découverte, elle s'abandonna trop à ce sentiment seul, en ne tenant assez compte ni des réalités sur lesquelles il lui fallait s'étayer pour prendre solidement racine, ni des rivalités acharnées qui, parlant au nom de l'égoïsme le plus strict, conspireraient nécessairement (1). Elle est, au surplus, trop ancienne pour ne pas dissimuler une grande force de résistance. Charron avança « que c'est chose très belle et magnifique à un prince de prendre les armes pour venger un peuple injustement opprimé. » Henri IV et Sully avaient rêvé « un corps commun de république chrétienne, toujours pacifique, qui contribuerait en hommes et en deniers, selon leur puissance, pour composer des armées suffisantes et capables de maintenir une guerre continuelle contre les infidèles..... » La politique de la France est tellement celle de la générosité bien entendue que les étrangers s'étonnèrent de voir Louis XIV entreprendre la guerre de Hollande. — A côté de son apport sentimental, la théorie des nationalités possède un principe raisonné et même raisonnable. « Ce principe est que toute association d'hommes nommée peuple est une individualité indépendante, libre, souveraine, jouissant du droit imprescriptible de disposer d'elle-même ; soit à l'intérieur, soit à l'extérieur : à l'intérieur de s'organiser à son gré, de changer ses institutions pacifiquement, ou à la suite de luttes intestines et de révolutions... à l'extérieur, de s'allier à qui elle veut, aux conditions qu'elle juge les meilleures, de contracter même des liens plus étroits d'annexion, de constituer avec d'autres, si elle est petite, de puissantes unités. »

1. Jules II disait en surveillant les travaux de Saint Pierre : « Les hommes se décident non par ce qu'ils savent, mais par ce qu'ils voient ».



La révolution, par Condorcet, décréta ensuite, niant le droit d'intervention, « que chaque nation a seule le pouvoir de se donner des lois, le droit inaliénable de les changer, que vouloir le ravir par la force à un peuple étranger, c'est annoncer qu'on ne le respecte pas dans celui dont on est le concitoyen et le chef, c'est trahir sa patrie, c'est devenir l'ennemi du genre humain. » Mais la Convention, attaquée par toute l'Europe, dut se défendre et elle oublia une partie de son principe, pour son principe même, par la faute de ses adversaires, en lui laissant la possibilité d'être appliqué ultérieurement. On y revint dès la paix et ainsi fut « définitivement admis par l'école démocratique que, les peuples étant souverains, leur volonté seule crée le droit au dehors, consacré au dedans, qu'on doit les interroger avant de fixer leur sort, qu'il est interdit de les distribuer arbitrairement, de leur imposer un régime intérieur ou extérieur, de les contraindre à faire ou de les en empêcher. C'était la négation, à l'intérieur, du droit divin, à l'extérieur, du droit de conquête. A cette double négation, correspondait la double affirmation : à l'intérieur, du suffrage universel, à l'extérieur, de la non-intervention et de la liberté des alliances et des annexions (1). » Sur cette donnée devait se décider la confédération des États-Unis Européens que prédisait Napoléon à Sainte-Hélène, ne voyant pas d'autre avenir possible pour la conservation de l'Europe : « Une de mes plus grandes pensées, dit-il, avait été l'agglomération, la concentration des mêmes peuples géographiques qu'ont dissous, morcelés, les révolutions et la politique..... Quoi qu'il en soit, cette agglomération arrivera tôt ou tard, par la force des

1 E. Ollivier. *L'Empire Libéral*, t. I, p. 166, 167.

choses ; l'impulsion est donnée, et je ne pense pas qu'après ma chute et la disparition de mon système, il y ait en Europe d'autre grand équilibre possible que l'agglomération et la confédération des grands peuples. Le premier souverain qui, au milieu de la première grande mêlée, embrassera de bonne foi la cause des peuples, se trouvera à la tête de toute l'Europe et pourra tenter ce qu'il voudra (1). »

Le principe des nationalités s'accommoderait autant de grandes agglomérations que de petites, bien que les grandes triomphent et hâtent cette unité préconisée aussi bien par Michelet ou Quinet que par Pierre Leroux (2). L'essentiel consiste à obtenir l'unité morale, et c'est pour l'avoir trop négligée, que la Sainte-Alliance, non seulement pervertit son œuvre, mais, en la manquant, gratifia l'Europe d'une longue suite de guerres. Des frontières réelles ne s'obtiendront qu'en prenant en considération la volonté des peuples ; ne s'occuper que de géographie équivaudrait à un recul ; l'oublier serait dangereux. « La volonté des populations est le principe dominateur, souverain, unique, absolu, duquel doit sortir le droit des gens moderne tout entier, par une suite de déductions logiques, comme d'une source inépuisable. C'est le principe de la liberté substitué dans les relations internationales à la fatalité géographique et historique... En un mot, une nation n'est pas l'universalité des hommes parlant le même idiome ou enfermés dans les mêmes limites géographiques, c'est l'universalité des hommes qui, par suite d'une ancienne habitude acceptée ou en vertu de leur

1. *Mémorial de Sainte-Hélène.*
2. Pierre Leroux. *Discours sur la situation actuelle de la Société*, etc., 2 vol., Boussac, imprimerie P. Leroux, 1847.

volonté expressive, vivent sous la même loi (1). » La théorie des nationalités n'admet pas le droit de race; l'idée de race, barbare, disparaît dans l'idée civilisatrice de patrie, ce qui ne marque pas de limite à la patrie ; « elle peut s'étendre et se développer sans cesse; elle pourrait devenir le genre humain comme sous l'empire romain (2). » Le progrès pousse à réunir les races qui, ne vivant que d'elles-mêmes, perdraient d'utiles alluvions et s'étioleraient. « D'ailleurs, ou le droit qu'on revendique pour la race est confirmé par la volonté des populations, ou il est combattu par cette volonté de telle sorte que la force soit nécessaire pour l'imposer: dans le premier cas, il s'identifie avec le principe des nationalités ; dans le second, il en est le renversement ; c'est la résurrection, sous un masque hypocrite, du droit de conquête (3). » Le malheur, commande que certaines fatalités, dont le droit de conquête, existeront toujours et que les idées les plus généreuses, quand la force ne les appuie pas, profitent à ceux qui, grâce à cette force, les détournent à leur profit. Le second Empire, qui a donné l'exemple d'un droit européen absolu, vivant et unique, l'a prouvé, et M. Emile Ollivier, auquel nous venons de demander la définition suprême d'une théorie nationaliste européenne, l'a su mieux que quiconque. Cette théorie, de plus, — les mêmes événements l'ont démontré, — servit les pays qui avaient une nationalité à reconquérir, — l'Italie, — ou une unité à former, — l'Italie et l'Allemagne. La France, qui avait aidé l'éclosion de l'une et de l'autre, n'avait à gagner dans cette action qu'un ordre européen plus logique et elle s'efforça de le préparer. L'Europe,

1, 2. E. Ollivier, t. I, p. 168, 169.
3. Ollivier, t. I.

unanime alors, se retourna contre elle ; elle avait déjà déchiré le masque après Waterloo, ainsi qu'en abandonnant et en dépeçant la Pologne à qui elle devait tant. Le philosophe est même en droit de se demander, devant cette triple faillite, si quelque chose peut encore exister sur le vieux continent. Il n'en résulte pas que la théorie des nationalités soit fausse (1), mais qu'elle nécessite à côté d'elle la raison du plus fort. La France, en 1790, et à partir de 1848 jusqu'en 1870, voulut réellement sauver le monde, mais elle reconnut à ses dépens qu'il convient de se préserver d'abord soi-même contre les attaques sans raison, et qu'une fois parvenu à cette sagesse, il vaut mieux y persévérer. Après ses victoires d'Italie, les dernières, elle ne songea qu'à se détruire, principalement, — quoique dans toutes, — dans les classes dirigeantes, où la plupart des sentiments devinrent factices ou puérils. Sedan consomma la chute de la théorie des nationalités, c'est-à-dire, en résumé, du droit européen envisagé selon les réalités nationales, et, par ce côté-là, Sedan touche un peu à Waterloo.

1. Ce passage montre même tout ce que cette théorie détient et pourrait préparer d'avenir : « La théorie des nationalités conteste qu'actuellement il y ait un droit de l'Europe de nature à paralyser celui des peuples. L'équilibre est un beau mot — autant que celui d'ordre ; seulement une balance conventionnelle des forces, établie contre la volonté des populations, n'est pas de l'équilibre, pas plus que le silence fait par le despotisme n'est de l'ordre. Or la balance établie par les traités de 1815 constitue une véritable piraterie internationale n'obligeant, comme toute violence, qu'aussi longtemps qu'on est dépourvu de la force de s'en affranchir » p. 178 et : « Notre pays, disent en concluant les défenseurs de la théorie des nationalités, a toujours identifié ses destinées avec celles de l'Humanité ; c'est au profit de l'Humanité qu'il a médité, agi, souffert. Ne renonçons pas à cet apostolat, notre privilège providentiel. Chaque fois qu'une nation surgit ou se développe, au lieu de lui faire obstacle et de la maudire, envoyons-lui des messages d'amitié. L'Europe est semblable à la ruche dont a parlé Marc-Aurèle ; ce qui est utile à une abeille, profite à la ruche entière ». p. 181, 182. E. Ollivier.



La France s'était oubliée en défendant le temporel : l'Italie se renia en n'unissant pas ses armes aux nôtres. La Prusse, quant à elle, malgré la suite des événements, série qui n'est d'ailleurs pas terminée (1), se mit au ban de l'Europe et peut-être, très momentanément, de l'Allemagne, car la Prusse n'est pas l'Allemagne, la vraie Allemagne, dont elle a transformé l'immense et belle cathédrale songeuse en une morne caserne d'où Gœthe et Schiller, comme Henri Heine, s'exileraient certainement.

En 1848, la révolution parisienne promettait de servir la théorie des nationalités au nom de l'idéal démocratique, mais, étouffée de suite par la république parlementaire, elle stimula simplement les peuples qui, assumant la charge de la parole napoléonienne, en faisaient revivre la doctrine. Ils rencontrèrent en face d'eux l'ancien ennemi de l'Empereur lui-même, le grand-maître de la Sainte-Alliance, Metternich (2).

1. Les événements contemporains prouvent même que la lutte pourrait malheureusement recommencer d'ici peu d'années. — Dans une des nombreuses brochures qui paraissaient alors en France sur la question, quelqu'un de fort perspicace faisait remarquer que la révolution de 1848, sociale chez nous, au début, était politique avant tout chez les Allemands. C. Blondeau, *Examen des questions politiques soulevées par les révolutions de France et d'Allemagne*. Paris, Napoléon Chaix, 8, rue Bergère, 1848. — Rien de plus vrai. A quatre ans de là, en 1851, on célébrait à Berlin l'inauguration de la statue du grand Frédéric, et il y avait dans ce fait mieux qu'une solennité ordinaire, une sorte de symbole. — *Les journaux*, et, entre autres, *The illustrated London News*, éd. française de chez Aubert, place de la Bourse, n° du samedi 21 juin 1851. — Dans la curieuse et intéressante plaquette citée plus haut, la guerre avec la Prusse se trouve annoncée p. 11, p. 13. « Ce qui domine dans la politique de ce pays, c'est l'ambition de la Prusse. Cette ambition satisfaite, on peut prévoir le sort de l'Autriche et de la France... La politique d'Outre-Rhin s'accommoderait parfaitement de l'agrandissement de la Russie pour nous prendre l'Alsace et la Lorraine. Si chez nous on croit le contraire, l'avenir nous donnera un cruel démenti, etc. ». — Cet opuscule de quarante-cinq pages est, sans doute, dans la main de tous les diplomates.

2. « A la mort de Metternich ! » Tel était le rendez-vous que les patriotes de l'Autriche et de la Turquie se donnaient hautement.



Aucun homme ne se précisant pour régulariser les masses, leur valoir la cohésion et les conduire à la victoire, aucune entente ne s'établissant entre les chefs divers, l'œuvre éparse, perdue, opéra par bonds successifs puis retomba, épuisée. Le comité central européen, divisé lui-même, resta impuissant, malgré ses efforts, tout à coup diminué de n'avoir pas su profiter rapidement. 1848 demeurait, en tout cas, la confirmation indiscutable de cette théorie qui avait formulé la pensée réorganisatrice la plus haute depuis Waterloo ; soutenue par les intelligences comme par les masses, elle dévoilait l'alliance, même inconsciente, souvent inconnue, de ceux qui la maintenaient naturellement, des peuples et de l'élite, élite réelle à cette époque. L'apparence les isolait, en deux camps presque hostiles ; la réalité invisible les fusionnait, quoique divisés. Les gouvernements, même réactionnaires, avaient été contraints de suivre, et un pareil ensemble enseignait qu'il n'y avait pas là l'œuvre d'un parti, mais de l'humanité. Charles X, exécrable à l'intérieur, bon serviteur de la France sur ses frontières, aidé de ses ministres, principalement de Polignac, avait dû porter secours à la Grèce ; opposé à Talleyrand, toujours contraire au principe des nationalités, il avait dit : « La France, quand il s'agit d'un noble dessein, d'un grand service à rendre à un peuple lâchement, cruellement opprimé, ne prend conseil que d'elle-même. Ainsi, que l'Angleterre veuille ou ne veuille pas, nous délivrerons la Grèce. » Louis-Philippe, avec un langage moins royal et moins français, bien que roi-citoyen (1), était intervenu en Bel-

Toute tentative révolutionnaire était ajournée jusqu'à cette heure décisive. *La révolution dans l'Europe orientale*, par H. Deprès. *Revue des Deux-Mondes* du 15 novembre 1848.

1. Et même bien que carbonaro. Après la chute de la révolution

gique. Cette théorie, que la tactique bismarckienne a rendu si dangereuse, ralliait au lieu de diviser en délivrant la diplomatie cadenassée dans une formule morte ; elle devenait peu à peu la règle des relations internationales ; le monde moderne paraissait bien avoir trouvé un principe nouveau qui favoriserait enfin l'équilibre si longtemps cherché à travers tant de sang. Un mouvement s'accentuait, qui battait comme le cœur même du monde. — Garnier-Pagès devait bientôt écrire, peu habile à se dégager du vague dont presque tous les hommes de ce temps, comme la plupart des initiateurs, sont entourés, à l'inverse des purs méthodistes qui, ne voulant rien admettre en dehors du passé ou, plutôt, d'un passé qu'ils composent selon leur idée de la perfection, simplifient la question en l'empêchant de se poser : « La nationalité, c'est encore la liberté. La nationalité perdue est le souvenir de la défaite et de l'asservissement ; la nationalité recouvrée est la liberté reconquise. La révolution, en soulevant le cœur de l'homme contre toutes les oppressions, stigmatisait comme la plus cruelle de toutes celle d'une race par une autre race... Les peuples dispersés, coupés en fractions, enclavés au milieu d'autres États par les lois de la force et du hasard, protestaient contre leur séparation et tendaient à se rejoindre. La nationalité est aussi la famille. Ce sentiment exquis, suave, déposé par Dieu au cœur des créatures, revivait plus ardemment que jamais. Le même sang disséminé dans une multitude parlait plus haut et plus fort et leur inspirait les mêmes désirs, les

napolitaine, les carbonari avaient transporté leur loge-mère à Paris, « la Mecque de la démocratie européenne », et le roi, avec les deux autres chefs de la charbonnerie, Pepe et La Fayette, projetait une ligue des nations latines pour contrebalancer la Sainte-Alliance. Voir : Frost. *Secret societies*, t. II, et Cantu, *Cronistoria*, t. II.



mêmes passions. La même origine réveillait les vieilles traditions léguées par les mêmes ancêtres, traditions de gloire ou de déchéance commune... La même physionomie, qui donne à chaque peuple le signe caractéristique et le distingue entre tous, semblait une attraction invincible. Dans ce bouillonnement universel, chacun aspirait à retrouver sa place, son rang, son sang. L'amour de la patrie, qui fait les grands dévouements, les grands hommes et les grands peuples, poussait à relier, à reconstituer les nationalités (1). » Tout avait insisté, depuis 1815, sur la progression de ce mouvement. Metternich, qui ne cessait de le traquer, avait été effrayé en 1830; or 1830 n'était, en fait, que le prélude de 1848, mais, comme en 1830, comme en 1821, les peuples retombaient sous le joug des rivalités diplomatiques et celui, plus dangereux, de leur propre incompréhension, maladroitement révolutionnaire. Effrayé cependant, à la longue, près d'être vaincu, Metternich finissait par dire que « l'idée des nationalités, qui dit tout et qui ne dit rien, » remplirait le monde (2). Toujours en Autriche, au nom de l'idéal aristocratique héréditaire, son successeur Ficquelmont, cherchant à revivifier les idées de la Sainte-Alliance avec celles du moment, écrivait, après la tempête : « Les relations de l'Europe avec les autres parties du monde ne devraient jamais cesser d'être dominées par un sentiment européen. L'avenir de l'Europe, je dirai plus, l'avenir du monde est attaché à cette condition (3). »

1. Garnier-Pagès. *Histoire de la révolution de 1848*, t. II, p. 189, 190.
2. Mémoires, t. VII, p. 378.
3. Ficquelmont. *Lord Palmerston, l'Angleterre et le Continent*. Paris, Amyot, 1852, t. I, p. 165. — Guizot, qui ne se ralliait pas à la théorie et voulait le maintien des traités de 1815, se plaçait en réalité entre le système des nationalités et le système Metternich, recherchant aussi en politique extérieure ce juste milieu qui lui représentait la sagesse. Voir ses *Mémoires*, t. II et t. VIII.

Ici encore, 1848 apparaît une révolution peut-être plus européenne que française, bien que Paris ait donné le signal, mais qui se maintenait en même temps nationaliste. Barbès, Mazzini, Kossuth et quelques autres étaient les évêques laïques de cet internationalisme par les nationalités.

Telles sont les idées et les réalités à la fois en face desquelles s'élevait le nouveau président de la seconde république et auxquelles il devait nécessairement, en dépit même de sa volonté, apporter une solution ; le pays l'avait mis à sa tête pour cela. — Examinons les faits que ces idées ont produit et qui commandent encore plus haut qu'elles à celui qui représente la France (1). Nous étudierons ensuite l'histoire d'une nationalité qui nous sera comme la synthèse effectuée du principe, — l'Italie ; ce relevé nous livrera la clef de bien des événements suivants et éclairera, en même temps, une partie du passé que nous avons déjà parcouru. Nous placerons enfin Louis-Napoléon face à l'ensemble, en attendant de l'y mêler. Ici, comme ailleurs, tout se tient, et vouloir isoler un fait entraînerait à le perdre ou à le déformer ; de même, ne voir que la France, dégagée des autres nations, c'est se résoudre de parti pris à ne pas la comprendre et ne vouloir pas la servir. Les pays d'Europe dépendent tous, plus ou moins, les uns des autres, et celui qui conduirait la France, celui qui, empereur, allait restaurer la tradition impériale, devait s'occuper des peuples européens. Le coup d'État lui-même demeurerait incompréhensible

1. « La révolution de Février a été comme la première scène d'un drame qui s'est continué depuis sur les théâtres les plus divers et dont l'Europe entière attend le dénouement. » *L'Italie et la révolution italienne de 1848*, par la princesse de Belgiojoso. *Revue des Deux-Mondes* du 1er décembre 1848.





MAZZINI JEUNE

sans cet examen général, que nous aurions voulu avoir la place de rendre minutieux.

∴

C'est dans Vienne que pétilla la seconde étincelle, le 15 mars. Comme Louis-Philippe, l'Empereur n'hésita guère à demander la démission de son ministre en dépit du long bail qui les unissait ; Metternich, de son côté, ne tenta rien, ni pour se défendre, ni pour protester. « J'ai combattu avec constance, dit-il, pendant près de quarante ans. Mes efforts ont été vains ; ne sachant ni nager entre deux eaux, ni dans une eau qui ne convient pas à mes facultés, je me retire de la scène (1). » Et il traverse en fugitif l'Allemagne qui, si longtemps, l'avait redouté. L'Arsenal de Vienne, envahi, n'avait pas su défendre ses armes ; les troupes, devant toute la ville levée contre elles, n'avaient rien fait de leur force, brusquement immobilisée, réduite à néant. De son palais, le souverain assistait à la débâcle. — Metternich chercha le calme en Angleterre, et y rejoignit Guizot. Comme Guizot, il fut reçu par Palmerston, expert à aiguiser d'ironie chaleureuse, à peine, sa politesse. Le lord avait tout lieu de se réjouir ; en bon Anglais adroit à embrouiller une politique soi-disant européenne au bénéfice de son pays, il avait utilisé, sans trop le laisser voir, les discordes des puissances continentales ; il les avait même entretenues. On sait qu'une union complète serait le plus grand cauchemar de l'empire britannique. L'Anglais, par essence, est missionnaire et, en politique, celui du parlementarisme ; il l'est doublement, avec une sincérité d'autant moins équi-

1. *Mémoires de Metternich*, t. VII.

voque que cette forme gouvernementale lui réussit tout en nuisant à ses ouailles trop vite persuadées (1); elle avantage la mainmise sur un parti, — la meilleure des tactiques pour désorganiser une nation. Ce parti une fois possédé, toujours sans qu'il y paraisse, la Grande-Bretagne touche son plus beau rêve (2), comme à Iéna. Du désespoir avivait les paroles de Ficquelmont, mais la vérité les avait permises et elle continua de les souligner : « La diplomatie des pays constitutionnels a toute l'activité et le même genre d'activité que produit l'esprit de parti ; elle a tout le mouvement d'intrigue inséparable de cet esprit. Cependant, comme la vie politique a pour objet de s'occuper des intérêts qui sont supérieurs à ceux des partis, il en résulte que l'on voit souvent la rivalité diplomatique s'occuper davantage d'un intérêt que d'un principe. Les partis deviennent alors des instruments aveugles dans les mains des gouvernements étrangers. Ainsi, l'on a vu dans le même temps le gouvernement anglais donner son appui, en Portugal, au parti du pouvoir royal, tandis que la France y soutenait le parti libéral ; tout au contraire, en Espagne, Espartero, le chef de l'instrument du parti libéral le plus avancé, était soutenu par l'Angleterre dans la lutte contre la reine Christine que la France défendait autant qu'on pouvait le faire (3). »

1. *Lord Palmerston, l'Angleterre*, etc., déjà cité.— « Il aimait alors la constitution anglaise. Je me souviens que je lui dis : M. de Voltaire, ajoutez-y comme son soutien l'océan, sans lequel elle ne durerait pas. » *Lettres et pensées du Maréchal Prince de Ligne* Genève, 1809.

2. Victor Hugo avait distingué l'avantage que retirait l'Angleterre de la situation inférieure dans laquelle se trouvait la France. Il le dit dans un discours sur les ateliers nationaux, le 20 juin. « Oui, l'Angleterre, à l'heure où nous sommes, s'assied en riant au bord de l'abîme où la France tombe. » *Avant l'exil*, t. I, p. 106, déjà cité.

3. *Lord Palmerston*, etc., déjà cité, t. I. — Voir sur Palmerston:

Ce regrettable duel de l'Angleterre et de la France, si tendu sous Charles X, si envenimé sous Louis-Philippe, dans lequel, malgré tous les continentaux qui la trahissent, la France combat pour l'Europe, a été constant. Après plusieurs concessions pénibles, quand le gouvernement orléaniste, espérant au moins obtenir dans l'intérêt du monde le bénéfice de ses nombreuses retraites, fit proposer à Palmerston, par Talleyrand, un projet d'alliance, Palmerston le rejeta et y répondit en nouant une triple entente, avec l'Espagne et le Portugal, dont la France était exclue sans même avoir été consultée. Les années suivantes affirmèrent mieux encore que la conciliation dans le langage et dans les faits valait moins, vis-à-vis de notre impénitente adversaire, que la réponse de l'amiral d'Haussez sous Charles X (1). La force n'est-elle pas, suivant son blason, le droit de la Grande-Bretagne ? Pourtant, si l'Angleterre voulait devenir sincèrement européenne, ce à quoi ses colonies la forceront peut-être un jour, une ère nouvelle, féconde à tous, pourrait dater de son alliance avec la France. Les deux nations se vaudraient l'une à l'autre ce qui leur manque ; un peu de générosité vraie ouvrirait l'âme faussement puritaine, desséchée ; un peu plus de réalisme développerait dans l'action nos idéalités paresseuses en face de certaines besognes. Mais autorisera-t-on jamais la franchise de l'autre côté du détroit ? Peut-être (2), bien que le premier devoir

L. Bulwer, *The life of viscount Palmerston*, 3 vol. 1871-1874. — Loftus, *Diplomatic reminiscences*, 1837-1862, 2 vol. 1892.

1. « Milord, dit d'Haussez à l'ambassadeur Stuart, je n'ai jamais souffert que vis-à-vis de moi, simple individu, on prît un ton de menace ; je ne permettrai pas qu'on se le permette à l'égard du gouvernement dont je suis membre. La France se f... de l'Angleterre. Elle fera dans cette occasion ce qu'elle voudra... » Le mot est même plus cru.

2. Voir *Le Figaro* du 3 août 1894. — La correspondance de la reine

de la France soit d'abord de faire la paix chez soi pour s'allier avec elle-même. — Palmerston se montrait charmant envers Metternich, déplorait le bouleversement de l'échiquier européen où il n'arrêtait pas de faire avancer ses pièces et Metternich, trop fin pour ne pas se rendre compte, racontait simplement à sa femme qu'il avait trouvé le beau lord changé, bien vieilli (1). Palmerston, quant à lui, écrivait à Normanby le 31 août : « Metternich a toujours été jaloux de tout talent, de toute connaissance chez les individus et de toute vie dans les peuples et les nations. Il a réussi pendant un certain temps à barrer et à arrêter le cours du progrès humain. La merveille, c'est non pas que la pression prolongée ait enfin rompu la digue et inondé le pays, mais que ces entraves artificielles aient produit une aussi longue stagnation. » Il n'en disait pas tant que le *Times*, — sur lequel Metternich put méditer : « Le dernier débris du vieux système est tombé. Le prince de Metternich a été vaincu dans une lutte qu'il ne pouvait pas soutenir contre l'opinion publique des pacifiques habitants de la Basse-Autriche. Le plus vieux ministre de la plus vieille cour a été chassé. Il faut que le cabinet autrichien lui-même se renouvelle... Après quarante années d'un règne illimité, Metternich a abandonné l'empire d'Autriche en arrière du reste de l'Europe, appauvri dans les finances, divisé dans ses provinces,

Victoria, publiée par le gouvernement anglais, donnerait à penser — à moins qu'elle n'ait été remaniée dans un but tendancieux, ce qui ne devrait pas être admissible, et ne l'est point — que l'Angleterre a, depuis longtemps déjà, le désir de réaliser une politique nouvelle, moins exclusive et presque véritablement européenne. Cette correspondance paraît ainsi juste à point pour désigner le roi Edouard comme le serviteur attentif du plan maternel. Voir t. II, p. 19, la lettre de la reine du 11 juin 1844 et celle du roi des Belges, du 28 juin, p. 38. Déjà cité.

1 *Mémoires de Metternich*, déjà cité — Voir : *Lord Palmerston, sa correspondance intime*, etc., trad. par Aug. Craven. Didier, 1879.



menacé ouvertement dans ses plus importantes possessions. Combattant sans relâche et sans modération des influences qu'il regardait comme mauvaises, il a laissé toutes les calamités qui pouvaient menacer un État s'accumuler à l'horizon... » Voici deux diplomates en face de la théorie des nationalités, et que l'un la combatte ou que l'autre l'admette, déjà, sur le point envisagé, l'un et l'autre ne l'entendent chacun qu'à son avantage, pour nuire au dehors. Nous sommes loin du Collège de France, et nous nous en éloignerons de plus en plus.

De Vienne, le flot gagnait presque tout l'Empire ; il grandissait en Bohême où les divers états se solidarisaient, bourgeoisie et peuple, dans un même sentiment, pour réclamer l'indépendance, en Hongrie, ou deux hommes aidaient les masses (1). — Kossuth, chef du parti radical, obtient des députés une sommation à l'empereur afin de transférer la diète de Presbourg à Pesth et d'accorder au pays, en même temps qu'une garde civique, un ministère national, responsable ; Batthyany, l'empereur étant forcé de céder, forme le premier ministère hongrois. Tous deux poursuivent, à travers la révolution, un programme de relèvement national ; ils veulent l'abolition des privilèges protecteurs de la propriété féodale qui ne profite plus ni à ses détenteurs ni aux paysans, le retrait du privilège d'aviticité par lequel les terres une fois vendues peuvent être rachetées à leur primitive valeur par le descendant du vendeur et la suppression de la loi en vertu de laquelle la noblesse était exempte de l'impôt foncier comme de

1. Voir, entre autres volumes : *Voyage en Autriche, en Turquie et en Allemagne*, etc., par la baronne Blaze de Bury. Charpentier, 1851. — Philarète Chasles, *Scènes des camps et des bivouacs hongrois*, 1848-1849 ; Paris, Charpentier, 1879. — *Revue des Deux-Mondes*, numéros de novembre et décembre 1848.



tout impôt direct ; ils réclament, cela étant, l'égale répartition des charges publiques, l'émancipation des terres et des paysans corvéables, l'affranchissement de l'esclave agricole par la transformation des corvées et des prestations en nature, enfin une banque nationale. — La Bohême, conduite par Palacky, s'opposait énergiquement à sa fusion avec l'Allemagne. L'Autriche refusait aussi l'influence allemande, qui entraînait l'influence prussienne, et entendait y résister ; dans la compréhension qu'elle avait de son rôle, elle devait se maintenir une confédération de peuples slaves prête à faire face au panslavisme russe. La Russie restait très redoutée (1) et, de tous les peuples situés au sud de l'Europe orientale, il ne s'en élevait pas un de force à arrêter seul l'envahissement ; un lien sérieux était nécessaire pour les réunir. — Au début, malgré l'effervescence lombarde, la retraite de Metternich parut tout calmer, en dépit de son élève Ficquelmont, ainsi que de l'inquiétude hésitante entretenue par cette succession même, désignée, préparée depuis longtemps. Et à Paris, comme à Londres, on applaudissait à la révolution. *Le Constitutionnel* paraissait pouvoir donner la main au *Times ;* en réalité, les deux articles étaient composés dans un esprit bien différent : « Voilà donc le châtiment de cette politique qui a récemment ensanglanté la Pologne, usurpé Cracovie, opprimé l'Italie, réduit Milan au désespoir, menacé l'indépendance de la Suisse et qui, ayant entraîné notre gouvernement dans la réaction, a précipité sa chute. La violence faite aux nations, le mépris des hommes, la lutte contre les idées généreuses, l'obstination à résister à tout pro-

1. « Il était à craindre, au lendemain de février que l'ennemi de la démocratie, le czar, ne trouvât des alliés pour une nouvelle Sainte Alliance de l'absolutisme. » *Revue des Deux Mondes* du 15 décembre 1848, p. 919.



grès, la répression de toutes plaintes légitimes ont eu leurs conséquences inévitables. L'incendie de la révolution française, qu'on avait cru éteint par trente ans d'oppression et d'efforts, s'est réveillé partout de lui-même et dévore l'édifice de la Sainte-Alliance... » La nuance était saisissable. Ici, le droit des nationalités et des peuples passait avant toute rancune, avant tout combat diplomatique ou individuel ; ce n'était pas un ministre qui inspirait l'article, mais un peu de la générosité naturelle au pays.

Le mouvement animait la confédération germanique sur les trois quarts environ de son territoire (1). En Prusse, deux sentiments le divisent, la volonté ferme d'utiliser l'exemple donné par Paris pour recouvrer les libertés promises depuis 1815 et la crainte de l'intervention française ; le second fut le plus fort, tellement que la Prusse s'arma vite, mais n'avait rien de populaire ; en réalité, il demeurait avant tout dynastique, prussien, et le reste de l'Allemagne se fût assez volontiers dispensé de le suivre. L'attitude de la France assurait qu'elle n'engageait pas une politique de conquête ; la dynastie redoutait donc moins l'intervention que les idées nouvelles et humanitaires dont le drapeau de 1793 était le défenseur. Elle annonça aux populations paisibles tout un avenir proche et certain d'horreurs révolutionnaires, et ce programme absurde (2), délayé par les professeurs, porta dans un pays où l'un des maîtres les plus applaudis avait répété depuis des

1. Le meilleur résumé sur les origines du nouvel empire est l'ouvrage de Saint-René Taillandier, *Dix ans de l'Histoire d'Allemagne*, Paris, Didier, 1875.

2. Il durait depuis longtemps. Voir la préface de l'ouvrage de Saint-René Taillandier, p. 5, 6 et suiv. et Lerminier, *Au delà du Rhin*, cité dans le volume même, p. 11. Ces livres établissent une sorte de chaîne avec ceux de Rothan.

années qu'apprendre le français aux jeunes filles revenait à leur enseigner la prostitution ; ce Basile souhaitait entre les deux pays une forêt immense, impénétrable, ténébreuse et sinistre, toute peuplée de reptiles et de carnassiers, antédiluvienne, afin d'empêcher les deux peuples de communiquer entre eux. La Prusse, jugeant autrui d'après elle, n'admettait pas que, de la part de la France, la théorie des nationalités, simple prétexte, pût contenir quoi que ce fût de sincère (1). A l'aide de ces déclarations, elle faussait les sentiments des masses et achevait de les anéantir en menaçant d'une invasion qui n'avait jamais existé, à aucun moment, dans la pensée du

1. Aucun doute possible sur les sentiments qui fleurirent alors au delà du Rhin ; ils furent nettement contre nous et contre la théorie des nationalités. Quand Arnold Ruge souhaita la reconstitution de la Pologne, ses collègues lui imposèrent silence. Au contraire, ils applaudirent celui qui prit la tribune après lui et énonça ces paroles mémorables, — dont nous ne saurions trop nous souvenir et que le parti républicain aurait dû méditer avant d'attaquer l'Empire provoqué par la Prusse : « Que nous parle-t-on de justice ! Le seul droit en ces matières est le droit du plus fort. » Peu de temps après, Bismarck allait énoncer : « L'unique base pour un grand État... c'est l'égoïsme politique. » (3 décembre 1850). L'historien Sybel ne parle pas autrement : « Quelle grande puissance se laisse décider par des motifs autres que ses propres intérêts ? » *Die Begründung des Deutschen Reiches durch Wilhem,* t. II. — En dépit de tout, il y a cependant dans l'égoïsme un principe secret, mais inéluctable, de lente destruction. — Henri Heine a très bien vu de quel genre était le patriotisme prussien : « Le patriotisme du Français consiste en ceci que son cœur s'échauffe, qu'il s'étend, qu'il s'élargit, qu'il enferme dans son amour non pas seulement ses plus proches, mais toute la France, tout le pays de la civilisation ; le patriotisme de l'Allemand, au contraire consiste en ce que son cœur se rétrécit, comme le cuir par la gelée, qu'il cesse d'être concitoyen du monde, un européen, pour n'être qu'un étroit Allemand. » — Voir aussi : E. Véron, *Histoire de la Prusse*, etc. Paris, Germer-Baillère, 1867. — Hillebrand, *La Prusse contemporaine, idem.* — P. Matter, *Bismarck et son temps, la préparation*, Alcan, 1905 — et, du même, *La Prusse et la Révolution de 1848*, 1 vol. — *Christian Carl Josias Feihen von Bunsen* etc. 3 vol. Leipsick, 1868-1871, dont le livre de Saint-René Taillandier est une sorte de resumé.



gouvernement provisoire : la revanche même, qui eût été permise, au moins en imagination, après les atrocités commises en 1815, n'était évoquée par personne. Il est surprenant qu'une mauvaise foi aussi éclatante n'ait pas servi à la France de leçon dans les dernières années de l'Empire. A l'abri, derrière ce premier jeu de passe-passe, la Prusse poursuivait son manège, en se servant de la question nationaliste pour déclarer que sans son intervention personnelle elle ne pouvait se résoudre et que, toute absorbée dans cette tâche plus importante que les autres, elle demandait, quant à elle, le temps nécessaire afin de répondre aux réclamations plébéiennes. Peu à peu, sans y voir clair cependant, le peuple se méfia, le dit et, après une première concession, se plaignit davantage.

D'accord, les étudiants et la petite bourgeoisie laissent entendre dans un manifeste que le meilleur moyen d'empêcher que la France ne se mêlât de leurs affaires, serait de consentir des institutions libérales. Et bientôt les barricades s'élèvent. Le roi, jusque-là sûr de son peuple, lâche ses troupes après une certaine hésitation. Il flatte le désir de l'unité, supprime la censure, convoque le Landtag. Une manifestation de gratitude doit avoir lieu quand, au dernier moment, elle tourne. Les dragons s'avancent; deux coups de feu partent — les coups de feu décisifs de toute révolution et dont ici encore le destin seul serait responsable : la maladresse d'un soldat aurait causé l'un, la maladresse d'un ouvrier l'autre ; équitable balance, équilibrée sur le dos du hasard, toujours propice. De nouvelles barricades entraînent la bataille. Assez vite épuisé de douleur par cette lutte intestine, le roi ordonne la retraite, et la révolte s'empare de Berlin comme elle s'était saisie de Vienne. Le massacre

ainsi arrêté, le monarque renvoie son frère, odieux au peuple, et nomme un ministère libéral dirigé par Henri d'Arnim. L'apaisement se prépare. Le 21 mars, le roi consent à saluer les morts tués par ses soldats. Puis, reprenant la manœuvre précédente interrompue par l'émeute, après avoir dressé de plus en plus la Prusse au-dessus de la confédération germanique, et déclaré que le salut de l'Allemagne viendrait d'une union étroite entre les princes et les peuples, il s'engage à diriger lui-même la campagne nécessaire ; afin que l'union se scelle, il convoquera sans retard à Berlin une assemblée des États et un parlement général (1). Enfin, tout en flattant pour retenir, cet intraitable ennemi du moindre essor révolutionnaire aide l'insurrection en Danemark au point de lui rendre même une force telle que, sans cette intervention, le gouvernement y eût dispersé les dictateurs provisoires réunis à Kiel. Cette diversion nouvelle, plaçant la guerre à portée d'une autre frontière, lui permet aussi de doubler ses forces à l'intérieur. Dans la foule, lors des cérémonies les plus récentes, on avait crié : « Vive l'Empereur d'Allemagne ! » Ce cri, sans doute préparé, était le résumé du programme dont le roi posait les premières pierres ; l'édifice complet devait être couronné à Versailles, dans le palais de nos Bourbons. — Vis-à-vis de la Pologne germanisée, une générosité mensongère accordait l'organisation du grand duché de Posen pour mieux tout empêcher par la condition que les Polonais s'abstiendraient totalement en faveur de leurs frères russes. A Cracovie, en Galicie, où les

1. Ce parlement, aboutissant de la révolution allemande, aboutit lui-même à l'Empire. — Voir, pour suivre la politique allemande, Ranke, *Aus dem Briefweschsel Friedrich Wilhems IV mit Bunsen*, 1873, et l'histoire d'ensemble de Treitschke.

velléités nationalistes menaçaient d'aboutir, la révolution fut toujours tournée, avec l'aide du comte Stadion. Varsovie cherchait vainement à déchirer son lourd linceul. — Les petits États se soulevaient aussi. A Bucarest, abdiquait, impuissant, l'hospodar Bibesco. Le gouvernement provisoire appelait aux armes la Bukovine, la Transylvanie, la Bessarabie et rêvait un empire roumain. — La Russie restait immobile, mais le tsar, derrière ses troupes prêtes, laissait entrevoir la possibilité d'une guerre et faisait injurier grossièrement la France dans *L'Abeille du Nord* (1).

L'Angleterre ne parvient pas de suite à rester « sur ses ancres solides (2) » ; elle se divise en deux armées, la phalange chartiste dans l'île même, les bandes irlandaises à côté. Le travail chartiste paraissait sérieux et le récit des victoires démocratiques, viennoises l'entretenait d'espérance. Il était des plus justifié. Tout le sol appartenait à une oligarchie, bénéficiaire exagérée de l'exploitation de ses terrains, puissante, implacable au manque de fortune ; la classe pauvre pesait si peu qu'à moins d'être immédiatement total, l'élan n'avait pas chance de porter un résultat, et ceux qui l'aidèrent comptèrent trop sur la simple efficacité de leur bonne cause ; dans la grande île déchiquetée, plus qu'ailleurs, il n'y a de légitime que ce qui réussit. Les chartistes ne surent pas s'entendre assez étroitement avec les irlandais, et les promesses qu'ils leur avaient faites, au nombre desquelles la reconstitution de leur nationalité, inquiétèrent le sentiment de patriotisme absolu que l'Anglais fait intervenir par-dessus tout. Les désordres de Glascow, d'Édimbourg, de Newcastle et de Manchester achevèrent d'alarmer en donnant à la réforme les aspects les

1, 2. Ollivier, t. I.

plus repoussants, sans qu'ils fussent compensés, et de l'autre côté du détroit, aujourd'hui comme au temps de Cromwell, une révolution doit être — ou sembler — puritaine pour posséder des chances de succès. Le chef des chartistes, O'Connor, convoque vainement cent cinquante mille hommes ; des milliers de bourgeois inscrits comme constables suffisent à arrêter dès son début la manifestation projetée. En Irlande, tout avorte, malgré Smith O'Brien, Meager et Mitchell ; leur inutile dictature s'achève à Paris dans de fastidieux banquets (1). Le gouvernement provisoire se tirait de là, toujours grâce à Lamartine, par de belles paroles dont la traduction exacte n'évaporait rien de sincère : il reniait indéfiniment le principe des nationalités et, comme il le reniait tout en l'exaltant, il laissait la tâche plus difficile à ses successeurs. Sa diplomatie consistait, depuis février, à interrompre, en l'usant ou en le dévoyant, un courant trop fort pour être anéanti, car jamais les nations n'avaient été animées d'une entente aussi générale, et la France était prête, dans ses éléments populaires, à verser son sang. Nous voici amené à nous demander de nouveau si la sagesse du gouvernement provisoire eut raison. La réponse est difficile, sans doute impossible, en face des hypothèses indispensables pour envisager ce qui eût suivi (2). Le moment d'agir n'était

1. Voir pour l'Angleterre, Walpole, Loftus, déjà cité, de Malmesbury, *Mémoires of an ex-minister*, 3 vol. 1885 de Castelreagh, *Mémoirs and Correspondance*, 12 vol. 3e série 1848-1849, — et Pauli, *Geschichte Englands*, 2 vol. 1864-1867.

2. George Sand, revenant sur cette question en 1849, écrivait à Mazzini : « Si, au lieu de suivre la fade et sotte politique de Lamartine, nous avions jeté le gant aux monarchies absolues, nous aurions la guerre au dehors, l'union au dedans et la force, par conséquent, au dedans et au dehors. Les hommes qui ont inauguré cette politique, par impuissance et par bêtise, ont été poussés par la ruse de Satan sans le savoir. » *Correspondance*, t. III, p. 171.

peut-être pas venu —, à moins qu'il ne fût déjà passé, — et c'est surtout cette anticipation — ou ce retard — qu'il faudrait déplorer ; sans l'un ou l'autre, qui sait si la France eût subi 1870 ? Il paraissait bien à ce moment qu'une partie de l'avenir européen dépendît de nous, et que notre valeur nationale eût gagné à le défendre ; il est mauvais toujours, disait la Montagne, — et nous retombons dans le messianisme, — de manquer à sa mission. Ce rôle, qui nous était destiné, apparaissait tel à Palmerston qui, plus encore que les autres diplomates du continent, craignait de nous le voir assumer. Il avouait son appréhension et il pensait que la France, par-dessus son gouvernement provisoire culbuté, déborderait une fois encore en Europe par la Belgique, par le Rhin, par les Alpes.

Cette crainte valut à Lamartine, serviteur de la jeune république, toutes les avances. « Palmerston ne nous embrassait très fort que pour mieux nous surveiller et nous retenir par l'étreinte de ses bras amicaux (1). » Le peu de danger que représentait le dictateur, son évidente volonté de répudier toute guerre extérieure parallèlement aux appréhensions du ministre anglais, désignent ce que nous dictaient l'audace; le calcul et la générosité, plus souvent réunis qu'il ne le paraît et, quelquefois, au point de former le visage même de la raison. Sur ce terrain encore, le poète perdait beaucoup en voulant tout concilier par la retraite ou l'abstention, alors que la conciliation dépendait justement de l'attaque ; l'exemple si récent de Guizot lui enseignait pourtant que certaines circonstances rendent ce rôle néfaste au pays comme au diplomate trop ténument avisé qui l'assume.

1. E. Ollivier, t. I.

Malgré le ton du tsar à l'égard de la république, Lamartine maintenait même la possibilité d'une entente avec la Russie sur laquelle il faisait reposer sa thèse ; « c'est le cri de la nature, disait-il, la révélation des géographies, l'alliance de guerre, l'équilibre de paix. » Il recherchait en même temps l'alliance anglaise et s'inféodait tellement à Palmerston qu'il abandonna la liberté d'agir à sa guise en Suisse comme en Espagne, où nous comptions de précieuses amitiés. Par ses amabilités pour la Russie, il repoussa également les avances polonaises ; notre honneur se trouvant toutefois en jeu, il sollicita des trois puissances qui s'étaient partagé le territoire de l'aigle blanc la destruction des traités de 1815, ce qui n'engageait à rien et ne pouvait aboutir, de telle sorte que ce cœur si captivant s'achevait en politique par une aventure que la plupart avaient courue avant lui, et devaient courir après, la rétractation de soi-même. Ainsi, sur le terrain extérieur, comme précédemment à l'intérieur, la révolution, par la faute des hommes qui s'étaient emparés du pouvoir, se reniait sans rémission.

Les excuses du gouvernement provisoire sont nombreuses (1). Pour agir, il devait s'engager dans une

1. Un article de la *Revue des Deux-Mondes* du 1er décembre 1848, au sujet de la Hongrie résume, pour ce pays, les raisons de la difficulté d'agir, et donne ainsi une indication qui, dans ses grandes lignes, peut être généralisée : « Les vieux bâtiments ne se prêtent qu'avec peine aux plans réguliers de l'architecture moderne. Il en est de même d'un pays : on ne sépare point brusquement le passé du présent ; se jeter violemment hors de toutes les traditions de l'histoire pour bâtir un édifice qui n'aurait d'autre appui que la logique et la raison pure, c'est une œuvre qu'aucun peuple n'a encore accomplie. Il faut que les esprits révolutionnaires en prennent leur parti. Comme on hérite du tempérament de ses pères, on hérite des institutions de l'histoire de son pays. On peut changer ces institutions ou réformer cet état social, à peu près dans la mesure où l'on peut corriger un vice de santé et modifier les humeurs ; le tempérament reste : ce n'est qu'après de nombreuses



lutte européenne, et les peuples, malgré leurs soulèvements, malgré leur foi, avec leurs chefs improvisés et hésitants, avec les rancunes et les haines de nation à nation, au subit réveil probable, séparés donc, sur plus d'un point, les uns des autres, malgré leur entente générale, n'auraient pas appuyé, peut-être, nos armes comme il eût fallu (1). L'examen de l'Allemagne, à ce sujet, a renseigné. Par manque d'organisation et d'esprit de suite —, toujours, — faute de vouloir admettre, en haine de l'autorité, qu'une révolution comporte la nécessité d'une discipline pour se réaliser, surtout quand d'autres révolutions, peu éloignées même, l'ont précédée déjà, — les révolutions s'usant comme le reste, — les peuples, abandonnés à leurs vengeances, dominés dès la première victoire par l'égoïsme, se perdirent. La théorie des nationalités parut alors enfanter un germe funeste et sombra partout misérablement. Quatre-vingt mille soldats russes mettaient à sac la Roumanie ; et la Sublime Porte, mécontente de se voir supplantée dans une besogne qu'elle jugeait sienne, envoyait de son côté

générations et des modifications successives que les familles humaines changent leur type primordial. Sans doute, une transformation sociale se préparait depuis vingt ans pour la Hongrie : les événements de Vienne en ont hâté l'explosion ; mais la révolution ne passera pas du noir au blanc. Quelques efforts qu'on fasse, l'aristocratique Hongrie ne ressemblera pas demain à la démocratie américaine.... Il y a les éléments nouveaux dont la Hongrie a besoin pour son émancipation ; c'est par là que s'opérera le mouvement d'ascension que la révolution française a produit partout ailleurs au profit des classes inférieures. » L. de Langsdorff.

1. Pour saisir la différence entre 1848 et 1789 se reporter au 1er tome de l'*Europe et la Révolution française* d'Albert Sorel, *Les mœurs politiques et les traditions*. — La théorie des nationalités, mise en face de la conclusion suggérée par ce remarquable travail, apparaît bien non seulement la continuation de la Révolution Française, mais encore, pourrait-on dire, l'effort profond de celle-ci pour tirer parti, après 1815, de l'Europe retournée contre elle, extrayant des moyens mêmes que cette Europe emploie pour la détruire une mystérieuse graine de renaissance, la matière encore invisible d'une nouvelle réconciliation future.



des troupes à Bucarest. Battus, les Polonais n'en devenaient que moins unis et les Prussiens, continuant d'interpréter tout à leur profit, rivèrent un peu plus, sous prétexte d'ordre, le duché de Posen. Une sorte de croisade à rebours fut prêchée contre la Pologne dans les clubs et dans les journaux de Berlin ; on fusilla les prisonniers ; par générosité suprême, on gracia les moins coupables en les marquant sur l'oreille et sur la main droite. Finalement le duché, anéanti, fut incorporé, non pas à la confédération allemande, mais à la Prusse. Le roi, retourné maintenant que Berlin était calme contre la Chambre qu'il avait dû permettre, voulait la dissoudre. Un homme nouveau l'encourageait dans ses résolutions, un des plus fougueux orateurs du Landtag, Bismarck. Poussé par lui, le roi renvoya ses ministres modérés et constitua un cabinet de résistance avec le comte de Brandebourg. Ce fut vite un coup d'Etat. Le ministère nouveau lut à la Chambre un décret royal qui suspendait les séances et transférait le lieu de l'assemblée dans la ville de Brandebourg.

Les députés résistèrent en vain ; ils n'avaient rien qui leur permît de réussir ; ils appelèrent sans bonheur la garde civique ; la garde civique fut dissoute et les chefs révolutionnaires arrêtés. Une proclamation annonça peu de temps après la dispersion de la Chambre et l'octroi d'une constitution. La Prusse étendait sa toile d'araignée sur l'Allemagne. — La Hongrie se perdait en discussions intestines. Les Croates avaient demandé, comme les Magyars, des frontières nationales. Se les voyant refuser, ils mirent à leur tête le ban Jellachich et s'unirent aux Serbes, conduits par Joseph Rajacsics. Les Magyars réclamèrent l'aide de l'Empereur. Pour se le rendre



favorable, Kossuth décida qu'il fallait aider l'Autriche dans la guerre d'Italie en lui fournissant des troupes, sous le prétexte discutable et même faux que cette guerre était dirigée, non contre la nationalité italienne, mais contre Charles-Albert; et il devait montrer également, par cela, où mène, mal entendue, la théorie des nationalités. L'Empereur répondit en favorisant les Croates et les Serbes. Les Magyars prièrent l'Empereur de sanctionner l'émission de deux cent millions, la levée de deux cent mille hommes, et de se rendre à Pesth. Le refus les étonna-t-il autant qu'ils voulurent le faire croire par leur attitude? Kossuth, renonçant à son premier plan, comprenant, sans doute, qu'il existe des êtres qui doivent se refuser certaines ruses, laisse là aussitôt son amitié pour l'Autriche. Il ne garde plus à son bonnet que l'aigrette rouge de la Hongrie et décide la guerre (1). Mais l'Empereur, rassuré en Italie depuis la reddition de Milan, lance Jellachich et les Croates sur la Hongrie. Les événements indiquent alors une fois de plus comme la théorie des nationalités dévie jusqu'à se perdre dans le dédale des rivalités, faute d'un homme capable de dominer certains différends, faute d'une force supérieure ou, principalement, d'une entente internationale réelle des peuples.

Les événements se pressent dans un étrange désordre. Le maréchal de camp Lambert, envoyé par l'Empereur, est assassiné à Pesth; le grand Magyar Szechenyi, désespéré, se dispute avec Kossuth, devient fou et se jette dans le Danube. Deak, représentant du système constitutionnel, refuse de s'associer à une politique radicale et quitte le ministère.

1. Voir, entre autres, Hübner, *Une année de ma vie*. Paris, Hachette, 1891, 1 vol. — Les mémoires de Metternich et Springer.

Kossuth, sans rival, se trouve dictateur. La rupture de l'Autriche et de la Hongrie est appuyée par le peuple de Vienne qui aide la révolte; le peuple empêche les troupes de partir, assassine le ministre de la guerre et contraint l'Empereur à la fuite. — De germanique, Kossuth devient tout à fait slave et se tourne vers les Polonais. Quelques-uns se refusent, dont le prince Czartoriski ; d'autres accourent, tels Been et Dembinski. La lutte ne pouvait durer longtemps, mais menaçait d'être grave. Un grand maître du plaisir et de l'énergie, au point de dominer, en la prolongeant, une existence atteinte et déjà minée, accepte de conduire la résistance à condition que le vieil Empereur abdique au profit de son neveu, âgé de dix-huit ans, François-Joseph (1) : c'est Félix de Schwarzemberg. A une individualité de ce genre, la guerre plaît toujours parce qu'elle sauve, soit qu'elle tue, soit qu'elle permette la victoire ou, mieux, en apportant les deux ensemble. — Nous sommes au 2 décembre 1848 (2).

1. L'Empereur actuel. — Lire, dans Hübner, le récit de l'abdication de l'Empereur en faveur de son neveu, p. 470,471.

2. Voir aussi : Capefigue. *La société et les gouvernements de l'Europe en 1848*, 4 vol. — Capefigue reconnait, à travers un certain verbiage, que la France avait un grand rôle à jouer. Il dit aussi : « Le nouveau principe qui dominait la France ne lui permettait donc aucune alliance sérieuse, aucun pacte concerté ; elle devait subir la loi générale ou oser la guerre universelle, la plus triste condition pour un État. C'est ce qui arrive toujours lorsqu'une nation adopte ou accepte un principe qui la met hors du droit européen ». La France ne s'était mise hors du droit actuel européen, injuste et faux, que pour en créer un autre, plus juste et plus vrai. — Il dit avec plus de logique : « Quand un parti se hasarde à ce point de faire une révolution, il doit jouer son va-tout et ne pas espérer une conciliation impossible. L'Europe a un droit diplomatique qui se fonde sur l'idée d'unité héréditaire ; dès que le 24 février avait été accompli, il fallait attaquer de front cette idée sans ménagement et accepter le duel, jeu terrible et nécessaire dans les révolutions. J'ose croire, à l'honneur de l'intelligence des hommes de ce temps, qu'ils comprirent cette nécessité ; seulement ils s'arrêtèrent en voyant une société qui ne voulait

Il apparait un peu que nous eussions été sans doute assez rapidement seuls contre l'Europe coalisée par la politique de ses souverains (1), comme en 1793, et le danger eût été d'autant plus considérable que l'élan d'alors ne nous animait plus. En outre, nous n'étions pas attaqués et nous n'avions pas eu à juger un roi, soit qu'il se fût jugé lui-même en ne défendant pas son pouvoir, soit que, plutôt, très humain, profitant de l'expérience passée, il eût voulu épargner un crime à la France. Néanmoins, l'Europe, comme Palmerston, s'attendait à notre action, et notre retenue nous fit perdre notre légende, qui dressait un bouclier ; il fut connu pour la première fois à l'étranger, — 1830 ayant été mis à la raison par Louis-Philippe, — qu'une révolution à Paris n'entraînait pas nécessairement notre intervention armée en Europe (2). On nous craignit moins et, tout en conti-

pas, qui ne pouvait pas aller dans leur sens. La France n'était point trempée à l'énergie de 1793... » t. IV, p. 241.

1. Le roi de Prusse écrivait dès le 27 février 1848 à la reine Victoria : « Nous assistons à un effort pour répandre les principes de la révolution par *tous* les moyens à travers toute l'Europe... Les conséquences pour la paix du monde en sont claires et certaines. Si le parti révolutionnaire fait triompher son programme, la souveraineté du peuple, ma petite couronne sera brisée, non moins certainement que celle plus puissante de Votre Majesté, et un terrible châtiment frappera les nations. Un siècle suivra, de révolte, de déréglement, d'impiété. » Et il menaçait ainsi la France au cas qu'elle agît : « La première rupture, soit avec l'Italie, la Belgique ou l'Allemagne serait, sans nul doute, possible, en même temps, une rupture avec nous tous et nous prouverions à la France avec toutes les forces que Dieu nous a données, sur terre et sur mer, comme pendant les années 1813, 1814, 1815, ce que peut produire notre union. » Saisit-on ici, et bien nettement, ce que fut 1870, — comme nous l'indiquions précédemment, — quelle revanche contre la révolution réussit cette guerre néfaste, dans quel esprit abominable et criminel elle fut conçue ? — *La Reine Victoria d'après sa correspondance*, t. II, p. 218, 19, 20.

2. Ce point est très important. On se rappelle ici le mot de De Maistre, d'après un prophète : « Chaque parole de ce peuple est une conjuration... La moindre opinion que vous lancez sur l'Europe est un bélier poussé par trente millions d'hommes. » *Soirées de Saint-Pétersbourg*, 6e entretien.

nuant de nous jalouser, on nous détesta avec un plaisir plus facile.

Dans la conception lamartinienne, un seul pays nécessitait notre intervention, l'Italie. Pendant une conversation privée avec Mazzini, de passage à Paris (1), le poète avait été franc : « L'heure a sonné pour vous ; j'en suis tellement convaincu que les premières paroles dont j'ai chargé mon envoyé ont été celles-ci : « Saint Père, sachez que vous devez être président de la république italienne. » Il avait déjà dit aux Italiens venus lui faire leurs adieux : « Allez dire à l'Italie qu'elle a des enfants aussi de ce côté des Alpes ; allez lui dire que si elle était attaquée dans son âme, dans ses limites ou dans ses libertés, que si ses bras ne suffisaient pas à la défendre, ce ne sont plus seulement des vœux, c'est l'épée de la France que nous lui offririons pour la préserver de tout envahissement. Et ne vous inquiétez pas, ne vous humiliez pas de ce mot, citoyens de l'Italie libre ! Le temps a éclairé la France et lui a donné en raison, en sagesse, en modération ce qu'elle eût autrefois en impatience de gloire et en soif de conquêtes. Nous ne voulons plus de conquêtes qu'avec vous et pour vous. »

L'Italie offre le plus intéressant exemple de la manière dont se façonne une nation ; tout le monde s'accordait alors, quelques patriotes exceptés, à croire qu'elle n'en était pas une et qu'elle ne pourrait pas le devenir ; la diplomatie européenne, sauf celle de la France, n'admettait pas que l'expectative en fût posée. Même après Novare, le successeur de Metternich, et sans que le point de vue autrichien absor-

1. Féderico Donaver, *Vita di Giuseppe Mazzini*. Le Monnier, Florence, 1903, p. 278, 279. L'auteur mentionne la venue de Mazzini à Paris sans parler de Lamartine. — Voir E. Ollivier, déjà cité.



bât tout son raisonnement, voyait là, en 1852, la plus absurde des chimères. — L'histoire de cette *Iliade* nationaliste, fort instructive, est passionnante ; ses étapes enseignent qu'un des meilleurs moyens de réussir est de tout oser. Elle tient de très près à notre examen, dans son passé, dans son présent, dans son avenir ; en apporter un court résumé, par la concentration de ses grandes lignes, reste indispensable à un prologue du second Empire. Ce que comporte d'arbitraire, et souvent de faux, la théorie des races latines est connu, mais ce qui attirait alors les hommes des deux pays, en dépit de tout et d'eux-mêmes, et ce qui les réunira peut-être encore dans l'avenir, demeure plus effacé ; l'étude de l'histoire italienne le fera saisir. Elle vaudra de constater ce que peut le principe des nationalités joint, d'une part, à l'idéalisation révolutionnaire, représentée dans ses côtés souterrainement diplomatiques par Mazzini, — base de presque tout au début, — dans son audace un peu désordonnée par Garibaldi, — si nécessaire, — et, de l'autre, par le positivisme puissant de Cavour, indispensable clef de voûte de tout l'édifice construit à la faveur du pouvoir durable fourni par la monarchie sarde.

L'histoire de l'Italie est liée à celle de Louis-Napoléon. Il nous faut dresser la carte péninsulaire en face de laquelle il s'interroge une fois à la présidence, carte forcée en quelque sorte, à laquelle il doit contribuer, car, en dehors des possibles raisons personnelles, infiniment discutables, et qui ne sont pas à discuter ici, il hérite de la situation créée par son oncle, — ininterrompue depuis 1815, — par la monarchie de Louis-Philippe (1) comme par la république

1. La question italienne, on le sait, avait agité le règne de Louis-Philippe à plusieurs reprises, notamment sur la fin. Le marquis



provisoire, compliquée en dernier lieu par l'incompréhension réactionnaire de Cavaignac (1).

*
* *

On ne conteste guère que Napoléon ait été le premier ouvrier de la régénération italienne ; il le fut plus, au début, par le fait des circonstances que de lui-même, mais il le devint ensuite en fondant un royaume d'Italie qui proposa le dessin de l'unité future. Ce point était acquis avant 1830, même par ceux dont l'idéal politique combattait l'exemple impérial. Sismondi écrivait en 1832 : « Lorsque, le 23 février 1796, Napoléon Bonaparte fut nommé au commandement de l'armée française en Italie, il commença une régénération qui rendit à la nation italienne plus de liberté qu'elle n'en avait perdu. C'est la participation du grand nombre au gouvernement et non la dénomination de république plutôt que de monarchie qui constitue cette liberté ; c'est surtout le règne des lois, la publicité dans l'administration comme dans les tri-

de Boissy demandait à la Chambre en 1847 : « Quelle sera la politique de la France à l'égard de Rome et de l'Autriche? Cette politique sera-t-elle française ou autrichienne ? Les intérêts français ne sont pas les mêmes que les intérêts autrichiens ; c'est incontestable... Les intérêts de l'Autriche sont que Rome ne soit pas libre, parce que Rome devenue capitale de liberté en même temps que capitale de chrétienté, évidemment c'est, dans un temps peu long, l'affranchissement de toute l'Italie... Je demande que nous sachions si le peuple romain peut, en cas d'invasion autrichienne, compter sur la France ». Il concluait : « Osez seconder, secondez les peuples italiens, non pas pour faire des révolutions, mais pour les aider à marcher vers le progrès. » *Mémoires du marquis de Boissy*, 1798, 1866, rédigés par P. Breton, etc., 2 vol. Paris, Dentu, 1870, t. I, p. 359 et suiv.

1. Est-il nécessaire de redire que pour ce qui précède comme pour ce qui suit nous ne donnons qu'un résumé, et le plus succinct possible ? — Voir aussi : *Annuaire historique universel ou histoire politique pour 1848*. Paris, Thoisnier-Desplaces, 1848.

bunaux, l'égalité des droits, la suppression des entraves à la pensée, à l'instruction, à la religion (1). » Napoléon émancipa la terre de ses premières victoires en lui procurant les moyens de renaître et en lui rendant une âme ; il lui donna la vie qui manquait partout. Ceux de ses enfants qui vivaient encore ne savaient que maudire, à la manière d'Alfieri, désespérer du monde autant que d'eux-mêmes et insulter les Français sanglants qui leur apportaient le salut. La coalition de 1815, saluée par la péninsule comme une délivrance, détruisit l'œuvre régénératrice au nom de la liberté, tant il est vrai que ce mot a tout permis tour à tour, l'écrasement despotique après l'anarchie, qui ne sont la liberté ni l'un ni l'autre. La Sainte-Alliance referma le sépulcre dans lequel l'antique fille de Vénus s'était endormie depuis des siècles et l'Europe, satisfaite, décréta que le bonheur des peuples devait commencer ; mais la main autrichienne, si merveilleuse à l'œuvre de recul, enferma dans le cercueil un invisible germe neuf, vivace, rebelle, qui souleva la dalle pesante et, sous l'air frais qui recolorait son visage, permit une fois encore à la morte d'ouvrir ses larges yeux noirs. La théorie des nationalités aida la résurrection en contestant la possibilité d'un équilibre européen réel avant que l'Italie ne fût libre et n'eût réalisé sa propre conquête par la réunion des divers petits royaumes, usuriers de son territoire. « L'Europe n'aura de repos, avançait Sismondi, que quand la nation qui a allumé au moyen-âge le flambeau de la civilisation avec celui de la

1. Sismondi, *Histoire de la renaissance de la liberté en Italie*, etc., 2 vol. Paris, Treuttel et Vurtz, 1832. — « La domination française avait été pour l'Italie la source de grands bienfaits. » M. Diego Soria, *Histoire de l'Italie de 1815 à 1850*, etc., 2 vol. Nîmes, chez l'auteur, 1860.

liberté, pourra jouir elle-même de la lumière qu'elle a créé (1). »

Bien avant, en détail, Napoléon, organisant une seconde fois, à Sainte-Hélène, la péninsule sur la carte imaginaire du possible, avait dit : « Tant qu'elle a été livrée à elle-même ou que l'influence de l'Allemagne et de la France n'a été qu'auxiliaire et n'a pas tout maîtrisé, l'Italie s'est divisée en trois masses qui sont ses divisions géographiques naturelles : « 1°, au nord, la vallée du Pô ; 2°, au milieu de la péninsule, d'un côté la Toscane et les États du Pape, à l'Ouest de l'Apennin : c'est la vallée de l'Arno et du Tibre ; 3° enfin, au midi, le royaume de Naples. Mais toute cette grande population professant la même religion, jouissant également des douceurs d'un climat très tempéré, ayant le même langage, la même littérature, doit s'influencer réciproquement et finir par s'agglomérer, comme l'ont fait les divers royaumes britanniques, les diverses provinces de l'Espagne, celles de la France, comme le feront peut-être un jour celles de l'Allemagne. Ces parties italiennes ont eu et ont encore plus de choses communes entre elles que n'en avaient toutes celles-là (2). » Un auteur italien, dans l'un des nombreux missels du relèvement (3), Balbo, a reconnu, après Sismondi, après d'autres encore, le bienfait napoléonien : « Des désastres de l'Empire, il n'en est pas moins resté, le beau nom, la belle idée d'un royaume d'Italie. » — Incorporés parmi les armées françaises, quelques Italiens songeaient peut-être obscurément qu'ils apprenaient

1. *Histoire de la renaissance en Italie*, etc., déjà cité, t. II, p. 268.
2. *Mémorial de Sainte-Hélène*.
3. *Espérances de l'Italie*.

à servir leur cause future (1). Tout en nous maudissant quelquefois, bien des cœurs, par delà les Alpes, espéraient en nous pour être affranchis (2). La nécessité de l'Italie une était tellement claire que, là encore, la Sainte-Alliance, impuissante à marcher de front, tournait la difficulté par un nouveau mensonge, comme en préparant Waterloo, et qui faisait de Napoléon l'ennemi de l'unité. En 1813, l'archiduc Jean lançait cette proclamation : « Voulez-vous être Italiens? Unissez vos forces, vos bras, vos cœurs aux armes généreuses de l'empereur François. En ce moment, il fait descendre chez vous une puissante armée (3). » La même tactique qu'au retour de Louis XVIII prenait là bas comme elle trompa chez nous. L'Angleterre, toujours semblable, disait en 1814 par le général Bentink, débarquant à Livourne : « Courage, Italiens ! nous accourons vous délivrer du joug de fer de Napoléon !... N'hésitez plus ! Soyez Italiens ! » Et l'Italie, à Turin notamment, applaudit au résultat de Waterloo. Triste équivoque, souvent renouvelée. — Le tour fait, le ton devenait autre. Afin qu'il n'y eut plus aucune illusion, François II décrétait : « Il ne peut être question ni de constitution, ni d'indépendance (4). » La théorie des nationalités paraissait chimérique ; mais, à trente ans de là, Pellegrino Rossi écrivait ces lignes, dont la vérité saurait

1, 2. Nicomède Bianchi, *Mémoire sur l'état moral et politique de l'Italie après le Congrès de Vienne* par Cotti de Brusasco. — Un patriote, sous la révolution, demandait le retour des Français dans sa ville, dût le premier boulet l'emporter. « Que les Français reviennent, disait ce brave, du nom de Rin, dussé-je être frappé par le premier coup qu'ils tireront ! » Au siège de la cité, qui suivit peu de temps après, le premier boulet le tua au lit, où il était à côté de sa femme, qui n'eut rien quant à elle. — Communiqué par Paul Valéry.

3, 4. A. Gualterio, *Gli ultimi rizorgimenti italiani*, t. I.

sous peu s'établir : « Le Congrès de Vienne ne voulut tenir aucun compte du saint et immortel principe de la nationalité ; il méconnut, méprisa tout, foula tout au pieds : l'histoire, la géographie, la langue, les mœurs, les usages, les traditions. Il ordonna aux Italiens d'être des Autrichiens. Et ces sages croyaient faire une œuvre solide et durable ! Les hommes d'État ont donc aussi leurs chimères et leurs romans (1) ».

L'idée de l'union italienne provenait de loin, elle aussi. Elle datait du premier jour où la nation, tiraillée entre trop d'intérêts ambitieux, avait eu la compréhension de ce qui faisait sa misère ; et elle protégea dès lors l'obscur battement de son cœur à travers les siècles. Dante l'avait exprimée dans *Le Purgatoire* (2). Pétrarque s'était écrié : « Je fais entendre une plainte italienne », non sans ajouter tristement : « Je n'espère pas qu'elle sorte jamais de son sommeil paresseux, ni qu'elle lève la tête, de quelques cris qu'un homme l'appelle, tant son accablement est lourd et pesant. » Machiavel, qui a tout compris, avait évoqué l'avenir unitaire et, d'avance, blâmé le rôle de la papauté. Dernier rayon politique de l'âme latine ; la nuit tomba jusqu'au XVIIIe siè-

1. J. de Crozals, *L'Unité italienne*, Paris, May, s. d.

2. « Ah ! Italie esclave, séjour de douleur, navire sans pilote, dans l'affreuse tempête, non plus reine des peuples mais bazar impur ; rien qu'au doux nom de sa terre natale, cette belle âme fut prompte à traiter fraternellement un concitoyen. Et aujourd'hui ses enfants ne peuvent vivre qu'en guerre... Vainement Justinien t'a forgé le frein des Institutions si la ville impériale reste vide ! leur vieux lustre accroît ta honte. Regarde, ô Albert le romain ! Viens voir ta Rome qui te pleure, veuve delaissée, criant jour et nuit : « Mon César, pourquoi m'abandonnes-tu ? » Pardonne mon cri d'angoisse, ô Dieu souverain, crucifié pour nous ! Ton regard équitable s'est-il donc détourné de nos rêves ? Ou bien, prépares-tu dans l'abîme de ta pensée quelque immense travail inaccessible à notre débile prévoyance ? ».

cle (1). Alfieri grondait alors, orage douloureux au bord de l'aube, éclaté là comme pour ajouter, en la célébrant, à la lutte de l'ombre avec la lumière, dans le petit jour incertain ; secondé par Parini, il découvrait au maître de l'école lombarde, Manzoni, l'entrée de cette longue route qu'il devait suivre de 1784 à 1873. En 1802, à peine adolescent et poète, Manzoni chantait la cause de toute sa vie et, avant 1815, espérant dans Murat, croyait voir sous peu l'indépendance ; « nous ne serons pas libres, dit-il alors, si nous ne sommes pas une seule nation ». Il parlait aussi de la sorte en 1821, l'année où il commençait *Les Fiancés*, parus en 1827 ; en 1819 et en 1822, il donnait deux tragédies surtout patriotiques (2) ; le patriotisme allait être, en effet, le soutien de la nouvelle littérature. — Poursuivi par la police autrichienne après la rédaction de son journal *le Conciliateur*, le Milanais Berchet, installé à Paris, publie des chants lyriques à la faveur desquels il arrange l'histoire de façon à la rendre sévère pour l'actualité. — Guerrazi utilise le même procédé que devaient employer Louis Bonaparte et Fialin, mais avec une sorte de fureur sombre et, dans une *Bataille de Bénévent*, vise moins à raconter l'expédition de Charles d'Anjou contre le roi Manfred qu'à insulter la domination autrichienne ; enfermé dans la prison de Porto-Ferrajo, il interprète de la même facon le siège de Florence en 1530 : « Ne pouvant livrer une bataille, explique-t-il, j'ai écrit ce livre. » Ses héros sont Machiavel, Michel-Ange, Ferrucio ; et

1. Quinet, *Révolutions d'Italie*, déjà cité.
2. Le romantisme italien est, en effet, surtout classique et nationaliste ; il est un stimulant plus qu'une pure théorie littéraire. Voir là dessus les pages parfaites de M. J. Luchaire, *Essai sur l'évolution intellectuelle de l'Italie*. Hachette, 1906.

l'auteur a cette malédiction contre les hommes qui ne savent pas se libérer : « Dieu a horreur des mains tendues vers lui quand ces mains sont chargées de chaînes. » — Giusti est un satirique à l'ironie parfois sévère. — Niccolini rappelle un peu Alfieri par sa haine de l'étranger ; ennemi du pouvoir temporel romain, il voit dans ce pouvoir et dans l'étranger deux agents de ruine pour son pays ; après une tragédie, *Nabuco*, il jette un cri de guerre double, contre l'oppresseur tudesque, en 1830, avec Jean de Procida, contre Rome cléricale, en 1843, avec Arnauld de Brescia. — Au contraire, le gendre de Manzoni, Massimo d'Azeglio, chef de la jeune littérature piémontaise, compte, comme son beau-père, sur la papauté. Sa méthode historique, toute romanesque, inspirée de Guerrazi et de Niccolini, lui vaut en 1830 un succès immense avec *Ettore Fieramosca*, puis avec *Nicole de Lapi*, œuvres médiocres, mais auxquelles leur nationalisme donnait de l'extension. Le même sentiment doublait le littérateur d'un pèlerin, ardent à porter la parole de ville en ville, « en patriote fantaisiste » (1) ; il avait « pris domicile sur la grande route » (2) et figurait ainsi, à sa manière, un de ces chevaliers que le romantisme faisait partout éclore ou, plutôt, un page assez jeune colportant l'agitation sans s'y jeter tout à fait. « Des diverses parties de l'Italie centrale, raconte-t-il dans ses mémoires, on me proposait de prendre le rôle d'une espèce de grand-orient directeur de toutes les sociétés secrètes ou non secrètes, d'une sorte d'impresario en chef de toutes les représentations révolutionnaires qu'il y aurait lieu de donner. Moi qui ne voulais, fût-ce en rêve, me lier à aucune secte,

1, 2. *I miei ricordi.* — Eugène Rendu, *L'Italie de 1844 à 1865.* — *Correspondance politique de Massimo d'Azeglio.* Paris, Didier, 1867.

je refusai ce généralat, mais je résolus d'entreprendre une tournée qui me permettrait d'exposer officieusement mon projet. Un beau matin, je partis seul, pour être sûr de n'avoir pas avec moi un espion ; dans un *vetturino* de la Marche, je sortis par la porte du peuple et commençai ma *via crucis*. J'allais, sous prétexte de peinture, à petites journées ; des noms m'étaient donnés de pays en pays ; il va de soi que pour trouver les propriétaires de ces noms, je ne prenais mes renseignements ni auprès des gens d'auberge, ni auprès d'aucun des protégés ordinaires de la police. Ce fut tout un petit travail diplomatique dans lequel je déployai assez de grâce et, de fait, je n'ai jamais compromis personne (1). » Un pas est fait vers l'action véritable qu'un autre assumera complète, durant toute son existence, dans la même lignée romantique dont il individualiserait un des plus beaux exemplaires, le plus pur de tous, peut-être, — car il est tellement propice à la légende ou à la béatification qu'il convient de se méfier un peu, — Mazzini. Il venait à point. Il était nécessaire. Malgré la propagande, les plus résolus fléchissaient souvent et, de 1835 à 1837 notamment, il sembla que le pessimisme de Léopardi eût raison des enthousiasmes (2). Il fallait la foi et l'éloignement de Lamennais, comme sa nationalité différente, pour prêcher que l'Italie connaissait « la paix du berceau et non de la tombe ».

Depuis l'échec des révolutions napolitaine et piémontaise, depuis la dispersion des affiliés lombards, le mouvement de l'indépendance, mené au grand jour par les littérateurs, l'avait été plus ou moins dans l'ombre, accru d'un fort appoint révolution-

1. *I miei ricordi*.
2. Bolton King, *Histoire de l'Unité italienne*, t. I, Alcan, 1901.

naire, par les sociétés maçonniques. L'insuccès d'une émeute nouvelle paraissant peu discutable, une attente sérieusement préparatoire fut résolue. Une réelle armée s'embrigada en vue du jour suprême et la tournure d'esprit qui orientait la jeunesse d'alors aida beaucoup le recrutement. « Romantisme, simplifiait Pellico, est synonyme de libéral (1). » Tout servait à répandre la cause. Capponi et le libraire florentin Vieusseux fondaient une revue, l'*Antologia*, dans laquelle ils groupaient Carlo Troya, Tommaseo, Colletta, et la revue, en dépit d'un nombre restreint d'abonnés, obtenait une grande influence. Mazzini y écrivait. Contrairement à Manzoni, qui faisait dépendre les réformes politiques de la réforme de l'individu, il déclarait, — et là se reconnaît, de suite, une partie de son autoritarisme, — que la réforme de l'individu serait une conséquence des réformes politiques. Dans le romantisme, Mazzini découvrait, comme Manzoni, le champ de bataille de la liberté et de l'indépendance : « Le romantisme a pour objet de donner à l'Italie une littérature nationale, originale, pour plaider éloquemment en faveur des idées et des nécessités du mouvement social (2). » Le romantisme, en Italie, succéda au carbonarisme ; il en découla au moins dans son expression nationale, car il fut beaucoup un article d'importation venu d'Allemagne et d'Angleterre. Il entraîna la forma-

1. *Mes prisons.* — Victor Hugo ne parlera pas autrement et dira que le romantisme est le libéralisme de la littérature. Il croyait également à « sa mission ». On connaît, place des Vosges, le petit papier mis sous verre sur un meuble de sa chambre : « Je suis d'un parti qui n'existe pas encore, celui des Etats-Unis d'Europe. » Il oubliait — volontairement, sans doute, — que ce parti existait depuis longtemps. Voir encore pour tout ceci : J. Luchaire, *Essai sur l'évolution intellectuelle de l'Italie de 1815 à 1830*. Hachette, 1906. — On n'ignore pas qu'il s'est formé en Italie, à Milan, l'an dernier, une société pour l'histoire du *Risorgimento*.

2. *Opere*, t. II.

tion de la *Jeune Italie*. Spiritualiste, Mazzini devait écrire à Mme d'Agoult : « Vous flétrissez les communistes matérialistes ; ils n'ont fait que pousser à l'absurde et avec dévergondage le vice caché au fond de tous ces systèmes exclusifs qui ont fait presque rétrograder la pensée sociale commune à nous tous, républicains qui comprenons, aimons et croyons. Tous ces hommes, Fourier, Cabet, Louis Blanc, Proudhon, etc., avaient l'intelligence et, autant que le culte de leur individualité le leur permettait, l'amour du peuple : ils étaient tous dépourvus de croyance. Ils sont tous fils de Bentham. La recherche du bonheur est pour eux tous la définition de la vie. Ils ont matérialisé le problème de ce monde. Ils ont substitué au progrès de l'humanité le progrès, passez moi le mot, de la cuisine de l'humanité. Ils ont rétréci, faussé l'éducation de l'ouvrier. C'est pourquoi l'ouvrier s'est croisé les bras devant décembre (1). » Pour lui, « la question religieuse est la seule véritablement importante (2) » ; et il a cette

1. *Lettres de Joseph Mazzini à Daniel Stern*, Germer-Baillère, 1873.

2. *Idem.*, p. 80. Ce passage montrera le sérieux enthousiaste de cette âme évidemment simpliste, mais admirable parce que la vie fut pour elle le moyen de son rêve : « La vie est une mission ; toute autre définition est fausse et égare ceux qui l'acceptent. La religion, la science, la philosophie, bien que variant sur beaucoup de points, s'accordent à dire que chaque existence est par elle-même un but... La vie est une mission, et le devoir sa loi la plus élevée. De l'accomplissement de cette loi dépend le progrès futur : c'est là qu'est le secret de l'existence à laquelle nous serons initiés en quittant celle-ci. — La vie est immortelle, mais les conditions de temps et d'évolution à travers lesquelles elle doit passer dépendent en partie de nous. — Nous devons purifier notre âme comme un temple et l'affranchir de l'égoïsme. Chacun de nous doit étudier avec le sérieux que cette étude réclame le problème de sa propre vie... Cet examen ne doit pas se faire avec un esprit d'analyse seulement, qui ne saurait nous révéler la vie, et qui est toujours impuissant, sauf lorsqu'il complète quelque synthèse fondamentale ou qu'il en découle. » Cité dans la *Biographie de Mazzini* de Mme Venturi, p. 66 et suiv., déjà cité.

affirmation catégorique qui fait penser à la parole musulmane, bien qu'elle en transforme le second credo : « Dieu est Dieu, et le peuple est son prophète (1). » Il rapporta tout à l'apostolat qu'il s'était défini et pour lequel il se pensait envoyé sur terre (2). Son désintéressement fut continuel et absolu. Il eut le mérite, à son heure, d'amalgamer en lui plusieurs tendances, de leur donner une face, une synthèse et un culte.

C'est à partir de 1841 que le carbonarisme cède la place à la *Jeune Italie* où se fondirent les *Apofasimeni* de la Romagne (3). Deux fois impuissant, il cessait de répondre aux besoins nouveaux et un autre cadre devenait nécessaire pour ce peuple, prêt à se reconquérir, chez lequel la religion des vaincus n'existait pas. La *Jeune Italie* se serait donc ordonnée en quelque sorte d'elle-même à ses débuts en même temps que par l'initiative d'un Calabrais « de trempe antique » (4), Benedetto Mosolino ; indépendante, d'abord, de celle que recruta Mazzini, elle agit parallèlement à cette dernière avant de s'y mêler, mais ce fut Mazzini qui sut grouper, organiser, développer et être le chef que tous cherchaient. — Né à Gênes, en 1805, collaborateur à l'*Antologia*, vers seize ans, il étudia le mouvement politique et, à vingt-cinq ans, prit domicile en prison, peu éprouvé par sa condamnation, à cause du baptême dont elle le marquait. Le mot convient d'autant mieux que le conspirateur élabora son plan dans la forteresse de

1. Mazzini, Le pape au XIXe siècle. *Opere.* — Voir : Mario, *Mazzini* ; — Oreste Dito, *Massoneria, Carbonera ed altre secrete nella storia del risorgimento italiano*. Turin-Rome, 1905. — Fœdella *I fratelli Ruffini. Storia della Giovine Italia*, 7 vol. Turin-Rome, Roux et Viarengo.

2. Voir précédemment chapitre V.

3, 4. Garnier-Pagès, *Histoire de la révolution de 1848*, t. I.

Savone. Il comprit, selon l'adage souvent prouvé, qu'aux idées nouvelles il fallait des miliciens nouveaux et que, pour mener campagne, les meilleurs, en ce cas, seraient des conscrits : « Place aux jeunes à la tête de la Révolution, s'écriait-il. Faites leur sentir qu'ils ont un noble rôle à jouer, enflammez-les d'éloges, donnez-leur l'affirmation de leur puissance, puis précipitez-les sur les Autrichiens (1) ! » A l'affranchissement de l'Italie, il joignait l'éducation intellectuelle et sociale des masses populaires. La société comportait deux grades d'initiation, l'un italien, l'autre européen (2). — L'homme qui sut analgamer les forces nationales actives était de taille moyenne, maigre, avec un visage olivâtre encadré de longs cheveux noirs ; son front assez proéminent, ses yeux sombres en saillie, très pénétrants, ses lèvres fortes composaient un ensemble à l'expression puissante et douce à la fois (3). Il exerçait sur ses amis une influence prolongée, faite de persuasion mal définissable. Après Savone, il habita Marseille, chez le père d'Emile Ollivier (4), où il reçut la visite d'Armand Carrel avec lequel il combina même une campagne de presse (5). Là, il mûrit sa donnée et en organisa la réalisation méthodique. Il se promettait de répudier les secours des princes ou de l'étranger ; tout devait être dû au peuple et à Dieu (6). Traqué à Marseille, il se réfugia en Suisse d'où il continua de prédire par ses articles et dans sa correspondance une Italie nou-

1. *Opere*, t. I.
2. *Lettres de Joseph Mazzini*, Perrin, déjà cité.
3. E. Ollivier, *L'Empire libéral*, t. I, p. 256.
4. Archives Nationales, BB [30] 358, II. Lettre du Procureur au ministre, 17 mai 1848.
5. E. Ollivier, t. I, p. 257.
6. Aurelio Saffi, *Mazzini*. — *Lettres de Joseph Mazzini*. — *Opere*, etc. — Presque tous les révolutionnaires de l'époque sont des croyants.

velle, libre de complications diplomatiques (1). Les princes n'éveillaient pas seuls sa méfiance. Il ne voyait plus d'avenir possible dans le parti modéré et l'écrivait la veille de la Révolution, en janvier 1848, à Guizot : « Il n'existe pas de parti modéré en Italie... Il existe en Italie une foule d'hommes prêts à mourir pour l'unité du peuple italien ; il n'en existe pas un seul qui soit prêt à se sacrifier pour les théories de M. Balbo (2)... » Ce convaincu a non seulement foi dans sa mission personnelle, mais dans celle de l'Italie ; il croit, comme plus tard Gioberti, mais autrement, qu'elle doit introduire chez les nations le règne de l'humanité et que Rome, une troisième fois maîtresse du monde, réconciliera la justice romaine et l'altruisme chrétien par le nouvel évangile social (3).

Toujours, il eut le culte de Rome. « Dans ses murs, dit-il, s'était élaborée à chaque reprise la vie du monde, sous la forme de l'unité. Tandis que d'autres peuples, après avoir accompli leur courte mission, avaient disparu pour toujours et que pas un seul n'avait, par deux fois, conduit les destinées du monde, à Rome, au contraire, la vie était éternelle et la mort inconnue (4). » Dans la ville prédestinée, il découvre trois civilisations ; une antérieure à

1. *Idem., Lettres à Daniel Stern ;* — Donaver, Mario, *Mazzini*, Bolton King, *Mazzini*, Londres, Dent and C° 1903 ; — Ashurt Venturi, *Biographie de Mazzini*, suivie de deux essais, etc. Charpentier, 1881, etc.

2. *Mémoires de Guizot*, t. VIII, p. 372, 373.

3. Bolton King, déjà cité, t. I, p. 140.— Plus tard, quand Cernuschi parlera de faire sauter Saint-Pierre, Mazzini, plus raisonnable, l'en empêchera en protestant de la façon suivante : « Respectons Saint-Pierre de Rome. Lorsque nous reviendrons ici et que notre triomphe sera définitif, alors Saint-Pierre deviendra le temple de la nouvelle religion que nous établirons. » J. Grabinski, *Un ami de Napoléon III, le comte Arèse et la politique italienne*, Paris, 1897.

4. *Opere*, t. I.

l'influence grecque dont la science fouille les vestiges et que l'avenir remettra en honneur ; la Rome républicaine qui, grâce au vol des aigles, a fait vivre l'idée du droit procédant de la liberté ; enfin la Rome des papes qui superpose à l'idée du droit celle du devoir, commun à tous, inspiré par l'égalité. Et c'est alors qu'il se demande : « Pourquoi ne verrait-on pas une troisième résurrection de Rome, la Rome du peuple italien, symbole d'une plus vaste et troisième unité qui rétablirait l'harmonie entre le ciel et la terre, le droit et le devoir, et qui ferait entendre non plus aux individus, mais aux peuples, le mot qui les réunirait, libres et égaux, par l'accomplissement de leur mission ici-bas ? (1) » Toutes les tendances de l'Italie, ses grands souvenirs, ses traditions s'acheminent vers le républicanisme ; mais ce républicanisme, comme chez Armand Carrel, plus tard comme chez Lanfrey, est dictatorial, et d'une dictature qui semble bien devoir être ici mazzinienne (2) ; dans le sentiment qui l'entraîne

1. *Opere*, déjà cité.

2. En face des théories de Mazzini sur l'Italie, les lignes suivantes, de Quinet, valent d'êtres citées : « Après la Révolution française apparaît en Italie un Corse, issu des gibelins de Florence. Il est impossible de comprendre Napoléon si l'on ne voit en lui l'Italien couronné, l'Empereur de la tradition gibeline. Un même sentiment a fait que toutes les âmes italiennes sont de la même famille, penseurs, artistes, poètes, politiques ; il inspire Dante et Christophe Colomb aussi bien que Galilée et Léonard de Vinci. Cet idéal, propre à tous, commun à tous, est celui que les chroniqueurs du moyen âge expriment déjà très nettement sous le nom de *Restauration de la monarchie de l'Univers*. Telle est aussi la pensée native qui se trouve partout au fond de l'esprit de Napoléon... Considérez l'idéal cosmopolite et dominateur de tous les grands hommes de l'Italie, vous reconnaîtrez dans Napoléon l'héritier des vieilles générations gibelines qui, elles aussi, rêvaient d'un empire sans limites, d'une nationalité qui aurait pour foyer le foyer même du globe. Qu'a prétendu Napoléon ? Je crois pouvoir le dire : faire servir le bras de la France à réaliser l'idée permanente de l'Italie : unir la cité et le cosmopolitisme, consommer le plan intérieur qui est au fond de l'âme de tous ceux qui ont laissé un nom de l'autre côté des Alpes. Relisez l'idéal de l'Empereur dans Dante, de ce mal-

à pareille conclusion n'entre rien d'égoïste ni d'ordinaire, et là se laisse encore surprendre ce cœur orgueilleux à cause de sa noblesse, pénétré de son devoir, armé par la conscience qu'il peut le remplir. Une fois à Rome, l'Italie faite, rêvant les États-Unis d'Europe (1), il veut toujours des hommes jeunes pour que la théorie des nationalités soit pratiquée avec le sentiment du droit, et il rejoint Quinet, Michelet, Mickiewicz ; évaluant l'action en italien, il l'envisage toujours par la société secrète. Il fonde à Berne la *Jeune Europe,* suite non seulement de la *Jeune Italie,* mais encore de la *Jeune Pologne* et de la *Jeune Allemagne* avec lesquelles il correspond (2) ; il est leur centre de ralliement. L'unité de sa patrie prime cependant assez le reste pour qu'il y sacrifie ses idées de forme politique. Il croit à l'unité, à travers tous les démentis des faits, des apparences, des politiciens. et l'annonce comme inévitable, certitude alors d'une incroyable audace, sous une forme aussi affirmative, à laquelle personne n'osait prétendre absolument, même parmi les plus avancés. La vie provinciale gardait ses racines, les haines de province, leurs fossés

tre d'un État qui chaque jour éloigne sa frontière et ne consent pas même à se laisser limiter par l'océan, vous reconnaîtrez dans Napoléon, à Wagram, à Friedland, à La Moscowa, l'empereur évoqué dès le XIIIe siècle par le prophète toscan. Que de choses s'expliquent, si l'on voit ainsi l'histoire italienne se continuer au fond de l'esprit de Napoléon ! Dans ses violences contre l'Allemagne, n'y a-t-il rien de la réaction du génie contre la longue, l'éternelle oppression des hommes du Nord ? A Iéna, n'y avait-il pas au fond de ce cœur de bronze un écho des longues malédictions de l'Italie contre les invasions des tudesques ?... Dans l'audace des grands artistes italiens, dans leur fougue mêlée de calculs, il y a je ne sais quoi de napoléonien, comme il y a je ne sais quoi de Dante et de Michel-Ange dans certaines journées de Napoléon. » Quinet, *Les Révolutions d'Italie,* t. II, p. 381, déjà cité.

1. « Une humanité sans nations ne peut exister. » *Opere edite e inedite di G. Mazzini,* t. X, p. 126.

2. *Lettres de Joseph Mazzini,* Perrin, déjà cité. — *Epistolario di Mazzini,* 2 vol. Florence, Sansoni, 1902.

infranchissables ; les princes se détestaient et l'appauvrissement de leur race maintenait seul des rapports aussi tendus dans le domaine illimité des colères verbales et pacifiques ; l'Église se montrait hostile à la création d'un grand État italien ; la maison de Savoie, malgré son ambition, n'osait s'attendre à une fusion possible avec le Sud ni avec le Centre et ne comptait que sur un royaume septentrional. « Ce fut la foi de Mazzini qui rendit possible une Italie unie, qui conduisit les hommes par-dessus les faits existants, pardessus les plans d'une fédération qui avait jusqu'alors constitué la suprême espérance nationale, vers quelque chose qui apparaissait comme une utopie impossible... Il croyait et fit croire que l'Italie ne pouvait devenir forte et démocratique que par l'unité et que seulement lorsque Rome serait devenue sa capitale, elle reprendrait son rang parmi les nations d'Europe et pourrait professer un idéal plus noble de gouvernement (1). »

Le reproche qui impute comme crime à Mazzini l'emploi de sociétés secrètes (2) n'a aucun sens ; s'il est vrai que les armes sont choisies à cause des besoins, d'après l'époque et selon l'efficacité de ces armes mêmes, enfin suivant les moyens dont on dispose, le Génois n'en possédait pas d'autres, et elles avaient la grande vertu de lui plaire en répondant à une fibre intime. Au milieu des petites cours hostiles, de foules réfractaires dans leur majorité et usées par la routine, agir au grand jour eût été se vouer à la mort ou à la prison ; souterraine, masquée, inspirée des premiers chrétiens (3), l'œuvre de Mazzini fut immense

1. Bolton King, t. I, p. 141.
2. Mazzini avait la manie de conspirer, et quelquefois, quand il n'y avait pas lieu de le faire.
3. *L'Histoire des origines du Christianisme* de Renan a montré

et prépara l'avenir. Dans la suite, après 1850, en 1860 surtout, il put se tromper, —et en étant jugé du point de vue monarchique, — parce qu'il devançait une heure encore trop lointaine en laissant sa fièvre ne pas tenir compte du chemin accompli comme en oubliant de s'y reposer, mais, au début, il fut le semeur de sa patrie, acharné à jeter dans ses entrailles les graines du lendemain, la religion de l'unité (1). — Il avait eu « le génie de s'apercevoir qu'il faut des motifs désintéressés pour soulever les hommes vers de grandes actions, qu'ils ne peuvent jamais s'élever au-dessus d'eux-mêmes que pour une grande et bonne cause, qu'il faut une idée sainte pénétrant jusqu'à l'âme des hommes pour les pousser à une action qui comporte l'abstraction complète de leurs amours, de leur foyer, de leur vie » (2). Il stimula des dévouements d'un autre âge (3), entre autres, le martyre des frères Bandiera. L'histoire en est connue. Ces deux jeunes nobles Vénitiens, officiers de la marine autrichienne où leur père commandait comme amiral, se persuadèrent que l'exemple d'un courage sans mesure manquait au réveil de leur pays. Les moyens d'action examinés, Mazzini, flairant vite la certitude de l'échec, voulut tout arrêter, mais il se heurta contre une décision absolue, consciente elle aussi, de son insuccès, et simplement animée encore, afin d'y persévérer mieux, de cette foi particulière dans la témérité sans retour qui embrase n'importe quel adieu.

d'une façon saisissante, — et d'autant plus que l'auteur ne paraît pas y avoir songé, — le rapprochement des sociétés secrètes, maçonniques ou autres, avec les premières sectes chrétiennes.

1. Aurelio Saffi, Mario, Donaver, etc., *Opere*, — *Lettres de Joseph Mazzini, etc.*

2. Bolton King, t. I, p. 143.

3. Il disait encore : « La religion et la politique sont inséparables ; sans la religion, la science politique ne peut être que despotisme et anarchie. » *Opere*, t. V.



Les conjurés descendirent en Calabre. Ils écrivirent à Mazzini pour raconter leurs derniers efforts et ces lettres tombèrent aux mains du ministère anglais qui les remit de suite au gouvernement napolitain. Lord Aberdeen se déshonora en cette circonstance. Perdus avant d'agir, les Bandiera, à peine débarqués, furent attirés dans une embuscade, jugés et fusillés (1). Leur générosité folle avait raison et servit. La péninsule tout entière frissonna longuement. L'Autriche, piquée à vif, se vengea par l'intrigue contre le maître de la *Jeune Europe* en mêlant son nom à ceux des policiers anglais ; le soupçon se propagea et, frôlant Mazzini de sa main jaune, effaça son image véridique dans l'esprit de nombreux contemporains (2). Les rivalités misérables répandues par l'envie, la crainte et l'intérêt dans les loges maçonniques se mêlèrent pour le portraiturer comme l'instigateur soldé ou trop prudent d'autrui ; et un temps assez long fut nécessaire avant que la vérité reprît sa force. Le mouvement péninsulaire ne cessa d'ailleurs point, s'accrut même et le recul de Mazzini lui profita en laissant une place vide que le parti modéré utilisa au bénéfice de l'opposition. « Tout servait, la *Jeune Italie* comme le carbonarisme, les sectes comme la résistance légale, l'emprisonnement et les supplices comme les livres et les journaux, les avancés comme les modérés. Les uns faisaient office d'aiguillon, les autres de frein et de lest. L'Italie avait besoin des uns et des autres parce que le travail d'évolution de la conscience nationale réclamait les efforts de tous (3). » Le mouvement, sans changer quant à

1. *Opere*. — Ricciardi, Lattari, *Bandiera*.
2. Le traître était un nommé Micciarelli. On retrouve sa trace en 1848 à Constantinople, dans le début de mai, et il fut poignardé à la manière « carbonarienne ».
3. Tivaroni, *L'Italia durante il dominio austriaco*, t. III. — Voir :

l'essentiel, se coula dans un autre moule. Du fond des brumes londoniennes, Mazzini anima tout en secret. Ravis d'utiliser ce qu'avaient préparé les premiers révolutionnaires et se classant eux-mêmes tels, les modérés crurent conduire ; satisfaits de la direction apparente, ils s'en servirent pour accroître la généralisation de l'effort en le démontrant indispensable aux plus timorés. Un élan conservateur nationaliste, révolté par nationalisme, vint se greffer sur l'ensemble. Il entraîna le pays. Injuste comme tous les partis, celui-ci, s'estimant préférable à tous et, de plus en plus, le seul ouvrier, avança que les insurrections carbonaristes ou de la *Jeune Italie* avaient mis en péril l'avenir unitaire. Efficace à son heure, il sut du moins grouper la péninsule. Des chemins de fer furent installés, des écoles, des journaux ; on perfectionna l'agriculture ; les dialectes, combattus, reculèrent devant la langue classique et nationale (1). Des congrès scientifiques, sous la présidence de Charles Bonaparte et de sir John Bowring, s'essayèrent à Pise et à Turin ; la question sociale fut étudiée dans des articles, dans des conférences, et, comme cette propagande littéraire n'entraînait pas encore à l'action, elle acheva de rallier beaucoup de monde. Le groupe demeura catholique. Ces nouveaux guelfes annonçaient une magnifique église réconciliatrice des nobles et des roturiers, des riches et des pauvres. Romagnoni, Lambruschini, Cantu en prônaient les doctrines ; Capponi réhabilitait historiquement la papauté; Tommaseo appelait les prêtres et les princes à la tête de la régénération et glorifiait

Recueil de traités, conventions et actes diplomatiques concernant l'Autriche et l'Italie, Amyot, 1859.

1. Nemor, *Fine di un regno* ; — d'Azeglio, *I miei ricordi* ; — Vimercati, *Histoire de l'Italie*, déjà citée, etc., et Garnier-Pagès.

le pontificat, appui central d'où devait rayonner la lumière. A sept ans de là, Gioberti publiait l'ouvrage qui porta le plus, la *Suprématie morale et civile des Italiens*.

Gioberti rêve d'obtenir par le guelfisme ce que Mazzini veut arracher par la république seule, ce que Cavour couronnera par la monarchie. Gioberti imagine bien la république, mais dirigée par le catholicisme et un chef unique, Jésus-Christ (1). Ancien prêtre de Turin condamné à la citadelle de sa propre ville, il s'était exilé courageusement au milieu d'embarras matériels considérables supportés avec une résignation certaine de sa tâche. Venu d'abord à Paris, il refusa la chaire de philosophie que lui offrait Cousin, préférant une liberté besogneuse ; à Bruxelles ensuite, il se contente d'un emploi dans la maison d'éducation fondée par un compatriote, et c'est de là qu'il envoie vers l'Italie un volume tout plein d'elle, fait à son usage, dédié à Silvio Pellico. Lui aussi pense qu'elle est la terre des « hommes dynamiques », le berceau des « génies créateurs » ; encore comme Mazzini, mais toujours au profit de la papauté, il fait de Rome la cité léonine d'où tout élan doit partir, le centre spirituel et moral de l'univers. « La vocation de l'Italie est d'être une nation créatrice. Elle a toujours eu conscience de ses destinées cosmopolites ; elle a toujours tendu à la domination universelle et, quand il lui a été refusé d'atteindre à ce sublime de la puissance, elle a cherché une consolation dans le sublime de l'art, des lettres, des sciences. Elle est la raison supérieure, le peuple chef, la synthèse et le miroir de l'Europe, la créatrice et la rédemptrice par

1. Il dira en 1847 à Mazzini que sa conception du catholicisme est assez élastique pour retenir tout le monde. — Voir également : *Prolegomeni*, *Rinnovamento*.



excellence. » Il se sépare du révolutionnaire par sa foi moindre, en doutant de l'unité absolue, en ne l'imaginant même pas réalisable par la force dont il repousse l'emploi comme un crime ; l'avenir péninsulaire lui apparaît fédératif, et l'autorité du pape s'y appuie par la conservation du temporel. Il reconnait que la papauté a besoin de s'instruire au contact du monde moderne ; il la veut généreuse, tolérante, à l'égard de toutes les croyances ; les princes, les nobles se doivent aussi de comprendre qu'ils méconnaissent leur rôle. Le roi du Piémont, — qui l'avait exilé, — est un autre appui de son système, en tant que soldat de Rome pontificale. Par besoin d'une action immédiate, il dit enfin à l'Italie : « Lève-toi et marche ! » — Le coup de clairon jeté par l'ouvrage rallia de nouvelles recrues. Il gagna le clergé, à la faveur de son catholicisme, les princes de Savoie, par l'invite qui leur était adressée au nom des idées conservatrices ; seuls, les jésuites protestèrent, fidèles à cette incompréhension à la fois surprenante et trop subtile qui ne les a prolongés jusqu'au XXe siècle que pour mieux les métamorphoser en une milice nouvelle ou, définitivement, les abattre, et qui va, en apparence tout au moins, à rebours de leur système véritable ; ils attaquèrent même l'auteur malgré la proposition d'entente à leur adresse qu'il avait infiltrée au cours de son récit. Il fut défendu par les franciscains et par les dominicains, naturellement portés vers lui, les uns par charité, les autres par orgueil, unis singulièrement cette fois, et il se les attacha si bien qu'il put mettre les jésuites au ban de la nation, avec l'appui de tout le pays. Mais, peu à peu, pareil à tant d'autres, il s'écarta de la papauté, forcé de subir la défiance qu'elle gardait à son endroit et, dès ce jour, changeant la base de son sys-

tème, il reporta son espérance sur la dynastie piémontaise (1).

On se tournait de plus en plus vers elle. Un an après le *Primato*, en 1844, un autre ouvrage, *Les Espérances de l'Italie*, de Cesare Balbo, dédié d'ailleurs à Gioberti, la désignait comme la citadelle du salut. — Ce nouveau précurseur, de vieille souche noble piémontaise, distingué à dix-huit ans par Napoléon et nommé par lui auditeur au Conseil d'État, évita la négligence de Gioberti vis-à-vis de l'étranger. Dans son travail, longtemps retenu, il fit de la domination tudesque une thèse principale pour appeler à l'attaque ; et Turin succédant à Rome, toutes ses pages furent un appel passionné au roi de Piémont. Il frappait ainsi fort et droit à l'Autriche avec l'épée sarde. Il voulait que le soin de l'indépendance primât celui de l'unité à laquelle il n'osait croire lui non plus; quelques-unes de ses prévisions étaient, toutefois, d'une particulière audace, notamment quand il annonçait la chute de l'empire turc. D'Azeglio, ami personnel de l'auteur, fut le chef des albertistes et donna un nouveau livre sur les derniers incidents de la Romagne soulevée. L'élan devenait si fort que Mazzini, conscient qu'il était trop tôt pour ses espérances et que la libération du territoire importait avant le reste, offrit l'abandon de ses volontés républicaines si les modérés voulaient quitter leurs idées fédératives. Le maître secret adoptait l'idée de Sismondi qui, sollicité de travailler à son œuvre, lui avait répondu : « Je me rangerais à la monarchie si, chose fort peu probable, un roi de Piémont ou de Naples nous apportait à ce prix un noyau d'armée et

1. Parmi ceux du clergé que Gioberti avait su conquérir se trouvait Pecci, le futur Léon XIII.

des arsenaux. Je tiens à l'indépendance et par conséquent à la force plus qu'à la liberté (1). » L'improbabilité de Sismondi devenait une certitude. Désespérée de ne voir sur aucun point l'unité possible à cause de l'éparpillement, l'attente se rabattait décidément autour du Piémont, possesseur d'un principe d'autorité et d'une armée solide. Un nouveau chevalier y prolonge la veillée des armes, romantique malgré les siens, malgré son entourage, en dépit des prêtres, et né sur le trône, cette fois, Charles-Albert.

La maison de Savoie cultivait le don du gouvernement le long de sa race, à travers le temps. En y pensant, de Maistre prenait le droit d'écrire : « Qu'est-ce qu'une nation ? C'est le souverain et l'aristocratie. » Les louveteaux savoyards avaient su croître dans l'action et pour elle ; ils tranchaient sur les autres potentats d'Italie, sans initiative, sans énergie, même dans l'indifférence, même dans le plaisir. La Savoie, reposoir rude et fortifié entre l'Italie et la France, possédait une position excellente ; de ses monts, comme d'une aire, elle dominait la vallée du Pô, toutes ces plaines lombardes vers lesquelles elle descendait par Turin et qu'elle se devait de conquérir. A voir comme elle s'était gardée et préparée à travers ses difficultés d'alliance, il semblait qu'elle eût, en plus de sa science et de ses qualités, l'instinct — elle encore ! — de sa mission. Expert à se maintenir entre la France et l'Autriche qui dominaient alors l'Europe, un de ses fils, Emmanuel-Philibert, sollicité de dire laquelle lui paraissait devoir être la plus forte et sur quel plateau de la balance la victoire ferait peser son aile, « sur celui, répondit-il, où je mettrai mon grain ». Tact magistral. A l'heure

1. E. Ollivier, t. I, p. 35.

actuelle, la maison de Savoie, tenace dans sa résistance prudente contre l'Autriche, attentive et homogène, était bien le pivot de l'indépendance. Les libéraux les plus intransigeants, décidés par Mazzini, finissaient par espérer dans le prince qui détenait la seule puissance d'action disciplinée.

Charles-Albert est une des individualités qui correspond le mieux à son époque. — Son père, fervent de jacobinisme et de philanthropie, avait adhéré au gouvernement républicain en 1798, à la chute de sa maison. Dans les postes où il montait la garde, sa femme l'accompagnait par civisme démocratique comme, peut-être aussi, par tendresse, en portant dans ses bras un enfant qui deviendrait le vaincu de Novare. Après la chute de Napoléon, il dut son trône à la France. Pendant le Congrès de Vienne, Talleyrand revendiqua les droits de ce jeune homme qu'on appelait en Autriche « un petit polisson » ; et la Russie, soutenue par la Prusse, fit admettre les réclamations du vieux renard français contre les calculs de Metternich; suivi du duc de Modène, son très humble protégé. Charles devint populaire et, qu'il le voulût ou non, représenta le parti de la liberté. Ceux qui prêchaient l'unité italienne le considérèrent leur homme (1). Le poète Monti s'écriait en imposant les mains sur cette espérance : « O bien heureux jeunes gens piémontais, vous verrez le salut de l'Italie, car vous avez le prince de Carignan. Celui-ci est un soleil qui s'est levé sur notre horizon. Adorez-le. » Gino Capponi écrivait à Confalonieri : « Il a besoin de sentir que les yeux des Italiens reposent sur lui pour le juger, espérer ou désespérer d'eux-mêmes et de lui. Il est jeune. Le saint aiguillon de l'ambition peut

1. Costa de Beauregard, *La Jeunesse du roi Charles-Albert.*

tout en lui. » Et il fut appelé de ce nom magique : « Le prince de la jeunesse. » — Les véritables hommes d'action patriotes cherchent un chef pour grouper leurs moyens et, de préférence, quelquefois, un prince auquel le passé procure des droits qui semblent aux masses moins contestables que ceux de la supériorité mentale, toujours discutée. Son rang n'empêchait pas celui-ci de toucher à la *Jeune Italie* ni de s'affilier carbonaro. Il pouvait l'être. En dépit de ce dont sa famille avait maladroitement élagué sa jeunesse, en croyant la défendre, dans le château de Raconiggi, il répondait par plus d'un sentiment à la jeune phalange révolutionnaire qui sollicita plusieurs fois sa protection (1). Il était romantique jusque dans son amour des femmes, d'une délicatesse plus nerveusement sentimentale que réellement délicate (2) ; et il dira sur sa fin, se donnant peut-être le change à lui même, ce qui compléterait sa psychologie : « Ma vie est un roman ; je n'ai pas été connu. » Il croyait naturellement à ce roman quand il le commença et oserait une devise dont l'indolence orgueilleuse s'affirmait encore aux panneaux de la voiture qui l'em-

1. Le marquis de la Tour-du-Pin Gouvernet, notre ambassadeur à Turin, écrivait au baron Pasquier le 18 février 1821 : « Parmi les conséquences funestes que j'ai vu pouvoir résulter des derniers événements arrivés à Turin, je range au premier degré la situation difficile où se trouve placé le prince de Carignan. Ce prince de vingt-deux ans est excité à l'ambition par tout ce qui est le plus capable d'éblouir, et, par conséquent, d'égarer une jeune tête. Il n'est pas possible de douter que les carbonari de toute l'Italie ne lui aient fait savoir qu'ils le regardaient comme appelé à être le libérateur des peuples ; et, pour prix de ce service, ils lui montrent l'Italie réunie sous son sceptre. » Comte de Reiset, *Les souvenirs, Les débuts de l'indépendance italienne*, t. I p. 33, Plon, 1901.

2. Le roi avait un tempérament assez impérieux. Une des pièces du château était disposée de façon qu'immédiatement après y avoir accueilli une amie, le roi pût se trouver transporté à un autre étage où il se confessait à un prêtre prévenu. — Renseignement particulier.

porta loin de la défaite suprême : « J'attends mon astre (1). » Les hommes de ce temps correspondent trop entre eux pour que Charles-Albert ne se rattache point au messianisme. Il fait songer, par instant, à Louis-Napoléon, mais il en possède le rêve, non la réalité voilée, l'incessante action théoricienne et utilisatrice à la fois qui animait ce rêve même. Il se débattait douloureusement dans la double contradiction de sa situation et de son époque et voulait tout concilier sans violence. Il eut de sérieux mérites ; le néant dont il dut s'évader pour parvenir, non seulement à comprendre son temps, mais encore à l'admettre, a été trop négligé ; peut-être cette lutte l'épuisa-t-il prématurément. Administrateur adroit, travailleur perpétuel, soldat courageux, il figura, en somme, un grand prince. Son avènement au trône ne fut pas manqué par sa faute ; sa position l'avait contraint à ployer le genou devant l'empereur d'Autriche et à garder en tout le silence ; depuis longtemps, il allait, environné de défiances, tracassé par toutes les haines, et à un âge où les blessures de cette espèce sont étrangement pénétrantes (2).

Le 10 décembre 1821, le marquis de la Tour-du-Pin écrivait au baron Pasquier : « On ne peut pas, si jeune encore, être pourvu d'une réputation pire que celle du prince de Carignan. L'expression ne sera pas trop forte si je dis qu'il est dans le royaume en horreur à tous les partis, les royalistes par le sentiment très naturel que leur a inspiré sa conduite, les révolutionnaires par l'abandon qu'ils trouvent qu'il a fait de leur cause, et les tièdes font concert avec les uns et les autres par la crainte de ne pas partager la

1. Costa de Beauregard, *La jeunesse du roi Charles-Albert*, *Les dernières années du roi Charles-Albert*.
2. Voir : W. de la Rive, *Le comte de Cavour*, Hetzel, 1862.

haine du roi pour lui (1). » — Les royalistes piémontais croyaient voir prendre la couronne à un traître, le duc de Modène et ses féaux à un usurpateur (2). Enfin, s'il avait manqué à l'amour de ses sujets en n'osant pas se montrer à eux, réunis sous ses fenêtres pour l'acclamer, la faute entachait ses ministres d'accord pour lui affirmer que cet enthousiasme couvait le prélude d'une révolution ; diminué par la peur de perdre la partie en la jouant trop tôt, il s'abstint. Il accepta du moins les difficultés sans une plainte, peut-être avec une secrète félicité douloureuse soutenue par l'orgueil; depuis longtemps il s'était résigné une fois pour toutes, et savait se contenir sans répit, même seul. Il ne changea rien quant au personnel, mais, de lui-même, sut tout renouveler par un labeur opiniâtre, rarement effectué aussi bien, avec autant de silence ; au bout de dix ans, le Piémont était transformé. Il aimait le peuple d'instinct, comme tant de bons rois, et ne croyait pas en la démocratie abandonnée à elle-même ; animé de ces sentiments, gouvernant avec des formes absolues, il passait pour un mystérieux personnage. Il se détruisait intérieurement, quant à lui, avec une sincérité douloureuse, par le duel qu'il livrait dans son cœur comme dans l'époque. Malgré son autoritarisme, il s'écriait : « La forme des gouvernements n'est pas éternelle ; avec le temps, comment ne changerait-elle pas ! » Sa chambre était monacale. Levé à cinq heures du matin, après une heure au pied de son crucifix, il entendait une messe, quelquefois deux, puis il apparaissait, sanglé dans son uniforme, sa haute taille un peu infléchie, le visage calme, maigre et

1. Reiset, *Les Souvenirs*, déjà cité, t. I.
2. *Mémoires de Metternich*, t. IV, p. 265.

pâle, vigilant à ne rien laisser surprendre du bouillonnement intérieur, si rigide que son peuple tout entier se trompa sur son flegme (1). Son regard doux, persuasif, appuyait une fascination véritable ; « nous sentions son âme passer dans la nôtre quand il nous regardait » (2), a dit d'Azeglio. En 1845, il reçut effectivement le gendre de Manzoni qu'il voulait interroger sur les tendances nouvelles. Le littérateur se méfia, malgré l'accueil. Le roi lui dit, avec un accent profond, ses yeux sur les siens : « L'occasion se présentant, ma vie, la vie de mes fils, mes forces, mes trésors, mon avenir, tout sera consacré à la cause italienne » ; et, pesant des deux mains sur les épaules de d'Azeglio debout, il avait approché ses joues contre les siennes, à droite et à gauche. « Ce baiser avait quelque chose de si froid, de si funèbre, qu'il me glaça (3). » Le romancier romantique s'avouait mauvais psychologue. Ce baiser était brûlant, tout passionné de désespoir amoureux. Carignan, sincère, voulait confondre la cause de sa maison à celle de l'Italie, mais, pris entre les républicains et les monarchistes également exagérés, il ne savait comment obtenir la cohésion nécessaire ; il aurait désiré employer les républicains et les redoutait ; il savait que les monarchistes le défendraient et le protégeaient déjà par un dévouement à toute épreuve ; ils le gênaient momentanément par leur incompréhension qui l'accusait, tout bas, de les tromper ; enfin, il était entravé par ses scrupules religieux. Très croyant, il récusait de nombreux libéraux par suite de leur anticléricalisme, et le rôle à adopter auprès du pape achevait de le retenir. Circonvenu par les jésuites, et de lui-même, il expérimentait en eux un moyen de gouvernement trop

1. Costa de Beauregard, *La Jeunesse*, etc., déjà cité.
2, 3. *I miei ricordi*, Ch. XXXIV.

appréciable pour être aliéné, mais, quand il cherchait à lui donner une propension nouvelle, il se brisait contre une mauvaise volonté absolue. Victime forcée, autre Hamlet, il se débattait sans victoire, éperdument, prisonnier de sa conscience et d'un calcul trop indéfiniment tortueux qui empêchait la décision nette. — Mazzini, comme au pape, lui avait fait appel, dès 1831, par une lettre assez belle (1). Lui aussi était sincère et parut tel, peut-être, un moment au roi, trop vite revenu à ses conseillers ordinaires, attentifs à capter leur maître dans l'inutile passé. L'exilé écrira de même à Victor-Emmanuel après Villafranca : « Moi, républicain, et prêt à retourner en exil pour garder intacte jusqu'au tombeau la foi de ma jeunesse, je m'écrierai néanmoins avec mes frères italiens : président ou roi, que les bénédictions de Dieu reposent sur vous et la nation pour laquelle vous avez osé et vaincu. » — Charles-Albert répondit par la menace, faute dont Cavour saurait s'abstenir. Cependant, le roi restait, par sa situation, la meilleure espérance ; et l'avènement de

1. Cette lettre est trop longue pour être citée ici. On la trouvera traduite dans : Jessie W. Mario, *Garibaldi et son temps*, Paris, Librairie nationale, Hénoc, 1884. — Il donnait au roi un conseil qui montre bien qu'il avait deviné le caractère de Charles-Albert : « Sire, l'œuvre peut sembler gigantesque à des hommes qui ne savent calculer que les forces numériques ; à ceux qui ne connaissent d'autres voies pour un changement que les diplomates et les ambassadeurs. La route du triomphe est dure, si vous savez comprendre tout votre rôle, vous convaincre fortement que vous devez vous consacrer à une haute mission et prendre une détermination franche, décisive, énergique. L'opinion, Sire, est une puissance qui contre-balance toutes les autres. Les grandes choses ne s'accomplissent pas avec des protocoles, mais bien en devinant le moment précis où elles peuvent arriver. Le secret de la puissance est dans la volonté. Suivez une voie qui convienne aux désirs de la nation, suivez-la directement ; soyez ferme, profitez du moment, et la victoire est dans vos mains. » Voir aussi une traduction de Mazzini qu'a donnée George Sand, *République et royauté en Italie* dans : *Souvenirs de 1848*, Paris, Lévy, 1889, p. 217.

Mgr Mastaï Ferreti au trône pontifical n'avait fait, au début, qu'y ajouter encore (1).

« J'avais prévu tout ce qui pouvait se passer en Europe, disait Metternich au ministre de Sardaigne, et je m'étais préparé à tout, mais un pape libéral, voilà ce qui ne m'était jamais venu à l'esprit (2). » Voilà, néanmoins, ce qui existerait quelque temps.

Mastaï avait été un beau jeune homme élégant, impressionnable, délicat et dégourdi, destiné au métier militaire et inscrit parmi les gardes d'honneur de Napoléon. On a parlé de son origine, qui aurait été juive (3) ; on a dit qu'il avait reçu l'initiation maçonnique (4) ; il s'était, en tout cas, montré habile à protéger les libéraux, comme évêque d'Imola, tout en étant soutenu par la congrégation. Le caractère lui manquait principalement et cette lacune, qui ne se remplace pas, contribuait à sa timidité comme à son irrésolution. Hautain, obstiné, il aimait les applaudissements et reculait devant les grandes responsabilités. Tout en ne pensant pas ce qu'il disait, il reconnaissait à ses paroles une certaine petite part véridique quand il s'exprimait ainsi, par prudence : « Mon Dieu, ils veulent faire de moi un Napoléon, alors que je ne suis qu'un pauvre curé de campagne. » C'eût été peu pour le temps présent où la papauté abordait une heure décisive. Mastaï sut, au moins, ne pas s'inspirer de son prédécesseur, ce qui eût tout perdu dès la première année. Souvent il posséda une conscience profonde et y

1. Pepe raconte que voyant Charles-Albert prêt à introduire quelques réformes dans son gouvernement, il changea le texte de ses *Mémoires*, parus en 1847, à son sujet. — *Les Révolutions d'Italie*, déjà cité.

2. *Mémoires*, t. VII, déjà cité.

3. Chaillot, *Souvenirs*.

4. Bolton King, déjà cité.

puisa même du génie (1). Il n'oubliait pas encore que dans sa retraite d'Imola il avait approuvé les livres de Gioberti, de Balbo, et s'était écrié : « Ah ! qu'il serait facile au Saint-Père de se faire aimer ! Non, la théologie ne s'oppose pas au progrès. » Il avait avoué néanmoins de sérieuses réticences en 1845 : « Croiriez-vous qu'il y a des gens qui parlent même d'une ligue italienne dont le pape serait le chef ? Comme si la chose était possible ! Comme si les grandes puissances étaient disposées à le permettre ! Ce sont là des chimères (2). » Mieux que Charles-Albert, selon tant d'autres que nous avons étudiés, il voulait agir sans déplaire à personne, ce qui menait petit à petit vers l'arrêt auquel la cour romaine n'était que trop encline. Guizot a souffert de ces mauvaises dispositions : « Au contraire de son ancienne et puissante histoire, cette cour, depuis la fin du XVIIe siècle et pendant le XVIIIe, s'était montrée plus préoccupée de vivre que d'agir et plus habile à éluder les périls ou les nécessités de la situation qu'à y satisfaire (3). » Toujours comme le prince de Carignan, mais plus encore, Pie IX portait la faute de ses prédécesseurs et entretenait ses ennemis les plus dangereux autour de lui. Est-ce en prévision de ce qui devait advenir qu'il jeta un cri, quand il fut nommé, et murmura : « Ah ! messeigneurs, qu'avez-vous fait ? » Il perdit même connaissance. Il la reprit aussi assez rapidement. Son nom une fois annoncé au dehors, il vint en habit blanc bénir la foule agenouillée, la ville, l'horizon, et par delà celui-ci, l'infini des terres chrétiennes, en paraissant jeter

1. E. Rendu, *Correspondance de Massimo d'Azeglio* et : *L'Italie et le public français*, 1848 ; — *Questions italiennes*, 1846, 1848 ; — *La souveraineté pontificale et l'Italie*, 1865. — Voir également : Liverani, *Il papato* ; — Salvagni, *Corte Romana* ; — Castelli, *Ricordi*.
2, 3. Guizot, *Mémoires*, t. VIII, p. 345 et suiv.

le mystérieux gage d'une promesse à l'inconnu. A Rome, il ne put bientôt plus paraître en public sans être entouré par une foule qui dételait son carrosse afin d'avoir l'honneur de le traîner. Les patriotes cherchaient à se faire consacrer par lui. Mickiewicz, le genou plié près de sa mule, l'aurait « sommé de se mettre à la tête d'une croisade européenne » (1). Très respectueusement, quand la guerre eût éclaté, prévoyant peut-être une partie de l'avenir, d'Azeglio lui écrira pour le supplier de préférer Milan à Rome et de s'y poser en médiateur afin d'arrêter l'effusion du sang par son autorité encore puissante. « En demandant à la papauté de se faire la personnification de l'idée de nationalité et, dans une guerre de principe, d'assurer le triomphe du droit nouveau, il la relevait à la hauteur du rôle social dont le moyen âge l'avait investie et où, dans les premiers mois de 1848, l'opinion européenne était disposée à la replacer (2). » D'Azeglio prévoyait : « Pie IX doit réhabiliter la papauté en Italie comme Charles-Albert y a réhabilité la monarchie, sans cela, des deux grandes bases de notre nationalité, la force morale et la force matérielle, il n'y aura que celle-ci de bien assise (3). »

Il fut d'abord saisi par la grandeur de son rôle. Ceux qui l'approchaient revenaient en racontant leur admiration. L'élan était extraordinaire. Les foules criaient leur espoir avec une foi merveilleuse à laquelle il semblait impossible de ne point se con-

1. L. Mickiewicz, *Adam Mickiewicz*, déjà cité.
2. E. Rendu, *L'Italie de 1847 à 1865*, déjà cité. Consulter aussi pour toute cette période : Debidour, *Histoire des Rapports de l'Eglise et de l'Etat en France*. Alcan, 1898, ch. V et VI et, du même, *Histoire diplomatique de l'Europe*, etc., t. II. Alcan, 1891, — Seignobos, *Histoire politique de l'Europe contemporaine*, etc. Armand Colin, 1899.
3. E. Rendu, *L'Italie de 1847 à 1865*.

fier. Le 24 mars 1847, soixante mille personnes, de la place de la Minerve jusqu'au palais Quirinal, jetaient à leur dieu terrestre cette assurance émouvante : « Courage, Saint Père ! confiez-vous à votre peuple ! (1) » Le poète Montanelli chantait : « J'ai vu le Christ ressuscité ! (2) » Devant ces témoignages, Mazzini s'arrêtait une fois de plus et écrivait au Saint Père, le 8 septembre 1847, sans croire peut-être entièrement à l'efficacité de sa tentative : « Saint Père, j'étudie vos démarches avec une immense espérance. Soyez confiant, fiez-vous à nous... Nous fonderons pour vous un gouvernement unique en Europe (3). » Le père Ventura, ami de Lamennais, qui catéchisait fervemment le clergé pour lui faire comprendre où était la vie, la véritable foi et Dieu même, prophétisait : « Si l'Église ne marche pas avec les peuples, les peuples ne s'arrêteront pas ; mais ils marcheront sans l'Église, contre l'Église (4). » Pie s'en rendait presque compte et, tant qu'il persévéra dans cette voie, le gouvernement lui fut plus facile. Son attitude eut au moins une influence qui primait les autres : elle décida Charles-Albert, désireux d'une sorte de permission religieuse. Indécis jusque-là, le roi ne redouta même plus une rupture avec l'Autriche et, quand on la lui annonça imminente, il risqua le mot célèbre : « Eh bien, si nous perdons l'Autriche, nous gagnerons l'Italie. *Allora, l'Italia fare da se* (5). » A partir de ce

1. Garnier-Pagès, *Histoire de la Révolution de 1848*, t. I, p. 16.
2. Bolton King, Crozals, etc., déjà cité.
3. *Opere, Epistolario.* — C'est ce qu'avait rêvé Lamennais à un moment. Dans la poussée générale des peuples contre les gouvernements, il avait vu l'appel des peuples vers un pouvoir spirituel européen, ou, en tout cas, le vague instinct de la nécessité de celui-ci. Selon lui, le catholicisme devait prendre en main la cause de ces peuples. Le mouvement du monde vers Pie IX se trouvait ainsi, en quelque sorte, avoir été prophétisé par Lamennais.
4. Crozals, Ladislas Mickiewicz, etc.
5. Costa de Beauregard, Reiset, etc.

jour, il y eut dans l'idée des peuples un roi d'Italie. Le découragement sombre éployé sur Turin à son avènement s'oublia. L'Italie qui se voulait libre, heureuse de posséder son pape et son roi, espérait de toutes ses forces. Quoi qu'il advînt, un pas immense était fait. « Le branle est donné, écrivait Mazzini ; le bien ou le mal en sortira (1). » Il avouait que le signal du mouvement révolutionnaire en Italie gagnerait, lancé par les princes, quitte à l'utiliser autrement ensuite si ceux-ci n'avaient pas su réussir par de profitables victoires sur l'Autriche. Metternich ne se trompait pas quant à la situation : « L'Italie vient d'entrer dans une phase entièrement nouvelle. La Révolution s'est emparée de la personne de Pie IX comme d'un drapeau et de l'opinion publique en relevant l'ancienne bannière des guelfes au nom du Saint-Siège... Nous avons donc aujourd'hui l'ancien parti guelfe en Italie et nous n'y trouvons pas les gibelins (2). » L'enthousiasme vers Pie augmentait. Un meeting avait lieu à New-York en son honneur ; le sultan Abd-ul-Mejid lui envoyait des présents ; le clergé de tous les pays semblait renaître ; le grand rabbin l'assurait de son dévouement (3) ; le monde entier se tournait vers Rome pour demander la parole de réconciliation entre les fils de Caïn et les fils d'Abel, et la formule du meilleur avenir. Mais que voyait dans cette unanimité magnifique, et peut être sainte, un des meilleurs catholiques, César Cantu ? Le ton est à ne pas oublier : « Les citoyens, las de maudire, commencèrent à applaudir ; il y eut une admiration universelle et tapageuse. Vive Pie IX ! devint le cri à

1. *Duecento lettere edite ed inedite*, publicate da G. Giuriati. Roux et Viarengo.
2. *Mémoires de Metternich*, t. VII, p. 471.
3. Bolton King, déjà cité, t. I.

la mode, l'abrégé de tous les éloges, le résumé de toutes les espérances ; il se répandit de l'Italie dans toute l'Europe et jusqu'au delà de l'Atlantique ; protestants, catholiques, turcs, juifs, répétaient : « Vive Pie IX » et les fils de Voltaire voyaient résumées dans le nom d'un pape toutes les améliorations que les peuples pouvaient réclamer ou les princes accomplir (1). » Cette acclamation colossale, qu'était-elle, elle aussi, sinon une sorte de messianisme instinctif et simplifié ?

Le monde, demandant principalement la manne spirituelle, pouvait, à la rigueur, attendre; l'Italie ne le pouvait plus ; elle réclamait l'action immédiate, elle l'exigeait. La lutte devait nécessairement commencer, en dépit de la violence du peuple, en dépit des craintes que cette violence faisait éprouver au pape, enfin malgré les suprêmes tergiversations de Charles-Albert. Le Piémont, qui drainera tout, est peut-être, à cette heure si décisive, le pays de l'Italie où la question paraît la plus compliquée ; c'est « une sorte d'enfer intellectuel » (2). Le mot vient de celui qui saura tout réunir, tout concilier, même les extrêmes, de Cavour, alors directeur d'un journal.

Soulevée d'abord contre ses divers gouvernements afin d'en obtenir une constitution, l'Italie va entraîner ses princes, malgré eux, trop tôt peut-être, — mais rien ne se perd dans de pareils sacrifices, — contre l'ennemi héréditaire. L'époque préparatoire, suscitée par les écrivains, est désormais close. L'action commence.

∴

Le feu national brûlait donc quand éclata la révo-

1. César Cantu, *Les trente dernières années*, déjà cité., p. 6.
2. Bolton King, t. I.

lution de février ; on comprend, par ce qui précède, la matière qu'elle lui apporta ; elle la lui disposait d'autant mieux que la révolution minait l'Autriche et la rejetait sur le second plan en haussant la France au premier. Plus on y réfléchit, plus on se persuade que la France a occupé une place unique en Europe et qu'elle détenait même une partie de l'avenir. Palmerston, qui voulait à tout prix nous restreindre, mais qui n'aimait pas l'Autriche davantage, insinua au cabinet de Vienne qu'il pourrait bien se trouver en guerre à la fois avec la France et l'Angleterre s'il envahissait les États Italiens ; il sentait que l'impulsion péninsulaire était alimentée par une source souveraine (1).

A Milan, Radetzky prévoyait l'orage ; il redoutait l'esprit de la moitié de ses troupes, fortes de soixante-dix mille hommes dont trente-cinq mille Italiens, et demanda des renforts. L'imminence du conflit comme l'impossibilité de l'arrêter étaient visibles ; les étrangers quittaient la ville ; les affaires s'interrompaient ; les patriotes faisaient tenir cet ultimatum à Charles-Albert : « Franchissez le Tessin, sinon nous proclamons la république. » Arèse, choisi par Cernuschi et le comité révolutionnaire comme ambassadeur auprès de la Cour, y fut présenté par d'Azeglio (2). Le roi dit sa résolution de déclarer la guerre. Il avança même, malgré tout ce que la révolution parisienne semblait devoir lui présager, que si Milan se soulevait sérieusement, lui et son peuple prendraient les armes pour voler à son secours (3). — Le 16 mars, l'assaut était décidé. Le 17, quand on sut le drame de Vienne, on marcha sur le palais du gouverneur ; l'attaque étant conduite par les chefs radicaux, ceux-ci, forts de la

1. Ashley, *Palmerston*, t. I.
2, 3. Grabinski. *Le comte Arèse*, etc., déjà cité.

réponse faite à Turin, dépassant l'hésitation des modérés, résolurent de ne pas attendre le Piémont. Malgré la folie de jeter une foule, en majorité sans armes sérieuses, contre une armée disciplinée de vingt mille hommes, l'essai fut tenté et le peuple ne marqua pas la plus petite hésitation. Les barricades s'édifièrent si vite que l'émeute relevait du prodige ; les femmes, les jeunes gens, les enfants aidaient les hommes ; les riches ouvraient leurs palais aux pauvres. Après une lutte sans trêve, féroce sur plus d'un point, et qui dura cinq jours, Radetzky dut battre en retraite (1). — Venise avait imité Milan et proclamé la république de Saint-Marc. Là aussi, la foule anonyme, méprisée de tous, surtout de son aristocratie, prouva par son héroïsme combien Manin, qui tenait tête à l'opinion générale, avait eu raison de la défendre, fût-ce contre elle-même : « Vous ne la comprenez pas, disait-il, et mon seul mérite est de la comprendre (2). »

Ces deux victoires citadines décidèrent les masses provinciales encore hésitantes, sauf à Lodi ; à Palma-Nuova, à Trévise, à Vicence, les troupes indigènes revinrent à leur patrie ; toute la Vénétie, à part Vérone et Legnano se libéra. En Lombardie, Côme, Monza et Bergame forcèrent leurs garnisons à la fuite ; Crémone, Brescia, Pavie, Pizzighetone furent évacuées ; l'Autriche ne conserva que les quatre

1. « A Milan, un peuple complètement désarmé, avait chassé de ses murs vingt-deux mille Autrichiens commandés par leur général en chef en personne et appuyés sur une citadelle. » Pepe, *Histoire des révolutions et des guerres d'Italie*, p. 24.

2. E. Ollivier, déjà cité, t. I. — H. Martin, *Daniel Manin*. Fresnes, 1859. « Désormais, il faudra renoncer aux lieux communs qui avaient cours depuis trop longtemps sur le caractère vénitien. Ce peuple, qui passait pour le type de l'insouciance, de la servilité de la corruption souriante, donne à l'Europe un grand exemple. » Princesse de Belgiojoso, *Revue des Deux Mondes* du 1er décembre 1848.

forteresses du quadrilatère et sa citadelle. A Modène, le duc s'enfuit. A Florence, le grand duc dut proclamer que « l'heure de la résurrection avait sonné ». Des volontaires accouraient de la Romagne, de l'Ombrie, de Naples, où le gouvernement, incapable de résister, se résignait à envoyer seize mille réguliers sous les ordres du vétéran Pepe (1). La Sicile expédia de même son contingent. Il avait suffi d'une grande cause, nationale, pour éveiller tout un peuple de son sommeil séculaire. Radetzky, comme à Milan, cria au miracle, et, pour en anéantir le résultat, fit préparer une armée nouvelle. Le moment sollicitait Charles-Albert, propice au point de sembler unique ; le roi pouvait faire tourner la retraite ennemie au désastre. Tout le monde s'enrôlait à Turin, riches et pauvres, libéraux, modérés, révolutionnaires. — Charles-Albert hésita, selon son habitude. Décidé à tenir ses promesses, il pensait avoir le temps ; il comprenait que le mouvement se passerait de lui, s'il l'abandonnait, et deviendrait républicain, mais effrayé par ce que l'actualité dévoilait déjà de révolutionnaire, il n'eut pas une foi suffisante en lui-même pour s'en revendiquer l'expression la plus forte, la plus avantageuse, parce que la mieux préparée, et lier cette révolution par une victoire; livrant le secret d'une incurable faiblesse, il redouta également l'opinion de la diplomatie européenne, comme si le meilleur moyen de forcer une opinion aussi variable et dénuée de principes n'était pas avant tout de réussir. Il ne parut pas entendre que l'intérêt le plus évident de la diplomatie était de le tromper. — Palmerston n'y man-

1. Voir ses intéressants *Mémoires*, réédités chez Perrin, par L. Mouton, 1906. — Pepe fut un La Fayette italien, mais beaucoup plus énergique, beaucoup plus vivant que le nôtre. — Voir aussi de lui : *Histoire des révolutions et des guerres d'Italie*, etc., Paris, Pagnerre, 1859.

qua pas. Il cacha de son mieux les atouts, flatta, dissuada Charles-Albert de descendre sur l'Italie en lui représentant que le mieux serait de s'aboucher avec l'Autriche pour établir une défense commune contre la France. Les ministres piémontais retenaient le monarque au lieu de le presser ; tandis que son maître arborait enfin les couleurs italiennes, Pareto, l'un d'eux, fut même assez maladroit, — par ruse et par sagesse, — pour protester auprès de l'Autriche comme auprès de l'Angleterre et leur certifier que le roi intervenait afin de réprimer un mouvement républicain. — Il y a quelques mensonges dont il ne faut faire usage à aucun prix, et la grande politique, la crise totale une fois déclarée, consiste à ne plus mentir. Cavour y voyait mieux : « L'heure suprême de la dynastie a sonné ; il est des circonstances où l'audace est prudence, où la témérité est plus sage que le calcul (1). »

Au bord de l'action, si désirée par lui, Charles-Albert se torturait. Il pouvait s'emparer de Mantoue, ce qui eût été tenir Legnano et Ferrare, et il ne l'attaqua pas, laissant ainsi aux renforts autrichiens le temps d'arriver. Radetzky commandait près de soixante mille hommes et possédait libre derrière lui la route du Tyrol. Cette armée-là n'imitait pas les contingents de Trévise ou de Vicence ; contradictoire au moment où la théorie des nationalités s'affirmait partout, elle régularisait une demi-douzaine de nationalités diverses et, parfaitement homogène, montrait ce que peut la discipline. Son loyalisme demeura sans atteinte ; à côté des Tchèques, des Allemands, des

1. Voir pour tout ce qui précède et pour ce qui suit : Garnier-Pagès, Castille, Robin, E. Ollivier, Bolton King, Crozals, Mario, E. Rendu, W. de la Rive, Cantu, Reiset, Schoenals, Nicomède Bianchi, Costa de Beauregard, Debidour, etc.

Slaves, des Magyars, elle renfermait des Italiens ; elle comprenait encore des étudiants viennois précédemment soulevés dans leur patrie au nom de la théorie qu'ils venaient combattre sur la péninsule. — L'armée sarde encadrait un mélange de provincialités ; c'étaient des volontaires de Naples, de Modène, de Toscane, de Rome, de Venise et du Tyrol italien ; l'élément piémontais y solidifiait le meilleur, supérieur même, en qualité, aux troupes autrichiennes, mais le nombre et surtout les généraux manquaient ; les officiers, au contraire, demeuraient excellents. Le corps des volontaires groupait tout, de jeunes bourgeois et des fils d'ouvriers, des professeurs souvent vieux, des paysans, des contrebandiers, des vétérans, conscrits jadis à Waterloo, enfin quelques Autrichiens déserteurs. De vraies bandes, capables de tous les courages comme de toutes les paniques, appuyèrent ainsi la phalange piémontaise et qui, entre des mains sans scrupules, seraient devenues un outil terrible. Charles-Albert ne sut pas le manier (1). Il n'avança que par petits arrêts successifs. Après le succès de Pastrengo, son armée devait occuper la position célèbre de Rivoli et là cerner le maréchal autrichien jusqu'à ce que le manque de vivres contraignît celui-ci à livrer une bataille désespérée, dans des conditions pareilles, et perdue d'avance ; les habitants de Vérone avaient même fait dire qu'un assaut contre leur faubourg serait suivi d'un soulèvement dans la ville. Il attaqua trop tard et tandis que, cependant, la bataille s'achevait en sa faveur, il arrêta tout, par nouvel excès

1. « La vérité, ainsi que le disait Polybe, est aussi indispensable à l'histoire que les yeux aux animaux ; et c'est avec douleur qu'en écrivant ce chapitre, je ne puis oublier ce principe posé par l'illustre historien. Non, Charles-Albert, dont le cœur était si valeureux, si chevaleresque, si italien, n'avait aucune des qualités du capitaine. » Pepe, déjà cité, p. 162. Voir pages suivantes.



de prudence. Ce fut une des erreurs les plus graves de la campagne. Il laissa s'évanouir le prestige de réussite qu'il possédait et commença d'en faire douter ; il perdit l'occasion d'attaquer Vérone avant que sa garnison ne fût renforcée, car les renforts ennemis arrivaient toujours. Une victoire sérieuse eût étouffé les ambitions de chaque petit trône péninsulaire, au lieu que l'absence de résultat (1) les ramena vers leurs intrigues personnelles et antinationalistes. — L'attitude du pape allait achever le gâchis.

Introduisant Dieu au cœur des événements parce qu'il savait voir en ceux-ci une manifestation divine, Pie IX put d'abord les admettre : « Malheur à qui n'entend pas la voix de Dieu dans ce vent qui agite et brise les cèdres et les roseaux. Malheur à l'orgueil humain s'il attribue aux foules ou au mérite de quelqu'homme que ce soit ces merveilleuses résolutions, au lieu d'y adorer les secrets desseins de la Providence... Et nous à qui la parole a été donnée pour interpréter la muette éloquence des œuvres de Dieu, nous ne pouvons nous taire, au milieu des regrets, des craintes, des espérances qui agitent le cœur de nos enfants. » Et, un an auparavant, il avait dit à l'ambassadeur d'Autriche : « L'union et l'indépendance italiennes ?... Ces idées-là datent de plus loin ; ne vous en prenez pas à moi. Comme Italien, je ne puis les blâmer ; comme souverain, je désire un bon voisinage avec l'Autriche ; comme pape, je demande

1. Il faut y joindre l'effet moral produit par la défaite de Custozza. « La perte de cette bataille décida de la triste issue de la campagne ; moins à cause des pertes que supputèrent les vaincus que du découragement moral qui s'empara d'eux lorsqu'ils ne purent plus mettre en doute qu'il existait dans l'armée des principes de désorganisation, lorsqu'ils virent enfin que tant de valeur, tant de sang répandu n'aboutissaient à rien. » Pepe, déjà cité, p. 170-171.

à Dieu la paix entre les nations. Mais j'ai à remplir mon devoir. » Et Pie changeait de langage une fois l'action commencée. — Le général Durando, chef de la petite armée romaine, avait annoncé dans sa proclamation : « Le Saint-Père a béni vos épées. Une telle guerre n'est pas seulement une guerre nationale, mais surtout une guerre chrétienne. » Il fut aussitôt désavoué. Rome entière frémit. La situation de Pie IX exigeait un acte, qu'il n'y avait plus moyen de ne pas élucider. La papauté, elle aussi, longeait un de ces tournants graves où la ruse ne sert plus et qui permettent tout ; de pareils instants appartiennent aux audacieux avertis. « Si Pie IX veut, écrivait d'Azeglio, s'il consent à être ce que l'opinion fait de lui, la papauté est définitivement la force dirigeante. S'il s'y refuse, je ne sais ce qui arrivera. La Providence n'offre pas deux fois une occasion telle que celle-ci. » Le ministère même du pontife lui signifia qu'il devait s'expliquer et faire cesser l'équivoque : « Votre Sainteté doit choisir entre trois partis : Elle consentira à déclarer la guerre, ou Elle déclarera s'y refuser absolument, ou Elle pourra dire qu'en voulant la paix, Elle ne peut empêcher la guerre. Le ministère regarde la première déclaration comme absolument indispensable ; la seconde serait une catastrophe, tant serait violente la révolution qui succéderait à l'enthousiasme des premiers jours ; votre ministère pense que la troisième opinion serait l'aveu d'une faiblesse et d'une impuissance telles qu'elles rendraient tout gouvernement impossible. » Pie se contenta de répondre : « Ayez confiance. » Puis, à quatre jours de là, il forçait son ministère à démissionner en publiant une encyclique dans laquelle il expliquait : « On désire que nous entrions en guerre contre l'Autriche en même temps que les autres princes et peu-



ples italiens. Nous croyons devoir signifier clairement et ouvertement que ce projet est tout à fait éloigné de notre pensée. Étant, quoique indigne, le Vicaire de Celui qui est auteur de toute paix et principe d'amour, la mission de notre suprême apostolat est d'embrasser, dans l'élan d'un même amour pastoral, toutes les races, tous les peuples et toutes les nations. »

La papauté du moyen âge, si belle, si grande, prenait parti, celle du XIXe siècle ne le savait plus. Un homme s'était d'ailleurs interposé pour tronquer dans l'encyclique la pensée papale, Mgr Antonelli, qui fut un des plus vigoureux parmi ces fossoyeurs inconscients de l'Église, — déjà signalés, — dont le XIXe siècle devait révérer les édits. Le pape s'étonna du revirement romain : « Mon peuple, que t'ai-je fait ? » Il le savait bien ; et Antonelli, soutenu par la curie vaticane, veillerait désormais jusqu'à la fin pour l'isoler. Le pacte se déchirait, ce pacte qui était même un charme. Dante, dieu du panthéon latin, sans cesse évoqué par Mazzini comme le plus haut des prophètes, fournit les vers du triste désaccord, renouvelé de Célestin V qui, lui aussi, avait fait le grand refus. Pour l'honneur du monde catholique, le père Ventura comprit l'immense faute commise et eut le courage de le dire aux conseillers du maître blanc : « Vous avez effacé les plus belles pages de l'histoire ecclésiastique du XIXe siècle. Vous avez arraché à Pie IX la gloire de donner son nom à son siècle. »

La défection pontificale entraîna celle du roi de Naples. Charles-Albert, précédemment maître de la situation, surenchérit sur sa réserve ; il en doubla la maladresse. Il refusa le concours des volontaires suisses, rompit les relations amicales entretenues avec les Milanais, ébauchées avec les Hongrois, et

rapetissa le mouvement péninsulaire à une simple lutte pour l'Italie septentrionale. Tandis que le drapeau piémontais flottait sur Venise, tandis que les divisions romaines, mêlées aux siennes, n'attendaient qu'un ordre, il brouilla tout en faisant prévaloir la question dynastique sur la question nationale. Il prit l'action à contre-cœur, parce qu'il ne pouvait faire autrement. — Comment fixer d'un trait cette troisième étape ou le destin vint à lui, impérieux, les bras étendus chargés de lauriers certains ? Sur le champ de bataille de Goïto, dans une atmosphère héroïque imprégnée de solennel enthousiasme, ses troupes couronnèrent son rêve en l'acclamant roi d'Italie. Un geste suffisait pour conquérir la réalité. Charles-Albert courait sur Radetzky, dans une position plus critique que jamais, prenait enfin Vérone et coupait toute retraite. Son armée rajeunie, soulevée à cette hauteur où le sacrifice parachève, lui commandait d'agir avec ses milliers de cœurs qui battaient d'un seul rythme patriotique auquel répondait celui de toute la péninsule, vivifiée par la tempête révolutionnaire. L'Italie, prodigieusement unanime, dégorgeait au soleil l'âme plusieurs fois séculaire que ses discordes ou l'étranger avaient refoulée. Charles-Albert laissa passer la fortune ; et il y a peut-être deux providences, l'une qui emporte, l'autre qui arrête, entre lesquelles bien peu savent créer la vraie mesure. Démoralisés, les Toscans avouèrent leur dispersion; les Napolitains partirent; les Romains consentirent à capituler avec promesse de ne pas combattre pendant une période de trois mois. Mazzini, las de ses avances infructueuses et de voir gâcher l'avenir par un présent maladroitement conduit, finit par faire attaquer la monarchie. — Charles-Albert demeura réduit à ses seules forces.

Le courage des hommes, celui du général de Sonnaz, la tactique des ducs ne purent rien, sinon épuiser l'ennemi dans sa victoire au point qu'il se résolut à ne pas poursuivre. Une retraite ainsi effectuée librement aurait dû favoriser l'attaque du parti garibaldien, mais le roi refusa l'appui que lui apportait l'aventurier. Il évacua Crémone, dont il avait résolu de soutenir le siège, et se retira sur Milan avec l'intention de défendre la ville. Le comité de salut public y fut parfait et mit tout à sa disposition ; les citadins firent preuve de la même soumission volontaire. Charles-Albert, répondant par la plus insipide défiance, remplaça les hommes dévoués et intelligents du municipe par des commissaires sans initiative, de telle sorte qu'il rompit l'union. S'en rendant compte, il se méfia davantage et, quand les Autrichiens arrivèrent sous les murs, il jura de veiller sur la cité en même temps qu'il entrait en pourparlers avec Radetzky. Renseignés, les habitants entourèrent le palais Greppi où logeait ce singulier traître. Le malheureux promit de verser jusqu'à la dernière goutte de son sang, et confirma peu d'instants après à l'adversaire les termes de l'armistice. A six heures, la capitulation était signée. Le souverain se sauva la nuit, sans honneur, entouré de ses troupes, défendu par elles contre les habitants. Une grande partie du peuple, prompte au pardon, par haine de l'Autriche, suivait le prince qui avait au moins eu le mérite d'incarner un moment une partie de sa volonté (1). — Le mouvement national, conduit par la monarchie, avait avorté et la monarchie passait la torche à la république. Le terrain de la lutte se transportait à Rome où le pape, vaincu sans avoir agi, s'était fait déposer, en quel-

1. C. de Beauregard, *Les dernières années du roi Charles Albert*, et Reiset, déjà cité.



que sorte, par ce mouvement national et loin de lui, en se dérobant à ceux-là mêmes qui espéraient le plus dans l'Église. La Ville Éternelle n'était élue de nouveau que pour devenir le théâtre d'une nouvelle puissance.

Quinet, dès 1844, avait annoncé le cours des événements : « Pour se délivrer du double joug, disait-il, l'Italie a besoin plus qu'aucun autre peuple de l'explosion d'un esprit nouveau, et c'est le principe même de la pensée qu'ils enchaînent, persuadés que lorsque l'esprit se sera démis entre les mains de la papauté, il aura justement alors la force électrique de briser la pierre du sépulcre (1). » Restait la France, que l'Italie avait repoussée au moment opportun, puis avait rappelée trop tard (2). Dès la première heure, la France avait offert son épée. Lamartine avait fait d'importantes propositions, en dehors de Mazzini, à Pepe ; il avait demandé même au gouvernement de Turin l'autorisation d'envoyer un corps d'observation au delà des Alpes ; mais l'Italie, aidée dans ce sentiment par l'Angleterre, ne pouvait croire à notre générosité ; elle craignait de se donner un nouvel oppresseur et, à part Manin, plus perspicace, et qui aurait aimé s'appuyer sur nous, elle repoussa toutes nos ouvertures ; elle en revenait au

1. *De l'Ultramontanisme*, etc., déjà cité, p. 265. Voir aussi Michelet.

2. Voir, en plus de ce qui est cité précédemment : *Ufficiale Piemontese*, *Memorie* ; — Bava, *Relazione* ; — Minghetti, *Ricordi* ; — Gualterio, *Rivolgimenti* : — Zobi, *Memorie* ; Farini, Orsini, Ricasoli, *Lettere* ; — Gori, *Rivoluzione* ; Gioberti, — *Operette*, etc. — Pasolini, *Memorie* ; — Leopardi, *Narrazione* ; — Casati, *Rivelazioni* ; — Cavour, *Lettere* ; Planat de la Faye, *Documents*, etc. — Talleyrand-Périgord, *Souvenirs de la guerre de Lombardie*, etc. Paris. Dumaine, 1850. — Général Ulloa, *Guerre de l'Indépendance italienne*, 2 vol. Hachette, 1859. — Ch. Cattaneo, *De l'insurrection de Milan*, etc., dans *Mémoires de Cattaneo*, Lugano, 1849. — Mazzini admirait beaucoup Cattaneo et recommandait son livre, à juste titre, comme celui du contemporain le plus remarquable.

programme de Charles-Albert et déclarait pouvoir facilement se suffire. Le Piémont, surtout, se refusait l'exacte connaissance des faits, lui qui devait ensuite nous appeler le premier, et avec insistance. Manin, débordé, écrivait, à la longue, à Paris : « Notre gouvernement, pressé par un grand nombre de citoyens d'invoquer un secours de la France, ne pouvait à lui seul décider cette grave question, d'abord pour ne point appeler sur sa tête les imprécations des autres États italiens, ensuite parce que la seule demande de secours pouvait provoquer les Anglais à nous fermer la mer et, enfin, parce que c'eût été aussi déclarer la guerre au Piémont que les troupes françaises auraient dû traverser en ennemies (1). »

Dans toute la péninsule, on s'affichait contre la France ; les journaux s'entendaient afin de rejeter son intervention. Malgré la sincérité politique en même temps que personnelle qui le poussait vers l'Italie et à insister, Lamartine n'osa pas ; le refus, général, était de ceux qui n'admettent pas la discussion et ne se discutent point. On a dit que le poète consentit secrètement à laisser les Autrichiens s'emparer de la Vénétie ; la supposition n'est pas invraisemblable étant donnés ses rapports avec l'Autriche ; il laissa faire, — parce qu'il était enchaîné par ceux-là mêmes qu'il avait voulu sauver et parce qu'il ne pouvait rien (2). Bastide, qui lui succéda, ne le pouvait pas davantage ; de plus, il se méfiait et, avec une prescience intéressante pour l'époque, craignait qu'un royaume de l'Ita-

1. Garnier-Pagès, t. I, p. 429.

2. « D'abord, en fait, plusieurs peuples, notamment l'Italie et le Piémont, ont formellement refusé l'assistance de la France, ne voulant rien devoir qu'à eux-mêmes. D'autres, l'Allemagne, entre autres, croyaient voir dans tout mouvement en avant de la France un esprit de conquête contre lequel les déclarations les plus formelles ne pouvaient les rassurer. » Lettre de Ledru-Rollin à Lesseps. *Collection A. L.*

lie du Nord ne devînt l'allié de l'Autriche contre la France ; sans rejeter cependant la promesse de notre appui, il stipula qu'il devait être demandé, et que cette clause était nécessaire pour qu'il fût accordé (1). On ne consentit à se retourner vers nous qu'après Custozza, non sans poser des conditions ; le cabinet de Turin déclara qu'en aucun cas il ne saurait être question de la Savoie ou d'une propagande républicaine. Cavaignac profita de ces clauses pour légitimer son refus. Le refus parut suspect, et il l'était, au point de vue strict de la politique révolutionnaire, mais Cavaignac exprimait le contraire de celle-ci, et on ne le comprenait point. Il niait la question italienne. Il ne se solidarisait aucunement avec Lamartine qui s'était prononcé pour l'affirmative à la Chambre, en mai : « Dans aucun cas, l'Italie ne retombera sous le joug qu'elle a si glorieusement secoué ; dans aucun cas, la France ne manquera à cette fraternité pour vingt-six millions d'hommes qui a été sa loi dans le passé et qui est son devoir pour l'avenir. » Et le lendemain de cette séance, Drouyn de Lhuys, président du comité des Affaires Étrangères, présentait à l'Assemblée le résultat de ses délibérations : « L'Assemblée Nationale invite la Commission Exécutive à continuer de prendre pour règle de sa conduite les vœux unanimes de l'Assemblée réunis dans ces mots : « Pacte fraternel avec l'Allemagne : reconstitution de la Pologne indépendante et libre ; affranchissement de l'Italie (2). » — Cavaignac avait aussi médité la réponse apportée à ces paroles généreuses. Le gouvernement de Lombardie, en effet, après le discours de Lamartine et le vote parlementaire, avait des-

1. Planat de la Faye, *Documents* ; — Lamartine, *Trois mois* ; — Bastide, *République française*, etc.
2. *Idem*. *Les ministères de M. Drouyn de Lhuys*, déjà cité.

titué son délégué auprès du gouvernement français et Charles-Albert déclarait considérer « l'intervention d'une armée républicaine comme plus funeste à l'Italie que la présence de l'armée autrichienne en Lombardie » (1) ; enfin, plus tard, tandis que le Piémont nous posait des conditions offensantes, les envoyés de Venise, de Toscane, de Rome exigeaient notre concours sur le ton le plus suffisant, le plus autoritaire, et nous priaient de négliger la question piémontaise comme sans nécessité. Mazzini ajoutait à l'embarras par ses conseils : « Ne souillez pas votre drapeau en inscrivant dessus : pour un roi. Ce roi n'a plus même la seule chose qu'il eut, la force. Venez pour le peuple italien ; c'est avec lui que vous pourrez jeter les bases d'une solide alliance. Tout le reste n'aboutirait qu'à l'anarchie pour nous, et au déshonneur pour la France (2). »

Cavour s'imposait de nouveau, quant à lui, par la justesse de son appréciation. Il dit à la tribune : « Etait-ce un acte bien convenable et bien habile de demander à une nation telle que la France d'intervenir dans une question comme celle de l'Italie, d'entreprendre une guerre pouvant devenir européenne en qualité de simple auxiliaire et n'ayant dans l'entreprise qu'un rôle secondaire ? Je crois fermement que si l'on voulait l'appui de la France, la seule manière de l'obtenir eût été de demander franchement l'intervention avec toutes ses conséquences (3). » La réponse de Cavaignac gardait des excuses, — en dehors même des raisons de sagesse politique qui ont été revendiquées pour elle ; l'intervention avait cessé d'être possible après les journées de juin. Cavaignac, reprenant l'argument

1. 2. 3. E. Ollivier, t. II.

de Bastide, demandait, avec logique au point de vue de la politique conservatrice basée sur les anciens traités et la duplicité du Congrès de Vienne : « Pourquoi voulez-vous que nous travaillions à constituer à nos portes un puissant État qui, aussitôt formé, deviendra contre nous l'allié de l'Autriche ? » Les envoyés piémontais s'enfermaient dans leur intérêt en répondant qu'il ne pouvait jamais, ni aujourd'hui, ni demain, en être question ; l'avenir a prouvé leur mensonge, ou leur erreur ; quant au présent même, la politique piémontaise ne cessait de donner raison à Cavaignac. Aux preuves déjà fournies, — triées entre beaucoup, — on peut ajouter la suivante. Pareto écrivait à son ambassadeur de Londres : « Dites aux ministres anglais qu'ils ont intérêt à favoriser dans le Nord de l'Italie la constitution d'un puissant royaume en état de donner la main à la Prusse pour contenir les velléités guerrières de la France (1). » Cavaignac avait tort, selon la théorie des nationalités ; mais, étant donnée la façon dont cette théorie était comprise en Europe, même par ceux qui réclamaient notre intervention, il avait raison ; et que faisait-il, sinon pratiquer la théorie à l'exemple de ceux qui la déformaient ? Les accusations italiennes contre la France sont injustes, d'une mauvaise foi qui se démontre seule, sans commentaires. Le conseil de prudence nous venait de Machiavel : « Il est de règle à peu près générale que qui contribue à rendre quelqu'un puissant prépare sa propre ruine. » Mazzini eût répliqué qu'il valait mieux écouter Dante, le sentiment que la raison, mais la raison prime le sentiment, et le sentiment sans la raison ne suffit pas. L'Italie avait tout fait pour

1. Nicomède Bianchi, V.

arrêter l'essor spontané de notre dévouement ; de quel droit se plaignait-elle ensuite qu'il lui fît défaut ? « La situation de la France est vraiment singulière. Se meut-elle en faveur des peuples, comme en 1848, et comme plus tard en 1859, la défiance surgit, même chez ceux qui l'ont appelée et qu'elle secourt. Refuse-t-elle de se mouvoir, comme sous Louis-Philippe et le général Cavaignac, elle est infidèle à sa mission, elle trompe l'attente du monde ; et, pour peu qu'un de ses chefs ait accordé quelque parole de sympathie à ceux qu'il lui est impossible d'assister, on l'accuse de manquer à ses engagements (1). » — La faute de Cavaignac ne fut pas là ; elle fut, comme nous l'avons établi, dans l'adoption d'une politique en faveur du temporel, engageant la France sur la voie la plus nettement réactionnaire et, ce qui est pis, contre ses intérêts ; nous avons vu aussi comme cette intervention avait tourné contre nous et contre notre diplomatie dès le premier jour. Cette fois, une plainte autorisée s'éleva de la péninsule, celle du ministère Mamiani. — Il nous reste à résumer ce qui avait remplacé Pie et son gouvernement.

Le départ du pape avait aggravé la question italienne, en la doublant d'une querelle religieuse. — Abandonnés à eux-mêmes après tant de siècles de soumission et de confiance, les États romains ne savaient trop comment se ressaisir ; la situation se compliquait de ce que dans toute l'Italie, sauf à Venise, les anciens gouvernements reprenaient le dessus, aidés en sous-main par l'Autriche : François V rentrait à Modène ; Parme était réoccupée par les uniformes blancs ; Ferdinand II engageait la lutte contre la Sicile insurgée et bombardait Messine. Le

1. E. Ollivier, t. II.

peuple même, à Rome, amoureux des formes extérieures de son gouvernement et les regrettant, maintenant qu'il ne les avait plus, se montrait apathique, tellement qu'en décembre, quand il arriva, Garibaldi fut assez mal reçu ; il aurait sans doute été rejeté si la police, la presse radicale et la moitié de la garde civique, si, surtout, le triomphe de la monarchie des Deux-Siciles à Gaète n'avaient changé la façon de voir. On l'amena peu à peu à comprendre que Rome, capitale de l'Italie, était préférable à Rome, capitale du catholicisme. Bientôt, la bonne humeur revint ; l'ordre n'avait jamais cessé et il se commettait même moins de crimes. La Chambre et le gouvernement donnaient l'exemple d'une certaine modération : ils cherchaient à transiger avec le pape ; ils ne souhaitaient pas détruire son autorité, ils voulaient simplement séparer le temporel du spirituel ; les membres de la Chambre, pris en bloc, se maintenaient patriotes ; — il leur manquait de savoir gouverner. La tranquillité populaire n'aurait qu'un temps ; la résistance des prêtres et des fonctionnaires, sournoise, continuelle et répartie, triomphait sans obstacle du parlementarisme, et le Parlement s'usait de lui-même par impuissance. Il dut démissionner avec son chef, Mamiani, et un nouveau ministère se constitua sous le prélat démocrate Muzarelli. En janvier, les élections firent triompher l'élément radical ; peu de députés avaient été élus cependant sur un programme républicain, et la république paraissait incertaine ; Muzarelli se montrait prêt à rappeler le pape, à condition qu'il voulût congédier Antonelli et garantir la constitution. — Mazzini et ses affidés triomphèrent de tout ; l'enthousiasme en

faveur de la nouvelle idée républicaine prima la prudence et les atermoiements (1).

En dépit de sa grande âme, et à cause d'elle, Mazzini avait, par certains côtés, l'état d'esprit d'un étudiant ; il en possédait la fougue, la générosité, la tendresse, la simplicité brutale et forte, — et quelquefois aussi l'ignorance. Le rêve dominait toujours avec la croyance en la réussite de celui-ci, même quand la réalité répondait mal ou peu. Il comptait que la proclamation de la république sur le Capitole causerait dans toute l'Italie un frémissement capable de la soulever et qui renverserait les trônes. Mais si, sur ce point, il faisait erreur, sur d'autres, il semblait, seul de tous, une fois de plus, avoir vu clair. Ajoutant à ses partisans ceux qui pensaient comme lui par haine du temporel et ceux qui, peu républicains, voyaient du moins dans la république un pas vers l'indépendance, il alla de l'avant. Le refus du pape à toute transaction, conseillé par Antonelli, acheva l'ouvrage entrepris et la république fut proclamée par 120 voix sur 142 membres. La Chambre déclara le temporel aboli et offrit au pape toutes les garanties nécessaires à l'exercice de son pouvoir spirituel. — Mazzini pouvait croire son heure arrivée. La Rome antique, qui hantait son imagination (2), paraissait revivre. Il était déclaré triumvir avec Armellini et Saffi. La république, et la république

1. Consulter encore pour tout ceci : Mamiani, *Scritti* ; — Farini, *Stato Romano* ; — Liverani, *Il papato* ; — Saffi, *Scritti* ; — Niccolini, *Pontificate* ; — d'Ideville, *Journal d'un diplomate en Italie* ; — Lavisse et Rambaud, *Révolutions et guerres nationales* ; — Balleydier, *Histoire de la révolution à Rome* ; — Perrens, *Deux ans de révolution en Italie* ; — Voir aussi : Guerrazi, La Cecilia, Romanelli, Berghelli, etc. — La Cecilia avait été l'ami de Béranger et celui-ci lui avait fait connaître Lamennais.

2. Voir aussi notamment sur ces réminiscences antiques le livre de Pepe : *Histoire des révolutions et des guerres d'Italie*, déjà cité.

seule, — seule alors à porter la bannière de l'indépendance, — tenait en ses mains l'avenir italique. Le prophète avait le droit de croire à la république telle qu'il la concevait, car elle n'avait jamais existé dans l'histoire du monde moderne : elle était, disait-il, « le progrès de tous sous la conduite des meilleurs et des plus sages ». Bâtir cette république à Rome, c'était, pour Mazzini, toucher la terre promise. Armellini et Saffi comptant peu, il y commandait presque en dictateur (1).

∴

Ainsi les faits successifs, en s'agglomérant autour de la figure napoléonienne, aident à la comprendre, et, au fur et à mesure qu'ils la serrent, en la pressant davantage de leurs réclamations, la forcent à se dégager. Elle apparait bien vivante et telle qu'elle existe réellement, car, tout en demeurant originale, elle ne reste pas isolée ; elle est, en quelque sorte, la plus haute manifestation agissante de l'époque, — avant d'agir, et dans cette anticipation réside un de ses secrets ; pénétrée de tous les problèmes, elle les condense ; elle devient leur aboutissant, une face de leur expression, une partie de leurs moyens. Louis-Napoléon Bonaparte, en tant que président, naît de ces problèmes en cours et de la situation ; les uns et les autres l'ont élevé au-dessus d'eux et réclament de lui la solution qui les effectue. Éclos entre la chute de Louis-Philippe et l'avorte-

1. L'anticipation à laquelle les faits eux-mêmes ont entraîné ici vient de la nécessité qu'il y avait de mener en Italie la révolution au moment de son plus haut résultat afin de rendre l'ensemble, mieux saisissable.

ment progressif de ses successeurs parlementaires, il les résume par la consécration du pays ; une fois là, il attire nécessairement le regard anxieux de l'Europe qui voit en lui l'effort suprême, sans doute définitif, de la révolution de février ; il est un des arbitres européens, le plus important, car l'interrogation vient à la fois de la France et de l'Europe, — et, chez cette dernière, surtout de l'Italie, comme le prouvent les réalités qui ont nourri l'analyse du travail précédent. Il est le résultat des faits ; il semble n'avoir pas agi de lui-même pour vaincre, — il n'a agi que très peu, — simplement livré aux événements qui se chargeaient chaque jour davantage de sa fortune, au point que le récit de son aventure s'est trouvé celui de ces faits, non seulement des principaux, mais de quelques autres, en apparence indirects, et qui forment néanmoins soit le fond, soit le cadre adéquats à sa biographie. Son histoire rapporte moins la sienne que celle de la France. Il est le centre, inaperçu d'abord, vers qui tout converge, et qui, sans lutte sérieuse, en somme, vigilant dans son attente calculatrice, grandit sur la fin. Douloureux enfantement d'un chef politique, et dont les masses, emportées par quelque chose de plus fort qu'elles, par la nécessité, sans doute, ont été le gigantesque ouvrier presque inconscient ; les amis du prince — partisans à peu près renseignés, quant à eux (1), — se sont placés en interprètes, à la manière

1. On est à même, déjà, de remarquer que le prince fut seul, en réalité, dans la compréhension et la conduite de son œuvre. Aucun de ses partisans ne le saisit entièrement ; chacun le créait un peu à son image ou à celle de son désir. Cette vigile, qui avait commencé à la mort de son frère, dura jusqu'à la fin. Ses ministres, pas plus que ses familiers, ne surent l'entendre. Dans le goût de Napoléon III pour ce que l'on a nommé son rêve, il y avait beaucoup, sans doute, le monologue intérieur de cette immense

de leur maître victorieux, interprète de la situation comme de lui-même.

Son passé le prédestinait à ce rôle national et européen qui devait être à cette date, un autre président eût-il été nommé, celui de la France ; mais personne n'y paraissait aussi préparé que lui. Le réalisateur attendu de la théorie des nationalités était amené à la mettre en action par les exigences du temps et par suite de sa propre existence ; au moment où cette théorie réclamait son heure, un de ses premiers soldats obtenait le premier rang. Le vieil ami des mauvais jours ne s'y trompa pas ; Arèse, confiant dans l'ancien volontaire de Forli, tressaillit à la nouvelle de l'élection (1). Les ministres de Charles-Albert partagèrent cet espoir et Gioberti, après avoir appelé Arèse à Turin, l'envoya vite à Paris. Sa mission avait deux buts : l'un consistait à féliciter le prince : l'autre, plus ou moins secret, à l'engager dans une guerre contre l'Autriche. Arèse arriva le 25 décembre et dina le soir même à l'Élysée (2). Louis-Napoléon serait-il pour l'Italie le successeur de son oncle, ou, interprétant mieux son rôle, le véritable César attendu, chanté par Dante, par Machiavel (3) ? — Cette guerre n'était pas simplement, dans beaucoup d'esprits, italienne et française, mais européenne, sacrée, une croisade dont l'équilibre du continent — nous l'avons vu — devait dépendre. Quinet, qui rédigeait un livre afin de pousser à la reconstitution italienne et dans lequel, après la campagne de Rome, il avouait craindre que la cause défendue par lui ne fût perdue

solitude imposée par la légèreté, l'indifférence ou la réserve trop sure d'elle même, et souvent peu instruite, — ou si mal, — d'autrui.

1, 2. Grabinski, *Le comte Arèse*, déjà cité.

3. Et prédit en janvier 1832 par Barthélemy. *Némésis*, satire hebdomadaire. Bruxelles, Laurent, 1836.

ou égarée pour longtemps, l'expliquait ainsi : « Si ce jour éclate, ce ne sera pas seulement la lutte d'un peuple contre un peuple, mais la cause de l'esprit humain. L'Italie écrira sur sa bannière un autre principe politique et religieux que celui de l'Autriche (1). » Insistant sur la nécessité de cette campagne, il ajoutait : « Bien que je m'avoue condamné par les sentiments de presque tous les hommes de ma génération, je dirai que je n'ai jamais vu les idées triompher si quelqu'un ne s'est armé pour elles. Après toutes les leçons que j'ai reçues de mon temps, et qui ne m'ont pas été épargnées, je persiste à croire fermement que l'héroïsme est le meilleur compagnon de la philosophie et qu'en de certains périls, l'épée fait plus de travail en un jour que toute la sagesse de la terre en plusieurs siècles (2). »

Bientôt, le Piémont écarté momentanément, mal remis de ses défaites, la question pour l'Italie était la suivante : qui, de la république romaine ou de la république française, favoriserait la guerre nationale italienne, qui, des deux conspirateurs qui conduisaient l'une et l'autre, Mazzini ou Louis-Napoléon ? La république romaine disparaissant, il ne subsistait que la république française, et il devait alors se passer ceci : Louis-Napoléon, président d'une république parlementaire, ne pourrait réaliser ni sa politique personnelle, ni une politique progressive ; prisonnier d'un Parlement qui l'attaquait sans le garantir, il poursuivrait une politique rétrograde, contre l'idéal de 1789, de 1830 et de 1848, alors que, devenu le maître, il suivrait, tant qu'il serait libre, jusqu'au renouveau parlementaire, la ligne à la fois révolutionnaire et nationale. Louis-Napoléon était si bien

1, 2. Quinet, *Les révolutions d'Italie*, déjà cité, p. 423.



l'arbitre de la question européenne et, en même temps, sur ce point aussi, la dernière issue possible pour la révolution que l'Europe se demandait anxieusement, — étreinte d'une angoisse différente que sous le directoire lamartinien, — quel rôle il saurait jouer. Il n'y a aucune exagération à soutenir que tout dépendait de lui. Le souffle révolutionnaire expirait dans chaque état ; la liberté était traquée, la théorie des nationalités combattue à outrance, comme en 1815, mais moins sournoisement, par la majorité des cours ; à l'horizon, le Tsar, sur ses positions à l'apparence formidable (1), considérait l'Europe d'un regard inquiet, peut-être même haineux, menaçant. — L'avenir de l'humanité n'était représenté qu'à Paris, à Rome, et à Venise (2), par un Bonaparte, par Mazzini, par Manin ; et, à ce moment-là, encore avant qu'il n'eût agi, César était le plus solide champion des nationalités.

1. Blondeau, *Examen des questions politiques*, etc., déjà cité. Chaix, 1848, pages 13, 14, 15 et suivantes.

2. Venise, — dont nous parlerons dans le volume suivant — et l'admirable Manin représentaient surtout une défense locale. L'idée européenne n'y existait pas comme à Paris ni comme à Rome, en la personne de Mazzini.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE IV

LA SECONDE ÉLECTION ET SES RÉSULTATS

CHAPITRE V

VERS LA PRÉSIDENCE

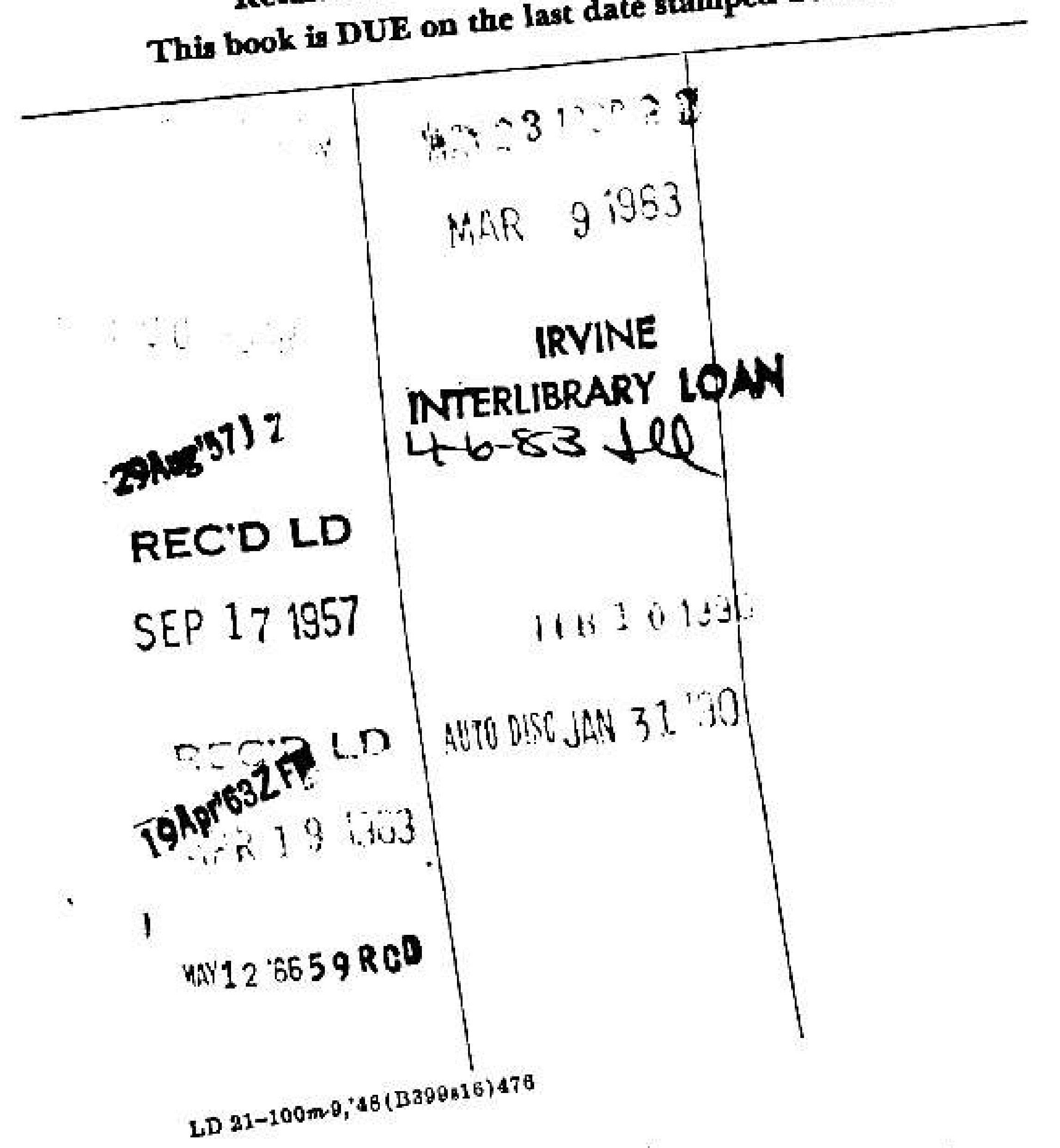


CHAPITRE VI

LA THÉORIE DES NATIONALITÉS ET LOUIS-NAPOLÉON

Imp. Bonvalot-Jouve, 15, rue Racine, Paris.

PARIS. — IMP. N. BOUILLANT, 25, RUE SERPENTE


MAR 9 1963
IRVINE
INTERLIBRARY LOAN
4-6-83
29Aug'57 J Z
REC'D LD
SEP 17 1957
AUTO DISC JAN 31 '90
19Apr'63 Z F
MAY 12 '66 5 9 RCD


U.C. BERKELEY LIBRARIES
C022732380


Digitized by Google

